

Annuaire statistique de la Justice

Édition 2007

Secrétariat Général

Direction de l'Administration générale et de l'Équipement

SOUS-DIRECTION DE LA STATISTIQUE, DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION
13, place Vendôme - 75 001 Paris - Tél. : 01 44 77 66 27

Directeur de la publication
A. Marais

Rédacteur en chef
O. Timbart

Réalisation
M.-H. Barthe
A. Jacgert

Maquette
D. Toussaint

Ont collaboré à cet ouvrage

Direction des Affaires civiles et du Sceau : **Mmes Bonnet, Croso**

Direction de l'Administration pénitentiaire : **Mmes Bernotti, Kensey**

Direction de la Protection judiciaire de la Jeunesse : **MM. Macabiès, Renault**

Sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation :

F. Lemoine
M. Le Roux
S. Lombroso
C. Poutet
T. Razafindranovona

Cour de Cassation : **M. Azoula**

Conseil d'État : **M. Longiéras**

Cour des comptes : **Mme Rodrigues**

Médiature : **Mme Durand**

En application de la loi du 11 mars 1957 (art. 41) et du Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur.

Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre.

Photo de couverture : symbole de la Justice, cour d'appel de Chambéry
Chrystèle Lacène. Ministère de la Justice - SCICOM

© La Documentation française - Paris, Octobre 2007
ISBN 978-2-11-006826-2

L'Annuaire Statistique de la Justice présente, sur une période assez longue, une description chiffrée de l'activité judiciaire.

Après une présentation des moyens de la Justice (nombre de juridictions, moyens budgétaires, implantations), l'Annuaire décrit le fonctionnement de la justice civile : activité des juridictions, description des saisines et des durées de procédures par nature d'affaire, détail sur certains contentieux significatifs (affaires familiales, impayés, protection des mineurs et des majeurs, acquisitions de la nationalité française, redressements et liquidations judiciaires).

Le fonctionnement de la justice pénale est présenté sous ses différents aspects : orientation des affaires par les parquets, activité des juges d'instruction, activité des juridictions de jugement, infractions sanctionnées et sanctions prononcées, taux de récidive.

Sont également fournies les statistiques relatives à l'exécution des peines dans le cadre de l'administration pénitentiaire - milieu fermé, milieu ouvert, activité du juge de l'application des peines -, puis les statistiques se rapportant à la protection judiciaire de la jeunesse - orientations données par les parquets aux affaires de mineurs, activité des juridictions de mineurs, activité des établissements de la protection judiciaire de la jeunesse, condamnations frappant des mineurs.

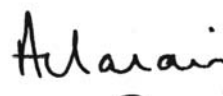
Le lecteur trouvera aussi des données concernant l'activité de la justice administrative, les statistiques relatives à l'aide juridictionnelle accordée aux justiciables les plus démunis, et enfin les données disponibles sur les professions juridiques.

L'ouvrage se termine par la présentation des principales données d'activité relatives à chaque juridiction : 35 cours d'appel, 181 tribunaux de grande instance, 473 tribunaux d'instance, 271 conseils de prud'hommes, 191 tribunaux de commerce, 151 tribunaux pour enfants.

Pour la première fois l'édition 2007 de l'Annuaire statistique de la Justice fait l'objet d'une mise en ligne préalable à sa publication par la Documentation Française. Ce choix va s'accompagner d'une actualisation de chacune des parties de l'annuaire au fur et à mesure de la disponibilité des données. Ainsi les données d'activité des juridictions pour 2006 pourront être intégrées dans les chapitres concernés dès la fin de l'année 2007.

Cette dématérialisation de la publication va dans le sens d'une meilleure visibilité et d'une mise à disposition plus précoce des données.

Le chargé de la sous-direction
de la Statistique, des Études et de la Documentation




Alain Marais

AVANT-PROPOS	3
MOYENS DE LA JUSTICE	13
Budget	15
Frais de justice - Aide juridictionnelle	15
Effectifs budgétaires	17
Implantations immobilières	19
Juridictions et établissements	19
Accès au droit	19
JUSTICE CIVILE	25
Activité des juridictions	27
Cour de cassation	27
Cours d'appel	29
Tribunaux de grande instance.....	31
Tribunaux de grande instance à compétence commerciale.....	33
Tribunaux d'instance, juridictions de proximité	35
Tribunaux paritaires des baux ruraux.....	39
Tribunaux des affaires de sécurité sociale	39
Conseils de prud'hommes.....	41
Tribunaux de commerce	43
Détails des saisines en 2004	45
Affaires nouvelles au fond	45
Ordonnances de référé et procédures particulières	71
Durée de traitement des affaires en 2005	73
Détail de certains thèmes	79
Acquisitions de la nationalité française	79
Protection des mineurs	81
Protection des majeurs	83
Affaires familiales	85
Redressements et liquidations judiciaires	91
Contentieux locatifs	93
Contentieux de l'impayé.....	95
Procédures devant le juge de l'exécution	99
JUSTICE PÉNALE	103
Activité des parquets	105
Saisines.....	105
Orientations	107
Mesures alternatives traitées par les associations.....	111
Activité des officiers du ministère public	113
Activité des juges d'instruction	115
Affaires terminées	115
Mises en examen	117
Mesures de contrôle judiciaire prononcées.....	119
Mesures de contrôle judiciaire traitées par les associations	119
Mesures de détention provisoire	121
La détention provisoire dans les condamnations	123
Activité des juridictions	125
Cours d'assises.....	125
Tribunaux correctionnels.....	127
Tribunaux et juges pour enfants.....	129
Tribunaux de police	131
Juridictions de proximité.....	133
Tribunaux aux armées	133

Cours d'appel	135
Cour de cassation	137
Révision des condamnations pénales.....	137
Indemnisation en matière de détention provisoire	137
Aide aux victimes	139
Condamnations	141
Crimes.....	147
Délits	149
Contraventions de 5 ^e classe	153
Ensemble des peines prononcées dans les condamnations	157
Détails des condamnations	159
Violences volontaires	159
Violences involontaires	163
Atteintes sexuelles	167
Atteintes à la famille et autres atteintes à la personne.....	171
Vols et recels.....	173
Escroqueries et abus de confiance	177
Destructions et dégradations	179
Circulation routière et transports	181
Infractions en matière de chèques	185
Infractions en matière de travail et sécurité sociale	187
Infractions en matière de sociétés et de commerce.....	189
Infractions en matière de finances publiques.....	191
Infractions en matière de santé et de stupéfiants	193
Ordre administratif et judiciaire	195
Sûreté publique	197
Ordre public général.....	201
Les récidivistes dans les condamnations prononcées	203
EXÉCUTION DES PEINES ET ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE	207
Milieu fermé	209
Population carcérale : incarcérés, prévenus, condamnés	209
Mouvements de détenus : incarcérations, libérations, extraditions.....	213
Vie en milieu carcéral : activité professionnelle, enseignement, incidents.....	217
Activité des juges de l'application des peines	219
Placements à l'extérieur.....	219
Semi-liberté	221
Permissions de sortir.....	223
Libérations conditionnelles.....	223
Milieu ouvert	225
Population prise en charge par les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation	225
Mesures prises en charge par les SPIP	225
Interventions des SPIP.....	227
MINEURS ET JUSTICE	231
Activité des parquets mineurs	235
Orientations données aux affaires pénales	237
Mineurs délinquants : activité des juges et tribunaux pour enfants	239
Mineurs en danger : activité des juges des enfants	241
Activité des établissements de la PJJ - secteur public	243
Activité des établissements du secteur associatif habilité par la PJJ	245
Condamnations de mineurs	247
Crimes.....	247
Délits	251
Contraventions de 5 ^e classe	255
Mineurs incarcérés.....	257
Mouvement de détenus mineurs	261

JUSTICE ADMINISTRATIVE	269
Tribunal des conflits	271
Conseil d'État	271
Cours administratives d'appel	273
Tribunaux administratifs	273
Cour des comptes	275
Chambres régionales des comptes	277
Cour de discipline budgétaire et financière	277
MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE	283
AIDE JURIDICTIONNELLE	293
Procédures : admissions	295
Procédures : rejets	297
Bénéficiaires	297
AUXILIAIRES DE JUSTICE	303
Avocats	305
Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation	305
Avoués près les cours d'appel	307
Greffiers de tribunal de commerce	307
Huissiers de justice	307
Administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs	307
Experts judiciaires	309
Notaires	309
Commissaires-priseurs judiciaires	309
Conciliateurs	309
ACTIVITÉ PAR JURIDICTION	313
Activité civile par cour d'appel	315
Activité pénale par cour d'appel	317
Activité civile des tribunaux de grande instance	319
Activité pénale des tribunaux de grande instance	323
Activité par parquet : orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs.....	327
Activité des juges et tribunaux pour enfants	331
Activité par tribunal d'instance	335
Activité par conseil de prud'hommes	343
Activité par tribunal de commerce	349
Activité commerciale des tribunaux de grande instance	355
Condamnations prononcées par cour d'appel et par tribunal de grande instance	357
GLOSSAIRE	362
INDEX ALPHABÉTIQUE	365

Table des signes conventionnels

p	Valeur provisoire
e	Estimation
r	Valeur corrigée par rapport à l'édition antérieure
...	Résultat non encore disponible
. ou –	Statistique inexistante
/// ou 	Absence de résultat due à la nature des choses
nd	Non disponible
|	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe
ε	Résultat très faible (inférieur à la moitié de l'unité du dernier chiffre présenté)

Les moyens de la Justice

Les juridictions

Si l'ordonnance du 22 décembre 1958 traduit la volonté du législateur de réunifier l'organisation judiciaire de la France, la variété des compétences et des fonctionnements dans l'ensemble des juridictions placées sous le contrôle de la Cour de cassation demeure considérable.

Juridiction suprême de l'ordre judiciaire, créée en 1790, la Cour de cassation vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures ; elle juge le droit, non pas le fait, à la différence des cours d'appel, juridictions du second degré qui examinent à nouveau les faits sur lesquels les tribunaux du premier degré, civils ou pénaux, se sont déjà prononcés.

Outre les juridictions de droit commun : Cour de cassation, cours d'appel, cours d'assises, tribunaux de grande instance civils et correctionnels, tribunaux d'instance civils et de police et juridictions de proximité, l'ordre judiciaire comprend des juridictions spécialisées (dites tribunaux d'exception) de nature civile : tribunaux de commerce, commissions de sécurité sociale, juges de l'expropriation, conseils de prud'hommes, tribunaux paritaires de baux ruraux, ou de nature pénale : tribunaux pour enfants, tribunaux aux armées, tribunaux maritimes commerciaux. On notera également que les organisations professionnelles (Chambres, Conseils, Ordres) d'officiers ministériels et auxiliaires de justice prennent, en application des règles de déontologie, des décisions disciplinaires susceptibles de recours devant les cours d'appel.

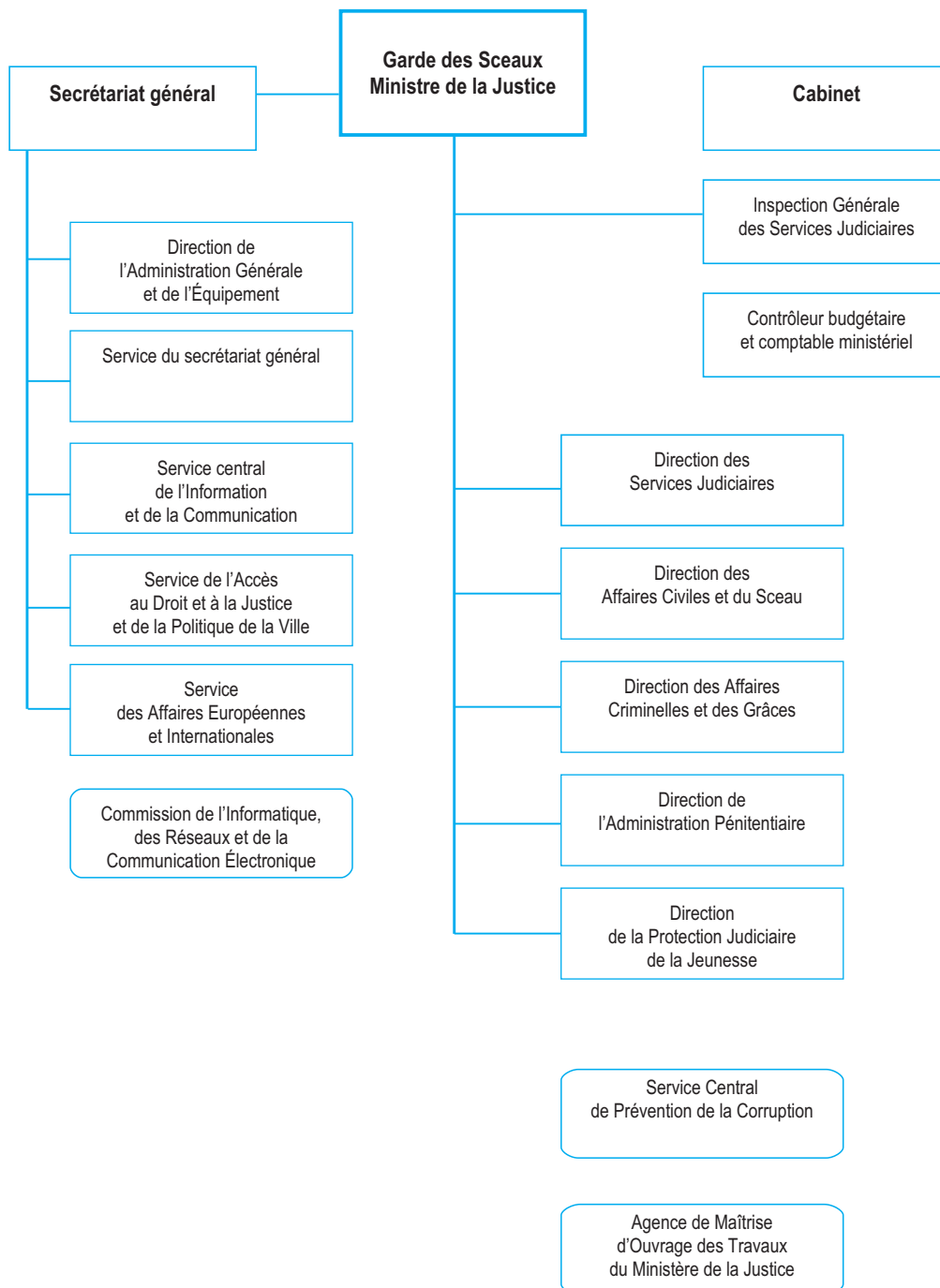
Enfin le ministre de la Justice institue "conciliateurs" des personnes bénévoles qui s'efforcent de développer, hors procédure codifiée, la pratique du règlement amiable des petits différends locaux entre particuliers.

Le ministère public (procureur et substituts) défend l'ordre public. À ce titre, il exerce auprès des juridictions, des attributions judiciaires d'ordre pénal et civil ainsi que des attributions administratives. En matière pénale, il reçoit les plaintes et procès-verbaux et apprécie les suites à donner ; il exerce l'action publique, contrôle l'enquête judiciaire, le déroulement de l'instruction et du jugement ; il requiert l'application de la loi et assure l'exécution des décisions de justice. En matière civile, il peut et dans certains cas il doit, intervenir au procès, notamment dans les affaires intéressant l'État, le statut des personnes, la procédure.

Outre ses attributions judiciaires, le procureur de la République surveille les officiers publics et ministériels et les officiers d'état civil. Il dirige la police judiciaire.

La police judiciaire, fonction exercée par les maires, la gendarmerie et la police nationale notamment, constate les infractions à la loi pénale, rassemble les preuves et recherche les auteurs, sur délégation des procureurs de la République et juges d'instruction.

Organigramme du ministère de la Justice



Code	2003	2004	2005	2006	2007
◆ Crédits inscrits en loi de finances initiale					
Crédits de paiement					
1 Total (en Mo d'euros)	5 037,09	5 283,21	5 461,85	///	///
2 Dépenses ordinaires	4 734,07	4 961,59	5 150,07	///	///
3 Dépenses en capital	303,02	321,62	311,78	///	///
4 Part du budget de la Justice dans le budget général de l'État (crédits de paiement) (en %)	1,84	1,86	1,89	///	///
Autorisations de programme					
5 Total (en Mo d'euros)	706,55	1 049,82	607,67	///	///

Code	2003	2004	2005 *	2006	2007
Crédits inscrits en loi de finances initiale <i>(présentation LOLF)</i>					
Crédits de paiement					
6 Total (en Mo d'euros)	///	///	5 265,11	5 980,26	6 254,50
7 dont dépenses de personnel	///	///	2 945,87	3 544,79	3 684,57
Répartition par programme					
8 - Justice judiciaire	///	///	2 157,67	2 505,77	2 596,77
9 - Administration pénitentiaire	///	///	1 867,57	2 130,70	2 240,76
10 - Protection judiciaire de la jeunesse	///	///	676,13	735,80	796,34
11 - Accès au droit et à la Justice	///	///	333,35	344,17	341,99
12 - Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés	///	///	230,39	263,82	278,64
13 Part du budget de la Justice dans le budget général de l'État (crédits de paiement) (en %)	///	///	1,82	2,24	2,34
Autorisation d'engagement					
14 Total (en Mo d'euros)	///	///	5 557,70	6 925,83	7 085,67

* Les données 2005 sont inscrites en format LOLF pour permettre de chiffrer l'évolution à périmètre constant : c'est à dire que ne sont pas inclus en 2005 les moyens de la justice administrative et de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques qui ne figurent plus dans le périmètre de la mission justice à l'entrée en vigueur de la LOLF (2006)

Frais de justice - Aide juridictionnelle

	2002	2003	2004	2005	2006
◆ Frais de justice					
15 Total (en Mo d'euros)¹	295,64	347,67	426,39	487,35	379,42
16 Frais de justice criminelle, correctionnelle et de police²	207,54	251,52	320,17	376,73	262,37
17 Frais de justice civile, commerciale et administrative³	79,62	85,50	93,93	98,00	46,22
18 Autres frais de justice	8,48	10,65	12,29	12,62	70,83
◆ Aide juridictionnelle					
19 Total (en Mo d'euros)^{1,4}	219,67	270,20	273,92	300,95	300,41

* Le système d'aide juridique a été instauré par la loi du 10 juillet 1991 (cf. page 289).

1. Il s'agit de la dépense réelle constatée par l'Agence comptable centrale du Trésor dans son récapitulatif annuel. Frais de justice et aide juridictionnelle constituent une partie des dépenses ordinaires. Les juridictions administratives sont exclues à compter de 2005.
2. Frais d'expertise, indemnités payées aux huissiers, aux jurés, aux témoins ...
3. Enquêtes sociales, frais en matière de procédures de tutelles, de procédures collectives de redressement et de liquidation judiciaires des entreprises en difficulté ...
4. Avec la nouvelle nomenclature issue de la LOLF et applicable au 1er janvier 2006, les frais postaux sont désormais inclus en totalité dans la rubrique autres frais de justice au titre de l'action "soutien" et non plus affectés au domaine civil ou pénal. Or, les frais postaux constituaient près de la moitié des frais de justice en matière civile.

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer, collectivités locales

Code | Définitions et méthode

- 1 | Les emplois (magistrats et fonctionnaires) des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs transférés en 1990 du budget du ministère de l'intérieur au budget du ministère de la justice sont comptabilisés dans ces rubriques.
Les emplois d'assistants sociaux et d'infirmiers, gérés jusqu'en 1992 par l'Administration centrale au titre des services extérieurs communs, ont été transférés en 1993 dans les directions respectives d'affectation (Administration pénitentiaire et Protection judiciaire de la jeunesse).

Les données 2005 sont inscrites ici en format "LOLF" pour permettre de chiffrer l'évolution à périmètre constant : c'est à dire que ne sont pas inclus les personnels de la justice administrative, et de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, qui ne figurent plus dans le périmètre de la mission justice, à l'entrée en vigueur de la loi organique sur les lois de finances (2006)

- 17 | Les catégories d'emploi retenues à l'entrée en vigueur de la LOLF sont : magistrats de l'ordre judiciaire (cat 1); personnels d'encadrement (cat 2); B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif (cat 3); B administratifs et techniques (cat 4); personnels de surveillance C (cat 5); C administratifs et techniques (cat 6).

Sources :

- Ministère de la Justice
2006 et 2007 d'après tableaux emplois exprimés en ETPT dans l'annexe Justice PLF 2006

Code		2003	2004	2005	2006	2007
1	Total des effectifs budgétaires *	69 215	71 390	72 460	///	///
2	<i>dont magistrats</i>	8 585	8 779	8 907	///	///
3	Administration centrale et services extérieurs	2 028	2 100	2 226	///	///
4	<i>dont magistrats</i>	229	241	256	///	///
5	Services judiciaires	28 227	28 889	29 200	///	///
6	Magistrats	7 294	7 434	7 526	///	///
7	Fonctionnaires et contractuels	20 933	21 455	21 674	///	///
8	<i>dont greffiers en chef et greffiers</i>	9 496	9 855	9 927	///	///
9	Administration pénitentiaire	28 590	29 700	30 197	///	///
10	<i>dont personnel de surveillance</i>	22 358	23 065	23 265	///	///
11	Protection judiciaire de la jeunesse	7 753	7 956	8 044	///	///
12	<i>dont personnel éducatif (directeurs, chefs de service éducatif et éducateurs)</i>	4 491	4 645	4 701	///	///
13	Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs *	2 541	2 632	2 677	///	///
14	<i>dont magistrats</i>	1 062	1 104	1 125	///	///
15	Commission nationale de l'informatique et des libertés	76	80	83	///	///
16	Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques	-	33	33	///	///

Code		2003	2004	2005 (1)	2006	2007
17	Ensemble de Mission Justice (2)	///	///	71 212	71 475	72 023
18	Justice judiciaire	///	///	29 392	29 475	30 301
19	Magistrats de l'ordre judiciaire	///	///	7 507	7 600	7 714
20	Greffiers en chef et greffiers	///	///	10 605	10 610	11 895
21	Catégorie C	///	///	11 280	11 265	11 688
22	Administration pénitentiaire	///	///	30 905	31 020	31 297
23	<i>dont personnel de surveillance (C)</i>	///	///	22 211	22 269	22 465
24	Protection judiciaire de la jeunesse	///	///	8 699	8 730	8 806
25	<i>dont métiers de l'éducatif</i>	///	///	3 946	3 968	4 093
26	Accès au droit et à la justice	///	///	660	660	
27	Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés	///	///	1 556	1 590	1 619
28	Magistrats de l'ordre judiciaire	///	///	196	194	212
29	Personnel d'encadrement	///	///	554	575	630
30	Catégorie B	///	///	280	281	298
31	Catégorie C	///	///	526	540	479

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer, collectivités locales

Code | Définitions et méthode

- 8 | Les tribunaux supérieurs d'appel tiennent lieu de cour d'appel à Mamoudzou et Saint-Pierre et Miquelon
- 10 | Les tribunaux de première instance tiennent lieu de TGI dans les TOM
- 15 | Les tribunaux du travail traitent des contentieux du travail et de la Sécurité sociale, comme les CPH, à Papeete et Nouméa
- 18 | Les tribunaux de première instance à compétence commerciale n'existent qu'à Mamoudzou et Saint-Pierre et Miquelon

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	Ensemble des implantations immobilières (en m ² hors œuvre)	5 346 751	5 248 926	5 564 396	5 621 632	5 494 095
2	Administration centrale	55 438	58 900	64 025	67 000	66 000
3	Cours et tribunaux	1 894 557	1 902 057	2 038 761	2 038 761	1 960 000
4	Services extérieurs de l'administration pénitentiaire	2 873 989	2 924 840	3 037 540	3 090 871	3 094 095
5	Services extérieurs de la protection judiciaire de la jeunesse	522 767	363 129	424 070	425 000	374 000

Juridictions et établissements

◆ Nombre de juridictions						
Les juridictions de l'ordre judiciaire						
6	Cour de cassation	1	1	1	1	1
7	Cours d'appel	35	35	35	35	35
8	Tribunaux supérieurs d'appel	2	2	2	2	2
9	Tribunaux de grande instance (TGI)	181	181	181	181	181
10	Tribunaux de première instance (TPI)	5	5	5	5	5
11	Tribunaux pour enfants	139	154	154	154	155
12	Tribunaux des affaires de sécurité sociale	116	116	116	116	116
13	Tribunaux d'instance et de police	476	476	476	476	475
14	Conseils de prud'hommes	271	271	271	271	271
15	Tribunaux du travail	6	6	6	6	6
16	Tribunaux de commerce	191	191	191	185	185
17	TGI à compétence commerciale, tribunaux mixtes de commerce et chambres commerciales	37	37	37	37	37
18	TPI à compétence commerciale	3	3	3	3	3
Les juridictions de l'ordre administratif						
19	Conseil d'État	1	1	1	1	1
20	Cours administratives d'appel	7	7	7	8	8
21	Tribunaux administratifs	36	36	36	36	36
◆ Nombre d'établissements pénitentiaires						
22	Maisons d'arrêt	117	118	117	115	115
23	Centres de détention	23	24	24	24	24
24	Maisons centrales	6	5	5	5	5
25	Centres pénitentiaires	26	28	29	31	31
26	Centres de semi-liberté	13	13	13	13	13
◆ Nombre d'établissements de la protection judiciaire de la jeunesse						
Secteur public						
27	Foyers d'action éducative (FAE)	75	76	77	76	76
28	<i>dont centres éducatifs renforcés (CER)</i>	8	7	7	6	5
29	Centres d'action éducative (CAE)	199	202	204	209	190
30	<i>dont avec structure d'hébergement classique</i>	5	5	6	10	5
31	<i>dont centres d'action éducative et d'insertion</i>	///	22	22	23	22
32	Centres de placement immédiat (CPI)	43	42	42	43	40
33	Centres éducatifs fermés (CEF)	///	2	2	2	6
34	Services éducatifs auprès des tribunaux de grande instance*	10**	10	10	10	10
Secteur associatif habilité						
35	Établissements et services habilités	1 184	1 199	1 195	1 210	nc

* La création de 40 FAE entre 2001 et 2002 est liée à la disparition des centres d'action éducatives multi-fonctions et à l'automatisation des hébergements

** À partir de 2002, en application des nouvelles dispositions relatives à l'organisation départementale, les fonctions de permanence éducative auprès du tribunal sont assurées le plus souvent par les unités éducatives auprès du tribunal (UEAT) rattachées aux centres d'action éducative

L'accès au droit

34	Conseils départementaux de l'accès au droit	71	71	75	80	86
35	Maisons de Justice et du droit	86	93	103	118	118
36	Antennes de Justice	66	66	67	67	67

La justice civile

Sources statistiques

Chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du Nouveau Code de procédure civile). Mis progressivement en place depuis 1979, le Répertoire général civil (RGC) fournit en sous-produit de la gestion des juridictions les principales données statistiques permettant d'appréhender le fonctionnement de la justice civile en France. Dans les ressorts des 33 cours d'appel de France métropolitaine et des départements d'outre-mer, il est mis en œuvre dans les cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance, tribunaux paritaires de baux ruraux, tribunaux de commerce (depuis le 1^{er} juillet 1988) et conseils de prud'hommes.

Un nouveau répertoire général civil a été mis en place en 2003 dans les conseils de prud'hommes et en 2004 dans les tribunaux de grande instance. Le champ d'application du nouveau répertoire a été élargi pour les TGI et inclut désormais des procédures particulières et l'activité administrative (inscriptions au répertoire civil, inscriptions de privilèges, vérifications des dépens, renoncations à succession, déclarations d'appel, certificats, états de recouvrements, prestations de serment ...) ce qui occasionne des ruptures de séries.

C'est à partir de ce répertoire que sont obtenues la plupart des séries statistiques présentées ci-après.

Certaines procédures non prises en compte par le Répertoire général civil font l'objet d'un recueil statistique spécifique :

- celles relevant de l'**activité administrative des tribunaux d'instance** : injonctions de payer, ordonnances sur requête, demandes relatives à l'incapacité des mineurs, tentatives préalables de conciliation, certificats et déclarations de nationalité...
- les procédures relevant des **tribunaux des affaires de sécurité sociale** ;
- la **Cour de cassation** tient ses propres statistiques d'activité, publiées dans son rapport annuel édité par La Documentation Française.

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

Les jugements en dernier ressort qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire peuvent être frappés de pourvoi en cassation, comme les jugements qui tranchent en dernier ressort tout le principal. Peuvent également être frappés de pourvoi en cassation les jugements en dernier ressort qui, statuant sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident, mettent fin à l'instance (art. 606 et 607 du Nouveau Code de procédure civile).

La Cour de cassation contrôle la légalité de la décision en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Elle ne procède pas à un nouvel examen des faits. Elle fixe le sens dans lequel doit être appliquée la règle de droit. Elle siège à Paris et a compétence sur tout le territoire national. Le délai de pourvoi est de deux mois. Il court, à l'égard des décisions par défaut, à compter du jour où l'opposition n'est plus recevable (art. 612 et 613 du Nouveau Code de procédure civile).

- 3, 4 **Durée d'une affaire :** exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine de la Cour de cassation et la date de la décision la déssaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année.
- 5 **Cassation :** lorsque le pourvoi lui paraît fondé en droit, la Cour de cassation annule en tout ou partie la décision prononcée en violation de la loi. Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle qui a primitivement statué et dont la décision a été cassée. Il peut arriver que la Cour de cassation casse sans renvoyer. Cette cassation sans renvoi est fréquente en procédure pénale, mais demeure exceptionnelle en procédure civile.
- 6 Lorsque le pourvoi est recevable, la Cour de cassation, si elle le juge mal fondé, rend un arrêt de **rejet** (art. 620 et 621 du Nouveau Code de procédure civile).
- 7 **Le désistement** est l'acte par lequel le demandeur renonce à son action : néanmoins le défendeur peut demander, dans certains cas, de ne pas tenir compte du désistement du demandeur, et que l'affaire soit jugée quand même (art. 1024 à 1026 du Nouveau Code de procédure civile).
- 8 **La déchéance** du droit au pourvoi interdit à la partie qui l'a formé d'en former un nouveau contre la même décision au fond (art. 621 du Nouveau Code de procédure civile).
- 10 **Non admission :** procédure instituée par la loi organique du 25 juin 2001 qui permet à la cour de déclarer "non admis" les pourvois irrecevables ou non fondés sur un moyen sérieux de cassation
- 12 Hors les matières où le pourvoi empêche l'exécution de la décision attaquée, le premier président peut, à la demande du défendeur, et après avoir recueilli l'avis du Procureur général et des parties, décider le retrait du rôle d'une affaire lorsque le demandeur ne justifie pas avoir exécuté la décision frappée de pourvoi, à moins qu'il ne lui apparaisse que l'exécution serait de nature à entraîner des conséquences manifestement excessives. Il autorise la réinscription de l'affaire au rôle de la Cour sur justification de l'exécution de la décision attaquée.

Sources :

- Ministère de la Justice
Rapport annuel de la Cour de cassation (édité par "La Documentation Française").

Code	2001	2002	2003	2004	2005
◆ Affaires nouvelles					
1	22 700	22 324	21 638	21 965	18 830
◆ Affaires terminées					
2	20 613	23 482	23 474	23 539	24 776
3	19,3	19,3	18,7	18,4	17,4
4	24,2	23,6	22,6	22,0	20,5
Nature de la décision					
5	4 247	5 089	5 375	4 324	4 908
6	8 957	6 135	5 216	6 500	6 284
7	3 763	4 101	3 758	3 708	4 184
8	2 420	2 214	2 327	2 169	1 905
9	717	326	292	375	344
10	-	5 158	5 996	5 924	6 747
11	509	459	510	539	404
12	701	676	608	661	611
◆ Affaires en cours					
13	35 085	33 595	31 636	29 808	23 661

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Pour l'activité détaillée par cour d'appel en 2005, voir le chapitre "Activité par juridiction".

Code | Définitions et méthode

L'appel tend à faire réformer ou annuler par **la cour d'appel** un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La voie de l'appel est ouverte en toutes matières, même gracieuses, contre les jugements de première instance, s'il n'en est autrement disposé. Les jugements qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal, et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire, peuvent être immédiatement frappés d'appel, comme les jugements qui tranchent tout le principal. Il en est de même lorsque le jugement qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident, met fin à l'instance (art. 542 à 544 du Nouveau Code de procédure civile).

La cour d'appel comprend, outre le Premier président, des présidents de chambre et des conseillers (art. L 212-1 du Code de l'organisation judiciaire). Les arrêts de la cour d'appel sont rendus soit par l'une des chambres, soit par deux ou trois chambres réunies (art. R 212-3 du Code de l'organisation judiciaire).

Le délai de recours en appel est d'un mois en matière contentieuse et de quinze jours en matière gracieuse. Sauf exceptions, il court à compter de la notification du jugement (art. 528 et 538 du Nouveau Code de procédure civile).

La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc de nouveau le débat au fond (art. 561 du Nouveau Code de procédure civile).

- 1 | Non compris les deux cours d'appel et les deux tribunaux supérieurs d'appel des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.
- 4 | Il s'agit des requêtes en rectification ou en interprétation, des tierces opposition.
- 12 | Sont comprises sous cette rubrique toutes les affaires qui en 1^{re} instance ne relèvent pas du Répertoire général civil (recours contre les décisions des juridictions disciplinaires des ordres d'avocats, de notaires, recours contre les décisions des bureaux d'aide juridictionnelle ...).
- 13 à 16 | **Les taux d'appel** de l'année n sont calculés en considérant le nombre d'appels interjetés durant les années n et n+1 des décisions rendues en premier ressort l'année n et en rapportant ce nombre d'appels à l'ensemble des décisions au fond de l'année n. Pour le tribunal d'instance, ce taux est calculé sur l'ensemble des affaires, le système statistique ne permettant pas de distinguer les décisions rendues en premier ressort de celles rendues en dernier ressort.
- 19, 21 | **Durée des affaires** : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine du tribunal et la date de la décision le dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année, toutes décisions confondues, y compris les affaires commerciales. Le détail des durées d'affaires par nature de contentieux est fourni par le chapitre "Durée de traitement des affaires".
- 23 | **Jugement sur le fond** : jugement qui statue sur l'objet même du procès. Une partie notable des affaires se terminent sans jugement au fond, mais par radiation, désistement, conciliation ... (cf. séries 22 à 27).
- 24 | **La confirmation** est la décision par laquelle la juridiction du second degré approuve la décision des premiers juges.
- 26 | **L'infirmité** consiste en l'annulation de la décision des premiers juges par la juridiction du second degré. Elle est basée sur le fond du droit, ou seulement sur la forme (procédure).
- 27 à 31 | **Autres décisions** : cf. glossaire
- 30 | **Irrecevabilité de la demande** : constitue une fin de non recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir, tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée. Elle joue devant toute juridiction à tout moment de la procédure, sans que celui qui l'invoque ait à justifier d'un grief (art. 122 à 126, art. 911 du Nouveau Code de procédure civile).
- 32 | **Décisions au fond contradictoires** : il s'agit des décisions rendues en présence des deux parties ou de leurs représentants. Les décisions non contradictoires sont celles où le défendeur a négligé de se présenter ou de se faire représenter. La proportion de décisions au fond contradictoires est calculée en rapportant ces dernières au nombre total de décisions au fond.
- 33 | Constitue une **décision au fond** le jugement qui tranche dans son dispositif tout ou partie du principal, ou qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir, ou tout autre incident (art. 480 et 481 du Nouveau Code de procédure civile).
- 34 | Constitue une **décision mixte** le jugement qui tranche dans son dispositif une partie du principal, et qui ordonne une mesure d'instruction ou une mesure provisoire.
- 35 | **Ordonnance de référé** : cf. glossaire
- 36 | Sont compris essentiellement sous cette rubrique les appels des décisions avant dire droit.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil, tableaux de bord - civil

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre de cours d'appel	33	33	33	33	33
◆	Affaires nouvelles					
2	Nombre total d'affaires (fond et référé)	186 930	189 916	196 800	208 041	216 076
3	■ Nombre de procédures au fond	186 930	189 916	191 579	203 248	210 407
	Jurisdiction d'origine					
4	Cour d'appel	7 967	7 178	7 266	7 664	6 951
5	Tribunal de grande instance	82 388	81 693	81 098	82 621	87 082
6	Tribunal de commerce	20 139	21 284	21 508	21 736	21 668
7	Tribunal d'instance	20 061	20 278	20 648	21 521	21 874
8	Conseil de prud'hommes	42 107	43 950	45 798	48 771	52 313
9	Tribunal des affaires de sécurité sociale	6 775	6 940	6 100	7 609	8 207
10	Tribunal paritaire des baux ruraux	930	970	880	858	1 014
11	Juridiction de l'expropriation	349	322	367	327	485
12	Autres	6 214	7 301	7 914	12 141	10 813
	Taux d'appel par jurisdiction d'origine					
13	Tribunal de grande instance (en %)	15,3	14,7	14,6	12,9	.
14	Tribunal d'instance "	4,7	4,6	4,6	4,5	.
15	Conseil de prud'hommes "	59,3	62,2	60,6	61,0	.
16	Tribunal de commerce "	11,5	11,7	12,9	11,9	.
17	■ Nombre de procédures de référé	–	–	5 221	4 793	5 669
◆	Affaires terminées					
18	Nombre total d'affaires (fond et référé)			207 581	212 988	218 216
19	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)			16,1	15,3	14,2
20	■ Nombre de procédures au fond	206 294	198 035	202 304	208 358	212 609
21	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	17,7	17,2	16,5	15,7	14,7
	Nature de la décision					
22	Jonction	10 945	9 784	9 421	8 927	11 102
23	Décisions statuant sur le fond de la demande	141 239	133 134	136 676	144 849	148 259
24	Confirmation totale de la décision attaquée	71 572	66 919	68 183	70 916	71 515
25	Confirmation partielle de la décision attaquée	38 205	40 802	45 282	46 347	45 440
26	Infirmation de la décision attaquée	31 462	25 413	23 211	27 586	31 304
27	Autres décisions	54 110	55 117	56 207	54 582	53 248
	dont :					
28	Radiation	23 783	22 361	21 506	17 906	17 799
29	Désistement du demandeur	19 373	21 131	22 132	21 390	21 878
30	Irrecevabilité de la demande	1 685	910	695	2 658	4 314
31	Conciliation des parties	944	388	260	419	1 012
32	Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)	89,4	89,2	89,9	90,4	90,2
	Nature des décisions attaquées					
33	Décision au fond	180 703	172 649	177 437	182 911	186 842
34	Décision mixte	922	709	608	367	360
35	Ordonnance de référé	12 706	13 078	12 814	12 978	13 173
36	Autres	11 963	11 599	11 445	12 102	12 234
37	■ Nombre de procédures de référé	–	–	5 277	4 630	5 607
◆	Affaires en cours					
38	Affaires en cours au 31 décembre	–	–	249 688	244 051	241 588

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

L'activité commerciale traitée par les TGI n'est pas comprise dans cette page. Les informations concernant cette activité spécifique sont données aux pages 28 et 29.

Pour l'activité détaillée par tribunal de grande instance en 2005, voir le chapitre "Activité par juridiction".

Code | Définitions et méthode

Les tribunaux de grande instance ont compétence exclusive dans les matières définies par l'article L 311-2 du Code de l'organisation judiciaire. Ils ont en outre à connaître de tous les litiges qui ne sont pas spécialement attribués à une autre juridiction. Le tribunal de grande instance statue en collégialité (3 magistrats). Il est composé de magistrats professionnels (président, vice-présidents et juges). Cependant, certaines affaires peuvent être jugées à juge unique.

- 4, 24 | En 2004, le champ du répertoire général civil des tribunaux de grande instance s'est élargi aux affaires concernant les ordonnances sur requête, les procédures d'ordre, les affaires relevant du juge des libertés et de la détention, et les commissions rogatoires en matière civile.
- 5 | En l'absence de statistiques sur les affaires nouvelles jusqu'en 2003, et compte tenu de la faible durée des affaires portées en référé, on considère que le nombre d'affaires nouvelles est très voisin du nombre d'affaires terminées.
- 7, 9 | Durée d'une affaire : cf. glossaire
- 26, 28
- 10 | Le juge peut, à la demande des parties ou d'office, ordonner **la jonction** de plusieurs instances pendantes devant lui s'il existe entre les litiges un lien tel qu'il soit de l'intérêt d'une bonne justice de les faire instruire ou juger ensemble (art. 367 du Nouveau Code de procédure civile).
- 11 | **Jugements sur le fond** : cf. glossaire
- 16 | **La radiation** : cf. glossaire
- 17 | **Désistement** : cf. glossaire
- 18 | **Caducité de la demande** : cf. glossaire.
- 19 | Lorsque les faits soumis au tribunal ne relèvent pas de sa compétence d'attribution ou de sa compétence territoriale, il rend une décision d'**incompétence** qui, soit renvoie l'affaire devant la juridiction compétente, soit invite les parties à se tourner devant la juridiction qu'il désigne (art. 96 du Nouveau Code de procédure civile).
- 20 | **Conciliation des parties** : les parties peuvent se concilier, d'elles-mêmes ou à l'initiative du juge, tout au long de l'instance (art. 127 du Nouveau Code de procédure civile).
- 22 | **Décisions au fond contradictoires** : cf. glossaire
- 23 | Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel (cf. "Activité des juridictions", cour d'appel)
- 27 à 40 | **L'ordonnance de référé** est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires (art. 484 du Nouveau Code de procédure civile).
L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire (art. 488 et 489 du Nouveau Code de procédure civile).
- 33 à 38 | **Autres décisions** : cf. glossaire
- 40 | Proportion de **décisions contradictoires** statuant sur la demande : cf. glossaire
- 41, 42 | Connus depuis 2004

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil, tableaux de bord civil

Code	2001	2002	2003	2004	2005
1	181	181	181	181	181
◆ Affaires nouvelles					
2	695 218	691 782	706 360	938 565	944 473
3	580 153	578 371	595 430	667 122	678 630
4				144 491	150 043
5	115 065	113 411	110 930	126 952	115 800
◆ Affaires terminées					
6	674 495	677 245	681 073	923 698	947 657
7	7,9	8,1	8,3	7,0	6,7
8	559 430	563 834	570 143	655 472	680 875
9	9,1	9,4	9,5	9,4	8,9
Nature de la décision					
10	25 402	24 439	23 929	25 318	25 832
11	414 661	427 363	427 200	490 473	527 496
12	277 676	285 042	272 970	323 942	354 770
13	85 240	92 191	103 549	110 230	113 499
14	51 745	50 130	50 681	56 301	59 227
15	119 367	112 032	119 014	138 200	127 382
dont :					
16	48 294	44 510	38 728	37 844	37 355
17	32 597	32 088	34 074	36 884	36 782
18	16 905	13 901	18 568	17 317	7 840
19	3 565	3 322	3 419	3 422	3 624
20	2 062	1 676	2 002	11 323	14 464
21				1 481	165
22	84,1	85,8	86,1	86,8	87,4
23	15,3	14,7	14,6	12,9	///
24				144 160	149 897
25				143 091	148 466
26				0,3	0,3
27	115 065	113 411	110 930	124 066	116 885
28	1,5	1,5	1,5	1,8	1,9
Nature de la décision					
29	8 503	8 675	7 607	8 095	7 966
30	88 989	88 501	87 419	98 657	92 898
31	79 991	79 445	78 606	89 219	84 108
32	8 998	9 056	8 813	9 438	8 790
33	17 573	16 235	15 904	16 964	16 004
dont :					
34	8 663	7 378	5 508	4 732	4 224
35	4 194	4 241	4 244	5 087	5 286
36	465	186	133	117	142
37	1 172	1 105	955	1 351	1 367
38	255	167	169	524	569
39				350	17
40	58,2	61,3	62,0	63,2	64,4
◆ Affaires en cours					
41				574 446	582 666
42				218 598	249 294
dont :					
43				77 253	89 919
44				50 372	55 769
45				26 603	29 693

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Cette page présente l'activité détaillée du contentieux commercial traité par les tribunaux de grande instance à compétence commerciale, soit 8 % de l'ensemble du contentieux commercial, l'essentiel étant traité par les tribunaux de commerce (cf. Activité des juridictions).

Pour l'activité détaillée par tribunal de grande instance à compétence commerciale en 2005, cf. chapitre "Activité par juridiction".

Code | Définitions et méthode

1 Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance et les membres de ce tribunal connaissent des matières et exercent les fonctions attribuées aux tribunaux de commerce et à leurs membres (art. 311-3 du Code de l'organisation judiciaire).

À défaut de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance, connaît des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, entre associés pour raison d'une société de commerce, de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes, ainsi que des billets faits par les receveurs, payeurs, percepteurs ou autres comptables des deniers publics (art. 631 et 634 du Code de commerce). Il connaît enfin de la procédure d'injonction de payer (art. 1406 du Nouveau Code de procédure civile) et du redressement judiciaire des entreprises en difficulté (art. L 412-2 du Code de l'organisation judiciaire).

2, 3, 4 Les affaires commerciales sont de deux natures : les affaires contentieuses d'une part, les affaires de redressement et de liquidation judiciaires pour les entreprises en difficulté d'autre part.

La procédure de redressement et de liquidation judiciaires peut se décomposer en quatre étapes (cf. définition et schéma page 38) :

- la saisine du tribunal par une demande d'ouverture de procédure de redressement judiciaire
- la décision du tribunal face à cette demande : liquidation judiciaire immédiate, jugement d'ouverture de redressement judiciaire, rejet de la demande, radiation et autres ;
- le prononcé de la solution : dans le cas des ouvertures de redressements judiciaires la solution se traduit soit par une liquidation judiciaire qui intervient après une période d'observation, soit par un jugement arrêtant un plan de redressement ;
- enfin l'acte qui clôture les opérations de liquidation ou les plans de redressement.

Une analyse détaillée des affaires commerciales par étape de procédure, toutes juridictions confondues, est fournie dans le chapitre "Détails de certains thèmes, Affaires commerciales".

5 **Le nombre total d'affaires** comprend les affaires contentieuses (ligne 7), et les procédures de redressement et de liquidation judiciaires (ligne 17).

6, 8, 18 Une durée moyenne a été calculée pour l'ensemble des procédures retenues comme concluant l'affaire.

17 **Les affaires terminées** en matière de redressement et liquidation judiciaires se définissent à partir d'éléments pris à différentes étapes de la procédures. Sont considérées comme terminant l'affaire : les liquidations judiciaires qu'elles soient prononcées immédiatement après la saisine du tribunal ou après une période d'observation imposée par le juge, les plans de redressement judiciaire qu'ils se traduisent par la cession de l'entreprise ou par la continuation de son activité, enfin les rejets, radiations ou autres modes de fins d'affaires dessaisissant la juridiction. Les clôtures n'ont pas été retenues comme fins d'affaires car elles interviennent très en aval de la décision pour constater administrativement le dessaisissement de la juridiction. Leur inscription n'est pas systématique dans le cadre des redressements judiciaires.

La durée des affaires mesure le temps écoulé entre la saisine de la juridiction et chacune des étapes de la procédure terminant l'affaire.

22, 24

27, 29 Des durées ont ensuite été calculées pour chaque mode de règlement de l'affaire.

35 à 45 **Procédures de référé** : cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre de tribunaux de grande instance à compétence commerciale	35	35	35	35	35
◆	Procédures au fond					
2	Nombre total d'affaires commerciales nouvelles	19 777	18 753	19 784	21 265	21 807
3	Affaires contentieuses	13 038	12 014	12 703	14 147	14 226
4	Procédures de redressement et de liquidation judiciaire	6 739	6 739	7 081	7 118	7 581
5	Nombre total d'affaires commerciales terminées	19 102	17 914	17 715	20 209	20 431
6	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	5,9	5,9	6,3	6,2	6,0
7	■ Affaires contentieuses	12 779	11 349	11 120	13 281	13 086
8	<i>Durée moyenne des affaires contentieuses (en mois)</i>	6,9	7,1	7,8	7,3	7,1
	Nature de la décision					
9	Jonction	499	511	495	465	415
10	Décisions statuant sur le fond de la demande	10 202	8 963	8 751	11 113	11 092
11	Acceptation totale ou partielle de la demande	8 897	7 678	7 700	9 977	10 135
12	Rejet de la demande	1 305	1 285	1 051	1 136	957
13	Autres décisions	2 078	1 875	1 874	1 703	1 579
	dont :					
14	Radiation	973	755	665	485	501
15	Désistement d'instance	605	594	619	645	592
16	Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)	58,7	63,9	58,8	57,0	54,8
17	■ Procédures de redressement et liquidation judiciaires	6 323	6 565	6 595	6 928	7 345
18	<i>Durée moyenne des RLJ (en mois)</i>	3,7	3,9	3,7	4,2	4,1
	Nature de la décision					
19	Jonction	273	227	266	218	250
20	Liquidations judiciaires	4 188	4 554	4 557	4 737	5 100
21	Liquidations judiciaires immédiates	3 194	3 554	3 561	3 626	3 913
22	<i>Durée des liquidations judiciaires immédiates</i>	1,9	2,3	1,9	2,0	1,9
23	Liquidations après période d'observation	994	1 000	996	1 111	1 187
24	<i>Durée des liquidations après période d'observation</i>	5,5	6,2	5,9	6,6	7,0
25	Plans de redressement	364	413	376	578	594
26	Continuation	263	243	284	482	494
27	<i>Durée des plans de continuation</i>	12,9	12,4	12,0	11,6	12,3
28	Cession	101	170	92	96	100
29	<i>Durée des plans de cession</i>	7,5	6,6	6,6	7,8	8,1
30	Rejets	157	108	87	176	124
31	Autres décisions	1 341	1 263	1 309	1 219	1 277
	dont :					
32	Radiation	629	564	507	420	427
33	Désistement d'instance	497	448	435	527	652
34	Proportion de décisions au fond contradictoires (%)	81,9	82,5	84,4	85,7	85,3
◆	Procédures de référés					
35	Nombre total de référés	3 613	3 658	3 580	3 461	3 207
36	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	2,0	1,9	2,0	1,9	1,9
	Nature de la décision					
37	Jonction	251	201	143	127	136
38	Décisions statuant sur la demande	2 249	2 290	2 405	2 519	2 336
39	Acceptation totale ou partielle de la demande	1 900	1 933	2 097	2 201	2 066
40	Rejet de la demande	349	357	308	318	270
41	Autres décisions	1 113	1 167	1 032	815	735
	dont :					
42	Radiation	525	460	339	247	205
43	Désistement	369	405	346	300	270
44	Incompétence	69	128	90	87	82
45	<i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)</i>	58,2	58,8	57,0	57,4	55,4

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Y compris les juridictions de proximité et les tribunaux paritaires de baux ruraux

Pour l'activité détaillée par tribunal d'instance en 2005, voir le chapitre "Activité par juridiction".

Code | Définitions et méthodes

Le tribunal d'instance a une compétence générale qui est fonction de la nature de l'affaire et de la valeur de l'intérêt en jeu : il connaît des affaires personnelles et mobilières lorsque le montant de la demande ne dépasse pas 7 600 € ; il juge en premier et dernier ressort, jusqu'au 26 janvier 2005, jusqu'à 3 600 Euros (uniquement possibilité de pourvoi en cassation) et au-delà à charge d'appel (premier ressort). Cependant, dans le cadre de ses compétences exclusives, il traite des contestations relatives à certains contrats, quel que soit le montant des créances (baux d'habitation, contentieux du crédit à la consommation ...). Le tribunal d'instance composé de magistrats professionnels statue à juge unique.

À compter de la loi du 26 janvier 2005 et de l'extension de la compétence de la juridiction de proximité, le tribunal d'instance ne connaît plus que des actions civiles personnelles ou mobilières à charge d'appel de 4 000 à 10 000 Euros, et que le tribunal d'instance reste compétent à charge d'appel pour toutes les actions aux fins d'expulsion des occupants sans droit ni titre des immeubles à usage d'habitation ; en dernier ressort jusqu'à 4 000 Euros et à charge d'appel au delà pour les actions relatives à l'application de certaines règles relatives au droit de la consommation ; en dernier ressort jusqu'à 4 000 Euros et à charge d'appel au delà des actions portant sur un contrat de louage d'immeuble ou sur l'occupation d'un logement.

3 | Non compris l'activité en matière de contentieux électoral, qui est distinguée dans la rubrique "procédures spéciales" (séries 4 et 55, p. 33).

7 | **Décisions statuant sur le fond** : cf. glossaire

14 à 19

29 à 34 | **Autres décisions** : cf. glossaire

6, 8, 23 | **Durée des affaires** : cf. glossaire

20, 35 | **Proportion de décisions au fond contradictoires** : cf. glossaire

21 | Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel (cf. Glossaire "Taux d'appel").

Elle est calculée sur l'ensemble des affaires ; devant le tribunal d'instance, la statistique ne permet pas d'isoler les décisions rendues en dernier ressort.

22 à 35 | **Procédures de référé** : cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre de tribunaux d'instance	473	473	473	473	473
◆	Affaires nouvelles					
2	Nombre total d'affaires (fond et référé)	563 520	566 057	569 324	609 136	611 965
3	■ Procédures au fond	495 210	498 350	498 512	533 873	538 345
4	■ Procédures de référé	68 310	67 707	70 812	75 263	73 620
◆	Affaires terminées					
5	Nombre total d'affaires (fond et référés)	542 056	549 756	560 378	580 986	596 390
6	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	4,7	4,6	4,7	4,7	4,7
7	■ Nombre de procédures au fond	473 746	482 049	489 566	505 723	522 770
8	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	4,9	4,8	4,9	5,0	4,9
	Nature de la décision					
9	Jonction	13 149	13 203	13 279	13 897	13 250
10	Décisions statuant sur le fond de la demande	367 422	376 023	380 399	393 544	404 512
11	Acceptation totale de la demande	230 182	234 682	235 259	234 354	240 127
12	Acceptation partielle de la demande	94 725	97 235	100 787	112 716	115 925
13	Rejet de la demande	42 515	44 106	44 353	46 474	48 460
14	Autres décisions	93 175	92 823	95 888	98 282	105 008
	dont :					
15	Radiation	25 412	23 896	24 305	23 477	18 688
16	Désistement du demandeur	44 228	43 108	42 918	43 443	31 887
17	Péremption et caducité de la citation	6 935	7 992	8 762	8 474	6 813
18	Incompétence	3 102	3 065	3 286	3 836	5 341
19	Conciliation des parties	5 810	5 572	6 088	5 906	3 080
20	Proportion de décisions au fond contradictoires (%)	47,9	47,8	48,0	47,5	47,7
21	Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel (%)	4,7	4,6	4,6	4,5	///
22	■ Nombre de procédures de référés	68 310	67 707	70 812	75 263	73 620
23	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	2,8	2,9	3,1	3,2	3,0
	Nature de la décision					
24	Jonction	1 252	1 323	1 341	1 354	1 407
25	Décisions statuant sur la demande	54 317	54 346	56 884	60 268	59 580
26	Acceptation totale de la demande	28 547	27 477	28 506	28 209	28 507
27	Acceptation partielle de la demande	23 011	24 055	25 542	29 101	28 316
28	Rejet de la demande	2 759	2 814	2 836	2 958	2 757
29	Autres décisions	12 741	12 038	12 587	13 641	12 633
	dont :					
30	Radiation	3 498	2 976	3 159	3 046	2 715
31	Désistement du demandeur	7 156	6 990	7 206	8 132	7 435
32	Caducité de la demande	578	557	573	647	568
33	Incompétence	654	580	539	589	725
34	Conciliation des parties	450	569	725	799	607
35	Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)	40,2	40,7	42,0	42,3	42,7

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthodes

1 à 20 | Les procédures particulières et les actes des greffes traités par les tribunaux d'instance n'entrent pas dans le champ du Répertoire général civil. Les données présentées ici sont issues de l'exploitation de registres particuliers tenus par les juridictions.

1 à 6 | Le recouvrement d'une créance civile peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer lorsque la créance a une cause contractuelle ou résulte d'une obligation de caractère statutaire, et s'élève à un montant déterminé. La demande est formée par requête adressée au greffe du tribunal d'instance, accompagnée des documents fondant la créance.

L'ordonnance sur requête est une décision provisoire rendue non contradictoirement dans les cas où le requérant est fondé à ne pas appeler de partie adverse (art. 493 à 498 du Nouveau Code de procédure civile). Le juge du tribunal d'instance est saisi par requête dans les cas spécifiés par la loi. Il peut aussi ordonner sur requête, dans les limites de sa compétence, toutes mesures urgentes lorsque les circonstances exigent qu'elles ne soient pas prises contradictoirement (art. 851 et 852 du Nouveau Code de procédure civile).

Contentieux électoral : Le tribunal d'instance connaît en dernier ressort des contestations relatives aux inscriptions et radiations sur les listes destinées à diverses élections : élections politiques, membres des tribunaux et chambres de commerce, conseillers prud'hommes, assesseurs des tribunaux paritaires de baux ruraux, membres des comités d'entreprise, délégués du personnel... (art. R 321-18 à R 321-20 du Code de l'organisation judiciaire).

La demande de **tentative préalable de conciliation** est formée verbalement ou par lettre simple au secrétariat du greffe. Les parties doivent s'y présenter en personne. À défaut de conciliation, le juge remet au demandeur un bulletin de non-conciliation, sauf si les parties consentent à ce que l'affaire soit immédiatement jugée (art. 829 et 830 à 835 du Nouveau Code de procédure civile).

7 à 9 | Le greffier en chef du tribunal d'instance a seul qualité pour délivrer un **certificat de nationalité française**. Le siège et le ressort des TI compétents pour délivrer les certificats de nationalité sont fixés par décret (221 TI compétents sur 473). Depuis 1999, les certificats de la nationalité française délivrés en vertu de l'article 21-7 du Code civil ont été isolés.

Afin de suivre les effets de la réforme du droit de la nationalité (loi du 22 décembre 1993), on a élaboré des modes spécifiques de recueil des statistiques. La loi du 16 mars 1998 a supprimé la manifestation de volonté et a ramené de deux ans à un an le délai d'acquisition par mariage, à compter du 1^{er} septembre 1998 (pour plus de précisions, cf. "Études et Statistiques Justice" n° 15).

10 à 13 | Le **pacte civil de solidarité (PACS)** a été instauré par la loi du 15 novembre 1999 (art. 515-1 du Code civil). C'est un contrat conclu entre deux personnes majeures de sexe identique ou différent, afin d'organiser leur vie commune.

Deux personnes qui concluent un pacte civil de solidarité en font la déclaration conjointe au greffe du tribunal d'instance dans le ressort duquel elles fixent leur résidence commune.

Un certificat de non-PACS doit être fourni à l'appui de toute demande d'enregistrement d'un PACS, une même personne ne pouvant être engagée simultanément dans plusieurs PACS. Ce certificat est délivré par le greffe du tribunal d'instance du lieu de naissance de chacun des partenaires. Sa durée de validité étant d'un mois, une même personne peut être amenée à en demander plusieurs au cours d'une même procédure d'enregistrement.

Non compris l'activité du TGI de Paris

Les tribunaux d'instance sont tenus de communiquer à certains tiers habilités l'information selon laquelle des personnes ont contracté ou non un tel pacte. Les tiers habilités sont en particulier les notaires, les huissiers, les administrateurs judiciaires, le fisc, les organismes sociaux, les tuteurs, les créanciers et les syndicats de copropriété.

14 à 20 | **Oppositions ou levées de scellés :** le tribunal d'instance connaît, dans les conditions prévues par le Nouveau code de procédure civile, des demandes relatives aux mesures conservatoires prises après l'ouverture d'une succession (art. R 321-21 du Code de l'organisation judiciaire).

En matière de mariage, l'acte de naissance des futurs époux peut, dans certains cas, être suppléé par un acte de notoriété délivré par le juge d'instance (art. 71 du Code civil). En matière de filiation légitime ou naturelle, le juge des tutelles peut délivrer un acte de notoriété faisant foi de la possession d'état (art. 311-3 du Code civil).

La cession des salaires ou autres mentionnés à l'article L 145-1 du Code du travail ne peut être consentie, quel qu'en soit le montant, que par une déclaration souscrite par le cédant en personne devant le greffier du tribunal d'instance de sa résidence.

Jurisdiction de proximité : elle a été instituée dans le ressort de chaque cour d'appel par la loi du 9 septembre 2002. Elle statue selon les règles de procédure applicables devant le tribunal d'instance. Lors de sa création elle connaît des actions personnelles mobilières introduites par des personnes physiques jusqu'à la valeur de 1 500 Euros. La loi du 26 janvier 2005 étend sa compétence en dernier ressort à toutes les actions personnelles ou mobilières jusqu'à 4 000 Euros. Elle connaît aussi à charge d'appel des demandes indéterminées ayant pour origine une obligation dont le montant n'excède pas 4 000 Euros. Le juge de proximité, qui statue à juge unique, est un magistrat non professionnel nommé par décret.

23 | Durée d'une affaire : cf. glossaire

24, 25 | Cf. définitions 1 à 6

Sources :

- Ministère de la Justice
Registres d'activité

Code	2001	2002	2003	2004	2005
◆ Procédures spéciales					
1 Injonctions de payer	730 954	712 759	702 550	706 959	672 272
2 Saisies sur rémunération	188 022	183 710	195 933	203 062	189 305
3 Ordonnances sur requête	39 901	37 601	36 981	36 784	34 308
4 Contentieux électoral politique	20 193	45 224	2 057	23 896	58 105
5 Contentieux électoral non politique	1 467	80 276	473	674	634
6 Tentatives préalables de conciliation	8 156	6 250	5 958	5 240	5 456
◆ Actes de greffe					
■ Nationalité					
7 Certificats de nationalité française	168 862	164 859	155 297	141 407	126 787
8 dont à raison de la naissance et de la résidence	5 917	5 258	4 710	3 705	2 966
9 Déclarations de nationalité française	50 447	52 878	57 099	57 707	47 602
■ Pactes civils de solidarité					
10 Déclarations	19 632	25 311	31 585	40 093	60 473
11 Dissolutions	1 872	3 185	5 292	7 043	8 690
12 Certificats de non-pacs délivrés	61 617	83 255	95 287	115 086	175 714
13 Demande de tiers relatives à l'existence d'un pacs	307 070	620 542	810 303	956 142	1 135 449
■ Autres actes de greffe					
14 Appositions ou levées de scellés	5 118	4 480	4 324	3 752	3 738
15 Actes de notoriété et certificats de propriété	32 070	25 651	22 076	27 938	29 466
16 Warrants agricoles	36 106	29 458	29 426	30 210	27 384
17 Cessions de salaire	39 475	36 443	39 564	38 052	35 799
18 Vérifications des dépens	12 715	10 419	8 674	8 895	7 359
19 Procurations électorales	21 615	158 387	1 946	74 046	63 885
20 Consentements à l'adoption	3 823	3 881	3 727	4 819	5 203

Juridictions de proximité

Code	2001	2002	2003	2004	2005
◆ Affaires nouvelles					
21 Nombre total d'affaires nouvelles	///	///	///	18 518	79 260
◆ Affaires terminées					
22 Nombre total d'affaires terminées	///	///	///	15 264	52 679
23 <i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	///	///	///	3,5	3,6
◆ Actes de greffe					
24 Injonctions de payer	///	///	///	8 548	244 929
25 Tentatives préalables de conciliation	///	///	///	484	986

■ Les tribunaux paritaires des baux ruraux

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

Le tribunal paritaire des baux ruraux est créé au siège de chaque tribunal d'instance. Son siège et son ressort correspondent à celui du tribunal d'instance. La compétence du tribunal paritaire des baux ruraux est exclusive. Elle porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du Code rural [titres I et V du livre VI du Code rural].

Le tribunal paritaire est présidé par le juge d'instance. Il comprend en nombre égal des bailleurs non-preneurs et des preneurs non-bailleurs, répartis s'il y a lieu en deux sections comprenant chacune quatre assesseurs ; l'une des sections est composée de deux bailleurs et de deux preneurs à ferme, l'autre de deux bailleurs et deux preneurs à colonat partiaire [ou métayage].

Le tribunal se prononce sans appel dans la limite de la compétence en dernier ressort des tribunaux d'instance (4 000 Euros) et, si la demande excède cette limite ou est indéterminée, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

Les décisions en dernier ressort peuvent être attaquées par la voie du pourvoi en cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi. La cour d'appel connaît de l'appel interjeté à l'encontre des autres décisions du tribunal paritaire des baux ruraux conformément au livre II du Code rural.

9 | **Autres décisions :** sont notamment comprises dans cette rubrique les décisions de radiation d'affaire, désistement du demandeur, jonction d'affaires, caducité de la demande, incompétence de la juridiction et conciliation des parties [cf. définitions 13 à 18 p. 26].

10 | **Durée des affaires :** cf. glossaire

11 | **Proportion de décisions au fond contradictoires :** cf. glossaire

12 | **Procédures de référé :** cf. glossaire

■ Les tribunaux des affaires de sécurité sociale

Sources et champ géographique

Les tribunaux des affaires de sécurité sociale n'entrent pas dans le champ du répertoire général civil. Les seules données disponibles concernant ce contentieux sont issues de cadres statistiques renseignés annuellement par les juridictions. Ces cadres, exploités jusqu'en 1991 par la Direction des Services judiciaires, et depuis 1992 par la Sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation, ne fournissent que l'activité globale [affaires nouvelles et terminées] de chaque tribunal des affaires de sécurité sociale de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer.

Définitions et méthode

Le contentieux général de sécurité sociale a été institué en vue de régler les différends auxquels donne lieu l'application des législations et réglementations de sécurité sociale et de mutualité agricole qui ne relèvent pas, par leur nature, d'un autre contentieux (art. L 190 du Code de sécurité sociale).

Chaque commission est présidée par le président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel il a son siège, ou par un juge délégué (toujours magistrat professionnel). Ce magistrat est entouré de deux assesseurs représentant, l'un les salariés, l'autre les employeurs ou les travailleurs indépendants. Ces assesseurs sont désignés par le président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel il a son siège, ou par un juge délégué (toujours magistrat professionnel) sur présentation des organisations syndicales les plus représentatives.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil
Cadres statistiques d'activité des tribunaux des affaires de sécurité sociale

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre de tribunaux paritaires des baux ruraux	413	413	413	413	413
◆	Affaires nouvelles					
2	■ Nombre de procédures au fond	3 546	3 424	3 424	3 478	3 297
◆	Affaires terminées					
3	■ Nombre de procédures au fond	3 536	3 318	3 367	3 281	3 324
	Nature de la décision					
4	Jonction	144	153	161	186	201
5	Décisions statuant sur le fond de la demande	1 846	1 791	1 745	1 637	1 786
6	Acceptation totale de la demande	795	706	696	637	637
7	Acceptation partielle de la demande	529	582	548	508	584
8	Rejet de la demande	522	503	501	492	565
9	Autres décisions	1 546	1 374	1 461	1 458	1 337
10	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	11,1	11,1	10,8	11,3	11,8
11	<i>Proportion de décisions au fond contradictoires (%)</i>	83,3	81,5	84,2	89,7	82,6
12	■ Nombre de procédures de référés	173	223	201	207	205

Tribunaux des affaires de sécurité sociale

Code		2001	2002	2003	2004	2005
13	Nombre de tribunaux des affaires de sécurité sociale	116	116	116	116	116
◆	Régime général					
14	Nombre total d'affaires nouvelles	93 068	87 648	93 458	95 564	88 473
15	Nombre total d'affaires terminées	96 704	93 031	89 908	96 320	91 459
◆	Régime agricole					
16	Nombre total d'affaires nouvelles	6 781	6 495	6 150	6 672	6 922
17	Nombre total d'affaires terminées	7 152	6 800	6 299	6 362	6 661

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Un nouveau Répertoire général civil a été mis en place en 2003 dans les Conseils de prud'hommes

Pour l'activité détaillée par conseil de prud'hommes en 2005, voir chapitre "Activité par juridiction".

Code | Définitions et méthode

Les conseils de prud'hommes, juridictions électives et paritaires, règlent par voie de conciliation les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés qu'ils emploient. Ils jugent les différends à l'égard desquels la conciliation n'a pas abouti (art. L 511-1 du Code du travail).

C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des salariés. Les conseillers prud'hommes employeurs et salariés sont élus respectivement par leurs pairs.

Les conseils de prud'hommes sont divisés en cinq sections autonomes et comportent obligatoirement une formation commune de référé. Les sections autonomes sont : la section de l'encadrement, la section de l'industrie, la section du commerce et des services commerciaux, la section de l'agriculture, et la section des activités diverses (art. L 512-2 du Code du travail).

6, 8 |
14, 36 | **Durée des affaires** : cf. glossaire

11 | Les conseillers prud'hommes, qui statuent toujours en nombre pair, doivent prendre leurs décisions à la majorité des voix. Si cette majorité ne peut se former, l'affaire est renvoyée devant la même formation mais présidée par un juge d'instance. L'adjonction du "juge départiteur" fait passer la formation en nombre impair ce qui rend impossible le blocage par un égal partage des voix.

16 | Taux de répartition : affaires avec répartition sur affaires en délibéré (lignes 11/9).

21 à 25 | **Autres décisions** : cf. glossaire

26 | **Proportion de décisions au fond contradictoires** : cf. glossaire

27 | Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel (cf. Glossaire "Taux d'appel")

28 | Le conseil de prud'hommes statue en dernier ressort :
- lorsque le chiffre de la demande n'excède pas un taux fixé par décret - 20 septembre 2005 - (4 000 Euros)
- lorsque la demande tend à la remise, même sous astreinte, de certificats de travail, de bulletins de paie ou de toutes pièces que l'employeur est tenu de délivrer, à moins que le jugement ne soit en premier ressort en raison du montant des autres demandes (art. R 517-3, R 517-4 et D 517-1 du Code du travail).

29 | Le conseil de prud'hommes statue en premier ressort :
- lorsque le chiffre de la demande excède un taux fixé par décret - 20 septembre 2005 - (4 000 Euros)
- lorsque la demande est indéterminée (art. 40 du Nouveau Code de procédure civile, art. R 517-3, R 517-4 et D 517-1 du Code du travail interprétés à contrario).

30 à 34 | Les conseils de prud'hommes sont divisés en cinq sections autonomes, mais comportent obligatoirement une formation commune de référé (art. L 512-2 du Code du travail).

35 à 46 | **Procédures de référé** : cf. glossaire

41 à 45 | **Autres décisions** : cf. glossaire

46 | **Proportion de décisions statuant sur la demande contradictoires** : cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil, tableaux de bord - civil

Code	2001	2002	2003	2004	2005
1	270	270	270	270	270
◆ Affaires nouvelles					
2	218 909	225 987	213 707	207 804	202 065
3 ■ Nombre de procédures au fond	171 293	176 075	167 079	163 798	158 433
4 ■ Nombre de procédures de référés	47 616	49 912	46 628	44 006	43 632
◆ Affaires terminées					
5	209 747	217 752	213 216	211 831	202 827
6 <i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	<i>8,9</i>	<i>9,0</i>	<i>9,5</i>	<i>10,1</i>	<i>9,9</i>
7 ■ Nombre de procédures au fond	162 131	167 840	165 421	167 859	160 035
8 <i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	<i>11,2</i>	<i>11,3</i>	<i>11,8</i>	<i>12,4</i>	<i>12,1</i>
9 Affaires ayant fait l'objet d'un délibéré	86 514	90 361	79 540	89 604	86 950
10 Affaires au fond sans départition	72 648	74 946	64 893	71 221	70 899
11 Affaires avec départition	13 866	15 415	14 647	18 383	16 051
12 Affaires au fond	10 891	12 369	11 606	12 824	12 311
13 Autres fins d'affaire	2 975	3 046	3 041	5 559	3 740
14 <i>Durée moyenne des affaires terminées avec départition (en mois)</i>	<i>17,9</i>	<i>21,4</i>	<i>20,1</i>	<i>23,1</i>	<i>22,5</i>
15 Affaires terminées sans délibéré	75 617	77 479	85 881	78 255	73 085
16 <i>Taux de départition (en %)</i>	<i>16,0</i>	<i>17,1</i>	<i>18,4</i>	<i>20,5</i>	<i>18,5</i>
Nature de la décision					
17 Jonction	14 399	15 536	15 769	16 092	12 282
18 Décisions statuant sur le fond de la demande	83 539	87 315	76 499	84 045	83 210
19 Acceptation totale ou partielle de la demande	63 378	66 185	56 567	60 607	60 419
20 Rejet de la demande	20 161	21 130	19 932	23 438	22 791
21 Autres décisions	64 193	64 989	73 153	67 722	64 543
dont :					
22 Radiation	29 796	22 827	21 926	21 602	20 746
23 Désistement du demandeur	10 933	16 813	17 051	16 048	16 032
24 Conciliation des parties	15 170	14 960	16 153	16 153	15 419
25 Caducité de la demande	5 698	7 132	7 491	6 424	6 067
26 <i>Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)</i>	<i>88,8</i>	<i>89,8</i>	<i>89,2</i>	<i>89,5</i>	<i>89,3</i>
27 <i>Décisions ayant fait l'objet d'un appel (en %)</i>	<i>59,3</i>	<i>62,2</i>	<i>60,6</i>	<i>61,0</i>	<i>...</i>
Premier ou dernier ressort					
28 Décisions au fond prises en dernier ressort	19 274	20 785	12 721	13 331	11 479
29 Décisions au fond prises en premier ressort	64 265	66 532	63 778	70 714	71 731
Section saisie					
30 Agriculture	3 004	2 935	2 729	2 809	3 107
31 Commerce	56 469	60 089	55 433	58 391	54 312
32 Activités diverses	37 795	34 037	41 433	37 807	34 460
33 Encadrement	23 256	26 209	25 060	28 283	27 778
34 Industrie	41 607	44 570	40 766	40 569	40 378
35 ■ Nombre de procédures de référés	47 616	49 912	47 795	43 972	42 792
36 <i>Durée moyenne des affaires terminés (en mois)</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,5</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>
Nature de la décision					
37 Jonction	4 037	6 182	4 227	2 737	2 846
38 Décisions statuant sur la demande	24 550	21 502	19 416	18 349	18 281
39 Acceptation totale ou partielle de la demande	18 325	16 057	15 673	14 836	14 839
40 Rejet de la demande	6 225	5 445	3 743	3 513	3 442
41 Autres décisions	19 029	22 228	24 152	22 886	21 665
dont :					
42 Radiation	9 849	9 175	7 032	6 984	6 331
43 Désistement du demandeur	3 367	6 197	6 556	5 824	5 761
44 Conciliation des parties	1 625	1 516	2 067	1 976	1 826
45 Caducité de la demande	830	1 789	1 839	1 493	1 642
46 <i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)</i>	<i>67,4</i>	<i>66,9</i>	<i>65,0</i>	<i>63,4</i>	<i>64,7</i>
◆ Affaires en cours					
47 Affaires en cours au 31 décembre	–	–	169 696	167 294	169 223

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Le Répertoire général des tribunaux de commerce est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1988.

Les tribunaux de commerce traitent 92 % du contentieux commercial, les 8 % restant relèvent des TGICC dont l'activité commerciale est décrite page 29.

Les données présentées ici sont organisées comme celles relatives aux TGICC, afin de permettre aux lecteurs d'effectuer aisément des comparaisons.

Pour l'activité détaillée par tribunal de commerce en 2005, voir le chapitre "Activité par juridiction".

Une analyse détaillée des affaires commerciales par étape de procédure, toutes juridictions confondues (TC+TGICC) est fournie dans le chapitre "Détails de certains thèmes, Affaires commerciales".

Code | Définitions et méthode

Les tribunaux de commerce connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, des contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce, et de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes (art. 631 du Code de commerce et L 411-2 du Code de l'organisation judiciaire).

Ils sont également compétents pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant (Loi n° 85-98 du 25 janvier 1985).

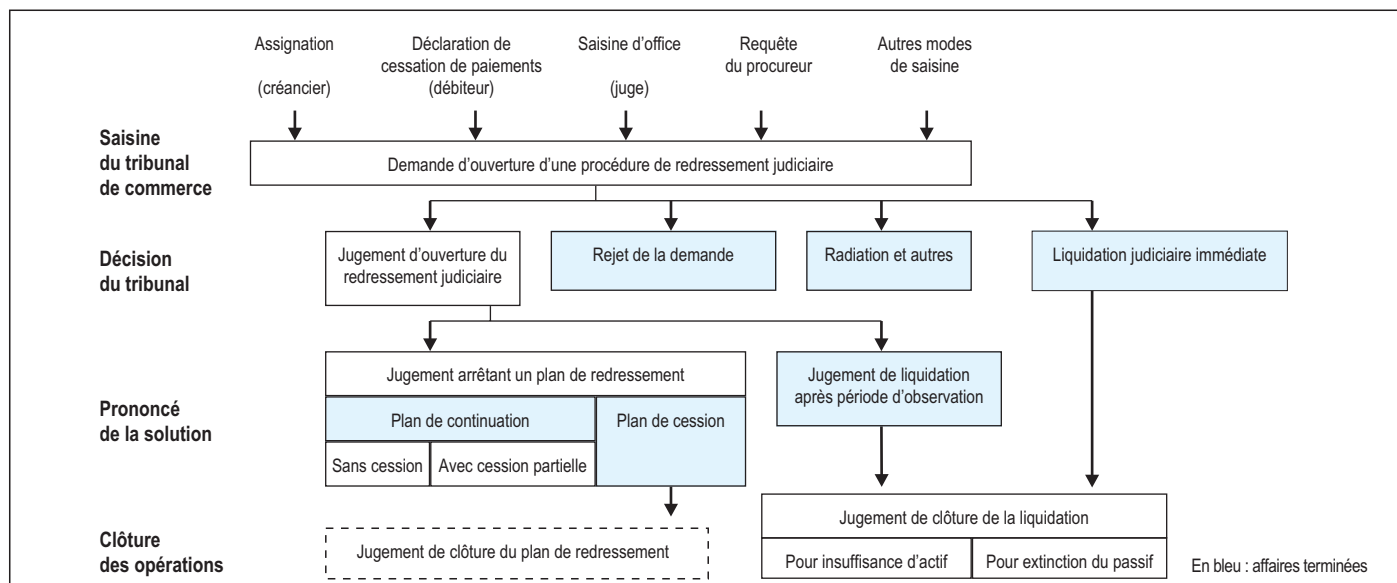
Les tribunaux de commerce sont composés uniquement de commerçants (au moins un président, deux juges titulaires et deux juges suppléants) élus par leurs pairs suivant un scrutin à deux degrés.

Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance est compétent (art. L 311-3 du Code de l'organisation judiciaire).

Les affaires commerciales sont de deux natures : les affaires contentieuses d'une part, les affaires de redressement et de liquidation judiciaires pour les entreprises en difficulté d'autre part.

La procédure de redressement et de liquidation judiciaires se décompose en quatre étapes :

Les 4 étapes de la procédure de redressement et de liquidation judiciaire



7 | Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel : cf. glossaire

18 | **Procédures de redressements et de liquidations judiciaires :** les affaires terminées sont en bleu sur le schéma ci-dessus

14 |

32, 42 | **Autres décisions :** cf. glossaire

6, 9, 19 | Une durée moyenne a été calculée pour l'ensemble des procédures retenues comme concluant l'affaire.

23, 25 |

28, 30 | Des durées ont ensuite été calculées pour chaque mode de règlement de l'affaire.

17, 35 | **Proportion de décisions au fond contradictoires :** cf. glossaire

36 à 46 | **Procédures de référé :** cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre de tribunaux de commerce	191	191	191	191	191
◆	Affaires nouvelles					
2	■ Nombre de procédures au fond	207 431	213 843	217 943	221 289	222 468
3	■ Affaires contentieuses	154 982	161 376	162 509	164 824	166 174
4	■ Procédures de redressement et de liquidation judiciaire	52 449	52 467	55 434	56 465	56 294
◆	Affaires terminées					
5	■ Nombre de procédures au fond	206 093	206 060	201 647	211 532	208 867
6	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	5,6	5,8	5,9	5,3	5,5
7	<i>Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel (en %)</i>	11,5	11,7	12,6	11,9	///
8	■ Affaires contentieuses	153 143	152 975	147 429	155 737	153 281
9	<i>Durée moyenne des affaires contentieuses (en mois)</i>	5,9	6,3	6,5	5,9	6,0
	Nature de la décision					
10	Jonction	5 325	5 683	5 536	5 397	5 617
11	Décisions statuant sur le fond de la demande	123 501	123 058	118 707	126 960	123 508
12	Acceptation totale ou partielle de la demande	116 257	115 658	111 189	119 464	115 767
13	Rejet de la demande	7 244	7 400	7 518	7 496	7 741
14	Autres décisions	24 317	24 234	23 186	23 380	24 156
	dont :					
15	Radiation	18 128	17 890	16 642	16 635	18 134
16	Désistement d'instance	3 955	3 777	3 790	3 391	3 188
17	<i>Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)</i>	43,3	44,6	45,6	45,8	46,1
18	■ Procédures de redressement et de liquidation judiciaires	52 950	53 085	54 218	55 795	55 586
19	<i>Durée moyenne des RLJ (en mois)</i>	4,5	4,3	4,2	3,8	3,9
	Nature de la décision					
20	Jonction	1 037	949	889	864	745
21	Liquidations judiciaires	33 874	34 835	35 823	38 055	40 045
22	Liquidations judiciaires immédiates	25 010	25 887	26 794	28 566	30 058
23	<i>Durée des liquidations judiciaires immédiates</i>	2,0	1,9	1,6	1,5	1,7
24	Liquidations après période d'observation	8 864	8 948	9 029	9 489	9 987
25	<i>Durée des liquidations après période d'observation</i>	7,0	6,9	6,7	6,4	6,4
26	Plans de redressement	4 094	3 977	4 323	4 382	4 696
27	Continuation	3 310	3 181	3 392	3 542	3 954
28	<i>Durée des plans de continuation</i>	13,3	12,9	12,4	12,1	12,4
29	Cession	784	796	931	840	742
30	<i>Durée des plans de cession</i>	7,9	7,8	8,1	8,0	8,0
31	Rejets	1 002	862	930	956	1 010
32	Autres décisions	12 943	12 462	12 253	11 538	9 090
	dont :					
33	Radiation	10 822	10 332	10 123	9 126	6 637
34	Désistement d'instance	1 669	1 683	1 631	1 882	1 952
35	<i>Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)</i>	77,9	76,9	76,8	76,6	75,2
36	■ Nombre de procédures de référés	35 519	34 868	33 916	31 358	28 903
37	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	1,5	1,4	1,3	1,3	1,1
	Nature de la décision					
38	Jonction	876	845	716	762	631
39	Décisions statuant sur la demande	27 024	26 991	26 680	24 934	23 483
40	Acceptation totale ou partielle de la demande	24 855	24 805	24 487	22 695	21 401
41	Rejet de la demande	2 169	2 186	2 193	2 239	2 082
42	Autres décisions	7 619	7 032	6 520	5 662	4 789
	dont :					
43	Radiation	5 504	5 158	4 720	4 041	3 485
44	Désistement	1 445	1 201	1 163	933	756
45	Incompétence	411	369	331	272	277
46	<i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)</i>	49,3	47,6	47,0	47,2	46,5

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

Le présent tableau (pages I à XIII) a pour but de donner une image détaillée des affaires civiles au fond soumises à la Justice en 2005. Il répartit les demandes devant les cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance et conseils de prud'hommes selon les principales natures d'affaires.

Le champ pris en compte est celui du Répertoire général civil de 2005.

Depuis le 1^{er} janvier 1988, les greffes des juridictions utilisent une nomenclature standardisée des affaires civiles pour coder la nature des affaires introduites au répertoire général civil. Pour la commodité de la publication, cette nomenclature hiérarchisée en 3 niveaux et comportant quelque 700 postes de base ne peut être reproduite in extenso dans cet ouvrage. Le lecteur ne trouvera dans ce tableau qu'un extrait de la nomenclature présentant tous les postes de 1^{er} et 2^e niveau, ainsi que les postes de 3^e niveau les plus significatifs. Pour plus de détails, le lecteur pourra contacter la Sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation du Ministère de la Justice.

- 3 | Les certificats de nationalité française ne sont pas pris en compte dans cette rubrique.
- 4 | Articles 26-3 et 26-4 du Code civil.
- 5 | Article 29-3 du Code civil. L'objet de l'action est de faire déclarer qu'une personne physique a acquis ou n'a pas acquis la nationalité française (art. 1038 du Nouveau Code de procédure civile).
- 8 | Les rectifications de prénom, en cas de refus de l'officier d'état civil d'inscrire un prénom, sont prises en compte dans la rubrique "Nom-prénom" série 10.
- 11 | Les contestations entre parents relatives au nom d'usage porté par l'enfant (loi du 23 décembre 1985) sont prises en compte dans la série "demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale" série 33, page III/XIII.
- 12 | Y compris après décès du conjoint.
- 19 | Y compris les atteintes au secret du patrimoine ou de la fortune personnelle, et à l'exclusion du secret des affaires (voir série 8, page V/XIII).
- 21 | Sont prises en compte dans ce poste les demandes de sortie d'une personne internée.
- 25 | Pour les demandes concernant les conflits entre parents s'agissant des actes que chacun peut faire seul, ou relatifs à l'exercice de la jouissance légale, cf. série 33, page III/XIII.
- 25 à 27 | Ne sont pas comptabilisées ici les demandes relatives aux tutelles de plein droit. La protection des mineurs fait l'objet d'une présentation spécifique [cf. "Détails de certains thèmes", Protection des mineurs].
- 27 | Ce poste concerne aussi bien les cas de première demande (art. 390 du Code civil) que les demandes d'ouverture d'une tutelle d'État en situation de vacance de la tutelle (art. 433 du Code civil).

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Nombre total d' affaires introduites en 2005		210 407	700 437	538 345	158 433	222 235
◆ 2	Droit des personnes		1 702	36 883	156 974		
3	Nationalité		982	1 516	8		
	dont :						
4	Demande tendant à contester l'enregistrement ou le refus d'enregistrement d'une déclaration de nationalité		806	970	5		
5	Action déclaratoire ou négatoire de nationalité		123	459	1		
6	État civil		49	2 198	35		
	dont :						
7	Demande de jugement supplétif d'un acte de l'état civil ou de reconstitution d'un acte d'état civil détruit		6	682	7		
8	Demande de rectification d'un acte de l'état civil ou des jugements déclaratifs ou supplétifs d'actes de l'état civil		39	1 247	26		
9	Demande sanctionnant le dysfonctionnement de l'état civil		///	6	///		
10	Nom - Prénom		167	9 492	5		
	dont :						
11	Demande de changement ou de reprise de nom d'un enfant de parents non mariés		68	6 471	1		
12	Demande relative à l'usage du nom d'un conjoint ou d'un ex-conjoint		11	107	1		
13	Demande de changement de prénom		69	2 589	///		
14	Absence - disparition		3	468	370		
	dont :						
15	Demande de jugement déclaratif de décès en cas de disparition		2	269	///		
16	Demande de constatation de présomption d'absence		///	2	370		
17	Demande de déclaration d'absence		///	173	///		
18	Droits attachés à la personne		370	17 424	255		
	dont :						
19	Demande tendant à la réparation et/ou à la cessation d'une atteinte au droit ou au respect de la vie privée		239	586	165		
20	Demande relative à l'organisation des funérailles ou à la sépulture		41	50	84		
21	Demande relative à l'internement d'une personne		53	1 219	///		
22	Demande relative au don d'organes		///	538	///		
23	Demande d'autorisation relative à la rétention et au maintien en zone d'attente d'un étranger		///	15 007	///		
24	Incapacité des mineurs		15	231	15 600		
	dont :						
25	Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation d'un administrateur ad hoc dans le cadre d'une administration légale pure et simple		5	28	14 353		
26	Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation d'un administrateur ad hoc dans le cadre de l'administration légale sous contrôle judiciaire		1	2	88		
27	Demande d'ouverture d'une tutelle : incapacité des mineurs		///	31	9		
28	Recours exercé à l'encontre d'une décision d'un organe tutélaire : incapacité des mineurs		///	138	///		
29	Demande d'émancipation		///	2	1 107		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

La loi n° 93.22 du 8 janvier 1993 a instauré **le juge aux affaires familiales**. Juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales, il est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs.

À partir du 1^{er} février 1994, date d'entrée en application de la loi, sont traités au tribunal de grande instance des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance. On a évalué à 6% la part des contentieux des tribunaux d'instance ainsi transférée aux tribunaux de grande instance.

Les affaires familiales font l'objet d'une présentation spécifique dans le chapitre "Détails de certains thèmes".

- 4 | Sont comprises dans ce poste toutes les formes de tutelles de majeurs : avec conseil de famille, sous forme d'administration légale, sous contrôle judiciaire, tutelle d'état ou tutelle en gérance.
- 9, 14 | Les demandes de renouvellement de la tutelle aux prestations sociales, comptabilisées auparavant dans les clôtures, sont désormais incluses dans la rubrique fonctionnement des régimes (ligne 14).
- 19 | Cf. ci-dessus le paragraphe relatif au juge aux affaires familiales.
- 23 à 26 | Ces affaires ont été codifiées à tort avec l'ancienne nomenclature utilisée avant la réforme sur le divorce
- 28 | Devant le tribunal de grande instance, les demandes de mesures provisoires formées lors de l'introduction de l'instance ne sont pas comptabilisées.
- 33 à 36 | Cf. 23 à 26

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Majeurs protégés : ouverture d'un régime de protection		46	126	111 513		
2	Appel d'une décision relative à l'organisation ou à la prolongation d'une protection judiciaire d'un jeune majeur		2	4	///		
3	Demande d'ouverture d'un régime de protection sans autre indication		2	23	51 772		
4	Demande d'ouverture d'une tutelle : majeurs protégés		///	47	25 922		
5	Demande d'ouverture d'une curatelle		///	45	20 488		
6	Demande de conversion de tutelle en curatelle		///	///	694		
7	Demande de conversion de curatelle en tutelle		///	3	2 847		
8	Demande d'ouverture d'une tutelle aux prestations sociales		42	4	9 790		
9	Majeurs protégés : fonctionnement des régimes de protection		41	5 222	21 051		
	dont :						
10	Recours contre une décision relative à la gestion des biens d'un majeur protégé		13	487	3		
11	Demande tendant à modifier l'étendue de la curatelle		1	120	4 170		
12	Demande tendant à modifier l'étendue de la tutelle		///	51	1 476		
13	Recours exercé à l'encontre d'une décision d'un organe tutélaire : majeurs protégés		4	3 974	2		
14	Demande de renouvellement de la tutelle aux prestations sociales		22	///	15 307		
15	Majeurs protégés : clôture des régimes de protection et demandes consécutives à la clôture		29	206	8 137		
	dont :						
16	Demande de mainlevée d'une tutelle		///	48	668		
17	Demande de mainlevée d'une curatelle		1	112	5 921		
18	Demande de mainlevée d'une tutelle aux prestations sociales		23	2	1 292		
◆19	Droit de la famille		41 885	421 407	2 423		
20	Divorce		16 342	183 364	3		
	dont :						
21	Demande en divorce par consentement mutuel		129	68 225	///		
22	Demande en divorce autre que par consentement mutuel		///	104 336	///		
23	Demande en divorce sur demande acceptée		751	736	///		
24	Demande en divorce pour rupture de la vie commune, en cas de séparation de fait		187	93	///		
25	Demande en divorce pour rupture de la vie commune, en cas d'altération des facultés mentales		13	1	///		
26	Demande en divorce pour faute		8 627	7 645	///		
27	Demande en conversion de la séparation de corps en divorce		196	1 773	///		
28	Demande de modification des mesures provisoires [divorce]		6 430	451	2		
29	Action en opposabilité ou en inopposabilité d'une décision de divorce rendue à l'étranger		7	104	1		
30	Séparation de corps		474	3 966	///		
	dont :						
31	Demande en séparation de corps par consentement mutuel		12	1 000	///		
32	Demande en séparation de corps autre que par consentement mutuel		1	2 677	///		
33	Demande en séparation de corps sur demande acceptée		23	28	///		
34	Demande en séparation de corps pour rupture de la vie commune, en cas de séparation de fait		10	3	///		
35	Demande en séparation de corps pour rupture de la vie commune, en cas d'altération des facultés mentales		///	1	///		
36	Demande en séparation de corps pour faute		281	221	///		
37	Demande de modification des mesures provisoires [séparation de corps]		145	34	///		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Dans le cas de demandes multiples, c'est le premier poste rencontré dans la liste qui a été retenu. Les demandes relatives à l'usage du nom (art. 264 du Code civil) sont prises en compte dans la rubrique "Nom - Prénom" série 10, page I/XIII.
- 4 | Sont compris dans cette rubrique les recours de celui qui assure la charge de l'enfant majeur contre l'ex-conjoint.
- 5 | Article 282 du Code civil applicable au divorce pour rupture de la vie commune.
- 8 | Par exemple demande d'attribution préférentielle d'un bien, de maintien dans l'indivision, de licitation, etc. Concernant les affaires portées devant le tribunal d'instance, il peut s'agir des cas où le juge des tutelles autorise le partage des biens d'une personne présumée absente (art. 116 du Code civil).
- 9 | Les demandes relatives à la liquidation du régime matrimonial sont prises en compte dans la série 8.
- 12 | Cette rubrique concerne toutes les demandes d'aliments, sauf en matière de divorce ou séparation de corps, mais y compris les demandes formées entre les membres de la famille naturelle (cf. séries 13 et 14).
- 14 | Y compris les enfants de parents non mariés devenus majeurs.
- 25 | Il s'agit des demandes relatives à la contestation, ou à la recherche de la paternité ou de la maternité, ainsi que les demandes d'adoption. Les demandes relatives au nom de l'enfant naturel sont prises en compte dans la série 11 page 43 ; celles concernant l'exercice du droit de visite ou de la fixation de la résidence d'un enfant sont comptabilisées dans la série 36. Enfin pour les demandes d'aliments formées entre les membres de la famille naturelle ou adoptive, cf. séries 13 et 14.
- 31 | Les demandes de modification de l'autorité parentale, de la résidence et du droit de visite après le prononcé du divorce sont compris à la rubrique "post-divorce", séries 2 et 6. L'ensemble du contentieux de l'autorité parentale est traité dans le chapitre – Détails de certains thèmes "Affaires familiales"–.
- 32 | Y compris pour les enfants de parents non mariés.
- 36 | Les demandes d'exercice conjoint de l'autorité parentale sont comprises dans cette rubrique

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Demande postérieure au prononcé du divorce ou de la séparation de corps		8 024	59 492	133		
2	Demande de modification de l'exercice de l'autorité parentale ou de la résidence habituelle des enfants mineurs		1 940	18 804	1		
3	Demande de révision de la prestation compensatoire		690	1 397	12		
4	Demande de fixation ou de modification de la contribution à l'entretien des enfants		2 724	25 745	25		
5	Demande de modification de la pension alimentaire		473	2 633	43		
6	Demande de modification du droit de visite		1 045	7 247	1		
7	Demande relative au bail concédé à l'un des époux		14	26	3		
8	Demande relative à la liquidation du régime matrimonial		1 138	3 640	48		
9	Mariage et régimes matrimoniaux		463	29 127	286		
	dont :						
10	Demande en nullité de mariage		285	1 690	1		
11	Demande d'homologation du changement de régime matrimonial		50	26 129	///		
12	Obligations à caractère alimentaire		2 917	26 959	1 759		
	dont :						
13	Demande relative à la pension alimentaire des enfants de parents non mariés		1 142	16 450	83		
14	Demande d'entretien formé par l'enfant majeur		241	1 864	5		
15	Recours des tiers payeurs contre les débiteurs d'aliments		189	2 097	9		
16	Contribution aux charges du mariage		549	3 453	13		
17	Action à fin de subsides		138	569	4		
18	Contestation relative au paiement direct ou au recouvrement des pensions alimentaires		103	24	1 291		
19	Filiation légitime et légitimation		127	1 632	2		
	dont :						
20	Action en désaveu de paternité		34	144	///		
21	Action en contestation de paternité formée par la mère remariée		9	29	///		
22	Autres actions tendant à contester la présomption de paternité légitime		41	244	///		
23	Demande de légitimation postérieurement au mariage		4	257	2		
24	Demande relative au consentement à une procréation médicalement assistée ou à la délivrance d'un acte de notoriété constatant la possession d'état d'enfant légitime		///	689	///		
25	Filiation naturelle et filiation adoptive		544	14 857	2		
	dont :						
26	Action en contestation de reconnaissance et demande en nullité de reconnaissance		157	1 755	1		
27	Action en recherche de paternité naturelle		196	1 132	///		
28	Demande en déclaration d'abandon		1	11	///		
29	Demande d'adoption simple		86	7 634	///		
30	Demande d'adoption plénière		34	3 545	///		
31	Autorité parentale et droit de visite		9 916	82 931	3		
	dont :						
32	Demande relative au droit de visite des grands-parents ou autres personnes, parents ou non		570	2 347	1		
33	Demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale		141	770	///		
34	Demande de délégation ou de transfert de l'autorité parentale		104	3 500	///		
35	Demande de retrait total de l'autorité parentale		29	213	///		
36	Demande relative à l'exercice de l'autorité parentale, à la fixation de la résidence habituelle des enfants mineurs, ou au droit de visite quant aux enfants de parents non mariés		5 726	75 745	1		
37	Recours contre une mesure relative à l'assistance éducative		3 110	4	///		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Cette rubrique concerne toutes les demandes en partage, à l'exception des liquidations consécutives au divorce, prises en compte dans la série 8 page précédente.
- 2 | On trouve notamment dans cette rubrique les contentieux sur les modalités du partage, les demandes d'annulation, de rescision, d'opposition des créanciers, d'homologation de partage, les demandes d'attribution préférentielle d'un bien, etc...
- 3 | Sont concernés dans cette rubrique les actes de disposition fait par un indivisaire seul (art. 815-3 du Code civil), les cessions réalisées en violation du droit de préemption des indivisaires (art. 815-16 du Code civil), les décisions du gérant ou des indivisaires (art. 1873-6 du Code civil), les nullités d'une convention d'indivision (art. 1873-2 du Code civil).
- 5 | Sont notamment comprises ici les demandes en annulation, révocation, ou réduction d'une libéralité ou d'une de ses clauses.
- 9 | Chacune de ces demandes peut être formée à titre unique.
- 21 | Sont notamment comprises sous cette rubrique les demandes de radiation d'une sûreté.
- 22 à 29 | Sont comprises sous ces rubriques les demandes relatives aux groupements de toutes sortes : sociétés civiles et commerciales, sociétés agricoles, associations, mutuelles, syndicats, ordres professionnels.
- 23 | Ces demandes concernent notamment les délibérations des diverses assemblées, conseils d'administration, etc.
- 29 | Ces demandes sont formulées en cas notamment de réunion de toutes les parts en une seule main, mésintelligence, réduction du capital en dessous du minimum légal.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Partage, indivision, succession dont :		2 605	17 931	212		
2	Demande en partage, ou contestations relatives au partage		1 735	10 574	74		
3	Demande en annulation d'un acte accompli sur un bien indivis, ou d'une convention d'indivision		59	119	6		
4	Demande relative à une succession vacante ou non réclamée		38	5 703	2		
5	Libéralités (donations et testaments)		473	1 148	23		
◆ 6	Droit des affaires (hors entreprises en difficulté)		11 551	15 048	11 813		12 078
7	Bail commercial dont :		4 150	7 155	1 165		222
8	Demande en nullité de bail commercial		167	224	16		11
9	Demande en paiement des loyers et charges et/ou tendant à la résiliation du bail et/ou à l'expulsion		1 926	1 911	1 007		134
10	Demande de fixation du prix du bail révisé ou renouvelé		432	1 907	7		4
11	Action relative à la déspécialisation		13	25	8		///
12	Action en contestation de congé et/ou demande de renouvellement de bail		220	573	6		3
13	Demande d'évaluation et/ou en paiement de l'indemnité d'éviction		102	316	///		2
14	Demande d'exécution de travaux à la charge du bailleur, ou demande en garantie contre le bailleur		266	433	69		3
15	Vente du fonds de commerce dont :		649	760	1 090		1 142
16	Demande en nullité des promesses de vente ou de vente de fonds de commerce		95	57	19		49
17	Demande en paiement du prix et/ou tendant à faire sanctionner le non-paiement du prix		202	408	1 019		153
18	Demande en radiation de l'inscription du privilège du vendeur		1	72	1		508
19	Demande de vente en justice du fonds de commerce		18	35	///		76
20	Location - gérance du fonds de commerce		258	117	58		174
21	Nantissement du fonds de commerce ou du fonds artisanal, de l'outillage et du matériel d'équipement		41	63	2		993
22	Groupements : fonctionnement (1) dont :		301	333	478		2 535
23	Demande en nullité des actes des assemblées et conseils		124	201	5		53
24	Demande relative à la tenue de l'assemblée générale		30	28	///		93
25	Demande en paiement de cotisations formée contre les adhérents d'une association, d'un syndicat ou d'un ordre professionnel		68	40	428		1 991
26	Groupements : fonctionnement (2) dont :		948	940	63		1 841
27	Demande tendant à contester l'agrément ou le refus d'agrément de cessionnaires de parts sociales ou d'actions		195	85	2		39
28	Demande de nomination d'un expert de gestion, d'un commissaire aux apports ou d'un commissaire à la fusion		41	17	6		960
29	Demande de dissolution de groupement		100	218	///		50

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 2 | Les recours en cas de liquidation judiciaire sont pris en compte dans la série 16 page VI/XIII.
- 3 | Les demandes concernant les litiges relatifs aux prêts bancaires sont prises en compte dans la rubrique "Prêt d'argent, crédit-bail, cautionnement" série 1 page VIII/XIII.
- 4 et 5 | Ces demandes portées devant les tribunaux de grande instance sont de la compétence exclusive des tribunaux de grande instance à compétence commerciale.
- 5 | Demandes formées contre le tiré, le tireur, les endosseurs, l'accepteur, le donneur d'aval, à l'exclusion des cas où le créancier porteur d'un chèque impayé poursuit l'exécution de l'obligation initiale.
- 6 | Ces demandes concernent le compte de dépôt ou compte courant, en cas de chèque sans provision, carte de crédit, virement, chèque de voyage...; en matière d'intérêts, d'ouverture de crédit..
- 8 | Ces demandes concernent les services bancaires, à l'exclusion de ceux liés à un octroi de crédit pris en compte ligne 7.
- 11 | Les demandes relatives aux clauses de non-concurrence insérées dans un contrat de travail sont prises en compte dans la rubrique "Relations du travail et protection sociale" séries 7, 12, 13, page XII/XIII. Pour celles concernant les ventes de fonds de commerce, voir série 15, page IV/XIII.
- 12 | Sont comprises dans ce poste les pratiques discriminatoires (refus de vente, prix imposés, ventes subordonnées), les actions concertées, ententes et coalitions.
- 16 | Le volume relativement important des affaires portées devant les cours d'appel peut s'expliquer par le fait que les parties peuvent faire appel séparément, pouvant engendrer ainsi plusieurs affaires en appel pour une même affaire de première instance.
- 17 | Pour les tribunaux de grande instance, sont prises en compte dans cette rubrique et les postes la constituant, les affaires relatives aux entreprises en difficulté portées devant les tribunaux de grande instance à compétence commerciale, et toutes celles qu'ont eu à connaître les juridictions d'Alsace et de Lorraine.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Groupements : dirigeants dont :		475	581	57		501
2	Action en responsabilité civile exercée contre les dirigeants ou les associés		155	287	28		23
3	Banque - Effets de commerce dont :		2 832	3 008	8 878		3 490
4	Demande relative à une cession ou un nantissement de créances professionnelles (loi du 2 janvier 1981)		153	61	18		178
5	Demande en paiement par le porteur, d'une lettre de change, d'un billet à ordre		158	57	87		697
6	Demande en paiement du solde du compte bancaire		1 065	1 496	7 321		1 489
7	Action en responsabilité exercée contre l'établissement de crédits pour octroi abusif de crédits ou brusque rupture de crédits		163	124	89		45
8	Autres actions en responsabilité exercées contre un établissement de crédit		796	962	512		83
9	Action en contestation d'une interdiction bancaire		12	23	58		85
10	Demande de mainlevée d'opposition au paiement d'un chèque		58	6	22		7
11	Concurrence - Propriété industrielle dont :		1 897	2 091	22		1 180
12	Demande en cessation et/ou en réparation de pratiques anticoncurrentielles restrictives		144	48	///		28
13	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de brevet, d'obtention végétale ou de topographie de semi-conducteur		117	242	2		1
14	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de marque		426	1 063	///		///
15	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de dessins et modèles		220	164	3		///
16	Demandes en cessation de concurrence déloyale ou illicite et/ou en dommages et intérêts		734	282	6		719
◆17	Entreprises en difficulté, surendettement des particuliers et faillite civile		8 622	39 272	29 185		118 018
18	Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire dont :		2 421	12 894	73		56 344
19	Demande de redressement judiciaire		728	7 943	///		48 733
20	Demande liquidation judiciaire		1 112	2 509	20		3 884
21	Demande d'ouverture d'une procédure de règlement amiable ou de désignation d'un conciliateur		10	1 568	30		///
22	Demande d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire en cas de résolution du plan de continuation		149	648	2		2 661
23	Demande d'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire à l'encontre des dirigeants en cas d'inexécution de la condamnation en comblement de l'insuffisance d'actif		65	42	17		298
24	Demande d'extension aux dirigeants du redressement ou de la liquidation judiciaire		171	106	///		605

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Les recours formés devant le tribunal contre les décisions du juge-commissaire sont prises en compte ligne 20.
- 4 | Les demandes d'autorisation de licenciement, ou les réclamations contre l'ordonnance du juge-commissaire les autorisant, sont prises en compte dans la rubrique "Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaire", série 22, page XII/XIII.
- 5 | Les demandes relatives aux créances salariales sont prises en compte dans la rubrique "Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaire", série 22, page XII/XIII.
- 10 | Les demandes de résolution du plan de continuation de l'entreprise et de redressement judiciaire sont prises en compte dans la série 1.
- 11 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes d'admission du plan de cession de l'entreprise.
- 14 | Les demandes de reprise de la procédure de liquidation judiciaire sont prises en compte dans la rubrique "Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire", série 18 page V/XIII.
- 15 | Sont regroupées dans cette rubrique les demandes de sanctions contre les dirigeants, et les actions en responsabilité civile.
- 21 | Le surendettement des particuliers fait l'objet d'une présentation détaillée (rubriques 17 à 24, chapitre "Détails de certains thèmes, procédures devant le juge de l'exécution").

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	L'entreprise au cours de la procédure : délais, organes		173	190	10		1 021
2	Appel sur une décision relative à la désignation, au remplacement ou à la mission d'un expert, de l'administrateur, du représentant du créancier, du commissaire à l'exécution du plan ou du liquidateur		74	26	10		417
3	Appel sur des décisions relatives au déroulement de la procédure		99	164	///		604
4	L'entreprise au cours de la procédure : autorisations et actions diverses		41	37	3		753
5	L'entreprise au cours de la procédure : période suspecte et sort des créances		3 391	109	2		642
	dont :						
6	Demande en modification de la date de la cessation des paiements		75	46	///		397
7	Appel sur une décision du juge commissaire relative à l'admission des créances		2 433	14	///		7
8	Appel sur une décision du juge commissaire relative à la réclamation sur l'état des créances		317	5	///		54
9	Appel sur une décision relative au relevé de forclusion		483	18	1		63
10	Plan de continuation de l'entreprise		75	90	2		2 082
11	Plan de cession de l'entreprise		126	290	3		1 400
12	Liquidation judiciaire - Clôture de la procédure		50	8 276	///		25 370
	dont :						
13	Demande de clôture pour extinction du passif		17	352	///		742
14	Demande de clôture pour insuffisance d'actif		29	7 924	///		24 628
15	Autres demandes en matière de redressement et de liquidation judiciaires		1 535	1 735	111		30 362
	dont :						
16	Demande en comblement de l'insuffisance d'actif à l'encontre des dirigeants		345	73	2		695
17	Demande de prononcé de la faillite personnelle ou d'autres sanctions		432	331	23		5 018
18	Actions en responsabilité exercée contre l'administrateur, le représentant des créanciers, le liquidateur, le commissaire à l'exécution du plan		139	192	12		3
19	Recours devant le tribunal contre des décisions du juge commissaire		368	604	///		2 928
20	Demande relative au règlement judiciaire, à la liquidation des biens, aux sanctions et à la suspension provisoire des poursuites		204	489	43		745
21	Surendettement des particuliers et faillite civile		810	15 651	28 981		44
	dont :						
22	Recours contre les décisions statuant sur la recevabilité prononcées par les commissions de surendettement des particuliers		110	3 366	8 636		///
23	Demande de vérification de la validité des titres de créances et du montant des sommes réclamées		28	607	1 576		///
24	Contestation des mesures recommandées par la commission de surendettement des particuliers		587	2 601	4 981		///
25	Demande de rétablissement personnel		45	6 690	13 675		///

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 2 | Sont comprises dans cette rubrique les ventes quel qu'en soit l'objet (meuble ou immeuble), à l'exception des ventes de fonds de commerce (cf. série 7, page IV/XIII), des ventes d'immeubles à construire, et des ventes d'immeubles qui engagent la responsabilité du constructeur pour malfaçons (cf. série 11, page VIII/XIII).
- 4 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en résolution pour non-paiement du prix.
- 5 | Y compris les demandes tendant à obtenir la livraison de la quantité indiquée au contrat, ou à faire sanctionner la livraison d'une quantité insuffisante (art. 1616 à 1622 du Code civil).
- 6 | Il s'agit de demandes en restitution ou en réduction du prix.
- 7 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes tendant à faire sanctionner le manquement du vendeur à son obligation de renseignements.
- 9 | Sont comprises toutes les catégories de baux, à l'exception des baux commerciaux (cf. série 7, page IV/XIII) et des baux ruraux (cf. série 20). Les demandes relatives aux occupations de locaux sans droit ni titre sont prises en compte dans la rubrique 23 page X/XIII.
- 10 | Y compris les demandes dirigées contre la caution du locataire.
- 11 | Ces demandes concernent notamment les obligations suivantes : mauvaise utilisation des lieux loués, dégradations, défaut d'entretien, transformation des lieux sans accord du bailleur, demande visant à la remise en état des lieux en cours de bail, défaut d'assurance, défaut de meubles suffisants pour garnir les lieux loués...
- 12 | Les cas où le congé est lié à une inexécution des obligations du locataire sont pris en compte dans les séries 10 et 11.
- 13 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en contestation de la validité du congé, de suspension de la clause résolutoire, etc.
- 14 | Les cas où cette demande est cumulée avec une demande en paiement de loyers sont pris en compte dans la série 10.
- 16 | Sont notamment compris dans cette rubrique les cas suivants : vices de l'immeuble loué (art. 1721 du Code civil), défaut d'entretien de l'immeuble par le bailleur (art. 1719 - 2^e du Code civil), destruction partielle de la chose (art. 1722 du Code civil), réparations de longue durée ou de nature à rendre le logement inhabitable (art. 1724 du Code civil), troubles de droit provenant d'un tiers (art. 1726 du Code civil).
- 20 | Les demandes relatives aux baux de chasse sont portées devant le tribunal de grande instance.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
◆1	Contrats		49 123	62 031	265 909		59 882
2	Vente		7 533	14 890	21 865		34 519
	dont :						
3	Demande en nullité de la vente ou d'une clause de la vente		1 179	2 583	1 978		123
4	Demande en paiement du prix ou tendant à faire sanctionner le non-paiement du prix		1 788	4 296	12 313		32 912
5	Demande tendant à obtenir la livraison de la chose ou à faire sanctionner le défaut de livraison		198	285	873		31
6	Demande en garantie des vices cachés ou tendant à faire sanctionner un défaut de conformité		1 612	2 235	2 363		135
7	Autres demandes tendant à faire sanctionner l'inexécution des obligations du vendeur		288	693	1 280		98
8	Demande relative à l'exécution d'une promesse unilatérale de vente ou d'un pacte de préférence ou d'un compromis de vente		1 260	2 777	605		24
9	Baux d'habitation et professionnels		9 157	4 963	105 069		69
10	Demande en paiement des loyers et des charges et/ou tendant à faire prononcer ou constater la résiliation pour défaut de paiement ou défaut d'assurance et ordonner l'expulsion		4 847	996	74 300		30
11	Demande tendant à l'exécution des autres obligations du locataire et/ou tendant à faire prononcer la résiliation pour inexécution de ces obligations et ordonner l'expulsion		714	305	3 215		10
12	Demande du bailleur tendant à faire constater la validité du congé et à ordonner l'expulsion		925	159	4 090		///
13	Demande du locataire ou de l'ancien locataire tendant au maintien dans les lieux		247	303	711		///
14	Demande en dommages-intérêts formée par le bailleur en fin de bail en raison des dégradations ou des pertes imputables au locataire		126	61	1 248		4
15	Demande du locataire tendant à être autorisé d'exécuter des travaux ou à faire exécuter des travaux à la charge du bailleur		259	89	1 660		5
16	Demande du locataire tendant à la diminution du loyer ou des charges et/ou à la résiliation du bail, et/ou à des dommages-intérêts en raison de troubles de jouissance		436	128	1 495		3
17	Demande du locataire en fin de bail en restitution du dépôt de garantie et/ou tendant au paiement d'une indemnité pour amélioration des lieux loués		114	52	7 795		6
18	Demande tendant à la fixation judiciaire du montant du loyer ou à la mise en conformité du bail		153	49	642		///
19	Autres demandes relatives à un bail d'habitation ou à un bail professionnel		1 336	2 821	9 913		11
20	Baux ruraux [fermage ou métayage, baux de chasse]		1 185	152	3 658		1
	dont :						
21	Demande en paiement des fermages ou loyers et/ou tendant à faire prononcer la résiliation du bail pour défaut de paiement et prononcer l'expulsion		233	29	1 022		///
22	Demande formée par le bailleur ou le preneur relative à la poursuite ou au renouvellement du bail		146	8	663		///

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Les demandes relatives aux prêts à usage ou commodat sont prises en compte dans la rubrique "Contrats divers", séries 13 à 15 page IX/XIII.
- 5 à 7 | Le crédit bail peut porter sur des choses mobilières ou immobilières.
- 8 et 9 | Quelle que soit l'obligation cautionnée (prêt, crédit-bail, compte courant, bail d'habitation ...).
- 10 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité d'un contrat de cautionnement.
- 11 | Sont compris ici tous les types de contrats : contrat d'entreprise, contrat de construction de maisons individuelles, contrat de promotion immobilière, vente d'immeuble à construire, contrat ou réservation. Est exclu cependant le bail à construction (cf. série 16, page XI/XIII).
Le terme de constructeur employé dans les postes ci-dessous désigne, conformément à l'article 1792-1 du Code civil : l'architecte, l'entrepreneur, le promoteur, le technicien, ou toute personne liée au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage, ainsi que toute personne qui vend un ouvrage qu'elle a construit ou fait construire.
- 16 | Sont notamment compris dans cette rubrique les recours entre l'architecte et l'entrepreneur, entre le promoteur et l'entrepreneur, entre le vendeur et l'architecte.
- 17 | Que cette demande soit formée dans le cadre de la garantie de parfait achèvement (art. 1792-6 du Code civil) des garanties décennales ou biennales (art. 1792 à 1792-4 du Code civil), y compris les demandes formées par l'assureur du maître d'ouvrage.
- 18 | Ne sont pas compris dans cette rubrique les contrats de déménagement (cf. rubrique "Autres contrats de prestation de service" série 19), les contrats d'affrètement (cf. ligne 12 page IX/XIII), les contrats de location de véhicule (cf. ligne 12, page IX/XIII), les demandes en responsabilité occasionnée par le transport de personnes (terrestre, aérien ou maritime) prises en compte dans la rubrique "Responsabilité du fait des véhicules" série 14, page IX/XIII.
- 19 | Dans cette rubrique sont regroupés tous les contrats de prestation de service autres que les contrats de construction immobilière (cf. série 11), les contrats de transport (cf. série 18) et les contrats particuliers (mandat, commission, courtage) qui peuvent être comptabilisés dans la série 1, page IX/XIII.
Sont notamment compris dans cette série les contrats suivants : contrat passé avec un garagiste, un teinturier, un réparateur de matériel, une agence de voyages, une entreprise de déménagement, une agence matrimoniale, un établissement scolaire. Tous les contrats ayant trait à la construction, à la réparation ou à l'aménagement d'un immeuble, y compris les honoraires d'architecte, sont pris en compte dans la série 11.
- 22 | À l'exclusion des demandes qui figurent dans la rubrique "responsabilité", dont la liste suit : responsabilité des médecins et des professions para-médicales, responsabilité des auxiliaires de justice (cf. série 1, page X/XIII).

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Prêt d'argent, crédit-bail (ou leasing), cautionnement		9 204	12 140	71 844		4 794
2	Prêt - Demande en nullité du contrat ou d'une clause du contrat		176	141	757		9
3	Prêt - Demande en remboursement du prêt		5 177	7 398	66 611		1 395
4	Autres demandes relatives au prêt		741	828	2 518		125
5	Crédit-bail ou leasing - Demande en nullité du contrat ou d'une clause du contrat		53	43	94		8
6	Crédit-bail ou leasing - Demande en paiement des loyers et/ou en résiliation du crédit-bail		675	491	1 121		1 383
7	Autres demandes relatives au crédit-bail		173	145	155		614
8	Cautionnement - Demande en paiement formée contre la caution seule		1 525	2 359	209		822
9	Cautionnement - Recours de la caution qui a payé contre le débiteur principal ou contre une autre caution		156	493	195		61
10	Autres demandes relatives au cautionnement		528	242	184		377
11	Contrat tendant à la réalisation de travaux de construction		6 496	14 625	5 411		1 105
	dont :						
12	Demande en nullité d'un contrat tendant à la réalisation de travaux de construction		126	324	177		2
13	Demande en paiement du prix formée par le sous-traitant contre l'entrepreneur principal		182	124	189		///
14	Demande en paiement du prix formée par le constructeur contre le maître de l'ouvrage ou son garant		846	1 577	1 004		404
15	Demande en paiement direct du prix formée par le sous-traitant contre le maître d'ouvrage		113	195	81		84
16	Recours entre constructeurs		293	205	34		45
17	Demande d'exécution de travaux, ou de dommages-intérêts, formée par le maître de l'ouvrage contre le constructeur ou son garant, ou contre le fabricant d'un élément de construction		3 000	9 092	2 432		231
18	Contrats de transport		717	128	427		1 684
19	Autres contrats de prestation de services		4 865	4 290	42 633		7 180
20	Demande en nullité d'un contrat de prestation de services		130	104	953		21
21	Demande en paiement du prix, ou des honoraires formée contre le client et/ou tendant à en faire sanctionner le non-paiement		2 563	2 049	22 586		5 826
22	Demande en dommages-intérêts contre le prestataire de services pour mauvaise exécution		1 031	1 384	7 651		202
23	Demande en restitution d'une chose confiée au prestataire de services et/ou en dommages-intérêts pour non-restitution		112	75	644		57
24	Demande en exécution formée par le client contre le prestataire de services		67	73	2 618		17
25	Demande en résolution formée par le client pour inexécution de la prestation de services		94	69	835		80
26	Autres demandes relatives à un contrat de prestation de services		868	536	7 346		977

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 Cette rubrique regroupe tous les contrats pouvant recevoir la qualification de mandat, de commission ou de courtage. Sont comprises dans cette rubrique les demandes en paiement ou en indemnisation formées par un agent commercial, un agent immobilier, un concessionnaire, un courtier d'assurance, etc...
- 8 Il s'agit du cas (exceptionnel) où le responsable assuré a indemnisé directement la victime. Lorsque l'action en paiement de l'indemnité est formée par la victime contre l'auteur et/ou son assureur, se reporter en fonction de la responsabilité engagée, aux rubriques "Responsabilité et quasi-contrats" série 24, ou "Contrats tendant à la construction, à la réparation ou à l'aménagement d'un immeuble" série 11, page VIII/XIII.
- 9 Sont notamment comprises dans ce poste les assurances-vie, retraite, incapacité, chômage, etc.
- 11 Ne sont pas pris en compte dans ce poste les recours de l'assureur contre le responsable du dommage, qui sont des recours subrogatoires.
- 12 Ce poste regroupe d'une part les contrats qualifiés qui n'ont pas été visés dans les autres postes de la nomenclature, par exemple : le contrat de dépôt, de prêt à usage ou de location de meubles, de location de véhicule automobile, d'affrètement, déchange, de concession, de franchise ou de fournitures, etc., d'autre part les contrats dont l'acte de saisine ne permet pas d'identifier la qualification (ex : demande en paiement de facture sans autre indication).
- 13 Les rubriques "responsabilité" ne recouvrent pas tous les cas de responsabilité, mais seulement ceux qui n'ont pas été traités dans un cadre plus précis.
Il n'est pas fait de distinction selon les textes sur lesquels se fonde la demande, mais selon le fait qui se trouve à l'origine du dommage, et selon les parties en présence.
Le terme de réparation désigne la demande d'indemnisation formée par la victime contre l'auteur du dommage, son assureur, le fonds de garantie, y compris les actions en déclaration de jugement commun visant un organisme de sécurité sociale. Toutefois lorsque la demande de réparation vise en même temps, ou exclusivement, le responsable du fait d'autrui (parent, gardien, commettant), on se reportera à la rubrique "Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable" série 8 page X/XIII.
Le terme de victime désigne tant la victime directe, que la victime par ricochet (conjoint, enfant, héritier, concubin, tiers lésé), à l'exception de la victime d'un accident du travail qui demande réparation à son employeur pour faute inexcusable (cf. série 9, page XIII/XIII).
Le terme de garantie recouvre les demandes du responsable de dommages visant à mettre en cause son assureur ou un co-responsable. Toutefois les demandes de garanties formées contre le responsable du fait d'autrui sont prises en compte dans la rubrique "Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable", série 8, page X/XIII
- 16 Les termes réparation, dommage, victime, garantie, sont définis à la rubrique "Responsabilité et quasi-contrats" (série 13). Sont exclues de la présente rubrique les demandes en responsabilité engagées pour mauvaise exécution d'un contrat de vente (cf. rubrique "Vente" série 2, page VII/XIII), de transport (cf. rubrique "Contrat de transport" série 18, page VIII/XIII), de prestations de service (cf. rubrique "Autres contrats de prestation de Services" série 19, page VIII/XIII).
- 19 Sont exclues de la présente rubrique les demandes en réparation formées par le maître d'ouvrage contre l'entrepreneur du fait de la mauvaise exécution des contrats de construction ou de réparation d'immeubles (cf. rubrique "Contrats tendant à la réalisation de travaux de construction" séries 11 page VIII/XIII).
- 20 Dans cette rubrique sont concernés les dommages causés à une personne par un glissement de terrain, une avalanche, un incendie, la chute d'un bâtiment, etc.
- 21 Dans cette rubrique sont concernés les infiltrations provoquées par un immeuble à un immeuble voisin ; dégâts des eaux, incendies, avalanches, glissements de terrain etc.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Contrats d'intermédiaires		1 682	1 416	761		355
2	Contrats d'assurance		2 948	5 556	4 883		802
3	Demande en nullité du contrat d'assurance, et/ou en remboursement des indemnités pour fausse déclaration intentionnelle ou réticence de la part de l'assuré formée par l'assureur		129	169	152		///
4	Autres demandes en nullité et/ou en remboursement des indemnités formées par l'assureur		64	157	252		3
5	Demande en nullité du contrat et/ou en restitution des primes, ou cotisations, formée par l'assuré		103	363	202		7
6	Demande en paiement des primes, ou cotisations formée contre l'assuré		102	458	1 496		82
7	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance de dommages		993	1 558	697		248
8	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance de responsabilité formée par l'assuré		139	188	274		50
9	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance de personnes		673	1 608	255		2
10	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance-crédit		158	272	95		4
11	Demande relative à d'autres contrats d'assurance		587	783	1 460		406
12	Contrats divers		5 336	3 871	9 358		9 373
◆13	Responsabilité et quasi-contrats		7 942	34 429	13 046		876
14	Dommmages causés par des véhicules dont :		2 448	7 042	3 814		20
15	Demande en réparation des dommages causés par des véhicules terrestres à moteur		2 319	6 745	3 658		13
16	Dommmages causés par des animaux, des produits ou des services		508	1 033	1 132		26
17	Demande en réparation des dommages causés par un animal		143	300	642		1
18	Demande en réparation des dommages causés par un produit ou une prestation de services défectueux		365	733	490		25
19	Dommmages causés par des immeubles dont :		683	2 081	917		16
20	Demande en réparation des dommages causés à une personne par un immeuble		204	637	195		///
21	Demande en réparation des dommages causés à une chose mobilière ou immobilière par un immeuble		472	1 444	722		7

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 3 | L'expression "auxiliaire de justice" doit être entendue au sens large, et désigne les professionnels suivants : avocats, avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués, commissaires-priseurs, conseils en brevet, conseils fiscaux, experts, greffiers de commerce, huissiers de justice, interprètes, notaires, sachants, traducteurs.
Sont notamment comprises sous cette rubrique les demandes en réparation fondées sur l'exécution ou l'inexécution dommageables des mesures d'exécution forcées ou des mesures conservatoires à l'encontre d'un auxiliaire de justice.
- 6 | Ces nuisances peuvent consister en l'émission de bruit, d'odeurs, de rejets déplaisants, toxiques ou irritants (ex : tapages, dépôt d'immondices, pollution artisanale, industrielle ou agricole).
- 7 | Sont comprises dans ce poste les demandes d'indemnisation formées devant la commission d'indemnisation des victimes d'infractions. Sont exclues les demandes tendant à la réparation et/ou à la cessation d'une atteinte au droit au respect de la vie privée (cf. ligne 19, page I/XIII).
- 10 | Sont exclues les demandes formées contre les établissements de soin pour les dommages causés par l'activité médicale de leurs préposés (cf. ligne 2).
- 14 | Non compris les hypothèses spécifiques mentionnées à d'autres postes, par exemple les répétitions de cotisations, série 5, page XIII/XIII.
- 17 | Sont exclus de cette rubrique les cas d'atteintes irrégulières à la propriété immobilière ou à un droit réel immobilier, commises par une personne publique (cf. rubrique "Responsabilité des personnes publiques" série 19, page XIII/XIII).
- 23 | Ce poste ne concerne que l'action tendant à défendre la possession du propriétaire : plainte, réintégrande, dénonciation de nouvel ordre.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Dommages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées		1 893	4 441	398		582
2	Demande en réparation des dommages causés par l'activité médicale ou para-médicale		751	1 903	153		1
3	Demande en réparation des dommages causés par l'activité des auxiliaires de justice		990	2 228	228		///
4	Demande en réparation des dommages causés par l'activité d'un expert en diagnostic, un commissaire aux comptes, un commissaire aux apports, un commissaire à la fusion ou un expert-comptable		152	310	17		581
5	Dommages causés par l'action directe d'une personne		1 916	18 580	4 755		95
6	Demande en réparation des dommages causés par une nuisance de l'environnement		508	713	808		7
7	Demande en réparation des dommages causés par d'autres faits personnels		1 408	17 867	3 947		88
8	Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable		125	339	276		4
9	Demande en réparation des dommages causés par un mineur ou un incapable majeur, formée contre les parents ou le gardien		42	131	174		///
10	Demande en réparation des dommages causés par les salariés ou apprentis, formée contre l'employeur		40	128	73		4
11	Demande en réparation des dommages causés par un fonctionnaire ou employé, formée contre l'État ou une collectivité territoriale		43	80	29		///
12	Quasi-contrats		369	913	1 754		133
13	Demande relative à une gestion d'affaire		41	67	73		1
14	Demande en restitution d'une chose ou en paiement d'un prix reçu indûment		230	578	1 562		131
15	Demande d'indemnisation pour enrichissement sans cause		98	268	119		1
◆16	Biens - Propriété littéraire et artistique		13 828	55 302	30 510		520
17	Propriété et possession immobilières dont :		3 513	8 047	3 872		142
18	Revendication d'un bien immobilier		314	590	38		///
19	Demande formée par le propriétaire de démolition d'une construction ou d'enlèvement d'une plantation faite par un tiers sur son terrain		366	685	197		123
20	Demande d'expulsion et/ou d'indemnités dirigée contre les occupants des lieux		704	331	330		///
21	Demande en bornage ou en clôture		476	157	1 890		///
22	Demandes relatives aux murs, haies et fossés mitoyens		356	434	1 073		///
23	Actions possessoires		250	215	94		///
24	Demande de fixation de l'indemnisation d'expropriation		670	3 877	1		///

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Cette rubrique ne concerne que la copropriété par appartements régie par la loi du 10 juillet 1965. Pour l'indivision ordinaire, cf. rubrique "Partage, indivision, succession" série 1, page IV/XIII.
- 3 | Quel que soit le fondement de la demande. Les demandes en inopposabilité de travaux décidés par l'assemblée générale sont prises en compte dans la rubrique 6 "Copropriété : droits et obligations des copropriétaires".
- 4 | Sont comprises notamment dans cette rubrique les demandes pour vice de construction ou défaut d'entretien des parties communes.
- 7 | Ne sont pas comprises dans ce poste les indemnités qui peuvent être réclamées en raison de troubles ou de violations du règlement.
- 10 | Sont comprises dans cette rubrique toutes les demandes pouvant naître d'une situation d'usufruit, ainsi que les demandes relatives à un droit d'usage ou d'habitation, à l'exception des droits d'usage forestiers et ruraux (cf. rubrique "Servitudes" série 11), et les baux d'habitation (cf. rubrique "Baux d'habitation et professionnels" séries 9 à 19, page VII/XIII).
- 16 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en paiement des redevances emphytéotiques, ou des loyers du bail à construction.
- 18 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité, en radiation ou en réduction d'une sûreté immobilière et recours sur les décisions relatives à l'inscription ou à la radiation.
- 19 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité, en radiation ou en réduction d'une sûreté mobilière et les demandes tendant à la vente forcée ou à l'attribution d'un bien mobilier constitutif de la sûreté.
- 23, 24 | Les procédures relevant du juge de l'exécution font l'objet d'une présentation détaillée (rubriques 6 à 11, chapitre "Détail de certains thèmes, Procédures devant le juge de l'exécution").

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Copropriété : organisation et administration		979	3 312	228		4
	dont :						
2	Demande tendant à déclarer non écrite une clause du règlement de copropriété ou demande de nouvelle répartition des charges		30	63	29		///
3	Demande en nullité d'une assemblée générale ou d'une délibération de cette assemblée		650	2 647	7		///
4	Action en responsabilité exercée contre le syndicat		108	296	70		///
5	Action en responsabilité exercée contre le syndic ou tendant à sa révocation		64	181	57		///
6	Copropriété : droits et obligations des copropriétaires		1 960	3 427	19 569		///
	dont :						
7	Demande en paiement des charges ou des contributions		768	1 841	17 687		///
8	Demande du syndicat tendant à la cessation et/ou à la sanction d'une violation des règles de la copropriété commise par un copropriétaire		230	283	68		///
9	Demande d'un copropriétaire tendant à la cessation et/ou à la sanction d'une atteinte à la propriété et à la jouissance d'un lot		278	430	171		///
10	Usufruit - Usage et habitation		57	107	41		1
11	Servitudes		1 634	2 476	922		///
	dont :						
12	Demande relative à une servitude d'usage ou de passage des eaux		185	277	128		///
13	Demande relative à une servitude de distance pour les plantations et constructions		128	98	347		///
14	Demande relative à une servitude de jours et vues sur le fonds voisin		159	325	74		///
15	Demande relative à un droit de passage		927	1 547	222		///
16	Emphytéose - Bail à construction - Concession immobilière		28	44	17		///
17	Sûretés immobilières et mobilières		337	3 102	62		251
18	Sûretés immobilières (hypothèque, antichrèse)		139	784	24		216
19	Sûretés mobilières (gages, nantissement, warrant)		197	2 318	38		1
20	Propriété et possession mobilières		144	119	168		99
21	Saisies et mesures conservatoires		4 784	33 891	5 480		1
22	Saisies immobilières		782	13 504	64		///
23	Saisies mobilières		3 106	16 639	4 903		///
24	Mesures conservatoires		887	3 748	510		1

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 2 | Il s'agit de toute reproduction, représentation ou utilisation de l'œuvre qui porte atteinte aux intérêts moraux ou patrimoniaux de l'auteur, qu'elle puisse ou non être qualifiée sur le plan pénal de contrefaçon, y compris lorsque cette atteinte intervient dans le cadre d'un contrat relatif aux droits d'auteur.
Les "droits voisins du droit d'auteur" sont constitués par les droits des artistes interprètes, des producteurs de vidéogrammes et de phonogrammes.
- 4 | Sont comprises dans les postes composant cette rubrique la plupart des demandes dérivant de la conclusion, de l'exécution, de la suspension ou de la rupture d'un contrat de travail, hormis celles qui concernent un contrat de travail tendant à la formation du salarié (cf. série 26), et celles qui émanent d'un travailleur invoquant sa qualité de salarié protégé (cf. série 21).
- 8 | Ne sont pas comprises dans cette rubrique les sanctions touchant un salarié protégé (cf. rubrique 21 "Statut des travailleurs protégés"), un apprenti ou un salarié en formation (cf. rubrique 26 "Formation et insertion professionnelles").
- 10 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de remise d'une lettre de licenciement, les demandes de remise d'un certificat de travail, les demandes de remise de bulletin de paie, les demandes de remise d'attestation pour l'ASSEDIC, etc.
- 11 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de dommages-intérêts pour refus illégal d'embauchage ou violation d'une priorité d'embauche ou réembauche etc.
- 12 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de dommages-intérêts au salarié pour démission abusive ou brusque démission, les demandes de dommages-intérêts pour inexécution ou mauvaise exécution du contrat de travail.
- 14 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives à la constitution des institutions représentatives du personnel dans l'entreprise ou le groupe, la présence d'élus des salariés dans les organes sociaux des entreprises, que l'élection ait lieu au suffrage universel ou qu'il s'agisse d'une désignation par des élus ou parmi des élus (CHSCT, comité central d'entreprise, comité de groupe).
- 17 | Y compris les délégués mineurs.
- 19 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives au fonctionnement d'une institution représentative du personnel.
- 21 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives au statut des salariés titulaires d'un mandat de délégué syndical, de membre du comité d'entreprise, du comité hygiène et sécurité, etc.
- 22 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes de l'AGS en paiement des cotisations contre un employeur soumis à l'obligation d'assurance des créances salariales et les demandes d'autorisation de licenciement.
- 24 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes des employeurs salariés et des syndicats relatives au déroulement d'un conflit collectif du travail et aux incidents et préjudices engendrés par ce conflit.
- 25 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives à l'ouverture et au déroulement d'une négociation collective, ainsi qu'à l'exécution des engagements et accords décidés.
- 26 | Certaines demandes intéressant la formation professionnelle continue et portées devant les juridictions prud'homales sont incluses dans la rubrique 4 "Relations individuelles de travail", dans la mesure où elles intéressent d'abord l'exécution d'un contrat de travail ordinaire à durée déterminée ou indéterminée ; relèvent également du niveau "Relations individuelles du travail" les demandes dirigées contre des employeurs par des personnes accueillies comme stagiaires de la formation professionnelle, mais prétendant se trouver liées par un véritable contrat de travail, et saisissant à ce titre le conseil de prud'hommes.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Propriété littéraire et artistique dont :		392	777	151		22
2	Demande tendant à faire cesser et/ou à sanctionner une contrefaçon ou une atteinte illicite au droit de l'auteur, à un droit voisin du droit d'auteur ou à un droit de producteur de base de données		202	549	19		18
◆3	Relations du travail et protection sociale		62 092	3 198	23 866	157 524	30 807
4	Relations individuelles du travail		51 937	443	1 424	151 241	1
5	Demande d'indemnités liées à la rupture du contrat de travail CDI ou CDD, son exécution ou inexécution		41 257	195	377	120 855	1
6	Demande d'indemnités liées à la rupture du contrat de travail pour motif économique		2 135	15	14	4 601	///
7	Demande d'indemnités ou de salaires		7 675	97	404	22 626	///
8	Demande d'annulation d'une sanction disciplinaire		244	2	3	890	///
9	Demande d'autorisation judiciaire de congé particulier		14	3	10	15	///
10	Demande de remise de documents		138	44	443	457	///
11	Demande en paiement de créances salariales en l'absence de rupture du contrat de travail		249	7	38	880	///
12	Demande présentée par un employeur liée à la rupture du contrat de travail ou à des créances salariales		193	78	135	880	///
13	Autres demandes relatives aux relations individuelles du travail		30	///	///	1	///
14	Élections professionnelles dont :		26	34	1 976	3	///
15	Demande relative à l'organisation des élections des institutions représentatives du personnel dans l'entreprise		8	5	485	1	///
16	Demande d'annulation du scrutin d'élection d'une institution représentative du personnel de l'entreprise ou d'un scrutin de révocation		1	6	392	1	///
17	Demande d'annulation de la désignation électorale de représentants du personnel des institutions représentatives ou d'un scrutin de révocation		3	13	703	///	///
18	Demande relative aux élections des conseillers prud'hommes		1	///	105	///	///
19	Représentation des intérêts des salariés dont :		233	218	796	71	///
20	Demande d'annulation de la désignation ou de la révocation d'un délégué syndical ou d'un représentant syndical au comité d'entreprise		6	20	591	///	///
21	Statut des salariés protégés		110	16	24	210	//
22	Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaires dont :		654	13	130	4 846	57
23	Demande d'indemnités ou de salaires liée ou non à la rupture du contrat de travail, présentée après l'ouverture d'une procédure collective		630	11	31	4 801	11
24	Conflits collectifs du travail		90	106	8	19	//
25	Négociation collective		114	106	54	108	///
26	Formation et insertion professionnelles		73	19	55	769	///

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Sont comprises dans cette rubrique les demandes intéressant les régimes complémentaires, la protection chômage et la mutualité, le régime général, les régimes spéciaux des travailleurs indépendants, les régimes autonomes des salariés et des non-salariés agricoles.
- 2 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes relatives aux immatriculations, les demandes d'annulation de décision d'une ASSEDIC d'exiger le remboursement d'allocations de chômage, etc.
- 3 | Est comprise notamment dans cette rubrique l'opposition à la contrainte de l'article R 133-3 du Nouveau Code de sécurité sociale.
- 4 | Pour les cotisations relatives aux accidents du travail et maladies professionnelles, cf. série 9.
- 5 | Pour les demandes en remboursement de prestations indues, cf. série 8.
- 6 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de versement d'indemnités journalières ou de prestations en nature au titre de l'assurance-maladie du régime général ou d'un autre régime de sécurité sociale.
- 7 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de remise de majoration de retard et les contestations de décisions d'une COTOREP relatives au reclassement de travailleurs handicapés.
- 8 | Sont notamment comprises dans ce poste les demandes en répétition de prestations indûment versées, les demandes en remboursement de prestations de maladie ou autres dans les cas des articles L 244-8 et/ou L 374-1 nouveau code de sécurité sociale, sauf prestations d'accident du travail (cf. série 9) et les demandes en paiement de forfait journalier hospitalier (contre la personne hospitalisée).
- 9 | Les demandes concernées par cette rubrique déterminent une part importante du contentieux général de la sécurité sociale : celui des accidents du travail et des maladies professionnelles, dont la réparation est assurée dans le cadre du régime général, de régimes spéciaux de travailleurs dépendants ou du régime agricole.
- 12 | Cette rubrique recouvre les contentieux avec les personnes publiques nés de leur activité spécifique, dans les cas où le contrôle de cette activité relève de la compétence des juridictions judiciaires.
- 13 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou réduction, et les contestations en matière de recouvrement des droits relatifs au commerce, à la circulation des demandes et aux spectacles.
- 14 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou en réduction, et les contestations en matière de recouvrement des droits de mutation à titre onéreux ou gratuit.
- 15 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou en réduction des droits de douane.
- 16 | Sont comprises dans cette rubrique les actions en opposition à poursuites relatives aux droits dont le contentieux au fond relève de la compétence des juridictions administratives (contributions directes, textes sur la fiche d'affaire, etc.) et les demandes en revendication d'objets saisis.
- 17, 18 | Le contentieux électoral n'entre pas dans le champ du répertoire général civil. Les affaires relatives à ce type de contentieux sont néanmoins comptabilisées dans un registre. Les statistiques en sont publiées dans le chapitre "Activité des juridictions", tribunaux d'instance.
- 19 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en réparation des dommages causés par une personne publique à la propriété privée, et les demandes en réparation du préjudice causé par les agissements d'une personne publique constitutive d'une voie de fait.
- 20 | Sont notamment compris dans cette rubrique les actions disciplinaires exercées contre les notaires et officiers ministériels, et les recours contre les décisions des commissions d'indemnisation de victimes d'accidents corporels.
- 21 | À partir de 2003 pour les CPH, et 2004 pour les TGI, les affaires de nature inconnue ne sont plus redressées, alors qu'elles continuent de l'être pour les autres juridictions.
- 22 | Ne figurent ici que les demandes à caractère purement procédural pour lesquelles la nature d'affaire n'a pas à être renseignée.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGlcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Protection sociale dont :		6 925	2 187	19 295	253	30 749
2	Demande d'annulation d'une décision d'un organisme		3 650	44	158	41	///
3	Demande d'annulation d'une mise en demeure ou d'une contrainte		800	112	1 418	///	///
4	Demandes en paiement de cotisations, majorations de retard et/ou pénalités		391	1 038	4 788	4	30 666
5	Demande en remboursement de cotisations		122	49	2 271	5	5
6	Demande en paiement de prestations		741	670	1 449	9	76
7	Autres demandes contre un organisme		897	25	217	145	///
8	Autres demandes d'un organisme, ou au profit d'un organisme, en paiement, remboursement ou dommages-intérêts		267	226	8 923	31	///
9	Risques professionnels dont :		1 930	56	104	4	///
10	Demande de prise en charge au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles ou en paiement de prestations au titre de ce risque		908	16	2	1	///
11	Demande en reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur ou d'une personne substituée dans la direction, ou en réparation complémentaire pour faute inexcusable		693	14	6	1	///
◆12	Relations avec les personnes publiques		4 579	3 109	709		0
13	Contributions indirectes et monopoles fiscaux		74	110	307		///
14	Droits d'enregistrement et assimilés		341	733	17		///
15	Droits de douane et assimilés		111	64	67		///
16	Autres contestations en matière fiscale et douanière		103	151	34		///
17	Élections politiques et référendum		///	2	64		///
18	Élections à certains organismes		8	1	95		///
19	Responsabilité des personnes publiques		588	423	63		///
20	Recours et actions contre des décisions rendues rendues par certains organismes		3 354	1 625	62		///
◆21	Affaires au fond de nature inconnue			10 609		729	54
◆22	Procédures particulières		9 083	19 149	3 910	180	

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

Procédures particulières : en 2004, le champ du répertoire général civil des tribunaux de grande instance s'est élargi aux affaires concernant les ordonnances sur requête, les procédures d'ordre, les affaires relevant du juge des libertés et de la détention, et les commissions rogatoires en matière civile.

L'ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires.

L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire.

L'ordonnance de référé peut être frappée d'appel à moins qu'elle n'émane du Premier président de la cour d'appel ou qu'elle n'ait été rendue en dernier ressort en raison du montant ou de l'objet de la demande. L'ordonnance rendue en dernier ressort par défaut est susceptible d'opposition. Le délai d'appel ou d'opposition est de quinze jours.

Le juge a la faculté de modifier ou de rétracter son ordonnance, même si le juge du fond est saisi de l'affaire (art. 484 à 498 du Nouveau Code de procédure civile).

Dans tous les cas d'urgence, le président du tribunal peut, dans les limites de sa compétence, ordonner en référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend, ainsi qu'accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation même en présence d'une contestation sérieuse. Il peut prescrire les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite (art. 808 et 809 du Nouveau Code de procédure civile).

Le présent tableau répartit les ordonnances de référé et les procédures particulières prises en 2005 dans les juridictions de France métropolitaine et des départements d'outre-mer selon la nature des affaires.

En raison de la faible durée de procédure des affaires portées en référé et des ordonnances sur requêtes, il est considéré que, pour une année donnée, le nombre d'affaires nouvelles est très voisin du nombre d'affaires terminées.

Depuis le 1^{er} janvier 1988, les juridictions utilisent la nouvelle nomenclature des affaires civiles (environ 700 postes hiérarchisés en 3 niveaux) pour coder la nature des affaires qu'elles ont à connaître. Compte tenu du volume relativement faible d'ordonnances de référé prononcées et du nombre restreint de types d'affaire concernés, il a été choisi de ne publier in-extenso dans ce tableau que le 1^{er} niveau de la nomenclature des affaires civiles, ainsi que les postes de second niveau les plus significatifs.

Pour plus de détails sur la composition des postes agrégés présentés ici, le lecteur voudra bien se reporter aux définitions indiquées dans la partie précédente : "Détail des saisines en 2005, Affaires nouvelles au fond", pages I à XIII/XIII.

38 | Cf. ligne 21 page "Définitions et méthode" précédente

39 | Ne figurent ici que les ordonnances de référé à caractère purement procédural pour lesquelles la nature d'affaire n'a pas à être renseignée.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction		Tribunaux de grande instance	Tribunaux d'instance et T.P.B.R.	Tribunaux de commerce	Conseils de prud'hommes
		Procédures particulières	Référés	Référés	Référés	Référés	
1	Nombre total d'affaires introduites en 2005	150 043	120 092	73 620	28 903	42 792	
◆2	Droit des personnes	557	492	36			
◆3	Droit de la famille	19 343	14 948	144			
	dont :						
4	Demandes postérieures au prononcé du divorce ou de la séparation de corps	402	4 725	7			
5	Obligations à caractère alimentaire	20	1 593	118			
6	Autorité parentale	94	6 146	2			
7	Partage, indivision, succession	5 462	1 412	13			
◆8	Droit des affaires	3 671	16 449	1 073	3 179		
	dont :						
9	Bail commercial	365	13 240	834	116		
10	Vente du fonds de commerce	101	403	40	175		
11	Groupements	1 547	1 730	33	1 949		
12	Banque - Effets de commerce	139	654	159	527		
◆13	Entreprises en difficulté, surendettement des particuliers et faillite civile	9 566	120	7	137		
◆14	Contrats	8 701	50 842	68 865	24 252		
	dont :						
15	Vente (hors fonds de commerce)	1 652	8 323	969	17 293		
16	Baux d'habitation et professionnels	325	3 922	64 293	36		
17	Prêt d'argent, crédit-bail (ou leasing), cautionnement	1 578	1 178	591	489		
18	Contrats tendant à la réalisation de travaux de construction	438	29 961	522	443		
19	Autres contrats de prestation de services	4 063	4 225	1 586	2 784		
20	Contrats d'assurance	112	1 505	101	105		
21	Contrats divers	496	1 375	466	2 899		
◆22	Responsabilité et quasi-contrats	309	17 123	444	98		
	dont :						
23	Dommmages causés par des véhicules	38	7 480	113	5		
24	Dommmages causés par des immeubles	51	2 315	52	1		
25	Dommmages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées	45	3 283	29	18		
26	Dommmages causés par l'action directe d'une personne	99	3 773	216	39		
◆27	Biens - Propriété littéraire et artistique	61 996	11 339	2 479	13		
	dont :						
28	Propriété et possession immobilières	1 536	4 957	950	///		
29	Copropriété	1 709	3 968	1 299	3		
30	Servitudes	100	1 422	156	///		
31	Sûretés mobilières et immobilières	660	56	1	4		
32	Saisies et mesures conservatoires	56 547	498	34	///		
◆33	Relations du travail et protection sociale	527	3 601	448	1 117	42 387	
	dont :						
34	Relations individuelles du travail	114	163	256	///	41 871	
35	Représentation des intérêts des salariés	218	2 213	99	///	26	
36	Protection sociale	8	895	73	1 113	50	
◆37	Relations avec les personnes publiques	527	187	14	100		
◆38	Référés de nature inconnue	23 021	2 112	///	7	315	
◆39	Procédures particulières	21 825	2 879	110	///	90	

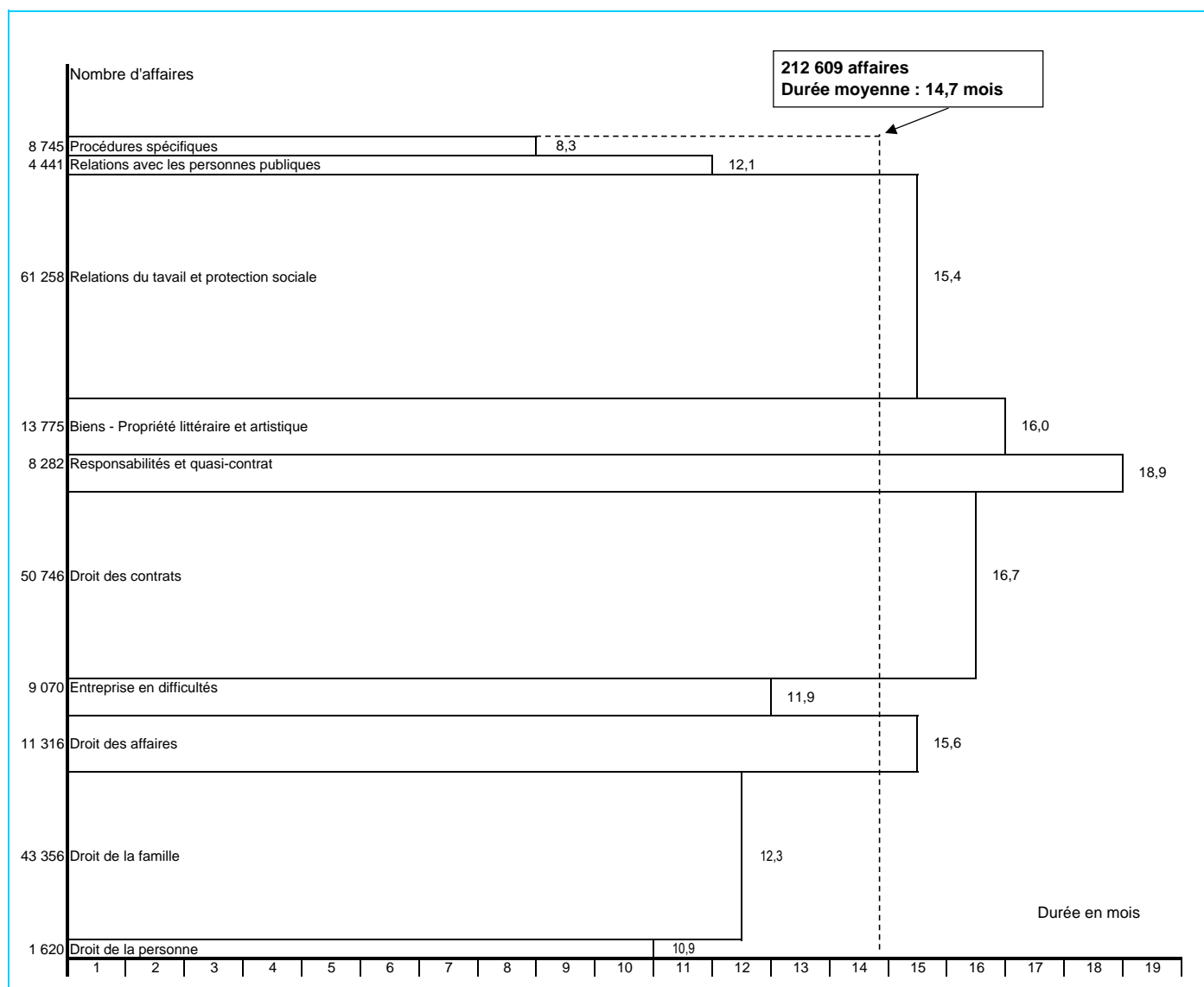
Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthodes

Le tableau ci-contre a pour but de fournir une image synthétique des durées de traitement des affaires civiles (tous modes de fin confondus, hors référés) pour les principaux contentieux selon les juridictions compétentes. Les durées d'affaires présentées ici peuvent difficilement être rapprochées de celles données dans la partie "Détails de certains thèmes". En effet dans ces chapitres les durées moyennes sont calculées par thème, soit toutes juridictions confondues (JEX), soit pour les seules affaires au fond (rupture d'union).

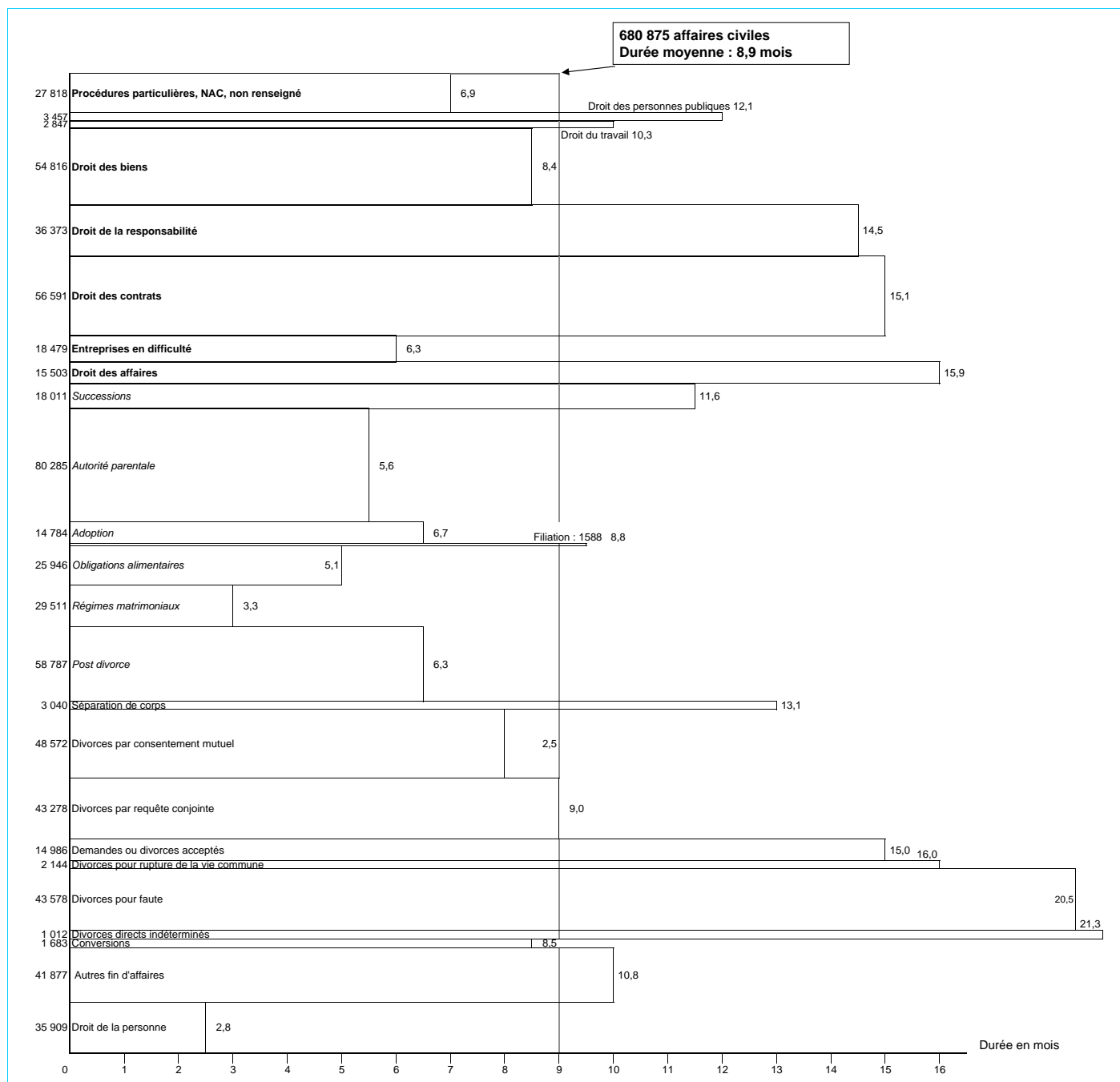
Trois graphiques permettent de visualiser la répartition des durées selon la nature du contentieux et son volume : la durée devant les cours d'appel, ci-dessous ; la durée devant les TGI et devant les TI, pages suivantes.

Graphique 1. Les affaires civiles au fond terminées par les cours d'appel en 2005 : volumes et durées par nature de contentieux



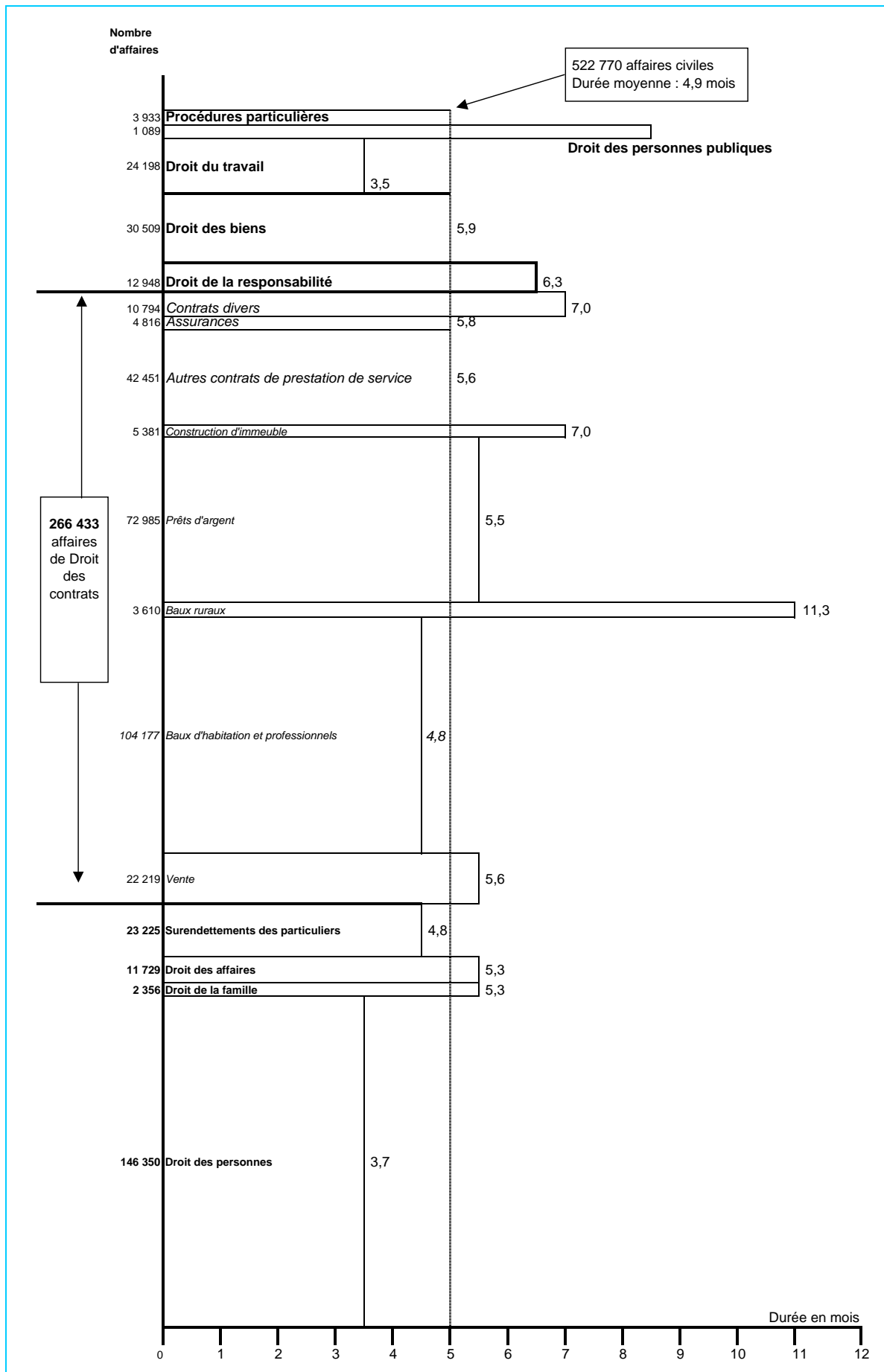
Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance (affaires au fond)	Tribunaux d'instance et T.P.B.R.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	Toutes natures de contentieux civils		14,7	8,8	4,9	12,1	5,5
◆ 2	Droit des personnes		10,9	2,8	3,7		
3	Nationalité		11,3	16,6	///		
4	État civil		12,2	4,5	2,8		
5	Nom - Prénom		9,8	3,0	4,9		
6	Absence - Disparition		6,8	4,7	4,1		
7	Droits attachés à la personne		11,7	0,6	5,3		
8	Incapacité des mineurs		11,6	6,7	1,5		
	Majeurs protégés :						
9	ouverture d'un régime de protection		4,2	4,5	4,6		
10	fonctionnement des régimes de protection		9,9	4,6	1,2		
11	clôture des régimes de protection et demandes consécutives à la clôture		8,7	5,6	3,2		
◆ 12	Droit de la famille		12,3	8,2	5,3		
13	Divorce		12,5	10,6	2,5		
	dont :						
14	Demande en divorce sur requête conjointe		11,8	8,3	///		
15	Demande en divorce sur demande acceptée		12,1	14,5	///		
16	Demande en divorce pour faute		13,6	18,9	///		
17	Demande en divorce par consentement mutuel		///	2,6	///		
18	Demande en divorce autre que par consentement mutuel		///	4,0	///		
19	Séparation de corps		13,5	13,2	22,3		
20	Demandes postérieures au prononcé du divorce ou de la séparation de corps		12,7	6,3	5,8		
21	Mariage et régimes matrimoniaux		11,8	3,3	1,7		
22	Obligations à caractère alimentaire		11,8	5,1	5,6		
23	Filiation légitime et légitimation		15,5	8,8	///		
24	Filiation naturelle et filiation adoptive		13,6	6,7	1,1		
25	Autorité parentale		9,6	5,6	4,2		
26	Partage, indivision, succession		18,7	11,3	6,3		
27	Libéralités (Donations et testaments)		18,4	16,9	6,1		
◆ 28	Droit des affaires		15,7	15,7	5,2		9,6
29	Bail commercial		14,3	16,7	5,3		8,9
30	Vente du fonds de commerce		16,5	11,1	5,2		6,6
31	Location - gérance du fonds de commerce		17,8	13,7	6,1		10,0
32	Nantissement du fonds de commerce ou du fonds artisanal, de l'outillage, et du matériel d'équipement		19,7	5,6	15,6		6,6
33	Groupements : fonctionnement (I)		14,8	15,8	3,4		3,6
34	Groupements : fonctionnement (II)		15,3	14,4	5,2		12,6
35	Groupements : dirigeants		17,3	15,3	6,3		12,8
36	Banque - Effets de commerce		16,9	14,4	5,3		11,3
37	Concurrence - Propriété industrielle		16,0	16,7	7,7		15,3

Graphique 2. Les affaires civiles au fond terminées par les tribunaux de grande instance en 2005 :
volumes et durées par nature de contentieux, hors activité commerciale (tous modes de fin)



Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance	Tribunaux d'instance et T.P.B.R.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
◆1	Entreprises en difficulté						
	<i>Surendettement des particuliers et faillite civile</i>		11,9	5,3	4,8		3,1
2	Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire L'entreprise au cours de la procédure :		9,4	6,3	7,1		3,9
3	Délais, organes		11,7	5,1	7,0		2,2
4	Autorisations et actions diverses		14,5	3,3	11,5		1,7
5	Période suspecte et sort des créances		13,8	10,8	8,0		6,4
6	Plan de continuation de l'entreprise		10,3	5,3	2,5		1,7
7	Plan de cession de l'entreprise		10,8	3,8	3,7		1,4
8	Liquidation judiciaire - Clôture de la procédure		14,1	3,2	///		1,6
9	Autres demandes en matière de redressement et de liquidation judiciaire		13,2	7,1	6,5		2,8
10	Surendettement des particuliers et faillite civile		7,8	5,3	4,5		0,6
◆11	Contrats		16,7	14,7	5,4		10,4
12	Vente (hors fonds de commerce)		17,5	14,2	5,6		10,0
13	Baux d'habitation et professionnels		13,3	6,4	4,8		9,8
14	Baux ruraux (fermage ou métayage, baux de chasse)		15,3	17,1	11,3		///
15	Prêt d'argent, crédit-bail, cautionnement		17,3	13,0	5,5		9,5
16	Contrat tendant à la réalisation de travaux de construction		18,7	17,9	7,0		13,5
17	Contrat de transport		18,9	16,3	5,0		14,1
18	Autre contrat de prestation de services		15,8	14,8	5,6		11,0
19	Contrat d'intermédiaire		19,6	16,8	6,2		16,2
20	Contrat d'assurance		18,7	17,3	5,8		14,8
21	Contrat divers		16,7	15,3	7,0		10,2
◆22	Responsabilité et quasi-contrats		18,9	14,5	6,3		15,9
23	Dommages causés par des véhicules		18,7	17,9	5,8		21,6
24	Dommages causés par des animaux, des produits ou des services		16,9	16,2	6,9		12,3
25	Dommages causés par des immeubles		19,2	16,3	7,5		41,5
26	Dommages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées		19,7	18,6	7,5		7,6
27	Dommages causés par l'action directe d'une personne		18,5	11,5	6,6		12,8
28	Dommage causés par l'action d'une personne dont on est responsable		21,2	18,4	6,0		9,7
29	Quasi-contrats		17,3	14,8	5,0		12,1

Graphique 3. Les affaires civiles au fond terminées par les tribunaux d'instance en 2005 : y compris les TPBR et les juridictions de proximité : volume et durée par nature de contentieux



Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance	Tribunaux d'instance et T.P.B.R.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
◆1	Biens - Propriété littéraire et artistique		16,0	8,4	5,9		3,3
2	Propriété et possession immobilières		17,9	10,2	12,9		1,3
3	Copropriété (I) : organisation et administration		20,5	18,9	6,4		///
4	Copropriété (II) : droits et obligations des copropriétaires		16,9	14,2	4,6		///
5	Usufruit - Usage et habitation		18,7	17,5	8,2		///
6	Servitudes		20,2	19,7	10,0		3,2
7	Emphytéose - Bail à construction - Concession immobilière		26,1	24,9	6,3		///
8	Sûretés mobilières et immobilières		14,4	4,2	4,3		1,7
9	Propriété et possessions mobilières		15,1	12,6	6,2		8,4
10	Saisies et mesures conservatoires		12,4	5,9	4,8		///
11	Propriété littéraire et artistique		14,0	15,6	4,9		12,5
◆12	Relations du travail et protection sociale		15,4	9,9	3,5	12,1	1,4
13	Relations individuelles du travail		15,6	14,9	6,6	12,2	19,0
14	Élections professionnelles		11,5	7,6	2,0	7,9	///
15	Représentation des intérêts des salariés		9,4	10,6	2,7	10,2	///
16	Statut des salariés protégés		12,5	7,9	4,8	14,6	///
17	Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaires		16,1	10,9	4,4	11,8	6,1
18	Conflits collectifs du travail		11,3	13,2	4,9	12,7	///
19	Négociation collective		10,5	12,9	2,9	4,8	///
20	Formation et insertion professionnelles		13,2	10,6	4,7	5,8	///
21	Protection sociale		14,6	8,5	3,4	11,0	1,4
22	Risques professionnels		12,9	14,7	3,9	8,1	///
◆23	Relations avec les personnes publiques		12,1	12,1	11,7		///
24	Contributions indirectes et monopoles fiscaux		23,8	12,5	15,0		///
25	Droits d'enregistrement et assimilés		17,6	15,4	10,3		///
26	Droits de douane et assimilés		13,4	4,2	13,0		///
27	Autres contestations en matière fiscale et douanière		20,0	16,6	5,4		///
28	Élections politiques et referendum		8,1	///	1,3		///
29	Élections à certains organismes		9,4	19,5	0,7		///
30	Responsabilité des personnes publiques		13,0	16,6	7,6		///
31	Recours et actions contre les décisions rendues par certains organismes		10,7	8,7	8,6		///

Sources

Le ministère de la Justice et le ministère des Affaires sociales du Travail et de la Solidarité se partagent les responsabilités administratives dans la gestion des procédures d'acquisitions de la nationalité française.

Le ministère de la Justice recueille chaque année auprès des 221 tribunaux d'instance compétents en matière de nationalité les données statistiques permettant de connaître le nombre d'acquisitions de la nationalité française et des certificats y afférant. Une enquête portant sur un trimestre chaque année permet de connaître les caractéristiques de la population acquérant la nationalité française, par manifestation de volonté puis par déclaration anticipée.

Le dispositif statistique a été modifié pour s'adapter à la loi du 16 mars 1998. Il comptabilise depuis cette date les acquisitions anticipées pour les enfants de 13 à 18 ans y compris les acquisitions au titre des dispositions transitoires de la loi du 16 mars 1998.

Les acquisitions de plein droit de la nationalité française à 18 ans ne peuvent pas être dénombrées car elles ne s'accompagnent d'aucune formalité particulière.

Les statistiques établies par la sous-direction des Naturalisations de la direction de la Population et des Migrations sont produites directement à partir des dossiers traités par cette sous-direction.

Code Définitions et méthode

- 1 Somme des lignes 8, 11 à 12, 17, 21, 22
- 2 à 10 **L'acquisition de la nationalité française par décret** (art. 21-15 et suivants du Code civil) résulte d'une naturalisation ou d'une réintégration accordée par l'autorité publique, de façon discrétionnaire, à l'étranger qui le demande. Elle est soumise à des conditions de recevabilité et à des critères d'opportunité.
- 6 Lorsqu'une demande est acceptée, le Premier ministre signe un décret de naturalisation ou de réintégration publié au Journal officiel.
- 7 L'enfant mineur de dix-huit ans, légitime, naturel ou ayant fait l'objet d'une adoption plénière et non marié, acquiert la nationalité française de plein droit par le jeu de l'effet collectif dès lors qu'il réside habituellement avec le parent naturalisé ou réintégré dans la nationalité française, ou qu'il réside alternativement avec ce parent en cas de séparation ou de divorce, et que son nom a été mentionné dans le décret de naturalisation ou de réintégration.
- 9 La naturalisation se définit comme l'octroi par un État de la nationalité de cet État à l'étranger qui en fait la demande.
- 10 La réintégration par décret, prévue par l'article 24-1 du Code civil, permet à des personnes qui ont perdu la nationalité française de la recouvrer pour l'avenir. Tout comme la naturalisation, elle n'est pas un droit.
- 11, 12 La loi du 16 mars 1998, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1998, a rétabli un mode d'**acquisition sans formalité** de la nationalité française à **raison de la naissance et de la résidence en France** supprimant ainsi la manifestation de volonté. Cette acquisition de plein droit est liée à une double condition de résidence : l'intéressé doit résider en France à sa majorité et il doit y avoir résidé durant cinq années depuis l'âge de onze ans.
Le texte prévoit également, sous condition de résidence, l'**acquisition anticipée** de la nationalité française pour des enfants mineurs :
- dès l'âge de 13 ans, un enfant peut acquérir la nationalité française si son représentant légal en fait la demande, et avec son consentement personnel.
- dès l'âge de 16 ans, un jeune (qui souhaiterait par exemple entrer dans le monde du travail) peut effectuer seul cette démarche, sans justifier d'un accord parental.
- 13 à 19 **Une personne étrangère qui épouse un(e) Français(e)** peut acquérir la nationalité française par déclaration en application de l'article 21-2 du Code civil, à condition (outre bien sûr la validité du mariage) qu'à la date de cette déclaration la communauté de vie entre les époux n'ait pas cessé, et que le conjoint français ait conservé sa nationalité.
La loi du 16 mars 1998 a réduit à un an la durée de mariage requise, au lieu de deux ans, à compter du 1^{er} septembre 1998.
Ce délai est supprimé lorsque naît, avant ou après le mariage, un enfant dont la filiation est établie à l'égard des deux conjoints.
- 15 C'est le ministère chargé des naturalisations (SDN) qui a en charge le traitement des déclarations d'acquisition à raison du mariage.
- 16 Une éventuelle décision de refus d'enregistrement peut être prise principalement pour absence de communauté de vie entre les époux.
- 21 Les **déclarations d'acquisitions** de la nationalité française sont celles prévues par les articles 21-12 et 21-13 du Code civil et par les mesures transitoires de la loi du 16 mars 1998
- 22 Les **réintégrations dans la nationalité française** sont celles prévues par les articles 24-2, 23-6, 30-3 et 32-4 du Code civil.

Sources

- État statistique n° 5, Enquête nationalité - Ministère de la Justice
Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité

Code	2001	2002	2003	2004	2005
1 Toutes acquisitions de la nationalité française enregistrées	121 631	122 834	139 930	165 121	151 861
◆ Acquisitions par décret					
2 Affaires nouvelles	57 250	48 666	53 515	60 076	63 756
3 Affaires traitées	54 691	52 437	84 137	81 680	63 992
4 <i>Décisions défavorables</i>	12 384	13 488	17 366	16 985	18 140
5 <i>Décisions favorables</i>	42 307	38 949	66 771	64 695	45 852
6 Nombre de décrets signés (personnes majeures)	45 159	44 152	51 401	66 375	68 784
7 Mineurs bénéficiant de l'effet collectif	19 436	19 929	25 701	32 993	33 001
8 Tous acquérants par décret	64 595	64 081	77 102	99 368	101 785
9 Acquérents par naturalisation	57 627	56 942	67 326	87 497	89 100
10 Acquérents par réintégration	6 968	7 139	9 776	11 871	12 685
◆ Acquisitions par déclaration anticipée	31 071	30 282	29 419	29 872	27 258
11 à 13, 14 et 15 ans	16 807	18 413	19 160	20 855	19 855
12 à 16 et 17 ans	14 264	11 869	10 259	9 017	7 403
◆ Acquisitions à raison du mariage					
13 Souscriptions de déclaration auprès des tribunaux d'instance	25 759	28 471	32 419	24 442	27 436
14 Souscriptions de déclaration auprès des consulats	4 099	4 075	4 177	2 522	2 564
15 Nombre de décisions rendues par la SDN	25 456	28 229	33 945	37 848	23 162
16 <i>Refus d'enregistrement</i>	1 462	1 878	3 023	3 408	2 472
17 Acquisitions par mariage	23 994	26 351	30 922	34 440	21 527
18 Hommes étrangers mariés à une Française	11 243	12 514	14 769	16 441	9 965
19 Femmes étrangères mariées à un Français	11 773	12 711	14 840	16 691	10 750
20 Effet collectif	978	1 127	1 313	1 308	812
◆ Autres déclarations d'acquisition et de réintégration	1 971	2 120	2 487	1 441	1 291
21 Déclaration d'acquisition	1 734	1 964	2 299	1 280	1 172
22 Déclaration de réintégration	237	156	188	161	119
◆ Nationalités d'origine des nouveaux acquérants					
23 Toutes nationalités	121 631	122 834	139 930	165 121	151 861
24 Maroc	34 922	33 967	36 875	43 610	37 848
25 Algérie	15 498	15 711	20 245	25 746	25 435
26 Portugal	9 182	8 844	9 576	10 170	8 888
27 Tunisie	10 251	9 956	11 412	13 046	12 012
28 Turquie	10 755	10 468	10 493	13 571	13 618
29 Autres	41 023	43 888	51 329	58 978	54 060

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

Le régime de protection du mineur concerne la protection de ses biens, qui peut être étendue à sa personne. La loi déclare le mineur non émancipé incapable juridiquement de contracter, et organise en sa faveur un régime de protection de ses biens. L'administration légale des biens du mineur est pure et simple lorsque ses parents exercent en commun l'autorité parentale ; ils sont tous les deux administrateurs légaux. À défaut d'exercice en commun de l'autorité parentale ou en cas de décès de l'un des parents, l'administration légale sous contrôle judiciaire (juge des tutelles) appartient à celui des parents qui exerce l'autorité parentale. "L'administrateur légal représente le mineur dans tous les actes civils, sauf les cas dans lesquels la loi ou l'usage autorise les mineurs à agir eux-mêmes" (art. 389-3 du Code civil). La tutelle est un régime de protection du mineur concernant non seulement ses biens, mais aussi sa personne.

- 2 | L'ouverture du régime de protection est **de plein droit** lorsqu'elle ne nécessite pas de décision du juge des tutelles sur son principe. La procédure ouverte de plein droit n'est pas comptabilisée dans le chapitre "Détail des saisines en 2005" séries 24 à 29, page I/XIII.
- 3 | Dans le cadre de l'**administration légale pure et simple** appartenant aux parents, et à défaut d'accord entre eux, ou dans certains cas, l'acte doit être autorisé par le juge des tutelles. Lorsque les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux de l'administrateur légal, le juge des tutelles doit nommer un **administrateur ad hoc** (art. 389-3 et 389-5 du Code civil).
- 4 | Le contrôle du juge des tutelles dans le cadre de l'**administration légale sous contrôle judiciaire** se traduit par des demandes d'autorisation d'acte et la nomination d'un **administrateur ad hoc** lorsque les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux de l'administrateur légal.
- 5 | La protection du mineur est étendue à sa personne en plus de celle de ses biens par l'**ouverture d'une tutelle** lorsque ses deux parents sont décédés, ou tous les deux dans l'incapacité d'exercer l'autorité parentale. En application de l'article 450 du code civil, le tuteur prend soin de la personne du mineur et le représente dans tous les actes civils, sauf les cas dans lesquels la loi ou l'usage autorise les mineurs à agir eux-mêmes. Il agit sous le contrôle du juge des tutelles et du conseil de famille.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	2001	2002	2003	2004	2005
1 Demandes relatives à un régime de protection de mineur	40 652	41 015	41 673	46 019	46 711
2 <i>dont relatives à un régime ouvert de plein droit</i>	31 798	32 073	31 192	32 847	32 264
◆ Nature de la demande					
3 Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation administration légale pure et simple	8 295	8 804	11 017	13 530	14 537
4 Procédure ouverte dans le cadre de l'administration légale sous contrôle judiciaire	27 926	27 406	26 483	28 152	28 371
5 Ouverture d'une tutelle	4 431	4 805	4 173	4 337	3 803
◆ Sexe des mineurs concernés par les demandes					
6 Garçon	20 689	20 890	21 463	23 271	23 587
7 Fille	19 963	20 125	20 210	22 748	23 124

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer.

Code | Définitions et méthode

- La protection des majeurs** est organisée par la loi du 3 janvier 1968, qui prévoit trois régimes de protection : la sauvegarde de justice, la tutelle et la curatelle.
- L'altération des facultés mentales doit être médicalement établie, qu'elle soit occasionnelle ou de longue durée ; ainsi l'avis d'un médecin est toujours nécessaire pour mettre en mouvement un régime de protection, qui sera fixé sous l'autorité d'un juge des tutelles. Ce dernier est un juge du tribunal d'instance.
- L'institution d'une protection générale, indépendante des régimes particuliers, est confiée au Procureur de la République.
- Le malade peut avoir besoin d'être protégé dans sa personne contre des voies de fait et des séquestrations par exemple, ou dans ses biens contre des soustractions frauduleuses. Ces régimes instituent une protection non seulement de la personne, mais également de son patrimoine ; ils réglementent une protection plus ou moins élargie du malade dans ses rapports de droit civil avec les autres individus.
- Le juge des tutelles doit décider d'un régime de protection plus ou moins étendu selon les faits et les pathologies sur fond d'expertise médicale ; le choix du régime juridique entre sauvegarde de justice, curatelle et tutelle par le juge est indépendant du traitement médical. Le degré de protection est défini dans les séries 22 à 28.
- 1 | Le chiffre présenté dans cette rubrique correspond à la somme des rubriques 2, 3 et 4. Il ne prend pas en compte les demandes de modification de régimes de tutelle déjà existants (cf. séries 2, 6, 7 et 8, chapitre "Détail des saisines en 2005" page II/XIII,). En revanche il inclut les demandes des majeurs déjà protégés après dessaisissement.
- 2 à 4 | Il s'agit des principales demandes d'ouverture d'un régime de protection dont les juges des tutelles ont été saisis au cours d'une année. Elles sont ventilées par objet de demande.
- 5 | **La tutelle aux prestations sociales** : lorsque le bénéficiaire de prestations sociales vit dans des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement défectueuses, le juge des tutelles peut ordonner que les prestations soient versées à une personne qualifiée chargée de les utiliser au profit du bénéficiaire (art. 167-1 du Code de la Sécurité sociale). Le juge fixe la durée de la mesure qui peut être à tout moment modifiée ou rapportée (art. R 167-5 et R 167-8 du Code de la Sécurité sociale). En pratique, la tutelle aux prestations sociales permet d'apporter un soutien éducatif à des personnes en difficulté sociale. Ne sont comptabilisées ici que les demandes non associées à une tutelle ou à une curatelle.
- 6 | Cette rubrique correspond aux décisions rendues par les juges des tutelles saisis en demande d'ouverture d'un régime de protection. Le champ des objets de demande est le même que celui de la rubrique 1.
Modification du champ de cette série en 1998. Ne sont plus comprises les prises en charge de majeurs après dessaisissement en raison d'un changement de compétence territoriale.
- 7 à 14 | Ces rubriques ventilent les décisions des juges des tutelles par issues des procédures selon le droit commun.
- 15 | Modification du champ de cette série en 2000. Ne sont plus comprises les TPS après décision d'incompétence territoriale.
- 22 à 28 | Les décisions des juges des tutelles sont classées selon les **régimes de protection** effectivement prononcés au cours d'une année donnée en faveur des majeurs. Ce sont des jugements rendus au fond acceptant la demande : leur total est le même qu'en rubrique 8. La protection est plus ou moins étendue selon le régime.
- La tutelle** est le régime le plus complet de protection par la *représentation* qu'elle organise du majeur. Elle englobe tous les actes patrimoniaux (y compris les testaments) que le majeur en tutelle ne peut effectuer seul à peine de nullité. Pour les actes de caractère personnel (mariage, divorce), la volonté du majeur peut s'exprimer dans un intervalle de lucidité, mais le consentement doit être donné par le conseil de famille, après avis du médecin traitant. Le fonctionnement de la tutelle sous le contrôle du juge est complexe et organisé autour du tuteur (organe de représentation du majeur), du subrogé tuteur (organe de surveillance du tuteur), et du conseil de famille (organe de décision). Des modalités particulières de la tutelle peuvent en simplifier le fonctionnement.
- 23 | **Tutelle sous forme d'administration légale** : s'il existe un parent ou allié apte à gérer les biens, le juge des tutelles peut décider qu'il les gèrera en qualité d'administrateur légal, sans subrogé tuteur ni conseil de famille (art. 497 du Code civil).
- 24 | En l'absence d'entourage familial, lorsque le patrimoine du majeur à protéger est modique, une **gérance de tutelle** (art. 499 du Code civil) peut être organisée sans subrogé tuteur ni conseil de famille. Le gérant de la tutelle, qui peut être un préposé d'un établissement de soins, un tiers ou une association, gère les revenus et les dépenses du majeur protégé.
- 25 | **Tutelle d'État** : le juge peut déléguer la tutelle à l'État lorsqu'elle est vacante, c'est-à-dire lorsque personne n'est en mesure d'en assumer la charge (art. 433 du Code civil).
- 26, 27 | **La curatelle** est un régime d'assistance du majeur par un curateur ; il n'y a pas d'organe de contrôle ou de décision comme le subrogé tuteur ou le conseil de famille.
- 28 | Sont comprises dans cette rubrique les décisions d'ouverture d'une tutelle aux prestations sociales alors qu'il était demandé un autre régime de protection. Le chiffre est donc à ajouter à la ligne 20.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Affaires nouvelles						
1	Demandes d'ouverture d'un régime de protection des majeurs	84 541	89 269	92 788	99 015	98 182
◆	Nature de la demande					
2	Demande d'ouverture d'un régime de protection sans autre indication	40 248	44 387	48 068	51 774	51 772
3	Demande d'ouverture d'une tutelle	25 700	25 463	24 946	26 373	25 922
4	Demande d'ouverture d'une curatelle	18 593	19 419	19 774	20 868	20 488
5	Demandes isolées d'ouverture d'une tutelle aux prestations sociales	10 013	11 026	11 369	10 411	9 790
Affaires terminées						
6	Affaires terminées relatives aux ouvertures d'un régime de protection des majeurs	65 884	72 057	75 845	80 063	81 657
◆	Nature de la décision					
7	Décision au fond	59 061	62 857	65 122	69 114	70 277
8	Acceptation totale ou partielle de la demande	54 911	58 897	61 188	65 123	66 117
9	Rejet de la demande	4 150	3 960	3 934	3 991	4 160
10	Autres décisions	6 823	9 200	10 723	10 949	11 380
	<i>dont:</i>					
11	Radiation	503	781	867	918	1 022
12	Irrecevabilité de la demande	402	641	807	928	976
13	Caducité de la demande	879	1 553	1 907	1 895	1 993
14	Incompétence	96	31	0	1	0
15	Affaires terminées relatives aux ouvertures isolées d'une tutelle aux prestations sociales	8 289	9 022	9 697	8 533	8 158
◆	Nature de la décision					
16	Décision au fond	8 068	8 752	9 383	8 217	7 775
17	Acceptation totale ou partielle de la demande	7 730	8 456	9 108	7 885	7 430
18	Rejet de la demande	338	296	275	332	345
19	Autres décisions	221	270	314	316	383
Détails des ouvertures de régimes de protection prononcées						
20	Acceptation totale ou partielle d'une demande de tutelle aux prestations sociales (cf. ligne 17)	7 730	8 456	9 108	7 885	7 430
21	Acceptation totale ou partielle d'une demande d'un régime de protection des majeurs (cf. ligne 8)	54 911	58 897	61 188	65 123	66 117
◆	Nature du régime de protection prononcé					
	<i>dont :</i>					
22	Tutelle avec conseil de famille	104	119	112	104	74
23	Tutelle sous forme d'administration légale	15 132	16 205	16 773	17 998	19 067
24	Tutelle en gérance	7 141	7 271	7 293	7 110	6 689
25	Tutelle d'État	5 339	5 954	6 521	7 080	7 540
26	Curatelle	16 069	17 174	17 247	18 160	17 531
27	Curatelle d'État	10 293	11 886	13 137	14 570	15 025
28	Tutelle aux prestations sociales	540	118	5	3	0
◆	Sexe des majeurs protégés					
29	Hommes	22 862	24 490	25 846	28 340	28 240
30	Femmes	32 049	34 407	35 342	36 783	37 877
◆	Âge des majeurs protégés					
31	De 18 à moins de 30 ans	7 789	8 260	7 830	8 185	8 388
32	De 30 à moins de 40 ans	4 501	4 658	4 675	4 877	4 695
33	De 40 à moins de 50 ans	5 558	5 857	6 151	6 456	6 463
34	De 50 à moins de 60 ans	5 126	5 425	5 851	6 664	6 665
35	De 60 à moins de 70 ans	4 645	4 718	5 022	5 103	5 354
36	De 70 à moins de 80 ans	9 546	10 084	10 475	11 140	11 211
37	80 ans et plus	17 746	19 895	21 184	22 698	23 341

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

La loi n° 93-22 du 8 janvier 1993 a instauré le juge aux affaires familiales. "Juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales, il est compétent pour prononcer le divorce quelle qu'en soit la cause. Il est également seul compétent pour statuer sur les modifications demandées après le prononcé du divorce. Il est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs" (art. 247 du Code civil). Il traite les actions liées à la fixation de l'obligation alimentaire, de la contribution aux charges du mariage et de l'obligation d'entretien, à l'exercice de l'autorité parentale, à la modification du nom de l'enfant et aux prénoms. Il peut renvoyer à la formation collégiale du tribunal de grande instance au sein de laquelle il siège et qui statue comme juge aux affaires familiales (art. L.312-1 du Code de l'organisation judiciaire).

Le tableau ci-contre présente la répartition selon la nature d'affaire des contentieux "familiaux" introduits devant les juges aux affaires familiales. Ces données ne recourent pas exactement celles fournies dans le chapitre "Détail des saisines en 2005".

- 1 | Le **juge aux affaires familiales** est compétent :
- dans le domaine du droit de la famille pour les demandes en divorce, les contentieux de l'autorité parentale et les contentieux financiers.
 - dans le domaine du droit des personnes pour les contentieux de changement de nom et de prénom.
- Il n'est pas compétent dans le domaine du droit de la famille en matière de mariage et de régimes matrimoniaux, ainsi que pour les affaires de filiation.
- 2 à 5 | **Les ruptures d'union** font l'objet d'une présentation spécifique pages suivantes. Les rubriques présentées ici ne comprennent pas les mesures provisoires. Elles sont en revanche incluses dans les rubriques équivalentes du chapitre "Détails des saisines", page II/XIII.
- 7, 8, 10 | Concerne seulement les enfants de couples mariés
- 9 | Y compris pour les enfants de parents non mariés.
- 12 | Les demandes d'**exercice conjoint ou de modification de l'exercice de l'autorité parentale** sont comprises sous cette rubrique.
- 15 | Sont compris sous cette rubrique les recours de celui qui assure la **charge de l'enfant majeur** contre l'ex-conjoint.
- 16 | Y compris l'enfant de parents non mariés devenu majeur.
- 18 | Ne sont pas comprises ici les demandes relatives à l'usage du nom du conjoint
- 19 | Ne sont pas prises en compte sous cette rubrique les contestations entre parents relatives au **nom d'usage** porté par l'enfant qui sont comptabilisées série 10.
- 23 | **Sont compris ici les divorces prononcés directement et les conversions de séparation de corps en divorce.**
Les divorces prononcés directement font l'objet d'une présentation spécifique pages suivantes.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Affaires nouvelles						
1	Nombre total d'affaires soumises aux juges des affaires familiales	344 189	346 421	361 704	352 459	361 661
◆	Nature de l'affaire					
2	Ruptures d'union	179 261	181 886	189 062	181 103	186 739
3	Demande en divorce	169 751	173 063	180 538	173 432	181 036
4	Demande en conversion de la séparation de corps en divorce	2 150	2 038	2 007	1 986	1 773
5	Demande en séparation de corps	7 360	6 785	6 517	5 685	3 930
6	Autorité parentale et droit de visite	96 041	99 121	106 352	104 605	108 581
7	Demande de modification de l'exercice de l'autorité parentale ou de la résidence habituelle des enfants mineurs	18 097	18 244	19 181	18 323	18 804
8	Demande de modification du droit de visite	9 713	9 130	8 879	7 655	7 247
9	Demande relative au droit de visite des grands-parents ou autres personnes, parents ou non	2 487	2 640	2 692	2 561	2 347
10	Demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale	903	908	956	675	770
11	Demande de délégation, de restitution de l'autorité parentale	2 640	3 137	3 407	3 495	3 668
12	Demande relative à l'exercice de l'autorité parentale, à la fixation de la résidence habituelle des enfants mineurs ou au droit de visite quant aux enfants naturels	62 201	65 062	71 237	71 896	75 745
13	Contentieux financier	56 528	52 967	54 325	52 213	51 542
14	Révision de la prestation compensatoire et modification de la pension alimentaire versée au conjoint	3 424	5 956	8 845	4 883	4 030
15	Demande de fixation ou de modification de la contribution à l'entretien des enfants	32 967	26 254	22 596	25 202	25 745
16	Demande de contribution à l'entretien de l'enfant naturel et demande d'aliments entre parents et alliés	15 449	16 349	18 092	17 774	18 314
17	Contribution aux charges du mariage	4 688	4 408	4 792	4 354	3 453
18	Nom - Prénom	9 675	9 086	7 559	9 707	9 060
19	Demande de changement ou de reprise de nom d'un enfant naturel	7 075	6 517	5 164	7 026	6 471
20	Demande de changement de prénom	2 600	2 569	2 395	2 681	2 589
21	Autres procédures du juge aux affaires familiales	2 684	3 361	4 406	4 692	5 632
Affaires terminées						
22	Nombre total d'affaires terminées par les juges aux affaires familiales	324 087	335 243	342 128	361 341	370 732
23	<i>dont divorces prononcés</i>	<i>116 988</i>	<i>120 215</i>	<i>129 268</i>	<i>135 960</i>	<i>155 253</i>

Champ

Les données statistiques présentées sous le titre “**les ruptures d’union**” concernent les affaires traitées par les tribunaux de grande instance de la France métropolitaine et des départements d’outre-mer. Il ne s’agit que des ruptures d’union de personnes mariées (divorces et séparations de corps). Le cadre juridique de leur rupture est la loi du 11 juillet 1975 puis la loi du 26 mai 2004 ; toutes les situations de séparation de fait sont exclues du champ, que les personnes soient mariées ou en concubinage.

Code | Définitions et méthode

- 1 | L’ensemble des **affaires nouvelles** recouvre pour une année donnée la totalité des demandes en divorce formées directement ou par conversion de séparation de corps, ainsi que les demandes en séparation de corps.
- 2 | Le nombre d’**affaires terminées** correspond à l’ensemble des décisions rendues en matière de rupture d’union pour une année donnée.
- 4 | **Les décisions rendues au fond** prononcent un divorce, une séparation de corps, ou rejettent cette dernière.
- 3 à 14 | **Les décisions rendues** sont classées par nature selon l’issue des procédures.
- 5 | **Les divorces prononcés directement** sont les décisions qui font droit aux demandes de divorce, quel que soit le cas de divorce.
- 6 | **Le jugement de séparation de corps** produit les mêmes effets qu’un divorce entre époux au plan patrimonial et quant aux droits et devoirs des parents à l’égard des enfants ; en revanche, à la différence d’un divorce, les époux restent mariés bien que séparés et le devoir de secours mutuel subsiste entre eux notamment sous forme de pension alimentaire si nécessaire.
- 7 | La loi du 26 mai 2004 (art. 306 du code civil) prévoit “qu’à la demande de l’un des époux, le jugement de séparation de corps est converti de plein droit en jugement de divorce quand la séparation de corps a duré deux ans”.
- 9 à 14 | Certaines demandes de rupture d’union sont abandonnées en cours de procédure sans examen au fond, donc sans aboutir au prononcé d’un divorce ou d’une séparation de corps. Elles donnent lieu à des décisions classées par issue de l’affaire selon les principes du droit commun procédural.
- 15 à 23 | **La durée d’une affaire** est calculée en mois par différence entre la date de la décision dessaisissant la juridiction et la date de saisine. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées par des ruptures d’union dans l’année, ce qui exclut du calcul les lignes 9 à 14. Ces durées diffèrent donc de celles présentées dans le chapitre “Durée de traitement des affaires”, qui sont calculées sur toutes les affaires terminées, quel qu’en soit le mode de fin.
Les durées moyennes sont présentées ici par objet de demande, et plus particulièrement par procédure de divorce.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Ruptures d'union						
1	Affaires nouvelles	179 261	181 886	189 062	180 103	186 739
2	Affaires terminées	166 632	175 366	180 177	189 576	196 255
◆	Nature de la décision					
3	Jonction	1 932	1 969	2 036	2 139	2 477
4	Décisions au fond	122 237	125 413	134 524	141 578	162 019
5	Divorce prononcé directement	113 618	117 005	126 388	132 746	153 570
6	Divorce prononcé par conversion de séparation de corps	1 770	1 681	1 578	1 855	1 683
7	Séparation de corps prononcée	3 370	3 210	2 880	3 214	3 040
8	Rejet de la demande	3 479	3 517	3 678	3 763	3 726
9	Autres décisions	42 463	47 984	43 617	45 859	31 759
	dont:					
10	Radiation	13 875	14 201	11 611	10 505	9 360
11	Désistement du demandeur	12 120	13 996	12 810	13 226	12 165
12	Caducité de la demande	14 209	16 811	15 890	15 034	5 458
13	Incompétence	375	348	381	353	341
14	Conciliation des parties	178	263	159	213	297
◆	Durée moyenne des affaires terminées par des ruptures d'union [en mois]					
15	Divorces prononcés directement	12,6	13,0	12,8	13,9	10,9
16	- Consentement mutuel	9,8	-	-	-	2,5
17	- Requête conjointe	9,1	9,3	9,2	9,3	9,0
18	- Demande acceptée ou divorce accepté	12,1	12,7	12,9	14,1	14,8
19	- Séparation de fait ou altération définitive du lien	15,9	16,6	16,3	18,1	15,7
20	- Faute	17,1	17,1	17,3	19,5	20,5
21	- Divorces directs indéterminés		-	-	-	21,1
22	Conversion de séparation de corps en divorce	8,7	9,8	9,5	8,6	8,5
23	Séparation de corps	12,9	14,0	13,2	14,7	13,1

Champ

Les données statistiques présentées ici concernent les divorces prononcés par les tribunaux de grande instance de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer, ainsi que les demandes de conversion de séparation de corps en divorce. Les décisions rendues correspondent à des demandes de divorce examinées au fond et ayant abouti au prononcé du divorce. Les rejets de demandes de divorce sont exclues du champ.

Les couples ont la possibilité de demander un divorce ou une séparation de corps par consentement mutuel pour faute ou sur demande acceptée et d'opter en cours de procédure pour un divorce par consentement mutuel, la réciproque n'étant pas juridiquement possible. De même l'époux défendeur d'une demande en divorce pour rupture de la vie commune peut présenter une demande reconventionnelle en invoquant les torts de celui qui a pris l'initiative. Ce passage d'une procédure à l'autre n'est pas pris en compte par la statistique présentée ici qui ne retient que le cas de divorce figurant sur la requête initiale. Il en résulte probablement une légère sous-estimation de l'importance relative du consentement mutuel dans l'ensemble des jugements.

Code | Définitions et méthode

- 2 à 6 | Depuis la loi du 26 mai 2004, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005, le divorce peut être prononcé en cas de consentement mutuel, d'acceptation du principe de la rupture du mariage [divorce accepté], d'altération définitive du lien conjugal ou de faute. Quand le divorce n'est pas demandé par consentement mutuel, l'époux qui forme la demande présente par avocat une requête sans indiquer les motifs du divorce (art. 251 du Code civil).
- 2 | Le divorce par consentement mutuel est demandé conjointement par les deux époux lorsqu'ils s'entendent sur la rupture du mariage et sur tous ses effets. Ils soumettent au juge une convention réglant les conséquences du divorce (autorité parentale et résidence des enfants, pension, partage de la communauté ...). Le juge homologue cette convention et prononce le divorce s'il a acquis la conviction que la volonté de chacun des époux est réelle et que leur consentement est libre et éclairé (art. 230 et 232 du Code civil).
- 3 | Le divorce peut-être demandé par l'un des époux ou par les deux lorsqu'ils acceptent le principe de la rupture du mariage sans considération des faits à l'origine de cette rupture. S'il a acquis la conviction que chacun des époux a donné librement son accord, le juge prononce le divorce et statue sur ses conséquences (art. 233 et 234 du Code civil).
- 4 | Le divorce peut-être être demandé par l'un des époux lorsque le lien conjugal est définitivement altéré. L'altération définitive du lien conjugal résulte de la cessation de la communauté de vie entre les époux lorsqu'ils vivent séparés depuis deux ans (art. 237 et 238 du Code civil).

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	2001	2002	2003	2004	2005
Divorces prononcés					
1	115 388	118 686	127 966	134 601	155 253
◆ Procédure de divorce					
2	53 713	52 359	60 704	63 881	91 850
3	14 931	16 240	16 885	17 412	14 986
4	1 512	1 616	1 505	1 374	2 144
5	1 472	1 582	1 474	1 340	2 114
6	40	34	31	34	30
7	43 462	46 790	47 294	50 079	43 578
8	-	-	-	-	1 012
9	1 770	1 681	1 578	1 855	1 683
Nombre d'enfants mineurs déclarés					
10	46 396	49 030	53 600	53 437	64 679
11	27 053	27 262	28 578	32 080	38 265
12	28 529	28 914	31 325	33 966	37 195
13	10 270	10 338	11 103	11 678	11 989
14	3 140	3 142	3 360	3 440	3 125
◆ Durée du mariage					
15	15 830	16 457	18 535	19 919	25 991
16	24 845	24 737	27 807	30 389	37 936
17	19 823	19 516	21 377	22 535	25 242
18	15 078	14 400	15 596	16 983	19 394
19	13 689	12 824	14 173	14 792	15 631
20	10 359	10 141	10 626	11 160	12 046
21	5 846	5 962	6 528	7 103	7 817
22	2 520	2 568	2 901	3 415	3 716
23	1 554	1 679	1 903	2 207	2 565
24	5 844	10 402	8 520	6 098	4 915
25	14,9	14,8	14,7	14,8	14,2
◆ Âge de l'époux au jugement					
26	527	547	707	780	1 010
27	5 719	5 839	6 105	6 563	8 448
28	16 101	15 948	17 411	18 519	22 523
29	21 087	20 759	22 296	24 501	28 531
30	20 970	20 306	22 626	25 606	28 819
31	17 859	17 903	19 481	22 326	25 016
32	13 434	13 481	14 269	16 177	17 944
33	6 505	7 243	8 474	10 338	11 918
34	3 162	3 291	3 754	4 536	5 198
35	1 608	1 729	1 871	2 304	2 541
36	1 150	1 238	1 264	1 559	1 882
37	7 266	10 402	9 708	1 392	1 423
◆ Âge de l'épouse au jugement					
38	2 184	2 216	2 823	3 025	3 920
39	11 207	10 596	11 677	11 547	14 763
40	20 013	19 165	22 335	22 660	26 242
41	22 931	21 366	24 364	25 810	29 680
42	21 161	20 001	23 921	25 418	28 373
43	16 460	15 742	18 769	19 897	22 317
44	10 847	10 515	11 916	12 755	14 408
45	4 721	4 997	6 237	7 320	8 530
46	2 105	2 054	2 542	2 825	3 187
47	1 042	978	1 184	1 271	1 466
48	655	654	722	766	925
49	2 062	10 402	1 476	1 307	1 442

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sont comprises ici les affaires de redressement et de liquidation judiciaire traitées à la fois par les **tribunaux de grande instance à compétence commerciale** et par les **tribunaux de commerce**.

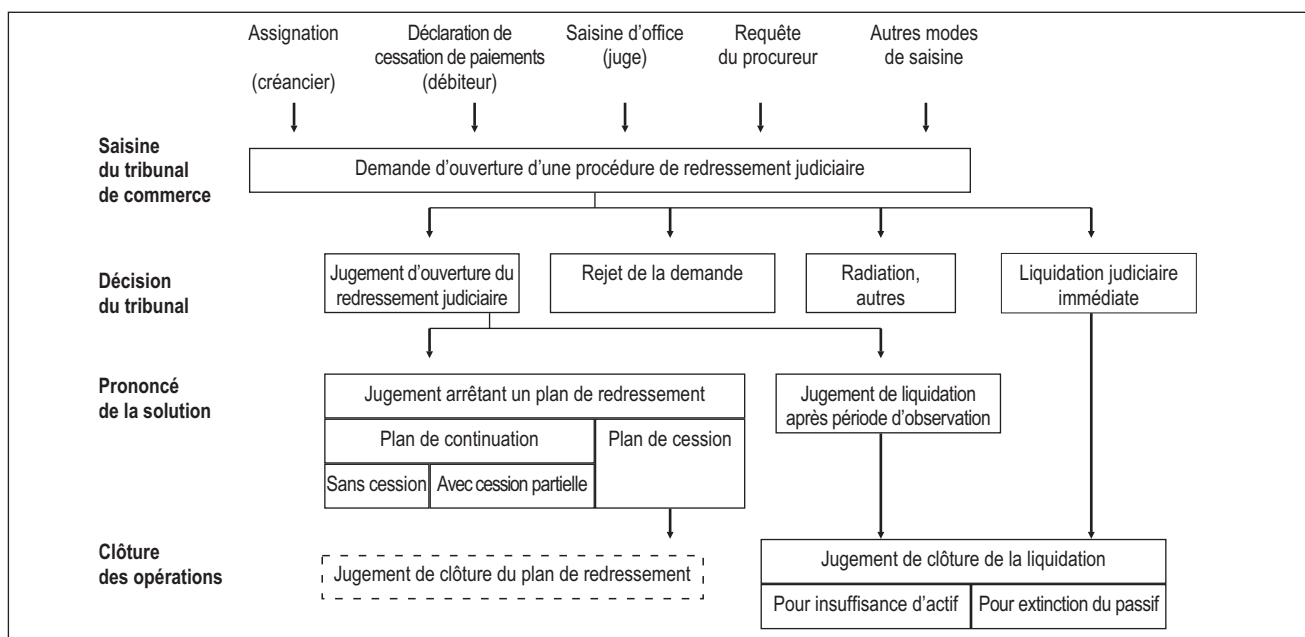
L'approche statistique proposée ici diffère de celle adoptée par type de juridiction.

Code | Définitions et méthode

Les données sont fournies toutes juridictions confondues par stade de procédure (cf. schéma), et non selon la distinction affaires nouvelles/affaires terminées définie au chapitre "Activité des juridictions, TGI à compétence commerciale"

La loi n° 85-98 du 25 janvier 1985, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1986, institue une procédure de redressement judiciaire (art.1) applicable à tout commerçant, artisan et à toute personne morale de droit privé, ainsi qu'à tout agriculteur (depuis la loi n° 88-1202 du 30.12.1988). Elle doit être ouverte dès que l'entreprise se trouve dans "l'impossibilité de faire face au passif exigible avec son actif disponible" (art.3).

Le schéma ci-dessous fournit une description des différents stades de la procédure.



Dans le jugement qui suit la saisine du tribunal, celui-ci décide soit la liquidation immédiate de l'entreprise soit une ouverture de redressement. Dans ce cas le tribunal désigne un juge-commissaire, qui veille à la protection des intérêts en présence et au bon déroulement de la procédure, un représentant des créanciers, et éventuellement un administrateur, chargé soit de surveiller ou d'assister le dirigeant dans sa gestion, soit d'assurer lui-même cette gestion.

La mise en redressement judiciaire ouvre une période d'observation, dont la durée maximale dépend du régime appliqué : 18 mois dans le régime général, 8 mois dans la procédure simplifiée.

Pendant cette période, l'administrateur (ou à défaut le juge-commissaire), dresse un bilan économique et social de l'entreprise, analyse les offres éventuelles de reprise et propose soit un plan de redressement, soit la liquidation. Au vu de son rapport, le tribunal rend un jugement statuant sur ces propositions.

11 à 25 | Le plan de redressement désigne les personnes tenues de l'exécuter et mentionne les engagements qu'elles souscrivent. Sa durée est fixée par le tribunal (art. 65) qui nomme un commissaire chargé de veiller à son exécution (art. 67).

19 à 25 | Nature du plan de redressement : ce plan vise "la continuation de l'entreprise" lorsqu'il existe des possibilités sérieuses de redressement et de règlement du passif" (art. 69). Il peut aussi prévoir la cession de certaines branches d'activité (**cession partielle**). Le plan peut aussi ordonner la **cession totale** de l'entreprise, pour "assurer le maintien d'activités susceptibles d'exploitation autonome" (art. 81).

Durée des affaires (cf. glossaire)

26 à 39 | Lorsque ni la continuation ni la cession de l'entreprise ne semblent possibles, le tribunal prononce la liquidation judiciaire, immédiate ou après période d'observation. Deux procédures sont applicables à la liquidation judiciaire après période d'observation : le régime général ou la procédure simplifiée.

La clôture des opérations est une étape administrative qui acte le dessaisissement de la juridiction

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Décisions relatives aux ouvertures de redressement judiciaire						
1	Nombre total de décisions	58 430	59 421	60 433	62 113	63 644
2	Jonction	1 310	1 176	1 155	1 082	995
3	Décisions statuant sur le fond de la demande	42 836	44 475	45 716	48 274	52 282
4	Ouverture d'une procédure de redressement judiciaire	13 473	14 064	14 344	14 950	17 178
5	Liquidation judiciaire immédiate	28 204	29 441	30 355	32 192	33 971
6	Rejet de la demande	1 159	970	1 017	1 132	1 133
7	Autres décisions	14 284	13 770	13 562	12 757	10 367
8	Radiation	11 451	10 896	10 630	9 546	7 064
9	Incompétence	123	89	113	81	102
10	Autres	2 710	2 785	2 819	3 130	3 201
Plans de redressement judiciaire prononcés						
11	Nombre total de plans de redressement judiciaire	4 458	4 390	4 699	4 960	5 290
◆	Catégorie juridique de l'entreprise					
12	Artisan - personne physique	451	455	527	545	631
13	Commerçant - personne physique	705	739	699	693	814
14	S.A.R.L.	1 701	1 610	1 697	1 828	2 009
15	S.A.	487	501	529	514	438
16	Autres	1 114	1 085	1 247	1 380	1 398
◆	Procédure applicable					
17	Régime général	954	925	946	966	952
18	Procédure simplifiée	3 504	3 465	3 753	3 994	4 338
◆	Nature du plan de redressement					
19	Continuation	3 197	2 922	3 185	3 552	3 795
20	Continuation assortie d'une cession partielle avec location gérance	20	39	36	31	16
21	Continuation assortie d'une cession partielle sans location gérance	356	463	455	441	637
22	<i>Durée du plan de continuation [en mois]</i>	<i>13,3</i>	<i>12,8</i>	<i>12,4</i>	<i>12,1</i>	<i>12,4</i>
23	Cession de l'entreprise avec location gérance	57	61	81	83	64
24	Cession de l'entreprise sans location gérance	828	905	942	853	778
25	<i>Durée du plan de cession [en mois]</i>	<i>7,9</i>	<i>7,6</i>	<i>8,0</i>	<i>8,0</i>	<i>8,0</i>
Liquidations judiciaires prononcées						
26	Nombre total de liquidations judiciaires	38 062	39 389	40 380	42 792	45 146
27	Liquidation judiciaire immédiate	28 204	29 441	30 355	32 192	33 971
28	<i>Durée de la liquidation judiciaire immédiate [en mois]</i>	<i>2,0</i>	<i>2,0</i>	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>	<i>1,7</i>
29	Liquidation judiciaire après période d'observation	9 858	9 948	10 025	10 600	11 175
30	Régime général	661	735	760	737	684
31	Procédure simplifiée	9 197	9 213	9 265	9 863	10 491
32	<i>Durée de la liquidation judiciaire après période d'observation [en mois]</i>	<i>6,9</i>	<i>6,9</i>	<i>6,6</i>	<i>6,4</i>	<i>6,4</i>
◆	Catégorie juridique de l'entreprise					
33	Artisan - personne physique	2 628	3 161	3 219	3 487	3 596
34	Commerçant - personne physique	4 118	4 705	4 780	4 994	5 423
35	S.A.R.L.	13 420	16 315	17 352	18 026	19 145
36	S.A.	1 147	1 421	1 349	1 187	1 148
37	Autres	16 749	13 787	13 680	15 098	15 834
38	Clôture des opérations	42 762	40 360	39 854	44 059	41 710
39	<i>Durée de la clôture des opérations [en mois]</i>	<i>43,0</i>	<i>43,3</i>	<i>45,3</i>	<i>45,1</i>	<i>45,5</i>

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

- 1 à 32** Le bail est le contrat de louage d'immeuble par lequel une partie - le bailleur - laisse la jouissance d'un local à une autre partie - le locataire - moyennant un certain prix. Ce contrat comporte généralement une clause par laquelle le non paiement du loyer entraîne automatiquement la résolution du bail (clause résolutoire).
Le contentieux relatif au bail à usage d'habitation et à usage mixte relève de la compétence des tribunaux judiciaires civils. En vertu de l'article R 321.2 du Code de l'organisation judiciaire, c'est le tribunal d'instance qui a seul compétence pour connaître des actions nées d'un contrat de louage d'immeuble quel que soit le montant de la demande.
Cette compétence d'attribution du tribunal d'instance suppose l'existence d'un contrat ayant pour objet principal la location immobilière. Les demandes par lesquelles un propriétaire réclame l'expulsion d'un occupant sans titre relèvent du tribunal de grande instance.
- 9** Le locataire peut agir en justice lorsque le bailleur ne remplit pas ses obligations : délivrer un logement en bon état et y faire pendant toute la durée du bail les réparations, autres que locatives, qui peuvent devenir nécessaires. Il doit également assurer au locataire la jouissance paisible des lieux.
- 11** Contestation par le locataire de la validité du congé ou demande de suspension de la clause résolutoire.
- 13** En fin de bail le bailleur est tenu de restituer le dépôt de garantie, sous réserve des travaux de réparations locatives. Le locataire peut réclamer une indemnisation pour l'amélioration apportée au bien loué.
- 21, 30** Le juge ne statue pas sur la demande lorsque d'autres actes ont mis fin à l'instance tels que désistement, caducité, conciliation ou radiation... Ces actes révèlent que les parties ont abandonné l'instance avant toute décision au fond, ce qui laisse supposer qu'elles sont parvenues à un accord.
- 28** Il s'agit des décisions susceptibles de conduire à l'expulsion du locataire pour défaut de paiement du loyer. Une partie des décisions contradictoires accorde au locataire des délais de paiement suspendant les effets de la clause résolutoire. Ce n'est qu'en cas de non respect de l'échéancier fixé par le juge que cette clause reprendra plein effet et qu'il pourra être procédé à l'expulsion.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Affaires nouvelles (fond et référés)						
1	Demandes introduites devant le tribunal d'instance	154 583	154 327	160 661	172 340	169 362
2	dont procédure de référés	58 401	58 008	61 194	66 314	64 293
3	Demandes des bailleurs	127 884	129 860	140 061	149 183	144 573
4	Paiement des loyers et/ou résiliation expulsion	107 516	111 395	125 078	134 610	130 728
5	Validité du congé-expulsion	15 943	12 231	7 356	7 316	7 436
6	Exécution d'obligation du locataire autre que paiement de loyers	2 105	3 918	5 130	4 623	4 466
7	Fixation judiciaire du loyer	1 123	928	1 128	1 213	659
8	Dommages et intérêts en fin de bail	1 197	1 388	1 369	1 421	1 284
9	Demandes des locataires	11 950	12 444	11 687	12 140	12 763
10	Travaux à charge du bailleur	3 200	3 294	2 900	2 596	2 342
11	Maintien dans les lieux	676	750	911	883	847
12	Sanction du bailleur pour trouble de jouissance	1 317	1 750	1 837	1 577	1 690
13	Demande en fin de bail	6 757	6 650	6 039	7 084	7 884
14	Autres demandes (bailleurs et locataires)	14 749	12 023	8 913	11 017	12 026
Affaires terminées (fond et référés)						
15	Affaires terminées par le tribunal d'instance	152 735	154 343	160 231	172 963	168 470
16	dont procédure de référés	58 401	58 008	61 194	66 314	64 293
◆	Nature de la décision					
17	Jonction	3 602	3 748	3 818	4 039	4 144
18	Décisions statuant sur la demande	117 132	120 061	124 539	133 930	130 452
19	Acceptation totale ou partielle de la demande	109 583	112 021	116 272	125 288	122 102
20	Rejet de la demande	7 549	8 040	8 267	8 642	8 350
21	Autres décisions	32 001	30 534	31 874	34 994	33 874
22	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	<i>4,1</i>	<i>4,2</i>	<i>4,3</i>	<i>4,2</i>	<i>4,1</i>
23	<i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande</i>	<i>43,3</i>	<i>43,4</i>	<i>44,3</i>	<i>44,5</i>	<i>45,4</i>
Résultat des demandes en paiement et/ou en résiliation-expulsion						
24	Affaires terminées par le tribunal d'instance	107 007	109 949	123 164	135 179	129 956
25	dont procédure de référés	45 196	45 955	53 399	58 726	56 428
◆	Nature de la décision					
26	Jonction	2 231	2 325	2 475	2 656	2 644
27	Décisions statuant sur la demande	83 781	87 286	98 113	107 383	103 843
28	Acceptation totale ou partielle de la demande	81 027	84 138	94 743	103 991	100 550
29	Rejet de la demande	2 754	3 148	3 370	3 392	3 293
30	Autres décisions	20 995	20 338	22 576	25 140	23 469
31	<i>Durée moyenne des affaires terminées.(en mois)</i>	<i>3,7</i>	<i>3,8</i>	<i>3,9</i>	<i>3,8</i>	<i>3,8</i>
32	<i>Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande</i>	<i>38,5</i>	<i>38,3</i>	<i>39,3</i>	<i>40,0</i>	<i>40,9</i>

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 | Le répertoire général civil n'étant pas mis en place dans les tribunaux des affaires de Sécurité sociale, on ne dispose pas de statistiques sur les affaires relatives aux contentieux de l'impayé traités par ces tribunaux.
- 5 à 18 | **Le tribunal de grande instance** est la juridiction civile de droit commun. Il connaît en conséquence, en premier ressort, de tous les litiges pour lesquels la compétence n'est pas attribuée expressément à une autre juridiction (tribunal d'instance, tribunal paritaire des baux ruraux, tribunal de commerce...) en raison de la nature de l'affaire ou du montant de la demande (art. R 311-1 du Code de l'Organisation Judiciaire).
- 8 à 18 | Le contentieux de l'impayé est présent dans toutes les affaires contractuelles présentant un caractère financier (droit des affaires, et droit des contrats essentiellement).
- 19 à 33 | **Le tribunal d'instance** connaît, en matière civile, à charge d'appel, de toutes actions personnelles ou mobilières de 4 000 euros à 10 000 euros (art. L 321-2 du Code de l'Organisation Judiciaire).
Il est créé au siège de chaque tribunal d'instance un **tribunal paritaire des baux ruraux** qui est seul compétent pour connaître des contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux, relatives à l'application des titres I et V du livre VI du Code Rural.
- 22 | Le tribunal d'instance connaît des procédures d'**injonctions de payer** (art. R. 321-3 du Code de l'organisation judiciaire). Le recouvrement d'une créance peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer lorsque :
- la créance a une cause contractuelle ou résulte d'une obligation de caractère statutaire et s'élève à un montant déterminé ; en matière contractuelle, la détermination est faite en vertu des stipulations du contrat y compris, le cas échéant, la clause pénale ;
- l'engagement résulte de l'acceptation ou du tirage d'une lettre de change, de la souscription d'un billet à ordre, de l'endossement ou de l'aval de l'un ou l'autre de ces titres ou de l'acceptation de la cession de créances conformément à la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises.
La demande est portée, selon le cas, devant le tribunal d'instance ou le président du tribunal de commerce dans les limites de la compétence d'attribution de ce dernier tribunal.
Le juge territorialement compétent est celui du lieu où demeure le ou l'un des débiteurs poursuivis.
La demande est formée par requête remise ou adressée, selon le cas, au secrétariat-greffe ou au greffe par le créancier ou par tout mandataire. Elle est accompagnée des documents justificatifs.
Si au vu des documents produits la demande lui paraît fondée en tout ou partie, le juge rend une ordonnance portant injonction de payer pour la somme qu'il retient. Si le juge rejette la requête, sa décision est sans recours pour le créancier, sauf à celui-ci à procéder selon les voies de droit commun. Si le juge ne retient la requête que pour partie, sa décision est également sans recours pour le créancier, sauf à celui-ci à ne pas signifier l'ordonnance et à procéder selon les voies de droit commun.
Une copie certifiée conforme de la requête et de l'ordonnance est signifiée, à l'initiative du créancier, à chacun des débiteurs. L'ordonnance portant injonction de payer est non avenue si elle n'a pas été signifiée dans les six mois de sa date (art. 1 405 à 1 411 du Nouveau Code de procédure civile).
- 23 à 33 | Dans ses limites de compétence, **le tribunal d'instance** est amené à connaître des litiges nés :
- de tout contrat de prêt en matière mobilière visé par les Lois n° 78-22 et 78-23 du 10 Janvier 1978 relatives à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit ainsi que sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services,
- de tout contrat de prêt en matière immobilière dans le cadre prévu par l'article 34-1 de la loi n°79-596 du 13 Juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier,
- de l'application des principaux contrats d'assurances de personnes ou de biens (vie du contrat, résiliation, ...),
- de l'application du contrat de louage d'immeuble y compris les demandes en autorisation, validité, nullité ou mainlevée de saisie-gagerie et de saisie-revendication ainsi que de ceux relatifs à l'application de la loi n°48-1160 du 1^{er} Septembre 1948 (art. R 321-2 du Code de l'organisation judiciaire),
- du contrat de vente et éventuellement du contrat de crédit-bail qui l'accompagne.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code	2001	2002	2003	2004	2005
Impayés en première instance					
1	1 090 323	1 078 100	1 081 338	1 099 767	1 056 376
Nombre de contentieux de l'impayé réglés par les juridictions (procédures au fond, référés et injonctions de payer)					
2	37 355	38 853	42 302	47 844	46 528
3	945 702	930 448	930 227	945 895	907 283
4	107 266	108 799	108 809	106 028	102 565
◆ Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux de grande instance					
5	37 355	38 853	42 302	47 844	46 528
Nombre d' affaires terminées					
<i>Type de procédure</i>					
6	21 559	20 750	21 340	26 119	26 533
7	15 796	18 103	20 962	21 725	19 995
<i>Nature du contrat</i>					
8	8 385	7 856	7 663	7 447	7 569
9	3 157	2 407	2 787	5 715	6 348
10	261	231	246	248	247
11	10 322	13 122	15 205	15 650	15 012
12	6 208	6 061	6 144	7 624	6 878
13	537	444	517	606	475
14	2 277	2 061	2 008	2 264	2 141
15	1 873	2 284	2 779	3 198	3 120
16	615	638	685	856	801
17	1 772	1 752	2 002	2 016	1 869
18	1 948	1 997	2 266	2 220	2 068
◆ Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux d'instance et les tribunaux paritaires des baux ruraux					
19	945 702	930 448	930 227	945 895	907 283
Nombre d' affaires terminées					
<i>Type de procédure</i>					
20	166 126	168 415	170 621	177 233	175 771
21	48 622	49 274	57 056	61 703	59 240
22	730 954	712 759	702 550	706 959	672 272
<i>Nature du contrat (procédures au fond et référés seulement)</i>					
23	40 881	45 584	44 880	45 965	49 151
24	24 823	21 291	17 609	17 683	16 113
25	701	568	961	551	608
26	104 765	108 321	122 342	133 239	128 346
27	14 824	13 420	12 233	11 652	10 006
28	736	765	660	599	568
29	7 029	6 405	5 958	4 813	4 814
30	14 202	14 303	15 491	17 116	17 644
31	217	248	330	310	344
32	5 803	5 992	6 285	6 156	6 605
33	767	792	928	852	812

Code | Définitions et méthode

- 1 à 13** | **Les tribunaux de commerce** connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, des contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce et de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes (art. 631 du code de commerce).
- 17 à 27** | L'appel tend à faire réformer ou annuler par la **cour d'appel** un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La voie de l'appel est ouverte en toutes matières, même gracieuses contre les jugements de première instance, s'il n'en est autrement disposé. Les jugements qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire peuvent être immédiatement frappés d'appel comme les jugements qui tranchent tout le principal. Il en est de même lorsque le jugement qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident met fin à l'instance (art. 542 à 544 du nouveau code de procédure civile).
Le délai de recours en appel est d'un mois en matière contentieuse et de quinze jours en matière gracieuse. Sauf exceptions, il court à compter de la notification du jugement (art. 528 et 538 du nouveau code de procédure civile).
La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc de nouveau le débat au fond (art. 561 du nouveau code de procédure civile).
- 27** | Sont notamment compris sous cette rubrique les appels relatifs aux affaires d'impayés provenant des tribunaux des affaires de Sécurité sociale, bien qu'on ne dispose pas de statistiques relatives aux contentieux traités en 1^{re} instance par ces tribunaux (cf. note 1 page précédente).
- 28 à 31** | **Opposition à injonction de payer** : le débiteur peut s'opposer à l'ordonnance portant injonction de payer dans le délai d'un mois suivant la signification de l'ordonnance. L'opposition est portée, suivant le cas, devant le tribunal d'instance qui a rendu l'ordonnance portant injonction de payer ou devant le tribunal de commerce dont le président a rendu l'ordonnance. Elle est formée au secrétariat-greffe, soit par déclaration contre récépissé, soit par lettre recommandée. Si aucune des parties ne se présente à l'audience suivant opposition, le tribunal constate l'extinction de l'instance ; celle-ci rend non avenue l'ordonnance portant injonction de payer. Le jugement du tribunal se substitue à l'ordonnance portant injonction de payer. En l'absence d'opposition dans le mois qui suit la signification de l'ordonnance portant injonction de payer, quelles que soient les modalités de la signification, ou en cas de désistement du débiteur qui a formé opposition, le créancier peut demander l'apposition sur l'ordonnance de la formule exécutoire. Le désistement du débiteur obéit aux règles prévues aux articles 400 à 405 du nouveau code de procédure civile. L'ordonnance produit tous les effets d'un jugement contradictoire. Elle n'est pas susceptible d'appel même si elle accorde des délais de paiement (art. 1412 à 1422 du nouveau code de procédure civile).

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2001	2002	2003	2004	2005
◆	Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux de commerce					
1	Nombre d' affaires terminées	107 266	108 799	108 809	106 028	102 565
	<i>Type de procédure</i>					
2	Procédures au fond	82 596	83 722	84 139	83 156	80 816
3	Référé	24 670	25 077	24 670	22 872	21 749
	<i>Nature du contrat</i>					
4	Prêt	2 262	2 018	1 934	1 816	1 902
5	Prestation de services	11 081	11 667	11 942	10 834	9 838
6	Assurance	304	215	209	249	253
7	Bail	567	760	680	860	950
8	Vente	54 096	54 253	54 732	53 567	52 771
9	Crédit-bail	1 021	983	1 108	1 057	1 628
10	Cotisations sociales	33 608	34 591	33 677	33 126	31 060
11	Contrat d'intermédiaire	213	245	258	236	262
12	Banque	3 266	3 218	3 466	3 489	3 175
13	Autres	848	849	803	794	726
Recours contre les jugements sur impayés						
14	Nombre total de recours examinés	66 124	65 947	69 256	71 645	69 163
15	Appels	21 584	19 764	19 842	20 162	20 011
16	Oppositions à injonction de payer	44 540	46 183	49 414	51 483	49 152
◆	Recours devant les cours d'appel					
17	Nombre total d'appels	21 584	19 764	19 842	20 162	20 011
18	Contre les jugements des tribunaux de grande instance dont :	7 545	6 610	6 243	6 190	5 936
19	Décisions au fond	6 044	5 217	4 792	4 592	4 261
20	Référé	1 333	1 241	1 315	1 449	1 517
21	Contre les jugements des tribunaux d' instance et TPBR dont :	8 160	7 521	8 123	8 573	8 952
22	Décisions au fond	7 267	6 590	7 021	7 387	7 555
23	Référé	797	860	1 018	1 117	1 298
24	Contre les jugements des tribunaux de commerce dont :	4 957	4 709	4 371	4 314	4 138
25	Décisions au fond	4 422	4 185	3 833	3 840	3 641
26	Référé	456	443	468	398	429
27	Contre les jugements d'autres juridictions	922	924	1 105	1 085	985
◆	Oppositions à injonction de payer					
28	Nombre total d'oppositions	44 540	46 183	49 414	51 483	49 152
29	Formulées devant les tribunaux de grande instance	617	545	686	716	667
30	Formulées devant les tribunaux d' instance et TPBR	33 913	34 819	37 489	39 253	38 198
31	Formulées devant les tribunaux de commerce	10 010	10 819	11 239	11 514	10 287

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

La loi n° 91.650 du 9 juillet 1991, entrée en application le 1^{er} janvier 1993, a réformé les procédures civiles d'exécution et instauré le **juge de l'exécution**.

Les fonctions de juge de l'exécution sont exercées par le président du tribunal de grande instance, mais celui-ci peut déléguer ces fonctions à un ou plusieurs juges du tribunal de grande instance ou du tribunal d'instance (art. L 311-12 du Code de l'organisation judiciaire).

En 2002 la nouvelle nomenclature des affaires civiles a créé des rubriques spécifiques pour les contentieux relevant du juge de l'exécution.

On a regroupé sur cette page l'ensemble des **procédures** liées à l'exécution et portées devant les tribunaux de grande instance et d'instance. Sont exclues les procédures liées à l'exécution qui peuvent être portées devant un autre juge que celui de l'exécution : astreinte, délai de grâce, radiation de publicité provisoire, répétition de l'indû et réparation suite à l'exercice de mesures d'exécution forcée.

- 2, 7 |
- 18, 27 | À partir de 2004, le nouveau répertoire général civil des tribunaux de grande instance inclut les ordonnances sur requêtes.
- 15 | Y compris saisines par huissier
- 17 à 24 | Il s'agit des demandes visant au règlement des difficultés liées au **surendettement** des particuliers et des familles.

La situation de surendettement est caractérisée par l'impossibilité manifeste de faire face à l'ensemble des dettes non professionnelles. Des mesures de traitement peuvent être prescrites par les commissions de surendettement des particuliers [au moins une commission par département]. Leurs décisions peuvent faire l'objet d'un recours devant le juge de l'exécution qui est également compétent pour ordonner la suspension des procédures d'exécution ainsi que pour conférer force exécutoire aux mesures recommandées par la commission.

Par ailleurs, la loi du 1^{er} août 2003 a institué une procédure de rétablissement personnel relevant de la compétence du juge de l'exécution. Cette procédure est mise en œuvre lorsque le débiteur se trouve dans une situation irrémédiablement compromise, caractérisée par l'impossibilité manifeste de mettre en œuvre les mesures de traitement qui peuvent être prescrites par la commission de surendettement (art. L 330-1 du Code de la consommation).

- 26, 28 | **Durée moyenne des affaires terminées** : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine du tribunal et la date de la décision le dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année, toutes décisions confondues.

Sources

- Ministère de la Justice
Répertoire général civil

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Affaires nouvelles						
1	Nombre de demandes relatives aux procédures d'exécution	97 004	96 925	98 634	167 281	172 741
2	dont ordonnances sur requête (TGI)	-	-	-	55 079	60 583
3	Saisies mobilières	38 752	38 413	35 773	80 275	82 630
4	Autres procédures hors surendettement	12 871	13 117	13 396	13 615	12 430
5	Surendettement	45 381	45 395	49 465	73 391	77 681
Saisies mobilières						
6	Nombre de demandes de saisies mobilières	38 752	38 413	35 773	80 275	82 630
7	dont ordonnances sur requête (TGI)				48 898	51 709
8	Demande en nullité et/ou en main-levée ou en suspension d'une saisie mobilière	24 672	19 756	20 166	30 667	28 380
9	Mesure conservatoire	2 714	3 477	3 784	26 940	29 065
10	Demande relative à la saisissabilité et/ou à la mise à disposition de sommes ou d'un bien	931	1 986	2 560	10 212	10 425
11	Demande d'ouverture d'une procédure de saisie arrêt des rémunérations	///	287	547	630	817
12	Autres demandes relatives à la saisie mobilière	10 435	12 907	8 716	11 826	13 943
Autres procédures (hors surendettement)						
13	Nombre de demandes	12 871	13 117	13 396	13 615	12 430
	dont :					
14	Demande de prononcé, liquidation, modification, suppression d'une astreinte	3 321	3 385	3 537	3 344	3 436
15	Demande de délai de grâce et/ou de réaménagement de la dette	4 365	3 859	3 802	3 957	3 515
16	Demande de modification du délai pour l'exécution d'une mesure d'expulsion	4 950	5 380	5 515	5 527	5 108
Surendettement						
17	Nombre de demandes relatives au surendettement	45 381	45 395	49 465	73 391	77 681
18	dont ordonnance sur requête (TGI)				6 181	8 874
19	Demande de rétablissement personnel				16 042	20 415
20	Recours dirigés contre les décisions des commissions de surendettement statuant sur la recevabilité	7 478	7 057	7 817	11 007	12 085
21	Demande de vérification de la validité des titres de créances et du montant des sommes réclamées	2 616	2 333	2 364	2 330	2 271
22	Contestation des mesures recommandées par la commission de surendettement	6 780	5 923	5 956	8 355	7 603
23	Demandes tendant à voir conférer la force exécutoire aux mesures recommandées par la commission de surendettement	27 987	29 863	32 869	34 130	33 882
24	Autres demandes relatives au surendettement	520	219	459	1 527	1 425
Affaires terminées						
25	Nombre de procédures terminées (hors surendettement)	40 092	43 486	40 866	87 233	89 761
26	<i>Durée moyenne des affaires terminées (en mois)</i>	<i>3,5</i>	<i>3,8</i>	<i>3,8</i>	<i>1,7</i>	<i>1,7</i>
27	dont ordonnances sur requête (TGI)				49 102	51 903
28	<i>Durée moyenne des ordonnances sur requête (en mois)</i>				<i>0,1</i>	<i>0,2</i>
29	Décisions statuant sur le fond de la demande	28 413	31 193	29 545	72 292	76 955
30	Acceptation totale ou partielle de la demande	16 894	19 374	17 869	57 637	61 356
31	Rejet de la demande	11 519	11 819	11 676	14 655	15 599
32	Autres décisions	11 679	12 293	11 321	14 941	12 806

La justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 et 2** | Les **statistiques du ministère de l'Intérieur** permettent de dénombrer les infractions constatées et établies par les services de police et de gendarmerie. Ces données ne peuvent être rapprochées de celle du ministère de la Justice car :
- elles excluent du comptage les infractions relevées par une autre administration, toute les contraventions, les délits relatifs à la circulation routière ainsi que les actes de police administratives ;
 - elles utilisent une unité de compte différente de celle retenue par le ministère de la Justice qui comptabilise des affaires et non des infractions.
- 3 à 22** | Le **parquet est destinataire de différents types d'affaires** : la partie la plus importante concerne le domaine pénal, mais d'autres affaires relèvent du domaine civil, commercial, prud'homal ou encore des mineurs.
Une enquête réalisée auprès des parquets permet pour la première fois en 1998 de déterminer les volumes et la nature des affaires non pénales enregistrées par les parquets.
- 11** | Y compris les affaires transmises au parquet de la juridiction interrégionale spécialisée (JIRS)
- 13 à 17** | Ensemble des affaires de nature civile dont sont saisis les parquets (données de 1998).
- 14** | Le parquet intervient dans un certain nombre de matières relevant de l'état des personnes : rectification d'état civil, changement de régime matrimonial, filiation, adoption, abandon d'enfant, contestation et déchéance de l'autorité parentale.
- 15** | Le parquet est compétent pour la gestion et la discipline de certaines professions (officiers ministériels et auxiliaires de justice, police judiciaire) . Il traite notamment les plaintes contre des officiers ministériels, les candidatures d'experts, les prestations de serment de certaines personnes ou agents assermentés.
- 17** | Il s'agit des déclarations adressées au parquet à titre d'information. Cette rubrique comprend des domaines très variés comme l'ouverture de certains établissements (écoles privées, associations, syndicats), les démarchages financiers, les décorations, les oppositions à mariage, les déclarations d'absence, les dépôts de candidature pour concours, les requêtes d'huissiers.
- 18** | On y trouve entre autres, les redressements judiciaires et les liquidations de biens.
- 19** | Le parquet est en principe destinataire des signalements relevant de la compétence du juge des enfants : mineurs en danger, protection des jeunes majeurs, tutelles aux prestations sociales.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet

Code	2001	2002	2003	2004	2005
Délinquance constatée par les services de police et de gendarmerie					
1 Crimes et délits constatés	4 061 792	4 113 882	3 974 694	3 825 442	3 775 838
2 <i>dont faits élucidés</i>	1 012 163	1 080 518	1 146 071	1 217 299	1 253 783
Saisines des parquets					
◆ Affaires pénales					
3 Procès-verbaux, plaintes, dénonciations	5 385 826	5 501 482	5 309 811	5 399 181	5 143 257
4 <i>dont auteur inconnu</i>	3 498 178	3 583 852	3 303 363	3 288 055	3 066 948
5 Crimes	18 524	18 880	18 586	18 611	17 023
6 Délits	4 853 927	4 987 593	4 808 004	4 986 425	4 785 562
7 Contraventions de 5 ^e classe	464 760	447 417	440 120	353 807	299 219
8 Infraction non précisée	48 615	47 592	43 101	40 338	41 453
9 Autres affaires pénales	257 110	257 415	254 296	251 397	239 717
10 Infractions pénales compétence OMP	39 168	38 910	37 533	35 767	32 343
11 Procédures en provenance d'autres parquets	190 394	193 277	193 977	192 507	189 272
12 Requêtes en exécution des peines	27 548	25 228	22 786	23 123	18 102
◆ Affaires non pénales					
13 Affaires civiles	-	-	-	-	-
14 État des personnes	-	-	-	-	-
15 Gestion et discipline de certaines professions	-	-	-	-	-
16 Recouvrement public des pensions alimentaires	-	-	-	-	-
17 Autres affaires civiles	-	-	-	-	-
18 Affaires commerciales	-	-	-	-	-
19 Assistance éducative	-	-	-	-	-
20 Mineurs en danger	-	-	-	-	-
21 Protection des jeunes majeurs	-	-	-	-	-
22 Tutelles aux prestations sociales	-	-	-	-	-

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des parquets des TGI sont issues des cadres des parquets, imprimés contenant des rubriques destinées à décrire les différentes étapes du processus pénal. Les juridictions alimentent annuellement ces rubriques à l'aide de systèmes de comptages mis en place à l'initiative de la Chancellerie.

Les unités de compte présentées dans l'activité des parquets sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires qui regroupent parfois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

Définitions et méthode

Les données présentées sur le graphique ci-contre synthétisent toutes les orientations données par les parquets aux affaires poursuivables de l'année.

Tout d'abord, on a opéré une distinction entre les saisines, c'est-à-dire l'ensemble des affaires nouvelles reçues au parquet entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, et **les orientations**, c'est-à-dire l'ensemble des **affaires traitées** au cours de l'année, qui peuvent concerner aussi bien des affaires reçues dans l'année que des affaires antérieures à l'année considérée.

Infractions mal caractérisées : il s'agit d'affaires concernant des faits qui ne constituent aucune infraction pénale (affaires de nature civile ou administrative, certains accidents de la circulation, suicides), d'infractions mal caractérisées (charges insuffisantes, absence de preuve), d'infractions pour lesquelles des motifs d'ordre juridique s'opposent aux poursuites (amnistie, prescription ou transaction administrative).

Ensuite, grâce à l'exploitation de la nomenclature des motifs de classements sans suite, il a été possible de cerner les raisons qui fondent une absence de poursuite, et donc d'identifier et de quantifier le volume d'affaires pour lesquelles aucune autre décision qu'un classement n'a pu être envisagée (motif juridique ou défaut d'élucidation).

On a ainsi dégagé une masse d'**affaires "non poursuivables"**. Isolée, elle permet de fonder l'analyse des principaux ratios de réponse judiciaire sur les seules **affaires "poursuivables"**.

Enfin, on a considéré que les réponses des parquets comportaient deux types d'orientations : les poursuites classiques et les mesures alternatives, appelées encore "mesures de la troisième voie". La réunion de ces orientations constitue la réponse pénale.

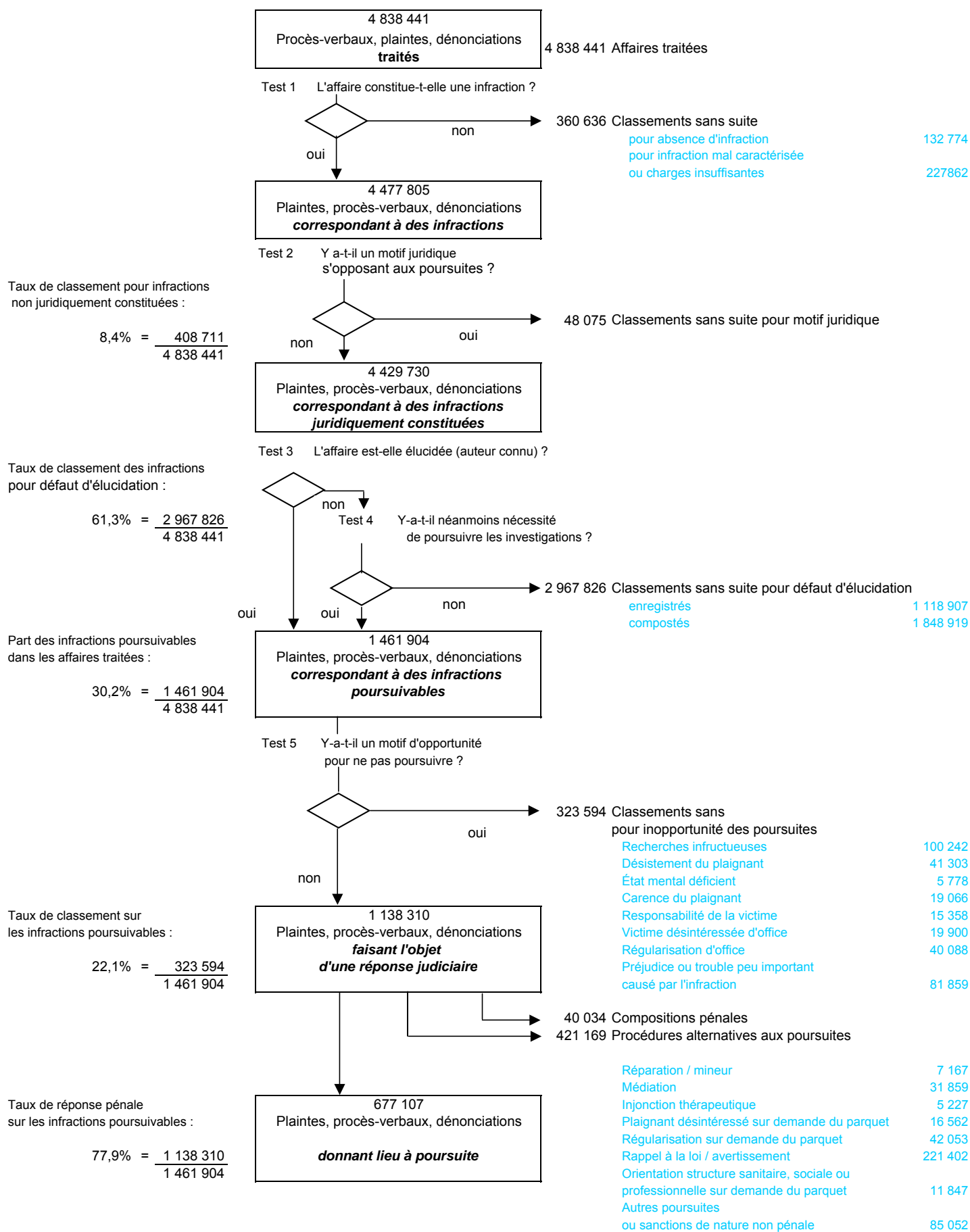
Par rapport aux affaires "poursuivables", on calcule "**un taux de réponse pénale**". Son corollaire, le "taux de classement sans suite", représente la part des affaires susceptibles d'être poursuivies, qui n'ont pas reçu de réponse judiciaire. Ces classements sans suite "secs" peuvent être analysés selon le motif invoqué.

La composition pénale : le procureur de la République peut proposer une composition pénale à une personne majeure qui reconnaît avoir commis un ou plusieurs délits énumérés par la loi. La composition pénale consiste en une ou plusieurs mesures : amende, remise du permis de conduire ou de chasser, travail non rémunéré au profit de la collectivité, stage ou formation dans un service sanitaire, social ou professionnel... Lorsque l'auteur des faits, qui peut être assisté d'un avocat, donne son accord aux mesures proposées, le procureur de la République saisit par requête le président de la juridiction aux fins de validation de la composition. L'exécution de la composition pénale éteint l'action publique ; elle figure au Casier judiciaire (article 41-2 du CPP).

Le détail de ces différentes données est fourni dans le chapitre "Activité par juridiction : Activité pénale des TGI".

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres des parquets



Source : Cadres du parquet

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1,2,3** | **Affaires traitées, affaires non poursuivables, infractions mal caractérisées** : cf. "Définitions et méthode" page précédente
- 4** | **Défaut d'élucidation** : affaires (enregistrées ou compostées) dont l'auteur est inconnu.
- 5** | Affaires susceptibles d'être poursuivies qui se décomposent selon la réponse donnée entre affaires poursuivies (ligne 7), procédures alternatives (ligne 22), et affaires classées sans suite (ligne 32).
- 6** | Part des affaires pour lesquelles une réponse pénale est possible sur l'ensemble des affaires traitées par les parquets durant l'année.
- 8 à 21** | Si le procureur décide de poursuivre, il saisit une juridiction de jugement ou le juge d'instruction, selon la gravité et la complexité des faits
- 11** | **La comparution immédiate** (cf. glossaire)
- 12, 13** | **La convocation par procès-verbal** permet de notifier au prévenu amené devant l'Officier de police judiciaire ou devant le procureur, les faits retenus à son encontre, le lieu, la date et l'heure de l'audience (art. 393 et suivants du code de procédure pénale).
- 18**
- 14, 19** | **La citation directe** (cf. glossaire)
- 15** | La loi du 9 septembre 2002 a étendu la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale aux délits prévus par le Code de la route. Le ministère public qui choisit cette procédure communique au président du tribunal le dossier de la poursuite et ses réquisitions. Le président statue sans débat préalable par une ordonnance pénale portant relaxe ou condamnation à une amende ainsi que, le cas échéant, à une ou plusieurs des peines complémentaires encourues, ces peines pouvant être prononcées à titre de peine principale. S'il estime qu'un débat contradictoire est utile ou qu'une peine d'emprisonnement devrait être prononcée, le juge renvoie le dossier au ministère public.
- 16** | Pour les délits punis à titre principal d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à cinq ans, le procureur de la République peut, d'office ou à la demande de l'intéressé ou de son avocat, recourir à la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, lorsque cette personne reconnaît les faits qui lui sont reprochés. (Loi du 9 mars 2004, art. 495-7, CPP)
- 20** | **L'ordonnance pénale**. Sauf rares exceptions, le Ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une **ordonnance pénale** non motivée, portant relaxe ou condamnation à une amende. Seules ces dernières sont comptabilisées ici. L'ordonnance pénale est notifiée au condamné, qui a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou former opposition. En cas d'opposition, l'affaire est portée devant le tribunal de police dans les formes de la procédure ordinaire. À défaut de paiement ou d'opposition dans le délai ci-dessus, l'ordonnance pénale est mise à exécution.
- 21** | La loi du 9 septembre 2002 institue dans le ressort de chaque cour d'appel de nouvelles juridictions de 1^{re} instance dénommées «juridictions de proximité». En matière pénale cette juridiction est compétente pour juger des contraventions dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État, sur délégation donnée par le président du TGI. Elle peut également valider les mesures de composition pénale.
- 22** | **La composition pénale** : cf. La définition page 106
- 23** | Quand la poursuite ne lui paraît pas opportune, le parquet peut avoir recours à des procédures alternatives pour assurer la réparation du dommage, mettre fin au trouble à l'ordre public ou contribuer au reclassement de l'auteur des faits. Confortant des pratiques préexistantes, la loi du 23 juin 1999 a consacré les procédures suivantes (Art. 41-1 du CPP) : - rappel auprès de l'auteur des faits des obligations résultant de la loi, - orientation de l'auteur vers une structure sanitaire, sociale ou professionnelle, - régularisation de la situation de l'auteur au regard de la loi, - réparation du dommage résultant des faits, - médiation entre l'auteur des faits et la victime.
- 23 à 30** | Sont comptabilisées ici les mesures terminées et réussies (qui se sont conclues par un classement sans suite) et non plus les mesures ordonnées. De plus, le périmètre de ces mesures inclut les rappels à la loi et les avertissements mis en œuvre par les parquets ou leurs délégués.
- 31** | **Le taux de réponse pénale** (cf. glossaire)
- 32** | Ces procédures classées sans suite sont des procédures en état d'être poursuivies et qui n'ont fait l'objet d'aucune sorte de réponse de la part du Parquet, selon différents motifs couverts par le terme "poursuite inopportune".
- 33** | Ce motif vise les affaires dont l'auteur est connu, mais dont l'enquête n'a pas permis de connaître sa localisation actuelle, la gravité des faits ne justifiant pas des recherches approfondies.
- 34** | Inaction de la victime, ou refus de porter plainte, ou retrait de la plainte.
- 35** | L'auteur de l'infraction ou un tiers a, de sa propre initiative, indemnisé la victime ou encore, l'auteur s'est mis en conformité avec la loi après que l'infraction ait été relevée.
- 36** | Ce motif recouvre des faits de faible gravité et/ou ayant occasionné à la victime un trouble ou un préjudice peu important.
- 37** | **Le taux de classement sans suite** est calculé sur les seules affaires "poursuivables". Il est le complément du taux de réponse pénale (ligne 29).
- 38** | L'article 121-1 du Code pénal prévoit depuis 1994 la responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions commises pour leur compte par leurs organes ou représentants.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Orientations						
1	■ Affaires traitées	4 944 721	5 083 465	5 008 724	5 004 795	4 838 441
2	□ Affaires non poursuivables	3 616 873	3 733 384	3 624 581	3 549 138	3 376 537
3	Infractions mal caractérisées	324 618	380 023	381 285	401 241	408 711
4	Défaut d'élucidation	3 292 255	3 353 361	3 243 296	3 147 897	2 967 826
5	□ Affaires poursuivables	1 327 848	1 350 081	1 384 143	1 455 657	1 461 904
6	<i>Part des affaires poursuivables dans les affaires traitées (%)</i>	26,9	26,6	27,6	29,1	30,2
7	Nombre total d'affaires poursuivies	621 866	624 335	654 579	674 522	677 107
8	Transmission au juge d'instruction	36 398	37 444	35 143	34 211	32 613
9	Transmission au juge des enfants	56 974	56 279	55 369	55 841	56 406
10	Poursuite devant le tribunal correctionnel	371 640	383 411	409 561	464 848	516 017
11	Comparution immédiate	31 693	38 269	42 026	43 099	46 601
12	Convocation sur procès-verbal du procureur de la République	6 361	7 665	11 273	11 577	15 783
13	Convocation sur procès-verbal de l'officier ou agent de police judiciaire	226 802	233 894	239 190	240 910	217 625
14	Citation directe	106 784	103 583	103 498	108 253	103 043
15	Ordonnance pénale	-	-	13 574	58 822	105 765
16	Requête en homologation dans le cadre de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC)	-	-	-	2 187	27 200
17	Poursuite devant le tribunal de police	156 854	147 201	149 736	104 248	67 868
18	Convocation sur procès-verbal de l'officier ou agent de police judiciaire	17 494	19 884	18 188	8 215	9 089
19	Citation directe	53 016	45 354	41 149	21 452	18 493
20	Ordonnance pénale	86 344	81 963	90 399	74 581	40 286
21	Poursuite devant la juridiction de proximité	-	-	4 770	15 374	4 203
22	Nombre total de compositions pénales réussies	1 511	6 755	14 785	25 777	40 034
23	Nombre total de procédures alternatives	269 996	289 485	328 905	388 944	421 169
24	Médiations	33 486	33 700	34 060	34 866	31 859
25	Réparations mineurs	4 972	5 275	5 941	6 214	7 167
26	Injonctions thérapeutiques	4 038	4 068	4 874	5 464	5 227
27	Orientations vers structure sanitaire, sociale, professionnelle	7 497	7 332	9 708	11 269	11 847
28	Plaignant désintéressé, régularisations	38 823	40 010	44 341	53 356	58 615
29	Rappels à la loi, avertissements	129 021	144 592	170 830	206 551	221 402
30	Autres poursuites ou sanctions non pénales	52 159	54 508	59 151	71 224	85 052
31	<i>Taux de réponse pénale (%)</i>	67,3	68,2	72,1	74,8	77,9
32	Nombre de procédures classées sans suite	434 475	429 506	385 874	366 414	323 594
33	dont : recherches infructueuses	110 153	121 408	101 270	106 236	100 242
34	désistement du plaignant	43 303	43 978	44 359	45 668	41 303
35	victime désintéressée et régularisation d'office	61 644	67 020	61 697	63 888	59 988
36	préjudice ou trouble peu important causé par l'infraction	174 013	153 802	134 543	105 289	81 859
37	<i>Taux de classement sans suite dans les aff. poursuivables (en %)</i>	32,7	31,8	27,9	25,2	22,1
38	Nombre de personnes morales poursuivies	1 713	1 719	2 617	2 465	2 593

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre mer

Dans chaque tribunal de grande instance des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions d'autres n'en assurent qu'une ou deux. .

Les associations habilitées en matière de procédures alternatives assurent le suivi des mesures qui leur sont confiées par les parquets. Leurs interventions s'appliquent à un petit nombre de rappels à la loi (cf. ligne 29, p. 109), et de classements sous condition que sont les mesures de réparation du dommage, de régularisation d'une situation et les orientations vers une structure sanitaire et sociale (cf. lignes 27 et 28, p. 109). Elles interviennent surtout en matière de médiations pénales (cf. ligne 24, p. 109). Dans ce domaine particulier elles suivent une grande partie des mesures ordonnées par les parquets (environ les deux tiers).

Code | Définitions et méthodes

- 2, 3 | **Le rappel à la loi** est une procédure légère, adaptable à un grand nombre d'infractions. Pour avoir valeur de réponse judiciaire alternative à la poursuite il doit en principe être invoqué en respectant un certain formalisme : courrier écrit, ou convocation de l'auteur par le parquet ou par un délégué du procureur de la République.
- 5 | **La réparation** oblige l'auteur des faits à désintéresser la victime à la demande du parquet. Cette mesure ne se confond pas avec les indemnisations spontanées qui aboutissent au classement sans suite pur et simple (cf. ligne 35, p. 109).
- 6 | **La régularisation** à la demande du parquet est une variante de la mesure précédente. Elle consiste à demander à l'auteur de l'infraction de restaurer une situation conforme au droit. Cette mesure est à distinguer de la régularisation d'office (spontanée) pouvant conduire à un classement en opportunité.
- 7 | Au vu des causes qui ont contribué à la commission de l'infraction (alcoolisme, désinsertion sociale), l'auteur doit à la demande du parquet prendre attache avec un centre de soin spécialisé ou suivre un stage ou une formation professionnelle.
- 11 à 27 | **La médiation pénale** a été instituée par la loi du 4 janvier 1993. Elle consiste, avec leur accord, à réunir victime et auteur de l'infraction pour parvenir à une entente sur un mode de réparation.

Sources :

- Ministère de la Justice
États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations chargées du suivi des mesures alternatives aux poursuites

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre d'associations	159	156	152	154	151

Suivi des mesures alternatives

Nature des mesures suivies						
◆ Rappels à la loi						
2	Nombre de mesures reçues	11 212	13 698	15 454	16 156	13 397
3	Nombre de mesures traitées	10 997	12 984	14 731	15 383	13 164
◆ Classements sous condition						
4	Nombre de mesures reçues	4 176	4 872	5 831	6 996	7 163
5	Réparation du dommage	2 403	2 259	2 523	3 497	3 206
6	Régularisation d'une situation	757	1 176	1 137	1 751	1 787
7	Orientation vers une structure sanitaire et sociale	1 016	1 437	2 171	1 748	2 170
8	Nombre de mesures traitées	4 242	4 809	5 732	6 717	7 337
9	Obligations respectées	3 056	3 902	4 904	5 206	5 606
10	Obligations non respectées	1 186	907	828	1 511	1 731
◆ Médiations pénales						
11	Nombre de mesures reçues	37 645	40 647	41 431	40 273	34 060
	□ Nature de l'infraction					
12	Vol	2 969	3 097	3 500	2 813	1 937
13	Violences intra-familiale	5 284	5 150	6 486	6 374	5 719
14	Autres coups et blessures volontaires	10 134	11 238	10 891	10 860	9 184
15	Non représentation d'enfant	2 707	3 066	2 962	3 080	2 670
16	Non paiement de pension alimentaire	2 355	2 434	2 775	3 133	2 461
17	Dégradations	5 043	4 633	4 337	4 047	3 334
18	Injures	2 141	2 696	2 779	2 364	2 446
19	Infraction à l'environnement	380	521	481	296	369
20	Autres	6 632	7 812	7 220	7 306	5 940
21	Nombre de mesures traitées	36 367	38 524	40 399	39 602	33 920
	□ Résultat de la médiation					
22	Médiation réussie	19 709	21 007	23 206	22 801	19 793
23	Échec de la médiation	16 658	17 517	17 193	16 801	14 127
	□ Durée des mesures					
24	Moins d'un mois	9 056	9 680	10 416	9 687	7 538
25	De 1 à moins de 3 mois	16 559	16 996	17 300	17 759	15 077
26	De 3 mois et plus	9 663	10 637	11 593	11 758	10 704
27	Durée non déterminée	1 049	1 211	1 090	398	601

Champ Géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des officiers du ministère public sont issues des Cadres du parquet, imprimés contenant des rubriques destinées à décrire les différentes étapes du processus pénal (cf. schéma page 103).

Les informations demandées concernent les contraventions des quatre premières classes à l'exception de celles qui ont fait l'objet d'amendes forfaitaires réglées dans les délais.

Les unités de compte des séries présentées ci-contre sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires, qui regroupent quelquefois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures, dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

De plus, ces données sont des flux sur une année qui, en toute rigueur, ne sont pas comparables les uns aux autres car ils ne proviennent pas d'un même stock de début d'année. Ces données rendent compte de l'activité pénale à chaque étape de la procédure et non du suivi exact d'un même groupe d'affaires tout au long du processus pénal pour une année donnée. La relation entre les affaires arrivées au cours de l'année (série 2) d'une part et celle qui ont fait l'objet d'un classement sans suite (série 5) ou d'une décision de poursuite d'autre part (série 7), est donc approximative.

Code | Définitions et méthode

En tant qu'**officier du ministère public**, c'est habituellement le commissaire de police qui décide d'exercer ou non l'action publique devant le tribunal de police. Il est sous l'autorité du procureur de la République qui peut se substituer à lui dans cette fonction s'il le juge nécessaire (art. 44 et suivants du Code de procédure pénale).

2 à 4 | L'**officier du ministère public** reçoit les amendes forfaitaires qui n'ont pas été payées dans les délais, et qui vont donc faire l'objet d'une majoration. Il reçoit également les plaintes, dénonciations et procès-verbaux relevant d'une autre procédure : ordonnance pénale ou citation directe devant le tribunal de police.

2 | L'écart entre les chiffres des rubriques 2 et 7 s'explique d'abord par les jonctions qui sont la raison essentielle de la différence entre les rubriques 4,9 et 12.

3 et 8 | L'**amende forfaitaire** peut s'appliquer aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances et de la réglementation des parcs nationaux. C'est une procédure mise en œuvre par le seul ministère public, sans intervention du juge de police. Elle fait suite à une phase administrative initiale relevant des agents verbalisateurs. Celle-ci consiste dans l'extinction de l'action publique par le paiement d'une amende forfaitaire. À défaut de paiement ou de demande d'exonération présentée par le contrevenant dans un délai de trente jours, l'amende forfaitaire est **majorée** de plein droit et recouvrée au profit du Trésor public, en vertu d'un titre rendu exécutoire par le ministère public (art. 529 et suivants du Code de procédure pénale).

5 | L'officier du ministère public, auquel est confié l'exercice de l'action publique, apprécie l'opportunité des poursuites pour les contraventions de 4^e classe. Lorsqu'il décide de ne pas exercer l'action publique, sa décision s'appelle un classement sans suite.

6 | Le **taux de classement** sans suite est calculé en rapportant le nombre total de classements sans suite prononcés au cours d'une année (série 5) au nombre de plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus au cours de cette même année (série 2).

7 | Cf. définition 2.

9 à 11 | Les **contraventions des quatre premières classes** que l'officier du ministère public oriente vers le tribunal de police ou la juridiction de proximité, peuvent être traitées selon la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale (cf. définition 10) ou selon la procédure de citation directe.

10 | L'**ordonnance pénale**, comme l'amende forfaitaire majorée, est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.

12 | La loi du 9 septembre 2002 institue dans le ressort de chaque cour d'appel de nouvelles juridictions de 1^{re} instance dénommées «juridictions de proximité». En matière pénale cette juridiction est compétente pour juger des contraventions dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État, sur délégation donnée par le président du TGI. Elle peut également valider les mesures de composition pénale.

15 | Les flux d'affaires présentés ici ont transité d'une juridiction à l'autre au cours d'une année. Leur volume au niveau national n'est indiqué que "pour mémoire". Ces affaires se retrouvent ensuite comptabilisées dans les séries 5 à 14.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre d'officiers du ministère public	473	473	473	473	473

Saisines

2	Plaintes, dénonciations, procès-verbaux	12 071 874	13 299 387	12 628 789	12 025 735	12 374 423
3	Procédure d'amende forfaitaire majorée	11 374 461	12 432 331	12 014 829	11 548 117	11 904 688
4	Autres procédures	697 413	867 056	613 960	477 618	469 735

Orientations

◆ Plaintes, dénonciations et procès-verbaux classés sans suite						
5	Nombre total de procédures classées sans suite	2 411 787	2 423 586	1 132 955	1 656 968	1 097 376
6	Taux de classement sans suite (en %)	20,0	18,2	9,0	13,8	8,9
◆ Affaires poursuivies						
7	Nombre total d'affaires poursuivies	9 306 987	10 767 585	11 349 150	10 359 296	10 760 790
8	Amende forfaitaire majorée prononcée	8 776 102	10 192 692	10 805 636	9 913 624	10 364 016
9	Poursuite devant le tribunal de police	530 885	574 893	475 718	81 991	21 316
10	Procédure d'ordonnance pénale	367 749	423 809	343 846	53 827	12 775
11	Procédure de citation directe	163 136	151 084	131 872	28 164	8 541
12	Poursuite devant la juridiction de proximité	–	–	67 796	363 681	375 458
13	Procédure d'ordonnance pénale	–	–	46 847	233 615	244 137
14	Procédure de citation directe	–	–	20 949	130 066	131 321
◆ Transmissions à une autre juridiction						
15	Affaires renvoyées à un autre OMP ou à un parquet pour attribution	38 884	29 153	21 517	21 251	17 248

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici proviennent du répertoire de l'instruction mis en place à partir de 1985. Il permet de disposer (dans leur totalité depuis 1989) de renseignements collectés tout au long de la procédure sur les inculpés (nombre, données démographiques...), sur les mesures de sûreté (contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif, et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des mesures de sûreté, et celle de la procédure d'instruction.

Code | Définitions et méthode

Les juridictions d'instruction interviennent lors de la phase préparatoire du procès pénal. On distingue **le juge d'instruction**, magistrat du tribunal de grande instance, qui constitue la juridiction du premier degré, et la **chambre de l'instruction**, composée de trois magistrats de la cour d'appel, qui constitue la juridiction du second degré.

Le juge d'instruction est saisi des affaires pénales les plus complexes : obligatoirement pour les crimes, facultativement en cas de délits, et exceptionnellement pour les contraventions. Le juge d'instruction ne peut informer qu'en vertu d'un réquisitoire (introductif ou supplétif) du procureur de la République (art. 80 du Code de procédure pénale). Il a alors le pouvoir de diriger l'action de la police judiciaire. Il peut décider du placement sous contrôle judiciaire ou en détention provisoire. Il rassemble les éléments qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité, et constitue le dossier qui sera soumis le cas échéant à la cour d'assises (crimes), au tribunal correctionnel (délits), ou au tribunal de police (contraventions).

1 | Non compris les six juges d'instruction des territoires d'outre-mer et collectivités locales.

6 | Le procureur de la République peut requérir une information pour "**recherche des causes de la mort**" lorsque les causes d'un décès sont inconnues ou suspectes. Le juge n'est pas saisi d'une infraction, mais a pour seule mission d'établir les causes naturelles, accidentelles ou criminelles du décès.

Le procureur de la République peut requérir l'ouverture d'une information pour "**recherche des causes de la disparition**" en cas de disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé, ou en cas de disparition d'un majeur présentant un caractère inquiétant ou suspect eu égard aux circonstances, à l'âge de l'intéressé ou à son état de santé.

7 à 13 | Mise en examen : le juge d'instruction peut mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission des infractions dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale).

La mise en examen est génératrice de droits, essentiellement celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

14 à 21 | Ces décisions concernent la clôture des affaires sans mise en examen à l'ouverture de l'instruction, qu'il y ait ou non mise en examen au cours de l'information.

21 | Les autres décisions de clôture sont principalement des décisions de renvoi devant la juridiction de jugement. Ce mode de clôture implique l'existence d'une mise en examen au cours de la procédure.

22 à 25 | **La durée d'une affaire** est calculée par différence entre la date de la dernière ordonnance de clôture rendue par le juge d'instruction dans l'affaire et la date du réquisitoire introductif.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'instruction

Code	2001	2002	2003	2004	2005
1 Nombre de juges d'instruction (postes budgétaires)	565	567	569	604	613
2 Nombre total d'affaires terminées	37 363	34 485	34 839	36 125	35 715
◆ Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif					
3 Affaires terminées qualifiées de crime au réquisitoire introductif	6 929	7 385	7 945	8 642	8 747
4 Affaires terminées qualifiées de délit au réquisitoire introductif	30 227	26 952	26 779	27 354	26 831
5 Affaires terminées qualifiées de contravention au réquisitoire introductif	41	28	12	22	16
6 Recherche des causes de la mort ou de la disparition suspecte	166	120	103	107	121
◆ Nombre de mises en examen par affaire au réquisitoire introductif					
7 Pas de mise en examen	11 524	10 695	11 740	12 035	11 856
8 1 mise en examen	16 067	14 766	14 241	14 683	14 350
9 2 mises en examen	4 664	4 144	4 020	4 239	4 191
10 3 mises en examen	2 047	2 008	1 954	2 083	1 967
11 4 mises en examen	1 165	1 098	1 032	1 111	1 150
12 5 mises en examen	640	586	600	627	676
13 6 mises en examen et plus	1 256	1 188	1 252	1 347	1 525
◆ Décisions de clôture des affaires sans mise en examen au réquisitoire introductif					
14 Ordonnances de non-lieu	7 883	7 833	8 294	8 840	8 552
15 Ordonnances de dessaisissement, jonction	1 005	986	1 156	1 192	1 171
16 Autres ordonnances	757	941	990	972	832
17 Refus d'informer	374	467	469	459	330
18 Non-recevabilité	194	219	211	243	215
19 Extinction de l'action publique	49	85	111	58	85
20 Incompétence	140	170	199	212	202
21 Autres décisions de clôture	1 879	935	1 300	1 031	1 301
◆ Durée moyenne de l'instruction					
22 Toutes affaires terminées (en mois)	17,4	17,7	18,2	19,0	19,6
23 Crimes	19,6	20,5	20,7	22,1	23,0
24 Délits et contraventions	17,4	17,7	18,0	18,7	19,3
25 Recherche des causes de la mort	9,5	11,1	12,1	6,9	16,9

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Le juge d'instruction peut mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission des infractions dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale).

La mise en examen est génératrice de droits, essentiellement celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

Code | Définitions et méthode

- 6 et 17** | N'est pas pénalement responsable la personne qui était atteinte, au moment des faits, d'un trouble psychique ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes (art. 122.1 du Code pénal).
- 8 et 9** | Depuis le 1^{er} janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CCP).
- 14** | Sont comprises dans cette rubrique les décisions de refus d'informer, d'irrecevabilité, d'extinction de l'action publique, d'incompétence et d'évocation par la Chambre d'accusation.
- 15 à 24** | **La durée de l'instruction** est calculée pour chaque personne mise en examen par différence entre la date de l'ordonnance de clôture rendue par le juge d'instruction pour cette personne, et la date du réquisitoire introductif qui détermine l'ouverture de l'information dans laquelle se trouve impliquée cette personne.
- 28 à 35** | Il s'agit de **l'âge de la personne mise en examen** à la date du réquisitoire introductif.

Sources :

- Ministère de la justice
Répertoire de l'instruction

Code	2001	2002	2003	2004	2005
1 Nombre de personnes mises en examen dans les affaires terminées	51 420	47 655	47 370	50 076	51 411
◆ Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif					
2 Crime	8 707	9 725	10 845	12 081	12 537
3 Délit	42 661	37 890	36 508	37 948	38 854
4 Contravention	52	40	17	47	20
◆ Décision de clôture					
5 Ordonnance de non-lieu	6 483	5 282	3 902	3 850	3 940
6 Article 122-1 du Code pénal	299	285	233	203	212
7 Autres non-lieux	6 184	4 997	3 669	3 647	3 728
8 Transmission à la cour d'assises majeurs	2 557	2 707	2 839	3 457	3 396
9 Transmission à la cour d'assises mineurs	199	322	412	247	274
10 Transmission au tribunal correctionnel	35 184	33 461	34 669	37 505	39 172
11 Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	4 297	4 040	4 033	3 570	3 266
12 Transmission au tribunal de police	77	40	35	21	21
13 Dessaisissement, jonction	2 049	1 374	1 130	1 129	1 104
14 Autres décisions et décisions non déclarées	574	429	350	297	238
◆ Durée moyenne de l'instruction par mise en examen (en mois)					
15 Toutes décisions de clôture	21,4	21,7	21,5	21,8	22,4
16 Ordonnance de non-lieu	26,3	29,1	29,4	28,3	27,4
17 Article 122-1 du Code pénal	20,6	22,8	26,8	22,5	17,8
18 Autres non-lieux	26,6	29,4	29,6	28,6	27,9
19 Transmission à la cour d'assises majeurs	20,9	22,8	22,6	23,2	25,0
20 Transmission à la cour d'assises mineurs	25,0	22,1	23,4	23,7	22,8
21 Transmission au tribunal correctionnel	20,9	21,4	21,1	21,5	22,1
22 Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	16,4	16,8	17,2	18,1	18,5
23 Transmission au tribunal de police	15,8	18,3	33,0	16,1	21,2
24 Dessaisissement, jonction	18,0	13,0	14,6	13,9	14,4
◆ Caractéristiques des mis en examen					
Sexe					
25 Hommes	45 144	41 909	41 806	43 663	44 974
26 Femmes	6 276	5 746	5 564	6 073	6 128
27 Non déclaré				340	309
Âge					
28 Moins de 18 ans	3 416	3 364	3 309	4 029	3 756
29 De 18 ans à moins de 20 ans	4 639	4 192	4 265	4 538	4 628
30 De 20 ans à moins de 25 ans	9 525	9 507	10 301	10 641	11 195
31 De 25 ans à moins de 30 ans	6 395	6 174	6 707	6 857	7 238
32 De 30 ans à moins de 40 ans	10 437	9 630	9 686	10 331	10 656
33 De 40 ans à moins de 60 ans	12 860	11 621	10 691	11 371	11 558
34 60 ans et plus	2 107	1 823	1 698	1 684	1 735
35 Non déclarés	2 041	1 344	713	625	645
Nationalité					
36 Français	44 050	41 256	40 947	41 798	42 937
37 Étrangers	7 370	6 399	6 423	7 186	7 360
38 Non déclarés				1 092	1 114

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Les mesures de contrôle judiciaire

Le contrôle judiciaire, institué en 1970 comme alternative à la détention, peut être ordonné contre toute personne mise en examen pour un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. La personne est alors soumise à certaines obligations comme, par exemple, ne pas fréquenter certains lieux ou certaines personnes, se présenter périodiquement auprès d'un service ...

Les associations chargées du suivi des mesures de contrôle judiciaire

Dans chaque tribunal de grande instance des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions d'autres n'en assurent qu'une ou deux.

Les contrôles judiciaires suivis par ces associations sont qualifiés de contrôles judiciaires socio-éducatifs.

Code | Définitions et méthode

- 2 | Une mesure est considérée comme ayant été décidée "**ab initio**" par le juge d'instruction lorsqu'elle intervient dans les deux jours qui suivent la date du réquisitoire introductif.
- 5 et 7 | Depuis le 1^{er} janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CPP).
- 13 | Sont compris dans cette rubrique la transmission au tribunal de police, le refus d'informer, la non recevabilité, l'extinction de l'action publique, l'incompétence, le dessaisissement, la jonction, l'évocation par la chambre d'accusation.
- 24 à 30 | Les mesures de contrôle judiciaire peuvent prendre fin :
- au cours de l'instruction par mainlevée ou placement en détention provisoire
- au moment de la clôture de l'information quelle intervienne par non-lieu ou par ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel (ORTC) sans maintien du contrôle judiciaire
- au moment du jugement si le renvoi devant le tribunal a été ordonné avec maintien du contrôle judiciaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'instruction
États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations de contrôle judiciaire

Code	2001	2002	2003	2004	2005	
Mesures de contrôle judiciaire prononcées						
1	Mesures de contrôle judiciaire prises dans les affaires terminées durant l'année	21 487	21 572	22 631	24 476	25 777
2	<i>dont mesures prises ab initio</i>	6 647	6 561	6 726	7 085	7 091
◆ Décision de clôture						
3	Ordonnance de non-lieu	1 514	1 586	1 544	1 639	1 851
4	<i>dont mesures prises ab initio</i>	671	723	689	723	863
5	Transmission à la cour d'assises majeurs	806	861	883	1 118	1 215
6	<i>dont mesures prises ab initio</i>	148	183	214	279	310
7	Transmission à la cour d'assises mineurs	97	170	245	162	168
8	<i>dont mesures prises ab initio</i>	21	35	62	35	55
9	Transmission au tribunal correctionnel	15 868	16 060	17 012	18 918	20 201
10	<i>dont mesures prises ab initio</i>	4 545	4 473	4 605	4 964	4 948
11	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	2 352	2 349	2 439	2 110	1 918
12	<i>dont mesures prises ab initio</i>	938	971	973	902	785
13	Autres décisions et décisions non déclarées	850	546	508	529	424
14	<i>dont mesures prises ab initio</i>	324	176	183	182	130
Mesures de contrôle judiciaire traitées par les associations						
15	Nombre d'associations	93	95	93	97	101
16	Nombre de mesures confiées	8 265	8 948	8 642	9 269	9 522
17	Nombre de mesures terminées dans l'année	7 932	8 150	8 241	8 415	9 074
◆ Origine du contrôle judiciaire						
18	Ab initio	5 005	5 271	5 516	5 431	6 179
19	Après une détention provisoire	2 927	2 879	2 725	2 984	2 895
◆ Durée du contrôle judiciaire						
20	moins de 3 mois	1 474	1 595	1 607	1 618	1 892
21	de 3 à moins de 6 mois	821	969	702	638	880
22	de 6 mois à moins de 1 an	1 622	1 395	1 607	1 520	1 564
23	1 an et plus	4 015	4 191	4 325	4 639	4 738
◆ Décisions ayant mis fin au contrôle judiciaire						
24	Décisions du juge d'instruction	1 384	1 331	1 142	1 156	1 248
25	Mainlevée	575	542	471	531	604
26	Mise en détention provisoire	192	228	96	132	117
27	ORTC sans maintien	268	238	247	193	208
28	Non-lieu	349	323	328	300	319
29	Décisions de la juridiction de jugement	6 033	6 318	6 488	6 358	7 216
30	Autres fins	515	501	611	901	610
◆ Nature de l'infraction						
31	Atteintes aux personnes	2 314	2 540	2 556	2 607	2 755
32	<i>dont : viols et autres agressions sexuelles</i>	1 097	1 189	1 184	1 307	1 450
33	<i>coups et blessures volontaires</i>	1 009	1 156	1 146	1 053	1 074
34	Atteintes aux biens	2 450	2 451	2 357	2 393	2 339
35	Infractions à la législation sur les stupéfiants	1 679	1 754	1 831	1 922	1 962
36	Conduite en état alcoolique	133	126	276	203	226
37	Autres	1 356	1 279	1 221	1 290	1 792
◆ Caractéristiques des personnes confiées aux associations						
38	Hommes	7 152	7 343	7 449	7 547	8 179
39	Femmes	780	807	792	868	895
40	Français	6 762	7 038	7 195	7 386	7 925
41	Étrangers	1 170	1 112	1 046	1 029	1 149

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

La détention provisoire peut être ordonnée lorsque la personne est mise en examen, ou prévenue d'avoir commis un crime ou un délit. Dans le cas d'un délit, la peine d'emprisonnement encourue doit être supérieure à trois ans. Un mineur de 13 ans ne peut être placé en détention provisoire. À partir de 13 ans, elle n'est possible qu'en matière criminelle. En matière correctionnelle, seuls les mineurs de plus de 16 ans peuvent être placés sous mandat de dépôt. La détention doit être motivée par les nécessités de l'instruction ou la gravité du trouble causé à l'ordre public. Elle est obligatoirement précédée d'un débat contradictoire.

La loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes a transféré, à compter du 1^{er} janvier 2001, à un juge des libertés et de la détention le pouvoir de placer sous mandat de dépôt.

Code | Définitions et méthode

- 2 | Une mesure est considérée comme ayant été décidée "ab initio" lorsqu'elle intervient dans les deux jours qui suivent la date du réquisitoire introductif.
- 5 et 7 | Depuis le 1^{er} janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CPP).
- 13 | Sont compris dans cette rubrique la transmission au tribunal de police, le refus d'informer, la non recevabilité, l'extinction de l'action publique, l'incompétence, le dessaisissement, la jonction, l'évocation par la chambre d'accusation.
- 15 à 20 | **La durée de la détention provisoire** effectuée dans le cadre de l'instruction est calculée pour chaque mis en examen ayant fait l'objet d'un mandat de dépôt. Elle est obtenue par différence entre la date de l'ordonnance de placement en détention et soit la date de mise en liberté, soit en cas de maintien en détention la date de clôture de l'instruction. On mesure donc ici la durée de détention provisoire effectuée dans le seul cadre de la procédure d'instruction.

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'instruction

Code	2001	2002	2003	2004	2005
Mesures de détention provisoire					
1 Mesures de détention provisoire prises dans les affaires terminées durant l'année	16 772	17 619	19 088	20 513	20 810
2 <i>dont mesures prises ab initio</i>	10 251	10 899	11 329	11 702	11 421
◆ Décisions de clôture					
3 Ordonnance de non-lieu	540	623	552	599	582
4 <i>dont mesures prises ab initio</i>	352	400	351	373	395
5 Transmission à la cour d'assises majeurs	2 015	2 136	2 208	2 591	2 455
6 <i>dont mesures prises ab initio</i>	1 320	1 464	1 448	1 707	1 588
7 Transmission à la cour d'assises mineurs	151	213	279	143	171
8 <i>dont mesures prises ab initio</i>	102	117	159	83	96
9 Transmission au tribunal correctionnel	12 055	12 816	14 305	15 670	16 081
10 <i>dont mesures prises ab initio</i>	7 224	7 751	8 230	8 644	8 413
11 Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	1 180	1 162	1 204	936	905
12 <i>dont mesures prises ab initio</i>	826	810	824	617	635
13 Autres décisions et décisions non déclarées	831	669	540	574	616
14 <i>dont mesures prises ab initio</i>	427	357	317	278	294
◆ Durée moyenne de la détention provisoire effectuée dans le cadre de l'instruction (selon l'ordonnance de clôture)					
15 Toutes personnes ayant fait l'objet d'un mandat de dépôt (en mois)	6,1	6,4	7,1	8,1	8,7
dont :					
16 Ordonnance de non-lieu (en mois)	4,2	4,3	4,7	4,8	5,1
17 Transmission à la cour d'assises majeurs (en mois)	14,0	14,4	15,2	17,0	16,8
18 Transmission à la cour d'assises mineurs (en mois)	10,9	10,5	9,6	9,8	10,4
19 Transmission au tribunal correctionnel (en mois)	5,2	5,5	6,2	7,1	7,9
20 Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants (en mois)	3,0	3,1	3,7	3,6	6,6

Source : les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistiques des condamnations inscrites au casier judiciaire (cf. chapitre correspondant). Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour crimes et délits qui ont été précédées d'une détention provisoire quelle que soit la procédure utilisée (instruction ou comparution immédiate). Elles se distinguent des données issues du répertoire de l'instruction : dans cette source, les mesures de détention provisoire sont comptabilisées uniquement à partir des affaires terminées dans l'année par les juges d'instruction (cf. précédente)

Code | Définitions et méthode

- 2 | Ensemble des condamnations pour crimes prononcées après une détention provisoire.
- 3 | Pour les juridictions de mineurs : contradictoire, contradictoire à signifier, défaut, itératif défaut
- 3, 4 | **Mode de jugement** (cf. glossaire).
18 à 20 |
- 5 à 9 | **Nature de l'infraction** (cf. glossaire)
23 à 30 |
- 10 à 14 | Durée de la détention provisoire effectuée jusqu'à la date de la condamnation.
31 à 41 |
- 15, 16 | L'âge des condamnés est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date des faits et la date de naissance du
42, 43 | condamné.
- 17 | Ensemble des condamnations pour délits prononcées après une détention provisoire. Est inclus un très petit nombre de condamnations après détention provisoire pour contravention de 5^e classe qui sont des détentions provisoires effectuées pour des délits requalifiés lors du jugement.
- 21, 22 | Le mode de saisine de la juridiction a été estimé à partir de la durée de la procédure. Les condamnations après détention provisoire s'inscrivant dans une procédure inférieure à 2 mois ont été considérées comme des comparutions immédiates, celles s'inscrivant dans des procédures plus longues comme des renvois du juge d'instruction.

Sources

- Casier judiciaire national, Cadres du parquet, Répertoire de l'instruction

Code		2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1	Toutes condamnations après détention provisoire	31 510	33 085	36 140	36 211	35 309
◆ 2	Toutes condamnations après détention provisoire pour crime	2 511	2 393	2 401	2 503	2 512
	Mode de jugement					
3	Contradictoire	2 499	2 382	2 383	2 498	2 487
4	Contumace et défaut criminel	12	11	18	5	25
	Nature de l'infraction					
5	Homicides volontaires	427	446	436	451	436
6	Coups et violences volontaires	242	259	253	259	313
7	Viols	1 256	1 184	1 190	1 195	1 124
8	Vols, recels	538	462	467	554	584
9	Autres crimes	48	42	55	44	55
	Durée de la détention provisoire					
10	moins de 1 an	401	425	432	422	362
11	1 an à moins de 2 ans	789	717	831	772	737
12	2 ans à moins de 3 ans	919	825	777	933	960
13	3 ans et plus	402	426	361	376	453
14	Durée moyenne de la détention provisoire criminelle (en mois)	24,3	24,5	23,6	24,3	25,7
	Âge des condamnés					
15	Mineurs	364	256	243	266	215
16	Majeurs	2 147	2 137	2 158	2 237	2 297
◆ 17	Toutes condamnations après détention provisoire pour délit	28 999	30 692	33 739	33 708	32 797
	Mode de jugement					
18	Contradictoire	27 158	29 000	31 997	31 923	31 073
19	Contradictoire à signifier	811	730	811	794	923
20	Défaut, itératif défaut	1 030	962	931	991	801
	Mode de saisine de la juridiction de jugement					
21	Comparution immédiate	10 675	12 769	13 499	12 783	12 592
22	Renvoi du juge d'instruction	18 324	17 923	20 240	20 925	20 205
	Nature de l'infraction					
23	Vols, recels, destructions	11 594	12 147	12 250	11 877	11 157
24	Escroqueries, abus de confiance	1 229	1 185	1 378	1 408	1 498
25	Infractions sur les stupéfiants	4 288	4 477	5 937	6 515	6 438
26	Coups et blessures volontaires	3 737	3 965	4 203	4 081	4 108
27	Atteintes aux mœurs	1 666	1 638	1 783	1 818	1 803
28	Entrée et séjour irrégulier des étrangers	1 747	1 883	2 378	1 773	1 479
29	Circulation routière	1 039	1 429	1 785	2 019	2 222
30	Autres délits	3 699	3 968	4 025	4 217	4 092
	Durée de la détention provisoire					
31	moins de 1 mois	13 052	14 545	13 809	13 771	13 330
32	de 1 mois à moins de 2 mois	3 152	3 326	4 641	3 960	3 797
33	de 2 mois à moins de 4 mois	4 016	4 042	4 659	4 708	4 452
34	de 4 à moins de 8 mois	4 375	4 405	4 829	5 008	4 892
35	8 mois à moins de 1 an	2 320	2 378	2 891	2 997	3 066
36	1 an à moins de 2 ans	1 807	1 738	2 606	2 810	2 793
37	2 ans à moins de 3 ans	207	209	237	377	350
38	3 ans et plus	70	49	67	77	117
39	Durée moyenne de la détention provisoire délictuelle (en mois)	3,7	3,4	3,8	4,1	4,2
40	<i>Durée moyenne de la détention - comparution immédiate (en mois)</i>	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4
41	<i>Durée moyenne de la détention - instruction (en mois)</i>	5,6	5,6	6,2	6,3	6,6
	Âge des condamnés					
42	Mineurs	1 564	1 473	1 707	2 003	1 921
43	Majeurs	27 435	29 219	32 032	31 705	30 876

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources : deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des cours d'assises : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur le nombre d'acquittements prononcés selon l'âge du condamné (majeurs, mineurs), le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations, leur mode de jugement et les délais moyens de réponse pénale.

Code | Définitions et méthode

La cour d'assises est la juridiction compétente pour juger **les crimes**.

À la différence des autres juridictions qui ne sont composées que de magistrats professionnels, la cour d'assises comprend deux éléments : l'un professionnel, la cour au sens strict du mot, composée de trois magistrats (un président et deux assesseurs), assistés d'un membre du Ministère public membre du Parquet général de la cour d'appel ou du Parquet d'un tribunal de grande instance, l'autre composé de simples citoyens, tirés au sort sur les listes électorales, qui forment le jury.

À compter du 1^{er} janvier 2001 (loi du 15 juin 2000), ce jury est composé de neuf jurés lorsque la cour d'assises statue en première instance, de douze lorsqu'elle statue en appel.

Ce sont ces trois magistrats professionnels (la Cour) et ces 9 jurés populaires (le jury) qui délibèrent ensemble sur la culpabilité de l'accusé et sur la peine éventuelle.

De ce mode de fonctionnement découlent plusieurs conséquences :

- La cour d'assises n'est pas permanente.
- Jusqu'en 2000, les arrêts de la cour d'assises n'étaient pas susceptibles d'appel ; la cour d'assises statuait en premier et en dernier ressort, et ses arrêts n'étaient susceptibles que d'un pourvoi devant la Cour de cassation. À compter du 1^{er} janvier 2001, l'appel est autorisé.
- Enfin la cour d'assises a la plénitude de juridiction, c'est-à-dire que sa compétence s'étend aux infractions connexes au crime principal dont elle est saisie (délits ou contraventions). La cour d'assises est une juridiction départementale. La session se tient au siège de la cour d'appel, s'il y en a une dans le département, sinon au chef-lieu du département.

1 | **Non compris les trois cours d'assises des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.**

2, 15 | **L'arrêt d'acquiescement** est rendu si toutes les réponses sur l'existence de la culpabilité ont été négatives.

5, 18 | **L'arrêt de condamnation** constate la culpabilité de l'accusé et lui fait application de la peine fixée par la délibération de la Cour et du jury.

4, 7 | **La cour d'assises des mineurs** juge des crimes commis par des mineurs de 16 ans à 18 ans. Quand un majeur est impliqué dans la même affaire que le mineur, la chambre des mises en accusation peut disjoindre l'affaire, ou décider de renvoyer tous les accusés devant la cour d'assises des mineurs.

17, 20 | Dans le cadre de la cour d'assises des mineurs, les deux assesseurs doivent être choisis, sauf impossibilité, parmi les juges des enfants du ressort de la cour d'appel.

8, 21 | Le jugement est prononcé sur le mode **contradictoire** si le prévenu est présent à l'audience.

9 | La loi du 9 mars 2004, applicable à compter du 1^{er} octobre 2004, a remplacé les règles de la contumace par un défaut criminel.

En l'absence de l'accusé à l'audience de la cour d'assises, les anciens articles 627-21 à 641 CPP prévoyaient une procédure de contumace : à l'issue de divers délais et l'accomplissement de formalités de publicité, l'accusé était jugé par la cour d'assises seule, sans l'intervention des jurés et sans pouvoir être représenté par un avocat. L'arrestation entraînait « purge de la contumace » et l'accusé était de nouveau jugé dans la forme ordinaire.

Les articles 379-2 à 379-6 CPP prévoient désormais que l'accusé absent est jugé par défaut. L'affaire est examinée par la cour d'assises seule, sans l'assistance des jurés et un avocat peut assurer la défense de l'accusé. En cas de condamnation, la cour décerne un mandat d'arrêt. L'arrestation conduit à un nouvel examen de l'affaire et l'accusé est détenu jusqu'à sa comparution. L'appel n'est pas ouvert à la personne condamnée par défaut.

10 | Arrêts frappés d'appel sur arrêts prononcés en premier ressort

15 | **La durée de la procédure** (exprimée en mois) peut être mesurée à partir du Casier judiciaire national par différence entre la date de l'infraction et la date de la décision. En cas de pluralité de dates, c'est la date de l'infraction la plus récente qui est prise en compte.

Ce délai inclut donc : la durée entre l'infraction et le début de l'instruction (ligne 11), la durée de l'instruction (ligne 13), et le délai d'audiencement (ligne 14).

Le délai antérieur à l'ouverture de l'instruction comprend l'enquête préliminaire et un temps parfois important de dénonciation des faits (cas des viols).

23 | La durée de procédure en appel est calculée par différence entre la date de l'arrêt de cour d'assises de 1^{er} ressort et la date de l'arrêt de la cour d'assises d'appel.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre de cours d'assises	99	99	99	99	99
Cour d'assises de premier ressort						
◆	Décisions prononcées					
2	Acquittements	137	140	159	241	252
3	Cour d'assises pour majeurs	127	125	139	219	226
4	Cour d'assises pour mineurs	10	15	20	22	26
5	Condamnations	2 733	2 591	2 714	2 778	2 771
6	Cour d'assises pour majeurs	2 434	2 290	2 397	2 462	2 479
7	Cour d'assises pour mineurs	299	301	317	316	292
◆	Mode de jugement des condamnations					
8	Contradictoire	2 661	2 531	2 658	2 736	2 677
9	Contumace et défaut criminel	72	60	56	42	94
10	Taux d'appel (en %)	24,1	23,6	21,6	21,3	24,8
◆	Durée de la procédure					
11	Délai moyen entre infraction et jugement (en mois)	55,3	56,4	57,5	60,0	56,2
12	Délai entre infraction et début de l'instruction (en mois)	24,4	23,9	24,6	26,0	20,0
13	Délai justice	30,9	32,5	32,9	34,0	36,2
14	Durée de l'instruction	22,1	22,7	22,7	23,2	24,8
15	Durée de l'audience	8,8	9,8	10,2	10,8	11,4
Cour d'assises d'appel						
◆	Décisions prononcées					
16	Acquittements	9	20	22	35	43
17	Cour d'assises pour majeurs	9	18	22	35	40
18	Cour d'assises pour mineurs	0	2	0	0	3
19	Condamnations	218	376	319	375	419
20	Cour d'assises pour majeurs	209	364	292	341	396
21	Cour d'assises pour mineurs	9	12	27	34	23
◆	Mode de jugement des condamnations					
22	Contradictoire	218	376	319	375	419
◆	Durée de la procédure					
23	Durée de la procédure en appel	8,6	12,6	13,4	16,3	16,8

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources : deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des tribunaux correctionnels : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur le nombre de mesures de sûreté prononcées par le tribunal selon le type de procédure et sur le nombre de prévenus ayant fait l'objet de relaxes, le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations, leur mode de jugement, leur mode de signification et les délais moyens de réponse pénale.

Code Définitions et méthode

Le tribunal correctionnel (en réalité une chambre du tribunal de grande instance) juge **les délits**. Il est composé en principe de trois magistrats professionnels du tribunal de grande instance, dont un préside le tribunal. Cependant, lorsque l'intention délictueuse est peu caractérisée, certains délits peuvent être jugés par le tribunal correctionnel statuant à juge unique.

Le Ministère public est représenté par le procureur de la République ou par un de ses substituts.

Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel. Celui-ci s'exerce devant la cour d'appel.

1 Non compris les cinq tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

2 à 7 **Mesures de sûreté** : Le procureur de la République peut estimer nécessaire de soumettre le prévenu à une mesure de *contrôle judiciaire* ou le placer en *détention provisoire* au moyen d'un *mandat de dépôt* jusqu'à sa comparution devant le tribunal. Pour ce faire il le traduit immédiatement devant le président du tribunal ou le juge délégué par lui, en cas de réquisitions aux fins de contrôle judiciaire, et devant le juge des libertés et de la détention, en cas de réquisitions ou de détention provisoire (art. 394 et 396 du Code de procédure pénale).

2 **Contrôle judiciaire** : le contrôle judiciaire, institué en 1970 comme alternative à la détention, peut être ordonné contre toute personne mise en examen pour un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. La personne est alors soumise à certaines obligations comme, par exemple, ne pas fréquenter certains lieux ou certaines personnes, se présenter périodiquement auprès d'un service ...

5 **Mandat de dépôt** : cf. chapitre "Activité des juges d'instruction - Détention provisoire".

9 Lorsqu'un prévenu a été jugé par défaut sans avoir eu connaissance de la citation, ou en ayant eu connaissance mais invoquant une excuse valable pour ne pas s'être présenté à l'audience, il peut attaquer le jugement par la voie de l'**opposition**. C'est alors la juridiction qui a rendu le premier jugement qui se prononce à nouveau.

10 **Relaxe** : Si le tribunal estime que le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi pénale, ou que le fait n'est pas établi, ou qu'il n'est pas imputable au prévenu, ce dernier est alors **relaxé**.

11 à 13 **Mode de jugement** : cf. glossaire

14, 20, 26 **L'ordonnance pénale**. Sauf rares exceptions, le Ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une **ordonnance pénale** non motivée, portant relaxe ou condamnation à une amende. Seules ces dernières sont comptabilisées ici. L'ordonnance pénale est notifiée au condamné, qui a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou former opposition. En cas d'opposition, l'affaire est portée devant le tribunal de police dans les formes de la procédure ordinaire. À défaut de paiement ou d'opposition dans le délai ci-dessus, l'ordonnance pénale est mise à exécution.

15, 21 Cf. glossaire
27

16 à 21 **Durée de la procédure** : pour la grande majorité des délits et des contraventions de 5^e classe, le délai qui s'écoule entre la date de l'infraction et celle du jugement est une bonne estimation de la durée de procédure. Dans ces matières, la commission des actes délictueux et le début de la procédure judiciaire sont à peu près concomitants.

22 à 27 **Mode de signification** : Quand le prévenu ne s'est pas présenté à l'audience, le jugement doit lui être signifié, c'est-à-dire qu'un huissier de justice porte à la connaissance du condamné le jugement prononcé à son encontre par le tribunal (l'exploit). Les différentes modalités de la signification sont décrites dans les articles 554 et suivants du Code de procédure pénale.

23 La **signification** est faite "**à personne**" s'il est établi que l'intéressé a eu connaissance de l'exploit (directement ou par lettre recommandée ou par un officier de police judiciaire mandaté par le procureur).

24 La **signification** est faite "**à domicile**" ou "**à mairie**" lorsque l'huissier n'a pas trouvé l'intéressé à son domicile.

25 Si la personne visée par l'exploit est sans domicile ou résidence connus, l'huissier remet une copie au parquet du tribunal saisi.

26 L'ordonnance pénale doit être notifiée au condamné.

28, 29 L'article 121-1 du Code pénal prévoit depuis 1994 la responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions commises pour leur compte par leurs organes ou représentants.

Sources :

- Ministère de la Justice : Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre de tribunaux correctionnels	181	181	181	181	181
◆	Mesures de sûreté prononcées					
2	Contrôles judiciaires prononcés	4 113	5 133	4 553	6 053	6 729
3	Comparution immédiate	3 402	3 734	3 883	4 986	5 758
4	Autres procédures	711	1 399	670	1 067	971
5	Mandats de dépôt prononcés	15 725	18 908	19 989	19 974	20 242
6	Comparution immédiate	14 917	18 008	18 571	18 234	19 308
7	Autres procédures	808	900	1 418	1 740	934
◆	Décisions prononcées					
8	Condammations	355 646	325 616	379 901	419 328	475 377
9	<i>dont condamnations sur opposition</i>	7 864	6 609	6 451	7 636	7 865
10	Relaxes	18 241	18 127	19 115	20 634	21 368
◆	Mode de jugement des condamnations					
11	Contradictoire	275 237	257 513	286 814	291 505	288 547
12	Contradictoire à signifier	56 632	48 857	65 877	68 153	61 102
13	Défaut, itératif défaut	23 777	19 238	21 207	23 399	21 920
14	Ordonnance pénale	-	8	6 003	36 061	73 541
15	Composition pénale				210	30 267
◆	Durée de la procédure					
16	Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugement)	9,8	9,7	9,5	10,0	9,8
17	Contradictoire	9,5	9,3	9,3	10,2	10,7
18	Contradictoire à signifier	6,7	6,8	6,8	7,6	8,2
19	Défaut, itératif défaut	21,8	23,5	23,0	23,2	23,9
20	Ordonnance pénale	-	2,4	4,6	4,6	5,7
21	Composition pénale				5,3	4,9
◆	Mode de signification des condamnations					
22	Nombre total de significations	80 409	68 103	93 087	127 613	186 830
23	À personne, officier de police judiciaire	19 342	16 645	20 767	22 440	20 054
24	À domicile, mairie	29 841	24 545	30 625	32 102	29 456
25	À parquet, étranger, affichage	31 226	26 905	35 692	37 007	33 507
26	Ordonnance pénale	-	8	6 003	36 064	73 546
27	Composition pénale				210	30 267
◆	Personnes morales					
◆	Décisions prononcées					
28	Condammations	436	669	687	794	1 046
29	Relaxes	203	239	214	308	403

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues de deux sources : les tableaux de bord des tribunaux pour enfants et l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire.

Code | Définitions et méthode

Magistrat professionnel spécialisé du tribunal de grande instance, **le juge des enfants** est à la fois juge d'instruction et juge de jugement, mais il n'est pas compétent en matière criminelle. Il instruit les affaires de mineurs, et décide éventuellement de juger seul, en audience de Cabinet, les mineurs poursuivis pour des infractions qui ne dépassent pas une certaine importance. Il peut également décider de renvoyer le mineur devant le tribunal pour enfants.

Le tribunal pour enfants est une juridiction composée d'un juge des enfants, président, et de deux assesseurs non professionnels. Le tribunal pour enfants est compétent pour juger les délits et les contraventions de 5^e classe. Il est le seul à pouvoir décider d'un placement ou prononcer une condamnation pénale. Sa compétence s'étend aux crimes commis par des mineurs de moins de 16 ans.

Le Ministère public est représenté par un magistrat du parquet, parfois spécialisé dans les affaires de mineurs.

1 | Non compris les cinq tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

2 à 6 | Les mesures présentencielles, prononcées par les juges des enfants avant toute décision au fond, sont en priorité des mesures éducatives (liberté surveillée préjudicielle, placement ou réparation) ou des mesures permettant d'évaluer la situation du mineur (enquêtes sociales, expertises, investigation et orientation éducative [IOE]). Quand la nature des faits ou la situation du mineur l'exigent le juge peut le placer en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire.

7, 8 | Le juge des enfants peut juger soit en audience de cabinet soit en audience du tribunal pour enfants. Le mineur de moins de 16 ans accusé de crime est jugé obligatoirement par le tribunal pour enfants. À partir de 2003, amélioration du recueil de données.

9 à 12 | Le nombre de condamnations prononcées et inscrites au Casier judiciaire est inférieur au nombre de jugements rendus. Certaines condamnations concernent des mineurs au moment des faits, devenus majeurs à la date de la condamnation. Dans ce cas, la condamnation n'est pas toujours transmise au Casier judiciaire.

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie d'août 2002, cf. page 145 .

11 | **Condamnations sur opposition :** Lorsqu'un prévenu a été jugé par défaut sans avoir eu connaissance de la citation, ou en ayant eu connaissance mais invoquant une excuse valable pour ne pas s'être présenté à l'audience, il peut attaquer le jugement par la voie de l'**opposition**. C'est alors la juridiction qui a rendu le premier jugement qui se prononce à nouveau..

13 à 15 | **Mode de jugement :** cf. glossaire.

16 à 19 | **Durée de la procédure :** pour la grande majorité des délits et des contraventions de 5^e classe, le délai qui s'écoule entre la date de l'infraction et celle du jugement est une bonne estimation de la durée de procédure. Dans ces matières, la commission des actes délictueux et le début de la procédure judiciaire sont à peu près concomitants..

20 à 23 | **Mode de signification :** Quand le prévenu ne s'est pas présenté à l'audience, le jugement doit lui être signifié, c'est-à-dire qu'un huissier de justice porte à la connaissance du condamné le jugement prononcé à son encontre par le tribunal (l'exploit). Les différentes modalités de la signification sont décrites dans les articles 554 et suivants du Code de procédure pénale.

La **signification** est faite "**à personne**" s'il est établi que l'intéressé a eu connaissance de l'exploit (directement ou par lettre recommandée ou par un officier de police judiciaire mandaté par le procureur).

La **signification** est faite "**à domicile**" ou "**à mairie**" lorsque l'huissier n'a pas trouvé l'intéressé à son domicile.

Si la personne visée par l'exploit est sans domicile ou résidence connus, l'huissier remet une copie au parquet du tribunal saisi.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national, Tableaux de bord mineurs

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre de tribunaux pour enfants	134	134	149	149	150
◆	Mesures présentencielle prononcées					
2	Toutes mesures présentencielle	21 396	24 812	24 761	27 139	29 915
3	Détention provisoire	1 177	1 424	1 006	938	1 111
4	Contrôle judiciaire	3 289	4 073	3 285	3 225	3 537
5	Liberté surveillée, placement, réparation	11 264	12 975	13 691	15 358	17 581
6	Enquêtes sociales, IOE, expertises	5 666	6 340	6 779	7 618	7 686
◆	Jugements prononcés					
7	Jugements en chambre du conseil (audience de cabinet)	34 821	32 792	39 835	41 075	39 332
8	Jugements en audience de tribunal pour enfants	31 636	31 158	32 554	34 093	33 829
◆	Condamnations prononcées					
9	Nombre total de condamnations inscrites au Casier judiciaire	37 261	29 670	32 529	43 854	53 004
10	Prononcées par les tribunaux pour enfants	18 116	15 481	17 056	22 794	26 941
11	<i>dont condamnations sur opposition</i>	248	204	289	286	291
12	Prononcées par les juges des enfants	19 145	14 189	15 473	21 060	26 063
◆	Mode de jugement des condamnations					
13	Contradictoire	33 397	27 237	29 171	38 842	47 202
14	Contradictoire à signifier	1 588	1 091	1 485	2 409	2 992
15	Défaut, itératif défaut	2 276	1 342	1 873	2 603	2 810
◆	Durée de la procédure (en mois)					
16	Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugements)	12,3	12,7	12,3	13,8	14,8
17	Contradictoire	12,2	12,5	12,2	13,7	14,7
18	Contradictoire à signifier	13,0	13,4	10,8	12,4	13,9
19	Défaut, itératif défaut	14,0	15,5	15,0	16,8	18,6
◆	Mode de signification des condamnations					
20	Tous modes de significations	3 864	2 433	3 358	5 012	5 802
21	À personne	760	515	558	910	1 143
22	À domicile, mairie	1 587	1 070	1 226	1 927	2 413
23	À parquet, étranger, affichage	1 517	848	1 574	2 175	2 246

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources :

Deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des tribunaux de police : les cadres du Parquet, qui renseignent sur le nombre de contraventions que les tribunaux de police ont à traiter chaque année selon leur niveau d'importance (quatre premières classes et 5e classe) et le nombre de relaxes prononcées par les juges ; le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations pour contraventions de 5^e classe, leur mode de jugement, leur mode de signification, et les délais moyens de réponse pénale.

Code | Définitions et méthode

Le tribunal de police réprime les contraventions. Il statue à juge unique, qui est toujours un magistrat professionnel et en principe un juge du tribunal d'instance. Il existe au moins un tribunal de police par arrondissement.

Le rôle du Ministère public est en principe tenu par le commissaire de police du lieu où siège le tribunal d'instance, sauf pour les affaires où le procureur de la République du tribunal de grande instance (ou l'un de ses substituts) juge utile de siéger, ou encore pour les contraventions de 5^e classe où il doit siéger obligatoirement.

La procédure ordinaire devant le tribunal de police est presque identique à celle suivie devant le tribunal correctionnel, à quelques particularités près qui tiennent à la moindre gravité des infractions jugées.

Le volume très important des contraventions de 1^{re} à 4^e classe (à cause notamment des infractions de stationnement de véhicule) a conduit à mettre en place des procédures dites simplifiées, comme l'amende forfaitaire majorée, et l'ordonnance pénale (cf. définition 6 ci-dessous).

- 1 Non compris les six tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.
- 2 Cette rubrique comporte les dossiers traités au cours de l'année. Une même affaire pouvant être présentée plusieurs fois devant la Justice, notamment en cas d'opposition sur ordonnance pénale ou après jugement par défaut, elle peut être comptabilisée plusieurs fois. Depuis 2003, et surtout 2004, la juridiction de proximité est compétente pour juger des contraventions de police.
- 3, 7, 8 Les rubriques 3 et (7+8) ne peuvent être comparées directement. Dans la rubrique 3, qui comptabilise des dossiers, une même affaire peut être comptée plusieurs fois (cf. définition 2 ci-dessus). Par contre les rubriques 7 et 8 comptabilisent des décisions rendues en 1^{re} instance, qui, concernant une seule personne, peuvent avoir trait à plusieurs dossiers (cas de jonction).
- 4, 9, 10 Les rubriques 4 et (9+10) sont difficilement comparables. Dans la rubrique 4, qui comptabilise des dossiers, une même affaire peut être comptée plusieurs fois (cf. définition 2 ci-dessus). Par contre les rubriques 9 et 10 comptabilisent des décisions rendues en 1^{re} instance qui, concernant une seule personne, peuvent avoir trait à plusieurs dossiers (cas de jonction). De plus, les données de la rubrique 10 sont extraites du Casier judiciaire qui a été exploité selon la méthode suivante (analogue à celle utilisée dans le reste de l'annuaire) : seules sont comptabilisées dans cette rubrique 10 les condamnations pour lesquelles l'infraction principale est une contravention de 5^e classe. Cette méthode de comptabilisation sous-estime évidemment le nombre total de condamnations pour contraventions de 5^e classe, en n'incluant pas notamment, celles dont l'infraction principale est un délit.
Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie d'août 2002 .
- 6 Sauf rares exceptions, le Ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une **ordonnance pénale** non motivée, portant relaxe ou condamnation à une amende. Seules ces dernières sont comptabilisées ici. L'ordonnance pénale est notifiée au condamné, qui a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou former opposition. En cas d'opposition, l'affaire est portée devant le tribunal de police dans les formes de la procédure ordinaire. À défaut de paiement ou d'opposition dans le délai ci-dessus, l'ordonnance pénale est mise à exécution.
- 7 et 9 **Relaxe** :: Si le tribunal estime que le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi pénale, ou que le fait n'est pas établi, ou qu'il n'est pas imputable au prévenu, ce dernier est alors **relaxé**.
- 11 **Condamnations sur opposition** : Lorsqu'un prévenu a été jugé par défaut sans avoir eu connaissance de la citation, ou en ayant eu connaissance mais invoquant une excuse valable pour ne pas s'être présenté à l'audience, il peut attaquer le jugement par la voie de l'**opposition**. C'est alors la juridiction qui a rendu le premier jugement qui se prononce à nouveau.
- 12 à 15 **Mode de jugement** : cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre de tribunaux de police	454	454	454	454	454

Affaires traitées

2	Nombre total d'affaires traitées	685 217	722 209	630 306	201 111	106 030
3	Contraventions de 1 ^{ère} à 4 ^{ème} classe	516 193	564 082	473 647	74 707	26 907
4	Contraventions de 5 ^e classe	169 024	158 127	156 659	126 404	79 123
◆	Mode de jugement					
5	Jugements	240 500	230 956	193 421	61 418	43 533
6	Ordonnances pénales	444 717	491 253	436 885	139 693	62 497

Contraventions de 1^{re} à 4^e classe prononcées

7	Relaxes	10 385	26 039	9 602	2 065	1 108
8	Condammations	509 146	531 846	461 388	72 554	25 157

Contraventions de 5^e classe prononcées

9	Relaxes	4 459	16 321	4 540	2 984	3 163
10	Condammations	113 666	87 964	112 627	102 518	63 292
11	<i>Dont condamnations sur opposition</i>	5 296	3 727	3 686	4 907	3 903
◆	Mode de jugement des condamnations					
12	Contradictoire	45 038	35 185	37 656	29 388	21 157
13	Contradictoire à signifier	11 872	7 929	10 872	9 370	6 562
14	Défaut, itératif défaut	9 491	5 574	7 408	7 818	5 389
15	Ordonnance pénale	47 265	39 276	56 691	55 942	30 184
◆	Durée de la procédure (en mois)					
16	Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugements)	9,2	8,9	8,4	10,3	11,2
17	Contradictoire	9,5	9,1	8,4	10,5	11,1
18	Contradictoire à signifier	8,8	7,8	7,3	10,1	11,3
19	Défaut, itératif défaut	13,4	13,7	11,5	13,5	15,2
20	Ordonnance pénale	8,3	8,4	8,2	9,8	10,4
◆	Mode de signification des condamnations					
21	Tous modes de significations	68 628	52 779	74 971	73 130	42 135
22	À personne	5 211	3 289	4 443	4 177	2 831
23	À domicile, mairie	8 725	5 296	7 577	6 985	4 711
24	À parquet, étranger, affichage	7 332	4 912	6 165	5 996	4 389
25	Ordonnance pénale notifiée	47 360	39 282	56 786	55 972	30 204

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues des cadres du parquet pour les juridictions de proximité et de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire pour les tribunaux aux armées.

Code | Définitions et méthode

La **juridiction de proximité** a été instituée dans le ressort de chaque cour d'appel par la loi du 9 septembre 2002. Elle est compétente pour juger des contraventions de police dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État. Elle statue alors selon la procédure applicable devant le tribunal de police, conformément aux dispositions des articles 521 à 549.

- 1 Cette rubrique comporte les dossiers traités au cours de l'année. Une même affaire pouvant être présentée plusieurs fois devant la Justice, notamment en cas d'opposition sur ordonnance pénale ou après jugement par défaut, elle peut être comptabilisée plusieurs fois. Depuis 2003, et surtout 2004, la juridiction de proximité est compétente pour juger des contraventions de police.

Il existe actuellement deux **tribunaux aux armées** : celui de Landau (Allemagne), pour les forces françaises stationnées en Allemagne, et celui de Paris, qui instruit et juge les infractions commises dans un territoire étranger sur lequel stationnent ou opèrent des forces françaises, lorsque des accords internationaux attribuent expressément aux juridictions françaises la connaissance des infractions commises sur ce territoire.

Ils sont composés d'un président et de deux assesseurs, tous magistrats du siège appartenant au corps judiciaire. Toutefois, pour le jugement des crimes, le nombre d'assesseurs est porté à six.

Les crimes et délits en matière militaire sont jugés en temps de paix par les juridictions de droit commun. Un tribunal de grande instance est compétent dans le ressort de chaque cour d'appel. Dans le même ressort, une cour d'assises est compétente pour les crimes.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national
Cadres du parquet

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Affaires traitées						
1	Nombre total d'affaires traitées			42 565	366 841	319 547
2	Contraventions de 1 ^{re} à 4 ^e classe			39 891	343 456	307 769
3	Contraventions de 5 ^e classe			2 674	23 385	11 778
◆	Mode de jugement					
4	Jugements			17 639	123 226	113 000
5	Ordonnances pénales			24 926	243 615	206 547
Contraventions de 1^{re} à 4^e classe						
6	Relaxes			1 034	10 222	11 403
7	Condamnations			37 042	332 397	294 399
Contraventions de 5^e classe						
8	Relaxes			127	1 419	706
9	Condamnations			2 472	21 861	10 899

Tribunaux aux armées

Code		2001	2002	2003	2004	2005
10	Nombre de tribunaux aux armées	2	2	2	2	2
◆	Condamnations prononcées					
11	Nombre total de condamnations	135	121	67	97	114
12	<i>Dont condamnations sur opposition</i>	11	6	0	1	4
◆	Mode de jugement					
13	Contradictoire	105	94	51	70	76
14	Contradictoire à signifier	23	14	10	22	27
15	Défaut, itératif défaut	7	13	6	5	11
◆	Durée de la procédure (en mois)					
16	Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugements)	27,3	26,4	19,7	22,6	24,3
17	Contradictoire	27,2	25,7	21,6	23,7	26,7
18	Contradictoire à signifier	26,3	25,0	10,8	19,4	18,4
19	Défaut, itératif défaut	32,2	33,1	17,9	20,1	22,6
◆	Mode de signification					
20	Nombre total de significations	30	27	16	27	38
21	À personne	23	12	8	21	28
22	À parquet, étranger, affichage	7	15	8	6	10

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources :

Deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des cours d'appel : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur l'activité de la chambre de l'instruction et le nombre d'arrêts rendus et de relaxes prononcées chaque année par la chambre des appels correctionnels ; le Casier judiciaire d'autre part, qui donne le nombre de condamnations prononcées selon leur mode de jugement, leur mode de signification, et les délais moyens de réponse pénale.

Code | Définitions et méthode

Les jugements rendus en matière correctionnelle ou en matière de police (lorsqu'une peine d'emprisonnement a été prononcée, ou lorsque la peine encourue excède cinq jours d'emprisonnement), peuvent être attaqués devant la **cour d'appel**. Le Ministère public et toutes les parties ont dix jours francs à partir du prononcé du jugement en première instance pour interjeter appel. Toutefois le délai d'appel ne court qu'à partir de la signification du jugement, quel qu'en soit le mode.

La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc de nouveau le débat au fond.

L'appel est jugé par la chambre des appels correctionnels, formation de la cour d'appel, composée d'un président de Chambre et de deux conseillers. Les fonctions du Ministère public y sont exercées par un membre du Parquet général.

L'arrêt rendu peut être un arrêt d'irrecevabilité, si l'appel est tardif ou irrégulièrement formé ; dans le cas contraire l'arrêt pourra être confirmatif (il maintient le jugement de première instance), ou infirmatif (il modifie tout ou partie du jugement de première instance).

Les arrêts rendus par les cours d'appel en matière répressive peuvent être frappés d'un pourvoi en cassation.

La **chambre de l'instruction** est la juridiction d'instruction du second degré. Il en existe au moins une près de chaque cour d'appel. Elle statue sur tous les appels des décisions prises dans le cadre des procédures de l'instruction.

- 1 | Non compris les deux cours d'appel et les deux tribunaux supérieur d'appel des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.
- 3 | En application des nouvelles dispositions de l'art. 181 du CPP, depuis le 1^{er} janvier 2001 il appartient aux juges d'instruction de renvoyer devant la cour d'assises les personnes accusées de crime.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre de cours d'appel	33	33	33	33	33

Chambre de l'instruction

◆ Arrêts prononcés						
2	Nombre total d'arrêts	36 926	41 866	41 118	41 236	39 513
3	Arrêts statuant sur la mise en accusation	693	878	521	460	498
4	Arrêts statuant sur la détention provisoire ou le contrôle judiciaire	22 751	25 486	25 421	23 858	20 225
5	Arrêts statuant sur des décisions juridictionnelles rendues par des juges d'instruction frappées d'appel ou sur évocation	4 791	5 629	4 872	4 684	7 691
6	Autres arrêts	8 691	9 873	10 304	12 234	11 099

Chambre des appels correctionnels

◆ Décisions prononcées						
7	Relaxes	3 218	3 114	3 052	3 209	3 499
8	Condamnations	26 718	24 387	25 450	27 564	28 028
9	<i>Dont arrêts sur opposition</i>	1 122	1 160	1 185	1 573	1 669
10	Cour d'appel pour majeurs	26 260	23 917	24 964	26 997	27 582
11	Cour d'appel pour mineurs	458	470	486	567	446
◆ Mode de jugement						
12	Contradictoire	20 819	18 877	19 589	20 866	21 157
13	Contradictoire à signifier	3 173	2 820	2 966	3 304	4 224
14	Défaut, itératif défaut	2 726	2 690	2 895	3 394	2 647
◆ Durée de la procédure (en mois)						
15	Délai moyen entre infraction et arrêt (tous modes de jugements)	29,1	30,8	30,9	30,6	31,5
16	Contradictoire	29,6	31,2	31,7	31,7	32,7
17	Contradictoire à signifier	25,5	27,5	26,4	25,7	25,8
18	Défaut, itératif défaut	29,3	31,1	30,2	28,6	30,8
◆ Mode de signification						
19	Nombre total de significations	5 899	5 510	5 861	6 698	6 871
20	À personne	1 917	1 749	1 867	2 041	2 318
21	À domicile, mairie	1 956	1 783	1 928	2 204	2 340
22	À parquet, étranger, affichage	2 026	1 978	2 066	2 453	2 213

Code Définitions et méthode

La Cour de cassation contrôle la légalité de la décision, en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Elle ne procède pas à un nouvel examen des faits, mais fixe le sens dans lequel doit être appliquée la règle de droit.

Les arrêts de la chambre d'accusation, comme les arrêts et jugements rendus en dernier ressort en matière criminelle, correctionnelle ou de police, peuvent être annulés en cas de violation de la loi, sur pourvoi en cassation formé par le Ministère public ou par la partie à laquelle il est fait grief (art. 567 du Code de procédure pénale). Le recours est porté devant la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Le pourvoi en cassation est irrecevable si les voies de recours ordinaires n'ont pas été utilisées autant qu'il était possible pour les décisions susceptibles d'appel ou d'opposition.

Le Ministère public et toutes les parties ont cinq jours francs après celui où la décision attaquée a été prononcée, pour se pourvoir en cassation. Toutefois le délai de pourvoi ne court qu'à compter de la signification de l'arrêt, quel qu'en soit le mode.

La procédure est très simple. La chambre criminelle statue sur le rapport d'un conseiller, après avoir entendu le Ministère public et les avocats des parties, puis elle prononce son arrêt.

4 Lorsque le pourvoi lui paraît fondé en droit, la Cour de cassation rend un **arrêt de cassation**, par lequel elle annule la décision prononcée en violation de la loi. Le procès et les parties sont renvoyés devant une juridiction de même ordre et même degré que celle qui a rendu la décision annulée.

5 Lorsque le pourvoi est recevable, mais que la Cour de cassation le juge mal fondé, elle rend un **arrêt de rejet**.

6 La Cour de cassation, avant de statuer au fond, recherche si le pourvoi a été régulièrement formé. Si elle estime que les conditions légales ne sont pas remplies, elle rend suivant les cas, un **arrêt d'irrecevabilité** ou un **arrêt de déchéance**.

7 La chambre criminelle de la Cour de cassation peut dessaisir toute juridiction d'instruction ou de jugement et renvoyer la connaissance de l'affaire à une autre juridiction du même ordre, dans l'intérêt d'une bonne administration de la Justice. Depuis le 1^{er} janvier 2001, en cas d'appel d'une décision de cour d'assises, la chambre criminelle de la Cour de cassation est chargée de désigner la nouvelle cour d'assises qui procédera au réexamen de l'affaire (art. 380-1 du CPP).

8 **Les ordonnances ou arrêts de désistement** sont rendus lorsqu'une des parties ayant formé le pourvoi en cassation se désiste.

9 **Non admission** : cf. glossaire

10 La Cour de cassation rend un arrêt de **non lieu à statuer** si le pourvoi est devenu sans objet.

12 à 19 Commission de révision des condamnations pénales

Instituée par la loi du 23 juin 1989 cette commission composée de 5 magistrats de la cour de cassation reçoit et instruit toutes les demandes en révision. La loi prévoit qu'il suffit d'un fait nouveau ou d'un élément inconnu de la juridiction au jour du procès "de nature à faire naître un doute sur la culpabilité du condamné".

17 La commission après avoir procédé à toutes les investigations, saisit la chambre criminelle de la Cour de cassation, statuant comme cour de révision, des demandes qui lui paraissent pouvoir être admises.

18 La cour de révision rejette la demande si elle l'estime mal fondée. Si au contraire elle estime la demande fondée, elle annule la condamnation et renvoie les accusés ou prévenus devant une autre juridiction de même ordre et de même degré que celle dont émane la décision annulée. S'il y a impossibilité de procéder à de nouveaux débats, elle statue elle-même au fond.

27 à 32 Commission nationale d'indemnisation en matière de détention provisoire

La loi n° 70-643 du 17 juillet 1970 prévoit l'indemnisation des personnes ayant fait l'objet d'une détention provisoire dans une procédure terminée par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement. Cette indemnité est allouée par décision d'une commission qui statue souverainement.

La loi du 15 juin 2000 prévoit la notification systématique du droit à demander réparation aux personnes bénéficiant d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquiescement, et élargit les conditions d'indemnisation (art. 149 CPP). Elle transfère ces contentieux aux premiers présidents des cours d'appel (lignes 19 à 25), la commission nationale près la Cour de cassation devenant une instance d'appel (lignes 27 à 32).

23, 29 Le taux d'indemnisation s'obtient en rapportant le nombre d'affaires indemnisées au nombre d'affaires jugées.

Sources :

- Ministère de la Justice
Rapport annuel de la Cour de cassation

Code		2001	2002	2003	2004	2005
◆	Affaires nouvelles					
1	Nombre total d'affaires nouvelles	8 060	8 310	8 043	7 823	7 765
◆	Affaires terminées					
2	Nombre total d'affaires terminées	9 581	8 814	7 985	8 129	7 826
3	Durée moyenne globale des affaires terminées (en mois)	5,4	4,8	4,5	4,3	4,0
4	Cassation	480	345	327	419	413
5	Rejet de la demande	5 945	2 701	2 258	2 158	1 954
6	Irrecevabilité	820	254	189	216	161
7	Désignation de juridiction	856	625	638	670	619
8	Désistement	609	514	564	476	383
9	Non admission	-	4 204	3 852	4 045	4 120
10	Autres décisions	871	171	157	145	176
◆	Affaires en cours					
11	Affaires en cours au 31 décembre de l'année	3 343	2 842	2 937	2 729	2 707

Révision des condamnations pénales

12	Nombre de requêtes reçues par la commission de révision	180	142	136	146	167
13	Nombre de décisions rendues	164	185	139	132	154
14	Irrecevabilité	98	132	102	98	110
15	Rejets	58	47	33	30	36
16	Désistement et autres	2	4	4	4	8
17	Saisine de la cour de révision	6	3	0	2	3
18	dont annulation de la décision	1	2	2	0	2
19	Nombre d'affaires en cours	135	92	89	103	116

Indemnisation en matière de détention provisoire

Code		2001	2002	2003	2004	2005
◆	Activité des Premiers présidents de cour d'appel en matière de réparation des détentions provisoires					
20	Nombre de requêtes reçues	597	365	336	500	644
21	Nombre de décisions rendues	149	444	334	447	484
22	- Affaires indemnisées	121	390	299	407	431
23	Taux d'indemnisation	81	88	90	91	89
24	Montants versés (en Mo Euros)	1,60	5,15	2,95	5,48	6,32
25	- Rejets, irrecevabilités et autres	28	54	35	40	53
26	Nombres d'affaires restant à juger	447	313	278	398	556
◆	Commission nationale de réparation des détentions provisoires					
27	Nombre de recours enregistrés	26	99	76	59	82
28	Nombre de décisions rendues	0	82	77	63	84
29	- Rejet	0	42	23	12	26
30	- Réformation totale ou partielle	0	28	42	42	51
31	- Autres	0	12	12	9	7
32	Délai moyen de traitement (en mois)	///	7	7	7	8

Sources :

Trois sources ont été utilisés pour décrire l'action en faveur des victimes :

Les cadres du parquet pour l'activité des CIVI, le fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions pour l'activité qui le concerne et les états statistiques récapitulatifs de l'activité des associations pour l'aide aux victimes.

Dans chaque tribunal de grande instance des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions d'autres n'en assurent qu'une ou deux. Dans le cadre de l'aide aux victimes les associations interviennent à la demande des personnes elles-mêmes et en toutes matières (civil et pénal).

Code | Définitions et méthode

- 1 Lorsque les victimes d'infractions ne peuvent être indemnisées à un autre titre, les articles 706-3 et suivants du CPP instituent en leur faveur un mode de réparation des dommages résultant d'atteintes à la personne. Cette indemnité n'a pas le caractère de dommages-intérêts, mais est un secours apporté par l'État. Le montant de l'indemnité est fixé par la **Commission d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI)**, instituée dans le ressort de chaque tribunal de grande instance. Cette commission a le caractère d'une juridiction civile.
- 2 Le **Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions (FGTI)** a été créé par la loi du 9 septembre 1986 pour permettre l'indemnisation des dommages corporels subis par les victimes d'attentat. Cette indemnisation repose sur une procédure de transaction dont l'initiative incombe au FGTI. En outre, depuis la loi du 6 juillet 1990, le Fonds a été substitué à l'État pour le versement des indemnités allouées par les CIVI.

20 à 38 | Le détail fourni ne concerne que les saisines du domaine pénal (ligne 19).

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions
États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations d'aide aux victimes

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre de demandes déposées auprès des Commissions d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI)	15 471	15 617	16 774	17 928	18 315
2	Nombre de dossiers ouverts auprès du Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions	14 838	14 964	16 397	16 877	17 119
3	Montants accordés par les CIVI (en Mo€)	147,88	159,64	217,80	249,60	200,77
4	Montants des indemnités versées par le Fonds de garantie (en Mo€)	176,10	185,90	188,00	209,54	235,96

Associations d'aide aux victimes

5	Nombre d'associations	167	168	165	162	160
◆	Personnes travaillant dans les associations					
6	Nombre total de personnes	1 120	1 214	1 287	1 355	1 352
7	Salariés	688	752	801	832	889
8	Bénévoles	432	462	486	523	463
◆	Financement des associations					
9	Total du financement obtenu (en Mo €)	11,48	15,35	16,23	17,63	19,41
10	Subventions (en Mo €)	11,41	15,30	16,15	17,58	19,35
11	Ministère de la Justice	3,27	4,65	4,74	5,80	6,40
12	Autres ministères	0,56	0,56	0,72	0,94	1,17
13	Collectivités territoriales	3,10	4,07	4,40	4,81	5,45
14	Politique de la ville	2,90	3,34	4,00	3,69	4,35
15	Autres subventions	1,58	2,68	2,29	2,33	1,98
16	Cotisations et dons (en Mo €)	0,07	0,05	0,08	0,05	0,06
◆	Activité des associations					
17	Nombre total de saisines	204 976	229 463	242 351	253 174	265 844
	Domaine des faits					
18	Civil	75 407	81 527	80 630	83 737	81 513
19	Pénal	129 569	147 936	161 721	169 437	184 331
	Traitement des saisines					
20	Orientation vers un tiers	15 034	13 688	14 059	11 783	12 249
21	Aide immédiate et ponctuelle	47 912	57 968	57 808	62 373	69 913
22	Suivi de la victime	63 053	72 754	87 056	93 989	100 134
23	Autre	3 570	3 526	2 798	1 292	2 035
◆	Suivi des victimes dans le domaine pénal (analyse sur les dossiers ouverts dans l'année)					
	Nature de l'infraction subie					
24	Atteintes aux personnes	34 546	40 227	50 907	55 943	59 115
25	dont : coups et blessures volontaires	16 210	19 281	24 266	24 926	27 124
26	viols et agressions sexuelles	6 896	8 220	9 695	12 008	11 657
27	menaces et injures	3 385	4 197	5 523	5 618	5 897
28	Atteintes aux biens	18 009	20 785	23 015	24 226	26 360
29	dont : vols simples ou aggravés	7 832	9 322	10 521	10 356	10 522
30	abus de confiance, escroquerie	4 067	4 128	4 523	5 583	5 816
31	destructions et dégradations	4 327	5 169	5 148	5 438	7 012
32	Accidents de la circulation	8 238	9 467	10 622	10 962	10 961
33	Autres infractions	2 260	2 275	2 512	2 858	3 698
	Ancienneté des faits					
34	Moins de 1 mois	20 413	23 222	31 859	36 133	38 890
35	De 1 à 3 mois	13 304	13 369	16 972	18 302	18 105
36	De 3 mois à 1 an	15 086	17 349	18 649	19 288	20 051
37	Plus de 1 an	14 250	15 663	18 667	20 266	23 088
38	Non déclarée	0	3 151	909	0	0

Condamnations inscrites au Casier judiciaire national

Source

Les statistiques présentées dans ce chapitre sont relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5^e classe. Elles sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations figurant dans le Casier judiciaire national. Seul le Casier judiciaire permet à ce jour de connaître précisément le contenu infractionnel des condamnations prononcées par les juges, le type de procédure, la nature, la durée ou le montant des peines, ainsi que les caractéristiques d'âge, de sexe et de nationalité des personnes condamnées.

Les acquittements et les relaxes ne sont pas portés au Casier judiciaire, ainsi que les contraventions des quatre premières classes sauf lorsqu'elles ont été sanctionnées d'une mesure d'interdiction de déchéance ou d'incapacité.

En raison des délais de signification, d'appel et de transmission par les juridictions au Casier judiciaire national, les statistiques des condamnations prononcées en 2005 sont des données provisoires, estimées au bout de 19 mois de collecte. Les statistiques définitives sur les condamnations de 2005 seront présentées dans la prochaine édition de l'Annuaire Statistique de la Justice, à côté des statistiques provisoires sur les condamnations de 2006.

Champ et méthode

Conformément à l'article R 66 du Code de procédure pénale, le Casier judiciaire national reçoit les fiches afférentes aux décisions définitives et rendues contradictoirement. En cas de décisions par défaut non signifiées à personne et non suivies d'opposition, la fiche est inscrite au casier, bien que l'opposition reste recevable (en vertu de l'article 492 du Code de procédure pénale) jusqu'à l'expiration des délais de prescription de la peine.

L'unité de compte de base est la décision rendue à l'encontre d'une personne par une autorité judiciaire. Cette décision peut être motivée par une ou plusieurs infractions, et comporter une ou plusieurs peines et mesures. Cette unité ne doit pas être confondue avec "l'affaire", dans laquelle peuvent être impliquées plusieurs personnes, et qui peut se terminer par plusieurs mesures (ou peines) par personne.

L'approche statistique doit retenir des conventions pour traiter les condamnations qui concernent des infractions (ou des peines) multiples.

La pluralité d'infractions, ou "concours d'infractions", implique qu'une même condamnation sanctionne plusieurs faits distincts, qui ne peuvent pas alors être rassemblés dans une qualification unique.

Pour sanctionner ce type d'association d'infractions, le droit a édicté le principe du non-cumul des peines (art. 132-3 du CP) : sauf pour quelques rares exceptions, en cas de pluralité d'infractions (crimes et délits uniquement), le juge ne peut infliger des peines distinctes pour chacune des infractions faisant l'objet d'une même poursuite. Une seule peine est prononcée, dans la limite du maximum légal le plus élevé ; elle est "réputée commune" à toutes les infractions en concours. Seules les peines d'amendes afférentes aux contraventions peuvent s'additionner entre elles et avec celles encourues pour les délits éventuellement poursuivis en concours.

La règle du non-cumul s'applique aux peines principales et complémentaires ; elle exclut les amendes fiscales et les peines complémentaires.

Selon la règle du non-cumul, si une condamnation s'applique par exemple à trois infractions et comporte trois peines, on ne peut pas dissocier les peines pour en associer une des trois à chaque infraction.

La prise en compte de l'ensemble de ce qui constitue une condamnation soulève donc quelques difficultés d'analyse. Pour pallier cette difficulté, l'analyse statistique a créé les concepts "d'infraction principale" et de "peine principale" :

L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention) ; c'est la première citée de la catégorie la plus grave si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime + délit par exemple).

La peine principale est la peine la plus grave prononcée pour les infractions de la catégorie la plus grave. À l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

Définitions

Nature de l'infraction

Le contentieux pénal définit l'infraction à l'aide d'une table des natures d'infraction (NATINF) qui répertorie plus de 10 000 incriminations différentes.

Globalement, 1 800 positions sont utilisées au cours d'une année. Pour des raisons d'analyse statistique et de publication, ces postes ont été regroupés en une nomenclature de 200 rubriques, organisées sur trois niveaux d'agrégation présentant les infractions les plus graves et les plus fréquentes.

Nature de la peine

Le législateur édicte un barème général des peines. L'existence de ce barème légal est une garantie contre l'arbitraire du juge, car celui-ci ne pourra pas condamner au delà du maximum fixé par la loi. Mais le juge dispose en fait d'une grande latitude pour prononcer la sanction. Considérant la possibilité de réinsertion du délinquant comme l'étendue de sa culpabilité, le juge ne prononcera pas le plus souvent la peine prévue par la loi. Dans un certain nombre de cas, il peut aussi décider que l'emprisonnement sera subi dans le cadre de la semi-liberté, ou bien assorti de sursis, ou même remplacé par une peine alternative. Il peut également, sous certaines conditions, dispenser de peine le coupable. De surcroît, beaucoup de peines complémentaires étant facultatives, elles sont laissées à la discrétion du juge.

Les peines privatives de liberté :

La réclusion criminelle est une peine perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Code pénal). Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et de l'interdiction légale.

À temps, sa durée est comprise entre 10 et 30 ans.

L'emprisonnement, dont la durée ne peut pas dépasser dix ans (art. 131-4 du Code pénal), s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession) tantôt facultatives, tantôt obligatoires.

Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple, ou assorti du placement du condamné sous le régime de la mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révoquant en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis avec mise à l'épreuve est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Celle-ci soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Les peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du CP : La loi n° 75-624 du 11 juillet 1975 permet aux tribunaux de prononcer à titre principal, pour les délits, des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations, et des interdictions professionnelles.

L'amende : C'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable en matière criminelle, en matière correctionnelle, tantôt comme peine principale, tantôt comme peine complémentaire en même temps que l'emprisonnement. Pour les contraventions de 5^e classe, c'est la peine principale la plus fréquente ; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes ces matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Le travail d'intérêt général : Lorsqu'un délit est puni d'emprisonnement, le tribunal peut prescrire un travail d'intérêt général à titre de peine principale. Le condamné accomplit, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association, un travail non rémunéré d'une durée comprise entre 40 et 240 heures (art. 131-8 du CP).

La dispense de peine : Le prévenu peut être dispensé de peine en matière de délit ou de contravention s'il apparaît que son reclassement est acquis, et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine (art. 132-58 et 132-59 du CP).

La mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : Les juridictions pour mineurs prononcent suivant les cas les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont variées et adaptées à chaque cas particulier. Les plus fréquentes sont : l'admonestation ; la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance ; le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical ou d'éducation ou de formation professionnelle ou dans un internat pour mineurs délinquant ; la remise à l'aide sociale à l'enfance.

Les peines complémentaires : Certains crimes et délits peuvent en outre être sanctionnés d'interdiction, de déchéance, d'incapacité ou retrait d'un droit, d'immobilisation ou confiscation d'un objet, de fermeture d'un établissement et d'affichage de la décision (art. 131-10 du Code pénal). des peines complémentaires sont également prévues pour les contraventions (art. 131-16 du Code pénal).

Comparabilité des séries d'une année sur l'autre

Au cours du temps, des modifications législatives transforment le champ d'intervention des juridictions pénales.

■ Ainsi le bilan des condamnations inscrites de 1984 à 1993 indique une diminution de l'ordre de 20% de l'activité pénale des juridictions, mais cette baisse ne doit pas être considérée comme un indicateur pertinent de l'évolution de l'ensemble de l'activité judiciaire pénale. Elle résulte en effet de la dépénalisation de certaines infractions, qui a pour conséquence de transférer la sanction des juridictions vers d'autres organismes, comme la Banque de France pour les chèques, et la RATP pour les filouteries de transport.

En 1986, le défaut d'assurance est décorrectionnalisé et devient une contravention de 5^e classe. Le défaut de carte grise est dépénalisé.

■ La loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 (art. 769-2 du Code de procédure pénale) fixe des dispositions nouvelles en matière d'inscription (ou de maintien) au casier judiciaire des condamnations de mineurs. Cette loi a été mise en application avec le nouveau Code pénal au 1^{er} janvier 1994 et a pour conséquence une importante baisse mécanique de ces inscriptions, qui affecte un peu la comparaison de l'année 1993 aux précédentes pour l'ensemble des condamnations (environ -1,5%). Son effet global est plus sensible en 1994, avec une diminution de 3,5% par rapport à 1993.

■ **L'entrée en vigueur du nouveau Code pénal** produit des effets mécaniques directs (par exemple la suppression de la peine d'emprisonnement pour les contraventions), dont l'impact est difficile à apprécier précisément, ne serait-ce que parce que s'y ajoutent des effets indirects, comme celui de l'ouverture de l'éventail des peines. On peut d'ores et déjà mettre en garde contre une comparaison immédiate de l'année 1994 aux précédentes en ce qui concerne les caractéristiques suivantes des condamnations :

Nature de l'infraction : le Code pénal a pris en compte de nouvelles infractions comme la "mise en danger d'autrui", le "harcèlement sexuel", "l'agression téléphonique" et les "agressions sonores".

Il a requalifié certaines infractions, comme les "destructions ou détériorations d'un bien d'autrui", désormais distinguées selon la gravité de la détérioration, les "vols avec violence" qualifiés différemment selon qu'ils ont ou non entraîné une incapacité de travail.

Il a aggravé des infractions, comme certains "trafics de stupéfiants" ou "actes de torture et de barbarie", désormais qualifiés "crimes".

D'une manière générale, les nouvelles dispositions du Code insistent sur l'individualisation de la sanction pénale.

Ces dispositions donnent au juge des possibilités accrues pour prononcer des peines alternatives à l'emprisonnement, ou même à l'amende, comme les mesures privatives ou restrictives de droits (art.131-6 et 131-14).

L'emprisonnement en matière contraventionnelle est supprimé (art. 131-12), sauf dans quelques rares exceptions (e.g. contraventions douanières)

Le plafond de la peine d'emprisonnement correctionnel est porté à 10 ans (cinq ans auparavant, art. 40 ancien Code pénal). Parallèlement, la peine minimum de réclusion criminelle à temps passe de cinq à dix ans, et la peine plafond à trente ans (vingt ans auparavant). Les peines privatives de liberté d'une durée comprise entre cinq et dix ans, qui étaient majoritairement des peines de réclusion criminelle dans l'ancien Code pénal, sont donc désormais des peines d'emprisonnement (art. 131-1 et 131-4).

■ Les amnisties présidentielles de 1995 et 2002 ont entraîné une baisse importante des condamnations prononcées en 1995 et 2002. Compte-tenu des délais de transmission (50% des condamnations sont inscrites au bout d'un an, 90% au bout de 19 mois), une partie des condamnations prononcées en 1994 et 2001 a également été touchée par la loi d'amnistie. Celles-ci sont arrivées au Casier judiciaire après la promulgation des dites lois, et n'ont donc pas été inscrites. Les données 1996 sont également touchées pour des faits commis avant la loi et sanctionnés en 1996.

Un chiffrage de l'impact des amnisties est difficile à réaliser. Tout au plus peut-on signaler que les conséquences en sont relativement plus fortes sur :

- a/ les mineurs : les admonestations et les remises à parent seront pour eux systématiquement amnistiées ;
- b/ la structure par nature de peine : les peines de substitution et les amendes sont plus touchées que les autres ;
- c/ la structure par durée de peines privatives de liberté et la durée moyenne d'emprisonnement ferme : l'amnistie touche surtout les durées courtes ;
- d/ le montant moyen des amendes qui est en forte augmentation du fait de l'amnistie ;
- e/ les natures d'infraction amnistiées par la loi : délits commis à l'occasion de conflits du travail, de conflits liés à l'enseignement, de conflits de caractère industriel, élections, liberté de presse, service national et les contraventions de cinquième classe.

■ Une nouvelle contravention relative à la sécurité routière a été créée à compter de 2001: l'excès de vitesse d'au moins 50 Km/h. La récidive est un délit.

■ Par ailleurs, le défaut d'assurance et la conduite sans permis deviennent des délits à partir de 2004.

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire. Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour crime prononcées au cours d'une année donnée.

Code | Définitions et méthode

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de août 2002 (cf. page 145)

2 Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont inscrites au casier judiciaire soit par un indicateur de récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natinf) visant la récidive

3 à 9 **Nature de l'infraction** : cf. glossaire.

Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave (crimes, délits, contraventions).

Les infractions criminelles présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.

5 **Les coups et violences volontaires** de nature criminelle ont entraîné la mort ou une infirmité permanente. S'y ajoutent toutes autres formes de violences, envers un mineur ou un majeur, accompagnées de circonstances aggravantes : séquestration, enlèvement, tortures ...

7 Sont compris dans **les atteintes aux biens** les vols et recels qualifiés, les destructions, dégradations ou détournements de biens par attentat ayant causé des infirmités permanentes ou des morts.

9 **Les autres crimes** recouvrent des actes de forfaitures (détournement de fonds par dépositaire public), des abus de confiance par officier ministériel, des faux en écriture publique ou authentique et les atteintes à la sûreté publique.

10 à 25 **Nature de la peine** : cf. glossaire.

La loi punit les crimes de peines de réclusion perpétuelle ou à temps (10 à 30 ans de privation de liberté).

La détention criminelle et le bannissement sont des peines politiques qui ne se rencontrent plus.

La tentative de crime est punie comme le crime consommé ; la complicité est également punissable en matière de crime.

Outre la considération des circonstances atténuantes, les juges disposent de la faculté discrétionnaire d'atténuer la peine encourue : la peine peut être réduite jusqu'à deux ans d'emprisonnement si le crime est passible d'une réclusion perpétuelle, et jusqu'à un an si le crime est passible d'emprisonnement à temps (art. 132-18 du CP).

Cependant, quand la juridiction inflige ainsi une peine à temps, elle peut y ajouter une amende (jusqu'à 15 000 Euros), la dégradation civique (de 5 à 10 ans), et l'interdiction de séjour (de 5 à 20 ans).

La nature de l'infraction ne change pas par l'atténuation de la peine : elle dépend de la peine que la loi prévoit, et non de celle que le juge applique.

La principale cause d'aggravation de la peine est la récidive, qui n'existe en matière criminelle que si la première infraction a été sanctionnée par une peine criminelle, et si la seconde encourt également une peine criminelle (et non correctionnelle).

La majoration de pénalité consistera à prendre pour maximum de la peine aggravée le double du maximum de la peine normale si la peine encourue est une peine afflictive ou infamante.

11 Depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal (1^{er} mars 1994), la peine minimum en matière de réclusion criminelle à temps est passée de cinq à dix ans et la peine plafond à 30 ans (20 auparavant). Les peines privatives de liberté d'une durée comprise entre cinq et dix ans prononcées pour crime, qui étaient des peines de réclusion criminelle avant le 1^{er} mars 1994, sont donc désormais des peines d'emprisonnement (art. 131-1 et 131-4 du CP).

13 à 19 **Les durées des peines privatives de liberté** sont fournies globalement pour les réclusions et les emprisonnements. Il s'agit des durées des parties fermes des peines, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

28 à 35 **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^t	2005 ^p
1 Toutes condamnations pour crimes	3 114	3 057	3 149	3 283	3 236
2 dont mentionnant l'état de récidive légale	76	74	64	100	92
◆ Nature de l'infraction					
3 Atteintes à la personne	2 420	2 414	2 501	2 562	2 488
4 Homicides volontaires	483	513	483	491	502
5 Coups et violences volontaires	281	319	308	312	360
6 Viols	1 656	1 582	1 710	1 759	1 626
7 Atteintes aux biens	628	579	553	650	678
8 Infractions à la législation sur les stupéfiants	27	22	51	32	25
9 Autres crimes	39	42	44	39	45
◆ Nature de la peine					
10 Peines privatives de liberté	3 086	3 030	3 120	3 255	3 210
11 dont réclusion criminelle	1 247	1 305	1 197	1 198	1 242
12 Fermes ou assorties d'un sursis partiel	2 835	2 756	2 811	2 890	2 929
13 moins d'un an	146	117	122	129	104
14 1 an à moins de 3 ans	256	222	259	288	262
15 3 ans à moins de 5 ans	242	203	246	246	236
16 5 ans à moins de 10 ans	877	846	905	957	1 011
17 10 ans à moins de 20 ans	1 069	1 121	1 094	1 092	1 130
18 20 ans et plus (sans perpétuité)	215	215	164	159	175
19 Perpétuité	30	32	21	19	11
20 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)</i>	<i>108,8</i>	<i>114,8</i>	<i>106,6</i>	<i>104,7</i>	<i>109,0</i>
21 Assorties d'un sursis total	251	274	309	365	281
22 Sursis simple	83	122	110	152	103
23 Sursis avec mise à l'épreuve	163	151	199	213	178
24 Avec travail d'intérêt général	5	1	0	0	0
25 Autres décisions	28	27	29	28	26
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
26 Hommes	2 959	2 885	2 996	3 112	3 049
27 Femmes	155	172	153	171	187
Âge des condamnés					
28 Moins de 16 ans	262	263	324	397	315
29 de 16 ans à moins de 18 ans	369	235	235	246	213
30 de 18 ans à moins de 20 ans	118	190	250	246	242
31 de 20 ans à moins de 25 ans	429	492	545	524	595
32 de 25 ans à moins de 30 ans	418	437	399	459	472
33 de 30 ans à moins de 40 ans	827	787	756	738	742
34 de 40 ans à moins de 60 ans	619	588	548	608	596
35 60 ans et plus	72	65	92	65	61
Nationalité des condamnés					
36 Français	2 694	2 606	2 686	2 787	2 717
37 Étrangers	342	379	368	370	411
38 Union européenne	55	58	58	67	78
39 Portugal	22	30	31	22	23
40 Espagne	7	6	5	11	15
41 Italie	12	9	5	7	13
42 Autres	14	13	17	27	27
43 Europe hors UE	43	47	27	48	54
44 Turquie	28	24	18	10	18
45 Autres	15	23	9	38	36
46 Maghreb	148	163	170	146	132
47 Algérie	74	83	84	60	60
48 Maroc	49	58	67	68	48
49 Tunisie	25	22	19	18	24
50 Afrique francophone hors Maghreb	38	42	51	49	49
51 Afrique non francophone	13	11	5	5	5
52 Asie, Océanie	15	25	23	19	28
53 Amérique	30	33	34	36	65
54 Non déclarés	78	72	95	126	108

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire. Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour délit prononcées au cours d'une année donnée.

Code | Définitions et méthode

- Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de juillet 2002.
- 2 | Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont inscrites au casier judiciaire soit par un indicateur de récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natif) visant la récidive
- 3 à 35 | **Nature de l'infraction** : cf. glossaire.
Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave si plusieurs catégories sont en cause (délit + contravention par exemple).
Les infractions délictueuses présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.
- 8 | **Circulation routière** : les atteintes aux personnes qui se produisent dans le cadre des accidents corporels de la circulation routière sont prises en compte dans les atteintes aux personnes, avec les homicides et blessures involontaires.
- 11 | **L'émission de chèques sans provision** a été dépénalisée à partir de 1992 ; elle relève désormais du ressort de la Banque de France.
- 17 à 23 | **Les atteintes à la personne** regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se produisent (y compris circulation routière et travail). On y trouve également les atteintes sexuelles (agressions sexuelles, exhibitions sexuelles, proxénétisme).
L'ITT mesure la durée de l'incapacité totale de travail subie par la victime. C'est cette durée qui détermine la gravité de l'infraction et sa qualification en délit ou contravention.
- 23 | **Les autres atteintes à la personne** concernent les atteintes à la vie privée, les violations de domiciles, les menaces, la diffamation, la discrimination, la non-assistance à personne en danger, la détention et la séquestration.
- 26 | Les autres **infractions à la santé publique** comprennent notamment les infractions à la réglementation des débits de boisson, l'exercice illégal d'une profession médicale, les infractions à la législation sur les substances vénéneuses...
- 31 | **Les autres atteintes à la sûreté publique** comprennent notamment les infractions à la législation sur les télécommunications et sur les jeux de hasard, le vagabondage et la mendicité, les associations de malfaiteurs...
- 36 à 48 | **Nature de la peine** : cf. glossaire.
Les délits sont les infractions que la loi punit de peines correctionnelles.
Celles-ci sont : l'emprisonnement à temps, l'amende, les jours-amende, le travail d'intérêt général, les peines privatives ou restrictives de droits prévues à l'article 131-6 du CP, les peines complémentaires prévues par l'article 131-10 du CP, et l'interdiction de certains droits civiques, civils ou de famille.
Le Nouveau Code pénal prévoit une peine d'emprisonnement pouvant atteindre dix ans, sauf dans les cas où la loi détermine d'autres limites (récidive).
Lorsqu'une infraction est punie d'une peine d'emprisonnement, le juge peut prononcer une peine pour une durée inférieure à celle encourue (art. 137-19 du CP). De plus le juge ne peut prononcer une peine d'emprisonnement sans sursis qu'après avoir spécialement motivé le choix de cette peine (art. 132-19 du CP). Le juge peut également prononcer des peines alternatives à l'emprisonnement, telles que les jours-amende (art. 131-5 du CP), le travail d'intérêt général (art. 131-8 du CP), les peines privatives ou restrictives de droits (suspension du permis de conduire, annulation du permis de conduire, interdiction de conduire, confiscation ou interdiction d'une arme, retrait du permis de chasse, interdiction d'exercer une activité professionnelle - art. 131-6 du CP).
Pour les amendes, le montant est déterminé en tenant compte des circonstances de l'infraction, ainsi que des ressources des prévenus, dans les limites fixées par la loi.
- 36 à 43 | **Durée des peines d'emprisonnement** : il s'agit des durées des parties fermes des peines, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations pour délits	414 175	376 115	434 089	485 466	550 841
2 dont mentionnant l'état de récidive légale	20 151	21 362	25 378	30 567	33 676
◆ Nature de l'infraction					
3 Atteintes aux biens	134 289	107 288	132 892	144 041	146 327
4 Vols - recels	105 612	83 665	104 138	112 364	112 984
5 Escroqueries - abus de confiance	13 179	10 673	12 974	14 192	14 631
6 Destructures - dégradations	15 498	12 950	15 780	17 485	18 712
7 Infractions à la circulation routière et aux transports	127 937	126 255	139 127	163 122	216 372
8 Circulation routière	125 615	123 939	136 762	159 887	212 256
9 Transports	2 322	2 316	2 365	3 235	4 116
10 Infractions à la législation économique et financière	17 184	15 266	14 504	15 336	17 127
11 Chèques	2 963	1 866	2 300	2 920	3 088
12 Travail et sécurité sociale	6 262	6 088	5 683	5 643	6 272
13 Fraudes et contrefaçons	1 738	1 585	1 399	1 400	1 656
14 Législation sur la concurrence, les prix	2 133	1 611	1 634	1 615	2 055
15 Législation sur les sociétés	1 539	1 424	1 232	1 396	1 624
16 Atteintes aux finances publiques	2 549	2 692	2 256	2 362	2 432
17 Atteintes à la personne	71 012	62 707	73 239	84 795	88 826
18 Coups et violences volontaires	39 447	32 692	40 321	46 148	48 456
19 Homicides involontaires	2 089	2 073	2 000	1 809	1 609
20 Blessures involontaires	7 390	7 265	6 908	9 518	10 689
21 Atteintes à la famille	6 082	5 323	5 390	5 805	5 728
22 Atteintes sexuelles	8 134	8 613	9 385	10 446	10 735
23 Autres atteintes à la personne	7 870	6 741	9 235	11 069	11 609
24 Atteintes à la santé	21 636	22 111	28 698	32 042	36 674
25 Infractions sur les stupéfiants	21 203	21 777	28 316	31 642	36 264
26 Autres infractions à la santé publique	433	334	382	400	410
27 Atteintes à la sûreté publique	13 076	13 114	14 222	13 015	12 222
28 Police des étrangers - nomades	5 528	6 462	7 337	6 129	5 371
29 Commerce et transport d'armes	5 389	5 455	5 433	5 083	5 032
30 Infractions militaires	1 274	436	559	938	844
31 Autres atteintes à la sûreté publique	885	761	893	865	975
32 Atteintes à l'ordre public général	8 013	6 825	7 402	8 036	8 222
33 Faux en écriture publique ou privée	4 109	4 169	4 373	4 577	4 612
34 Atteinte à l'environnement	3 904	2 656	3 029	3 459	3 610
35 Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	21 028	22 549	24 005	25 079	25 071
◆ Nature de la peine					
36 Emprisonnement	262 551	250 476	296 179	308 617	301 173
37 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	93 392	94 948	105 910	110 400	111 234
38 Moins de 3 mois	28 931	23 958	29 612	33 680	33 934
39 3 mois à moins de 6 mois	29 687	30 682	32 893	33 837	34 559
40 6 mois à moins d'un an	19 820	23 199	23 906	23 003	23 010
41 1 an à moins de 3 ans	11 738	13 600	14 972	15 403	15 258
42 3 ans à moins de 5 ans	2 217	2 493	3 223	3 134	3 093
43 5 ans et plus	999	1 016	1 304	1 343	1 380
44 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>6,8</i>	<i>7,4</i>	<i>7,5</i>	<i>7,3</i>	<i>7,2</i>
45 Assorti d'un sursis total	169 159	155 528	190 269	198 217	189 939
46 Sursis simple	115 136	102 000	132 078	135 464	131 536
47 Sursis avec mise à l'épreuve	45 054	44 611	49 369	52 754	48 858
48 Avec travail d'intérêt général	8 969	8 917	8 822	9 999	9 545

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

- 1 à 16 | **Nature de la peine** : cf. glossaire.
- 3 | **Montant moyen de la partie ferme** : il s'agit du montant moyen des parties fermes des peines d'amende, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.
- 19 à 26 | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
◆ Nature de la peine (fin)					
1 Amende	74 832	63 151	72 524	102 634	157 787
2 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	66 033	57 363	65 387	93 955	148 698
3 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)</i>	<i>1 015</i>	<i>1 565</i>	<i>849</i>	<i>728</i>	<i>609</i>
4 Assortie d'un sursis total	8 799	5 788	7 137	8 679	9 089
5 Peine de substitution	50 161	43 672	44 272	46 215	58 569
6 Suspension du permis de conduire	22 327	18 904	16 820	15 750	20 886
7 Interdiction du permis de conduire	2 903	2 582	2 262	2 104	1 933
8 Travail d'intérêt général	8 576	8 350	9 059	10 419	12 830
9 Jours-amende	13 536	10 860	12 657	14 956	16 336
10 Interdiction du territoire français	1 114	1 528	1 957	1 167	922
11 Interdiction d'émettre des chèques	38	12	29	31	28
12 Autres	1 667	1 436	1 488	1 788	5 634
13 Mesure éducative	19 655	14 570	15 940	21 726	26 532
14 dont admonestation	13 168	9 966	10 665	14 382	18 696
15 Sanction éducative					208
16 Dispense de peine	6 976	4 246	5 174	6 274	6 572
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
17 Hommes	376 811	344 721	394 534	439 804	498 127
18 Femmes	37 364	31 394	39 555	45 662	52 714
Âge des condamnés					
19 Moins de 16 ans	17 313	12 829	15 066	22 133	22 698
20 De 16 ans à moins de 18 ans	18 923	15 395	15 952	20 793	29 010
21 De 18 ans à moins de 20 ans	36 812	32 660	43 162	52 467	56 514
22 De 20 ans à moins de 25 ans	88 084	80 415	94 173	104 000	117 004
23 De 25 ans à moins de 30 ans	59 738	54 095	61 298	67 288	75 562
24 De 30 ans à moins de 40 ans	92 027	85 824	98 486	106 744	118 923
25 De 40 ans à moins de 60 ans	91 686	86 070	95 992	101 957	118 692
26 60 ans et plus	9 592	8 827	9 960	10 084	12 438
Nationalité des condamnés					
27 Français	350 941	314 610	359 908	403 239	440 380
28 Étrangers	51 685	50 337	61 158	65 331	68 417
29 Union Européenne	9 363	8 385	9 488	10 548	12 727
30 Portugal	4 202	3 618	4 204	4 272	4 619
31 Espagne	1 120	1 052	1 085	1 155	1 204
32 Italie	1 268	1 156	1 212	1 430	1 524
33 Autres	2 773	2 559	2 987	3 691	5 380
34 Europe hors UE	8 590	8 982	13 064	13 858	12 238
35 Turquie	2 669	2 364	2 756	3 440	3 932
36 Autres	5 921	6 618	10 308	10 418	8 306
37 Maghreb	21 976	20 485	23 210	24 277	25 556
38 Algérie	10 057	9 446	10 558	10 714	10 972
39 Maroc	8 891	8 175	9 434	9 875	10 514
40 Tunisie	3 028	2 864	3 218	3 688	4 070
41 Afrique francophone hors Maghreb	6 124	6 366	7 942	8 414	9 753
42 Afrique non francophone	1 447	1 563	1 937	2 261	2 317
43 Asie, Océanie	2 380	2 571	3 021	3 340	3 629
44 Amérique	1 805	1 985	2 496	2 633	2 197
45 Non déclarés	11 549	11 168	13 023	16 896	42 044

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire (cf. pages 141 à 143). Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour contravention de 5e classe prononcées au cours d'une année donnée.

Code | Définitions et méthode

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie d'août 2002 (cf. page 145)

2 à 18 | **Nature de l'infraction** : cf. glossaire.

Les infractions contraventionnelles présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.

5 à 9 | **Les atteintes à la personne** regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se produisent (y compris circulation routière ou travail). L'ITT mesure la durée de l'incapacité totale de travail subie par la victime. C'est cette durée qui détermine la gravité de l'infraction, et sa qualification délit ou contravention.
Jusqu'en janvier 2002, les atteintes aux mœurs comprenaient exclusivement les infractions en matière de racolage [cf. ligne 19, p. 166]

9 | Les autres atteintes à la personne comprennent notamment les infractions suivantes : diffamation et injures par correspondance, violation de sépulture, bigamie, abandon pécuniaire de la famille, atteintes au statut juridique de l'enfant, atteintes à l'éducation de l'enfant ...

13 | Ce poste regroupe principalement les infractions en matière de non-respect des règles relatives à l'information des consommateurs.

14 | Ce poste regroupe les infractions en matière d'entraves à l'exercice des agents de douanes, et la fourniture d'identité imaginaire, pouvant provoquer des mentions erronées au Casier judiciaire.

16 | Ce poste comprend notamment les infractions en matière de détention d'appareil radio-électrique d'émission.

19 à 31 | **Nature de la peine** : cf. glossaire.

Les contraventions sont réprimées par la loi de peines de police.

Les peines encourues sont l'amende et les peines privatives ou restrictives de droit prévues par l'article 131-14 du Code pénal.

Pour certaines infractions qui relèvent du Code des douanes, l'emprisonnement est encourue pour une contravention de 5^e classe (Art. 413 bis du Code des douanes).

Ces peines ne sont pas exclusives d'une ou plusieurs peines complémentaires prévues par les articles 131-16 et 131-17 du Code pénal.

Les contraventions sont divisées en cinq classes selon la gravité de la peine encourue. Les contraventions de 5^e classe, présentées ici, encourrent les peines les plus graves : une amende de 1 500 Euros au plus. En cas de récidive, une amende de 3 000 Euros au plus peut être prononcée.

La récidive en matière de police, et plus particulièrement en matière de contraventions de 5e classe, est effective si la personne a déjà été condamnée pour une contravention de 5^e classe (ni un crime, ni un délit) dans les 12 mois précédant la date de l'infraction.

24 | **Montant moyen de la partie ferme** : il s'agit du montant moyen des parties fermes des peines d'amende, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations pour contravention de 5^e classe	119 088	91 553	116 369	107 765	68 928
◆ Nature de l'infraction					
2 Infractions à la circulation routière et aux transports	83 931	70 166	89 324	77 576	39 710
3 Circulation routière	73 880	61 658	77 951	64 086	24 821
4 Transports	10 051	8 508	11 373	13 490	14 889
5 Atteintes à la personne	21 941	15 668	17 555	15 571	13 444
6 Blessures involontaires	11 330	10 666	9 683	3 594	1 158
7 Coups et violences volontaires (avec ITT <= 8 jours)	10 052	4 709	7 515	11 655	11 993
8 Atteintes aux mœurs	264	187	181	1	0
9 Autres atteintes à la personne	295	106	176	321	293
10 Atteintes à l'environnement	3 620	1 693	3 003	3 951	4 438
11 Atteintes à la législation économique	5 183	1 947	3 027	5 116	5 803
12 Travail et sécurité sociale	1 408	417	646	930	971
13 Atteintes à l'ordre économique	3 775	1 530	2 381	4 186	4 832
14 Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	28	5	11	8	6
15 Atteintes aux biens	4 133	1 846	3 005	5 093	5 127
16 Atteintes à la sûreté publique	246	225	432	441	394
17 Atteintes à la santé	6	2	11	8	5
18 Autres contraventions de 5^e classe	0	1	1	1	1
◆ Nature de la peine					
19 Emprisonnement	1	0	2	0	0
20 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	0	0	0	0	0
21 Assorti d'un sursis total	1	0	2	0	0
22 Amende	109 281	84 982	109 170	102 401	64 899
23 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	105 803	83 123	107 016	99 751	62 035
24 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	359	364	379	384	380
25 Assortie d'un sursis total	3 478	1 859	2 154	2 650	2 864
26 Peine de substitution	7 918	5 381	5 857	3 510	2 257
27 dont suspension du permis de conduire	6 878	4 737	5 005	2 589	1 335
28 Mesure éducative	794	581	670	965	1 008
29 dont admonestation	574	430	482	691	795
30 Sanction éducative					7
31 Dispense de peine	1 094	609	670	889	757

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | **Définitions et méthode**

3 à 10 | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
1 Hommes	105 972	81 982	104 510	97 658	62 694
2 Femmes	13 116	9 571	11 859	10 107	6 234
Âge des condamnés					
3 Moins de 16 ans	476	291	378	677	584
4 De 16 ans à moins de 18 ans	585	439	463	683	881
5 De 18 ans à moins de 20 ans	7 060	5 826	8 503	9 068	4 180
6 De 20 ans à moins de 25 ans	25 195	20 309	26 799	23 231	11 530
7 De 25 ans à moins de 30 ans	19 720	14 570	18 336	16 010	8 757
8 De 30 ans à moins de 40 ans	29 203	22 112	27 972	26 004	17 653
9 De 40 ans à moins de 60 ans	32 061	24 054	29 428	28 580	22 542
10 60 ans et plus	4 788	3 952	4 490	3 512	2 801
Nationalité des condamnés					
11 Français	85 201	66 220	81 969	74 975	47 237
12 Étrangers	14 346	10 805	14 416	14 583	10 924
13 Union Européenne	6 074	4 945	5 625	5 463	5 202
14 Portugal	1 187	888	1 137	1 057	866
15 Espagne	1 083	765	820	781	805
16 Italie	842	701	803	715	835
17 Autres	2 962	2 591	2 865	2 910	2 696
18 Europe hors UE	2 086	1 767	2 742	2 715	2 119
19 Turquie	1 123	860	1 274	1 175	707
20 Autres	963	907	1 468	1 540	1 412
21 Maghreb	3 939	2 598	3 713	3 643	2 094
22 Algérie	1 723	1 126	1 599	1 605	871
23 Maroc	1 599	1 084	1 496	1 458	878
24 Tunisie	617	388	618	580	345
25 Afrique francophone hors Maghreb	1 325	877	1 470	1 593	751
26 Afrique non francophone	216	149	240	242	151
27 Asie, Océanie	442	279	346	417	332
28 Amérique	264	190	280	510	275
29 Non déclarés	19 541	14 528	19 984	18 207	10 767

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Source : Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations pour crimes, délits et contraventions de 5^e classe inscrites au Casier Judiciaire.

Pour mettre en relation l'infraction sanctionnée et la peine prononcée dans une condamnation, l'approche statistique oblige à ne considérer que l'infraction principale et la peine principale. Il est cependant possible de rendre compte de l'ensemble des peines prononcées dans une condamnation c'est à dire à la fois la peine principale et les autres peines qui l'accompagnent. C'est cet ensemble qui constitue la réponse de l'institution judiciaire à l'infraction commise.

Définitions et méthode

- 1 à 10 | Une même condamnation peut comporter plusieurs peines, même lorsqu'elle ne sanctionne qu'une seule infraction. C'est l'ensemble de ces peines qui est présenté ici selon qu'elles sont prononcées à titre principal (lignes 2 à 6) ou en accompagnement d'une autre peine appelée « peine associée » (lignes 7 à 10).
- 10 | Dans de rares cas, la règle du non cumul des peines souffre une exception et plusieurs peines d'emprisonnement peuvent être prononcées : évasion (art 434-31 du CP), usurpation de nom (art 434-23 du CP) et rébellion de détenu (art 433-9 du CP).
- 11 | Il s'agit de l'ensemble des peines d'amende prononcées à titre principal ou « associées » à une autre peine.
- 12 | Le montant global d'amende prononcé est exprimé en millions d'euros. Il s'agit des seules amendes fermes.
- 15 à 20 | Il s'agit de la répartition de l'ensemble des amendes prononcées (ligne 11) selon la nature de l'infraction sanctionnée.
- 22 à 24 | Il s'agit de la répartition des amendes associées selon la nature de la peine principale qu'elles accompagnent.
- 26 à 35 | Les condamnations peuvent comporter des mesures qui ont pour objet l'interdiction, la déchéance, l'incapacité ou le retrait d'un droit, l'immobilisation ou la confiscation d'un objet, la fermeture d'un établissement et l'affichage de la décision (art 131-10 du CP, art 131-16 du CP). Ces mesures peuvent être prononcées à titre principal (art 131-11 et 131-18 du CP) ou à titre complémentaire.
- 36 à 39 | Il s'agit de la répartition des mesures complémentaires (ligne 8) selon la nature de la peine principale qu'elles accompagnent.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 r	2005 p
Crimes, délits et contraventions de 5^e classe					
◆ 1 Toutes peines prononcées dans les condamnations	777 616	702 747	821 046	852 864	874 824
2 À titre de peine principale (= nombre de condamnations)	536 377	470 725	553 607	596 514	623 005
3 Peine d'emprisonnement	265 638	253 506	299 301	311 872	304 383
4 Peine d'amende	184 113	148 133	181 694	205 037	222 687
5 Peine de substitution ou mesure éducative	78 556	64 231	66 767	72 441	88 604
6 Dispense de peine	8 070	4 855	5 845	7 164	7 331
7 À titre de peine "associée" accompagnant une autre peine	241 239	232 022	267 439	256 350	251 819
8 Mesures complémentaires	163 233	159 778	179 014	176 620	188 870
9 Amendes	77 323	71 467	87 472	78 237	61 328
10 Autres peines (emprisonnement...)	683	777	953	1 493	1 621
◆ 11 Toutes peines d'amende (principale ou associée)	261 436	219 600	269 166	283 274	284 015
12 Montant global ferme (en millions d'euros)	105,0	120,0	96,1	107,1	107,1
13 Montant moyen (en euros)	611	855	557	552	552
14 10% des amendes sont d'un montant supérieur à (en euros)	915	1 300	1 000	1 000	1 000
15 Toutes peines d'amende par type d'infraction	261 436	219 600	269 166	283 274	284 015
dont					
16 Circulation routière	138 533	125 315	156 328	158 134	151 341
17 Atteintes aux biens	28 944	19 258	25 580	27 971	28 637
18 Atteintes aux personnes	34 965	26 251	30 076	32 177	31 030
19 Atteintes à l'ordre économique	16 882	12 098	12 944	15 447	17 819
20 ILS (infractions à la législation sur les stupéfiants)	6 419	6 234	8 363	9 507	12 454
21 Peine principale associée à une amende	77 323	71 467	87 472	78 237	61 328
22 Peine d'emprisonnement	59 318	58 914	70 220	62 455	52 236
23 Peine d'amende	13 460	8 919	13 290	12 990	7 921
24 Autre peine (mesure de substitution)	4 545	3 634	3 962	2 792	1 171
◆ 25 Toutes mesures de substitution ou complémentaire	241 789	224 009	245 781	249 061	277 474
26 Interdiction du territoire français	6 916	8 355	9 583	7 584	6 372
27 Suspension du permis de conduire	139 207	129 459	141 034	134 064	143 872
28 Interdiction du permis de conduire	23 679	24 916	28 318	27 070	25 337
29 TIG	9 318	8 853	9 776	11 444	14 126
30 Jours amendes	13 838	11 087	12 818	15 255	16 620
31 Mesures éducatives	19 707	14 511	16 014	21 957	27 123
32 Suivi socio judiciaire	421	642	853	1 055	1 066
33 Confiscation	12 293	11 597	12 654	12 910	12 348
34 Déchéance des droits civiques et politiques	5 437	4 484	3 572	2 695	2 212
35 Autres mesures	10 973	10 105	11 159	15 027	28 398
◆ 36 Peine principale associée à une mesure complémentaire	163 233	159 778	179 014	176 620	188 870
37 Peine d'emprisonnement	90 136	92 172	100 623	93 027	86 165
38 Peine d'amende	66 940	62 393	72 440	76 474	89 961
39 Autre peine (mesure de substitution)	6 157	5 213	5 951	7 119	12 744

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

La perpétration de **violences volontaires** peut entraîner une condamnation pour crime (homicide volontaire, coups et violences volontaires ayant entraîné la mort ou une infirmité permanente), pour délit (coups et blessures volontaires ayant entraîné une incapacité totale de travail supérieure à 8 jours), ou pour contravention de 5^e classe (coups et blessures volontaires ayant entraîné une ITT ≤ 8 jours).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournis pour **trois types d'infractions** : les homicides volontaires (crimes), les coups et violences volontaires (délits), et les coups et violences volontaires de moindre gravité (contraventions de 5^e classe).

Code | Définitions et méthode

- 4 | Le fait de donner volontairement la mort à autrui constitue un meurtre (art. 221-1 du Code pénal).
- 5 | Le meurtre commis avec préméditation est qualifié d'**assassinat** (art. 221-3 du Code pénal).
- 7 | Les autres crimes répertoriés sont **le parricide**, qui est le meurtre des père et/ou mère légitimes, naturels ou adoptifs ou de tout ascendant légitime ou naturel (art. 221-4 du CP), **l'empoisonnement**, qui qualifie le fait d'attenter à la vie par l'effet de substances de nature à entraîner la mort (art. 221-5 du CP), et le **meurtre accompagné d'autres crimes ou délits**.
- 8 à 12 | **Les coups et violences volontaires** sont de nature criminelle quand ils entraînent la mort de la victime ou son invalidité permanente. Y sont associés, dans le poste "**autres**", les actes de tortures ou de barbarie commis pour l'exécution d'un crime ou d'un délit, et les arrestations ou séquestrations d'otages de nature criminelle.
- 14 à 21 | **Les coups et blessures de nature délictueuse** sont définis par la durée de l'incapacité totale de travail qu'ils ont occasionnée à la victime, ou par l'existence, quelle que soit la longueur de l'ITT, de circonstances aggravantes : personnes hors d'état de se protéger, ascendants légitimes, présence d'une arme ... (art. 222-11 du Code pénal).
Le poste "**autres**" regroupe les actes de récidive en matière de violences volontaires, quelle que soit l'ITT.
- 22 | **Les contraventions** de 5^e classe dans ce domaine recouvrent les violences volontaires de faible gravité : ITT ≤ 8 jours.

| **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations pour violences volontaires	50 263	38 233	48 627	58 606	61 311
2 Crimes	764	832	791	803	862
3 Homicides volontaires	483	513	483	491	502
4 Meurtre	294	298	273	286	313
5 Assassinat	136	153	171	146	135
6 Meurtre sur mineur de moins de quinze ans	21	30	24	18	18
7 Autres	32	32	15	41	36
8 Coups et violences volontaires	281	319	308	312	360
9 Mort non intentionnelle	190	188	184	190	213
10 Infirmité permanente	28	26	30	32	42
11 Envers mineurs	28	39	42	50	38
12 Autres	35	66	52	40	67
13 Délits	39 447	32 692	40 321	46 148	48 456
Coups et blessures volontaires					
14 Avec ITT > 8 jours sans circonstance aggravante	4 307	2 749	3 417	3 966	4 006
15 <i>dont violence par conjoint ou concubin</i>	1 055	792	1 093	1 249	1 232
16 Avec ITT <= 8 jours avec circonstance aggravante	26 826	22 508	28 121	32 719	35 032
17 <i>dont violence par conjoint ou concubin</i>	5 660	3 983	6 436	7 867	8 746
18 Avec ITT > 8 jours avec circonstance aggravante	6 477	5 584	6 716	7 278	7 186
19 Envers mineur de 15 ans avec incapacité <= 8 jours	847	813	839	873	884
20 Envers mineur de 15 ans avec incapacité > 8 jours	709	738	905	993	1 011
21 Autres coups et violences sur mineur	281	300	323	319	337
22 Contraventions de 5^e classe	10 052	4 709	7 515	11 655	11 993
23 Coups et violences volontaires (ITT <= 8 jours)	10 052	4 709	7 515	11 655	11 993

Homicides volontaires

24 Toutes condamnations pour homicide volontaire (code 3)	483	513	483	491	502
◆ Nature de la peine					
25 Peine privative de liberté	483	511	482	490	502
26 dont réclusion criminelle	346	377	345	342	364
27 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	472	495	473	476	497
28 moins d' un an	7	6	7	4	4
29 1 an à moins de 3 ans	18	19	14	18	18
30 3 ans à moins de 5 ans	12	12	14	10	13
31 5 ans à moins de 10 ans	77	70	82	90	85
32 10 ans à moins de 20 ans	238	250	241	251	255
33 20 ans et plus (sans perpétuité)	102	126	98	88	115
34 Perpétuité	18	12	17	15	7
35 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)</i>	<i>161,9</i>	<i>171,9</i>	<i>160,4</i>	<i>155,9</i>	<i>165,7</i>
36 Assortie d'un sursis total	11	16	9	14	5
37 Sursis simple	6	10	3	7	1
38 Sursis avec mise à l'épreuve	5	6	6	7	4
39 Autres décisions	0	2	1	1	0

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p	
Homicides volontaires (fin)						
◆	Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés						
1	Hommes	419	450	424	436	436
2	Femmes	64	63	59	55	66
Âge des condamnés						
3	Moins de 16 ans	4	5	13	13	5
4	de 16 ans à moins de 18 ans	15	22	13	13	14
5	de 18 ans à moins de 20 ans	17	35	30	36	35
6	de 20 ans à moins de 25 ans	70	75	78	87	78
7	de 25 ans à moins de 30 ans	71	86	66	74	66
8	de 30 ans à moins de 40 ans	135	115	133	107	140
9	de 40 ans à moins de 60 ans	143	150	114	149	144
10	60 ans et plus	28	25	36	12	20
Nationalité des condamnés						
11	Français	397	420	405	384	390
12	Étrangers	8	81	67	88	94
13	Non déclarés	78	12	11	19	18
Coups et violences volontaires (délits)						
14	Toutes condamnations pour délit de coups et violences volontaires	39 447	32 692	40 321	46 148	48 456
◆	Nature de la peine					
15	Emprisonnement	29 759	25 820	32 624	36 440	37 012
16	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	10 375	10 447	11 211	11 876	12 475
17	Moins de 3 mois	2 931	2 256	2 668	3 115	3 237
18	3 mois à moins de 6 mois	3 341	3 306	3 449	3 725	4 008
19	6 mois à moins d'un an	2 495	2 956	3 015	2 983	3 137
20	1 an à moins de 3 ans	1 352	1 643	1 726	1 738	1 758
21	3 ans à moins de 5 ans	197	223	284	243	260
22	5 ans et plus	59	63	69	72	75
23	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>6,4</i>	<i>7,3</i>	<i>7,2</i>	<i>6,8</i>	<i>6,8</i>
24	Assorti d'un sursis total	19 384	15 373	21 413	24 564	24 537
25	Sursis simple	12 126	8 178	13 101	15 468	15 838
26	Sursis avec mise à l'épreuve	6 316	6 188	7 307	8 017	7 646
27	Avec travail d'intérêt général	942	1 007	1 005	1 079	1 053
28	Amende	3 911	2 457	2 870	3 498	4 264
29	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 829	1 879	2 057	2 519	3 213
30	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>451</i>	<i>553</i>	<i>537</i>	<i>498</i>	<i>433</i>
31	Assortie d'un sursis total	1 082	578	813	979	1 051
32	Peine de substitution	2 518	2 004	2 088	2 463	2 738
33	Suspension du permis de conduire	353	211	192	235	177
34	Travail d'intérêt général	816	794	812	965	1 210
35	Jours - amendes	1 220	865	960	1 153	1 189
36	Autres	129	134	124	110	162
37	Mesure et sanction éducative	2 530	1 999	2 141	3 020	3 624
38	dont admonestation	1 708	1 311	1 384	2 025	2 512
39	Dispense de peine	729	412	598	727	818

Code		2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
1	Hommes	36 625	30 377	37 446	42 757	44 743
2	Femmes	2 822	2 315	2 875	3 391	3 713
	Âge des condamnés					
3	Moins de 16 ans	2 424	1 952	2 134	3 304	3 419
4	de 16 ans à moins de 18 ans	2 326	1 929	1 880	2 637	3 652
5	de 18 ans à moins de 20 ans	3 546	2 882	4 052	4 605	4 807
6	de 20 ans à moins de 25 ans	8 096	6 896	8 305	8 816	9 041
7	de 25 ans à moins de 30 ans	5 596	4 592	5 563	6 078	6 101
8	de 30 ans à moins de 40 ans	8 747	7 455	9 440	10 665	10 757
9	de 40 ans à moins de 60 ans	7 884	6 303	8 078	9 085	9 616
10	60 ans et plus	828	683	869	958	1 063
	Nationalité des condamnés					
11	Français	32 986	27 369	33 801	38 900	40 437
12	Étrangers	5 468	4 443	5 664	6 155	6 103
13	Non déclarés	993	880	856	1 093	1 916
Coups et violences volontaires (contraventions de 5^e classe)						
14	Toutes condamnations pour coups et violences volontaires ITT<= 8 jours	10 052	4 709	7 515	11 655	11 993
◆	Nature de la peine					
15	Emprisonnement	1	0	0	0	0
16	Assorti d'un sursis total	1	0	0	0	0
17	Amende	8 652	4 001	6 538	10 319	10 456
18	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	7 690	3 560	5 948	9 276	9 200
19	Montant moyen de l'amende ferme (en euros)	372	358	387	366	356
20	Assortie d'un sursis total	962	441	590	1 043	1 256
21	Peine de substitution	867	422	636	734	802
22	Mesure et sanction éducative	388	215	242	397	516
23	dont admonestation	280	161	171	282	407
24	Dispense de peine	144	71	99	205	219
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
25	Hommes	8 866	4 182	6 693	10 251	10 599
26	Femmes	1 186	527	822	1 404	1 394
	Âge des condamnés					
27	Moins de 16 ans	253	118	150	283	274
28	de 16 ans à moins de 18 ans	240	136	132	253	443
29	de 18 ans à moins de 20 ans	729	335	603	1 062	1 035
30	de 20 ans à moins de 25 ans	2 021	890	1 551	2 369	2 413
31	de 25 ans à moins de 30 ans	1 692	698	1 187	1 761	1 760
32	de 30 ans à moins de 40 ans	2 711	1 309	2 065	3 094	3 166
33	de 40 ans à moins de 60 ans	2 181	1 086	1 647	2 540	2 629
34	60 ans et plus	225	137	180	293	273
	Nationalité des condamnés					
35	Français	8 228	3 947	6 252	9 568	9 556
36	Étrangers	967	383	612	1 060	1 090
37	Non déclarés	857	379	651	1 027	1 347

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

L'ensemble des **atteintes involontaires aux personnes** a été regroupé dans ce volet quelles qu'aient été les circonstances matérielles de la commission de l'infraction, circonstances qui peuvent aller des accidents de la circulation aux accidents du travail.

Le domaine des atteintes corporelles involontaires dans le cadre de la circulation routière a été isolé dans chaque groupe de condamnations, afin de pouvoir le rapprocher des autres infractions à la circulation [cf. "Condamnations relatives à la circulation routière et aux transports"].

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions ayant un conducteur pour auteur : homicides involontaires par conducteur (état alcoolique ou non), blessures involontaires par conducteur (état alcoolique ou non), et blessures involontaires de moindre gravité par conducteur (contraventions de 5^e classe).

Code | Définitions et méthode

- 3 à 13** | **Les homicides ou blessures involontaires** résultent de la maladresse, de l'inattention, de la négligence ou de l'inobservation des règlements. Les homicides commis involontairement sont des délits. Les blessures sont des délits si elles ont entraîné une incapacité totale de travail (ITT) supérieure à trois mois, ou si l'infraction comporte des circonstances aggravantes (exemple : blessures involontaires avec ITT \leq 3 mois par conducteur en état alcoolique).
- 7, 13** | Les "**autres homicides ou blessures involontaires**" se sont produits hors des domaines routier ou professionnel, essentiellement la chasse ou à l'occasion de tout autre acte de la vie courante.
- 9, 15** | La loi du 12 juin 2003 de lutte contre la violence routière a correctionnalisé les blessures involontaires ayant entraîné une ITT \leq 3 mois quand elles sont commises par le conducteur d'un véhicule terrestre à moteur.
- 16, 17** | **Les contraventions de 5^e classe** recouvrent les blessures de plus faible gravité (ITT \leq 3 mois), si elles ne sont pas commises par le conducteur d'un véhicule terrestre à moteur.

| **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1	Toutes condamnations pour violences involontaires	20 809	20 004	18 591	14 921	13 456
2	Délits	9 479	9 338	8 908	11 327	12 298
3	Homicides involontaires	2 089	2 073	2 000	1 809	1 609
4	Par conducteur	1 288	1 312	1 259	1 143	995
5	Par conducteur en état alcoolique	384	381	382	296	271
6	Par accident du travail	105	131	112	132	110
7	Autres homicides involontaires	312	249	247	238	233
8	Blessures involontaires	7 390	7 265	6 908	9 518	10 689
9	Par conducteur	3 175	3 254	3 320	6 164	7 679
10	Par conducteur en état alcoolique (ITT <= 3 mois)	3 147	3 032	2 630	2 321	2 076
11	Par conducteur en état alcoolique (ITT > 3 mois)	445	397	373	311	249
12	Par accident du travail (ITT > 3 mois)	278	292	258	269	249
13	Autres blessures involontaires	345	290	327	453	436
14	Contraventions de 5^e classe	11 330	10 666	9 683	3 594	1 158
	Blessures involontaires					
15	Avec ITT <= 3 mois : conduite de véhicule	10 421	10 141	9 006	2 781	478
16	Avec ITT <= 3 mois : sauf route, travail	862	480	635	760	628
17	Avec ITT <= 3 mois : accident du travail	47	45	42	53	52

Homicides involontaires par conducteur

18	Toutes condamnations pour homicide involontaire par conducteur, état alcoolique ou non (cf. codes 4 et 5)	1 672	1 693	1 641	1 439	1 266
◆	Nature de la peine					
19	Emprisonnement	1 503	1 555	1 551	1 350	1 188
20	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	392	398	493	443	395
21	moins de 3 mois	44	32	25	23	11
22	3 mois à moins de 6 mois	71	66	78	44	49
23	6 mois à moins d'un an	123	121	138	103	95
24	1 an et plus	154	179	252	273	240
25	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>10,2</i>	<i>11,3</i>	<i>12,9</i>	<i>16,0</i>	<i>17,0</i>
26	Assorti d'un sursis total	1 111	1 157	1 058	907	793
27	Sursis simple	1 032	1 091	1 011	863	747
28	Sursis avec mise à l'épreuve	59	49	37	36	41
29	Avec travail d'intérêt général	20	17	10	8	5
30	Amende	74	61	27	27	30
31	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	68	56	23	21	23
32	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>791</i>	<i>749</i>	<i>1 191</i>	<i>793</i>	<i>1 159</i>
33	Assortie d'un sursis total	6	5	4	6	7
34	Peine de substitution	82	73	56	54	39
35	dont suspension du permis de conduire	55	41	35	33	20
36	Autres décisions	13	4	7	8	9
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
37	Hommes	1 434	1 449	1 399	1 229	1 096
38	Femmes	238	244	242	210	170

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Homicides involontaires par conducteur (fin)					
Âge des condamnés					
1	3	1	2	3	3
2	12	7	11	16	12
3	129	121	131	146	116
4	422	398	379	337	317
5	285	278	245	205	194
6	329	366	341	273	228
7	354	379	384	330	281
8	138	143	148	129	115
Nationalité des condamnés					
9	1 518	1 523	1 508	1 285	1 138
10	129	134	114	131	107
11	25	36	19	23	21
Blessures involontaires par conducteur : délits					
12	6 767	6 683	6 323	8 796	10 004
Nature de la peine					
13	3 934	3 892	3 974	4 614	4 593
14	449	535	611	669	650
15	167	167	178	176	169
16	160	199	203	223	236
17	93	111	143	183	171
18	29	58	87	87	74
19	4,1	4,7	5,4	5,8	5,6
20	3 485	3 357	3 363	3 945	3 943
21	2 883	2 800	2 851	3 335	3 419
22	512	501	457	531	470
23	90	56	55	79	54
24	1 646	1 605	1 282	2 531	3 255
25	1 493	1 533	1 180	2 375	3 011
26	401	415	451	427	396
27	153	72	102	156	244
28	1 155	1 164	1 028	1 573	2 015
29	964	997	892	1 345	1 724
30	32	22	39	78	141
Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
31	5 756	5 678	5 364	7 218	8 029
32	1 011	1 005	959	1 578	1 975
Âge des condamnés					
33	7	5	6	14	31
34	11	1	10	34	75
35	321	324	386	690	744
36	1 318	1 322	1 286	1 805	2 028
37	1 060	1 012	843	1 198	1 303
38	1 646	1 660	1 432	1 908	2 083
39	1 880	1 836	1 810	2 287	2 643
40	524	523	550	860	1 097
Nationalité des condamnés					
41	6 175	6 035	5 703	7 858	8 735
42	459	519	509	759	810
43	133	129	111	179	459

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p	
Blessures involontaires par conducteur : contraventions de 5^e classe						
1	Toutes condamnations pour blessures invol. par conducteur ITT < 3 mois	10 421	10 141	9 006	2 781	478
◆ Nature de la peine						
2	Amende	8 081	8 005	7 184	2 311	402
3	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	7 678	7 695	6 992	2 222	393
4	Montant moyen de l'amende ferme (en euros)	271	293	297	326	399
5	Assortie d'un sursis total	403	310	192	89	9
6	Peine de substitution	2 263	2 064	1 745	433	64
7	dont suspension du permis de conduire	2 231	2 031	1 728	419	62
8	Autres décisions	77	72	77	37	12
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
9	Hommes	7 870	7 674	6 826	2 100	389
10	Femmes	2 551	2 467	2 180	681	89
Âge des condamnés						
11	Moins de 16 ans	9	17	16	10	4
12	de 16 ans à moins de 18 ans	10	10	11	7	5
13	de 18 ans à moins de 20 ans	633	600	626	243	41
14	de 20 ans à moins de 25 ans	2 088	2 113	1 821	545	112
15	de 25 ans à moins de 30 ans	1 339	1 275	1 111	353	69
16	de 30 ans à moins de 40 ans	2 058	2 036	1 731	565	90
17	de 40 ans à moins de 60 ans	2 818	2 680	2 429	717	111
18	60 ans et plus	1 466	1 410	1 261	341	46
Nationalité des condamnés						
19	Français	8 778	8 561	7 581	2 338	386
20	Étrangers	747	753	683	227	44
21	Non déclarés	896	827	742	216	48

Les condamnations décrites dans ce volet répriment les “agressions sexuelles”, qui comprennent toutes les atteintes sexuelles commises avec violence, contrainte, menace ou surprise - art. 222-22 du CP - (viols et autres agressions sexuelles), l’exploitation de la personne (proxénétisme), et diverses infractions moins graves relatives aux mœurs (exhibition sexuelle, outrage aux bonnes mœurs).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l’ensemble des viols, l’ensemble des agressions sexuelles délictueuses, et l’ensemble des condamnations pour proxénétisme.

Code | Définitions et méthode

- 3 à 7 | Les agressions sexuelles de nature criminelle sont **les viols** (art. 222-23 *sqq.* du CP). Le viol simple est puni de 15 ans de réclusion criminelle. Si le viol est commis avec certaines circonstances aggravantes, la peine encourue s’élève à 20 ans de réclusion [sur mineur de 15 ans, sur personne vulnérable, par un ascendant avec menace ou usage d’une arme], à 30 ans lorsqu’il a entraîné la mort, et à la réclusion criminelle à perpétuité lorsqu’il est commis avec tortures ou actes de barbarie.
- 4 | Les viols de mineurs par ascendant ou personne ayant autorité sont inclus dans les viols avec circonstances aggravantes.
- 6 | Sur majeur ou mineur de plus de 15 ans.
- 9 | **L’exhibition sexuelle**, imposée à la vue d’autrui dans un lieu accessible aux regards du public, est punie d’un an d’emprisonnement et de 15 000 Euros d’amende (Art. 222-32 du CP). Ces faits étaient qualifiés “*outrage public à la pudeur*” dans l’ancien Code pénal.
- 10, 11 | **Le proxénétisme** est aggravé par l’usage de violences ou de menaces, par l’existence d’un lien de famille entre l’auteur et la victime, et par la pluralité d’auteurs et de victimes. Le délit ainsi défini est alors passible d’un emprisonnement de 10 ans.
- 12 à 17 | Les agressions sexuelles autres que le viol sont punies de cinq ans d’emprisonnement et de 75 000 Euros d’amende (Art. 222-27 du CP). Les peines sont portées à sept ans d’emprisonnement et 100 000 Euros d’amende lorsque ces agressions ont entraîné des blessures, sont commises par un ascendant ou une personne ayant autorité, par plusieurs personnes ou avec une arme (Art. 222-28 du CP) ou quand elles sont imposées à un mineur de quinze ans ou à une personne particulièrement vulnérable (Art. 222-29 du CP). Enfin, les agressions sexuelles ont punies de dix ans d’emprisonnement et de 150 000 Euros d’amende quand elles sont imposées à un mineur de quinze ans ou une personne particulièrement vulnérable et qu’elles ont été commises par un ascendant ou une personne abusant de son autorité, par plusieurs personnes, avec une arme ou qu’elles ont entraîné des blessures (Art. 222-30 du CP).
- 13 | Le fait de harceler autrui en donnant des ordres, proférant des menaces ou exerçant des pressions graves, dans le but d’obtenir des faveurs de nature sexuelle, par une personne abusant de l’autorité que lui confèrent ses fonctions, est puni d’un an d’emprisonnement et de 15 000 Euros d’amende (Art. 222-33 du CP).
- 17 | **Les autres atteintes aux mœurs sur mineur** comprennent le proxénétisme pratiqué sur des victimes mineures, l’excitation de mineurs à la débauche, les outrages aux bonnes mœurs envers mineurs.
- 19 | Jusqu’en 2002, le racolage n’encourait qu’une peine d’amende pour contravention de 5^e classe. La loi du 18 mars 2003 (art. 225-10-1) a correctionnalisé cette infraction qui est punie de deux mois d’emprisonnement et de 3 750 euros d’amende.
- 20 | **Les contraventions de 5^e classe** répriment dans ce domaine le racolage actif.
- | **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1	Toutes condamnations pour atteintes sexuelles	10 054	10 382	11 276	12 206	12 361
2	Viols (crimes)	1 656	1 582	1 710	1 759	1 626
3	Commis par plusieurs personnes	140	145	163	176	150
4	Avec circonstances aggravantes	716	647	678	636	561
5	Sur mineur de moins de 15 ans	474	433	486	540	512
6	Viol par ascendant ou personne ayant autorité	97	102	85	101	96
7	Viols simples et autres	229	255	298	306	307
8	Atteintes sexuelles (délits)	8 134	8 613	9 385	10 446	10 735
9	Exhibition sexuelle	1 787	1 872	1 938	2 211	2 080
10	Proxénétisme	252	227	225	244	237
11	Proxénétisme aggravé	86	131	269	295	291
12	Agression sexuelle	1 190	1 241	1 326	1 441	1 618
13	<i>dont harcèlement sexuel</i>	31	24	27	47	47
14	Agression sexuelle avec circonstance aggravante	556	519	537	539	628
15	Atteinte sexuelle sur mineur sans circonstance aggravante	333	310	276	269	240
16	Atteinte ou agression sexuelle sur mineur avec circonstance aggravante	3 386	3 656	3 783	3 836	3 703
17	Agression sexuelle par ascendant ou personne ayant autorité	219	220	247	250	285
18	Autres atteintes aux mœurs sur mineur	325	437	493	610	776
19	Racolage public			291	751	877
20	Racolage actif (contraventions de 5^e classe)	264	187	181	1	0

Viols

21	Toutes condamnations pour viols (cf. code 2)	1 656	1 582	1 710	1 759	1 626
◆	Nature de la peine					
22	Peine privative de liberté	1 639	1 565	1 691	1 741	1 608
23	<i>dont réclusion criminelle</i>	591	589	598	586	568
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 455	1 383	1 472	1 488	1 392
25	Moins d'un an	78	73	71	81	63
26	1 an à moins de 3 ans	143	126	140	165	147
27	3 ans à moins de 5 ans	145	101	133	139	101
28	5 ans à moins de 10 ans	458	462	478	480	484
29	10 ans à moins de 20 ans	574	573	612	584	562
30	20 ans et plus (sans perpétuité)	52	44	35	37	33
31	Perpétuité	5	4	3	2	2
32	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)</i>	<i>100,0</i>	<i>103,8</i>	<i>99,2</i>	<i>97,4</i>	<i>100,6</i>
33	Assortie d'un sursis total	184	182	219	253	216
34	Sursis simple	51	63	69	81	69
35	Sursis avec mise à l'épreuve	133	119	150	172	147
36	Avec travail d'intérêt général	0	0	0	0	0
37	Autres décisions	17	17	19	18	18
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
38	Hommes	1 629	1 554	1 686	1 722	1 603
39	Femmes	27	28	24	37	23
	Âge des condamnés					
40	Moins de 16 ans	231	222	274	341	276
41	de 16 ans à moins de 18 ans	202	141	147	158	122
42	de 18 ans à moins de 20 ans	50	80	109	113	91
43	de 20 ans à moins de 25 ans	154	149	183	167	220
44	de 25 ans à moins de 30 ans	186	189	194	208	208
45	de 30 ans à moins de 40 ans	472	460	450	406	364
46	de 40 ans à moins de 60 ans	328	315	306	327	316
47	60 ans et plus	33	26	47	39	29
	Nationalité des condamnés					
48	Français	1 470	1 378	1 487	1 533	1 395
49	Étrangers	148	164	175	151	167
50	Non déclarés	38	40	48	75	64

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Agressions sexuelles (délits)					
1 Toutes condamnations pour agressions sexuelles (cf. page précédente, codes 12 à 17)	5 684	5 946	6 169	6 335	6 474
◆ Nature de la peine					
2 Emprisonnement	5 104	5 341	5 598	5 647	5 732
3 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	2 230	2 341	2 395	2 404	2 383
4 Moins de 3 mois	133	99	124	98	78
5 3 mois à moins de 6 mois	264	238	195	232	217
6 6 mois à moins d'un an	462	515	511	499	529
7 1 an à moins de 3 ans	826	921	988	998	985
8 3 ans à moins de 5 ans	354	384	408	400	363
9 5 ans et plus	191	184	169	177	211
10 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>20,8</i>	<i>20,9</i>	<i>21,0</i>	<i>21,1</i>	<i>21,5</i>
11 Assorti d'un sursis total	2 874	3 000	3 203	3 243	3 349
12 Sursis simple	1 216	1 265	1 435	1 492	1 658
13 Sursis avec mise à l'épreuve	1 645	1 725	1 758	1 744	1 673
14 Avec Travail d'intérêt général	13	10	10	7	18
15 Amende	60	58	56	45	57
16 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	48	48	47	37	46
17 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>931</i>	<i>808</i>	<i>808</i>	<i>662</i>	<i>1 128</i>
18 Assortie d'un sursis total	12	10	9	8	11
19 Autres décisions	520	547	515	643	685
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
20 Hommes	5 607	5 853	6 083	6 244	6 379
21 Femmes	77	93	86	91	95
Âge des condamnés					
22 Moins de 16 ans	876	983	1 024	1 242	1 216
23 de 16 ans à moins de 18 ans	360	329	308	287	352
24 de 18 ans à moins de 20 ans	210	282	293	315	302
25 de 20 ans à moins de 25 ans	452	461	497	503	482
26 de 25 ans à moins de 30 ans	546	556	575	584	585
27 de 30 ans à moins de 40 ans	1 366	1 380	1 413	1 413	1 457
28 de 40 ans à moins de 60 ans	1 472	1 523	1 634	1 613	1 671
29 60 ans et plus	402	432	425	378	409
Nationalité des condamnés					
30 Français	5 143	5 352	5 477	5 630	5 697
31 Étrangers	405	445	539	535	569
32 Non déclarés	136	149	153	170	208

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Proxénétisme					
1 Toutes condamnations pour proxénétisme	338	358	494	539	528
◆ Nature de la peine					
2 Emprisonnement	308	315	460	507	467
3 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	190	189	332	355	324
4 Moins de 3 mois	13	5	7	11	22
5 3 mois à moins de 6 mois	24	22	22	33	38
6 6 mois à moins d'un an	42	41	34	50	40
7 1 an à moins de 3 ans	69	57	155	125	105
8 3 ans à moins de 5 ans	28	33	55	74	58
9 5 ans et plus	14	31	59	62	61
10 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	20,9	26,3	29,6	28,1	28,3
11 Assorti d'un sursis total	118	126	128	152	143
12 Sursis simple	109	115	124	139	132
13 Sursis avec mise à l'épreuve	9	11	4	13	10
14 Avec travail d'intérêt général	0	0	0	0	1
15 Amende	21	35	22	25	44
16 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	15	27	17	19	35
17 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	4 512	4 378	8 029	2 455	2 776
18 Assortie d'un sursis total	6	8	5	6	9
19 Autres décisions	9	8	12	7	17
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
20 Hommes	257	275	378	399	400
21 Femmes	81	83	116	140	128
Âge des condamnés					
22 Moins de 18 ans	0	1	2	4	3
23 de 18 ans à moins de 20 ans	7	7	13	23	24
24 de 20 ans à moins de 25 ans	40	30	93	108	110
25 de 25 ans à moins de 30 ans	57	65	100	104	92
26 de 30 ans à moins de 40 ans	100	122	150	146	161
27 de 40 ans à moins de 60 ans	123	118	124	136	126
28 60 ans et plus	11	15	12	18	12
Nationalité des condamnés					
29 Français	201	226	223	232	236
30 Étrangers	111	116	255	284	274
31 Non déclarés	26	16	16	23	18

Les infractions portant atteinte à la famille sont étroitement liées au divorce. La plus grande partie des condamnations répertoriées ici concerne les abandons de famille.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions relatives à la famille.

Code | Définitions et méthodes

- 4 | **L'abandon de famille**, défini par l'article 227-3 du CP, sanctionne le défaut de paiement pendant plus de deux ans de la pension alimentaire ou de la contribution fixée par décision judiciaire, au profit d'un enfant mineur, d'un ascendant, d'un descendant ou d'un conjoint.
 - 5 | **La non-représentation d'enfant** sanctionne le fait, pour le père ou la mère, de ne pas représenter l'enfant à ceux qui ont le droit de le réclamer (art. 227-5 du CP).
 - 6 | **L'abandon de foyer** inclut les mauvais traitements ou les défauts de soins à un enfant.
 - 7 | Le poste "**autres délits**" comprend principalement la bigamie.
 - 8 à 15 | Les "**autres atteintes à la personne**" rassemblent toutes les autres infractions portant atteinte à la santé morale ou physique de l'individu. Elles comprennent par ordre d'importance numérique, la divulgation de fausses informations destinées à faire croire à un attentat criminel, la violation de sépulture, l'atteinte à la vie privée par différents moyens, et la violation du secret professionnel.
 - 16 | **Les contraventions de 5^e classe** sont peu nombreuses en ce domaine. Elles sanctionnent le non-paiement d'une pension alimentaire par le tiers débiteur tenu au paiement direct, et l'emploi d'enfant d'âge scolaire, ou de femme mineure, dans un débit de boissons à consommer sur place.
- | **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations pour atteintes à la famille et autres atteintes à la personne	14 247	12 170	14 801	17 195	17 630
2 Délits	13 952	12 064	14 625	16 874	17 337
3 Atteintes à la famille	6 082	5 323	5 390	5 805	5 728
4 Abandon de famille	4 985	4 696	4 539	4 678	4 507
5 Non-présentation d'enfant	969	546	744	973	1 040
6 Abandon de foyer	119	75	105	134	144
7 Autres	9	6	2	20	37
8 Autres atteintes à la personne	7 870	6 741	9 235	11 069	11 609
9 Violation de domicile	1 027	818	1 177	1 287	1 259
10 Atteinte à la vie privée	1 352	996	1 543	1 917	2 130
11 Diffamation, discrimination	551	371	379	559	686
12 Menaces	2 970	2 610	3 648	4 814	5 323
13 Mise en danger d'autrui, non assistance à personne en danger	1 586	1 525	2 026	1 991	1 677
14 Détention, séquestration	338	386	415	449	487
15 Autres	46	35	47	52	47
16 Contraventions de 5^e classe	295	106	176	321	293

Atteintes à la famille

17 Toutes condamnations pour atteintes à la famille (cf. code 3)	6 082	5 323	5 390	5 805	5 728
◆ Nature de la peine					
18 Emprisonnement	4 763	4 355	4 392	4 638	4 492
19 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	1 033	941	928	943	887
20 moins de 3 mois	314	237	236	224	234
21 3 mois à moins de 6 mois	384	399	365	387	364
22 6 mois à moins d'un an	193	188	209	208	181
23 1 an et plus	142	117	118	124	108
24 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>4,5</i>	<i>4,8</i>	<i>4,8</i>	<i>4,9</i>	<i>4,8</i>
25 Assorti d'un sursis total	3 730	3 414	3 464	3 695	3 605
26 Sursis simple	1 197	1 059	1 210	1 341	1 462
27 Sursis avec mise à l'épreuve	2 528	2 352	2 252	2 349	2 140
28 Avec travail d'intérêt général	5	3	2	5	3
29 Amende	306	222	232	297	367
30 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	108	85	95	118	158
31 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>638</i>	<i>983</i>	<i>816</i>	<i>737</i>	<i>827</i>
32 Assortie d'un sursis total	198	137	137	179	209
33 Dispense de peine	979	719	747	838	810
34 Autres décisions	34	27	19	32	59
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
35 Hommes	5 105	4 726	4 621	4 819	4 687
36 Femmes	977	597	769	986	1 041
Âge des condamnés					
37 Moins de 18 ans	1	0	1	1	1
38 de 18 ans à moins de 20 ans	3	4	8	11	18
39 de 20 ans à moins de 25 ans	133	114	158	185	184
40 de 25 ans à moins de 30 ans	583	523	527	615	606
41 de 30 ans à moins de 40 ans	2 590	2 192	2 324	2 486	2 522
42 de 40 ans à moins de 60 ans	2 675	2 381	2 280	2 401	2 312
43 60 ans et plus	97	109	92	106	85
Nationalité des condamnés					
44 Français	5 063	4 355	4 475	4 774	4 781
45 Étrangers	636	576	547	615	566
46 Non déclarés	383	392	368	416	381

Ces infractions, qui portent atteinte à la propriété, constituent un des deux grands contentieux de masse que doit traiter l'institution judiciaire. Elles sont qualifiées crimes ou délits selon les actes de violence qui ont accompagné le vol.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour trois groupes d'infractions : l'ensemble des vols criminels, l'ensemble des vols délictueux, et l'ensemble des recels délictueux.

Code | Définitions et méthode

3 et 4 | **Le vol** est qualifié crime, et l'auteur encourt la réclusion criminelle, si l'infraction a été accompagnée de violences ayant entraîné des atteintes corporelles graves (torture ou actes de barbarie ou violence ayant entraîné la mort ou une mutilation ou une infirmité permanente) ou si elle a été commise avec usage ou menace d'une arme ou encore en bande organisée (art. 311-7 à 311-10 du CP).

5 | **Le recel** est qualifié crime quand son auteur a reçu des objets provenant d'une soustraction frauduleuse, dont il connaissait les circonstances aggravantes qui l'accompagnaient et qui en faisaient un crime.

7 à 15 | **Le vol et le recel délictueux** sont des délits passibles de peines d'emprisonnement, dont la durée varie avec les circonstances de l'infraction : trois ans pour le vol simple, et jusqu'à dix ans si le vol s'accompagne de trois circonstances aggravantes (en réunion, avec violences, avec dégradations, dans un local d'habitation par ruse, escalade, ou effraction, dans un véhicule affecté au transport collectif de voyageurs, lorsqu'il est commis par une personne dépositaire de l'autorité publique ou lorsqu'il est facilité par l'état d'une personne particulièrement vulnérable – art. 311-3 à 311-6 du CP –).

| **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code		2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1	Toutes condamnations pour vol et recel	106 226	84 217	104 674	112 983	113 632
2	Crimes	614	552	536	619	648
	Vols qualifiés - recels qualifiés					
3	Vol avec port d'arme	462	406	411	483	480
4	Autres vols qualifiés	133	131	102	113	143
5	Recel qualifié	19	15	23	23	25
6	Délits	105 612	83 665	104 138	112 364	112 984
	Vols - recels					
7	Vol simple	31 651	22 127	29 577	30 899	31 330
8	Vol avec effraction	6 250	4 900	5 517	5 404	5 189
9	Vol avec violence	4 828	5 777	5 743	5 150	4 850
10	Vol avec destruction ou dégradation	8 790	6 866	7 868	8 130	7 705
11	Vols avec une circonstance aggravante	18 729	14 873	20 113	22 614	22 574
12	Vols avec 2 ou 3 circonstances aggravantes	20 133	16 995	19 780	22 181	23 180
13	Autres vols	1	1	3	0	2
14	Recel simple	13 424	10 610	13 392	15 568	15 824
15	Recel aggravé	1 806	1 516	2 145	2 418	2 330

Vols qualifiés (crimes)

16	Toutes condamnations pour vols qualifiés (cf. codes 3 et 4)	595	537	513	596	623
◆	Nature de la peine					
17	Peine privative de liberté	593	537	513	595	622
18	<i>dont réclusion criminelle</i>	185	195	136	151	174
19	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	568	514	491	563	598
20	Moins d'un an	34	19	18	24	19
21	1 an à moins de 3 ans	55	37	59	54	51
22	3 ans à moins de 5 ans	52	51	59	68	82
23	5 ans à moins de 10 ans	232	201	219	256	252
24	10 ans à moins de 20 ans	154	171	125	145	177
25	20 ans et plus (sans perpétuité)	38	29	11	15	15
26	perpétuité	3	6	0	1	2
27	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)</i>	95,3	102,5	88,4	88,8	92,3
28	Assortie d'un sursis total	25	23	22	32	24
29	Sursis simple	12	15	8	18	15
30	Sursis avec mise à l'épreuve	13	8	14	14	9
31	Autres décisions	2	0	0	1	1
◆	Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
32	Hommes	570	523	501	579	602
33	Femmes	25	14	12	17	21
	Âge des condamnés					
34	Moins de 16 ans	9	18	12	23	15
35	de 16 ans à moins de 18 ans	109	39	38	50	55
36	de 18 ans à moins de 20 ans	32	48	80	70	75
37	de 20 ans à moins de 25 ans	147	166	183	186	201
38	de 25 ans à moins de 30 ans	102	101	74	95	112
39	de 30 ans à moins de 40 ans	130	115	84	120	117
40	de 40 ans à moins de 60 ans	64	47	40	50	47
41	60 ans et plus	2	3	2	2	1
	Nationalité des condamnés					
42	Français	507	452	432	510	528
43	Étrangers	72	73	57	63	78
44	Non déclarés	16	12	24	23	17

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Voils (délict)s					
1	90 382	71 539	88 601	94 378	94 830
1 Toutes condamnations pour délit de vol (cf. page précédente, codes 7 à 13)					
◆ Nature de la peine					
2	64 159	54 138	67 662	69 892	65 553
2 Emprisonnement					
3	32 278	29 917	32 230	32 570	31 309
3 Ferme ou assorti d'un sursis partiel					
4	9 121	5 896	8 192	9 421	9 069
4 Moins de 3 mois					
5	10 785	10 254	10 572	10 601	10 116
5 3 mois à moins de 6 mois					
6	7 837	8 728	8 370	7 619	7 303
6 6 mois à moins d'un an					
7	3 898	4 312	4 200	4 125	4 010
7 1 an à moins de 3 ans					
8	483	549	652	598	617
8 3 ans à moins de 5 ans					
9	154	178	244	206	194
9 5 ans et plus					
10	6,1	7,0	6,8	6,4	6,5
10 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>					
11	31 881	24 221	35 432	37 322	34 244
11 Assorti d'un sursis total					
12	20 492	13 670	24 386	25 475	23 599
12 Sursis simple					
13	7 952	7 091	7 788	8 409	7 500
13 Sursis avec mise à l'épreuve					
14	3 437	3 460	3 258	3 438	3 145
14 Avec Travail d'intérêt général					
15	7 642	4 204	6 189	6 766	8 800
15 Amende					
16	6 351	3 431	5 060	5 468	7 545
16 Ferme ou assortie d'un sursis partiel					
17	365	464	400	386	319
17 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>					
18	1 291	773	1 129	1 298	1 255
18 Assortie d'un sursis total					
19	7 276	5 792	6 322	6 665	7 444
19 Peine de substitution					
20	3 509	3 528	3 487	3 745	4 385
20 Travail d'intérêt général					
21	3 107	1 847	2 384	2 555	2 610
21 Jours-amende					
22	559	301	309	242	272
22 Suspension du permis de conduire					
23	101	116	142	123	177
23 Autres					
24	10 044	6 792	7 533	9 899	11 696
24 Mesure et sanction éducative					
25	6 816	4 713	5 114	6 505	8 114
25 dont admonestation					
26	1 261	613	895	1 156	1 337
26 Dispense de peine					
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
27	80 818	64 631	78 315	83 300	83 755
27 Hommes					
28	9 564	6 908	10 286	11 078	11 075
28 Femmes					
Âge des condamnés					
29	8 808	5 850	7 144	10 535	10 559
29 Moins de 16 ans					
30	10 302	7 706	8 154	9 817	13 061
30 de 16 ans à moins de 18 ans					
31	14 106	11 529	15 561	17 388	16 645
31 de 18 ans à moins de 20 ans					
32	24 348	19 771	24 065	23 052	21 773
32 de 20 ans à moins de 25 ans					
33	12 619	10 196	12 317	11 607	10 969
33 de 25 ans à moins de 30 ans					
34	14 012	11 595	14 770	15 046	14 298
34 de 30 ans à moins de 40 ans					
35	5 922	4 723	6 338	6 678	7 214
35 de 40 ans à moins de 60 ans					
36	265	169	252	255	311
36 60 ans et plus					
Nationalité des condamnés					
37	74 844	57 847	70 272	76 145	75 621
37 Français					
38	12 198	10 729	14 846	14 569	13 089
38 Étrangers					
39	3 340	2 963	3 483	3 664	6 120
39 Non déclarés					

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Recels (délits)					
1	15 230	12 126	15 537	17 986	18 154
◆ Nature de la peine					
2	10 206	8 729	11 281	12 673	11 812
3	4 410	4 450	5 049	5 396	5 258
4	1 187	802	1 130	1 417	1 416
5	1 542	1 532	1 749	1 844	1 829
6	1 111	1 356	1 345	1 248	1 188
7	495	651	699	742	687
8	56	84	91	113	95
9	19	25	35	32	43
10	<i>5,9</i>	<i>7,0</i>	<i>6,9</i>	<i>6,7</i>	<i>6,6</i>
11	5 796	4 279	6 232	7 277	6 554
12	4 324	2 893	4 850	5 656	5 248
13	1 063	950	1 008	1 156	949
14	409	436	374	465	357
15	2 105	1 260	1 742	2 197	2 717
16	1 789	1 107	1 514	1 907	2 380
17	<i>575</i>	<i>912</i>	<i>776</i>	<i>687</i>	<i>638</i>
18	316	153	228	290	337
19	1 442	1 114	1 271	1 509	1 564
20	1 271	944	1 113	1 458	1 866
21	206	79	130	149	195
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
22	13 460	11 012	13 950	16 100	16 097
23	1 770	1 114	1 587	1 886	2 057
Âge des condamnés					
24	821	577	745	1 155	1 165
25	1 225	961	1 073	1 426	2 006
26	2 470	1 735	2 646	3 249	2 988
27	4 350	3 531	4 476	5 005	4 741
28	2 183	1 864	2 199	2 489	2 375
29	2 493	2 116	2 711	2 828	2 891
30	1 595	1 287	1 590	1 744	1 882
31	93	55	97	90	106
Nationalité des condamnés					
32	12 497	9 519	12 240	14 545	14 502
33	2 202	2 113	2 641	2 729	2 539
34	531	494	656	712	1 113

Les escroqueries et abus de confiance comprennent l'ensemble des condamnations relatives aux infractions "astucieuses" contre les biens.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions présentées dans cette rubrique.

Code | Définitions et méthode

- 3 | **L'escroquerie** est le fait d'utiliser un faux nom ou une fausse qualité ou des manœuvres frauduleuses pour obtenir la remise de fonds ou de valeurs (art. 313-1 CP). On y trouve, entre autres, les fraudes ou fausses déclarations pour l'obtention des prestations chômage.
- 4 | **L'abus de confiance ou de blanc-seing** peut être puni d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 10 ans et 1,5 million d'Euros d'amende si l'infraction est réalisée par un mandataire de justice ou un officier public ou ministériel, soit dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, soit en raison de sa qualité (art. 314-3 du CP).
- 8 | Le poste "**autres filouteries**" comprend les filouteries de carburants et les filouteries de voitures de louage.
| **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code		2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1	Toutes condamnations pour escroqueries et abus de confiance	13 179	10 673	12 974	14 192	14 631
2	Délits	13 179	10 673	12 974	14 192	14 631
3	Escroquerie	6 221	4 666	5 544	6 275	6 765
4	Abus de confiance ou de blanc-seing	3 009	3 024	3 139	3 144	3 122
5	Détournement, destruction d'objet saisi ou gagé	361	192	216	186	207
6	Filouterie d'hôtel	347	187	262	287	264
7	Filouterie d'aliments	302	182	327	358	311
8	Autres filouteries	556	466	1 277	1 415	1 394
9	Extorsion de fonds, chantage	2 383	1 956	2 209	2 527	2 568
◆ Nature de la peine						
10	Emprisonnement	9 561	8 466	10 220	10 998	11 152
11	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	3 681	3 622	4 064	4 214	4 281
12	Moins de 3 mois	801	528	773	903	968
13	3 mois à moins de 6 mois	962	928	1 116	1 086	1 052
14	6 mois à moins d'un an	1 035	1 181	1 138	1 083	1 105
15	1 an à moins de 3 ans	742	842	856	962	958
16	3 ans à moins de 5 ans	107	114	148	136	147
17	5 ans et plus	34	29	33	44	51
18	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>8,1</i>	<i>8,9</i>	<i>8,6</i>	<i>8,6</i>	<i>8,8</i>
19	Assorti d'un sursis total	5 880	4 844	6 156	6 784	6 871
20	Sursis simple	3 958	2 961	4 054	4 657	4 869
21	Sursis avec mise à l'épreuve	1 720	1 694	1 877	1 923	1 793
22	Avec travail d'intérêt général	202	189	225	204	209
23	Amende	1 729	1 080	1 389	1 532	1 638
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 395	926	1 144	1 256	1 354
25	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>887</i>	<i>1 983</i>	<i>1 078</i>	<i>1 003</i>	<i>836</i>
26	Assortie d'un sursis total	334	154	245	276	284
27	Peine de substitution	730	511	732	765	862
28	Suspension du permis de conduire	92	39	48	43	49
29	Jours-amende	458	319	470	490	512
30	Travail d'intérêt général	167	137	198	216	274
31	Autres	13	16	16	16	27
32	Mesure et sanction éducative	668	398	393	564	612
33	dont admonestation	450	273	229	380	411
34	Dispense de peine	491	218	240	333	367
◆ Caractéristiques des condamnés						
Sexe des condamnés						
35	Hommes	10 583	8 730	10 523	11 409	11 738
36	Femmes	2 596	1 943	2 451	2 783	2 893
Âge des condamnés						
37	Moins de 16 ans	739	441	437	655	686
38	de 16 ans à moins de 18 ans	636	399	409	551	731
39	de 18 ans à moins de 20 ans	985	808	1 209	1 422	1 329
40	de 20 ans à moins de 25 ans	2 482	2 028	2 635	2 900	2 924
41	de 25 ans à moins de 30 ans	1 819	1 513	1 970	2 042	2 023
42	de 30 ans à moins de 40 ans	3 037	2 616	3 031	3 223	3 405
43	de 40 ans à moins de 60 ans	3 273	2 691	3 104	3 180	3 320
44	60 ans et plus	208	177	179	219	213
Nationalité des condamnés						
45	Français	11 039	8 766	10 615	11 771	11 853
46	Étrangers	1 535	1 378	1 809	1 868	1 944
47	Non déclarés	605	529	550	553	834

Ce contentieux comprend l'ensemble des destructions ou dégradations perpétrées sur un bien de nature publique ou privée.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des délits ayant entraîné la destruction ou la dégradation d'un bien d'autrui.

Code | Définitions et méthode

2 | Les destructions par des moyens dangereux sont de nature criminelle si elles ont entraîné pour autrui une incapacité de travail (art. 322-7 à 322-11 du CP), dans le cas d'incendie volontaire ou d'acte de terrorisme par exemple.
Dans les autres cas, ce sont des délits classés selon les moyens utilisés pour détruire, selon la nature du bien détruit ou endommagé, ou selon la gravité du dommage.

9 | Le poste "autres" contient essentiellement les incendies involontaires de forêts, bois, landes, maquis ou plantations.

| **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations pour destruction et dégradation	15 512	12 977	15 797	17 516	18 742
2 Crimes	14	27	17	31	30
3 Délits	15 498	12 950	15 780	17 485	18 712
4 Destruction d'un bien d'autrui	8 524	5 631	7 305	8 287	8 483
5 Destruction d'un bien d'autrui par explosion, incendie	1 782	2 062	2 678	2 826	3 173
6 Destruction d'un bien d'autrui avec effraction	2 711	2 872	3 271	3 619	4 109
7 Dégradation de monument d'utilité publique	2 222	2 141	2 227	2 404	2 550
8 Acte de cruauté sur animal domestique	158	173	187	195	181
9 Autres	101	71	112	154	216
10 Toutes condamnations pour un délit de destruction ou dégradation (cf. code 3)	15 498	12 950	15 780	17 485	18 712
◆ Nature de la peine					
11 Emprisonnement	8 345	7 770	9 634	10 014	9 920
12 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	3 073	2 987	3 485	3 573	3 775
13 moins de 3 mois	1 299	948	1 270	1 402	1 526
14 3 mois à moins de 6 mois	1 001	1 029	1 131	1 116	1 181
15 6 mois à moins d'un an	519	668	680	657	701
16 1 an à moins de 3 ans	228	293	349	351	319
17 3 ans et plus	26	49	55	47	48
18 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>4,4</i>	<i>5,6</i>	<i>5,3</i>	<i>5,1</i>	<i>4,9</i>
19 Assorti d'un sursis total	5 272	4 783	6 149	6 441	6 145
20 Sursis simple	2 851	2 354	3 508	3 614	3 491
21 Sursis avec mise à l'épreuve	1 904	1 905	2 148	2 177	1 995
22 Avec travail d'intérêt général	517	524	493	650	659
23 Amende	2 759	1 869	2 217	2 576	3 012
24 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 244	1 542	1 830	2 103	2 523
25 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>454</i>	<i>525</i>	<i>492</i>	<i>436</i>	<i>382</i>
26 Assortie d'un sursis total	515	327	387	473	489
27 Peine de substitution	1 549	1 274	1 587	1 781	2 228
28 Suspension du permis de conduire	249	111	128	127	128
29 Travail d'intérêt général	726	727	936	1 065	1 396
30 Jours-amende	554	408	496	558	631
31 Autres	20	28	27	31	73
32 Mesure et sanction éducative	2 261	1 672	1 806	2 520	2 946
33 dont admonestation	1 451	1 129	1 181	1 630	2 069
34 Dispense de peine	584	365	536	594	606
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
35 Hommes	14 704	12 357	14 913	16 470	17 683
36 Femmes	794	593	867	1 015	1 029
Âge des condamnés					
37 Moins de 16 ans	2 013	1 550	1 768	2 461	2 533
38 de 16 ans à moins de 18 ans	1 368	1 219	1 176	1 636	2 375
39 de 18 ans à moins de 20 ans	2 182	1 929	2 549	2 867	3 276
40 de 20 ans à moins de 25 ans	3 882	3 285	4 018	3 891	4 218
41 de 25 ans à moins de 30 ans	1 986	1 652	1 999	2 037	1 847
42 de 30 ans à moins de 40 ans	2 477	1 970	2 512	2 725	2 629
43 de 40 ans à moins de 60 ans	1 460	1 254	1 595	1 698	1 644
44 60 ans et plus	130	91	163	170	190
Nationalité des condamnés					
45 Français	13 762	11 530	14 118	15 796	16 440
46 Étrangers	1 348	1 089	1 324	1 302	1 230
47 Non déclarés	388	331	338	387	1 042

Sont regroupées ici les infractions relatives à la circulation routière et aux transports routiers, à l'exception des atteintes corporelles involontaires provoquées par des conducteurs. Ces dernières ont été traitées avec les violences involontaires contre les personnes.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour conduite en état alcoolique et pour les infractions en matière de transport.

Code | Définitions et méthode

- 4 | **La conduite en état alcoolique** est punie d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 4 500 Euros. Elle se caractérise par la présence dans le sang d'un taux d'alcool pur égal ou supérieur à 0,8 gr/1000, ou par la présence dans l'air expiré d'un taux d'alcool pur égal ou supérieur à 0,4 gr/litre.
 - 10 | Jusqu'en 2003 **la conduite sans permis** est un délit quand l'auteur est en état de récidive. Dans le cas contraire, elle est qualifiée contravention de 5^e classe.
 - 10, 11 | **Défaut d'assurance et défaut de permis** : ont été correctionnalisés à partir du 12 mars 2004
 - 13 | Le poste "**autres délits**" en matière de circulation routière recouvre essentiellement des entraves à la circulation sur voie publique, et des convois de véhicules publicitaires.
 - 17 | **Les infractions en matière de navigation** sanctionnent le non respect des règlements en matière maritime, ainsi que le défaut de permis de navigation.
 - 18 | Le poste "**autres délits**" en matière de transport regroupe les infractions en matière de transports ferroviaire et aéronautique.
 - 20 à 25 | **Les contraventions de 5^e classe** en matière de circulation routière sanctionnent jusqu'en 2003 les infractions dites "papiers" (défaut d'assurance, de permis de conduire), ainsi que les excès de grande vitesse > 50 Km/h. On y trouve aussi la vente, la détention, le transport ou l'utilisation d'appareils destinés à perturber les instruments de police routière.
 - 23 | Cf. définition 10.
 - 25 | Le poste "**autres contraventions de 5^e classe**" en matière de circulation routière regroupe le non-respect des règles sur les barrières de dégel ou le passage sur les ponts, ainsi que l'affichage ou le marquage sur des ouvrages ou équipements du domaine routier.
 - 29 | Les "**autres contraventions de 5^e classe**" en matière de transport concernent l'exercice de commerce non autorisé dans les gares, l'absence de règles de sécurité en matière de navigation, et des infractions relatives au transport de matières dangereuses.
- | **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations pour infractions en matière de circulation routière et de transports	211 868	196 421	228 451	240 698	256 082
2 Délits	127 937	126 255	139 127	163 122	216 372
3 Circulation routière	125 615	123 939	136 762	159 887	212 256
4 Conduite en état alcoolique	103 915	100 243	110 010	110 934	128 122
5 Délit de fuite	8 186	8 386	8 267	7 064	6 272
6 Refus d'obtempérer	6 006	6 818	8 169	8 311	8 213
7 Refus de vérification d'état alcoolique	1 457	1 533	1 552	1 572	1 538
8 Conduite malgré suspension de permis	4 441	4 584	5 564	8 294	10 157
9 Défaut de plaques ou fausses plaques	431	972	1 044	915	844
10 Conduite sans permis	1 016	1 207	1 826	11 894	24 165
11 Défaut d'assurance (depuis le 12-03-2004)				9 862	29 968
12 Conduite en ayant fait l'usage de stupéfiant			37	735	2 554
13 Autres	163	196	293	306	423
14 Transports	2 322	2 316	2 365	3 235	4 116
15 Obstacle au contrôle de transport routier	1 521	1 405	1 336	1 735	2 305
16 Transport routier sans autorisation	257	419	488	727	877
17 Infractions en matière de navigation	58	42	61	62	63
18 Autres	486	450	480	711	871
19 Contraventions de 5^e classe	83 931	70 166	89 324	77 576	39 710
20 Circulation routière	73 880	61 658	77 951	64 086	24 821
21 Défaut d'assurance	28 541	12 850	28 381	28 522	6 207
22 Grand excès de vitesse	31 336	32 657	29 810	19 937	14 333
23 Conduite d'un véhicule sans permis	12 564	14 672	18 242	14 594	3 501
24 Appareil perturbateur d'instrument de police	1 001	1 061	817	653	345
25 Autres	438	418	701	380	435
26 Transports	10 051	8 508	11 373	13 490	14 889
27 Absence d'autorisation (transport routier)	2 454	1 392	2 296	3 665	3 743
28 Infraction à la réglementation sur les conditions de travail	5 475	4 425	4 178	4 104	4 157
29 Autres	2 122	2 691	4 899	5 721	6 989

Conduite en état alcoolique

30 Toutes condamnations pour conduite en état alcoolique (cf. code 4)	103 915	100 243	110 010	110 934	128 122
◆ Nature de la peine					
31 Emprisonnement	59 573	60 627	67 633	60 500	54 995
32 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	6 919	8 037	9 759	8 982	8 850
33 moins de 3 mois	3 530	3 720	4 283	3 997	3 903
34 3 mois à moins de 6 mois	2 344	2 803	3 401	3 183	3 253
35 6 mois à moins d'un an	859	1 213	1 638	1 463	1 398
36 1 an et plus	186	301	437	339	296
37 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>3,1</i>	<i>3,4</i>	<i>3,6</i>	<i>3,5</i>	<i>3,5</i>
38 Assorti d'un sursis total	52 654	52 590	57 874	51 518	46 145
39 Sursis simple	38 498	38 374	42 174	35 783	32 189
40 Sursis avec mise à l'épreuve	12 737	13 022	14 490	14 503	12 881
41 Avec travail d'intérêt général	1 419	1 194	1 210	1 232	1 075
42 Amende	23 346	22 075	26 327	35 290	51 382
43 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	22 923	21 831	26 107	35 071	51 180
44 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>317</i>	<i>333</i>	<i>338</i>	<i>354</i>	<i>323</i>
45 Assortie d'un sursis total	423	244	220	219	202

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Conduite en état alcoolique (fin)					
1 Peine de substitution	20 578	17 239	15 763	14 834	21 532
2 Suspension du permis de conduire	15 492	13 052	11 324	9 937	13 388
3 Interdiction du permis de conduire	1 999	1 722	1 404	1 309	1 232
4 Travail d'intérêt général	795	651	707	729	843
5 Jours-amende	2 087	1 675	2 166	2 522	2 687
6 Autres	205	139	162	337	3 382
7 Autres décisions	418	302	287	310	213
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
8 Hommes	97 402	93 830	102 542	103 299	118 625
9 Femmes	6 513	6 413	7 468	7 635	9 497
Âge des condamnés					
10 Moins de 18 ans	63	66	80	153	187
11 de 18 ans à moins de 20 ans	1 697	1 611	1 952	2 492	3 040
12 de 20 ans à moins de 25 ans	13 125	12 797	14 293	15 306	18 341
13 de 25 ans à moins de 30 ans	14 579	13 281	14 389	15 075	17 136
14 de 30 ans à moins de 40 ans	29 872	28 863	31 807	31 800	35 212
15 de 40 ans à moins de 60 ans	40 512	39 788	43 180	42 294	49 224
16 60 ans et plus	4 067	3 837	4 309	3 814	4 982
Nationalité des condamnés					
17 Français	95 210	91 644	99 288	98 552	105 076
18 Étrangers	7 125	7 023	8 282	8 651	8 974
19 Non déclarés	1 580	1 576	2 440	3 731	14 072

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Infractions en matière de transport					
1	2 322	2 316	2 365	3 235	4 116
◆ Nature de la peine					
2	162	158	125	153	125
3	10	8	15	14	14
4	4	6	7	5	7
5	6	2	8	9	7
6	152	150	110	139	111
7	2 069	2 063	2 118	2 968	3 900
8	1 928	1 913	1 959	2 811	3 786
9	<i>1 931</i>	<i>1 571</i>	<i>1 975</i>	<i>1 629</i>	<i>1 739</i>
10	141	150	159	157	114
11	91	95	122	114	91
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
12	2 219	2 222	2 249	3 077	3 967
13	103	94	116	158	149
Âge des condamnés					
14	28	8	13	22	28
15	94	79	103	141	153
16	221	215	238	304	416
17	714	693	740	959	1 229
18	1 182	1 229	1 178	1 687	2 135
19	83	92	93	122	155
Nationalité des condamnés					
20	1 060	1 062	1 048	1 383	1 467
21	1 176	1 137	1 187	1 579	1 987
22	86	117	130	273	662

La plus grande partie des condamnations répertoriées ici concerne la contrefaçon de chèques et l'usage.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des délits en matière de chèques.

Code | Définitions et méthode

6 à 25 | Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations pour délits en matière de chèques	2 963	1 866	2 300	2 920	3 088
2 Contrefaçon de chèques et usage	2 310	1 578	1 904	2 405	2 452
3 Retrait ou blocage de provision d'un chèque	208	119	132	203	263
4 Violation de l'interdiction d'émettre	441	162	253	294	354
5 Autres	4	7	11	18	19
◆ Nature de la peine					
6 Emprisonnement	2 168	1 459	1 846	2 219	2 228
7 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	665	553	591	678	641
8 moins de 3 mois	170	65	91	139	145
9 3 mois à moins de 6 mois	224	210	194	192	184
10 6 mois à moins d'un an	182	196	185	201	184
11 1 an à moins de 3 ans	79	74	104	125	105
12 3 ans et plus	10	8	17	21	23
13 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	5,9	6,7	7,7	7,4	7,3
14 Assorti d'un sursis total	1 503	906	1 255	1 541	1 587
15 Sursis simple	945	436	700	978	1 110
16 Sursis avec mise à l'épreuve	504	414	506	509	436
17 Avec travail d'intérêt général	54	56	49	54	41
18 Amende	371	172	201	317	399
19 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	290	139	145	232	302
20 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	487	684	868	725	537
21 Assortie d'un sursis total	81	33	56	85	97
22 Peine de substitution	213	148	147	210	250
23 dont interdiction d'émettre des chèques	27	8	6	16	16
24 Mesure et sanction éducative	64	40	45	64	94
25 Dispense de peine	147	47	61	110	117
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
26 Hommes	1 971	1 317	1 554	1 895	1 985
27 Femmes	992	549	746	1 025	1 103
Âge des condamnés					
28 Moins de 18 ans	115	74	81	125	174
29 de 18 ans à moins de 20 ans	371	193	267	372	394
30 de 20 ans à moins de 25 ans	849	531	686	776	800
31 de 25 ans à moins de 30 ans	478	346	382	465	437
32 de 30 ans à moins de 40 ans	632	394	498	640	666
33 de 40 ans à moins de 60 ans	486	315	363	518	585
34 60 ans et plus	32	13	23	24	32
Nationalité des condamnés					
35 Français	2 615	1 612	1 980	2 546	2 669
36 Étrangers	260	192	256	292	305
37 Non déclarés	88	62	64	82	114

Les condamnations en matière de travail et de sécurité sociale répriment principalement les infractions relatives à l'hygiène et à la sécurité, et le travail illégal.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies seulement pour les condamnations pour travail clandestin.

Code | Définitions et méthode

- 3 | Le non-respect des règles en matière d'**hygiène et de sécurité** est fréquemment sanctionné dans le bâtiment et les travaux publics.
 - 4 | Les infractions visées en matière de **travail illégal** sont par ordre d'importance numérique : l'exécution d'un travail dissimulé, le recours au service d'une personne exerçant un travail dissimulé et les délits de marchandage et de prêt illicite de main-d'œuvre, qui sont les principales formes de ce que l'on nomme aujourd'hui la fausse sous-traitance.
Jusqu'en 1985, les infractions en matière de travail illégal n'encourageaient qu'une peine d'amende pour contravention de 5^e classe. La correctionnalisation de cette infraction en 1985, et les lois spécifiques qui ont suivi, n'ont cessé d'aggraver les peines encourues en cette matière.
 - 13 | Le poste "**autres contraventions de 5^e classe**" est important. Il regroupe le non-affichage du nom de l'entrepreneur sur un chantier de construction, la non-affiliation de l'employeur à une caisse de congés payés, certaines infractions à la réglementation en matière d'assurances chômage, le non-respect des règles de travail de nuit des jeunes et des femmes, et le paiement de salaires inférieurs au minimum légal.
- 15 à 30 | **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations pour infractions en matière de travail et de sécurité sociale	7 670	6 505	6 329	6 573	7 243
2 Délits	6 262	6 088	5 683	5 643	6 272
3 Hygiène et sécurité	827	838	791	784	863
4 Travail illégal	4 855	4 748	4 423	4 346	4 803
5 Entrave aux fonctions de l'inspecteur du travail	256	267	274	255	248
6 Fraudes aux prestations et cotisations sociales	186	119	115	135	242
7 Entrave à la représentation des salariés	110	99	63	102	91
8 Autres	28	17	17	21	25
9 Contraventions de 5^e classe	1 408	417	646	930	971
10 Infraction à l'assujettissement à la sécurité sociale	588	127	247	281	245
11 Infraction à la législation sur les congés	313	97	95	134	186
12 Médecine du travail	233	106	148	269	296
13 Autres	274	87	156	246	244
Travail illégal					
14 Toutes condamnations en matière de travail illégal (cf. code 4)	4 855	4 748	4 423	4 346	4 803
◆ Nature de la peine					
15 Emprisonnement	1 491	1 598	1 641	1 847	1 819
16 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	249	269	301	253	250
17 moins de 3 mois	63	49	64	62	58
18 3 mois à moins de 6 mois	88	90	118	92	99
19 6 mois à moins d'un an	57	91	73	62	58
20 1 an et plus	41	39	46	37	35
21 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>5,7</i>	<i>6,1</i>	<i>6,4</i>	<i>6,0</i>	<i>5,4</i>
22 Assorti d'un sursis total	1 242	1 329	1 340	1 594	1 569
23 Sursis simple	1 170	1 246	1 257	1 502	1 501
24 Sursis avec mise à l'épreuve	67	79	78	82	55
25 Avec travail d'intérêt général	5	4	5	10	13
26 Amende	2 995	2 810	2 308	2 124	2 671
27 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 410	2 376	1 932	1 683	2 149
28 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>1 463</i>	<i>1 784</i>	<i>1 688</i>	<i>1 637</i>	<i>1 432</i>
29 <i>Assortie d'un sursis total</i>	<i>585</i>	<i>434</i>	<i>376</i>	<i>441</i>	<i>522</i>
30 Autres décisions	369	340	474	375	313
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
31 Hommes	4 117	4 006	3 784	3 712	4 118
32 Femmes	738	742	639	634	685
Âge des condamnés					
33 Moins de 20 ans	23	37	30	38	51
34 de 20 ans à moins de 25 ans	252	229	240	239	247
35 de 25 ans à moins de 30 ans	477	440	426	416	454
36 de 30 ans à moins de 40 ans	1 447	1 465	1 322	1 359	1 432
37 de 40 ans à moins de 60 ans	2 402	2 339	2 183	2 104	2 365
38 60 ans et plus	254	238	222	190	254
Nationalité des condamnés					
39 Français	3 530	3 283	3 058	2 888	3 016
40 Étrangers	1 196	1 322	1 183	1 296	1 372
41 Non déclarés	129	143	182	162	415

Les délits ayant fait l'objet de condamnations en matière de sociétés et de commerce, ont été regroupés en trois secteurs : celui des fraudes et contrefaçons, celui des infractions à la législation sur la concurrence et les prix, et enfin celui des infractions à la législation sur les sociétés.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies seulement pour les condamnations pour infractions à la législation sur les sociétés.

La multiplication des infractions recensées dans ces domaines, ainsi que leur complexité, font que les postes "autres" de chacun des groupes présentent des effectifs assez importants (cf. explications ci-dessous).

Code | Définitions et méthode

- 7 | Le poste "**Autres fraudes et contrefaçons**" comporte notamment les fraudes sur l'appellation, la provenance ou l'identification d'une marchandise.
 - 12 | Le poste "**Prix illicites et autres**" comporte notamment les infractions en matière de contrats autres que ceux de vente, et les infractions à la législation sur les denrées périssables.
 - 16 | Les **abus de biens sociaux** ont été isolés :
 - abus des biens ou du crédit d'une SARL par un gérant à des fins personnelles
 - abus des biens ou du crédit d'une société par actions par un dirigeant à des fins personnelles
 - 18 | Le poste "**Autres infractions à la législation sur les sociétés**" comprend les infractions sur la tenue des assemblées, les délits afférents aux titres émis par les sociétés, les infractions à la législation sur la constitution des sociétés commerciales et civiles, les infractions liées aux procédures de redressement et liquidation judiciaires des entreprises et de dissolution des sociétés.
 - 19 à 22 | **Les contraventions de 5^e classe** sont nombreuses en cette matière. Elles répriment principalement le non-respect des règles relatives à l'information du consommateur (marquage de produit), et le non-respect des règles de transport et de stockage de denrées périssables.
 - 22 | Le poste "**Autres contraventions de 5^e classe**" concerne notamment l'"offre de vente ou prestation de services utilisant irrégulièrement le domaine public", le "non-dépôt au greffe du tribunal des comptes approuvés par l'assemblée générale d'une SARL ou d'une société par actions", et le "non-respect de la réglementation des prix", notamment en matière de taxis.
- | **Nature de la peine**, cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations pour infractions en matière de sociétés et de commerce	9 185	6 150	6 646	8 597	10 167
2 Délits	5 410	4 620	4 265	4 411	5 335
3 Fraudes et contrefaçons	1 738	1 585	1 399	1 400	1 656
4 Tromperie sur la marchandise	1 066	926	703	663	869
5 Détention de denrées nuisibles à la santé	232	171	153	141	154
6 Contrefaçon de marque, modèle, œuvre	416	453	509	568	585
7 Autres	24	35	34	28	48
8 Législation sur la concurrence, les prix	2 133	1 611	1 634	1 615	2 055
9 Publicité mensongère	644	458	393	430	564
10 Achat et vente sans facture	97	116	152	113	134
11 Technique de vente répréhensible	748	471	472	404	659
12 Prix illicites et autres	644	566	617	668	698
13 Législation sur les sociétés	1 539	1 424	1 232	1 396	1 624
14 Banqueroute	729	748	550	641	669
15 Gestion et comptabilité délictueuse	530	485	465	471	553
16 <i>dont abus de biens sociaux</i>	480	439	416	426	497
17 Exercice illégal d'une profession	228	159	179	256	369
18 Autres	52	32	38	28	33
19 Contraventions de 5^e classe	3 775	1 530	2 381	4 186	4 832
20 Transport, stockage de denrées périssables	2 086	816	1 398	2 486	2 852
21 Non respect des règles relatives à l'information du consommateur	740	311	518	857	951
22 Autres	949	403	465	843	1 029

Législation sur les sociétés

23 Toutes condamnations pour infraction à la législation sur les sociétés (cf. code 13)	1 539	1 424	1 232	1 396	1 624
◆ Nature de la peine					
24 Emprisonnement	970	989	848	938	1 062
25 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	184	192	158	161	178
26 moins de 3 mois	20	13	13	10	15
27 3 mois à moins de 6 mois	39	43	26	21	38
28 6 mois à moins d'un an	61	61	48	47	41
29 1 an à moins de 3 ans	52	66	51	69	73
30 3 ans et plus	12	9	20	14	11
31 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>10,2</i>	<i>10,3</i>	<i>12,9</i>	<i>13,0</i>	<i>11,7</i>
32 Assorti d'un sursis total	786	797	690	777	884
33 Sursis simple	724	710	625	719	812
34 Sursis avec mise à l'épreuve	61	86	62	57	71
35 Avec travail d'intérêt général	1	1	3	1	1
36 Amende	448	335	296	319	428
37 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	366	283	249	259	345
38 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>2 887</i>	<i>3 765</i>	<i>3 683</i>	<i>4 136</i>	<i>2 633</i>
39 Assortie d'un sursis total	82	52	47	60	83
40 Autres décisions	121	100	88	139	134
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
41 Hommes	1 260	1 191	1 029	1 168	1 360
42 Femmes	279	233	203	228	264
Âge des condamnés					
43 moins de 20 ans	2	12	5	7	11
44 de 20 ans à moins de 25 ans	53	53	45	48	65
45 de 25 ans à moins de 30 ans	142	129	100	110	146
46 de 30 ans à moins de 40 ans	422	412	347	402	458
47 de 40 ans à moins de 60 ans	858	769	680	773	864
48 60 ans et plus	62	49	55	56	80
Nationalité des condamnés					
49 Français	1 300	1 134	1 008	1 101	1 238
50 Étrangers	182	241	179	243	304
51 Non déclarés	57	49	45	52	82

Les infractions aux finances publiques regroupent essentiellement les fraudes à l'impôt et les infractions de contrebande douanière. Ces dernières sont fréquemment associées à d'autres infractions dans une même condamnation, trafic de stupéfiants par exemple, et dans ce cas ne sont pas comptabilisées dans les infractions principales.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des condamnations prononcées en matière de finances publiques.

Code | Définitions et méthode

20 | L'exploitation statistique du Casier judiciaire permet, depuis 1994, de connaître toutes les amendes fiscales ou douanières prononcées à titre principal.

5 à 22 | **Nature de la peine**, cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations pour délits en matière d'atteintes aux finances publiques	2 549	2 692	2 256	2 362	2 432
2 Fraude à l'impôt	764	864	898	915	945
3 Infractions douanières	1 397	1 352	875	888	949
4 Autres	388	476	483	559	538
◆ Nature de la peine					
5 Emprisonnement	2 129	2 178	1 754	1 909	1 926
6 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	1 053	1 013	699	694	751
7 moins de 3 mois	111	107	71	80	74
8 3 mois à moins de 6 mois	245	193	112	135	154
9 6 mois à moins d'un an	313	316	174	169	174
10 1 an à moins de 3 ans	330	340	250	227	271
11 3 ans à moins de 5 ans	45	48	64	64	63
12 5 ans et plus	9	9	28	19	15
13 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>10,6</i>	<i>11,3</i>	<i>15,5</i>	<i>13,7</i>	<i>13,2</i>
14 Assorti d'un sursis total	1 076	1 165	1 055	1 215	1 175
15 Sursis simple	860	934	945	1 094	1 039
16 Sursis avec mise à l'épreuve	190	191	89	102	113
17 Avec travail d'intérêt général	26	40	21	19	23
18 Amende	338	392	412	364	414
19 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	314	351	384	336	333
20 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>29 640</i>	<i>126 244</i>	<i>30 131</i>	<i>26 415</i>	<i>26 422</i>
21 Assortie d'un sursis total	24	41	28	28	81
22 Autres décisions	82	122	90	89	92
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
23 Hommes	2 273	2 384	1 941	2 076	2 124
24 Femmes	276	308	315	286	308
Âge des condamnés					
25 Moins de 20 ans	191	243	156	204	218
26 de 20 ans à moins de 25 ans	619	655	357	386	423
27 de 25 ans à moins de 30 ans	417	416	331	349	345
28 de 30 ans à moins de 40 ans	556	586	546	600	614
29 de 40 ans à moins de 60 ans	713	725	806	770	747
30 60 ans et plus	53	67	60	53	85
Nationalité des condamnés					
31 Français	1 823	1 913	1 471	1 489	1 526
32 Étrangers	592	647	617	691	732
33 Non déclarés	134	132	168	182	174

Sont rassemblées dans ce volet toutes les condamnations pour infractions à la législation sur les stupéfiants (ILS). Dans ce domaine, les condamnations sanctionnent en moyenne plus de deux infractions distinctes. L'infraction mentionnée en premier ne reflète pas toujours la qualification la plus grave.

Le nouveau Code pénal a instauré la réclusion criminelle à perpétuité pour sanctionner le fait de diriger ou d'organiser un groupement ayant pour objet la production, la fabrication, l'importation, l'exportation, le transport, la détention, l'offre, la cession, l'acquisition ou l'emploi illicite de stupéfiants (art. 222-34 du CP).

Il punit également de 20 ans de réclusion la production ou la fabrication illicite de stupéfiants, et de 30 ans de réclusion si ces faits sont commis en bande organisée (art. 222-55 du CP).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les infractions à la législation sur les stupéfiants.

Les condamnations pour infractions à la législation sur les stupéfiants sanctionnent presque toujours deux, voire même trois infractions à la fois. Ce cumul d'infractions ne peut être appréhendé à travers les données fournies ici, mais il peut expliquer la lourdeur des peines prononcées pour une catégorie donnée d'infractions.

Code | Définitions et méthode

- 2 et 8** | **Le trafic de stupéfiants par importation ou exportation** est puni d'une peine de 10 ans d'emprisonnement et de 7 500 000 euros d'amende. Ces faits, lorsqu'ils sont commis en bande organisée, sont qualifiés crimes, et punis de 30 ans de réclusion criminelle (art. 222-36 du CP).
- 5** | L'**usage illicite de stupéfiants** est réprimé par l'article L. 3421-1 du Code de la santé publique qui prévoit une peine d'un an d'emprisonnement et de 3 750 Euros d'amende. Il est également prévu que l'action publique ne soit pas exercée si les personnes ayant fait un usage illicite de stupéfiants ont suivi une cure de désintoxication, ou se sont soumises à une surveillance médicale depuis les faits qui leur sont reprochés.
- 6, 7** | **La détention, l'acquisition, le transport, la cession ou l'offre de stupéfiants, l'aide à l'usage par autrui** encourent des peines de 10 ans d'emprisonnement et de 7 500 000 Euros d'amende (art. 222-37 du NCP).
- 15** | Le poste "**Autres délits**" en matière d'infractions à la santé publique comprend les condamnations pour publicité illicite en faveur du tabac, ainsi que le commerce ou l'emploi de substances vénéneuses.
- 16** | **Les contraventions de 5^e classe** en matière d'infractions à la santé publique sont très résiduelles, et concernent principalement les débits de boisson et l'ivresse publique.
- 18 à 41** | **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations pour infractions en matière de santé et de stupéfiants	21 669	22 135	28 760	32 082	36 704
2 Crimes	27	22	51	32	25
3 Délits	21 636	22 111	28 698	32 042	36 674
4 Infractions sur les stupéfiants	21 203	21 777	28 316	31 642	36 264
5 Usage illicite de stupéfiants	5 689	4 707	6 939	8 453	13 104
6 Détention, acquisition de stupéfiants	8 293	8 942	11 525	12 966	12 564
7 Commerce, emploi, transport de stupéfiants	3 377	4 284	5 771	6 163	6 571
8 Trafic de stupéfiants (exportation-importation)	1 373	1 500	2 001	2 034	1 943
9 Offre et cession de stupéfiants	2 357	2 241	1 947	1 881	1 924
10 Aide à l'usage par autrui de stupéfiants	52	54	57	50	53
11 Autres infractions sur les stupéfiants	62	49	76	95	105
12 Autres infractions à la santé publique	433	334	382	400	410
13 Réglementation sur les débits de boisson	198	126	154	146	135
14 Exercice illégal d'une profession médicale	143	99	99	99	99
15 Autres	92	109	129	155	176
16 Contraventions de 5^e classe	6	2	11	8	5

Infractions sur les stupéfiants (délits)

	2001	2002	2003	2004	2005
17 Toutes condamnations pour infraction sur les stupéfiants (cf. code 4)	21 203	21 777	28 316	31 642	36 264
◆ Nature de la peine					
18 Emprisonnement	15 532	16 514	21 456	23 330	23 760
19 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	7 361	8 206	11 097	12 018	12 447
20 moins de 3 mois	1 513	1 396	1 920	2 174	2 249
21 3 mois à moins de 6 mois	1 606	1 866	2 318	2 433	2 622
22 6 mois à moins d'un an	1 483	1 778	2 385	2 455	2 619
23 1 an à moins de 3 ans	1 659	2 027	2 899	3 293	3 374
24 3 ans à moins de 5 ans	695	756	1 080	1 079	1 056
25 5 ans et plus	405	383	495	584	527
26 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>14,5</i>	<i>14,3</i>	<i>14,4</i>	<i>14,6</i>	<i>13,9</i>
27 Assorti d'un sursis total	8 171	8 308	10 359	11 312	11 313
28 Sursis simple	5 268	5 307	6 697	7 182	7 083
29 Sursis avec mise à l'épreuve	2 379	2 475	3 043	3 422	3 584
30 Avec travail d'intérêt général	524	526	619	708	646
31 Amende	3 343	2 866	4 077	4 888	8 228
32 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 985	2 528	3 699	4 489	7 884
33 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>557</i>	<i>1 216</i>	<i>438</i>	<i>445</i>	<i>326</i>
34 Assortie d'un sursis total	358	338	378	399	344
35 Peine de substitution	1 531	1 656	1 884	2 179	2 547
36 Travail d'intérêt général	420	497	561	687	857
37 Jours-amende	1 016	1 073	1 198	1 382	1 502
38 Autres	95	86	125	110	188
39 Mesure et sanction éducative	665	646	757	1 073	1 528
40 dont admonestation	461	468	551	728	1 093
41 Dispense de peine	132	95	142	172	201
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
42 Hommes	19 968	20 482	26 724	29 913	34 187
43 Femmes	1 235	1 295	1 592	1 729	2 077
Âge des condamnés					
44 Moins de 16 ans	494	433	599	941	1 012
45 de 16 ans à moins de 18 ans	895	942	1 053	1 530	2 235
46 de 18 ans à moins de 20 ans	4 382	4 403	5 917	7 094	7 856
47 de 20 ans à moins de 25 ans	7 962	8 435	10 679	11 442	13 140
48 de 25 ans à moins de 30 ans	3 596	3 684	4 678	4 985	5 713
49 de 30 ans à moins de 40 ans	2 947	2 913	3 974	4 154	4 729
50 de 40 ans à moins de 60 ans	898	936	1 361	1 451	1 530
51 60 ans et plus	29	31	55	45	49
Nationalité des condamnés					
52 Français	17 791	18 150	23 454	26 550	29 132
53 Étrangers	2 878	2 979	4 045	4 023	3 839
54 Non déclarés	534	648	817	1 069	3 293

Les condamnations pour atteintes à l'ordre administratif et judiciaire sanctionnent des outrages ou violences à une personne dépositaire de l'autorité publique ou à magistrat, ainsi que la rébellion et toutes les infractions relatives à l'exécution des décisions de justice : refus de restituer un permis de conduire, violation à l'obligation d'accomplir une peine de substitution, infractions à l'interdiction de séjour, et évasion.

On trouve également dans ce groupe les usurpations de titres ou de fonctions, les usurpations d'identité, les corruptions de fonctionnaires, et les dénonciations calomnieuses.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions à l'ordre administratif et judiciaire.

Code | Définitions et méthode

- 15 | Le poste "**Autres délits**" comprend notamment toutes les autres infractions relatives à la preuve en justice : non-dénonciation d'un crime ou d'un délit, recel de personnes ayant affaire avec la justice, recel de cadavres, faux témoignages, subornation de témoin, ainsi que la remise ou la sortie irrégulière de correspondance, somme d'argent, ou objet quelconque de détenu.
- 16 | Ce poste "contraventions de 5^e classe" regroupe les entraves à l'exercice des agents de douanes, et la fourniture d'identité imaginaire, pouvant provoquer des mentions erronées au Casier judiciaire.
- 17 à 40 | **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1	Toutes condamnations pour atteintes à l'ordre administratif et judiciaire				
	21 056	22 554	24 016	25 087	25 077
2	Délits				
	21 028	22 549	24 005	25 079	25 071
3	Outrage à personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public				
	12 569	14 248	14 464	14 137	13 965
4	Rébellion				
	2 605	3 029	3 105	2 992	2 858
5	Violence sur personne dépositaire de l'autorité publique				
	335	547	644	785	877
6	Outrage ou violences à un magistrat				
	198	237	202	236	207
7	Corruption de fonctionnaire				
	211	231	252	306	280
8	Usurpation de fonctions ou de titres				
	153	127	132	165	156
9	Refus de restituer un permis de conduire				
	247	226	203	166	151
10	Violation à l'obligation d'accomplir une peine de substitution				
	1 831	1 324	1 398	1 631	1 663
11	Infraction à l'interdiction de séjour				
	97	102	101	121	104
12	Usurpation d'identité				
	610	692	1 009	1 259	1 182
13	Évasion de détenu				
	474	424	371	473	475
14	Dénonciation calomnieuse				
	315	244	285	396	435
15	Autres				
	1 383	1 118	1 839	2 412	2 718
16	Contraventions de 5^e classe				
	28	5	11	8	6
◆ Nature de la peine					
17	Emprisonnement				
	11 255	12 953	14 377	15 009	14 502
18	Ferme ou assorti d'un sursis partiel				
	5 504	6 092	6 168	6 594	6 512
19	moins de 3 mois				
	2 570	2 491	2 760	3 147	3 037
20	3 mois à moins de 6 mois				
	1 938	2 292	2 162	2 269	2 279
21	6 mois à moins d'un an				
	733	968	923	889	903
22	1 an à moins de 3 ans				
	230	321	296	259	266
23	3 ans et plus				
	33	20	27	30	27
24	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>				
	<i>3,7</i>	<i>3,9</i>	<i>3,7</i>	<i>3,5</i>	<i>3,6</i>
25	Assorti d'un sursis total				
	5 751	6 861	8 209	8 415	7 990
26	Sursis simple				
	4 226	4 971	6 149	6 215	5 892
27	Sursis avec mise à l'épreuve				
	1 014	1 298	1 430	1 540	1 455
28	Avec travail d'intérêt général				
	511	592	630	660	643
29	Amende				
	5 895	5 791	5 667	5 753	5 974
30	Ferme ou assortie d'un sursis partiel				
	5 003	5 026	4 738	4 742	5 082
31	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>				
	<i>535</i>	<i>581</i>	<i>555</i>	<i>546</i>	<i>541</i>
32	Assortie d'un sursis total				
	892	765	929	1 011	892
33	Peine de substitution				
	2 856	2 794	2 909	2 963	2 972
34	Suspension du permis de conduire				
	512	506	437	346	307
35	Travail d'intérêt général				
	618	614	795	881	1 025
36	Jours-amende				
	1 601	1 580	1 568	1 607	1 525
37	Autres				
	125	94	109	129	115
38	Mesure et sanction éducative				
	696	731	736	955	1 260
39	dont admonestation				
	493	558	525	680	923
40	Dispense de peine				
	354	285	327	407	369
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
41	Hommes				
	18 974	20 381	21 470	22 219	22 043
42	Femmes				
	2 082	2 173	2 546	2 868	3 034
Âge des condamnés					
43	Moins de 18 ans				
	1 189	1 309	1 278	1 780	2 287
44	de 18 ans à moins de 20 ans				
	2 437	2 640	3 086	3 422	3 295
45	de 20 ans à moins de 25 ans				
	6 678	6 985	7 169	7 140	6 707
46	de 25 ans à moins de 30 ans				
	3 513	3 691	3 802	3 902	3 650
47	de 30 ans à moins de 40 ans				
	3 911	4 332	4 765	4 821	4 878
48	de 40 ans à moins de 60 ans				
	3 024	3 271	3 558	3 687	3 879
49	60 ans et plus				
	304	326	358	335	381
Nationalité des condamnés					
50	Français				
	17 996	19 175	20 531	21 538	20 956
51	Étrangers				
	2 486	2 738	2 833	2 845	2 683
52	Non déclarés				
	574	641	652	704	1 438

Les condamnations pour atteintes à la sûreté publique se répartissent en quatre groupes de délits : les infractions à la police des étrangers, les infractions en matière de commerce et de transport d'armes, les infractions militaires, et les autres atteintes à la sûreté publique.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour entrée ou séjour irrégulier d'un étranger en France et pour les infractions en matière militaire.

Code | Définitions et méthode

- 7 | **L'entrée ou le séjour irrégulier d'un étranger en France** comprend également la pénétration non autorisée d'étrangers sur le territoire national après interdiction, l'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger en France, et le non-respect à l'assignation à résidence par étranger faisant l'objet d'une mesure d'expulsion.
- 8 | **L'interdiction de résidence** recouvre en fait les soustractions à l'exécution d'une mesure de reconduite à la frontière ou d'un arrêté d'expulsion.
- 9 | **Les infractions sur la réglementation sur le travail des étrangers** sont relatives à l'emploi d'un étranger non muni d'une autorisation de travail salarié.
- 10 | Sous l'intitulé "**Nomades**", se trouvent notamment les condamnations sanctionnant la circulation sans livret d'une personne sans domicile fixe et dépourvue de ressources régulières.
- 17 | Sont également compris dans ce poste les actes d'auto-mutilation par militaire, les violations de consigne, les détournements d'armes ou autres objets, les outrages, violences et voies de faits par militaire.
- 19 | **Les atteintes à la législation sur les télécommunications** regroupent principalement des infractions en matière d'utilisation de fréquence ou d'installations radioélectriques sans autorisation, et dans une moindre mesure l'émission de communications audiovisuelles non autorisées par le CSA, comme toutes les infractions portant atteinte au monopole de France Télécom.
- 22 | Ce poste recouvre les infractions électorales, et les condamnations pour provocation à la discrimination politique, raciale ou religieuse par publication ou discours.
- 24 | **Les contraventions de 5^e classe** en matière d'étrangers concernent les ressortissants de la communauté européenne.
- 25 | Le poste "**Nomades**" comprend principalement les défauts de visa dans les délais du carnet ou du livret de circulation.
- 26 | **Les contraventions de 5^e classe** en matière de **législation sur les télécommunications** comprennent essentiellement les détentions non déclarées d'appareils radioélectriques d'émission.
- 27 | Ce poste regroupe les contraventions de 5^e classe se rapportant à l'acquisition ou à la détention d'armes, ou de produits explosifs de faible catégorie.

Sources :

- Ministère de la justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations pour infractions à la sûreté publique	13 326	13 341	14 655	13 463	12 617
2 Crimes	4	2	1	7	1
3 Faux-monnayage	3	2	1	7	1
4 Autres	1	0	0	0	0
5 Délits	13 076	13 114	14 222	13 015	12 222
6 Police des étrangers - nomades	5 528	6 462	7 337	6 129	5 371
7 Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger	4 250	4 940	5 884	4 847	4 186
8 Interdiction de résidence	1 155	1 383	1 286	1 043	881
9 Réglementation sur le travail des étrangers	115	138	160	234	298
10 Nomades	8	1	7	5	6
11 Commerce et transport d'armes	5 389	5 455	5 433	5 083	5 032
12 Port et transport illicite d'armes	4 134	4 026	3 984	3 664	3 661
13 Acquisition ou détention d'armes	1 204	1 377	1 408	1 342	1 200
14 Fabrication, commerce illicite d'explosifs	51	52	41	77	171
15 Infractions militaires	1 274	436	559	938	844
16 Désertion	718	234	365	682	635
17 Insoumission et autres	556	202	194	256	209
18 Autres atteintes à la sûreté publique	885	761	893	865	975
19 Législation sur les télécommunications	14	6	13	14	12
20 Législation sur les jeux de hasard	447	345	409	299	253
21 Association de malfaiteurs	202	202	279	327	436
22 Autres	222	208	192	225	274
23 Contraventions de 5^e classe	246	225	432	441	394
24 Police des étrangers	8	4	3	2	0
25 Nomades	35	34	56	51	41
26 Législation sur les télécommunications	3	2	1	7	2
27 Autres	200	185	372	381	351

Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger

28 Toutes condamnations pour entrée ou séjour irrégulier d'un étranger (cf. code 7)	4 250	4 940	5 884	4 847	4 186
◆ Nature de la peine					
29 Emprisonnement	3 222	3 651	4 241	3 856	3 438
30 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	2 319	2 777	3 225	2 672	2 445
31 moins de 3 mois	624	884	1 075	930	811
32 3 mois à moins de 6 mois	890	1 060	1 214	940	829
33 6 mois à moins d'un an	404	477	506	429	416
34 1 an à moins de 3 ans	342	295	322	296	321
35 3 ans et plus	59	61	108	77	68
36 Durée moyenne de la peine ferme (en mois)	6,5	5,8	6,1	6,0	6,3
37 Assorti d'un sursis total	903	874	1 016	1 184	993
38 Sursis simple	885	860	999	1 160	969
39 Sursis avec mise à l'épreuve	17	14	16	24	24
40 Avec travail d'intérêt général	1	0	1	0	0

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger (fin)					
1 Amende	104	129	120	151	128
2 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	70	87	81	103	90
3 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	800	1 092	883	798	836
4 Assortie d'un sursis total	34	42	39	48	38
5 Peine de substitution	868	1 081	1 416	700	529
6 dont interdiction du territoire français	845	1 054	1 401	683	501
7 Autres décisions	56	79	107	140	91
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
8 Hommes	3 949	4 520	5 297	4 427	3 862
9 Femmes	301	420	587	420	324
Âge des condamnés					
10 Moins de 18 ans	21	96	105	71	45
11 de 18 ans à moins de 20 ans	284	283	347	298	283
12 de 20 ans à moins de 25 ans	944	1 100	1 297	1 005	873
13 de 25 ans à moins de 30 ans	1 101	1 342	1 587	1 291	1 075
14 de 30 ans à moins de 40 ans	1 394	1 517	1 828	1 513	1 310
15 de 40 ans à moins de 60 ans	487	575	696	643	576
16 60 ans et plus	19	27	24	26	24
Nationalité des condamnés					
17 Français	152	146	185	224	188
18 Étrangers	3 862	4 511	5 382	4 311	3 687
19 Union Européenne	126	114	159	164	178
20 Portugal	16	12	16	16	18
21 Espagne	6	8	9	6	6
22 Italie	32	18	24	17	23
23 Autres	72	76	110	125	131
24 Europe hors UE	623	674	709	653	531
25 Turquie	103	72	91	141	127
26 Autres	520	602	618	512	404
27 Maghreb	1 135	1 284	1 334	1 260	1 115
28 Algérie	537	606	564	540	430
29 Maroc	396	416	526	487	447
30 Tunisie	202	262	244	233	238
31 Afrique francophone hors Maghreb	839	1 069	1 413	846	782
32 Afrique non francophone	290	358	412	334	256
33 Asie, Océanie	510	665	871	575	527
34 Amérique	339	347	484	479	298
35 Non déclarés	236	283	317	312	311

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Infractions militaires					
1	1 274	436	559	938	844
◆ Nature de la peine					
2	1 071	363	531	887	768
3	432	113	94	144	155
4	184	62	41	42	49
5	193	41	49	101	102
6	52	9	4	1	4
7	3	1	0	0	0
8	3,0	2,6	2,4	3,0	3,0
9	639	250	437	743	613
10	602	240	432	738	604
11	22	8	5	3	7
12	15	2	0	2	2
13	8	19	5	18	27
14	6	15	5	18	26
15	178	410	320	306	299
16	2	4	0	0	1
17	195	54	23	33	49
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
18	1 264	432	537	901	811
19	10	4	22	37	33
Âge des condamnés					
20	100	61	111	186	162
21	988	315	360	562	504
22	144	47	72	152	133
23	36	11	12	33	41
24	6	2	4	5	4
Nationalité des condamnés					
25	1 214	416	501	804	697
26	20	8	9	95	108
27	40	12	49	39	39

Les atteintes à l'ordre public général sont de deux ordres : les faux en écriture publique ou privée d'une part, les atteintes en matière d'environnement d'autre part.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour faux en écriture publique et privée d'une part, et pour l'ensemble des atteintes à l'environnement (délits et contraventions) d'autre part.

Code | Définitions et méthode

- 4 et 5 | **Les faux en écriture privée** sont qualifiés délits. Ces postes regroupent les faux et usages de faux en écriture privée, de commerce, de banque, de titre de transport, et les falsifications de certificats ou d'attestations.
- 8 | Les infractions en matière d'**utilisation illégale des sols** comprennent l'apposition d'enseignes ou de publicité dans des endroits prohibés, l'exploitation d'installations classées, et le fait de porter atteinte aux espèces protégées de la faune et de la flore.
- 10 | **Les infractions en matière de pêche** visent essentiellement les pratiques de pêche maritime dans des zones interdites ou avec des engins prohibés, et dans une moindre mesure la réalisation de travaux destinés à capturer le poisson en eau douce.
- 11 | **Les infractions en matière de chasse** concernent la chasse sur terrain d'autrui avec engins prohibés, de nuit, en temps prohibé et/ou avec circonstances aggravantes.
- 12 | Les "**Autres délits en matière d'atteintes à l'environnement**" portent principalement sur le rejet en eau douce ou pisciculture de substances nuisibles au poisson. Les autres infractions visent l'absence d'autorisation pour la mise en exploitation de carrières, la construction de barrage dans un cours d'eau, et l'arrachage ou le défrichage de ses bois par un particulier.
- 14 | **Les contraventions de 5^e classe en matière de chasse** regroupent notamment la chasse sans permis, la chasse sur terrain d'autrui sans circonstance aggravante, et toutes les infractions à un arrêté réglementaire dans ce domaine.
- 16 | Il s'agit ici d'infractions en matière de pêche en eau douce ou de pêche maritime de loisir.
- 17 | Le poste "**Autres contraventions de 5^e classe en matière d'environnement**" regroupe en majorité des condamnations pour infractions à l'hygiène des animaux. Le reste se partage entre les infractions en matière d'installations classées, de pollution des eaux, les défauts d'affichage du permis de construire, et la poursuite de travaux malgré une mise en demeure.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations pour infractions à l'ordre public général	11 633	8 518	10 405	11 987	12 660
2 Délits	8 013	6 825	7 402	8 036	8 222
3 Faux en écriture publique ou privée	4 109	4 169	4 373	4 577	4 612
4 Faux, usage de faux en écriture privée	2 097	2 016	2 079	2 030	2 032
5 Falsification de document	1 554	1 589	1 714	1 939	1 872
6 Obtention, usage de document administratif faux ou inexact	458	564	580	608	708
7 Atteintes à l'environnement	3 904	2 656	3 029	3 459	3 610
8 Travaux ou utilisation illégale des sols	638	500	621	843	863
9 Défaut de permis de construire	1 510	1 055	1 034	1 314	1 527
10 Infractions en matière de pêche	524	311	504	530	481
11 Infractions en matière de chasse	187	145	229	259	259
12 Autres	1 045	645	641	513	480
13 Contraventions de 5^e classe	3 620	1 693	3 003	3 951	4 438
14 Infraction en matière de chasse	2 058	843	1 534	2 050	2 140
15 Abandon d'épave ou d'objet	904	392	822	1 067	1 122
16 Infraction en matière de pêche	127	58	108	128	195
17 Autres	531	400	539	706	981

Atteintes à l'environnement (délits et contraventions de 5^e classe)

18 Toutes condamnations (cf. codes 7 et 13)	7 524	4 349	6 032	7 410	8 048
◆ Nature de la peine					
19 Emprisonnement	277	216	308	308	311
20 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	66	43	51	48	53
21 moins de 3 mois	35	21	26	33	41
22 3 mois et plus	31	22	25	15	12
23 <i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>3,7</i>	<i>4,4</i>	<i>3,0</i>	<i>2,6</i>	<i>2,4</i>
24 Assorti d'un sursis total	211	173	257	260	258
25 Sursis simple	193	160	237	229	213
26 Sursis avec mise à l'épreuve	12	9	17	21	28
27 Avec travail d'intérêt général	6	4	3	10	17
28 Amende	6 124	3 622	5 176	6 311	7 033
29 Ferme ou assorti d'un sursis partiel	5 303	3 187	4 624	5 612	6 262
30 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en euros)</i>	<i>1 492</i>	<i>1 703</i>	<i>1 105</i>	<i>1 840</i>	<i>1 749</i>
31 Assortie d'un sursis total	821	435	552	699	771
32 Peine de substitution	507	211	233	317	227
33 Mesure éducative	28	12	10	23	26
34 Dispense de peine	588	288	305	451	451
◆ Caractéristiques des condamnés					
Sexe des condamnés					
35 Hommes	6 781	3 838	5 437	6 742	7 279
36 Femmes	743	511	595	668	769
Âge des condamnés					
37 Moins de 18 ans	39	21	10	38	37
38 de 18 ans à moins de 20 ans	251	119	188	243	234
39 de 20 ans à moins de 25 ans	812	414	559	654	729
40 de 25 ans à moins de 30 ans	719	408	560	602	616
41 de 30 ans à moins de 40 ans	1 624	948	1 362	1 680	1 777
42 de 40 ans à moins de 60 ans	3 104	1 921	2 565	3 175	3 593
43 60 ans et plus	975	518	788	1 018	1 062
Nationalité des condamnés					
44 Français	6 514	3 779	5 236	6 440	6 646
45 Étrangers	559	359	443	528	502
46 Non déclarés	451	211	353	442	900

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

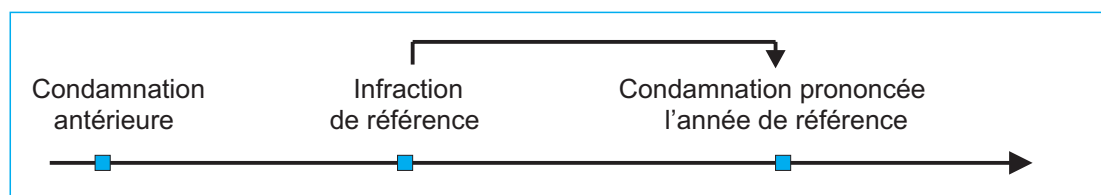
Source : les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier Judiciaire.

Définition

À partir d'une exploitation statistique spécifique du Casier Judiciaire, la réitération peut s'approcher de deux façons :

- une approche prospective qui est une observation du devenir judiciaire des condamnés après une première condamnation, ce qui oblige à se référer à des cohortes de condamnés déjà anciennes :
- une approche rétrospective qui est une observation du passé pénal des condamnés. Cette dernière méthode présente l'avantage de produire des résultats sur des cohortes de condamnés récentes. Les deux approches donnent des résultats d'une parfaite cohérence.

C'est l'observation rétrospective qui a été privilégiée dans cette publication. La condamnation de référence est alors la dernière condamnation connue sur l'année observée. La condamnation antérieure est retenue pour caractériser un récidiviste uniquement si elle est antérieure aux faits sanctionnés par la condamnation de référence.



Cette dimension chronologique introduite entre la première condamnation et la commission des faits à l'origine de la seconde condamnation est une des conditions de la récidive.

Code | Définitions et méthode

- 2, 3 | L'antécédent criminel a été mesuré pour chaque cohorte de condamnés sur une période de 17 années.
Lecture : 2,5% des condamnés pour crime en 2005 avaient déjà été condamnés pour crime avant d'avoir commis les faits sanctionnés par cette condamnation.
- 4 | Lecture : 0,9 % des condamnés pour viol en 2005 avaient déjà été condamnés pour crime avant d'avoir commis les faits sanctionnés par cette condamnation.
- 8, 9 | Il s'agit des personnes condamnées après avoir déjà été condamnées sur les cinq années précédentes pour n'importe quel type de délits.
- 10, 11 | Il s'agit des personnes condamnées après avoir déjà été condamnés sur les cinq années précédentes pour un même type de délits.
- 12 | Lecture : 29,2% des condamnés en 2004 pour vol-recel avaient déjà été condamnés sur les cinq années précédentes pour un vol-recel.
- 21 | Parmi les condamnés à l'emprisonnement ferme, part des personnes ayant déjà été condamnées à une peine d'emprisonnement ferme sur les cinq années précédentes.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Crimes					
1	3 083	3 034	3 117	3 244	2 955
2	136	96	74	92	75
3	4,4	3,2	2,4	2,8	2,5
	selon le crime sanctionné en réitération (en %)				
4	1,8	1,8	1,1	1,3	0,9
5	2,1	2,4	2,0	2,1	3,3
6	15,2	9,6	8,2	8,9	7,1
Délits					
7	355 820	328 646	372 437	410 559	393 425
8	112 102	106 255	117 708	127 424	118 378
9	31,5	32,3	31,6	31,0	30,1
10	54 796	50 940	56 610	58 990	53 958
11	15,4	15,5	15,2	14,4	13,7
	selon le type de délit sanctionné (en %)				
12	-	-	30,9	28,7	28,2
13	-	-	16,3	16,2	15,4
14	-	-	11,1	10,0	10,4
15	-	-	11,5	11,4	11,8
16	-	-	10,2	10,5	9,9
17	-	-	7,5	7,1	6,9
18	-	-	4,8	5,6	6,0
19	-	-	11,4	12,7	13,9
20	-	-	4,1	3,6	3,5
21	-	-	35,7	36,6	35,7

Exécution des peines et Administration pénitentiaire

Exécution des peines et administration pénitentiaire

190 Établissements pénitentiaires au 31 décembre 2006 50 588 places dans ces établissements

116 maisons d'arrêt recevant les prévenus et les condamnés dont le reliquat de peine est inférieur ou égal à un an. (n. c. les 21 quartiers de maison d'arrêt inclus dans un centre pénitentiaire et les 13 centres de semi-liberté distingués ci-après)

60 établissements pour peines

25 centres de détention accueillant des condamnés qui sont considérés comme présentant les meilleures perspectives de réinsertion. À ce titre, ils comportent un régime principalement orienté vers la resocialisation des détenus.

4 maisons centrales recevant les condamnés les plus sensibles. Leur régime de détention est essentiellement axé sur la sécurité.

31 centres pénitentiaires, établissements mixtes comportant à la fois un quartier "maison d'arrêt" et/ou un quartier "maison centrale" et/ou un quartier "centre de détention". Ils reçoivent à la fois des prévenus et des condamnés à de courtes et longues peines.

13 Centres autonomes de semi-liberté recevant les condamnés admis au régime de semi-liberté, leur permettant d'exercer une activité : travailler, recevoir un enseignement ou une formation professionnelle, apporter une participation essentielle à la vie de leur famille ou subir un traitement médical. Les condamnés sont astreints à rejoindre l'établissement pénitentiaire dès la cessation de cette activité.

1 Centre pour peines aménagées

L'établissement public de santé national relève du secrétariat d'État à la Santé et à l'Action sociale

Champ géographique : métropole, DOM et TOM à partir de 2002

La **population carcérale** comprend l'ensemble des individus (prévenus et condamnés) détenus dans les établissements pénitentiaires.

Code | Définitions et méthode

1, 2 | Au 1^{er} janvier 2006, 60 403 personnes étaient écrouées, dont 58 402 détenues et 2 001 non hébergées, du fait d'un PSE – placement sous surveillance électronique (1 648), ou d'un PE – placement extérieur (307) non hébergé.

4 | Depuis le 1^{er} janvier 2002, les données de l'outre-mer intègrent les établissements de Majicavo, Mata-Utu, Saint-Pierre et Miquelon

5 à 7 | **Un individu condamné** dans une affaire, et *prévenu* dans une ou plusieurs autres affaires, est uniquement comptabilisé comme condamné.

Sont comptabilisés comme **prévenus** les détenus (population pénale en milieu fermé) en cours d'information, en attente de jugement, ou en délai ou exercice d'une voie de recours.

Sont comptabilisés comme **condamnés** les détenus définitivement jugés. Les détenus soumis à la contrainte par corps (cf. définition 31, page 206) sont comptabilisés avec les condamnés.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code	2002	2003	2004	2005	2006
Population incarcérée					
1	55 407	59 246	59 197	59 522	60 403
2	-	-	58 231	58 344	58 402
3	51 827	55 355	55 302	55 633	56 294
4	3 580	3 891	3 895	3 889	4 109
◆ Catégorie pénale des personnes incarcérées					
5	20 852	21 749	20 134	19 732	18 483
6	34 555	37 497	39 063	39 790	41 920
7	37,6	36,7	34,0	33,2	30,6
◆ Caractéristiques des personnes incarcérées					
Sexe					
8	53 322	56 991	56 959	57 335	58 163
9	2 085	2 255	2 238	2 187	2 240
Âge					
10	81	79	49	71	90
11	727	660	574	661	639
12	5 110	4 954	4 716	4 817	4 661
13	9 469	10 415	10 220	10 154	10 519
14	10 233	10 893	10 698	10 883	11 413
15	14 413	15 695	15 735	15 373	15 700
16	9 084	9 717	10 005	10 075	10 035
17	4 509	4 853	5 130	5 246	5 139
18	1 781	1 980	2 070	2 242	2 207
Nationalité					
19	43 489	46 123	46 455	47 331	48 498
20	11 840	13 061	12 678	12 137	11 827
21	3 297	3 741	3 748	3 594	3 468
22	92	104	103	104	71
23	134	142	121	153	138
24	349	378	402	404	322
25	258	317	301	261	245
26	451	474	441	423	449
27	281	318	249	275	251
28	1 732	2 008	2 131	1 974	1 992
29	6 357	6 865	6 416	6 160	5 985
30	2 155	2 164	1 880	1 780	1 683
31	1 839	1 983	2 022	1 891	1 877
32	625	659	610	625	598
33	1 738	2 059	1 904	1 864	1 827
34	1 129	1 194	1 285	1 185	1 155
35	1 054	1 250	1 220	1 190	1 214
36	3	11	9	8	5
37	78	62	64	54	78
Niveau d'instruction en métropole					
38	5 228	6 188	6 093	6 503	5 451
39	20 421	23 266	20 733	21 365	17 308
40	26 178	29 792	32 371	31 654	33 535

Code | Définitions et méthode

- 7 à 19 | En cas de condamnation d'un individu pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.
- 8 | Sont compris sous cette rubrique les meurtres, assassinats, assassinats par acte de terrorisme, parricides, empoisonnements, coups mortels, violences volontaires avec emploi de torture ou actes de barbarie, violences volontaires suivies d'une infirmité ou d'une incapacité permanente.
- 19 | Sont notamment comprises sous cette rubrique les infractions à la législation sur les étrangers, et les infractions d'ordre militaire.
- 20 à 31 | Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1^{er} mars 1994, a réformé le barème des peines privatives de liberté. Désormais le plafond de peine de l'emprisonnement correctionnel est porté à 10 ans (5 ans auparavant). Parallèlement la peine minimum en matière de réclusion criminelle passe de 5 à 10 ans, et la peine plafond à 30 ans (20 ans auparavant). Enfin la peine d'emprisonnement pour contravention de police a été supprimée.
- 31 | **La contrainte par corps** s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable, et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public (amendes pénales ou fiscales, par exemple). L'emprisonnement, ici utilisé comme moyen de pression, est d'une durée variable en fonction du montant des créances garanties, voire des infractions en cause.
- 32 | À partir de 2004, le taux d'occupation est calculé sur les seules personnes hébergées.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire.

Code		2002	2003	2004	2005	2006
Prévenus						
1	Prévenus au 31 décembre	20 852	21 749	20 134	19 732	18 483
◆	Situation pénale					
2	En cours d'instruction	15 070	15 972	14 319	13 850	12 584
3	En attente de comparution	2 549	2 577	2 576	2 539	2 119
4	Comparution immédiate	1 490	1 617	1 711	1 861	2 001
5	En appel ou pourvoi	1 743	1 583	1 528	1 482	1 779

Condamnés						
6	Condamnés au 31 décembre	34 555	37 497	39 063	39 790	41 920
◆	Nature de l'infraction					
7	Atteintes à la personne	18 241	20 162	21 137	21 591	22 773
8	Crimes de sang	3 293	3 501	3 486	3 540	3 608
9	Coups et blessures volontaires, coups à enfant	5 217	6 338	6 811	7 280	8 588
10	Homicides, blessures involontaires	1 536	1 977	2 069	2 131	2 218
11	Viols et autres agressions sexuelles	8 109	8 239	8 670	8 529	8 268
12	Proxénétisme	86	107	101	111	91
13	Atteintes aux biens	9 340	9 332	9 118	9 549	10 657
14	Vols qualifiés	3 481	3 465	3 409	3 713	4 232
15	Autres vols	3 850	3 459	3 041	3 116	3 313
16	Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	2 009	2 408	2 668	2 720	3 112
17	Atteintes à la santé publique	4 127	5 197	5 937	5 718	5 751
18	Infractions à la législation sur les stupéfiants	4 127	5 197	5 937	5 718	5 751
19	Autres infractions	2 847	2 806	2 871	2 932	2 739
◆	Peine prononcée					
20	Réclusion criminelle	8 148	8 025	8 222	8 219	8 120
21	5 ans à moins de 10 ans	317	238	203	189	275
22	10 ans à moins de 20 ans	6 166	5 991	6 097	6 066	5 861
23	20 ans à 30 ans	1 111	1 253	1 384	1 441	1 461
24	Perpétuité	554	543	538	523	523
25	Emprisonnement	26 381	29 454	30 819	31 565	33 796
26	Moins de 6 mois	4 223	4 565	5 066	5 470	7 746
27	6 mois à moins d' un an	5 652	6 389	6 438	6 676	7 395
28	1 an à moins de 3 ans	7 936	8 835	8 929	8 810	8 445
29	3 ans à moins de 5 ans	3 468	4 357	4 569	4 486	4 295
30	5 ans et plus	5 102	5 308	5 817	6 123	5 915
31	Contrainte par corps	26	18	22	6	4

Taux d'occupation des établissements pénitentiaires

32	Tous établissements (en %)	115,5	121,9	116,2	113,8	115,4
	dont					
33	Maisons d'arrêt	131,1	138,3	130,4	125,1	127,5
34	Centres pénitentiaires	107,8	118,0	110,4	110,0	112,8
35	Centres de détention	88,0	94,2	94,4	94,7	94,9
36	Maisons centrales	92,4	77,1	92,0	91,6	92,3
37	Centres de semi-liberté	74,9	66,9	68,0	80,6	73,6

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Sources :

De 1993 à 2002, les statistiques sur les incarcérations et les libérations ont été obtenues en sous produit de la gestion du Fichier national des détenus (FND), mis en place en 1987. Le nombre important de variables disponibles et leur niveau de détail a permis d'enrichir la connaissance des flux dans les prisons.

Depuis 2003 et l'arrêt de l'exploitation statistique du FND, les données présentées sont extraites de la statistique trimestrielle de la direction de l'Administration pénitentiaire et certaines statistiques ne sont plus disponibles.

Champ géographique : France métropolitaine + DOM

Code | Définitions et méthode

- 3 | **La comparution immédiate** suppose deux conditions : d'une part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à deux ans sans excéder 7 ans ou en cas de délit flagrant que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à six mois, d'autre part que les charges réunies soient suffisantes et que l'affaire soit en état d'être jugée. Elle n'est pas applicable aux mineurs.
- 12 | Il s'agit essentiellement du tribunal correctionnel (condamnés en délai d'appel ou de pourvoi).
- 14 | Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1^{er} mars 1994, a réformé le barème des peines privatives de liberté. Désormais le plafond de peine de l'emprisonnement correctionnel est porté à 10 ans (5 ans auparavant). Parallèlement la peine minimum en matière de réclusion criminelle passe de 5 à 10 ans, et la peine plafond à 30 ans (20 ans auparavant). Enfin la peine d'emprisonnement pour contravention de police a été supprimée.
- 15 | **La contrainte par corps** s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable, et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public (amendes pénales ou fiscales, par exemple). L'emprisonnement, ici utilisé comme moyen de pression, est d'une durée variable en fonction du montant des créances garanties, voire des infractions en cause.
- 16 | Sont notamment compris dans cette rubrique les libérés conditionnels réincarcérés, les individus repris après évasion ou fugue, et ceux écroués dans le cadre d'une procédure d'extradition.
- 17 à 42 | En cas de condamnation d'un individu pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.
- 18 | Sont compris dans cette rubrique les meurtres, assassinats, assassinats par acte de terrorisme, parricides, empoisonnements, coups mortels, violences volontaires avec emploi de tortures ou actes de barbarie, violences volontaires suivies d'une infirmité ou d'une incapacité permanente.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire
Fichier national des détenus

Code	2002	2003	2004	2005	2006
Incarcérations					
1 Incarcérations au cours de l'année	76 837	81 905	84 710	85 540	86 594
◆ Titre de détention					
2 Statut de prévenu	58 705	59 348	58 591	60 948	56 752
3 Dans le cadre d'une procédure de comparution immédiate	31 511	28 616	27 755	29 951	27 596
4 Avant jugement de 1 ^{re} instance	15 709	nd	nd	nd	nd
5 - ordonnance du président du tribunal ou du juge délégué	9 126	nd	nd	nd	nd
6 - décision du tribunal avant jugement	6 583	nd	nd	nd	nd
7 Après jugement de 1 ^{re} instance	15 802	nd	nd	nd	nd
8 Dans le cadre d'une autre procédure	27 194	30 732	30 836	30 997	29 156
9 Mandat du juge d'instruction	25 091	nd	nd	nd	nd
10 Mandat du juge des enfants	223	nd	nd	nd	nd
11 Mandat de la ch. d'accusation ou ordonnance de prise de corps	441	nd	nd	nd	nd
12 Mandat d'une autre juridiction	1 005	nd	nd	nd	nd
13 Ordonnance d'incarcération provisoire	434	nd	nd	nd	nd
14 Statut de condamné	17 836	22 269	25 828	24 210	29 283
15 Mise à exécution de contrainte par corps	77	19	11	4	14
16 Autres cas	219	269	280	378	545
◆ Nature de l'infraction					
17 Crimes	8 674	nd	nd	nd	nd
dont :					
18 <i>crimes de sang</i>	1 397	nd	nd	nd	nd
19 <i>viol sur adulte</i>	1 112	nd	nd	nd	nd
20 <i>viol sur mineur</i>	1 789	nd	nd	nd	nd
21 <i>vols qualifiés</i>	2 408	nd	nd	nd	nd
22 Délits et contraventions	68 163	nd	nd	nd	nd
23 Atteintes à la personne	10 255	nd	nd	nd	nd
dont :					
24 <i>coups et blessures volont. sans circonstances aggravantes</i>	1 698	nd	nd	nd	nd
25 <i>coups et blessures volont. avec circonstances aggravantes (non compris contre mineurs)</i>	2 744	nd	nd	nd	nd
26 Atteintes aux mœurs	1 310	nd	nd	nd	nd
27 <i>dont atteinte ou agression sexuelle sur mineur</i>	707	nd	nd	nd	nd
28 Législation sur les stupéfiants	9 715	nd	nd	nd	nd
29 <i>dont trafic de stupéfiants</i>	6 167	nd	nd	nd	nd
30 Atteintes aux biens	30 806	nd	nd	nd	nd
dont :					
31 <i>vol simple</i>	7 917	nd	nd	nd	nd
32 <i>vol avec violence</i>	3 886	nd	nd	nd	nd
33 <i>autres vols aggravés</i>	10 153	nd	nd	nd	nd
34 <i>recel</i>	2 777	nd	nd	nd	nd
35 <i>escroquerie, filouterie, abus de confiance</i>	2 258	nd	nd	nd	nd
36 Faux et usage de faux	972	nd	nd	nd	nd
37 Circulation routière	6 878	nd	nd	nd	nd
38 <i>dont conduite en état d'ivresse</i>	4 536	nd	nd	nd	nd
39 Atteinte à la sûreté de l'État	4 681	nd	nd	nd	nd
40 <i>dont police des étrangers</i>	3 872	nd	nd	nd	nd
41 Atteinte à l'ordre administratif et judiciaire	3 055	nd	nd	nd	nd
42 Atteinte à l'ordre financier, économique et social	491	nd	nd	nd	nd

Code | Définitions et méthode

- 9 et 21** | Le nombre total de libérations recouvre à la fois les prévenus et les condamnés.
- 11** | **La mise en liberté** intervient le plus souvent à la requête du prévenu après une période de détention provisoire. Elle peut s'accompagner d'une mesure de contrôle judiciaire.
- 12** | **La détention provisoire** peut être ordonnée lorsque la personne est mise en examen ou prévenue d'avoir commis un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement d'au moins trois ans et si elle est motivée par les nécessités de l'instruction ou le trouble causé à l'ordre public.
- 14** | Pour un individu détenu dans le cadre d'une procédure de contrainte par corps.
- 16** | **L'arrêt d'acquiescement** est rendu par la cour d'assises si toutes les réponses sur la culpabilité de l'accusé ont été négatives. Pour toutes les autres juridictions pénales, une décision de **relaxe** est prononcée si le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi, ou s'il n'est pas établi, ou s'il n'est pas imputable au prévenu.
- 17** | **La libération conditionnelle** est une mesure de libération anticipée d'un condamné à l'emprisonnement lorsqu'il a subi une partie légalement déterminée de sa peine, s'il manifeste des efforts sérieux de réadaptation sociale, et sous condition de bonne conduite pendant une période qui ne peut pas être inférieure à la durée de la peine restant à subir.
- 18** | **Le non-lieu** est la décision par laquelle une juridiction d'instruction, se fondant sur un motif de droit ou une insuffisance des charges, ne donne aucune suite à l'action publique.
- 21 à 30** | Les durées d'incarcération sont calculées prévenus et condamnés confondus.
- 31 à 33** | **L'extradition** est une procédure d'entraide répressive internationale par laquelle un État, appelé État requis, accepte de livrer un délinquant qui se trouve sur son territoire à un autre État, l'État requérant, pour que ce dernier puisse juger cet individu ou, s'il a déjà été condamné, pour lui faire subir sa peine.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire
Fichier national des détenus

Code	2002	2003	2004	2005	2006
Incarcérations (fin)					
◆ Caractéristiques des incarcérés					
Sexe					
1 Hommes	73 489	78 180	80 733	81 956	83 015
2 Femmes	3 348	3 725	3 977	3 584	3 579
Âge					
3 Mineurs	3 839	3 411	3 218	3 311	3 350
4 Majeurs	72 975	78 254	81 394	82 229	83 157
5 Âge non déclaré	23	240	98	0	87
Nationalité					
6 Français	57 982	62 489	64 928	66 731	68 340
7 Étrangers	18 766	19 307	19 696	18 704	18 193
8 Non déclarés	89	109	86	105	61
Libérations					
9 Libérations pendant de l'année	69 382	78 066	84 759	85 215	85 713
◆ Motif de sortie					
10 Fin de peine, grâce, amnistie	45 647	53 984	58 510	59 914	60 256
11 Mise en liberté	15 523	15 110	16 567	15 496	13 911
12 Peine couverte par la détention provisoire	297	193	234	224	197
13 Condamnations sans peine d'emprisonnement	508	1 248	1 198	1 078	917
14 Paiement de la contrainte ou contrainte subie	84	72	41	40	17
15 Expiration d'un mandat	244	990	1 123	1 225	2 983
16 Acquittement, relaxe	216	495	524	535	497
17 Ordonnance de libération conditionnelle par le JAP	4 812	5 569	6 180	5 911	5 648
18 Non-lieu	64	83	87	78	77
19 Décès	212	259	242	252	231
20 Autres motifs	1 775	63	53	462	977
◆ Durée d'incarcération lors de la sortie					
21 Tous détenus libérés	69 382	78 066	84 759	85 215	85 713
22 Moins d'un mois	12 497	13 422	15 314	14 282	13 534
23 1 mois à moins de 2 mois	9 528	9 804	11 005	12 196	12 274
24 2 mois à moins de 3 mois	8 691	9 047	10 009	11 063	11 374
25 3 mois à moins de 6 mois	18 114	20 354	21 188	20 280	21 128
26 6 mois à moins d'un an	10 484	13 412	14 406	13 493	14 186
27 1 an à moins de 3 ans	6 842	8 810	9 812	10 526	9 780
28 3 ans à moins de 5 ans	1 522	1 470	1 400	1 629	1 834
29 5 ans à moins de 10 ans	1 405	1 461	1 316	1 409	1 269
30 10 ans et plus	299	286	309	337	334
Extraditions					
31 Extradés remis à l'étranger	144	145	nd	nd	nd
32 <i>dont transitaires</i>	3	nd	nd	nd	nd
33 Extradés remis à la France	199	214	nd	nd	nd

Code | Définitions et méthode

- 4 à 10 | **Les activités de travail et de formation professionnelle** sont prises en compte pour l'appréciation des gages de réinsertion et de bonne conduite des condamnés. Au sein des établissements pénitentiaires, toutes dispositions sont prises pour assurer une activité professionnelle aux personnes incarcérées qui le souhaitent (art. 720 du Code de procédure pénale).
Métropole + DOM à partir de 1999 ; métropole + DOM + TOM à partir de 2002
- Le mode de collecte des informations concernant l'activité professionnelle des détenus ne permet pas de décrire la situation à un moment précis. Les chiffres présentés ici résultent de l'application d'une moyenne annuelle à l'effectif des détenus au 31 décembre.*
- 4 | Sont compris sous cette rubrique les détenus suivant une scolarité, les détenus non demandeurs d'emploi, et les détenus auxquels l'administration n'est pas en mesure de trouver un emploi.
- 6 | La Régie industrielle des établissements pénitentiaires (RIEP) relève d'une logique d'entreprise dont l'État est le seul acteur. Les travaux du bâtiment gérés par la comptabilité de la RIEP sont également pris en compte dans cette rubrique.
- 7 | Sous cette rubrique figurent, d'une part le service général lié au fonctionnement hôtelier de l'établissement, d'autre part les travaux exécutés pour le compte du personnel, et les travaux ou chantiers organisés pour le compte d'une administration, d'une collectivité locale ou d'un organisme public.
- 8 | **Le travail en concession** concerne des entreprises privées, et des associations sous contrat avec l'État.
- 9 | Cette rubrique concerne tous les condamnés travaillant sous le régime de la **semi-liberté**, leur permettant d'exercer une activité : travailler, recevoir un enseignement ou une formation professionnelle, apporter une participation essentielle à la vie de leur famille, ou subir un traitement médical. Les condamnés sont astreints à rejoindre l'établissement pénitentiaire dès la cessation de cette activité.
- 10 | Cette rubrique recense uniquement les stagiaires rémunérés en **formation professionnelle**.
- 11 à 26 | **La formation en milieu carcéral** est un droit fondamental, figurant dans les textes du Conseil de l'Europe, et inscrit dans le Code de procédure pénale.
L'enseignement en milieu pénitentiaire est organisé autour de la façon suivante :
- les formations de base, de l'alphabétisation aux premières qualifications de niveau V, sont assurées dans tous les établissements par des instituteurs ou professeurs d'école exerçant à plein temps ;
- les formations secondaires-universitaires, des brevets des collèges aux diplômes universitaires, sont assurées soit par des enseignants du second degré, soit par l'enseignement à distance, soit grâce à une mesure d'orientation vers un autre établissement mieux adapté à la formation demandée.
- 17, 18 | CFG : certificat de formation générale.
- 19, 20 | DNC : diplôme national des collèges.
CAP : certificat d'aptitude professionnelle.
BEP : brevet d'étude professionnel.
CAPUC : certificat d'aptitude professionnelle par unités capitalisables
- 23, 24 | ESEU : examen spécial d'entrée à l'université.
DAEU : diplôme d'accès aux études universitaires
- 29 | Sont comptabilisées ici les **agressions contre les membres du personnel** ayant entraîné une interruption temporaire de travail d'au moins un jour.
- 30 | **Les évasions ou tentatives d'évasion** recensées ici concernent également des détenus placés sous la garde de services ne relevant pas de l'Administration pénitentiaire : à partir d'un établissement hospitalier, au cours d'une extradition, ou d'une translation judiciaire ...
Les fugues ne sont comptabilisées qu'à partir de l'année 2001
- 31 | Depuis 2000 les automutilations ne sont plus comptabilisées au niveau de l'administration centrale

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire.

Code		2002	2003	2004	2005	2006
Activité professionnelle						
1	Population incarcérée au 31 décembre	55 407	59 246	59 197	59 522	60 403
2	Métropole	51 827	55 355	55 302	55 633	56 294
3	Départements et territoires d'outre-mer	3 580	3 891	3 895	3 889	4 109
4	Détenus n'exerçant pas d'activité rémunérée	31 740	38 133	37 861	37 880	38 861
5	Détenus exerçant une d'activité rémunérée	23 667	21 113	21 336	21 642	21 542
6	Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1 284	1 137	1 184	1 261	1 124
7	Service général	6 696	6 793	6 793	6 795	6 592
8	Concessions, associations	8 986	9 187	9 187	8 945	8 891
9	Semi-liberté	1 236	1 324	1 331	1 335	1 541
10	Formation professionnelle	2 600	2 672	2 841	3 306	3 394
Enseignement général						
◆	Scolarisation					
11	Détenus fréquentant des cours au 1er décembre	8 571	9 639	11 511	13 671	13 818
12	Détenus fréquentant des cours (en flux annuel)	31 717	34 884	37 939	43 802	46 775
13	Enseignement premier degré	18 361	20 310	22 411	25 952	28 113
14	Enseignement second degré	12 717	13 703	14 707	16 911	17 847
15	Enseignement supérieur	639	871	821	939	815
16	Détenus inscrits aux cours par correspondance (en flux annuel)	3 488	3 942	4 259	4 779	5 034
◆	Examens					
CFG						
17	Présentés	2 331	2 593	2 936	3 742	4 320
18	Admis	1 896	2 149	2 488	3 167	3 707
DNC, CAP, BEP, CAPUC						
19	Présentés	1 046	727	1 268	1 368	1 357
20	Admis	1 363	919	917	1 001	803
Baccalauréat						
21	Présentés	147	131	153	179	121
22	Admis	57	69	61	72	48
ESEU, DAEU						
23	Présentés	227	285	253	241	217
24	Admis	83	101	94	100	96
Enseignement supérieur						
25	Présentés	143	182	153	157	118
26	Admis	76	69	67	67	46
Incidents collectifs ou individuels						
27	Nombre d'incidents recensés pendant l'année	2 608	2 836	3 090	3 516	2 881
28	Incidents collectifs	129	185	225	304	265
29	Agressions envers le personnel	539	463	519	570	550
30	Évasions ou fugues (y compris tentatives)	316	403	491	441	313
31	Refus d'alimentation ou automutilation	793	879	983	1 113	968
32	Suicides	122	120	115	122	93
33	Tentatives de suicide	709	786	757	966	692

Le juge de l'application des peines

Le juge de l'application des peines (JAP) est un magistrat du siège du tribunal de grande instance. Auprès de chaque établissement pénitentiaire, il détermine pour chaque condamné les principales modalités du traitement pénitentiaire. Dans les limites et conditions prévues par la loi, il accorde les placements à l'extérieur, la semi-liberté, les permissions de sortir, la libération conditionnelle, les réductions, fractionnements et suspensions de peine, les autorisations de sortie sous escorte, le placement sous surveillance électronique. Il saisit la juridiction compétente pour aménager l'exécution de la peine.

Sauf urgence, le JAP statue après avis de la commission de l'application des peines, qu'il préside, et dont le procureur de la République et le chef de l'établissement pénitentiaire sont membres de droit.

Enfin, le JAP donne son avis, sauf urgence, sur le transfert des condamnés d'un établissement à un autre (art. 722 du Code de procédure pénale).

Placements à l'extérieur

Le placement à l'extérieur autorise le condamné à travailler à l'extérieur, ou à y suivre un enseignement, une formation professionnelle ou un traitement médical, sans être soumis à la surveillance continue du personnel. Le condamné n'est pas astreint à passer dans l'établissement pénitentiaire son temps disponible hors placement. C'est le JAP qui prononce l'ordonnance de placement à l'extérieur, soit dès l'incarcération, soit en cours d'exécution de peine.

Les mesures de placement à l'extérieur de semi-liberté, de fractionnement et suspension des peines, de placement sous surveillance électronique et de libération conditionnelle sont accordées, ajournées, refusées, retirées ou révoquées par décision motivée du JAP à l'issue d'un débat contradictoire tenu en chambre du conseil.

Code | Définitions et méthode

- 8 | Préalablement à la mise à exécution d'une condamnation à une peine égale ou inférieure à un an d'emprisonnement concernant une personne non incarcérée, le ministère public communique au JAP un extrait de la décision, accompagné le cas échéant de toutes informations utiles. Il en est de même en cas de cumul des condamnations concernant la même personne si le total des peines prononcées n'excède pas un an. Le JAP détermine les modalités d'exécution de la peine en considération de la situation du condamné. À défaut de réponse du JAP dans le mois suivant la communication, et même en cas d'urgence avant ce terme, la peine peut être ramenée à exécution par le ministère public en la forme ordinaire (art. D.49-1 du CPP).
- 9 | Les condamnés à titre définitif qui peuvent être admis au régime de placement à l'extérieur sont les suivants : les condamnés à une ou plusieurs peines privatives de liberté qui n'ont plus à subir qu'un temps de détention inférieur ou égal à un an, les condamnés admis au bénéfice de la libération conditionnelle, sous la condition d'avoir été soumis à titre probatoire au régime de la semi-liberté, et les condamnés qui remplissent les conditions de délai requises pour être proposés au bénéfice de la libération conditionnelle et dont la peine restant à subir n'excède pas pas trois ans (art. D.136 du CPP).
- 14 à 19 | Les travaux peuvent être exécutés pour le compte d'une administration, d'une collectivité publique, ou d'une personne physique ou morale (art. D.126 du CPP). Seuls peuvent être désignés pour être employés à des travaux à l'extérieur les détenus qui présentent des garanties suffisantes pour la sécurité et l'ordre public et qui soit ont à subir une durée d'incarcération inférieure ou égale à cinq ans, soit remplissent les conditions de délai requises pour être proposés au bénéfice de la libération conditionnelle, soit remplissent les conditions de délai requises pour être admis à la semi-liberté (art. D. 128 du CPP).
- 18 | **Le travail en concession** concerne des entreprises privées, et des associations sous contrat avec l'État.
- 19 | Sous cette rubrique figurent, d'une part le service général lié au fonctionnement hôtelier de l'établissement, d'autre part les travaux exécutés pour le compte du personnel, et les travaux ou chantiers organisés pour le compte d'une administration, d'une collectivité locale ou d'un organisme public.
- 25 à 28 | Les incidents comptabilisés sont indépendants des ordonnances de placement à l'extérieur prononcées au cours de l'année. On ne peut effectuer de rapprochement entre le nombre de placements et le nombre d'incidents.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code	2002	2003	2004	2005	2006p
Placements à l'extérieur dans le cadre du débat contradictoire					
1 Ordonnances de placement extérieur prononcées	2 550	2 733	2 221	2 310	2 528
◆ Nature de l'infraction					
2 Atteintes volontaires à la personne	789	796	597	650	711
3 Homicides et blessures involontaires	42	42	40	47	51
4 Abandon de famille	7	8	10	8	9
5 Infractions contre les biens	773	586	442	453	496
6 Infractions à la législation sur les stupéfiants	291	320	259	237	259
7 Autres infractions, infraction non renseignée	648	981	873	915	1 001
◆ Moment du prononcé de l'ordonnance					
8 Dès l'incarcération	571	751	492	393	430
9 En cours d'exécution de peine	1 979	1 982	1 729	1 917	2 098
◆ Hébergement					
10 Retour à l'établissement pénitentiaire	936	1 045	860	940	1 029
11 Centre d'hébergement	844	753	688	720	788
12 Location d'appartement	347	316	203	256	280
13 Autres hébergements, hébergement non renseigné	423	619	470	394	431
◆ Motif du placement extérieur					
14 Contrat de travail	651	849	378	nd	nd
15 Contrat de travail aidé	567	456	614	nd	nd
16 <i>dont contrat de travail emploi-solidarité</i>	518	390	522	nd	nd
17 RIEP	2	0	1	nd	nd
18 Concession	57	102	55	nd	nd
19 Service général	509	459	312	nd	nd
20 Stage rémunéré	460	552	594	nd	nd
21 Scolarité	8	15	8	nd	nd
22 Formation non rémunérée	129	126	128	nd	nd
23 Soins	121	100	82	nd	nd
24 Revenu minimum d'insertion	46	74	49	nd	nd
◆ Incidents					
25 Nombre d'incidents recensés pendant l'année	212	nd	nd	nd	nd
26 Non-respect des obligations fixées par l'ordonnance du JAP	112	nd	nd	nd	nd
27 Non-respect des règles disciplinaires	68	nd	nd	nd	nd
28 Nouvelle infraction	32	nd	nd	nd	nd
◆ Sanctions					
29 Nombre de sanctions prononcées pendant l'année	213	nd	nd	nd	nd
30 Suspension de l'ordonnance	7	nd	nd	nd	nd
31 Révocation de l'ordonnance	188	nd	nd	nd	nd
32 Sanction disciplinaire	18	nd	nd	nd	nd

Semi-liberté

La semi-liberté est un régime d'exécution des peines privatives de liberté permettant au condamné d'exercer à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire une activité professionnelle, d'y suivre un enseignement, une formation professionnelle, un stage, un traitement médical, ou de participer à une vie familiale.

Le condamné est astreint à rejoindre l'établissement pénitentiaire selon les modalités déterminées par le juge de l'application des peines, en fonction du temps nécessaire à l'activité en vue de laquelle il a été admis au régime de la semi-liberté. Il est astreint à demeurer dans l'établissement pendant les jours où, pour quelque cause que ce soit, ses obligations extérieures se trouvent interrompues (art. 132-26 du CP).

L'admission au régime de semi-liberté peut être prononcée, par la juridiction de jugement ou par le JAP, dès l'incarcération ou en cours d'exécution de peine.

Code | Définitions et méthode

- 8 | Lorsque la juridiction de jugement prononce *une peine égale ou inférieure à un an d'emprisonnement*, elle peut décider, à l'égard du condamné qui justifie, soit de l'exercice d'une activité professionnelle, soit de son assiduité à un enseignement ou une formation professionnelle ou encore d'un stage ou d'un emploi temporaire en vue de son insertion sociale, soit de sa participation essentielle à la vie de famille, soit de la nécessité de subir un traitement médical, que la peine d'emprisonnement sera exécutée sous le **régime de la semi-liberté** (art. 132-25 du CP).
- 9 | Préalablement à la mise à exécution d'une condamnation à *une peine égale ou inférieure à un an d'emprisonnement* concernant une personne non incarcérée, le ministère public communique au juge de l'application des peines un extrait de la décision accompagné, le cas échéant, de toutes informations utiles. Il en est de même en cas de cumul des condamnations concernant la même personne, si le total des peines prononcées n'excède pas un an.
Le juge de l'application des peines détermine les modalités d'exécution de la peine en considération de la situation du condamné.
À défaut de réponse du JAP dans le mois suivant la communication et même, en cas d'urgence, avant ce terme, la peine peut être ramenée à exécution par le ministère public en la forme ordinaire (art. D.49-1 du CPP).
- 10 | Le JAP peut prévoir que la peine s'exécutera sous le régime de la semi-liberté, soit lorsqu'il reste à subir par le condamné une ou plusieurs peines privatives de liberté *dont la durée totale n'excède pas un an*, soit lorsque le condamné a été admis au bénéfice de la libération conditionnelle, sous la condition d'avoir été soumis à titre probatoire au régime de la semi-liberté (art.723-1 du CPP).
- 20 à 23 | Les incidents comptabilisés sont indépendants des mesures de semi-liberté prononcées au cours de l'année. On ne peut effectuer de rapprochement entre le nombre de mesures et le nombre d'incidents.
- 24 à 27 | Le JAP peut, si l'urgence l'exige, suspendre l'application de la semi-liberté. Dans ce cas, le tribunal doit statuer dans les cinq jours sur le maintien ou le retrait de ce régime. Lorsque le régime de semi-liberté a été octroyé par la juridiction de jugement, le JAP peut adresser au tribunal de grande instance un rapport demandant le retrait du bénéfice au régime, s'il considère que le condamné ne satisfait pas aux obligations qui lui sont imposées, ou qu'il fait preuve de mauvaise conduite (art.723-2 du CPP).

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code	2002	2003	2004	2005	2006p
Semi-liberté dans le cadre du débat contradictoire					
1 Mesures de semi-liberté prononcées	6 527	6 261	6 819	6 440	6 751
◆ Nature de l'infraction					
2 Atteintes volontaires à la personne	1 752	1 546	1 609	1 522	1 596
3 Abandon de famille	54	37	38	42	44
4 Infractions contre les biens	1 874	1 262	1 294	1 207	1 265
5 Homicides et blessures involontaires	116	131	96	118	124
6 Infractions à la législation sur les stupéfiants	861	916	947	979	1 026
7 Autres infractions	1 870	2 369	2 835	2 572	2 696
◆ Prononcé de la mesure					
8 Par la juridiction de jugement	149	157	434	845	886
9 Dès l'incarcération	3 585	3 247	3 362	2 385	2 500
10 En cours d'exécution de peine	2 793	2 857	3 023	3 210	3 365
◆ Motif de la semi-liberté					
11 Contrat de travail	4 784	4 646	4 892	nd	nd
12 Contrat de travail aidé	650	504	664	nd	nd
13 <i>dont contrat de travail emploi-solidarité</i>	381	275	352	nd	nd
14 Stage rémunéré	643	696	629	nd	nd
15 Scolarité	77	82	76	nd	nd
16 Formation non rémunérée	160	141	187	nd	nd
17 Soins	56	55	109	nd	nd
18 Participation à la vie familiale	144	125	249	nd	nd
19 Revenu minimum d'insertion	13	12	13	nd	nd
Données manquantes					
◆ Incidents					
20 Incidents recensés pendant l'année	338	nd	nd	nd	nd
21 Non-respect des obligations fixées par l'ordonnance du JAP	219	nd	nd	nd	nd
22 Non-respect des règles disciplinaires	69	nd	nd	nd	nd
23 Nouvelle infraction	50	nd	nd	nd	nd
◆ Sanctions					
24 Sanctions prononcées pendant l'année	336	nd	nd	nd	nd
25 Suspension de la mesure	10	nd	nd	nd	nd
26 Révocation de la mesure	296	nd	nd	nd	nd
27 Sanction disciplinaire	30	nd	nd	nd	nd

Permission de sortir

La permission de sortir autorise un condamné à s'absenter d'un établissement pénitentiaire pendant une période de temps déterminée, qui s'impute sur la durée de la peine en cours d'exécution. Elle a pour objet de préparer la réinsertion professionnelle ou sociale du condamné, de maintenir ses liens familiaux, ou de lui permettre d'accomplir une obligation exigeant sa présence (art. 723-3 du CPP).

La permission de sortir autorise le condamné à se rendre en un lieu situé sur le territoire national, et ne peut être accordée que si le condamné n'est pas en cours d'exécution de la période de sûreté.

Les permissions de sortir accordées aux détenus bénéficiant du régime de semi-liberté ne sont pas prises en compte ici.

Libération conditionnelle

La libération conditionnelle est une mesure de libération anticipée qui peut être accordée au condamné à une ou plusieurs peines privatives de liberté, s'il "manifeste des efforts sérieux de réadaptation sociale". Elle peut être accordée lorsque la durée de la peine accomplie est au moins égale à la durée de la peine restant à subir. Toutefois les condamnés en état de récidive ne peuvent bénéficier d'une mesure de libération conditionnelle que si la durée de la peine accomplie est au moins égale au double de la peine restant à subir. Le temps d'épreuve ne peut alors excéder quinze années. Pour les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, le temps d'épreuve est de quinze années, sauf réduction de ce temps dans les formes et conditions prévues par la loi (art. 729 et 729-1 du CPP).

« Lorsque la peine privative de liberté prononcée est d'une durée inférieure ou égale à dix ans, ou que, quelle que soit la peine initialement prononcée, la durée de détention restant à subir est inférieure ou égale à trois ans, la libération conditionnelle est accordée par le juge de l'application des peines selon les modalités prévues par l'article 722.

« Dans les autres cas, la libération conditionnelle est accordée par le tribunal de l'application des peines. » (art. 730 du CPP).

Le bénéfice de la libération conditionnelle peut être assorti de conditions particulières, ainsi que de mesures d'assistance et de contrôle destinées à faciliter et à vérifier le reclassement du libéré. Ces mesures sont mises en œuvre par le JAP, assisté du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP), et le cas échéant avec le concours des organismes habilités à cet effet (art. 731 du CPP).

Les statistiques présentées dans ce chapitre ne prennent en compte que les libérations conditionnelles accordées par les juges de l'application des peines.

Code | Définitions et méthode

13 à 17 | Il y a "**non-réintégration**" lorsque le détenu n'a pas réintégré l'établissement d'origine 48 heures maximum après la date prévue.

18, 19 | Sans préjudice de l'application du Code pénal, en cas de condamnation pour un crime ou un délit volontaire commis à l'occasion d'une permission de sortir, la juridiction peut décider que le condamné perdra le bénéfice des réductions de peine qui lui ont été accordées antérieurement (art. 723-5 du CPP).

30 à 34 | En cas de nouvelle condamnation, d'inconduite notoire, d'infraction aux conditions ou d'inobservation des mesures, *la décision de mise en liberté conditionnelle peut être révoquée*. Cette révocation peut être prononcée soit par le JAP, après avis du SPIP, soit, sur proposition du JAP, par la juridiction régionale de la libération conditionnelle (art. 733 du CPP).
Après révocation, le condamné doit subir, selon les dispositions de la décision de révocation, tout ou partie de la durée de la peine qu'il lui restait à subir au moment de sa mise en liberté conditionnelle, cumulativement s'il y a lieu avec toute nouvelle peine.

33 | **Principales mesures et obligations ordonnées** : semi-liberté à titre probatoire, expulsion, extradition, stage de formation professionnelle, obligations de soins médicaux, indemnisation de la partie civile, ne pas détenir une arme, ne pas fréquenter les coauteurs de l'infraction...

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code	2002	2003	2004	2005	2006e	
Permissions de sortir						
1	Permissions de sortir accordées au cours de l'année	31 777	33 786	35 589	35 411	34 000
◆	Motif des permissions					
2	Présentation à un employeur	4 415	5 279	6 138	6 440	6 183
3	Présentation à un examen scolaire ou professionnel	825	917	653	734	705
4	Présentation à un examen médical ou psychologique	1 001	1 009	944	1 047	1 005
5	Circonstances familiales graves	750	1 040	959	838	805
6	Maintien des liens familiaux	23 616	24 267	25 441	24 814	23 825
7	Autres motifs	1 170	1 274	1 454	1 538	1 477
◆	Issue des permissions					
8	Réintégration	31 515	33 511	35 291	35 239	33 835
9	volontaire dans les délais	30 646	32 211	33 821	33 712	31 850
10	volontaire avec un retard de 48 heures	358	435	581	616	591
11	contrainte dans les délais	481	799	806	842	808
12	contrainte avec retard de 48 heures	30	66	83	69	66
13	Non-réintégration	262	275	298	172	165
14	évasion	148	144	101	105	101
15	hospitalisation	12	9	13	3	3
16	décès	1	2	0	0	0
17	réintégration dans un autre établissement	101	120	184	64	61
◆	Infractions commises au cours ou à la suite de la permission					
18	Crimes	1	0	4	0	nd
19	Délits	16	18	10	9	nd
Libérations conditionnelles (de la compétence du juge de l'application des peines)						
20	Condamnés remplissant les conditions légales pour une libération conditionnelle	18 667	nd	nd	nd	nd
21	Condamnés admis à la libération conditionnelle au cours de l'année	4 876	5 286	5 866	5 671	5 679
◆	Nature de l'infraction					
22	Atteintes volontaires à la personne	1 393	1 315	1 381	1 196	1 198
23	Homicides et blessures involontaires	96	116	142	103	103
24	Infractions contre les biens	1 160	945	823	654	655
25	Infractions à la législation sur les stupéfiants	1 002	1 133	1 302	1 395	1 397
26	Autres infractions	1 225	1 777	2 218	2 323	2 326
◆	Durée de la peine déjà subie					
27	De la moitié à moins des deux tiers	3 349	3 468	2 594	nd	nd
28	Des deux tiers à moins des trois quarts	709	640	1 046	nd	nd
29	Trois quarts et plus	818	1 178	2 226	nd	nd
◆	Révocations des libérations conditionnelles					
30	Tous motifs	203	nd	216	138	179
31	Nouvelle condamnation	93	nd	115	81	102
32	Nouvelle condamnation et inobservation des mesures	48	nd	28	23	33
33	Inobservation des mesures	59	nd	72	33	34
34	Inconduite notoire	3	nd	1	1	10

Source :

Les statistiques concernant le milieu ouvert sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire. Les informations sont établies par collationnement de cadres statistiques remplis dans les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP).

Code | Définitions et méthode

- 1 à 14 | L'article D. 572 du Code de procédure pénale prévoit que « Dans chaque département, est créé un service pénitentiaire d'insertion et de probation, service déconcentré de l'Administration pénitentiaire, chargé d'exécuter les missions prévues par les articles D. 573 et D. 574. Le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation est placé sous l'autorité du directeur régional des services pénitentiaires. Le siège du service pénitentiaire d'insertion et de probation et la liste des antennes locales d'insertion et de probation sont fixés par arrêtés du ministre de la justice. ».
- 15 à 33 | Un individu pris en charge par un SPIP peut faire l'objet de plusieurs mesures. De ce fait, le nombre de mesures recensées au 1er janvier d'une année donnée est supérieur au nombre d'individus pris en charge à la même date.
- 19 | Les condamnés manifestant des efforts sérieux de réadaptation sociale peuvent bénéficier d'une **libération conditionnelle** (cf. pages 218 et 219). Elle ne peut être accordée qu'aux détenus ayant accompli la moitié de leur peine ou, pour les condamnés en état de récidive légale, les deux-tiers de la peine. Le bénéfice de la libération conditionnelle, outre des conditions générales, peut être assorti de conditions particulières, ainsi que de mesures d'assistance et de contrôle destinées à faciliter et à vérifier le reclassement du libéré. La durée de soumission à ces obligations ne peut être inférieure au reliquat de la peine.
La libération conditionnelle est accordée par le juge de l'application des peines lorsque la peine en cours d'exécution n'excède pas dix ans ou, quelle que soit la peine prononcée, lorsque la durée de détention restant à subir n'excède pas trois ans. Au delà, c'est la juridiction régionale de la libération conditionnelle (JRLC) qui exerce cette compétence.
- 20 | Modalité du sursis, la **mise à l'épreuve** s'applique aux condamnations à l'emprisonnement prononcées pour crime ou délit de droit commun. Les principales obligations sont l'exercice d'une activité professionnelle, l'établissement de la résidence en un lieu déterminé, la soumission à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, la réparation des dommages causés par l'infraction, ainsi que la contribution aux charges familiales et l'acquiescement des pensions alimentaires. Le tribunal fixe le délai d'épreuve, qui ne peut être inférieur à 18 mois, ni supérieur à 3 ans.
- 21 | Cette peine a été créée en 1983. Les condamnés à un **travail d'intérêt général** (TIG) accomplissent au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public, ou d'une association ayant obtenu une habilitation préalable, un travail non rémunéré d'une durée de 40 à 240 heures, exécuté dans un délai de 18 mois au plus. La condamnation à un TIG peut être prononcée soit à titre de peine principale, soit comme modalité d'un sursis. Elle peut aussi être accordée aux condamnés à l'emprisonnement ferme lorsque le quantum prononcé n'excède pas 6 mois.
- 22 | Le magistrat chargé d'une information judiciaire peut placer sous **contrôle judiciaire** la personne mise en cause. Celle-ci sera soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes...), au plus tard jusqu'au jour du jugement, éventuellement sous le contrôle d'un SPIP désigné par le juge d'instruction.
- 24 | Les jeunes gens âgés de moins de 29 ans, n'ayant pas accompli la totalité des obligations du service national actif, et condamnés définitivement pour crime et délit à une peine d'emprisonnement sans sursis ou de réclusion dont la durée est égale ou supérieure à un an, sont tenus d'accomplir le service national actif. Les modalités en sont décidées par une commission juridictionnelle.
- 26 | Cette mesure est applicable depuis l'entrée en vigueur de la loi du 6 juillet 1989. Le tribunal correctionnel, après avoir reconnu la culpabilité du prévenu, a la possibilité d'ajourner le prononcé de la peine. Le prévenu est alors placé sous le régime de la mise à l'épreuve sous le contrôle du juge de l'application des peines.
- 27 | Médiation pénale, suivi socio-judiciaire, travail non rémunéré.
- 28 à 33 | Exprimée en mois, il s'agit d'une estimation de la durée moyenne des mesures prises en charge par les SPIP au cours d'une année donnée. Elle est obtenue en rapportant le nombre moyen de mesures en stock, au nombre de nouvelles mesures prises en charge au cours de l'année.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2002	2003	2004	2005	2006e
Population prise en charge par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)						
1	Population au 1^{er} janvier	140 622	129 269	123 492	129 784	146 567
2	Entrées au cours de l'année	61 542	67 880	nd	93 262	111 914
3	Sorties au cours de l'année	72 895	73 657	nd	76 479	112 806
4	Population au 31 décembre	129 269	123 492	129 784	146 567	145 675
◆	Population par direction régionale (au 31 décembre)					
5	Bordeaux	9 531	10 482	12 551	13 665	13 582
6	Dijon	9 061	8 798	9 319	10 225	10 163
7	Lille	19 886	20 195	18 992	24 607	24 457
8	Lyon	14 162	13 556	12 828	13 532	13 450
9	Marseille	11 638	11 117	10 143	12 475	12 399
10	Paris	25 787	23 296	25 957	27 308	27 142
11	Rennes	16 092	14 561	15 653	16 637	16 536
12	Strasbourg	9 403	8 704	9 703	11 085	11 018
13	Toulouse	9 323	9 374	9 619	11 609	11 538
14	Départements d'outre-mer	4 386	3 409	5 019	5 424	5 391

Mesures prises en charge par les SPIP

15	Mesures en cours au 1^{er} janvier	156 398	139 361	135 721	137 386	160 984
16	Entrées au cours de l'année	75 200	79 675	nd	101 594	105 494
17	Sorties au cours de l'année	92 237	83 315	nd	77 996	106 478
18	Mesures en cours au 31 décembre	139 361	135 721	137 386	160 984	160 000
◆	Détail des mesures en cours (au 31 décembre)					
19	Libérations conditionnelles	6 056	6 428	6 865	8 169	6 861
20	Sursis avec mise à l'épreuve	107 846	105 247	106 224	120 676	119 756
21	Travail d'intérêt général	19 106	17 990	18 045	24 260	24 672
22	Contrôle judiciaire	3 972	4 073	3 596	3 907	3 721
23	Interdiction de séjour	1 453	1 359	1 142	1 107	1 154
24	Article L 51 du Code du service national	138	123	-	-	-
25	Grâce conditionnelle	93	59	-	-	-
26	Ajournement avec mise à l'épreuve	697	442	469	476	320
27	Autres			1 045	2 389	3 516
◆	Durée moyenne des mesures (en mois)					
28	Toutes mesures	23,6	20,1	nd	18,2	18,2
	dont:					
29	Sursis avec mise à l'épreuve	27,0	23,3	nd	20,7	nd
30	Libérations conditionnelles (Garde des sceaux ou juge de l'application des peines)	13,7	13,6	nd	15,3	nd
31	Travail d'intérêt général	16,3	14,0	nd	12,1	nd
32	Contrôle judiciaire	24,5	23,4	nd	19,8	nd
33	Ajournement avec mise à l'épreuve	10,0	8,4	nd	11,9	nd

Code | Définitions et méthode

- 12 | Aux confins du judiciaire et confié aux services pénitentiaires d'insertion et de probation, l'**accompagnement social des sortants de prison** favorise la réinsertion des libérés par les moyens du partenariat et par la mobilisation des dispositifs de la société civile : recherche d'emploi, accès au logement, recours aux institutions administratives ...
- 13 | Les magistrats du parquet et du siège peuvent demander au SPIP, avant de prendre leur décision sur l'orientation de la procédure, **une enquête rapide** portant sur la situation familiale, sociale et professionnelle de la personne déférée, prévenue ou inculpée. L'objectif de ces enquêtes rapides est de fournir aux magistrats des éléments fiables et pertinents quant à la situation personnelle des intéressés, mais aussi de proposer des mesures propres à favoriser leur insertion sociale, telles que des possibilités d'hébergement, de stage, de formation professionnelle, de prise en charge sociale ou médico-sociale.
- 14 | **L'article D 49.1 du Code de procédure pénale** prévoit que, préalablement à la mise à exécution d'une condamnation à une peine d'emprisonnement égale ou inférieure à un an concernant une personne non incarcérée, le juge de l'application des peines est saisi par le procureur de la République, afin d'examiner les modalités d'exécution de la peine en considération de la situation du condamné : semi-liberté, suspension, fractionnement de peine, libération conditionnelle sans incarcération, placement à l'extérieur. La décision d'aménagement est prise en considération de la situation familiale, sociale et professionnelle, médicale du condamné, et nécessite par conséquent des mesures d'instruction préalables, le plus souvent confiées sous forme de demande d'enquête à un agent du SPIP.
- 15 | **L'article D 526 du Code de procédure pénale** prévoit que, dans le cadre de la préparation des dossiers de libération conditionnelle, des éléments d'information complémentaires sont, en tant que de besoin, recueillis par l'intermédiaire du SPIP du lieu où le condamné souhaite établir sa résidence.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2002	2003	2004	2005	2006
Mesures prises en charge par les SPIP (fin)						
◆	Mesures en cours par direction régionale (au 31 décembre)					
1	Bordeaux	10 504	11 364	13 554	15 041	14 949
2	Dijon	9 150	9 374	9 567	11 046	10 978
3	Lille	20 739	22 456	20 579	26 591	26 428
4	Lyon	15 591	14 586	14 056	14 951	14 860
5	Marseille	12 612	11 710	10 830	13 248	13 167
6	Paris	28 938	26 318	25 787	31 052	30 862
7	Rennes	16 500	16 172	16 777	18 894	18 779
8	Strasbourg	10 397	9 710	10 784	12 223	12 148
9	Toulouse	10 278	10 561	10 378	12 415	12 339
10	Départements d'outre mer	4 652	3 470	5 074	5 523	5 489
Interventions des SPIP						
11	Interventions effectuées par les SPIP au cours de l'année	45 766	42 900	nd	nd	nd
◆	Nature des interventions					
12	Accompagnement social des sortants de prison	9 260	6 602	nd	nd	nd
13	Enquêtes rapides	8 661	8 330	nd	nd	nd
14	Enquêtes D 49.1	23 559	23 957	nd	nd	nd
15	Enquêtes D 526	4 286	4 011	nd	nd	nd
◆	Interventions par direction régionale					
16	Bordeaux	3 662	3 495	nd	nd	nd
17	Dijon	2 598	2 021	nd	nd	nd
18	Lille	4 651	5 675	nd	nd	nd
19	Lyon	9 148	5 625	nd	nd	nd
20	Marseille	5 397	4 517	nd	nd	nd
21	Paris	8 372	7 801	nd	nd	nd
22	Rennes	4 422	4 267	nd	nd	nd
23	Strasbourg	2 217	2 513	nd	nd	nd
24	Toulouse	4 353	4 725	nd	nd	nd
25	Départements d'outre mer	946	2 261	nd	nd	nd

Mineurs et justice

Institué au lendemain de la libération pour accentuer un régime de protection et d'éducation en faveur de l'enfance délinquante, le juge des enfants a vu se développer ses missions d'assistance éducative. Les textes de base sont l'ordonnance du 2 février 1945 relative aux mineurs délinquants, les articles 375 et suivants du Code civil pour les mineurs en danger (loi du 4 juin 1970 sur l'autorité parentale) et le décret du 18 février 1975 qui, après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans, étend un régime de protection aux jeunes majeurs jusqu'à 21 ans.

En matière pénale, le droit des mineurs accorde la prépondérance aux mesures éducatives sur les sanctions, les unes et les autres étant exclusivement prononcées par des juridictions spécialisées (juge des enfants, tribunal pour enfants et cour d'assises des mineurs) selon des procédures adaptées.

La direction de la protection judiciaire de la jeunesse gère les établissements et services du secteur public et contrôle les établissements et services du secteur associatif habilité à recevoir des mineurs dans ce cadre.

Les établissements et services du **secteur public** de la protection judiciaire de la jeunesse proposent l'orientation éducative (services éducatifs auprès des tribunaux de grande instance dotés d'un tribunal pour enfants - SEAT) et exercent des fonctions d'investigation, d'hébergement et de prise en charge en milieu ouvert ainsi que de formation, tant en assistance éducative que pour les mineurs délinquants.

Les établissements et services du **secteur associatif, habilités par le ministère de la Justice** à recevoir des jeunes confiés par les juridictions de la jeunesse, sont gérés par des associations relevant de la loi de 1901. Le contrôle exercé sur ces institutions tend à l'harmonisation de l'action éducative en faveur des jeunes, qu'ils soient pris en charge par l'un ou l'autre secteur.

Sources : Les statistiques du ministère de l'Intérieur permettent de mesurer la délinquance des mineurs telle qu'elle est constatée par les services de police et de gendarmerie.

L'activité tant éducative que pénale des juges et tribunaux pour enfants peut s'appréhender à l'aide de plusieurs sources statistiques : les cadres du parquet, le répertoire de l'instruction, les tableaux de bord des juridictions de mineurs.

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Code | Définitions et méthode

- 1 et 2** Les statistiques du ministère de l'Intérieur permettent de dénombrer les infractions constatées et établies par les services de Police et de Gendarmerie. Elles utilisent une unité de compte différente de celle retenue par le ministère de la Justice qui comptabilise des affaires et non des infractions.
- 3** Saisines : ensemble des affaires nouvelles reçues au parquet.
- 4** Affaires traitées au cours de l'année, pouvant concerner aussi bien des affaires reçues dans l'année que des affaires reçues antérieurement à l'année considérée.
- 11, 12** Si le procureur décide de poursuivre, il peut soit saisir le juge des enfants par requête, soit ouvrir une information devant le juge d'instruction (obligatoire en matière criminelle).
- 13** La loi du 09-09-2002 prévoit que les mineurs de 16 à 18 ans peuvent être suivis devant le tribunal pour enfants selon la procédure de jugement à délai rapproché. Elle est applicable aux mineurs qui encourent une peine d'emprisonnement \geq à 3 ans en cas de flagrance ou \geq à 5 ans dans les autres cas. Elle ne peut être engagée que si des investigations sur les faits ne sont pas nécessaires et si les investigations sur la personnalité ont déjà été accomplies. Il est notifié au mineur déféré devant le procureur de la République une date d'audience dans un délai compris entre 10 jours et 1 mois (art. 14-2, ord. du 02-02-1945)
- 28** **La chambre de l'instruction** :
L'activité du juge d'instruction concernant les mineurs est connue au niveau de la décision de clôture.
- 29, 30** **Contrôle judiciaire, Détention provisoire** : cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet, répertoire de l'instruction

Code	2001	2002	2003	2004	2005	
Délinquance constatée par les services de police et de gendarmerie						
1	Nombre de mineurs mis en cause pour crime ou délit	177 010	180 382	179 762	184 696	193 663
2	<i>Proportion de mineurs dans l'ensemble des mis en cause (en %)</i>	21,2	19,9	18,8	18,1	18,2

Activité des parquets mineurs

■	Saisines					
3	Procès-verbaux, plaintes, dénonciations	180 127	183 241	189 283	195 469	194 521
■	Orientations					
4	Affaires traitées	161 208	162 069	163 162	168 809	168 174
5	Affaires non poursuivables	21 629	23 474	24 992	25 983	25 323
6	Infractions mal caractérisées	16 709	18 989	20 388	21 507	21 126
7	Mineurs mis hors de cause	4 920	4 485	4 604	4 476	4 197
8	Affaires poursuivables	139 579	138 595	138 170	142 826	142 851
9	<i>Part des affaires poursuivables (en %)</i>	86,6	85,5	84,7	84,6	84,9
10	Affaires poursuivies	59 476	58 842	57 831	58 148	58 738
11	Transmission au juge d'instruction	2 502	2 563	2 462	2 307	2 332
12	Transmission au juge des enfants	56 974	56 279	54 734	55 025	55 438
13	Procédure de jugement à délai rapproché	-	-	635	816	968
14	Procédures alternatives aux poursuites	48 113	50 017	53 505	59 113	63 408
15	Médiation	3 518	2 735	2 633	2 805	2 636
16	Injonction thérapeutique	568	522	628	896	780
17	Réparation mineur	4 972	5 275	5 935	6 203	7 159
18	Plaignant désintéressé, régularisation	3 094	2 850	3 088	3 745	4 404
19	Rappel à la loi, avertissement	32 947	34 662	37 260	40 979	43 797
20	Autres poursuites de nature non pénale	3 014	3 973	3 961	4 485	4 632
21	<i>Taux de réponse pénale (en %)</i>	77,1	78,5	80,6	82,1	85,5
22	Procédures classées sans suite	31 990	29 736	26 834	25 565	20 705
	Motifs principaux :					
23	Préjudice ou trouble peu important	17 984	16 622	13 947	11 831	8 477
24	Recherche infructueuse	3 366	2 677	2 415	3 127	2 606
25	Victime désintéressée	4 180	4 014	4 313	4 333	4 178
26	Désistement du plaignant	2 850	2 858	2 771	2 880	2 489
27	<i>Part des classements sans suite dans les affaires poursuivables (en %)</i>	22,9	21,5	19,4	17,9	14,5

Activité des juges d'instruction chargés des mineurs

Affaires transmises à la cour d'assises des mineurs						
28	Nombre de décisions de transmission	199	322	412	247	274
29	Mineurs placés sous contrôle judiciaire	97	118	245	162	168
30	Mineurs placés en détention provisoire	151	125	279	143	171
31	<i>Durée moyenne de l'instruction (en mois)</i>	25,0	22,1	23,4	23,7	22,8
Affaires transmises au juge ou au tribunal pour enfants						
32	Nombre de décisions de transmission	4 297	4 040	4 033	3 570	3 266
33	Mineurs placés sous contrôle judiciaire	2 352	2 349	2 439	2 110	1 918
34	Mineurs placés en détention provisoire	1 180	1 162	1 204	936	905
35	<i>Durée moyenne de l'instruction (en mois)</i>	16,4	16,8	17,2	18,1	18,5
36	Ordonnances de non-lieu	260	277	213	247	245

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des parquets des TGI pour les mineurs sont issues des cadres des parquets, imprimés contenant des rubriques destinées à décrire les différentes étapes du processus pénal. Les juridictions alimentent annuellement ces rubriques à l'aide de systèmes de comptages mis en place à l'initiative de la Chancellerie.

Les unités de compte présentées dans l'activité des parquets sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires qui regroupent parfois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

Définitions et méthode

Les données présentées sur le graphique ci-contre synthétisent toutes les orientations données par les parquets aux affaires de mineurs poursuivables de l'année.

- **Tout d'abord, on a opéré une distinction entre les saisines**, c'est-à-dire l'ensemble des affaires nouvelles reçues au parquet entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, et **les orientations**, c'est-à-dire l'ensemble des réponses apportées au cours de l'année, qui peuvent concerner aussi bien des affaires reçues dans l'année que des affaires antérieures à l'année considérée.

- Ensuite, grâce à l'exploitation de la nomenclature des motifs de classements sans suite, il a été possible de cerner les raisons qui fondent une absence de poursuite, et donc d'identifier et de quantifier le volume d'affaires pour lesquelles aucune autre décision qu'un classement n'a pu être envisagée (motif juridique ou mineur hors de cause).

On a ainsi dégagé une masse d'affaires "**non poursuivables**". Isolée, elle permet de fonder l'analyse des principaux ratios de réponse judiciaire sur les seules affaires "**poursuivables**".

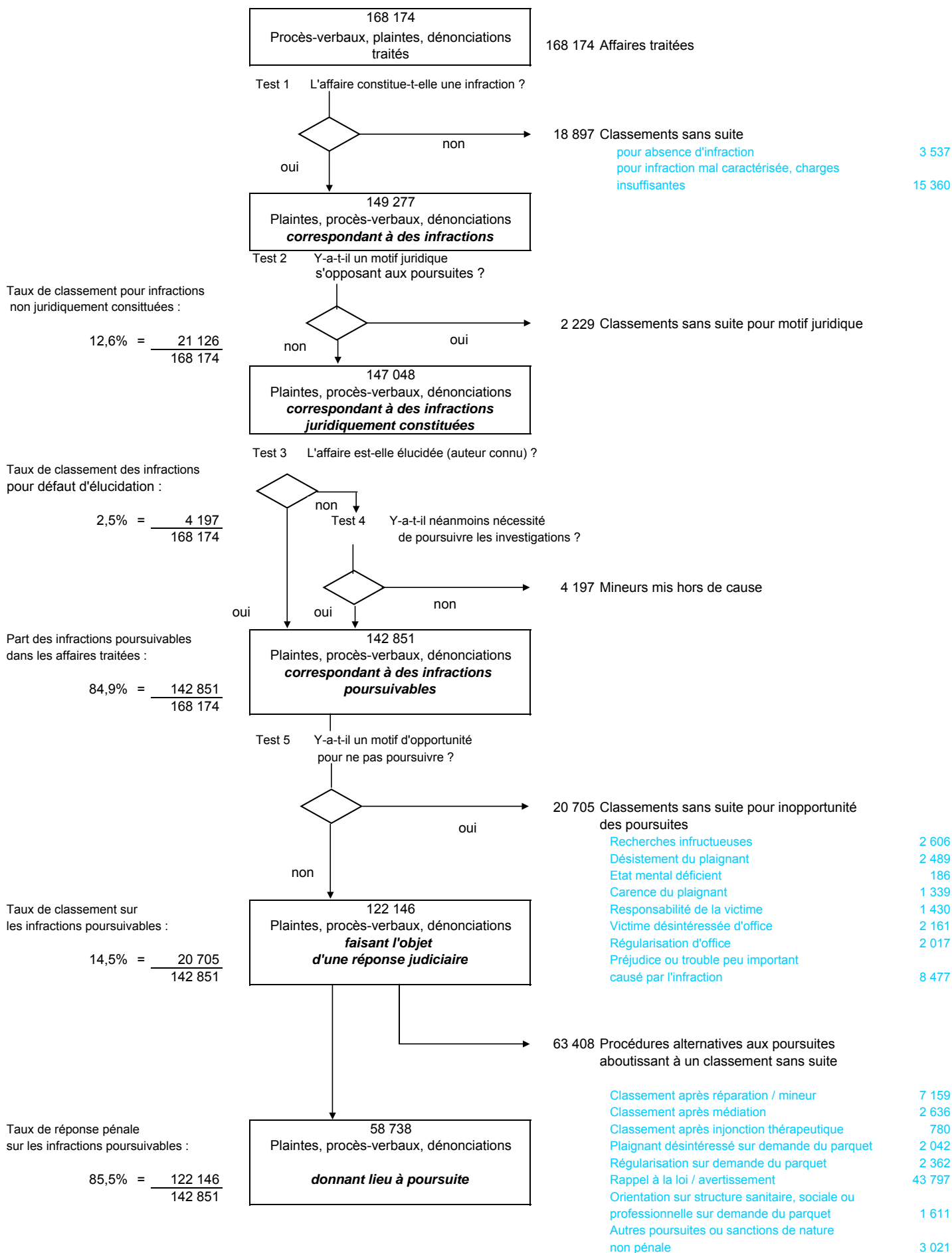
- Enfin, on a considéré que les réponses des parquets comportaient deux types d'orientations : les poursuites classiques et les mesures alternatives, appelées encore "mesures de la troisième voie". La réunion de ces orientations constitue la réponse pénale.

Par rapport aux affaires "poursuivables", on calcule "**un taux de réponse pénale**". Son complément, le "taux de classement sans suite", représente la part des affaires susceptibles d'être poursuivies, qui n'ont pas reçu de réponse judiciaire. Ces classements sans suite "secs" peuvent être analysés selon le motif invoqué [cf. Chapitre "Activité par juridiction - Parquets mineurs"].

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres des parquets

Les orientations données par les parquets aux affaires pénales mettant en cause des mineurs en 2005



Source : Cadres du parquet

Sources :

L'activité des juridictions de mineurs, tant civile (mineurs en danger) que pénale (mineurs délinquants), est retracée au moyen de tableaux de bord de l'activité civile et pénale des tribunaux pour enfants.

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Code | Définitions et méthode

- 1 à 24 | L'ordonnance du 2 février 1945 constitue le texte de référence s'agissant des mineurs délinquants. Elle pose comme principe une responsabilité pénale des mineurs graduée et atténuée en fonction de l'âge ainsi que la primauté des mesures éducatives sur les peines. Aucune peine ne peut être prononcée à l'égard des mineurs de moins de treize ans.
- 8 | La **détention provisoire** : Les données présentées ici concernent la détention provisoire ordonnée au cours d'une année et non la détention provisoire effectuée par des mineurs dans l'année.
- 7 à 11 | Les mesures présentencielles, prononcées par les juges des enfants avant toute décision au fond, sont en priorité des mesures éducatives (liberté surveillée préjudicielle, placement ou réparation) ou des mesures permettant d'évaluer la situation du mineur (enquêtes sociales, expertises, IOE). Quand la nature des faits ou la situation du mineur l'exigent le juge peut le placer en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire.
- 12, 13 | Le juge des enfants peut juger soit en audience de cabinet soit en audience du tribunal pour enfants. À partir de 2003, le recueil des données a été amélioré.
- 14 | Le mineur de moins de 16 ans accusé de crime est jugé obligatoirement par le tribunal pour enfants. Cette juridiction peut néanmoins avoir à se prononcer sur des mineurs de 16 ans et plus en cas d'affaires concernant plusieurs mineurs d'âge différent.
- 16 à 24 | Sont comptabilisées ici l'ensemble des mesures et sanctions prononcées par les juges et tribunaux pour enfants. Un mineur peut faire l'objet de plusieurs mesures ou sanctions dans un même jugement. La réparation ne fait pas l'objet d'une inscription au casier judiciaire.
- 25 à 28 | La **cour d'assises des mineurs** : Les décisions prononcées par les cours d'assises ne concernent que les mineurs âgés de plus de 16 ans. Quelques condamnations sanctionnent des délits.

Le détail de ces différentes données est fourni par tribunal dans le chapitre "Activité par juridiction - Activité des juges et tribunaux pour enfants".

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadres du parquet
Tableaux de bord mineurs

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Activité pénale des juges et tribunaux pour enfants						
1	Mineurs dont le juge des enfants est saisi	79 985	79 951	79 000	80 982	82 556
2	12 ans et moins	3 029	3 092	3 468	3 644	3 471
3	13, 14 ans	16 273	15 710	15 564	16 120	16 116
4	15, 16 ans	38 844	38 436	37 652	38 058	39 644
5	17 ans	21 839	22 638	22 203	23 066	23 254
6	Non renseigné		75	113	94	71
7	Mesures présentencielles	21 396	24 812	24 761	27 139	30 174
8	Détention provisoire	1 177	1 424	1 006	938	1 122
9	Contrôle judiciaire	3 289	4 073	3 285	3 225	3 637
10	Liberté surveillée, placement, réparation	11 264	12 975	13 691	15 358	17 666
11	Enquêtes sociales, IOE, expertises	5 666	6 340	6 779	7 618	7 749
12	Jugements en chambre du conseil (audience de cabinet)	34 821	32 792	39 835	41 075	39 483
13	Jugements en audience de tribunal pour enfants	31 636	31 158	32 554	34 093	34 221
14	Mineurs jugés pour crime par les tribunaux pour enfants	532	443	447	507	505
15	Décisions écartant la poursuite	8 131	8 441	8 352	9 615	8 605
16	Mesures et sanctions définitives	77 419	77 068	74 139	76 516	74 043
17	Admonestation, remise à parents, dispenses de mesure ou de peine	36 501	35 678	33 256	33 770	32 710
18	Liberté surveillée, protection judiciaire, placement, réparation	8 130	7 899	8 632	9 623	9 637
19	Sanctions éducatives	-	-	331	758	1 324
20	TIG, sursis TIG	2 880	3 053	3 568	3 828	4 040
21	Amendes fermes ou avec sursis	7 262	6 760	6 226	6 703	5 448
22	Sursis avec mise à l'épreuve	4 205	4 959	5 118	5 368	5 189
23	Emprisonnement avec sursis simple	10 136	10 244	9 965	9 836	9 492
24	Emprisonnement ferme	8 305	8 475	7 043	6 630	6 203

Activité des cours d'assises de mineurs

Décisions prononcées à l'encontre de mineurs de plus de 16 ans						
Cour d'assises de premier ressort						
25	Acquittements	10	15	20	22	26
26	Condamnations	299	301	317	316	292
Cour d'assises d'appel						
27	Acquittements	0	2	0	0	3
28	Condamnations	9	12	27	34	23

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Code | Définitions et méthodes

- 1 à 23 | L'autorité parentale appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité jusqu'à sa majorité ou son émancipation (art. 371-1 et 371-2 du Code civil). Mais si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par le juge des enfants (art. 375 et suivants du Code civil).
Le juge des enfants est saisi par la requête des père, mère, tuteur, personne ou service auquel l'enfant a été confié, du mineur lui-même ou du procureur de la République. Exceptionnellement, il peut aussi se saisir d'office.
Les mesures d'assistance éducative peuvent être prises pour un ou plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale.
Quand une mesure doit être prise ou renouvelée dans un dossier où un jugement est déjà intervenu, il y a réouverture du dossier dans le cadre d'une instance modificative.
- 7 à 18 | À partir de 1999 les tableaux de bord fournissent le nombre de mesures appliquées à chaque mineur. Ainsi si une décision d'assistance éducative concerne une fratrie, elle sera comptée autant de fois qu'il y a de mineurs.
Ces décisions sont distinguées selon qu'elles sont prises pour la première fois (mesures nouvelles) ou prolongées (mesures renouvelées).
- 10 à 14 | Avant de prendre toute décision, le juge des enfants peut ordonner des mesures d'investigation (**enquête sociale** ou **investigation et orientation éducative "IOE"** ou **expertise**) afin d'évaluer la situation du mineur et d'apprécier la mesure la mieux adaptée pour faire cesser un danger.
- 12 | L'enquête sociale a pour objectif de connaître les conditions de vie du jeune ainsi que son histoire familiale.
- 13 | L'investigation d'orientation éducative a pour objectif d'évaluer la situation du jeune sur le plan éducatif, psychologique, socio-économique et sanitaire.
- 15 | Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Le juge des enfants désigne alors un service pour apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'elle rencontre (Art. 375-2 du Code civil). C'est l'**action éducative en milieu ouvert "AEMO"**.
- 17 | S'il est nécessaire de retirer l'enfant de son milieu, le juge des enfants prend une **décision de placement**. Il peut alors confier l'enfant à l'autre parent, à un membre de la famille ou à un tiers digne de confiance, à un établissement ou au service départemental d'aide sociale à l'enfance (Art. 375-3 du Code civil).
- 24, 25 | Lorsqu'un mineur ouvrant droit aux prestations sociales est élevé dans des conditions d'hygiène, de logement ou d'alimentation manifestement défectueuses, le juge des enfants peut ordonner une mesure de **tutelle sur ces prestations**.
La tutelle aux prestations sociales est confiée à un service habilité qui devra garantir l'utilisation des prestations au bénéfice exclusif du ou des enfants.
- 26 | Après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans en 1974, le décret du 18 février 1975 a permis au juge des enfants d'instaurer ou de prolonger des mesures de protection à la demande des jeunes de 18 à 21 ans éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale.
- Le détail de ces différentes données est fourni par tribunal dans le chapitre "Activité par juridiction - Activité des juges et tribunaux pour enfants".

Sources :

- Ministère de la Justice
Cadre statistique de l'activité des tribunaux pour enfants
Tableaux de bord des juridictions des mineurs

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Assistance éducative						
1	Mineurs dont le juge des enfants est saisi	108 101	107 719	105 425	113 610	111 706
2	0 - 6 ans	31 787	31 576	31 589	34 376	33 953
3	7 à 12 ans	33 722	32 945	31 548	34 758	34 305
4	13 à 15 ans	26 111	25 929	25 047	26 705	26 397
5	16 à 17 ans	16 481	16 483	16 487	17 147	16 551
6	Non renseigné		786	754	624	500
7	Toutes mesures individuelles prises dans l'année	293 010	301 109	300 967	320 287	325 931
8	<i>Mesures nouvelles</i>	149 720	149 675	148 238	159 986	155 927
9	<i>Mesures renouvelées</i>	143 290	151 434	152 729	160 301	170 004
10	Mesures d'investigation nouvelles et renouvelées	57 164	58 740	58 012	62 510	61 208
11	<i>dont mesures nouvelles</i>	49 631	50 076	49 591	53 150	51 507
12	Enquêtes sociales	22 712	22 482	21 237	22 392	22 103
13	IOE	26 229	27 309	27 780	30 900	30 677
14	Expertises et autres	8 223	8 949	8 995	9 218	8 428
15	Mesures individuelles d'AEMO (nouvelles et renouvelées)	125 470	126 229	126 730	135 173	140 574
16	<i>dont mesures nouvelles d'AEMO</i>	60 480	59 417	59 188	65 146	64 659
17	Mesures individuelles de placement (nouvelles et renouvelées)	110 376	116 140	116 225	122 604	124 149
18	<i>dont mesures de placement nouvelles</i>	39 609	40 182	39 459	41 690	39 761
19	Mineurs faisant l'objet d'une fin de procédure	114 078	114 104	110 265	107 264	100 672
20	Mineurs suivis en assistance éducative au 31 décembre	198 296	201 141	199 711	206 397	215 153
21	Avec une mesure en cours	175 107	173 836	173 455	184 232	194 335
22	Avec deux mesures en cours	18 555	20 090	19 620	19 327	18 473
23	Avec trois mesures en cours et plus	4 634	7 215	6 636	2 838	2 345
Tutelles aux prestations sociales						
24	Nombre de décisions de mise sous tutelle aux prestations sociales	24 184	24 014	24 217	25 204	22 764
25	Mineurs concernés par ces tutelles aux prestations sociales	61 549	61 390	62 333	65 219	64 836
Protection des jeunes majeurs						
26	Jeunes majeurs faisant l'objet d'une mesure de protection	6 470	6 882	7 099	7 738	8 681

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Avertissement : L'enrichissement progressif du système d'information offre désormais des données plus complètes, justifiant une amélioration de la forme et du contenu des tableaux des précédentes éditions.

Code | Définitions et méthodes

- 3 Les **Centres Éducatifs Renforcés** sont des structures éducatives destinées à la prise en charge des mineurs délinquants ou en situation de grande marginalisation, et qui doivent répondre au risque de récidive et d'incarcération.
- 7 Les **Centres de Placement Immédiat** prennent en charge les mineurs pour lesquels un accueil immédiat est prescrit par les magistrats de la jeunesse, et en priorité les mineurs délinquants. Cet accueil doit permettre de répondre à une situation d'urgence, caractérisée par l'impossibilité pour certains mineurs de demeurer dans leur environnement familial et social, en particulier lorsqu'ils viennent de commettre un délit et qu'un éloignement temporaire s'avère nécessaire dans l'attente d'une réponse judiciaire et d'une prise en charge éducative de longue durée.
- 8 Les **Centres éducatifs fermés** sont des établissements publics ou des établissements privés habilités dans lesquels les mineurs sont placés en application d'un contrôle judiciaire ou d'un sursis avec mise à l'épreuve. Au sein de ces centres, les mineurs font l'objet des mesures de surveillance et de contrôle permettant d'assurer un suivi éducatif et pédagogique renforcé et adapté à leur personnalité. La violation des obligations auxquelles le mineur est astreint en vertu des mesures qui ont entraîné son placement dans le centre peut entrainer, selon le cas, le placement en détention provisoire ou l'emprisonnement du mineur.
- 9 En 2002, en application des nouvelles dispositions relatives à l'organisation départementale, les fonctions de permanence éducative auprès du tribunal sont assurées le plus souvent par les centres d'action éducative de rattachement.
- 11 à 18 Le juge des enfants saisi peut ordonner en assistance éducative ou au pénal des mesures d'investigation. Celles pouvant être confiées au secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse sont : l'enquête sociale, l'investigation d'orientation éducative, et l'enquête du service éducatif auprès du tribunal de grande instance (ou recueil de renseignements socio-éducatifs).
- 15 L'enquête du Service éducatif auprès du tribunal (SEAT) ou recueil de renseignements socio-éducatifs, a pour objectif d'apporter rapidement au magistrat des informations sur la situation d'un mineur. Elle est obligatoire lorsque le substitut envisage de requérir une mise en détention provisoire ou en cas de convocation par officier de police judiciaire (COPJ) aux fins de jugement.
- 19 à 44 La juridiction pour mineurs peut confier aux établissements du secteur public :
- en assistance éducative (civil) : des mesures d'action éducative en milieu ouvert et des mesures de placement
- au pénal : des mesures de placement et des mesures de milieu ouvert (liberté surveillée préjudicielle, liberté surveillée, mise sous protection judiciaire, sursis avec mise à l'épreuve, contrôle judiciaire, travail d'intérêt général, mesure de réparation, liberté conditionnelle, suivi socio-judiciaire). Par ailleurs le mineur peut bénéficier d'une activité de jour (insertion sociale et professionnelle) soit à l'initiative de la protection judiciaire de la jeunesse, soit à la demande du magistrat.
- 29 S'il est nécessaire de retirer l'enfant de son milieu, le juge des enfants prend une décision de placement. Il peut alors confier l'enfant à l'autre parent, à un membre de la famille ou à un tiers digne de confiance, à un établissement ou au service départemental d'aide sociale à l'enfance (Art. 375-3 du Code civil). Le jeune peut être placé au sein d'un établissement (prise en charge de type collectif) ou d'une famille d'accueil (placement familial). Le jeune peut également bénéficier d'un hébergement individualisé (foyer de jeunes travailleurs, appartement indépendant...).
- 30 à 44 Le milieu ouvert pénal est constitué des mesures de liberté surveillée (préjudicielle ou définitive), des contrôles judiciaires, des mises sous protection judiciaire, des sursis avec mise à l'épreuve, des TIG, des mesures de réparation, des libérations conditionnelles et des suivis socio-judiciaires.
- 33 Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Le juge des enfants désigne alors un service pour apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'elle rencontre (Art. 375-2 du Code civil). C'est l'action éducative en milieu ouvert "AEMO".
- 14, 26 43 L'ordonnance du 2 février 1945 constitue le texte de référence s'agissant des mineurs délinquants. Elle pose comme principe une responsabilité pénale des mineurs graduée et atténuée en fonction de l'âge ainsi que la primauté des mesures éducatives sur les peines. Seules les sanctions éducatives peuvent être prononcées à l'égard des mineurs de dix à treize ans.
- 17, 18 29, 46 L'autorité parentale appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité jusqu'à sa majorité ou son émancipation (art. 371-1 et 371-2 du Code civil). Mais si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par le juge des enfants (art. 375 et suivants du Code civil). Le juge des enfants est saisi par la requête des père, mère, tuteur, personne ou service auquel l'enfant a été confié, du mineur lui-même ou du procureur de la République. Exceptionnellement, il peut aussi se saisir d'office. Les mesures d'assistance éducative peuvent être prises pour un ou plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale.
Après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans en 1974, le décret du 18 février 1975 a permis au juge des enfants d'instaurer ou de prolonger des mesures de protection à la demande des jeunes de 18 à 21 ans éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale.
- 47 Le comptage des mineurs et jeunes majeurs associe l'âge et le sexe d'un jeune à chaque mesure éducative. Un mineur bénéficiant de deux mesures est donc compté deux fois

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (système GAME)

Code	2001	2002	2003	2004	2005
Nombre d'établissements					
1	408	327	332	335	340
2	35	75	76	77	76
3	10	8	7	7	6
4	244	199	202	204	209
5	53	5	5	6	10
6	///	///	22	22	23
7	31	43	42	42	43
8	///	///	2	2	2
9	98	10	10	10	10

**Mesures suivies durant l'année tous fondements juridiques confondus
(mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)**

Code	2001	2002	2003	2004	2005
10	140 204	143 914	148 235	156 748	162 429
◆ Décomposition par grande fonction éducative					
11	57 226	58 315	59 304	62 814	64 937
12	13 013	11 903	11 255	11 753	12 328
13	3 097	2 711	2 466	2 581	2 929
14	9 916	9 192	8 789	9 172	9 399
15	44 213	46 412	48 049	51 061	52 609
■ Fondement juridique des mesures d'investigation					
16	31 660	31 803	32439*	34 626	37 473
17	25 220	26 360	26746*	28 021	27 338
18	346	152	119*	167	126
19	6 102	6 386	6 354	6 619	6 611
20	4 084	4 184	4 254	4 408	4 466
21	2 777	2 907	2 780	2 753	2 841
22	1 307	1 277	1 474	1 655	1 625
23	1 236	1 236	1 373	1 522	1 500
24	71	41	79	82	70
25	0	0	22	51	55
26	821	919	832	826	912
27	1 197	1 283	1 268	1 385	1 233
■ Fondement juridique des mesures de placement					
28	2 265	2 572	2 647	3 082	3 347
29	3 837	3 812	3 707	3 537	3 264
30	76 876	79 213	82 577	87 315	90 881
31	54 415	55 085	56 987	60 126	63 541
32	1 538	1 625	1 926	2 523	3 097
33	22 388	22 297	22 069	22 172	22 175
34	8 439	8 064	8 171	8 162	7 968
35	12 025	12 746	13 768	15 036	15 929
36	10 025	10 353	11 035	12 181	14 006
37	0	0	18	52	366
38	22 461	24 128	25 590	27 189	27 340
39	6 877	8 043	8 269	8 234	7 985
40	19	16	20	20	32
41	10 522	11 103	11 848	13 099	13 512
42	50	89	108	122	96
43	4 993	4 877	5 345	5 714	5 715
44	0	0	0	0	0
■ Fondement juridique des mesures de milieu ouvert					
45	54 488	56 916	60 508	65 143	68 706
46	22 388	22 297	22 069	22 172	22 175

**Jeunes suivis durant l'année tous fondements juridiques confondus
(mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)**

Code	2001	2002	2003	2004	2005
47	90 231	92 618	95 400	99 770	103 207
◆ Sexe					
48	71 575	73 806	74 249	77 163	80 005
49	18 656	18 812	21 151	22 607	23 202
◆ Âge					
50	4 506	4 625	4 764	4 982	5 154
51	7 675	7 878	8 115	8 487	8 779
52	19 369	19 881	20 479	21 416	22 154
53	33 112	33 988	35 009	36 613	37 874
54	25 569	26 245	27 034	28 272	29 246

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthodes

- 3 à 5** | En matière d'investigation, la statistique du secteur associatif, contrairement à celle du secteur public, comptabilise une seule mesure même si elle concerne plusieurs mineurs. C'est principalement le cas des enquêtes sociales ordonnées pour l'ensemble d'une fratrie.
- 4** | L'enquête sociale a pour objectif de connaître les conditions de vie du jeune ainsi que son histoire familiale.
- 5** | Avant de prendre toute décision, le juge des enfants peut ordonner des mesures d'investigation (enquête sociale ou investigation et orientation éducative "IOE" ou expertise) afin d'évaluer la situation du mineur et d'apprécier la mesure la mieux adaptée pour faire cesser un danger.
- 6 à 14** | Le jeune peut être placé au sein d'un établissement (prise en charge de type collectif) ou d'une famille d'accueil (placement familial).
- 6 à 20** | La juridiction pour mineurs peut confier aux établissements du secteur associatif habilité justice :
- en assistance éducative (civil) : des mesures d'action éducative en milieu ouvert et des mesures de placement ;
- au pénal : des mesures de placement et des mesures de réparation.
- 16** | Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Le juge des enfants désigne alors un service pour apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'elle rencontre (Art. 375-2 du Code civil). C'est l'action éducative en milieu ouvert "AEMO".
- 17** | En milieu ouvert pénal, seules les mesures de réparation peuvent être confiées à des établissements du secteur privé habilité. Les autres mesures sont de la compétence exclusive des services de la PJJ.
- 18** | L'ordonnance du 2 février 1945 constitue le texte de référence s'agissant des mineurs délinquants. Elle pose comme principe une responsabilité pénale des mineurs graduée et atténuée en fonction de l'âge ainsi que la primauté des mesures éducatives sur les peines. Aucune peine ne peut être prononcée à l'égard des mineurs de moins de treize ans.
- 19** | L'autorité parentale appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité jusqu'à sa majorité ou son émancipation (art. 371-1 et 371-2 du Code civil). Mais si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par le juge des enfants (art. 375 et suivants du Code civil). Le juge des enfants est saisi par la requête des père, mère, tuteur, personne ou service auquel l'enfant a été confié, du mineur lui-même ou du procureur de la République.
Exceptionnellement, il peut aussi se saisir d'office. Les mesures d'assistance éducative peuvent être prises pour un ou plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale. Quand une mesure doit être prise ou renouvelée dans un dossier où un jugement est déjà intervenu, il y a réouverture du dossier dans le cadre d'une instance modificative.
- 20** | Après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans en 1974, le décret du 18 février 1975 a permis au juge des enfants d'instaurer ou de prolonger des mesures de protection à la demande des jeunes de 18 à 21 ans éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de la protection judiciaire de la jeunesse
Rapports annuels d'activité des structures du secteur associatif habilité de la protection judiciaire de la jeunesse

Code	2001	2002	2003	2004	2005	
Nombre d'établissements						
1	Tous établissements et services habilités du secteur associatif	1 086	1 184	1 199	1 195	1 210
Mesures suivies durant l'année tous fondements juridiques confondus (mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)						
2	Total des mesures suivies au cours de l'année	186 104	190 143	191 459	200 820	206 830
◆ Nature des mesures						
3	Investigation (enquêtes approfondies)	38 868	40 074	40 884	43 989	42 758
4	Enquête sociale	14 310	13 907	13 289	14 119	13 153
5	Investigations d'orientation éducative (IOE)	24 558	26 167	27 595	29 870	29 604
6	Placement judiciaire	41 506	41 108	40 367	42 509	45 704
7	- Hébergement collectif	33 094	32 827	32 479	31 825	34 313
8	Collectif Traditionnel	32 313	31 880	31 239	30 292	32 563
9	Collectif Spécialisé	781	947	1 240	1 533	1 750
10	Centre de placement immédiat (CPI)	88	70	108	181	163
11	Centre éducatif renforcé (CER)	693	877	1 077	1 208	1 246
12	Centre éducatif fermé (CEF)			55	144	341
13	- Hébergement autonome	1 876	1 852	1 805	4 192	3 689
14	- Familles d'accueil et tiers dignes de confiance	6 536	6 429	6 083	6 492	7 702
15	Milieu ouvert mesures centrées sur l'éducation	105 730	108 961	110 208	114 322	118 368
16	(milieu ouvert civil) AEMO + protection jeune majeur	97 746	99 935	99 468	101 886	105 253
17	(milieu ouvert pénal) Réparation	7 984	9 026	10 740	12 436	13 115
◆ Fondement juridique des mesures						
18	Pénal (ordonnance du 02.02.1945)	11 803	13 427	15 477	18 020	19 397
19	Civil (article 375 du Code Civil)	166 420	168 701	167 873	174 631	177 632
20	Protection des jeunes majeurs	7 882	8 015	8 109	8 169	9 801

Jeunes suivis durant l'année tous fondements juridiques confondus (mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)						
21	Nombre de jeunes suivis au cours de l'année	178 282	182 067	153 184	192 105	197 441
◆ Sexe						
22	Garçons	99 537	102 257	103 871	109 342	112 379
23	Filles	78 745	79 810	79 313	82 763	85 062
◆ Âge						
24	0 à 6 ans	46 813	47 807	48 100	50 443	51 844
25	7 à 12 ans	47 672	48 684	48 983	51 368	52 795
26	13 à 15 ans	40 697	41 561	41 816	43 852	45 071
27	16 à 17 ans	31 459	32 127	32 324	33 898	34 840
28	18 ans et plus	11 641	11 888	11 961	12 543	12 892

Aide Sociale à l'Enfance

Code	2001	2002	2003	2004	2005	
Mesures de mineurs en danger suivies durant l'année						
29	Mesures suivies au cours de l'année au titre de l'art. 375 du Code Civil	69 239	69 868	70 399	70 705	71 404
◆ Nature des mesures						
30	Placement	69 239	69 868	70 399	70 705	71 404
31	Placement collectif	19 426	19 695	19 918	19 457	19 202
32	Placement individualisé		1 251	732	1 027	874
33	Placement familial	49 813	48 922	49 749	50 221	51 328
Jeunes en danger suivis durant l'année						
34	Nombre de jeunes suivis en placement civil au cours de l'année	68 215	68 893	69 339	69 682	70 345
◆ Sexe						
35	Garçons	38 085	38 693	39 317	39 661	40 039
36	Filles	30 130	30 200	30 022	30 021	30 306
◆ Âge au début de la mesure						
37	0 à 6 ans	20 755	20 961	21 096	21 201	21 403
38	7 à 12 ans	20 985	21 194	21 331	21 436	21 640
39	13 à 15 ans	16 123	16 283	16 388	16 470	16 626
40	16 à 17 ans	10 353	10 456	10 523	10 575	10 676
41	18 ans et plus	0	0	0	0	0

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique du Casier judiciaire.

Avertissement :

En ce qui concerne les mineurs, le casier judiciaire souffre d'un défaut d'exhaustivité : on peut estimer que, selon les années, 60 à 70 % des décisions sont transmises par les juridictions qui les prononcent et donc inscrites au casier judiciaire.

Code | Définitions et méthode

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de juillet 2002.

- 1 | Décisions des cours d'assises des mineurs, des tribunaux pour enfants et des cours d'appel mineurs.
- 2 | Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont inscrites au casier judiciaire soit par un indicateur de récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natif) visant la récidive
- 3 à 8 | **Nature de l'infraction** : Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave (crimes, délits, contraventions). Les crimes sont regroupés par grands types d'atteintes.
- 5 | **Les coups et violences volontaires** de nature criminelle ont entraîné la mort ou une infirmité permanente. S'y ajoutent toutes autres formes de violences, envers un mineur ou un majeur, accompagnées de circonstances aggravantes : séquestration, enlèvement, tortures...
- 7 | Sont compris dans les **atteintes aux biens** les vols et recels qualifiés, les destructions et les dégradations ou détournements de biens par attentat ayant causé des morts ou des infirmités permanentes.
- 9 à 24 | **Nature de la peine** : En vertu des articles 1^{er} et 20-1 de l'ordonnance du 2 février 1945, les mineurs poursuivis pour crime, délit ou contravention de 5^e classe sont justiciables des juridictions pour mineurs.
Au-dessous de 13 ans, le mineur ne peut faire l'objet que de mesures éducatives (art. 15 de l'ordonnance du 2 février 1945).
Pour le mineur de plus de 13 ans, le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs doivent aussi, en principe, prononcer des mesures d'éducation et de surveillance. Toutefois, lorsque les circonstances ou la personnalité du délinquant l'exigent, une condamnation pénale peut être prononcée à l'égard du mineur de plus de 13 ans (art. 2 de l'ordonnance du 2 février 1945).
La peine encourue par un mineur est égale à la moitié de la peine prévue par le Code pénal. C'est l'excuse atténuante de minorité (art. 20-2 à 20-5 de l'ordonnance du 2 février 1945).
Mais pour le mineur de 16 à 18 ans, la juridiction peut écarter cette excuse, à titre exceptionnel et compte tenu de la personnalité du mineur et des circonstances. Le mineur peut alors être condamné comme un majeur (sauf la période de sûreté qui ne lui est pas applicable).
- 23 | **Les mesures éducatives** : l'article 2 de l'Ordonnance du 2 février 1945 dispose que les juridictions pour les mineurs prononcent suivant le cas "les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées". Le caractère très général des termes employés a pour but de laisser au juge la plus grande liberté d'appréciation sur le choix de la mesure à prendre.
Les mesures éducatives sont rarement prononcées en matière criminelle.
- 27 à 29 | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations de mineurs pour crimes	631	498	559	643	528
2 dont mentionnant l'état de récidive légale	3	1	2	0	1
◆ Nature de l'infraction					
3 Atteintes à la personne	490	418	480	546	442
4 Homicides volontaires	19	27	26	26	19
5 Coups et violences volontaires	38	28	33	21	25
6 Viols	433	363	421	499	398
7 Atteintes aux biens	130	68	60	87	80
8 Autres crimes	11	12	19	10	6
◆ Nature de la peine					
9 Peines privatives de liberté	603	471	531	617	503
10 dont réclusion criminelle	41	21	14	21	22
11 Fermes ou assorties d'un sursis partiel	417	295	315	361	296
12 Moins d'un an	100	84	85	87	71
13 1 an à moins de 3 ans	133	83	96	134	96
14 3 ans à moins de 5 ans	63	52	63	55	58
15 5 ans à moins de 10 ans	76	53	55	59	47
16 10 ans et plus (sans perpétuité)	45	23	16	26	24
17 Perpétuité	0	0	0	0	0
18 <i>Durée moyenne de la peine ferme - perpétuité exclue (en mois)</i>	<i>45,0</i>	<i>40,4</i>	<i>35,2</i>	<i>38,0</i>	<i>39,5</i>
19 Assorties d'un sursis total	186	176	216	256	207
20 Sursis simple	50	64	69	81	64
21 Sursis avec mise à l'épreuve	131	112	147	175	143
22 Avec travail d'intérêt général	5	0	0	0	0
23 Mesures éducatives	28	27	28	25	23
24 Dispense de peine				1	2
◆ Caractéristiques des condamnés mineurs					
Sexe					
25 Garçons	612	481	550	626	512
26 Filles	19	17	9	17	16
Âge					
27 Moins de 13 ans	46	40	58	84	47
28 De 13 ans à moins de 16 ans	216	223	266	313	268
29 De 16 ans à moins de 18 ans	369	235	235	246	213
Nationalité					
30 Français	563	443	511	594	482
31 Étrangers	51	40	31	28	20
32 Non déclarés	17	15	17	21	26

La nature et la durée des peines ainsi que les caractéristiques démographiques des condamnés sont présentées ici pour l'ensemble des viols commis par des mineurs.

Code | Définitions et méthode

- 2 à 15** | **Nature de la peine** : En vertu des articles 1^{er} et 20-1 de l'ordonnance du 2 février 1945, les mineurs poursuivis pour crime, délit ou contravention de 5^e classe sont justiciables des juridictions pour mineurs.
Au-dessous de 13 ans, le mineur ne peut faire l'objet que de mesures éducatives (art. 15 de l'ordonnance du 2 février 1945).
Pour le mineur de plus de 13 ans, le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs doivent aussi, en principe, prononcer des mesures d'éducation et de surveillance. Toutefois, lorsque les circonstances ou la personnalité du délinquant l'exigent, une condamnation pénale peut être prononcée à l'égard du mineur de plus de 13 ans (art. 2 de l'ordonnance du 2 février 1945).
La peine encourue par un mineur est égale à la moitié de la peine prévue par le Code pénal. C'est l'excuse atténuante de minorité (art. 20-2 à 20-5 de l'ordonnance du 2 février 1945).
Mais pour le mineur de 16 à 18 ans, la juridiction peut écarter cette excuse, à titre exceptionnel et compte tenu de la personnalité du mineur et des circonstances. Le mineur peut alors être condamné comme un majeur (sauf la période de sûreté qui ne lui est pas applicable)..
- 18 à 20** | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Viols					
1	433	363	421	499	398
◆ Nature de la peine					
2	416	346	402	481	380
3	<i>12</i>	<i>6</i>	<i>5</i>	<i>6</i>	<i>8</i>
4	263	198	218	252	197
5	69	64	63	67	56
6	96	60	72	99	69
7	42	35	43	42	38
8	40	33	33	38	25
9	16	6	7	6	9
10	36,3	32,4	30,1	30,1	31,9
11	153	148	184	229	183
12	37	48	53	66	52
13	116	100	131	163	131
14	0	0	0	0	0
15	17	17	19	18	17
16					1
◆ Caractéristiques des condamnés mineurs					
Sexe					
17	428	360	420	493	395
18	5	3	1	6	3
Âge					
19	45	38	55	80	46
20	186	184	219	261	230
21	202	141	147	158	122
Nationalité					
22	391	326	389	466	364
23	33	23	25	16	10
24	9	14	7	17	24

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique du Casier judiciaire.

Code | Définitions et méthodes

- Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de juillet 2002.
- 2 Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont inscrites au casier judiciaire soit par un indicateur de récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natif) visant la récidive
- 3 à 19 **Nature de l'infraction :**
Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave si plusieurs catégories sont en cause (délit + contravention par exemple).
Les délits sont regroupés par grands types d'atteintes.
- 8 **Circulation routière :** les atteintes aux personnes qui se produisent dans le cadre des accidents corporels de la circulation sont prises en compte avec les homicides et blessures involontaires, dans la rubrique "atteintes à la personne".
- 12 à 14 Les **atteintes à la personne** regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se sont produites (notamment circulation routière ou travail), ainsi que les atteintes aux mœurs (violences sexuelles, exhibition, ...).
- 19 Les **atteintes à l'ordre administratif et judiciaire** regroupent principalement les infractions en matière d'outrages et violences envers les agents chargés de l'autorité publique.
- 38 à 45 **Mesures éducatives :** l'article 2 de l'Ordonnance du 2 février 1945 dispose que les juridictions pour les mineurs prononcent suivant le cas "les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées". Le caractère très général des termes employés a pour but de laisser au juge la plus grande liberté d'appréciation sur le choix de la mesure à prendre.
Les mesures susceptibles d'être prononcées sont diverses : admonestation ; remise du mineur à sa famille, à un particulier ou à l'assistance à l'enfance ; placement dans un établissement d'éducation et de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat, ou dans une institution publique d'éducation surveillée ; placement sous le régime de la liberté surveillée.
- 39 **L'admonestation** consiste en une "remontrance" du juge à l'encontre du mineur poursuivi pour avoir commis un acte contraire à la loi pénale. Cette mesure ne peut être prononcée que par le juge des enfants en audience de cabinet.
- 40 **Remise à personne :** le juge peut choisir de remettre le mineur délinquant à un particulier qui sera chargé de l'éduquer. Il peut s'agir des parents, du tuteur, de la personne qui en avait la garde, ou d'une personne digne de confiance.
- 42 Le mineur âgé de plus de 16 ans peut être placé par le tribunal pour enfants ou la cour d'assises des mineurs sous protection judiciaire, à titre principal et pour une durée n'excédant pas 5 ans. Il bénéficie alors de diverses mesures d'assistance, de surveillance et d'éducation prescrites par le juge des enfants.
- 43 **La mise en liberté surveillée** consiste à placer le mineur sous la surveillance d'un service de la PJJ désigné par le juge, et qui est chargé d'exercer sur lui une action éducatrice, un contrôle sur ses conditions de vie et sur sa conduite, ainsi qu'une surveillance sur la ou les personnes qui en ont la garde. Le juge peut prendre cette décision dans tous les cas, que le mineur ait été condamné à une peine ou fasse l'objet d'une mesure d'éducation.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1	Toutes condamnations de mineurs pour délits	36 236	28 224	31 018	42 926	51 708
2	dont mentionnant l'état de récidive légale	113	173	123	189	316
◆	Nature de l'infraction					
3	Atteintes aux biens	25 912	18 703	20 906	28 236	33 116
4	Vols	19 110	13 556	15 298	20 352	23 620
5	Recels	2 046	1 538	1 818	2 581	3 171
6	Escroqueries - abus de confiance	1 375	840	846	1 206	1 417
7	Destructions - dégradations	3 381	2 769	2 944	4 097	4 908
8	Infractions à la circulation routière et aux transports	398	470	566	1 156	2 158
9	dont infractions à la circulation routière	379	464	561	1 148	2 143
10	Infractions à la législation économique et financière	146	123	136	190	264
11	dont infractions en matière de chèques	115	74	81	125	174
12	Atteintes à la personne	6 681	5 708	5 955	8 461	9 871
	dont :					
13	Coups et blessures volontaires	4 750	3 881	4 014	5 941	7 071
14	Atteintes sexuelles	1 286	1 371	1 392	1 672	1 663
15	Infractions en matière de stupéfiants	1 389	1 375	1 652	2 471	3 249
16	Atteintes à la sûreté publique	471	470	466	557	687
17	dont commerce et transport d'armes	416	350	336	447	557
18	Atteintes à l'ordre public général	50	66	59	75	76
19	Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	1 189	1 309	1 278	1 780	2 287
◆	Nature de la peine					
20	Emprisonnement	14 092	11 840	13 199	17 164	19 049
21	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	3 951	3 580	4 098	4 743	4 935
22	Moins de 3 mois	2 008	1 509	1 834	2 529	2 966
23	3 mois à moins de 6 mois	1 277	1 298	1 419	1 298	1 187
24	6 mois à moins d'un an	501	555	618	617	533
25	1 an à moins de 3 ans	163	205	204	286	229
26	3 ans et plus	2	13	23	13	20
27	<i>Durée moyenne de la peine ferme (en mois)</i>	<i>3,3</i>	<i>3,9</i>	<i>3,8</i>	<i>3,5</i>	<i>3,2</i>
28	Assorti d'un sursis total	10 141	8 260	9 101	12 421	14 114
29	Sursis simple	6 130	4 200	4 580	6 825	8 229
30	Sursis avec mise à l'épreuve	3 333	3 327	3 791	4 594	4 710
31	Avec travail d'intérêt général	678	733	730	1 002	1 175
32	Amende	1 054	624	597	1 490	2 246
33	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	871	502	497	1 190	1 809
34	<i>Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)</i>	<i>182</i>	<i>195</i>	<i>215</i>	<i>228</i>	<i>224</i>
35	Assortie d'un sursis total	183	122	100	300	437
36	Peine de substitution	797	920	982	1 660	2 234
37	dont travail d'intérêt général	780	854	923	1 586	2 097
38	Mesure éducative	19 655	14 429	15 759	21 693	26 452
39	Admonestation	13 168	9 860	10 522	14 354	18 623
40	Remise à personne	5 083	3 354	3 792	5 362	5 746
41	Placement en établissement d'éducation surveillée	151	139	126	114	109
42	Mise sous protection judiciaire	460	380	588	981	1 241
43	Mise en liberté surveillée	791	694	728	881	728
44	Autres mesures	2	2	3	1	5
45	Sanction éducative					208
46	Dispense de peine	638	411	481	919	1 519

Code | Définitions et méthode

3 à 5 | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code		2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
◆	Caractéristiques des condamnés mineurs					
	Sexe					
1	Garçons	33 441	25 914	28 294	39 022	47 317
2	Filles	2 795	2 310	2 724	3 904	4 391
	Âge					
3	Moins de 13 ans	1 042	870	1 195	2 020	2 018
4	De 13 ans à moins de 16 ans	16 271	11 959	13 871	20 113	20 680
5	De 16 ans à moins de 18 ans	18 923	15 395	15 952	20 793	29 010
	Nationalité					
6	Français	31 328	23 994	26 680	37 475	44 308
7	Étrangers	2 883	2 470	2 824	3 330	3 330
8	Union européenne	115	91	102	130	173
9	dont Portugal	66	41	42	55	71
10	Europe hors UE	1 065	956	1 267	1 453	1 255
11	dont Turquie	151	108	77	109	120
12	Maghreb	1 180	901	919	1 120	1 302
13	Algérie	463	346	355	465	576
14	Maroc	587	452	481	567	615
15	Tunisie	130	103	83	88	111
16	Afrique hors Maghreb	396	408	402	411	437
17	Asie, Océanie	79	63	78	79	80
18	Amérique	48	51	56	137	83
19	Non déclarés	2 025	1 760	1 514	2 121	4 070

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique du Casier judiciaire.

Code | Définitions et méthode

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de juillet 2002.

2 à 5 | **Nature de l'infraction** : les contraventions commises par des mineurs concernent essentiellement les coups et blessures volontaires avec incapacité totale de travail n'excédant pas huit jours, et les infractions en matière de circulation routière.

3 | Jusqu'en 2004, ce poste regroupe principalement les infractions en matière de conduite d'un véhicule sans permis (sans récidive), et les défauts d'assurance. À partir de 2005, ces infractions ont été correctionnalisées.

18 à 20 | **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Code	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
1 Toutes condamnations de mineurs pour contraventions de 5^e classe	1 061	730	841	1 360	1 465
◆ Nature de l'infraction					
2 Coups et blessures volontaires	493	254	365	536	717
3 Infractions à la circulation routière	254	289	322	396	245
4 Dégradations ou détériorations	181	92	136	228	298
5 Autres contraventions de 5 ^e classe	133	95	18	200	205
◆ Nature de la peine					
6 Amende	203	123	143	312	340
7 Ferme ou assortie d'un sursis partiel	174	103	128	282	294
8 <i>Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)</i>	174	145	165	190	167
9 Assortie d'un sursis total	29	20	15	30	46
10 Peine de substitution	17	8	13	34	53
11 Mesure éducative	794	580	654	963	1 006
12 Admonestation	574	429	469	689	794
13 Remise à personne	190	116	165	236	166
14 Autres mesures	30	35	20	38	46
15 Sanction éducative					7
16 Dispense de peine	47	19	31	51	59
◆ Caractéristiques des condamnés mineurs					
Sexe					
17 Garçons	963	672	766	1 206	1 314
18 Filles	98	58	75	154	151
Âge					
19 Moins de 13 ans	38	15	28	36	48
20 De 13 ans à moins de 16 ans	438	276	350	641	536
21 De 16 ans à moins de 18 ans	585	439	463	683	881
Nationalité					
22 Français	959	667	775	1 251	1 328
23 Étrangers	57	30	36	64	46
24 Non déclarés	45	33	30	45	91

La population carcérale comprend l'ensemble des individus (prévenus et condamnés) détenus dans les établissements pénitentiaires. Un quartier particulier, appelé quartier de jeunes détenus (QJD), est aménagé pour les détenus agés de moins de vingt et un ans dans les maisons d'arrêt desservant les juridictions les plus importantes.

Code | Définitions et méthode

- 4 à 6 | Un mineur condamné dans une affaire et prévenu dans une ou plusieurs autres affaires est comptabilisé uniquement comme condamné. Sont considérés comme prévenus les mineurs détenus en cours d'information, en attente de jugement ou en délai ou exercice d'une voie de recours.
Sont considérés comme condamnés les mineurs définitivement jugés.

Source :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire

Code	2002	2003	2004	2005	2006
Mineurs incarcérés					
1 Mineurs incarcérés au 31 décembre	808	739	623	732	729
2 Métropole	759	657	563	659	652
3 Départements d'outre-mer	49	82	60	73	77
◆ Catégorie pénale des mineurs incarcérés					
4 Prévenus	592	467	414	489	461
5 Condamnés	216	272	209	243	268
6 <i>Part des prévenus (en %)</i>	73	63	66	67	63
◆ Caractéristiques des mineurs incarcérés					
Sexe					
7 Garçons	791	709	594	704	690
8 Filles	17	30	29	28	39
Âge					
9 Moins de 16 ans	81	79	49	71	90
10 De 16 ans à moins de 18 ans	727	660	574	661	639

Code | Définitions et méthode

6 à 17 | En cas de condamnation d'un mineur pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.

17 | Sont comprises dans cette rubrique les infractions à la législation sur les étrangers.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction de l'Administration pénitentiaire.

Code		2002	2003	2004	2005	2006
Mineurs prévenus						
1	Mineurs prévenus au 31 décembre	592	467	414	489	461
◆	Situation pénale					
2	En cours d'instruction	541	420	370	430	416
3	En attente de comparution	39	36	33	43	26
4	En appel ou pourvoi	12	11	11	16	19
Mineurs condamnés						
5	Mineurs condamnés au 31 décembre	216	272	209	243	268
◆	Nature de l'infraction					
6	Atteintes à la personne	93	106	91	127	131
7	Crimes de sang	5	9	10	4	6
8	Coups et blessures volontaires, coups à enfant	59	65	53	80	93
9	Homicides, blessures involontaires	5	4	7	12	11
10	Viols et autres agressions sexuelles	24	28	21	31	21
11	Atteintes aux biens	99	127	95	78	108
12	Vols qualifiés	29	33	26	20	47
13	Autres vols	59	76	57	45	50
14	Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	11	18	12	13	11
15	Atteintes à la santé publique	8	11	9	11	7
16	Infractions à la législation sur les stupéfiants	8	11	9	11	7
17	Autres infractions	16	28	14	27	22
◆	Peine prononcée					
18	Réclusion criminelle	0	0	2	0	1
19	Emprisonnement	216	272	207	243	267
20	Moins de 6 mois	108	152	115	146	168
21	6 mois à moins de 1 an	60	62	50	53	57
22	1 an à moins de 3 ans	36	44	30	29	30
23	3 ans à moins de 5 ans	8	6	7	12	11
24	5 ans et plus	4	8	5	3	1

Sources

Les données statistiques sur les incarcérations et les libérations sont obtenues jusqu'en 2002, en sous produit de la gestion du **fichier national des détenus** (FND) mis en place en 1993.

Champ géographique : France métropolitaine

Code | Définitions et méthode

- 2 | Un mineur en attente de jugement peut être incarcéré lors d'un mandat du juge d'instruction, d'un mandat du juge des enfants, d'un mandat de la chambre de l'instruction ou d'une ordonnance d'incarcération provisoire.
- 4 | Ce poste "Autres cas" regroupe les réincarcérations de libérés conditionnels repris après évasion ou fugue ou les réincarcérations suite à un ordre d'écrou extraditionnel.
- 5 à 30 | En cas de condamnation pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.
- 6 | **Les crimes de sang** : = homicides volontaires.
- 29 | Violence et outrage envers fonctionnaire ou magistrat, délits relatifs à l'exécution d'une décision judiciaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
Fichier national des détenus

Code		2002	2003	2004	2005	2006
Incarcérations de mineurs						
1	Incarcérations de mineurs au cours de l'année	3 839	3 321	3 260	3 519	3 350
◆	Titre de détention					
2	Statut de prévenu	3 429	nd	nd	nd	nd
3	Statut de condamné	407	nd	nd	nd	nd
4	Autres cas	3	nd	nd	nd	nd
◆	Nature de l'infraction					
5	Crimes	662	nd	nd	nd	nd
	dont :					
6	crimes de sang	73	nd	nd	nd	nd
7	viols sur adulte	75	nd	nd	nd	nd
8	viols sur mineur	139	nd	nd	nd	nd
9	vols qualifiés	240	nd	nd	nd	nd
10	Délits	3 177	nd	nd	nd	nd
11	Atteintes à la personne	468	nd	nd	nd	nd
	dont :					
12	coups et blessures volontaires sans circonstance aggravante	101	nd	nd	nd	nd
13	coups et blessures volontaires avec circonstances aggravantes (non compris contre mineurs)	136	nd	nd	nd	nd
14	Atteintes aux mœurs	24	nd	nd	nd	nd
15	dont atteintes ou agressions sexuelles sur mineur	7	nd	nd	nd	nd
16	Législation sur les stupéfiants	182	nd	nd	nd	nd
17	dont trafic de stupéfiants	132	nd	nd	nd	nd
18	Atteintes aux biens	2 256	nd	nd	nd	nd
	dont :					
19	vols simples	521	nd	nd	nd	nd
20	vols avec violence	421	nd	nd	nd	nd
21	autres vols aggravés	984	nd	nd	nd	nd
22	recels	106	nd	nd	nd	nd
23	escroquerie, filouterie, abus de confiance	24	nd	nd	nd	nd
24	Faux et usage de faux	6	nd	nd	nd	nd
25	Circulation routière	50	nd	nd	nd	nd
26	dont conduite en état alcoolique	7	nd	nd	nd	nd
27	Atteintes à la sûreté de l'État	69	nd	nd	nd	nd
28	dont police des étrangers	46	nd	nd	nd	nd
29	Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	120	nd	nd	nd	nd
30	Atteintes à l'ordre financier, économique et social	2	nd	nd	nd	nd

Code | Définitions et méthode

- 9 | Le nombre de libérations recouvre à la fois les prévenus et les condamnés.
Il s'agit de la libération de personnes qui étaient mineures au moment de leur incarcération.
- 11 | **La mise en liberté** : intervient le plus souvent à la requête du prévenu après une période de détention provisoire. Elle peut s'accompagner d'une mesure de contrôle judiciaire.
- 14 | **L'arrêt d'acquiescement** : l'arrêt d'acquiescement est rendu par la cour d'assises si toutes les réponses sur la culpabilité de l'accusé ont été négatives. Pour toutes les autres juridictions pénales, une décision de **relaxe** est prononcée si le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi, ou s'il n'est pas établi, ou s'il n'est pas imputable au prévenu.
Le non-lieu est la décision par laquelle une juridiction d'instruction, se fondant sur un motif de droit ou une insuffisance des charges, ne donne aucune suite à l'action publique.
- 15 | **La libération conditionnelle** est une mesure de libération anticipée d'un condamné à l'emprisonnement lorsqu'il a subi une partie légalement déterminée de sa peine, s'il manifeste des efforts sérieux de réadaptation sociale, et sous condition de bonne conduite pendant une période qui ne peut pas être inférieure à la durée de la peine restant à subir.
- 18 | Ce poste regroupe les reconduites à la frontière.
- 19 à 27 | La durée d'incarcération est calculée, pour tous les détenus, à partir de la date d'écrou [au moment de l'incarcération].

Sources :

- Ministère de la Justice
Fichier national des détenus

Code		2002	2003	2004	2005	2006
Incarcérations de mineurs (fin)						
◆	Caractéristiques des mineurs incarcérés					
	Sexe					
1	Garçon	3 652	3 142	3 060	3 348	3 180
2	Fille	187	179	200	171	170
	Âge					
3	Moins de 16 ans	450	395	377	419	430
4	16 à moins de 18 ans	3 389	2 926	2 883	3 100	2 920
	Nationalité					
6	Français	3 164	2 807	2 727	2 998	2 918
7	Étrangers	668	506	531	521	430
8	Non déclarés	7	8	2	0	2
Libérations de personnes mineures à l'incarcération						
9	Libérations de mineurs au cours de l'année	3 744	3 222	3 396	3 418	2 782
◆	Motif de sortie					
10	Fin de peine, grâce, amnistie	1 335	1 462	1 660	1 589	1 311
11	Mise en liberté	2 135	1 408	1 387	1 389	1 253
12	Peine couverte par la détention provisoire	28	24	25	22	28
13	Condamnations sans peine d'emprisonnement	8	20	15	20	22
14	Acquittement, relaxe, non-lieu	6	11	8	5	4
15	Libération conditionnelle JAP	73	62	74	54	46
16	Décès	4	1	3	0	1
17	Expiration d'un mandat	128	232	223	337	110
18	Autres motifs	27	2	1	2	9
◆	Durée de l'incarcération					
19	Moins d'un mois	1 520	1 223	1 327	1 445	1 188
20	1 mois à moins de 2 mois	691	535	604	715	648
21	2 mois à moins de 3 mois	388	398	377	349	351
22	3 mois à moins de 6 mois	634	572	551	520	418
23	6 mois à moins d'un an	314	319	317	275	156
24	1 an à moins de 3 ans	142	138	181	111	21
25	3 ans à moins de 5 ans	38	20	20	3	0
26	5 ans à moins de 10 ans	12	14	15	0	0
27	10 ans et plus	5	3	4	0	0

La Justice administrative

Appliquant le principe de séparation des « trois sortes de pouvoirs » (Montesquieu), le législateur de 1790 a créé la distinction organique entre les juridictions de l'ordre judiciaire d'une part, chargées sous le contrôle de la Cour de cassation des procès civils et pénaux, les juridictions de l'ordre administratif d'autre part, chargées sous le contrôle du Conseil d'État de régler les litiges où l'administration française est mise en cause (art. 13 de la loi des 16 et 24 août 1790).

Le Tribunal des conflits

Le Tribunal des conflits a été créé pour déterminer, dans certains cas, si un litige relève de la compétence de l'ordre administratif ou de l'ordre judiciaire. Placé au-dessus des deux ordres, il est composé de façon paritaire de membres du Conseil d'État et de la Cour de cassation, et présidé par le Garde des Sceaux.

Le Conseil d'État

Placé au sommet des juridictions de l'ordre administratif, le Conseil d'État statuant au contentieux est juge en premier et dernier ressort pour un certain nombre de litiges : recours en annulation contre les décrets ou les actes réglementaires des ministres ; recours concernant la situation individuelle des fonctionnaires nommés par décret du Président de la République ; divers autres recours, notamment ceux concernant des actes de portée nationale. À côté des cours administratives d'appel, créées par la loi du 31 décembre 1987, il est juge d'appel de certains jugements rendus par les tribunaux administratifs, qui sont les juges de droit commun en premier ressort. Il est juge de cassation de toutes les décisions des juridictions administratives statuant en dernier ressort (ord. n° 45-1708 du 31 juillet 1945), y compris celles à caractère spécialisé ou professionnel : Conseils nationaux ou Ordres des médecins, chirurgiens-dentistes, pharmaciens, architectes, experts comptables ...

Présidé de droit par le Garde des Sceaux, le Conseil d'État est dirigé en fait par son vice-président.

Code | Définitions et méthode

- 1 à 4 | **Le nombre de membres du tribunal des conflits est fixé par la loi** (cf. Code administratif : loi du 4 février 1850 sur l'organisation du tribunal des conflits, et loi du 24 mai 1872 sur l'organisation du Conseil d'État).
- 6 | **Le conflit est positif** lorsque l'autorité administrative soustrait à une juridiction de l'ordre judiciaire la connaissance d'un litige, au motif que celui-ci est réservé soit à la juridiction, soit à l'autorité administrative (décret du 26 octobre 1849 sur le tribunal des conflits).
- 7 | **Le conflit est négatif** lorsque des juridictions des deux ordres (administratif et judiciaire), saisies du même litige, se déclarent l'une et l'autre incompétentes pour en connaître (décret du 26 octobre 1849 sur le tribunal des conflits).
- 8 à 10 | **Conflits sur renvoi** : le décret n° 60-728 du 25 juillet 1960 a institué un chef de compétence particulier : le règlement des difficultés de compétence sur renvoi des juridictions de l'ordre administratif ou de l'ordre judiciaire. Celui-ci enlève, sinon toute valeur juridique, du moins la plus grande partie de leur portée pratique aux dispositions concernant le conflit négatif.
- 11 | **Conflit de la loi de 1932** : le tribunal des conflits est appelé à statuer au fond, par application de la loi du 20 avril 1932, lorsque sur des litiges ayant le même objet, les juridictions administratives et les tribunaux judiciaires ont rendu des décisions définitives présentant une contrariété qui conduit à un déni de justice.
- 13 | **Conflit positif** : cf. définition 6.
- 14 | **Conflit négatif** : cf. définition 7.
- 15 à 17 | Cf. définitions 8 à 10.
- 18 | **Conflit de la loi de 1932** : cf. définition 11.
- 20 | Cette rubrique comprend toutes les décisions : celles qui règlent définitivement le litige, mais également les décisions avant-dire-droit, les décisions renvoyant l'affaire au tribunal des conflits ou aux tribunaux judiciaires, et les décisions sur des demandes de sursis à exécution.
- 21 | Délai d'écoulement du stock : il est obtenu, pour une année donnée, en rapportant le nombre d'affaires terminées pendant l'année au stock d'affaires en instance au 31 décembre de cette même année.
- 22, 23 | La loi du 17 janvier 2002 a supprimé la commission spéciale de cassation des pensions (compétente en matière de pensions militaires d'invalidité) et ses attributions ont été transférées au Conseil d'État.

Sources :

- Tribunal des conflits
Rapport annuel d'activité du Tribunal des conflits
- Conseil d'État
Rapport du Conseil d'État (La Documentation Française)

Code		2001	2002	2003	2004	2005
◆	Membres du tribunal des conflits					
1	Membres titulaires	8	8	8	8	8
2	Membres suppléants	2	2	2	2	2
3	Commissaires du gouvernement	2	2	2	2	2
4	Commissaires suppléants	2	2	2	2	2
◆	Activité du Tribunal des conflits					
5	Nombre total d'affaires enregistrées	43	60	49	44	64
6	Conflits positifs	6	8	11	17	7
7	Conflits négatifs	4	3	5	1	1
8	Conflits sur renvoi du Conseil d'État	0	0	0	2	23
9	Conflits sur renvoi de la Cour de cassation	1	3	0	1	0
10	Conflits sur renvoi des juridictions subordonnées	31	46	33	23	29
11	Conflits de la loi de 1932	1	0	0	0	3
12	Autres					1
13	Nombre total d'affaires jugées	52	56	47	48	58
14	Conflits positifs	8	9	9	15	8
15	Conflits négatifs	5	4	0	5	2
16	Conflits sur renvoi du Conseil d'État	3	0	0	2	18
17	Conflits sur renvoi de la Cour de cassation	3	0	3	2	0
18	Conflits sur renvoi des juridictions subordonnées	31	43	35	24	27
19	Conflits de la loi de 1932	2	0	0	0	2
20	Autres					1

Conseil d'État

Code		2001	2002	2003	2004	2005
◆	Activité du Conseil d'État					
21	Affaires nouvelles	12 793	11 471	10 213	12 868	12 572
22	Décisions rendues	13 155	11 739	11 209	11 528	12 124
23	<i>Délai d'écoulement du stock (en mois)</i>	<i>9,8</i>	<i>10,8</i>	<i>9,7</i>	<i>11,1</i>	<i>10,8</i>
	Activité de la commission spéciale de cassation des pensions					
24	Affaires nouvelles	380	-	-	-	-
25	Décisions rendues	205	-	-	-	-

Les cours administratives d'appel

Les cours administratives d'appel, instituées par la loi n° 87.1127 du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif, sont compétentes pour statuer sur les appels formés contre les jugements des tribunaux administratifs, à l'exception de ceux portant sur les recours en appréciation de légalité, sur des litiges relatifs aux élections municipales et cantonales, et sur les recours pour excès de pouvoir formés contre les actes réglementaires.

Il existe huit cours administratives d'appel siégeant à Bordeaux, Douai, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Paris et Versailles.

Les tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs interdépartementaux sont les juridictions administratives de droit commun. Leur ressort comprend de deux à six départements. Trente-six tribunaux administratifs siègent en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Ils jugent le contentieux administratif en premier ressort, c'est-à-dire à charge d'appel devant les cours administratives d'appel, ou directement devant le Conseil d'État. Ils exercent également une mission de conciliation (art. L 3 du Code des tribunaux administratifs).

Code | Définitions et méthode

- 22 | **Délai d'écoulement du stock** : il est obtenu, pour une année donnée, en rapportant le nombre d'affaires terminées pendant l'année au stock d'affaires en instance au 31 décembre de cette même année.
- 23 | **Délai moyen de jugement des affaires** : il correspond à la durée qui s'écoule en moyenne entre l'enregistrement d'une affaire et sa notification.

Sources

- Conseil d'État
Rapport du Conseil d'État (la Documentation Française)

Code		2001	2002	2003	2004	2005
Personnel des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs						
1	Membres du corps	764	834	876	918	939
2	dont conseillers	583	639	670	699	714

Cours administratives d'appel

Code		2001	2002	2003	2004	2005
3	Nombre de cours administratives d'appel	7	7	7	8	8
◆ Affaires nouvelles						
4	Nombre total d'affaires soumises aux cours administratives d'appel	17 468	16 557	16 436	14 813	20 527
<i>Répartition par cour d'appel</i>						
5	Bordeaux	2 824	2 737	2 499	2 200	2 545
6	Douai	1 217	1 076	1 319	1 070	1 558
7	Lyon	2 720	2 427	2 124	1 768	2 080
8	Marseille	2 730	2 566	2 470	2 653	3 370
9	Nancy	1 299	1 379	1 296	1 149	1 613
10	Nantes	2 323	1 941	1 867	1 530	1 990
11	Paris	4 355	4 431	4 861	4 071	5 023
12	Versailles				372	2 348
◆ Affaires terminées						
13	Nombre total d'affaires traitées par les cours administratives d'appel	15 105	16 272	17 899	20 979	24 385
<i>Répartition par cour d'appel</i>						
14	Bordeaux	2 170	2 155	2 849	3 130	3 410
15	Douai	1 620	2 586	1 617	1 547	1 886
16	Lyon	2 322	2 155	2 399	2 676	3 124
17	Marseille	1 752	2 071	2 481	3 340	3 808
18	Nancy	1 625	1 473	1 770	2 286	2 040
19	Nantes	2 231	2 062	2 531	2 429	2 686
20	Paris	3 385	3 770	4 252	5 095	5 275
21	Versailles				476	2 156
22	Délai d'écoulement du stock (en mois)	37,2	34,7	28,8	21,2	16,2
23	Délai moyen de jugement des affaires (en mois)	26,8	28,9	29,0	27,8	26,6

Tribunaux administratifs

Code		2001	2002	2003	2004	2005
24	Nombre de tribunaux administratifs	36	36	36	36	36
◆ Affaires nouvelles						
25	Nombre total d'affaires soumises aux tribunaux administratifs	134 560	118 106	138 060	162 508	167 150
<i>Nature du contentieux</i>						
26	Tous contentieux [en %]	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
dont :						
27	contentieux fiscal	20,0	19,7	16,6	13,9	16,8
28	étrangers	17,4	20,2	23,2	23,8	23,9
29	fonctionnaires et agents publics	11,6	12,8	13,6	17,0	12,2
30	agriculture	8,1	1,8	1,5	1,4	1,4
31	urbanisme et aménagement	7,1	7,6	6,4	6,6	6,9
32	police	5,4	5,7	5,0	6,0	8,5
33	élections	4,7	0,5	0,3	0,8	0,2
34	marchés et contrats	3,2	3,9	3,3	3,1	3,0
35	collectivités territoriales	2,8	3,1	2,5	2,2	2,2
36	logement	2,4	2,9	3,2	3,9	3,4
37	pensions	1,1	3,3	7,8	7,0	3,3
38	travail	1,7	2,1	2,1	2,2	3,1

La Cour des comptes

“La Cour des comptes, créée en 1807, juge les comptes des comptables publics, sous réserve de la compétence que la loi attribue en premier ressort aux chambres régionales et territoriales des comptes. Elle statue sur les appels formés contre les jugements prononcés à titre définitif par les chambres régionales des comptes” (article L. 111-1 du Code des juridictions financières -CJF-).

Elle déclare et apure les gestions de fait, prononce des condamnations à l'amende, décharge de la gestion, ou constitue en débet les comptables dont la responsabilité pécuniaire lui paraît engagée.

Elle formule à l'égard des ordonnateurs des observations sur la régularité et l'efficience de leur gestion.

La Cour des comptes, toujours sous réserve des compétences dévolues aux chambres régionales et territoriales des comptes, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques, et s'assure du bon emploi des crédits, fonds et valeurs gérés par les services de l'État et par les autres personnes morales de droit public. Elle assure la vérification des comptes et de la gestion des entreprises publiques. Elle contrôle les institutions de la sécurité sociale. Elle peut exercer un contrôle sur les organismes qui bénéficient du concours financier de l'État, ou d'une autre personne morale soumise à son contrôle ainsi que sur les organismes habilités à recevoir des taxes parafiscales, des cotisations légalement obligatoires ou des versements libératoires d'une obligation de faire (articles L. 111-3 à L. 111-7 du CJF). Elle peut également exercer un contrôle du compte d'emploi des ressources collectées par des organismes faisant appel à la générosité publique par des campagnes nationales (article L. 111-8 du CJF).

La Cour des comptes peut déléguer aux chambres régionales des comptes le jugement des comptes et l'examen de la gestion de certains catégories d'établissement publics nationaux (article 111-9 du CJF).

Code | Définitions et méthode

- 1 à 7 | Les décisions avant-dire-droit, comme les décisions renvoyant l'affaire au Tribunal des conflits ou aux tribunaux judiciaires, ne sont pas comprises dans les affaires terminées.
- 14 | **Délai d'écoulement du stock** : il est obtenu, pour une année donnée, en rapportant le nombre d'affaires terminées pendant l'année au stock d'affaires en instance au 31 décembre de cette même année
- 15 | **Délai moyen de jugement des affaires** : il correspond à la durée qui s'écoule en moyenne entre l'enregistrement d'une affaire et sa notification.
Il se substitue au délai d'écoulement du stock antérieurement calculé.
- 26, 35 | “**La Cour des comptes** est composée du Premier président, de présidents de chambre, de conseillers maîtres, de conseillers référendaires et d'auditeurs. Les membres de la Cour ont la qualité de magistrats. Ils sont et demeurent inamovibles. Le ministère public (ou parquet) de la Cour des comptes est exercé par le Procureur général” (article L. 112-1 et L. 112-2 du CJF).

Sources :

- Conseil d'État : Rapport du Conseil d'État (la Documentation Française)
Cour des comptes : Rapport de la Cour des comptes

Code		2001	2002	2003	2004	2005
◆	Affaires terminées					
1	Nombre total d'affaires traitées par les tribunaux administratifs	132 799	130 801	134 479	147 242	166 512
2	Métropole	128 408	126 443	129 702	140 978	160 941
3	Départements d'outre-mer et TOM	4 391	4 358	4 777	6 264	5 571
	Catégorie d'affaires (juridictions informatisées uniquement)					
4	Référés	18 269	17 702	20 707	24 298	23 908
5	dont procédures d'urgence	7 946	8 735	10 236	16 247	14 956
6	Affaires régies par des textes spéciaux	26 114	21 420	29 866	47 390	59 754
7	Requêtes fiscales	37 144	27 446	24 527	22 838	22 197
8	Requêtes normales	50 527	63 455	59 373	52 640	60 593
	Nature de la décision					
9	Satisfaction totale	25 632	23 942	26 429	29 437	31 525
10	Satisfaction partielle	6 240	5 996	6 281	6 679	6 479
11	Rejet	70 005	71 542	75 372	80 986	94 499
12	Désistement	18 604	17 663	15 599	16 553	18 488
13	Non-lieu	8 674	9 334	7 446	9 179	9 892
14	Renvoi	2 899	1 546	3 346	4 332	5 029
15	Indéterminé	745	778	6	76	600
16	<i>Délai d'écoulement du stock (en mois)</i>	20,3	19,8	18,7	18,3	16,2
17	<i>Délai moyen de jugement des affaires (en mois) hors procédures d'urgence</i>	21,6	23,1	22,2	21,3	19,7
18	<i>Délai moyen référés "procédures d'urgence" (en jours)</i>	24	25	24	23	23
	Nature du contentieux					
19	Tous contentieux en (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	dont :					
20	contentieux fiscal	30,1	23,2	21,3	19,6	16,4
21	étrangers	14,7	17,9	20,4	20,6	25,8
22	fonctionnaires et agents publics	10,5	11,6	12,3	13,3	12,5
23	agriculture	2,3	6,3	2,5	2,0	1,5
24	urbanisme et aménagement	6,5	6,9	6,9	6,8	6,5
25	police	5,0	4,8	4,9	5,4	6,1
26	élections	4,6	0,7	0,4	0,7	0,5
27	marchés et contrats	3,4	3,5	3,5	3,4	3,3
28	logement	1,9	2,9	3,2	3,0	3,5
29	pensions	1,0	1,2	3,9	7,5	6,0
30	collectivités territoriales	2,9	3,0	2,6	2,5	2,6

Cour des comptes

Code		2001	2002	2003	2004	2005
◆	Magistrats et personnel de la Cour des comptes					
31	Magistrats de la cour	254	209	222	213	205
32	dont : magistrats du parquet	4	4	4	4	4
33	Personnel des services administratifs	438	333	342	339	329
34	dont : personnel de vérification	87	80	84	83	72
◆	Activité juridictionnelle					
35	Comptes reçus	1 042	1 097	966	1 045	1 118
36	Comptes jugés	686	883	531	333	337
37	Arrêts rendus	425	378	377	373	356
	dont:					
38	gestion de fait	32	24	22	17	30
39	amendes	11	5	2	4	3
40	débets	85	38	34	39	41

Les chambres régionales des comptes

Il est créé dans chaque région une chambre régionale des comptes (article L. 210-1 du CJF). Les membres de la chambre régionale des comptes sont des magistrats. Ils sont et demeurent inamovibles (articles L. 212-7 et L. 212-8 du CJF).

La chambre régionale des comptes juge, dans son ressort, l'ensemble des comptes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, ainsi que les comptes des personnes qu'elle a déclarées comptables de fait (article L. 211-1 du CJF). Elle examine la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (article L. 211-8) ainsi que des organismes auxquels ces collectivités et établissements apportent un concours financier ou dans lesquelles ils détiennent plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants.

La chambre régionale des comptes "conçoit au contrôle budgétaire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics", lorsque le budget de ces collectivités ou établissements n'est pas adopté avant le 31 mars de l'exercice auquel il s'applique, qu'il n'est pas voté en équilibre réel, qu'il est exécuté en déficit ou qu'une dépense obligatoire n'y a pas été inscrite (article L. 211-7 du CJF et articles L. 1612-1 à L. 1612-20 du Code général des collectivités territoriales).

La Cour de discipline budgétaire et financière

La Cour de discipline budgétaire, composée de manière paritaire de membres du Conseil d'État et de magistrats de la Cour des comptes, est chargée de sanctionner les auteurs d'irrégularités financières commises dans la gestion de l'État, des collectivités et établissements publics, des entreprises publiques, et plus généralement des organismes soumis au contrôle de la Cour ou des chambres régionales des comptes. Les sanctions prononcées sont des amendes.

Ont seuls qualité pour saisir la Cour, par l'organe du ministère public : le président de l'Assemblée nationale ; le président du Sénat ; le Premier ministre ; le ministre chargé des finances ; les ministres pour les faits relevés à la charge des fonctionnaires et agents placés sous leur autorité ; la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes. En outre le Procureur général près la Cour des comptes peut saisir la Cour de sa propre initiative (article L. 314-1 du CJF). Peut également saisir la Cour de discipline budgétaire le créancier d'une personne morale de droit public, dans le cas prévu par l'art. 1-III de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 modifiée, relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public ou les organismes de droit privé chargés de la gestion d'un service public (article L. 212-10 du CJF).

Code | Définitions et méthodes

- 5, 6 | La Cour fait connaître ses observations par un rapport public annuel, et par référés du Premier président aux ministres, ou par des communications du Procureur général ou des présidents de chambre aux autorités compétentes (article R. 135-1 du CJF).
- 8 | **Les présidents des chambres régionales et territoriales des comptes** sont des conseillers maîtres ou conseillers référendaires à la Cour des comptes, détachés pour une durée de sept ans dans ces fonctions (articles L. 212-3 et L. 221-2 du CJF).
- 9 | Chaque chambre régionale des comptes comporte un ou plusieurs **commissaires du gouvernement**, choisis parmi les membres du corps des chambres régionales des comptes, qui exercent les fonctions du ministère public (article L. 212-10 du CJF).
- 17 à 19 | **Si le Procureur général estime qu'il n'y a pas lieu à poursuite, il procède au classement sans suite** de l'affaire. Dans le cas contraire, il transmet le dossier au président de la Cour, qui désigne un rapporteur chargé de **l'instruction** (article L. 314-3 du CJF).
- 20 à 22 | Lorsque **l'instruction** est terminée, le dossier est soumis au Procureur général, qui peut décider le **classement sans suite** de l'affaire, s'il estime qu'il n'y a pas lieu à poursuite, ou prononcer le **renvoi devant la Cour** par des décisions motivées (articles L. 314-6 à L. 314-8 du CJF).
- 23 | **Les arrêts** de la Cour sont sans appel. Ils peuvent faire l'objet d'un recours en cassation devant le Conseil d'État (articles L. 315-1 et L. 315-2 du CJF). Ils peuvent, sur décision de la Cour, être publiés au journal officiel (article L. 314-20 du CJF).

Sources :

- Rapport de la Cour des comptes
Cour de discipline budgétaire et financière

Code	2001	2002	2003	2004	2005
◆ Activité non juridictionnelle					
1 Rapports examinés	437	540	507	560	685
2 Comptabilités administratives	310	380	378	438	494
3 Sécurité sociale	84	113	98	75	75
4 Entreprises publiques et divers	43	47	31	47	116
5 Référés	185	83	105	112	55
6 Communications du Procureur général	236	207	117	133	42

Chambres régionales des comptes

Code	2001	2002	2003	2004	2005
7 Nombre de chambres régionales des comptes	25	26	26	26	26
◆ Magistrats, rapporteurs et personnel des chambres régionales des comptes					
8 Magistrats et rapporteurs	352	337	330	342	336
9 <i>dont commissaires du gouvernement</i>	28	28	28	28	28
10 Personnel des services administratifs	821	792	802	811	810
11 <i>dont : personnel de vérification</i>	327	325	328	337	338
◆ Activité juridictionnelle					
12 Comptes reçus	72 389	41 541	41 885	44 992	40 942
13 Comptes jugés	74 290	62 708	86 442	79 948	59 777
14 Jugements rendus	18 635	15 643	24 100	25 122	16 215
◆ Activité non juridictionnelle					
15 Avis rendus en matière de contrôle budgétaire	1 015	955	976	862	986

Cour de discipline budgétaire et financière

Code	2001	2002	2003	2004	2005
◆ Activité du parquet					
16 Dférés enregistrés	18	10	13	18	9
17 Orientations du parquet	17	19	22	16	14
18 Classement sans suite	17	13	18	12	9
19 Affaires mises à l'instruction	0	6	4	4	5
◆ Décisions de la juridiction d'instruction					
20 Nombre total de décisions	14	12	9	5	6
21 Classement sans suite	7	10	6	3	3
22 Renvoi devant la cour	7	2	3	2	3
◆ Arrêts rendus par la cour de discipline					
23 Nombre total d'arrêts	3	4	4	4	3

Le Médiateur de la République

Origine et statut du Médiateur de la République

Le Médiateur de la République est une **autorité indépendante *sui generis***, instituée pour améliorer les rapports entre les citoyens et l'administration (loi n° 73-6 du 3-01-1973 instituant un médiateur, complétée par la loi n° 76-1211 du 24-12-1976 et la loi n° 89-18 du 13-01-1989, modifiée par la loi n° 92-125 du 6-02-1992 et la loi n° 2000-321 du 12-04-2000).

Le Médiateur de la République est nommé par décret du Président de la République pris en Conseil des ministres pour 6 ans non renouvelables. Il est inamovible et ne reçoit d'instruction d'aucune autorité.

Missions et moyens d'action du Médiateur de la République

Le Médiateur de la République est chargé de **rechercher une solution amiable aux différends entre les administrés et les services publics**, qu'il s'agisse de l'État, des collectivités locales, des établissements publics ou de tout autre organisme investi d'une mission de service public. L'action du Médiateur de la République constitue un mode de règlement non juridictionnel des conflits, qui contribue à réduire le nombre de recours contentieux. Ses interventions sont gratuites.

Le Médiateur de la République intervient **en cas de dysfonctionnement administratif ou d'iniquité**. Il adresse, pour y remédier, des recommandations aux administrations concernées. Il peut également présenter des propositions de réforme aux pouvoirs publics. Mais il ne dispose d'aucun moyen juridique contraignant, ni d'aucune voie d'exécution pour faire adopter les solutions qu'il préconise. Il s'appuie donc sur l'autorité morale qui lui est reconnue et utilise son " pouvoir " de persuasion.

Le Médiateur de la République et les juridictions

Par rapport au système juridictionnel, le Médiateur de la République occupe une place tout à fait particulière, puisqu'il peut être saisi à toutes les phases d'une procédure contentieuse :

- il peut être saisi **avant qu'une action en justice soit engagée**, mais cette saisine ne suspend pas les délais de recours contentieux.
- il peut être saisi **parallèlement à une procédure juridictionnelle**, mais il n'a pas le droit d'interférer dans le cours de cette procédure.
- il peut enfin être saisi **lorsqu'une d'une décision de justice a été rendue**, mais il ne peut remettre en cause son bien-fondé ; il intervient alors, soit pour demander à l'administration de renoncer à l'application d'une décision qui a des conséquences inévitables pour le réclamant, soit pour enjoindre l'administration d'exécuter une décision rendue au profit du réclamant.

Organisation et déconcentration de l'Institution

Le siège du Médiateur de la République est à **Paris**.

La "**médiature**" est organisée en secteurs dont les attributions sont spécifiques. Le point d'entrée de la médiature est le secteur de la recevabilité, qui enregistre les demandes, vérifie leur recevabilité et leur conformité au champ de compétence du Médiateur de la République. Les réclamations sont ensuite réparties, selon leur nature, entre les secteurs d'instruction spécialisés : il s'agit des secteurs Affaires générales, Agents publics-Pensions, Fiscal, Justice et Social.

Le Médiateur de la République dispose également, **dans chaque département**, de délégués qui peuvent tenter de résoudre localement les affaires qui leur sont soumises ou les transmettre à la médiature, par l'intermédiaire d'un parlementaire lorsqu'elles mettent en cause une administration centrale, ou en fonction de leur complexité. La présence de ces "**délégués du Médiateur de la République**" a été officialisée par la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Jusqu'en 1999, ces délégués étaient au nombre de 123 et étaient installés dans les préfectures (de un à trois par département selon la démographie). Afin de renforcer le rôle de proximité de l'institution, le Médiateur de la République et le ministre délégué à la Ville se sont rapprochés en 2000 pour nommer des délégués dans les sites relevant de la politique de la Ville. Ces délégués sont installés dans des structures de proximité : maisons de la justice et du droit, maisons de service public, centres sociaux, mairies annexes ...

Ce sont ainsi 301 délégations dont le Médiateur de la République dispose au 31 décembre 2005, sur l'ensemble du territoire, et le développement territorial va encore se poursuivre dans les années à venir.

Dans les départements dotés de plus de quatre délégués, un coordonnateur départemental peut être nommé par le Médiateur de la République pour garantir la cohésion de leur action auprès des services publics et assurer la liaison entre eux et avec la médiature.

La loi n° 73-6 du 3 janvier 1973, instituant un médiateur, a été complétée par les lois n° 76-1211 du 24 décembre 1976 et n° 89-18 du 13 janvier 1989, et modifiée par la loi n° 92-125 du 6 février 1992.

Activité du siège parisien

Code | Définitions et méthode

Toute personne physique, quels que soient sa nationalité et son domicile, et, depuis la loi du 6 février 1992, toute personne morale (sociétés, associations...) peuvent saisir gratuitement le Médiateur de la République. Au préalable, il est indispensable d'avoir effectué une première démarche auprès de l'administration en cause.

4 à 7 | Le Médiateur de la République doit être saisi par l'intermédiaire d'un parlementaire.

8 à 10 | Il ne traite que les réclamations qui sont conformes à la loi du 3 janvier 1973, c'est-à-dire qui sont recevables et relèvent de sa compétence.

Sont irrecevables les réclamations qui lui sont transmises directement, sans filtre parlementaire, ou en l'absence de démarche préalable auprès de l'administration.

Ne relèvent pas de sa compétence les litiges privés, ceux qui mettent en cause des administrations étrangères, les conflits entre des agents publics en activité et l'administration qui les emploie, les réclamations qui tendent à contester une décision de justice.

11 à 15 | Les réclamations traitées au siège de l'Institution relèvent principalement du domaine social et des affaires générales. À noter qu'à partir de 2003, la répartition entre les différents secteurs d'instruction a été modifiée. Ainsi, l'urbanisme relève désormais des affaires générales (et non plus du secteur Justice). Inversement, les questions relatives à l'état des personnes, à la nationalité et aux droits des étrangers ressortissent à la compétence du secteur Justice (et non plus des affaires générales).

16 à 19 | Pour une large part des affaires dont il est saisi, le Médiateur de la République joue un rôle pédagogique : il donne des informations aux administrés ou leur explique, lorsque leur réclamation s'avère injustifiée, les décisions prises par l'administration à leur égard. En revanche, lorsqu'une réclamation lui semble fondée, il adresse à l'administration concernée toutes les recommandations qui lui paraissent de nature à régler les difficultés dont il est saisi. Lorsque le Médiateur de la République intervient, il obtient satisfaction dans la plupart des cas.

20 | **Le délai de traitement** des affaires par le siège de l'Institution correspond à la durée écoulée entre la date de saisine et la date de clôture pour chaque réclamation. Le délai moyen, exprimé en mois, constitue une moyenne des délais calculés pour toutes les réclamations traitées dans l'année.

Sources :

- Le Médiateur de la République
Rapport annuel au Président de la République et au Parlement (Imprimerie nationale)

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	Activité de l'Institution					
1	Nombre total d'affaires reçues par le Médiateur (siège parisien et délégués)	47 623	55 635	56 971	59 974	62 822
◆	Activité du siège parisien					
2	■ Réclamations reçues au siège parisien	4 606	5 016	5 778	6 445	6 948
3	■ Réclamations clôturées au siège parisien	5 080	5 665	4 674	nd	nd
	Modes de transmission (en %)					
4	Saisine légale par l'intermédiaire d'un parlementaire	61,0	60,0	68,0	54,2	48,4
5	<i>Députés</i>	50,0	51,0	nd	nd	nd
6	<i>Sénateurs</i>	11,0	9,0	nd	nd	nd
7	Saisine directe non légale	39,0	40,0	32,0	45,8	51,6
	Recevabilité et compétence (en %)					
8	Réclamations irrecevables	41,0	41,0	40,9	nd	nd
9	Réclamations hors compétence	11,0	10,0	7,5	nd	nd
10	Réclamations conformes à la loi	48,0	49,0	51,6	nd	nd
	Domaines d'intervention (en %)					
11	Affaires générales	24,0	22,0	22,8	33,4	34,7
12	Agents publics - pensions	13,0	19,0	9,5	10,1	14,6
13	Fiscal	22,0	19,0	16,8	14,5	13,1
14	Justice	16,0	17,0	23,1	22,5	22,1
15	Social	25,0	23,0	27,8	19,5	15,5
	Interventions et taux de réussite (en %)					
16	Réclamations non fondées	73,0	75,0	75,5	nd	nd
17	Médiations tentées	27,0	25,0	24,5	nd	nd
18	<i>Succès de la médiation</i>	83,0	81,0	81,2	86,5	80
19	<i>Échec de la médiation</i>	17,0	19,0	18,8	13,5	20
20	Délai moyen de traitement des réclamations (en mois)	nd	nd	nd	nd	nd

Code | Définitions et méthode

1 à 3 Les délégués du Médiateur de la République constituent l'échelon de proximité de l'Institution et peuvent être saisis directement par les réclamants qu'ils reçoivent sur simple demande. Cette facilité d'accès encourage les citoyens à s'adresser aux délégués pour régler des problèmes de toute nature. Aussi, au delà de leur mission de traitement des réclamations, les délégués ont développé un rôle important d'information et d'orientation, dans des domaines qui ne relèvent pas nécessairement de la compétence du Médiateur de la République.

En 2002, les notions relatives à l'activité des délégués ont été redéfinies de manière plus précise, à l'occasion de la mise en place d'un nouvel outil statistique à leur attention.

– Ne sont plus comptabilisés au titre de l'information et de l'orientation que les demandes qui correspondent à un temps de travail significatif des délégués, à l'exclusion des réponses à des demandes ponctuelles de renseignements.

– Sont considérées par ailleurs comme des réclamations les demandes qui, d'une part, relèvent du cadre général de compétence de l'institution défini par la loi du 3 janvier 1973 et, d'autre part, font état d'un véritable litige entre l'administration et le réclamant, ce qui implique des démarches préalables en dépit desquelles le désaccord persiste.

Les résultats chiffrés comptabilisés depuis l'année 2002 ne sont donc pas comparables à ceux des années précédentes du fait de la modification de l'outil de recueil de données.

11 à 16 Les délégués traitent directement les réclamations qui peuvent être réglées localement et obtiennent satisfaction dans la majorité des cas où ils interviennent. En revanche, les litiges qui dépassent le cadre local et mettent en cause une administration centrale requièrent l'intervention du siège. Pour ce type d'affaires, les délégués orientent les réclamants vers un parlementaire.

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	Activité des délégués					
1	■ Affaires reçues par les délégués	43 017	50 619	51 193	53 529	55 874
2	Demandes d'informations et de conseils	23 509	29 460	28 299	27 747	28 998
3	Réclamations	19 508	21 159	22 894	25 782	26 876
	Domaines d'intervention (en %)					
4	Affaires générales	29,4	30,5	24,5	26,0	31,0
5	Agents publics et pensions	3,1	2,8	3,0	3,0	2,0
6	Finance et fiscalité	20,2	21,1	19,0	18,5	15,0
7	Justice	3,9	3,9	5,0	7,0	6,5
8	Social	34,9	33,3	32,5	31,0	32,0
9	Urbanisme	8,5	8,4	8,0	8,5	7,0
10	Etrangers			8,0	6,0	6,5
	Interventions et taux de réussite (en %)					
11	Traitement local	92,5	91,7	94,0	93,0	94
12	Réclamations non fondées	32,2	28,2	17,7	nd	nd
13	Médiations tentées	67,8	71,8	82,3	nd	nd
14	<i>Succès de la médiation</i>	<i>77,6</i>	<i>76,3</i>	<i>74,7</i>	<i>76,5</i>	<i>78,1</i>
15	<i>Échec de la médiation</i>	<i>22,4</i>	<i>23,7</i>	<i>25,3</i>	<i>23,5</i>	<i>21,9</i>
16	Transmission au siège parisien	7,5	8,3	6,0	7,0	6

Aide juridictionnelle

Le système d'aide juridique instauré par la loi du 10 juillet 1991 et ses décrets d'application régit les conditions d'accès des plus démunis à la justice et au droit. Il comprend *l'aide juridictionnelle*, *l'aide à l'accès au droit*, et *l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue*.

L'aide juridictionnelle est accordée en matière gracieuse ou contentieuse, en demande ou en défense, devant toute juridiction, aux personnes dont les ressources sont insuffisantes pour faire valoir leurs droits en justice.

La demande d'aide juridictionnelle doit être formée par écrit auprès du bureau compétent présent dans chaque juridiction concernée. Le bureau qui reçoit les demandes les instruit, et peut faire recueillir tous renseignements sur la situation financière de l'intéressé. Il décide de l'octroi de l'aide juridictionnelle ou du rejet de la demande.

L'aide juridictionnelle peut être octroyée pour toute instance relevant des juridictions françaises de l'ordre judiciaire, et ce à quelque degré que ce soit, pour quelque recours que ce soit, et devant quelque formation que ce soit. Seules ne sont pas couvertes par l'aide juridictionnelle les quatre premières classes des tribunaux de police, la chambre de l'instruction, et les juridictions des pensions.

Les dépenses qui autrement incomberaient au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle sont à la charge de l'État. Cependant l'aide juridictionnelle partielle laisse à son bénéficiaire la charge d'un honoraire fixé par convention avec l'avocat, ou d'un émolument au profit des officiers ministériels.

Il existe un bureau d'aide juridictionnelle dans chaque tribunal de grande instance, à la Cour de Cassation, au Conseil d'État, et auprès des commissions des recours des réfugiés.

Sources

Depuis 1992, un répertoire est tenu par le bureau d'aide juridictionnelle (BAJ) de chaque tribunal de grande instance. L'exploitation de ce répertoire permet d'obtenir des données détaillées sur le système d'aide juridictionnelle né de la loi du 10 juillet 1991.

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer.

Code | Définitions et méthode

Il existe un bureau d'aide juridictionnelle (BAJ) dans chaque tribunal de grande instance, à la Cour de cassation, au Conseil d'État, et auprès des commissions des recours des réfugiés.

Le BAJ établi au siège de tribunal de grande instance statue sur les demandes portées devant les juridictions de première instance de l'ordre judiciaire, ou de la cour d'assises. S'il y a lieu, le bureau comporte en outre une section pour les affaires portées devant le tribunal administratif, une section pour les affaires portées devant la cour d'appel, et une section pour les affaires portées devant la cour administrative d'appel.

4 et 5 La loi de juillet 1991 a conservé, en l'aménageant, la distinction entre l'**aide totale**, qui permet toujours à son bénéficiaire d'agir en justice sans charge financière aucune, et l'**aide partielle** qui laisse à sa charge une contribution forfaitaire au profit de son avocat.

Deux plafonds de ressources mensuelles ont été fixés en 1992 pour l'octroi de l'aide juridictionnelle. La loi du 30 décembre 1992 a rendu automatique chaque année la revalorisation des plafonds "comme la tranche la plus basse du barème de l'impôt sur le revenu".

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'aide juridictionnelle

Code	2001	2002	2003	2004r	2005
1	742 130	774 843	843 632	915 750	1 001 602
Nombre total de demandes d'admission à l'aide juridictionnelle enregistrées au cours de l'année					
2	10 130	10 125	9 478	10 056	10 698
3	732 000	764 718	834 154	905 694	990 904
◆ Plafonds de l'aide juridictionnelle (en euros)					
4	789	802	816	830	844
5	1 184	1 203	1 223	1 244	1 265
◆ Nature de la décision					
6	2 451	2 385	1 936	1 879	2 171
7	7 966	9 766	8 003	7 261	8 126
8	657 816	688 637	755 851	831 877	886 533
9	570 603	597 561	662 855	734 762	783 690
10	87 213	91 076	92 996	97 115	102 843
11	74 184	76 081	78 303	73 817	104 371
12	72 901	74 751	77 038	72 173	102 120
Admissions (hors cassation)					
◆ Nature des affaires admises à l'aide juridictionnelle					
13	358 195	357 362	388 020	430 118	448 623
Affaires civiles					
14	286 219	282 396	311 087	349 803	365 143
15	71 976	74 966	76 933	80 315	83 480
16	10 082	12 220	13 720	14 402	14 614
Affaires administratives					
17	9 221	11 279	12 724	13 485	13 613
18	861	941	996	917	1 001
19	22 999	28 670	33 672	33 950	39 798
Conditions d'entrée et de séjour des étrangers					
20	22 956	28 630	33 642	33 918	39 733
21	43	40	30	32	65
22	266 540	290 385	320 439	353 407	383 498
Affaires pénales					
23	252 207	275 256	305 402	337 556	365 201
24	14 333	15 129	15 037	15 851	18 297
◆ Admissions sur affaires civiles					
25	358 195	357 362	388 020	430 118	448 623
Toutes admissions					
26	33 577	33 550	35 771	40 675	41 304
27	225 971	223 621	241 617	260 910	268 777
28	106 071	106 346	115 611	120 479	126 458
29	77 628	76 417	83 011	91 953	95 361
30	42 272	40 858	42 995	48 478	46 958
31	14 827	16 690	21 904	27 016	30 514
32	43 015	42 209	44 793	50 201	51 809
33	5 859	6 762	7 235	8 598	9 607
34	23 878	23 474	25 118	27 511	28 223
35	11 068	11 056	11 582	15 207	18 389
◆ Admissions sur affaires pénales					
36	266 540	290 385	320 439	353 407	383 498
Toutes admissions					
37	8 725	9 179	10 120	11 386	12 018
38	10 126	11 859	13 870	16 247	17 780
39	4 586	4 794	5 284	5 893	6 564
40	2 239	2 430	2 762	3 169	3 647
41	5 540	7 065	8 586	10 354	11 216
42	1 378	2 411	3 523	4 606	4 957
43	238 961	254 745	279 615	305 900	330 549
44	120 530	126 067	140 144	154 874	174 584
45	22 179	22 742	25 258	28 856	31 544
46	53 320	65 514	76 826	85 261	93 199
47	7 764	7 267	6 990	7 214	7 482
48	42 774	39 906	38 519	39 370	37 646
49	22 337	23 258	24 126	26 395	25 120
50	6 056	5 977	5 893	5 823	5 676
51	2 672	8 625	10 941	14 051	17 475

Code | Définitions et méthode

- 1 à 9** | **Rejets** : le président du bureau d'aide juridictionnelle rejette les demandes manifestement irrecevables, dénuées de tout fondement, incomplètes ou dont l'auteur possède un revenu supérieur au plafond défini par la loi. Cependant dans ce dernier cas, l'aide juridictionnelle peut parfois être accordée au vu de la situation particulière du demandeur.
- 10 à 22** | **Bénéficiaires** : l'aide juridictionnelle est accordée dans la majorité des cas à une personne ; elle l'est parfois à un couple (divorce), ou même plus rarement, à une association. Le système statistique en place ne comptabilise que les dossiers. Il est considéré par convention que le nombre de bénéficiaires à l'aide juridictionnelle est égal au nombre d'aides accordées. Il en résulte une légère sous-estimation du nombre de bénéficiaires.
- 14 à 17** | Pour la **détermination des ressources**, le législateur a précisé que sont prises en compte les ressources de toute nature (salaires, loyers, rentes, retraites, pensions alimentaires ...), à l'exception des prestations familiales. Les ressources du requérant ne sont pas les seules à être considérées : s'y ajoutent celles des "personnes vivant habituellement au foyer". Une déduction supplémentaire des ressources est faite en fonction du nombre de personnes à charge.
Les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI), de l'allocation du Fonds National de Solidarité, ou de l'allocation d'insertion, sont dispensés de plein droit de justifier l'insuffisance de leurs ressources.
L'aide juridictionnelle peut être accordée à un demandeur justifiant des ressources supérieures au plafond de l'aide partielle si sa situation est jugée "particulièrement digne d'intérêt au regard de l'objet du litige ou des charges prévisibles du procès" (Art. 6 de la loi du 10 juillet 1991).
- 16** | Ressources mensuelles inférieures ou égales à 844 Euros en 2005
- 17** | Ressources mensuelles supérieures à 844 Euros et inférieures ou égales à 1 265 Euros en 2005

Sources :

- Ministère de la Justice
Répertoire de l'aide juridictionnelle

Code	2001	2002	2003	2004	2005
Demandes d'admissions rejetées					
◆ Nature des demandes rejetées					
1 Affaires civiles	44 129	46 654	51 673	49 401	63 426
2 Affaires administratives	6 553	6 753	6 314	4 309	8 660
3 Conditions d'entrée et de séjour des étrangers	97	63	77	95	602
4 Affaires pénales	11 888	13 635	14 065	14 432	19 623
5 Demandes non renseignées	10 234	7 646	4 909	3 936	9 809
◆ Motifs des rejets					
6 Ressources supérieures au plafond	39 771	44 898	45 666	45 210	51 225
7 Absence de pièces justificatives	21 871	20 200	21 684	17 963	32 282
8 Demande irrecevable ou infondée	11 259	9 653	9 688	9 000	18 613
9 Motif non renseigné	-	-	-	-	-

Bénéficiaires

Code	2001	2002	2003	2004	2005
10 Nombre total de bénéficiaires à l'aide juridictionnelle	657 816	688 637	755 851	831 877	886 533
11 Aide totale	570 603	597 561	662 855	734 762	783 690
12 Aide partielle	87 213	91 076	92 996	97 115	102 843
13 Montant total de l'aide juridictionnelle accordée (en Mo€)	202,19	219,67	270,20	273,90	301,00
◆ Ressources des bénéficiaires					
14 Pas de ressources	293 717	332 839	379 429	417 084	447 218
15 Revenu minimum d'insertion, fonds national de solidarité, allocation d'insertion	56 436	53 046	52 001	63 525	73 321
16 Ressources ou situation permettant le bénéfice de l'aide totale	220 450	211 676	231 425	254 153	263 151
17 Ressources ou situation permettant le bénéfice de l'aide partielle	87 213	91 076	92 996	97 115	102 843

Les auxiliaires de Justice

Nombreuses sont les professions qui participent à la mise en application du droit. L'évolution en cours dans l'organisation de ces professions tend à concilier les valeurs de la tradition et le désir de modernisation. À cet égard, la fusion des professions d'avocat et de conseil juridique a représenté une première étape vers l'unification des diverses professions, en vue d'assurer la protection des usagers du droit par la suppression de tout clivage entre le judiciaire et le juridique. Par ailleurs depuis la réforme de 1965, les greffes des juridictions sont tenus par des fonctionnaires des services judiciaires : seuls les greffiers des tribunaux de commerce demeurent officiers ministériels titulaires de charge.

On présente dans ce chapitre les professions judiciaires auxiliaires de la justice et les professions juridiques participant à la réalisation non contentieuse des droits, les unes et les autres exercées sous le contrôle de l'autorité judiciaire.

■ Sont *auxiliaires de la justice* :

- **les avocats** (profession organisée par la loi du 31 décembre 1971) ;
 - en qualité d'officiers ministériels, **les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, les avoués près les cours d'appel, les greffiers des tribunaux de commerce, et les huissiers de justice** chargés des significations et de l'exécution forcée des actes ;
 - **les experts judiciaires**, participant à la procédure d'établissement de la preuve ;
 - **les syndics et administrateurs judiciaires**, auxiliaires des tribunaux de commerce désignés lorsqu'un débiteur est l'objet d'un règlement judiciaire ou d'une liquidation de biens ;
 - **les conciliateurs**, qui ont pour mission de faciliter le règlement amiable de certains différends.
- Les *professions juridiques*, organisées sous le contrôle du ministère de la Justice, comprennent **les notaires**, officiers ministériels conférant l'authenticité aux actes instrumentaires, et **les commissaires-priseurs judiciaires**, officiers ministériels chargés de la vente publique de meubles.

Code | Définitions et méthode

- 1, 2 | **La loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 a créé une nouvelle profession dont les membres portent le titre d'avocat.** Elle se substitue aux professions d'avocat et de conseil juridique. Les membres de ces professions font d'office partie, s'ils n'y renoncent, de cette nouvelle profession. Les conseils juridiques inscrits sur la liste dressée par le Procureur de la République, à la date d'entrée en vigueur du titre 1^{er} de la loi précitée, sont inscrits au tableau du barreau établi près le tribunal de grande instance auprès duquel ils sont inscrits comme conseil juridique, avec effet à la date de leur entrée dans la profession s'ils l'exerçaient avant le 16 Septembre 1972, ou de leur inscription sur la liste. Les membres de la nouvelle profession exercent l'ensemble des fonctions antérieurement dévolues aux professions d'avocat et de conseil juridique. Les avocats font partie de barreaux établis auprès des tribunaux de grande instance. Chaque barreau est administré par un conseil de l'Ordre qui traite toutes les questions intéressant l'exercice de la profession, et veille à l'observation des devoirs des avocats ainsi qu'à la protection de leurs droits.
- 3 | La formation professionnelle exigée pour l'exercice de la profession d'avocat comprend un examen d'accès à un centre régional de formation professionnelle ; une formation théorique et pratique d'une année dans un centre, sanctionnée par le certificat d'aptitude à la profession d'avocat ; un stage de deux années sanctionné par un certificat de fin de stage (article 12 de la loi n° 71-1130 du 30 Décembre 1971 modifié par la loi du 31 Décembre 1990).
- 5 à 8 | L'avocat peut exercer sa profession soit à **titre individuel**, soit au sein d'une **association**, d'une **société civile professionnelle**, d'une **société d'exercice libéral** ou d'une **société en participation**, toutes sociétés prévues par la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire, ou dont le titre est protégé. Il peut aussi exercer sa profession en qualité de salarié ou de collaborateur non salarié d'un avocat ou d'une association ou société d'avocats. Il peut enfin être membre d'un groupement d'intérêt économique, ou d'un groupement européen d'intérêt économique.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction des Affaires civiles et du Sceau
Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre total d'avocats (au 31 décembre)	39 454	40 847	42 609	44 054	45 818
2	Inscrits au tableau	33 561	34 454	35 773	36 792	38 149
3	Stagiaires	5 893	6 393	6 836	7 262	7 669
4	Avocats inscrits au tableau	33 561	34 454	35 773	36 792	38 149
	Mode d'exercice					
5	à titre individuel	13 678	13 893	14 145	14 533	15 125
6	en qualité d'associé	11 455	11 715	12 485	12 658	13 171
7	en qualité de collaborateurs	5 704	6 210	6 549	6 975	7 374
8	en qualité de salarié non associé	2 724	2 636	2 594	2 626	2 479
9	Avocats titulaires de la mention de spécialisation	13 117	13 079	12 894	12 818	12 633
	Nature de la mention de spécialisation					
10	Droit fiscal	2 038	2 001	1 925	1 911	1 867
11	Droit des sociétés	1 889	1 874	1 814	1 777	1 741
12	Droit social	1 930	1 973	2 003	2 020	2 052
13	Droit des personnes	1 534	1 519	1 509	1 511	1 489
14	Droit commercial	1 507	1 490	1 475	1 463	1 462
15	Droit immobilier	1 216	1 215	1 198	1 188	1 151
16	Droit économique	695	688	667	662	640
17	Droit pénal	643	636	639	631	614
18	Droit des mesures d'exécution	544	540	535	515	491
19	Droit public	377	396	390	390	398
20	Autres	744	747	739	750	728
21	Avocats étrangers	1 087	1 069	1 187	1 270	1 425
22	Union européenne	488	493	516	608	740
	dont :					
23	Royaume-Uni	128	125	120	141	187
24	Allemagne	122	121	134	171	201
25	Belgique	67	70	75	85	99
26	Hors union européenne	599	576	671	662	685
	dont :					
27	Afrique [hors Maghreb]	325	287	360	182	203
28	État-Unis d'Amérique	151	154	158	157	156
29	Avocats inscrits dans un barreau français et étranger	798	859	903	1 496	1 643

Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Code		2001	2002	2003	2004	2005
	Avocats					
30	Nombre d'avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation	90	93	91	91	91
31	Avocats individuels	29	25	23	23	22
32	Avocats associés	61	68	68	68	69
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
33	Offices d'avocats	60	61	60	60	60
34	Sociétés civiles professionnelles	31	36	37	37	38

Code | Définitions et méthode

1 à 6 | **Les avoués près les cours d'appel**, les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, les greffiers de tribunal de commerce, les huissiers de justice, les notaires et les commissaires-priseurs exercent leur profession, soit à titre individuel, soit en groupe dans le cadre de sociétés civiles professionnelles.

Il peut être constitué entre personnes physiques exerçant une même profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé, et notamment entre officiers publics et ministériels, des **sociétés civiles professionnelles** qui jouissent de la personnalité morale. Ces sociétés ont pour objet l'exercice en commun de la profession de leurs membres..., ainsi que la mise en commun et le partage des bénéfices (loi n° 66-879 du 29 novembre 1966). Des décrets portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 29 novembre 1966 ont été pris ultérieurement pour les diverses professions concernées. Parmi les sociétés civiles professionnelles constituées entre officiers publics et ministériels, il faut distinguer les sociétés dites "titulaires d'un office", dans lesquelles les associés exercent en commun leur profession et ont le titre d'avocats associés auprès du Conseil d'État et de la Cour de cassation, d'avoués, de greffiers de tribunal de commerce, d'huissiers de justice, de notaires et de commissaires-priseurs associés, et les sociétés non titulaires d'un office, où chacun des associés exerce ses fonctions dans l'office dont il est titulaire ("sociétés d'huissiers de justice", "sociétés de notaires", "sociétés de commissaires-priseurs").

7 à 12 | **Les greffiers des tribunaux de commerce** sont des officiers publics ministériels exerçant leur profession soit à titre individuel, soit sous forme de sociétés civiles professionnelles, soit sous forme de sociétés d'exercice libéral. Ils peuvent aussi être membres d'un groupement d'intérêt économique, ou d'un groupement européen d'intérêt économique, ou associés d'une société en participation. Ils sont soumis à l'autorité du Garde des Sceaux (art. L 821-1 à L 822-7 et R 821-1 à R 822-19 du Code de l'Organisation Judiciaire).

13 à 20 | **Les huissiers de justice** sont des officiers ministériels qui ont seuls qualité pour signifier les actes et les exploits, faire les notifications prescrites par les lois et règlements lorsque le mode de notification n'a pas été précisé, et ramener à exécution les décisions de justice, ainsi que les actes ou titres en forme exécutoire. Les huissiers de justice peuvent en outre procéder au recouvrement amiable ou judiciaire de toutes créances, et dans les lieux où il n'est pas établi de commissaire-priseur, aux prisesées et ventes publiques de meubles et effets mobiliers corporels. Ils peuvent être commis par justice pour effectuer des constatations purement matérielles, exclusives de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter. Ils peuvent également procéder à des constatations de même nature à la requête de particuliers. Dans l'un et l'autre cas, ces constatations n'ont que la valeur de simples renseignements.

Les huissiers-audienciers assurent le service personnel près les cours et tribunaux. "Ils peuvent également exercer à titre accessoire certaines activités ou fonctions. La liste de ces activités et fonctions ainsi que les conditions dans lesquelles les intéressés sont autorisés à les exercer sont sous réserve des lois spéciales, fixées par décret en Conseil d'État" (art. 1^{er} de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945).

Les huissiers de justice résidant dans une même commune peuvent établir entre eux des groupements. Le groupement est la centralisation dans les mêmes locaux de deux ou plusieurs offices, ou services dépendant de ceux-ci, dont les titulaires conservent leurs propres activités et leur indépendance. Le groupement n'a pour but que de faciliter l'exécution du travail matériel et de réduire les frais d'exploitation, aussi les huissiers de justice membres d'un groupement sont-ils recensés comme huissiers individuels.

21, 22 | La fonction d'**administrateur judiciaire** peut être confiée par un tribunal de commerce, ou un tribunal de grande instance, à des administrateurs et syndics exerçant ces fonctions à titre de profession exclusive, et inscrits sur proposition du tribunal sur une liste dressée par la cour d'appel au début de chaque année judiciaire. D'autres personnes peuvent exercer ces fonctions à titre accessoire. Ce sont : les avocats, les huissiers de justice, les commissaires-priseurs. Ils doivent pour cela être inscrits sur la liste précitée.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction des Affaires civiles et du Sceau
Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Code		2001	2002	2003	2004	2005
	Avoués					
1	Nombre total d'avoués près les cours d'appel	416	416	420	437	425
2	Avoués individuels	79	79	73	66	59
3	Avoués associés	337	337	347	371	366
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
4	Offices d'avoués	236	236	235	235	230
5	Sociétés civiles professionnelles	157	156	161	168	170
6	Sociétés d'exercice libéral	-	1	1	1	1

Greffiers de tribunal de commerce

Code		2001	2002	2003	2004	2005
	Greffiers					
7	Nombre total de greffiers de tribunal de commerce	247	247	240	241	241
8	Greffiers individuels	99	99	86	90	83
9	Greffiers associés	148	148	154	151	158
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
10	Offices de greffiers	191	191	191	191	178
11	Sociétés civiles professionnelles	78	78	80	79	77
12	Sociétés d'exercice libéral	2	2	6	7	14

Huissiers de justice

Code		2001	2002	2003	2004	2005
	Huissiers					
13	Nombre total d'huissiers de justice	3 271	3 258	3 258	3 256	3 258
14	Huissiers individuels	987	978	978	936	910
15	Huissiers associés	2 284	2 280	2 280	2 320	2 348
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
16	Offices d'huissiers	2 051	2 047	2 047	2 037	2 029
17	Sociétés civiles professionnelles	1 058	1 001	1 061	1 081	1 092
18	Sociétés d'exercice libéral	-	-	11	11	17
19	Sociétés en participation	-	-	3	-	-
	Clercs et employés					
20	Nombre total de salariés	12 000	11 014	11 014	11 014	nd

Administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs

Code		2001	2002	2003	2004	2005
21	Nombre total d'administrateurs judiciaires	125	125	120	116	120
22	Nombre total de mandataires liquidateurs	325	320	319	320	315

Code | Définitions et méthode

- 1 à 3 “ Il est dressé chaque année une liste nationale, et une liste par cour d’appel, sur lesquelles sont inscrits **les experts** désignés tant en matière civile qu’en matière pénale “... “ Nul ne peut figurer sur la liste nationale des experts, s’il ne justifie pas de son inscription depuis au moins trois années consécutives sur une des listes dressées par les cours d’appel “ (décret n° 74-1184 du 31 décembre 1974). Toute juridiction d’ordre civil ou pénal peut ordonner une expertise, le juge choisissant généralement un expert figurant sur ces listes, qui sont établies pour son information.
- 4 à 10 **Les notaires** sont les officiers publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d’authenticité attaché aux actes de l’autorité publique, pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions (art. 1^{er} de l’ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945). Les notaires sont institués à vie et doivent résider dans le lieu qui leur est fixé par le Gouvernement.
- 4 à 9 Le notaire peut exercer sa profession soit à titre individuel, soit dans le cadre d’une société civile professionnelle ou d’une société d’exercice libéral, soit en qualité de salarié d’une personne physique ou morale titulaire d’un office notarial (art.1 bis de l’ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945 ajouté à compter du 1^{er} janvier 1992 par la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990).
- 7 Le notaire salarié, conformément aux dispositions du décret n°93-82 du 15 janvier 1993 portant application de l’article 1^{er} ter de l’ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 ajouté à compter du 1^{er} janvier 1992 par la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990, est soumis aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l’exercice des fonctions de notaire par des personnes physiques, à la déontologie et à la discipline notariales.
- 12 à 14 **Le commissaire-priseur judiciaire** est l’officier ministériel chargé de procéder, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur, à l’estimation et à la vente publique aux enchères des meubles et effets mobiliers corporels. Il ne peut se livrer à aucun commerce en son nom, pour le compte d’autrui, ou sous le nom d’autrui, ni servir directement ou indirectement d’intermédiaire pour des ventes amiables. “Les commissaires-priseurs judiciaires sont groupés en compagnies comprenant un ou plusieurs ressorts de cour d’appel” (art. 1^{er} et 3^e de l’ordonnance du 2 novembre 1945).
- La loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires aux enchères publiques a libéralisé les ventes volontaires aux enchères en attribuant compétence pour y procéder aux sociétés de ventes volontaires. Elle a réservé aux officiers ministériels, et plus particulièrement aux commissaires-priseurs judiciaires, les ventes, les inventaires et prisées judiciaires en raison des garanties qu’offrent les officiers ministériels. Parmi les officiers ministériels, les commissaires-priseurs judiciaires sont les seuls à recevoir une formation spécifique et à consacrer aux ventes prisées judiciaires la totalité de leur activité professionnelle, à la différence des autres officiers ministériels pour lesquels il ne s’agit que d’une activité accessoire.
- 19 à 22 **Le conciliateur** a été institué par la loi du 20 mars 1978 avec pour mission de faciliter, en dehors de toute procédure judiciaire, le règlement amiable des différends portant sur des droits dont les intéressés ont la libre disposition. Il peut être saisi par toute personne physique ou morale ou par les autorités judiciaires auxquelles il rend compte de ses diligences.
En outre depuis la loi du 8 février 1995, le juge peut, après avoir obtenu l’accord des parties, désigner une tierce personne -le conciliateur- pour procéder aux tentatives de conciliation prescrites par la loi, sauf en matière de divorce et de séparation de corps.
Le décret du 22 juillet 1996 permet également l’intervention du conciliateur pour la tentative préalable de conciliation devant le tribunal d’instance.
Par décret du 13 décembre 1996, le “conciliateur” est devenu “conciliateur de justice”.

Sources :

- Ministère de la Justice
Direction des Affaires civiles et du Sceau
Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Auxiliaires de Justice

Experts

Code		2001	2002	2003	2004	2005
1	Nombre total d'experts judiciaires	-	17 000	15 725	nd	nd
2	Experts agréés par la Cour de cassation	-	400	366		
3	Experts près les cours d'appel	-	16 600	15 359		

Notaires

Code		2001	2002	2003	2004	2005
	Notaires					
4	Nombre total de notaires	7 864	7 946	8 042	8 143	8 321
5	Notaires individuels	2 045	2 027	1 971	1 928	1 875
6	Notaires associés	5 646	5 704	5 856	5 951	6 126
7	Notaires salariés	173	215	215	264	320
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
8	Offices de notaires	4 540	4 533	4 525	4 506	4 511
9	Sociétés civiles professionnelles	2 422	2 521	2 455	2 499	2 551
10	Sociétés d'exercice libéral	-	-	63	69	73
	Clercs et employés					
11	Nombre total de salariés	44 422	43 419	44 132	45 704	nd

Commissaires-priseurs judiciaires

Code		2001	2002	2003	2004	2005
	Commissaires-priseurs judiciaires					
12	Nombre total de commissaires-priseurs judiciaires	450	440	437	437	426
13	Commissaires-priseurs judiciaires individuels	197	190	197	192	177
14	Commissaires-priseurs judiciaires associés	253	250	240	245	249
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
15	Offices de commissaires-priseurs judiciaires	327	316	327	327	308
16	Sociétés civiles professionnelles	125	123	206	125	125
17	Sociétés d'exercice libéral	3	3	3	3	3
	Chiffre d'affaires					
18	Produits des ventes de la profession (en Mo d'euros)	1 899	-	216	230	nd

Conciliateurs de justice

Code		2001	2002	2003	2004	2005
19	Nombre total de conciliateurs	1 815	1 791	1 786	1 807	1 808
20	Nombre total de saisines	106 422	109 586	118 701	122 713	123 174
21	Nombre total d'affaires conciliées	60 419	65 167	68 546	69 475	70 875
22	<i>Taux de conciliation (en %)</i>	56,8%	59,5%	57,7%	56,6%	57,5%

Activité par juridiction

Sources : Tableaux de bord d'activité des cours d'appel

Avertissement : pour les CA, TGI et CPH, les données présentées sont issues de l'exploitation statistique des tableaux de bord implantés en juridiction. Le chiffre "France entière" diffère légèrement de celui fourni dans les pages consacrées à l'activité détaillée de ces juridictions

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 1999) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Affaires civiles des cours d'appel

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des cours d'appel en matière civile, le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridictions - Cours d'appel".

L'infirmité consiste en l'annulation totale ou partielle par la cour d'appel de la décision des premiers juges. Elle est basée sur le fond du droit, ou seulement sur la forme (procédure).

Durée moyenne : pour chaque affaire civile terminée en 2005, la durée est calculée comme l'intervalle entre la date de saisine et la date de jugement. Pour une juridiction donnée, la durée moyenne présentée est la moyenne arithmétique des durées de traitement de toutes les affaires ayant fait l'objet d'une décision entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, tous types d'affaires et tous contentieux confondus où elle englobe désormais les référés.

Avertissement : une durée moyenne plus élevée pour une juridiction peut traduire non seulement une situation d'encombrement, mais encore une proportion importante d'affaires complexes (relevant par exemple du droit de la responsabilité), un recours important à des expertises, une efficacité moindre des auxiliaires de justice, une proportion moindre de dessaisissements (leur durée est généralement plus courte que celle des affaires jugées au fond), voire une volonté d'évacuer les affaires les plus anciennes du stock.

Activité civile 2005 par cour d'appel

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires nouvelles (y compris référés)	Affaires terminées (y compris référés)				Durée moyenne (en mois)	Stock au 31/12/2005 (y compris référés)	Ancienneté du stock (en mois)
				dont arrêts	dont Infirmations	dont Référés			
Toutes cours d'appel	60 186 184	219 494	221 399	140 376	29 841	5 607	14,2	241 588	11
Agen	637 912	2 004	2 021	1 449	399	33	12,8	2 212	10
Aix-en-Provence	3 885 047	26 421	28 768	16 944	3 936	984	19,7	34 296	14
Amiens	1 857 834	6 070	5 524	3 603	767	216	11,6	5 865	9
Angers	1 548 131	2 967	3 026	2 003	405	46	10,2	2 464	7
Bastia	260 196	1 531	1 583	1 100	289	56	15,2	1 673	11
Besançon	1 117 059	2 551	2 500	1 704	397	55	11,7	2 642	9
Bordeaux	2 015 255	7 627	8 137	5 466	1 232	191	16,6	9 166	11
Bourges	770 765	2 128	2 164	1 496	251	120	7,7	1 279	5
Caen	1 422 193	4 237	4 096	2 639	576	124	11,9	4 334	8
Chambéry	1 004 937	3 203	3 409	2 329	437	74	14,8	3 460	10
Colmar	1 734 145	6 302	6 158	3 551	744	232	16,2	8 628	14
Dijon	1 246 521	3 283	3 538	2 504	629	0	9,1	2 299	6
Douai	3 996 588	11 397	13 563	9 696	2 129	259	16,6	11 905	9
Grenoble	1 653 203	5 610	5 634	3 736	767	160	15,5	6 421	10
Limoges	710 939	1 911	2 232	1 609	424	28	10,3	1 331	7
Lyon	2 822 663	8 891	11 053	7 572	1 460	233	16,9	10 002	10
Metz	1 023 447	4 469	3 557	1 984	353	221	16,3	6 919	13
Montpellier	1 862 822	9 546	9 928	6 270	1 357	144	10,4	7 500	8
Nancy	1 286 929	3 505	3 393	2 267	421	112	22,0	6 908	18
Nîmes	1 482 342	5 621	5 438	3 587	698	99	19,4	9 190	14
Orléans	1 487 097	3 550	3 660	2 524	598	38	9,8	2 741	7
Paris	7 396 583	37 077	34 626	19 766	4 034	876	11,8	38 635	9
Pau	1 149 720	4 533	4 348	2 814	673	58	15,2	5 694	12
Poitiers	1 840 104	4 243	4 226	2 471	483	79	17,7	6 236	13
Reims	1 147 490	3 570	3 297	2 066	360	95	14,5	4 199	12
Rennes	4 040 463	8 542	8 178	5 473	1 078	166	11,7	8 990	9
Riom	1 308 878	3 657	3 679	2 731	585	37	9,7	2 898	6
Rouen	1 780 192	5 100	6 509	3 705	669	127	13,4	5 097	10
Toulouse	1 732 979	7 350	6 442	4 304	821	85	9,9	6 263	7
Versailles	4 296 314	16 549	15 153	9 620	2 134	492	10,7	14 827	7
Basse-Terre	422 496	2 016	1 466	695	134	56	15,9	3 294	16
Fort-de-France	538 640	1 779	1 827	1 082	253	51	13,9	2 146	12
Saint-Denis-de-la-Réunion	706 300	2 254	2 266	1 616	348	60	11,8	2 074	8

Sources

En matière pénale, les données présentées sont issues de l'exploitation des états annuels de la statistique pénale (dits "Cadres du parquet"). Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Justice pénale".

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des cours d'assises et des cours d'appel en matière pénale (notamment la chambre des appels correctionnels et la chambre de l'instruction), le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridictions - Juges d'instruction, Cour d'assises, Cours d'appel".

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 1999) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Chambre des appels correctionnels

Le nombre d'arrêts rendus inclut l'activité pénale ou sur intérêts civils de la chambre des appels correctionnels, ainsi que les arrêts constatant un désistement d'appel ou une extinction de l'action publique, des arrêts statuant sur requête en confusion de peines, en dispense d'inscription au B2 (CPP art. 775-1), en matière de détention provisoire ou encore sur un jugement ADD (CPP art. 570). Sont également inclus les appels formés contre les jugements et ordonnances des JAP.

Chambre de l'instruction

Sont inclus les arrêts sur appel d'ordonnances de mise en accusation (art. 186-2 CPP), les arrêts statuant sur les décisions judiciaires rendues par les juges d'instruction et les arrêts statuant sur la détention provisoire et le contrôle judiciaire qui sont isolés dans le tableau.

Arrêts sur mesures de sûreté : il s'agit des arrêts concernant les mesures de contrôle judiciaire et de détention provisoire.

Cours d'assises

Sont présentés ici les arrêts rendus en matière pénale par les cours de premier ressort et d'appel. Sont exclus les arrêts ne portant que sur intérêts civils. Il s'agit d'arrêts portant sur des affaires et non des condamnations/personne.

Activité pénale 2005 par cour d'appel

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Chambre des appels correctionnels			Chambre de l'instruction			Cour d'assises		
		Arrêts rendus	dont arrêts sur jug. corr. ou de police	Affaires en cours au 31/12/2005	Arrêts rendus	dont arrêts sur mesures de sûreté	Affaires en cours au 31/12/2005	Arrêts rendus en 1er ressort	Arrêts rendus en appel	Affaires en cours au 31/12/2005
Toutes cours d'appel	60 186 184	51 557	41 523	27 838	39 513	20 225	3 738	2 588	402	2 881
Agen	637 912	501	402	195	220	90	106	30	2	16
Aix-en-Provence	3 885 047	5 770	4 773	4 659	4 133	1 851	250	205	42	184
Amiens	1 857 834	1 524	1 194	886	795	455	30	67	15	131
Angers	1 548 131	719	599	217	525	219	39	49	7	55
Bastia	260 196	357	302	115	423	221	8	9	5	4
Besançon	1 117 059	835	689	251	301	139	41	68	5	51
Bordeaux	2 015 255	1 490	1 159	194	1 396	712	13	113	23	76
Bourges	770 765	501	377	111	276	112	90	39	2	22
Caen	1 422 193	910	577	631	449	249	71	76	8	53
Chambéry	1 004 937	763	620	577	648	419	33	37	6	16
Colmar	1 734 145	1 160	932	904	687	264	62	68	9	68
Dijon	1 246 521	950	793	109	769	430	79	61	10	58
Douai	3 996 588	3 575	2 461	1 973	3 423	1 529	114	185	12	190
Grenoble	1 653 203	1 167	895	1 015	911	479	9	56	5	104
Limoges	710 939	726	622	338	554	235	21	36	3	14
Lyon	2 822 663	1 909	1 341	985	2 126	1 358	230	78	15	145
Metz	1 023 447	1 279	1 007	1 021	930	561	98	37	1	65
Montpellier	1 862 822	1 304	990	569	1 215	655	42	67	10	56
Nancy	1 286 929	1 029	815	1 024	830	605	131	56	14	97
Nîmes	1 482 342	1 230	914	373	793	353	36	66	10	80
Orléans	1 487 097	862	693	300	942	498	45	49	8	29
Paris	7 396 583	9 823	8 730	4 760	7 777	4 124	1 366	315	47	499
Pau	1 149 720	974	779	355	717	315	121	31	8	35
Poitiers	1 840 104	723	577	247	516	254	86	40	7	42
Reims	1 147 490	993	789	1 137	722	361	19	55	8	71
Rennes	4 040 463	2 711	2 131	934	1 072	422	6	119	16	104
Riom	1 308 878	820	585	205	634	199	50	56	9	58
Rouen	1 780 192	1 330	1 075	891	975	408	31	75	9	96
Toulouse	1 732 979	1 549	1 279	619	805	492	53	70	21	77
Versailles	4 296 314	2 978	2 531	1 804	2 850	1 695	375	196	48	173
Basse-Terre	422 496	327	232	163	481	313	37	39	5	58
Fort-de-France	538 640	406	372	107	377	109	17	86	8	107
Saint-Denis-de-la-Réunion	706 300	362	288	169	241	99	29	54	4	47

Sources : Tableaux de bord d'activité des tribunaux de grande instance

Avertissement : pour les CA, TGI et CPH, les données présentées sont issues de l'exploitation statistique des tableaux de bord implantés en juridiction. Le chiffre "France entière" diffère légèrement de celui fourni dans les pages consacrées à l'activité détaillée de ces juridictions

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en 1999) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Affaires civiles des tribunaux de grande instance : pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des TGI en matière civile, le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridictions - TGI".

Divorces prononcés : il s'agit des décisions qui font droit aux demandes de divorce, quelle qu'en soit la modalité (consentement mutuel, faute ou rupture de la vie commune) ainsi que les conversions de séparation de corps en divorce.

Durée moyenne : Durée moyenne : pour chaque affaire civile terminée en 2005, la durée est calculée comme l'intervalle entre la date de saisine et la date de jugement. Pour une juridiction donnée, la durée moyenne présentée est la moyenne arithmétique des durées de traitement de toutes les affaires ayant fait l'objet d'une décision entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, tous types d'affaires et tous contentieux confondus où elle englobe désormais les référés.

Avertissement : une durée moyenne plus élevée pour une juridiction peut traduire non seulement une situation d'encombrement, mais encore une proportion importante d'affaires complexes (relevant par exemple du droit de la responsabilité), un recours important à des expertises, une efficacité moindre des auxiliaires de justice, une proportion moindre de dessaisissements (leur durée est généralement plus courte que celle des affaires jugées au fond), voire une volonté d'évacuer les affaires les plus anciennes du stock.

Activité civile des tribunaux de grande instance en 2005 (hors activité commerciale)

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé		Toutes affaires terminées (1+2)		Stock au 31/12/2004
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)			Affaires nouvelles	Affaires terminées (2)	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)		
			dont divorces prononcés	Durée moyenne des divorces (en mois)						
TOUS TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE	60 186 184	837 647	828 307	155 253	10,9	115 800	116 920	945 227	6,7	582 666
Abbeville	125 258	1 427	1 351	219	10,4	146	129	1 480	5,6	877
Agen	216 447	2 430	2 555	660	13,2	296	291	2 846	8,8	1 909
Aix-en-Provence	674 689	10 006	10 767	1 789	11,7	1 795	1 844	12 611	8,6	7 445
Ajaccio	118 593	2 206	2 220	373	12,2	546	565	2 785	9,8	2 143
Albertville	143 001	2 039	2 019	312	10,5	338	340	2 359	8,1	1 581
Albi	164 990	2 476	2 443	400	9,6	245	255	2 698	5,4	1 361
Alençon	139 954	1 749	1 742	287	7,2	146	144	1 886	4,2	670
Alès	133 761	2 342	2 334	353	3,7	215	200	2 534	2,6	559
Amiens	351 420	4 064	4 794	1 062	17,8	429	456	5 250	10,0	1 720
Angers	568 294	4 901	5 132	1 226	12,4	720	731	5 863	7,1	3 384
Angoulême	339 628	4 474	4 144	816	9,6	319	282	4 426	5,6	2 824
Annecy	229 039	3 622	3 613	708	10,5	606	602	4 215	6,0	2 166
Argentan	152 383	1 537	1 539	301	9,4	159	162	1 701	5,6	838
Arras	300 785	5 080	5 129	618	8,2	389	394	5 523	3,4	1 467
Auch	172 335	2 043	1 952	242	8,6	284	281	2 233	7,3	1 446
Aurillac	150 778	1 334	1 363	227	9,8	171	171	1 534	5,8	703
Auxerre	178 546	2 274	2 354	455	10,5	240	240	2 594	5,8	1 260
Avesnes-sur-Helpe	238 466	3 340	3 194	611	7,0	119	123	3 317	4,3	1 578
Avignon	297 082	5 598	5 381	957	9,5	730	783	6 164	6,1	3 534
Avranches	125 424	1 375	1 364	191	10,4	106	94	1 458	5,7	670
Bar-le-Duc	108 245	1 176	1 194	236	10,0	67	60	1 254	5,5	697
Bastia	141 603	3 018	3 165	430	9,4	610	596	3 761	7,6	2 129
Bayonne	248 840	4 548	4 378	655	8,6	704	682	5 060	5,0	2 477
Beauvais	329 868	4 299	4 279	792	12,7	341	361	4 640	5,9	2 866
Belfort	137 408	1 782	1 884	428	9,9	124	122	2 006	6,3	891
Belley	79 478	932	925	205	11,2	89	86	1 011	6,3	513
Bergerac	150 534	2 430	2 107	364	10,7	269	262	2 369	6,3	2 033
Bernay	131 050	1 676	1 567	236	9,5	155	154	1 721	4,7	726
Besançon	331 959	3 333	3 384	831	10,7	397	378	3 762	7,8	2 527
Béthune	606 502	5 290	5 615	1 652	10,4	2 962	2 922	8 537	6,5	4 310
Béziers	255 669	4 969	4 777	749	11,7	881	872	5 649	8,2	4 017
Blois	314 968	3 457	3 455	746	11,1	349	362	3 817	6,4	2 549
Bobigny	1 382 861	22 252	21 819	4 073	10,4	2 409	2 632	24 451	6,4	14 595
Bonneville	161 410	2 814	2 487	469	14,8	13	15	2 502	9,1	2 561
Bordeaux	1 155 691	16 266	16 037	3 393	12,3	2 971	2 946	18 983	7,3	14 017
Boulogne-sur-Mer	380 758	6 953	6 823	936	6,9	577	561	7 384	3,5	2 525
Bourg-en-Bresse	435 792	4 786	5 374	1 224	14,5	478	541	5 915	9,3	3 201
Bourges	314 428	3 526	3 496	648	9,4	302	283	3 779	5,8	2 268
Bourgoin-Jallieu	162 268	1 912	1 916	554	9,2	237	225	2 141	6,6	1 309
Bressuire	153 684	1 105	1 004	217	11,7	71	80	1 084	6,8	762
Brest	353 541	3 364	3 465	810	11,3	424	442	3 907	6,3	1 988
Briey	157 050	2 033	2 014	483	8,0	188	182	2 196	5,6	1 093
Brive-la-Gaillarde	121 150	1 736	1 682	281	11,0	182	181	1 863	6,5	1 157
Caen	507 881	7 179	5 958	999	11,1	589	625	6 583	5,4	3 762
Cahors	160 197	1 685	1 854	349	9,5	164	174	2 028	7,1	1 062
Cambrai	158 845	2 486	2 549	402	10,0	113	121	2 670	4,9	1 012
Carcassonne	183 379	2 711	2 757	500	9,7	331	325	3 082	6,4	1 781
Carpentras	202 603	3 143	3 005	608	7,3	448	469	3 474	5,8	1 803
Castres	178 412	2 490	2 628	493	8,5	254	248	2 876	5,2	1 243
Chalon-sur-Saône	336 599	3 588	3 477	889	10,7	231	246	3 723	6,9	2 452
Chalons-en-Champagne	254 940	2 755	2 756	580	9,8	207	224	2 980	6,3	1 637
Chambéry	230 257	4 065	3 853	669	7,6	402	388	4 241	5,0	1 827
Charleville-Mézières	290 130	3 144	3 426	548	10,6	231	236	3 662	7,1	1 804
Chartres	407 665	4 797	5 024	875	12,7	412	398	5 422	6,7	3 151
Chateauroux	231 139	2 515	2 572	431	10,6	255	260	2 832	6,5	1 501
Chaumont	194 873	2 115	2 088	415	7,6	171	160	2 248	4,8	1 002
Cherbourg	190 973	2 821	2 695	421	7,3	166	163	2 858	3,9	1 318
Clermont-Ferrand	494 607	5 400	5 400	1 101	10,0	1 214	1 204	6 604	6,4	3 670
Colmar	339 689	3 879	4 035	1 008	9,2	385	386	4 421	6,8	2 737
Compiègne	173 943	1 868	1 868	414	9,0	250	240	2 108	6,1	1 229
Coutances	165 074	1 832	1 708	293	11,3	151	155	1 863	5,7	1 069

Activité civile des tribunaux de grande instance en 2005 (hors activité commerciale)

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé		Toutes affaires terminées (1+2)		Stock au 31/12/2004
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)			Affaires nouvelles	Affaires terminées (2)	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)		
			dont divorces prononcés	Durée moyenne des divorces (en mois)						
Créteil	1 227 250	19 738	19 518	3 254	9,9	2 086	2 207	21 725	5,3	10 760
Cusset	140 099	2 119	2 097	314	10,1	361	359	2 456	5,5	1 268
Dax	174 367	2 246	2 180	461	9,1	332	347	2 527	6,0	1 512
Dieppe	203 785	2 616	2 532	424	13,6	182	182	2 714	5,9	1 509
Digne	139 561	2 350	2 294	442	12,4	314	299	2 593	8,5	1 913
Dijon	506 755	6 946	6 647	1 448	11,6	730	789	7 436	6,7	4 408
Dinan	100 386	984	1 008	210	13,2	139	135	1 143	6,1	677
Dole	124 039	1 262	1 419	350	12,2	111	111	1 530	7,6	756
Douai	246 987	3 004	3 082	690	8,1	233	239	3 321	4,8	1 373
Draguignan	371 686	8 657	8 271	1 002	14,5	1 624	1 847	10 118	7,0	6 662
Dunkerque	263 018	2 971	2 920	771	10,5	335	326	3 246	6,3	1 903
Epinal	287 554	3 041	3 015	636	10,9	315	323	3 338	6,3	1 954
Evreux	410 004	4 816	5 284	1 033	12,5	472	471	5 755	6,7	2 615
Evry	1 134 238	13 512	12 737	3 040	11,0	1 571	1 615	14 352	7,3	10 069
Foix	137 205	1 881	1 807	294	8,1	178	161	1 968	4,9	1 042
Fontainebleau	178 495	2 021	2 070	430	11,9	338	386	2 456	6,3	1 226
Gap	121 419	1 993	2 106	353	9,4	292	280	2 386	6,6	1 277
Grasse	504 632	11 930	12 251	1 587	11,0	3 073	3 089	15 340	7,4	9 352
Grenoble	696 326	8 592	8 803	1 819	10,1	1 325	1 339	10 142	8,8	6 412
Guéret	124 470	1 304	1 292	233	12,3	260	233	1 525	6,4	986
Guingamp	170 440	2 098	1 970	264	9,2	222	206	2 176	4,0	909
Hazebrouck	116 684	1 106	1 210	301	11,0	374	376	1 586	5,9	727
La Roche-sur-Yon	349 789	2 287	2 308	616	13,2	294	270	2 578	8,2	2 073
La Rochelle	184 728	2 637	2 461	532	13,3	330	312	2 773	6,8	2 308
Laon	214 031	2 387	2 788	609	15,1	135	139	2 927	7,9	1 228
Laval	285 338	2 837	2 904	490	10,4	205	209	3 113	5,5	1 300
Le Havre	398 730	4 512	4 601	978	12,7	523	540	5 141	6,7	3 458
Le Mans	529 851	6 500	6 267	1 184	8,7	511	478	6 745	4,4	2 887
Le Puy	209 113	1 840	1 929	370	13,4	273	262	2 191	8,4	1 559
Les Sables-d'Olonne	189 875	2 142	2 134	421	10,6	233	238	2 372	5,9	1 202
Libourne	131 643	2 061	1 981	424	10,1	323	307	2 288	7,3	1 542
Lille	1 182 026	15 328	14 940	3 150	10,2	1 803	1 884	16 824	6,1	9 336
Limoges	353 893	5 058	4 845	849	9,4	525	555	5 400	5,9	2 823
Lisieux	140 504	2 361	2 369	333	12,0	276	268	2 637	5,5	1 412
Lons-le-Saunier	126 818	1 477	1 467	294	8,3	151	150	1 617	5,8	694
Lorient	366 703	4 415	4 272	668	9,2	456	397	4 669	5,4	2 660
Lure	106 461	1 129	1 089	200	9,4	64	65	1 154	5,6	712
Lyon	1 406 043	22 439	22 490	4 383	12,1	2 900	2 907	25 397	7,1	21 636
Mâcon	208 294	2 140	2 116	405	9,1	202	186	2 302	5,5	1 153
Marmande	88 933	1 387	1 357	240	14,1	116	104	1 461	6,9	1 013
Marseille	980 082	20 901	20 646	3 136	14,9	5 483	5 418	26 064	7,9	29 169
Meaux	563 389	10 308	10 217	1 609	10,1	688	713	10 930	4,2	4 936
Melun	451 883	6 806	6 696	1 245	11,5	525	530	7 226	6,1	4 036
Mende	73 509	728	659	132	9,7	110	110	769	6,1	543
Metz	500 845	6 737	6 451	1 213	13,3	775	746	7 197	7,8	6 473
Millau	67 612	741	634	121	5,2	113	103	737	4,3	380
Mont-de-Marsan	152 967	2 466	2 488	435	10,8	263	261	2 749	6,8	1 476
Montargis	178 692	1 692	1 680	387	10,8	200	206	1 886	6,8	1 297
Montauban	206 034	2 885	2 789	630	10,9	436	451	3 240	6,1	1 969
Montbéliard	167 103	1 919	1 916	485	9,7	170	158	2 074	6,1	1 195
Montbrison	160 289	1 808	1 630	393	14,3	190	203	1 833	10,2	983
Montluçon	113 431	1 583	1 567	236	8,2	158	141	1 708	4,6	762
Montpellier	640 772	12 048	11 402	1 972	9,7	2 305	2 331	13 733	7,3	10 254
Morlaix	142 048	1 420	1 472	271	11,5	186	180	1 652	7,3	846
Moulins	91 191	1 381	1 311	167	10,6	140	139	1 450	5,1	708
Mulhouse	443 145	4 934	4 057	901	13,0	461	462	4 519	9,0	5 838
Nancy	556 729	8 226	7 913	1 266	8,4	720	717	8 630	4,8	4 124
Nanterre	1 428 881	21 617	21 970	3 867	8,9	3 461	3 488	25 458	6,5	14 517
Nantes	832 922	9 794	9 438	2 093	10,7	1 223	1 219	10 657	6,4	6 167
Narbonne	126 391	2 414	2 473	375	12,7	445	434	2 907	6,8	1 772
Nevers	225 198	2 250	2 060	405	12,4	237	217	2 277	6,8	1 554
Nice	506 694	11 940	11 376	1 966	10,3	2 459	2 406	13 782	8,8	10 919
Nîmes	489 364	8 885	8 336	1 682	12,6	1 308	1 308	9 644	7,3	7 534

Activité civile des tribunaux de grande instance en 2005 (hors activité commerciale)

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé		Toutes affaires terminées (1+2)		Stock au 31/12/2004
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)			Affaires nouvelles	Affaires terminées (2)	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)		
			dont divorces prononcés	Durée moyenne des divorces (en mois)						
Niort	190 708	1 871	1 938	409	9,1	225	233	2 171	4,6	849
Orléans	439 434	4 514	4 892	1 206	10,6	565	571	5 463	7,3	3 173
Paris	2 125 246	52 854	51 959	7 005	8,5	10 957	11 059	63 018	6,8	38 594
Pau	351 178	5 366	5 871	1 055	9,8	627	646	6 517	5,7	2 683
Périgueux	237 759	3 473	3 385	508	9,5	336	330	3 715	5,1	2 130
Péronne	78 873	1 024	855	213	11,7	85	79	934	6,6	569
Perpignan	392 803	8 398	8 549	1 354	11,2	1 053	1 031	9 580	6,5	4 789
Poitiers	399 024	5 215	5 065	834	10,1	588	570	5 635	5,3	3 192
Pontoise	1 105 464	10 714	10 456	2 600	12,0	1 378	1 425	11 881	7,9	8 630
Privas	286 023	2 883	2 834	528	9,0	405	416	3 250	7,1	2 151
Quimper	356 829	3 878	3 777	771	11,1	642	591	4 368	5,9	2 288
Reims	310 289	3 791	3 965	881	11,5	375	373	4 338	6,2	2 017
Rennes	726 418	7 194	6 376	1 478	10,6	902	854	7 230	6,4	6 202
Riom	109 659	976	1 128	241	9,5	173	180	1 308	7,1	653
Roanne	152 659	1 421	1 475	297	8,6	171	167	1 642	5,4	722
Rochefort	126 535	2 175	2 131	372	7,8	195	180	2 311	4,4	1 053
Rodez	196 196	1 629	1 378	297	9,3	196	186	1 564	8,4	1 028
Rouen	636 623	9 763	10 180	1 891	8,8	1 173	1 204	11 384	5,3	4 981
Saint-Brieuc	271 547	2 910	2 844	430	13,6	449	469	3 313	7,0	2 061
Saint-Dié	93 398	1 361	1 272	204	10,0	75	77	1 349	5,7	733
Saint-Etienne	415 576	6 297	6 280	1 082	11,0	1 193	1 126	7 406	4,8	3 335
Saint-Gaudens	85 438	1 033	779	169	9,0	162	176	955	8,1	674
Saint-Malo	141 115	2 080	1 867	284	10,9	256	231	2 098	5,5	1 333
Saint-Nazaire	301 344	3 347	3 144	596	10,5	792	799	3 943	6,3	2 594
Saint-Omer	153 523	1 691	1 806	382	8,7	188	183	1 989	7,4	999
Saint-Quentin	152 614	1 919	1 968	379	8,5	163	171	2 139	4,8	886
Saintes	245 761	2 580	2 560	490	13,2	500	486	3 046	7,4	1 935
Sarreguemines	276 016	2 933	2 846	868	11,0	275	271	3 117	9,6	3 029
Saumur	164 648	1 581	1 620	303	8,8	160	163	1 783	6,4	856
Saverne	197 837	1 484	1 383	438	12,8	207	205	1 588	9,2	1 612
Senlis	262 630	3 483	3 316	716	10,1	294	280	3 596	5,8	2 218
Sens	154 675	2 015	2 013	382	11,7	152	153	2 166	6,1	1 204
Soissons	169 197	1 978	1 899	368	10,1	157	129	2 028	6,2	1 499
Strasbourg	753 474	7 165	6 920	2 079	13,9	1 868	2 302	9 222	10,1	7 679
Tarascon	180 948	2 817	2 619	505	6,4	384	346	2 965	4,4	1 766
Tarbes	222 368	3 016	3 027	527	11,4	322	333	3 360	6,2	1 728
Thionville	246 586	3 024	2 830	627	11,0	422	411	3 241	6,6	2 244
Thonon-les-Bains	241 230	3 613	3 649	828	10,4	529	470	4 119	7,8	2 319
Toulon	526 755	9 914	10 391	1 914	16,0	1 796	2 102	12 493	8,7	8 813
Toulouse	960 900	13 306	13 499	2 997	10,9	2 043	2 080	15 579	7,4	9 343
Tours	554 003	6 745	6 709	1 376	10,9	1 274	1 214	7 923	5,8	4 313
Troyes	292 131	3 822	4 034	683	11,1	305	306	4 340	7,6	2 682
Tulle	111 426	1 273	1 223	218	11,5	246	230	1 453	6,7	878
Valence	437 778	5 814	6 015	1 195	10,6	586	606	6 621	6,8	3 498
Valenciennes	348 994	5 946	5 901	811	10,9	317	329	6 230	5,0	2 677
Vannes	277 170	2 873	3 031	564	10,8	403	427	3 458	6,3	1 512
Verdun	83 953	1 048	1 013	200	9,7	84	77	1 090	5,8	697
Versailles	1 354 304	16 803	16 575	3 502	13,1	1 799	1 803	18 378	7,0	11 682
Vesoul	123 271	1 586	1 501	309	12,3	125	125	1 626	7,3	1 069
Vienne	235 412	3 035	2 861	510	10,6	258	243	3 104	5,5	1 831
Villefranche-sur-Saône	172 826	2 148	2 219	441	12,5	232	231	2 450	5,6	1 075
Basse-Terre	136 696	1 555	1 511	266	14,2	232	216	1 727	13,7	2 217
Cayenne	157 213	2 161	2 053	262	13,6	235	155	2 208	7,1	1 902
Fort-de-France	381 427	4 675	3 938	615	16,3	684	785	4 723	7,9	4 133
Pointe-à-Pitre	285 800	3 679	3 296	591	13,9	752	704	4 000	8,6	3 767
Saint-Denis-de-la-Réunion	426 115	5 916	6 220	981	12,3	584	601	6 821	6,6	3 191
Saint-Pierre	280 185	3 828	3 559	518	9,6	235	224	3 783	4,6	1 814

IIIIII

Activité par juridiction

Sources : Les données présentées sont issues de l'exploitation des **états annuels de la statistique pénale** (dits « cadres du parquet ») pour 2005. Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre « Justice pénale ».

Définitions : **Tribunaux correctionnels, toutes décisions** : il s'agit ici de jugements – et non de personnes condamnées –, des ordonnances pénales, des CRPC et autres autres jugements [intérêts civils, ...]

Affaires pénales des tribunaux de grande instance : pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des parquets et tribunaux correctionnels, le lecteur se reportera aux définitions données au chapitre « Justice pénale - Activité des parquets ».

Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2005

Siège	Parquet								Tribunaux correctionnels	
	Affaires traitées	Affaires poursuivables						Taux de réponse pénale	Affaires nouvelles	Toutes décisions*
		Poursuites	dont devant le juge d'instruction	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Classements sans suite				
TOUS PARQUETS	4 838 441						1 461 904	677 107	32 613	40 034	421 169	323 594	77,9	420 232	535 780
Abbeville	7 192	2 385	1 356	49	304	550	175	92,6	848	1 172
Agen	13 552	4 362	2 515	141	15	1 172	660	84,8	1 532	2 316
Aix-en-Provence	64 808	15 587	6 640	483	298	4 212	4 437	71,5	4 090	5 484
Ajaccio	9 193	4 171	1 787	129	225	935	1 224	70,6	845	1 667
Albertville	19 149	6 283	3 081	147	289	2 255	658	89,5	1 328	1 653
Albi	8 019	2 531	1 369	57	0	882	280	88,9	789	1 226
Alençon	7 914	3 370	1 988	41	124	960	298	91,1	945	1 659
Alès	7 920	2 001	1 021	42	20	625	335	83,2	978	1 336
Amiens	27 754	10 445	6 139	165	362	2 972	972	90,6	3 663	4 336
Angers	33 855	8 437	4 154	143	713	2 274	1 296	84,6	2 953	3 270
Angoulême	19 421	5 866	3 368	111	0	1 319	1 179	79,9	1 709	2 304
Annecy	15 920	5 343	2 253	112	128	1 350	1 612	69,8	1 531	1 931
Argentan	6 087	2 711	1 626	43	102	563	420	84,5	1 181	1 437
Arras	20 426	6 218	3 384	77	290	2 016	528	91,5	1 809	2 800
Auch	6 951	2 802	1 661	76	88	586	467	83,3	1 012	1 280
Aurillac	4 762	2 153	1 250	57	0	654	249	88,4	760	934
Auxerre	11 546	4 232	2 483	90	98	913	738	82,5	1 272	1 850
Avesnes-sur-Helpe	15 527	4 645	2 688	117	229	789	939	79,7	1 731	2 189
Avignon	34 769	10 715	6 435	218	200	2 601	1 479	86,1	2 924	4 325
Avranches	5 416	1 795	915	30	107	628	145	91,9	680	848
Bar-le-Duc	5 314	2 035	1 224	50	25	648	138	93,2	769	1 239
Bastia	10 980	3 958	1 803	135	77	1 031	1 047	73,5	1 019	1 476
Bayonne	22 408	9 329	3 110	101	325	3 933	1 961	78,9	1 571	2 252
Beauvais	21 070	6 723	2 956	101	0	2 380	1 387	79,3	2 055	2 672
Belfort	12 486	3 809	2 147	67	264	654	744	80,4	1 454	1 747
Belley	5 097	1 421	772	20	0	413	236	83,3	492	720
Bergerac	7 718	2 625	1 444	71	232	791	158	93,9	866	1 140
Bernay	7 735	3 033	2 009	56	254	599	171	94,3	863	1 546
Besançon	21 469	7 241	3 446	114	166	2 401	1 228	83,0	1 571	2 258
Béthune	48 434	13 512	7 086	197	94	4 480	1 852	86,2	4 946	5 740
Béziers	30 583	7 638	4 630	139	24	1 248	1 736	77,2	3 022	3 305
Blois	20 074	8 229	4 883	142	0	1 769	1 577	80,8	2 815	2 996
Bobigny	178 753	50 679	18 647	1 740	828	17 541	13 663	73,0	10 038	13 540
Bonneville	10 861	2 616	1 494	85	0	646	476	81,8	1 149	1 212
Bordeaux	113 064	30 004	12 023	783	126	9 191	8 664	71,1	7 060	8 830
Boulogne-sur-Mer	29 312	6 964	3 829	271	133	1 613	1 389	80,0	2 579	2 960
Bourg-en-Bresse	26 962	7 119	3 684	164	107	2 116	1 212	82,9	1 565	3 765
Bourges	17 352	6 088	3 382	72	128	1 656	922	84,8	2 679	2 769
Bourgoin-Jallieu	9 939	2 560	1 345	43	0	798	417	83,7	820	1 047
Bressuire	5 580	2 232	1 274	25	216	562	180	91,9	854	1 196
Brest	24 620	6 870	3 679	132	133	1 712	1 346	80,4	2 275	2 909
Briey	8 510	3 368	1 732	51	243	1 090	303	91,0	1 154	1 500
Brive-la-Gaillarde	6 689	2 327	1 446	74	57	686	138	94,0	781	1 268
Caen	33 603	12 304	5 440	146	1	3 724	3 139	74,4	3 596	3 971
Cahors	7 333	2 601	1 605	66	82	740	174	93,3	1 277	1 293
Cambrai	9 863	4 078	2 682	106	367	989	40	99,0	1 347	2 091
Carcassonne	10 676	4 343	2 404	63	0	638	1 301	70,0	1 321	2 080
Carpentras	17 251	4 172	2 429	101	78	411	1 254	69,9	1 391	1 845
Castres	8 200	2 824	1 624	47	1	720	479	83,0	1 022	1 096
Chalon-sur-Saône	14 778	5 953	3 169	150	213	1 670	901	84,8	1 527	2 252
Chalons-en-Champagne	14 912	5 040	3 016	99	0	1 314	710	85,9	1 693	2 109
Chambéry	18 911	6 288	2 613	108	203	2 329	1 143	81,8	1 944	1 726
Charleville-Mézières	14 231	5 075	2 983	116	208	928	956	81,1	2 216	1 902
Chartres	27 320	7 870	4 404	194	421	2 066	979	87,5	2 692	3 198
Chateauroux	12 054	4 076	2 279	114	345	1 076	376	90,7	1 275	2 058
Chaumont	10 388	3 757	2 442	107	0	673	642	82,9	1 645	2 126
Cherbourg	10 826	3 875	2 151	52	551	973	200	94,8	1 457	1 861
Clermont-Ferrand	26 663	9 173	5 339	279	329	2 289	1 216	86,7	2 871	4 189
Colmar	18 846	5 310	2 880	147	56	1 281	1 093	79,4	1 844	2 245
Compiègne	13 313	3 819	1 808	67	288	998	725	81,0	1 640	1 670
Coutances	8 130	3 556	1 900	61	353	805	498	85,9	1 220	1 416
Créteil	111 425	32 170	10 841	759	1 361	12 331	7 637	76,2	8 441	9 493
Cusset	6 888	2 212	1 342	46	138	634	98	95,5	963	1 267

Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2005

Siège	Parquet							Tribunaux correctionnels		
	Affaires traitées	Affaires poursuivables					Taux de réponse pénale	Affaires nouvelles	Toutes décisions*	
		Poursuites	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Classements sans suite	dont devant le juge d'instruction				
Dax	14 502	3 998					2 278	81	285	1 025	410	89,7	950	1 569
Dieppe	11 071	4 281	2 135	43	575	1 262	309	92,7	821	1 591
Digne	10 232	3 246	1 068	48	166	1 129	883	72,7	613	814
Dijon	30 550	10 830	5 261	339	71	2 337	3 161	70,8	2 870	3 609
Dinan	4 670	1 557	1 035	33	35	310	177	88,6	716	929
Dole	6 850	3 589	1 440	38	210	653	1 286	64,1	837	1 189
Douai	14 246	5 456	2 665	108	115	855	1 821	66,6	1 843	2 135
Draguignan	36 137	9 591	5 211	216	106	1 840	2 434	74,6	3 234	3 839
Dunkerque	19 658	6 561	3 037	130	405	1 746	1 373	79,0	2 062	2 758
Epinal	19 098	6 136	3 134	102	408	1 524	1 070	82,5	2 215	2 470
Evreux	27 873	10 166	4 863	158	160	4 027	1 116	89,0	2 101	3 312
Evry	99 356	30 856	7 976	440	907	13 308	8 665	71,9	5 454	6 416
Foix	8 687	4 424	1 908	62	0	1 255	1 261	71,4	1 232	1 563
Fontainebleau	12 733	4 346	1 822	62	641	888	995	77,1	921	1 577
Gap	9 147	2 412	1 448	41	0	435	529	78,0	1 143	1 302
Grasse	61 035	15 628	6 561	405	682	2 937	5 448	65,1	4 176	5 266
Grenoble	79 034	13 776	6 336	320	0	4 133	3 307	75,9	4 877	5 351
Guéret	5 017	2 116	1 402	71	116	555	43	97,9	716	1 246
Guingamp	10 106	3 365	2 150	69	88	670	457	86,4	1 749	1 662
Hazebrouck	6 574	1 832	1 019	34	37	548	228	87,5	780	1 024
La Roche-sur-Yon	18 331	6 992	3 817	85	1 330	841	1 004	85,6	1 933	2 293
La Rochelle	17 221	4 705	2 484	112	421	1 125	675	85,6	1 570	1 917
Laon	13 821	4 473	1 998	56	155	1 283	1 037	76,8	1 143	1 694
Laval	9 793	3 988	2 778	58	157	835	218	94,5	1 552	2 132
Le Havre	35 461	9 025	3 969	136	355	2 892	1 809	79,9	2 000	2 964
Le Mans	25 817	10 073	5 559	151	436	2 371	1 707	83,0	2 871	4 214
Le Puy	6 958	2 718	1 641	49	0	843	234	91,3	1 334	1 348
Les Sables-d'Olonne	13 775	3 155	1 867	47	368	333	587	81,3	1 395	1 614
Libourne	8 477	2 467	1 114	37	174	988	191	92,2	710	950
Lille	158 153	38 117	11 703	574	1 603	10 578	14 233	62,6	7 096	8 881
Limoges	19 906	6 018	3 248	98	788	1 548	434	92,7	2 646	2 761
Lisieux	10 251	2 792	1 610	73	2	569	611	78,1	1 103	1 758
Lons-le-Saunier	5 934	2 785	1 742	46	22	656	365	86,8	795	1 095
Lorient	21 621	6 676	4 151	134	118	1 148	1 259	81,1	3 101	3 610
Lure	5 583	2 058	962	31	89	513	494	75,9	599	827
Lyon	145 277	42 684	16 132	824	300	11 562	14 690	65,5	8 294	10 125
Macon	10 456	3 935	2 064	94	52	1 020	799	79,6	1 019	1 569
Marmande	5 265	1 681	1 090	50	15	514	62	96,3	590	956
Marseille	112 974	32 808	11 736	763	766	13 756	6 550	80,0	8 129	7 853
Meaux	54 927	18 880	8 281	265	660	7 628	2 311	87,7	4 709	6 208
Melun	34 692	12 840	5 594	214	1 302	3 467	2 477	80,7	4 438	4 362
Mende	3 224	1 118	559	33	87	243	229	79,5	383	369
Metz	33 008	12 399	6 919	242	129	2 843	2 508	79,7	4 544	4 739
Millau	3 452	1 382	828	40	10	343	201	85,4	543	685
Mont-de-Marsan	11 062	3 348	2 154	93	193	779	222	93,3	856	1 378
Montargis	10 284	3 090	1 750	48	0	647	693	77,5	1 118	1 383
Montauban	12 475	4 031	2 466	133	0	631	934	76,8	1 643	1 940
Montbéliard	10 553	4 204	2 107	90	312	1 274	511	87,8	1 032	1 739
Montbrison	6 772	1 893	1 106	38	0	442	345	81,7	685	911
Montluçon	6 009	2 034	1 160	41	37	719	118	94,1	762	1 005
Montpellier	67 595	14 816	7 667	520	231	4 418	2 500	83,1	4 147	5 693
Morlaix	7 502	2 143	1 087	42	136	539	381	82,2	774	976
Moulins	4 506	2 150	1 112	25	59	783	196	90,8	494	743
Mulhouse	30 035	10 700	5 468	300	0	2 850	2 382	77,7	3 318	4 182
Nancy	44 696	13 808	6 500	249	284	3 523	3 501	74,6	5 862	5 414
Nanterre	116 687	33 929	14 768	965	3	13 041	6 117	81,9	8 202	12 787
Nantes	71 656	19 145	9 521	396	251	7 414	1 959	89,7	4 977	7 468
Narbonne	13 914	3 670	2 179	80	45	815	631	82,8	1 011	1 313
Nevers	13 418	4 862	2 501	80	194	1 205	962	80,2	1 681	1 815

II/III

Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2005

Siège	Parquet								Tribunaux correctionnels	
	Affaires traitées	Affaires poursuivables						Taux de réponse pénale	Affaires nouvelles	Toutes décisions*
		Poursuites	dont devant le juge d'instruction	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Classements sans suite				
Nice	63 687						17 609	6 641	465	11	3 974	6 983	60,3	3 441	5 222
Nîmes	48 670	12 201	5 661	449	168	4 066	2 306	81,0	3 748	4 301
Niort	10 491	3 902	2 223	46	369	1 149	161	95,8	1 188	1 474
Orléans	31 071	9 565	4 736	238	9	2 906	1 914	79,9	2 357	3 716
Paris	335 016	93 029	37 337	3 376	145	25 830	29 717	68,0	27 473	35 783
Pau	20 435	7 001	2 638	117	435	2 503	1 425	79,6	1 733	2 188
Périgueux	13 190	4 477	2 283	105	236	1 264	694	84,4	1 635	1 804
Péronne	4 669	1 665	1 113	40	40	442	70	95,7	898	968
Perpignan	55 506	20 165	6 423	345	836	3 455	9 451	53,1	3 737	3 692
Poitiers	23 754	8 904	4 188	146	739	2 276	1 701	80,8	3 019	3 183
Pontoise	99 903	26 293	12 068	547	101	9 379	4 745	81,9	6 963	9 450
Privas	15 104	5 465	2 178	102	1	973	2 313	57,6	1 778	2 024
Quimper	23 937	7 204	4 324	116	0	1 491	1 389	80,7	2 900	3 684
Reims	26 132	8 998	4 136	125	1 067	1 819	1 976	78,0	2 100	3 290
Rennes	45 138	14 409	7 113	252	209	3 427	3 660	74,5	4 543	6 014
Riom	4 852	1 553	960	56	27	496	70	95,4	655	833
Roanne	7 133	2 366	1 407	32	27	746	186	92,1	767	1 268
Rochefort	10 562	3 270	1 869	54	208	851	342	89,5	1 247	1 468
Rodez	6 850	2 653	1 471	57	122	770	290	89,0	650	1 268
Rouen	45 870	15 377	6 199	354	1 052	5 780	2 346	84,7	2 200	4 526
Saint-Brieuc	17 789	6 623	3 157	94	0	1 835	1 631	75,3	2 167	2 510
Saint-Dié	4 842	1 816	1 159	44	95	386	176	90,3	798	1 109
Saint-Etienne	29 631	8 004	4 291	240	214	1 689	1 810	77,3	4 528	4 042
Saint-Gaudens	4 262	1 647	978	41	72	285	312	81,0	783	768
Saint-Malo	10 465	3 497	1 706	50	189	930	672	80,7	1 126	1 337
Saint-Nazaire	23 969	5 752	4 197	114	0	1 081	474	91,7	2 429	3 319
Saint-Omer	8 654	3 365	1 537	42	164	1 086	578	82,8	1 283	1 305
Saint-Quentin	9 045	2 961	1 873	44	61	819	208	92,9	1 125	1 370
Saintes	15 425	4 146	2 168	127	429	1 012	537	87,0	1 629	1 467
Sarreguemines	14 060	6 202	3 943	107	235	1 404	620	90,0	2 009	3 171
Saumur	8 630	2 678	1 991	45	154	422	111	95,8	1 056	1 791
Saverne	7 433	2 153	1 670	92	0	386	97	95,4	1 189	1 509
Senlis	27 745	6 372	3 280	115	130	2 077	885	86,1	2 352	3 416
Sens	11 583	3 588	2 277	82	72	715	524	85,3	1 255	1 427
Soissons	11 330	2 612	1 278	35	196	509	629	75,9	942	1 171
Strasbourg	57 040	15 940	7 484	340	148	3 707	4 601	71,1	4 980	6 488
Tarascon	17 207	4 665	2 059	132	88	1 833	685	85,3	1 350	1 523
Tarbes	12 746	4 052	2 139	101	199	1 480	234	94,2	1 501	2 140
Thionville	15 696	6 148	2 989	105	263	1 312	1 584	74,2	1 541	2 287
Thonon-les-Bains	23 647	5 283	2 553	83	0	1 570	1 160	78,0	1 532	1 925
Toulon	49 561	15 406	6 246	319	371	3 280	5 509	64,2	4 342	5 242
Toulouse	87 209	22 473	9 207	585	125	5 444	7 697	65,7	5 689	7 315
Tours	33 201	9 873	5 951	148	114	1 879	1 929	80,4	3 473	3 809
Troyes	18 435	6 153	3 643	144	212	1 281	1 017	83,4	2 689	3 299
Tulle	4 291	1 612	941	50	171	379	121	92,4	476	801
Valence	38 913	11 676	5 662	225	113	4 554	1 347	88,4	2 291	4 944
Valenciennes	26 178	10 701	4 587	169	310	3 821	1 983	81,4	2 964	3 756
Vannes	13 816	4 965	3 180	108	0	887	898	81,9	1 770	2 093
Verdun	4 571	1 973	1 301	41	50	506	116	94,1	870	1 082
Versailles	104 907	27 476	9 000	562	1 436	8 948	8 092	70,5	5 351	6 446
Vesoul	7 601	2 593	1 498	42	196	595	304	88,2	817	1 013
Vienne	19 747	4 178	2 198	49	0	1 090	890	78,6	1 288	1 718
Villefranche-sur-Saône	12 565	4 015	2 096	65	103	1 156	660	83,5	1 350	1 611
Basse-Terre	10 802	5 229	2 528	114	0	1 932	769	85,2	1 315	1 921
Cayenne	22 646	13 564	2 961	182	2	8 737	1 864	86,2	2 443	2 481
Fort-de-France	22 849	5 761	2 775	258	1	912	2 073	64,0	1 765	2 908
Pointe-à-Pitre	23 889	8 407	3 465	200	209	2 699	2 034	75,8	2 322	2 693
Saint-Denis-de-la-Réunion	30 340	9 792	5 223	248	0	2 482	2 087	78,6	3 563	4 181
Saint-Pierre	14 832	5 761	3 298	148	0	1 233	1 230	78,6	2 119	2 951

* Jugements portant condamnations ou relaxes, ordonnances pénales, ordonnances d'homologation de CRPC et autres jugements

III/III

Activité par juridiction

Sources :

Les données présentées sont issues de l'exploitation des **états annuels de la statistique pénale** (dits « cadres du parquet ») pour 2004. Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Mineurs et Justice".

Définitions :

N'ont compétence en matière de mineurs que les parquets dotés d'un tribunal pour enfants.

Affaires « **poursuivables** » : pour toutes précisions concernant les orientations données aux affaires pénales concernant les mineurs, le lecteur se reportera au graphique "Orientations données par les parquets aux affaires pénales mettant en cause des mineurs".

Activité 2005 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs

Siège *	Affaires poursuivables									Taux de réponse pénale [en %]
	Poursuites			Procédures alternatives aux poursuites			Classements sans suite			
			dont poursuites devant le juge d'instruction		Principaux motifs			Principaux motifs		
					Rappel à la loi	Réparations mineurs, médiations		Préjudice ou trouble peu important	Victime désintéressée, régularisation d'office	
Tous parquets	142 851	58 738	2 332	63 408	43 797	9 795	20 705	8 477	4 178	85,5
Abbeville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Agen	484	260	18	191	131	46	33	13	4	93,2
Aix-en-Provence	1 525	656	13	733	479	161	136	61	15	91,1
Ajaccio	64	25	3	34	16	14	5	2	0	92,2
Albertville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Albi	232	145	6	79	62	3	8	8	0	96,6
Alençon	635	274	5	320	218	49	41	6	18	93,5
Alès	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Amiens	1 475	747	13	662	341	22	66	9	29	95,5
Angers	1 425	550	19	734	238	340	141	71	19	90,1
Angoulême	662	355	4	199	155	8	108	57	14	83,7
Annecy	823	251	5	292	233	17	280	161	71	66,0
Argentan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Arras	560	287	3	234	157	26	39	10	11	93,0
Auch	235	104	6	120	87	25	11	3	6	95,3
Aurillac	178	112	5	54	31	7	12	8	1	93,3
Auxerre	688	335	13	288	217	47	65	23	1	90,6
Avesnes-sur-Helpe	587	247	7	274	190	70	66	28	11	88,8
Avignon	1 063	490	14	496	379	33	77	14	11	92,8
Avranches	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bar-le-Duc	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bastia	182	98	14	68	63	0	16	6	2	91,2
Bayonne	505	135	4	256	140	19	114	53	24	77,4
Beauvais	769	361	2	338	173	123	70	19	5	90,9
Belfort	544	263	9	222	175	12	59	42	7	89,2
Belley	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bergerac	207	103	4	95	66	4	9	0	1	95,7
Bernay	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Besançon	687	381	4	299	210	67	7	5	0	99,0
Béthune	1 459	886	7	526	298	147	47	18	4	96,8
Béziers	672	349	12	255	186	33	68	41	6	89,9
Blois	664	251	10	313	248	36	100	35	25	84,9
Bobigny	5 797	3 134	239	1 660	1 111	439	1 003	349	49	82,7
Bonneville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bordeaux	2 274	765	64	1 185	756	349	324	162	63	85,8
Boulogne-sur-Mer	776	339	12	303	165	54	134	62	23	82,7
Bourg-en-Bresse	737	346	14	319	238	61	72	31	12	90,2
Bourges	567	253	4	276	265	3	38	19	7	93,3
Bourgoin-Jallieu	240	134	5	85	67	9	21	11	6	91,3
Bressuire	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Brest	916	462	4	387	284	16	67	29	12	92,7
Briey	364	120	4	194	138	15	50	8	27	86,3
Brive-la-Gaillarde	284	119	4	153	136	9	12	7	0	95,8
Caen	1 471	377	12	742	348	171	352	82	128	76,1
Cahors	182	101	5	70	50	8	11	4	0	94,0
Cambrai	456	232	8	221	161	57	3	2	0	99,3
Carcassonne	206	87	4	69	55	0	50	15	7	75,7
Carpentras	238	119	9	30	8	9	89	26	23	62,6
Castres	298	157	5	109	79	0	32	12	8	89,3
Chalon-sur-Saône	526	248	10	244	168	28	34	11	12	93,5
Chalons-en-Champagne	727	303	9	352	312	6	72	11	36	90,1
Chambéry	761	271	8	430	333	22	60	26	13	92,1
Charleville-Mézières	571	324	24	143	87	24	104	50	16	81,8
Chartres	831	427	11	371	225	66	33	14	7	96,0
Chateauroux	364	146	9	187	128	32	31	7	15	91,5
Chaumont	449	248	13	146	135	3	55	27	8	87,8
Cherbourg	289	147	1	127	107	4	15	2	3	94,8
Clermont-Ferrand	829	386	5	402	333	37	41	21	5	95,1
Colmar	764	365	4	338	224	95	61	32	10	92,0
Compiègne	401	139	14	220	82	86	42	9	14	89,5

I/III

Activité 2005 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs

Siège *	Affaires poursuivables									Taux de réponse pénale [en %]
	Poursuites			Procédures alternatives aux poursuites			Classements sans suite			
			dont poursuites devant le juge d'instruction		Principaux motifs			Principaux motifs		
					Rappel à la loi	Réparations mineurs, médiations		Préjudice ou trouble peu important	Victime désintéressée, régularisation d'office	
Coutances	483	212	9	238	193	17	33	14	7	93,2
Créteil	3 695	1 233	57	1 963	1 581	38	499	219	66	86,5
Cusset	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dax	221	137	3	83	49	25	1	0	0	99,5
Dieppe	488	121	6	336	243	6	31	8	10	93,6
Digne	371	107	0	209	92	16	55	25	2	85,2
Dijon	1 158	374	28	581	402	8	203	101	32	82,5
Dinan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dole	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Douai	821	426	16	296	223	50	99	29	18	87,9
Draguignan	665	334	9	252	174	49	79	30	16	88,1
Dunkerque	1 064	351	11	412	277	6	301	156	43	71,7
Epinal	832	273	10	467	264	131	92	28	15	88,9
Evreux	1 752	530	22	1 110	663	160	112	55	6	93,6
Evry	3 353	939	35	1 651	1 443	49	763	181	351	77,2
Foix	389	115	2	213	159	20	61	30	15	84,3
Fontainebleau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Gap	160	62	3	71	49	8	27	6	14	83,1
Grasse	1 321	474	16	614	360	146	233	70	80	82,4
Grenoble	1 809	589	37	925	811	54	295	230	15	83,7
Guéret	145	82	6	61	55	4	2	1	0	98,6
Guingamp	334	154	6	143	102	28	37	18	7	88,9
Hazebrouck	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
La Roche-sur-Yon	812	326	3	417	379	2	69	33	14	91,5
La Rochelle	364	134	6	199	160	12	31	7	4	91,5
Laon	984	328	5	467	315	47	189	81	52	80,8
Laval	583	308	5	269	174	87	6	5	0	99,0
Le Havre	1 333	593	20	542	377	60	198	45	29	85,1
Le Mans	1 107	431	11	581	460	61	95	28	16	91,4
Le Puy	275	104	6	155	100	25	16	4	2	94,2
Les Sables-d'Olonne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Libourne	239	93	2	140	95	28	6	2	1	97,5
Lille	3 331	1 440	37	1 025	769	60	866	277	149	74,0
Limoges	546	271	5	259	115	89	16	1	4	97,1
Lisieux	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lons-le-Saunier	471	251	9	203	143	23	17	5	1	96,4
Lorient	536	247	15	230	148	74	59	26	11	89,0
Lure	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lyon	4 404	1 632	69	1 780	1 161	413	992	660	99	77,5
Macon	421	107	6	246	18	212	68	30	12	83,8
Marmande	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Marseille	3 711	1 608	44	1 541	1 282	86	562	161	160	84,9
Meaux	2 314	847	27	1 298	1 070	169	169	64	55	92,7
Melun	1 955	752	23	993	732	149	210	53	48	89,3
Mende	90	43	7	35	19	15	12	7	3	86,7
Metz	1 370	502	14	610	317	144	258	120	47	81,2
Millau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Mont-de-Marsan	228	87	3	130	64	44	11	2	3	95,2
Montargis	291	93	6	139	110	7	59	20	9	79,7
Montauban	389	213	11	80	56	9	96	68	11	75,3
Montbéliard	529	138	11	339	134	172	52	25	15	90,2
Montbrison	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montluçon	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montpellier	1 252	726	43	458	315	81	68	17	6	94,6
Morlaix	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Moulins	624	253	3	353	221	104	18	9	4	97,1
Mulhouse	1 246	558	19	458	323	61	230	121	35	81,5
Nancy	1 564	593	16	760	507	153	211	139	34	86,5
Nanterre	3 507	1 555	65	1 802	1 353	191	150	43	13	95,7
Nantes	2 305	890	41	1 181	964	96	234	19	153	89,8
Narbonne	207	103	4	69	42	4	35	21	3	83,1

II/III

Activité 2005 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs

Siège *	Affaires poursuivables									Taux de réponse pénale [en %]
	Poursuites			Procédures alternatives aux poursuites			Classements sans suite			
			dont poursuites devant le juge d'instruction		Principaux motifs			Principaux motifs		
					Rappel à la loi	Réparations mineurs, médiations		Préjudice ou trouble peu important	Victime désintéressée, régularisation d'office	
Nevers	415	209	4	124	103	8	82	40	21	80,2
Nice	1 591	574	21	685	472	143	332	191	18	79,1
Nîmes	1 526	507	20	863	755	19	156	73	17	89,8
Niort	573	256	4	299	179	55	18	7	5	96,9
Orléans	1 270	413	11	622	340	159	235	114	59	81,5
Paris	5 642	2 289	121	1 816	1 210	92	1 537	456	139	72,8
Pau	760	313	8	357	247	58	90	17	29	88,2
Périgueux	313	105	1	183	101	27	25	4	11	92,0
Péronne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Perpignan	1 281	387	14	502	395	98	392	197	105	69,4
Poitiers	654	267	11	305	176	89	82	35	16	87,5
Pontoise	3 895	1 372	51	1 812	1 259	236	711	277	179	81,7
Privas	313	110	1	133	79	16	70	30	27	77,6
Quimper	603	301	11	256	191	10	46	13	21	92,4
Reims	1 210	314	14	740	497	162	156	67	33	87,1
Rennes	1 150	441	21	518	338	120	191	67	63	83,4
Riom	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Roanne	240	114	7	108	86	1	18	3	6	92,5
Rochefort	612	325	10	233	165	12	54	25	4	91,2
Rodez	203	119	4	71	60	2	13	7	1	93,6
Rouen	1 834	442	21	1 039	625	166	353	98	119	80,8
Saint-Brieuc	697	244	4	383	212	84	70	22	6	90,0
Saint-Dié	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Etienne	1 000	483	33	457	338	86	60	21	9	94,0
Saint-Gaudens	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Malo	386	107	4	205	118	66	74	20	33	80,8
Saint-Nazaire	427	259	8	126	105	8	42	15	9	90,2
Saint-Omer	375	132	6	203	144	21	40	21	5	89,3
Saint-Quentin	383	224	2	129	87	0	30	8	5	92,2
Saintes	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Sarreguemines	577	279	2	247	165	36	51	17	14	91,2
Saumur	0	.	.	.	.	.	.	.	.	///
Saverne	306	203	3	93	82	4	10	4	3	96,7
Senlis	488	142	9	311	116	144	35	6	8	92,8
Sens	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Soissons	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Strasbourg	1 907	852	25	503	365	28	552	221	273	71,1
Tarascon	393	163	6	183	123	40	47	24	13	88,0
Tarbes	291	119	2	154	114	22	18	3	8	93,8
Thionville	588	198	10	273	113	94	117	65	19	80,1
Thonon-les-Bains	566	261	2	217	148	28	88	46	22	84,5
Toulon	1 471	538	13	655	501	128	278	151	15	81,1
Toulouse	1 927	878	32	745	465	226	304	136	22	84,2
Tours	1 146	403	7	583	270	131	160	82	52	86,0
Troyes	845	388	17	377	282	44	80	27	17	90,5
Tulle	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Valence	904	459	20	376	139	198	69	26	5	92,4
Valenciennes	1 536	435	9	895	643	160	206	42	44	86,6
Vannes	392	205	11	153	67	56	34	22	1	91,3
Verdun	454	198	41	233	146	35	23	16	0	94,9
Versailles	3 705	1 037	70	1 745	1 380	64	923	525	186	75,1
Vesoul	327	115	7	172	96	22	40	19	4	87,8
Vienne	489	210	11	235	198	11	44	9	6	91,0
Villefranche-sur-Saône	358	176	5	148	115	1	34	22	0	90,5
Basse-Terre	271	218	6	48	28	16	5	0	1	98,2
Cayenne	308	183	7	62	35	16	63	32	3	79,5
Fort-de-France	412	218	25	104	83	12	90	62	9	78,2
Pointe-à-Pitre	492	353	14	78	54	8	61	18	7	87,6
St-Denis-de-la-Réunion	1 153	736	37	284	145	107	133	38	27	88,5
Saint-Pierre	500	311	16	136	91	21	53	20	0	89,4

//////

Activité par juridiction

Sources :

Les données concernant l'activité des tribunaux pour enfants sont issues des tableaux de bord implantés dans toutes les juridictions de mineurs.

■ En matière civile

Les données fournies concernent à la fois le nombre de mineurs en danger dont le juge des enfants a été saisi durant l'année et l'ensemble des mesures individuelles prononcées à l'égard de tous les mineurs suivis. Un mineur faisant l'objet de plusieurs mesures sera comptabilisé autant de fois qu'il y aura de mesures prises à son égard. Une mesure concernant une fratrie sera comptée autant de fois qu'il y a de mineurs dans la fratrie.

Enquête sociale, IOE, expertise, AEMO, Placement : cf. définitions au chapitre "Mineurs en dangers - Activité des juges pour enfants"

■ En matière pénale

Les données fournies concernent à la fois le nombre de mineurs délinquants dont le juge des enfants a été saisi durant l'année, l'ensemble des mesures présentencielles prononcées dans l'année, le nombre de mineurs jugés en chambre du conseil ou devant le tribunal pour enfants et les mesures et sanctions individuelles prononcées à l'égard de ces mineurs jugés.

Les décisions écartant la poursuite englobent aussi bien les jugements de relaxe ou d'incompétence que les ordonnances de non-lieu.

Sources :

- Ministère de la Justice
Tableaux de bord des tribunaux pour enfants

Activité en 2005 des juges et tribunaux pour enfants

Siège	Mineurs en danger					Mineurs délinquants					
	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures nouvelles ou renouvelées d'assistance éducatives			Mineurs faisant l'objet d'une fin de procédure	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures présentielles	Mineurs jugés en chambre du conseil	Mineurs jugés en audience de tribunal pour enfants	Décisions écartant la poursuite	Mesures et sanctions définitives
		Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement							
Toutes juridictions	111 706	61 706	139 861	121 827	100 672	82 556	29 915	39 332	33 829	8 585	73 748
Abbeville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Agen	672	344	779	639	539	321	190	115	167	28	297
Aix-en-Provence	1 712	765	1 600	741	1 857	810	206	519	416	98	945
Ajaccio	178	54	272	145	182	83	42	28	37	4	75
Albertville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Albi	327	80	300	353	259	206	61	66	49	14	113
Alençon	614	361	612	595	501	354	109	148	182	22	340
Alès	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Amiens	927	311	2 065	1 648	947	922	286	394	448	79	858
Angers	1 210	555	1 151	1 374	915	697	153	371	423	35	876
Angoulême	675	284	418	554	588	422	95	252	45	23	291
Anncy	562	329	511	502	556	397	134	271	127	28	430
Argentan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Arras	482	287	786	698	610	410	181	237	175	19	456
Auch	222	44	211	227	164	128	29	90	85	19	182
Aurillac	223	59	537	265	244	152	50	47	56	1	127
Auxerre	669	186	869	879	671	442	88	216	267	30	458
Avesnes-sur-Helpe	732	372	1 026	1 165	793	323	101	220	93	8	339
Avignon	630	285	887	719	601	631	158	168	331	39	545
Avranches	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bar-le-Duc	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bastia	171	28	258	153	116	137	48	54	103	9	159
Bayonne	450	237	704	555	390	174	52	73	85	13	161
Beauvais	725	349	1 113	883	692	464	258	320	135	41	477
Belfort	303	201	307	260	270	308	72	204	119	45	263
Belley	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bergerac	246	111	471	324	220	135	85	52	51	17	112
Bernay	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Besançon	734	388	604	604	615	571	145	236	310	33	553
Béthune	1 681	913	2 300	2 884	1 493	1 077	487	593	265	147	843
Béziers	810	407	793	793	636	524	90	137	218	28	356
Blois	463	239	460	418	398	347	40	140	158	30	296
Bobigny	3 901	1 968	3 471	3 350	3 130	4 488	1 331	2 157	1 284	1 017	2 965
Bonneville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bordeaux	1 705	998	2 632	1 800	1 271	994	596	406	353	72	742
Boulogne-sur-Mer	910	656	1 270	1 779	784	479	261	259	231	21	534
Bourg-en-Bresse	1 262	557	1 009	761	996	539	233	186	255	31	488
Bourges	548	443	424	576	416	289	162	99	105	12	247
Bourgoin-Jallieu	234	128	443	291	238	141	97	89	59	12	153
Bressuire	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Brest	688	557	1 092	1 147	564	568	141	296	213	48	528
Briey	276	84	474	364	313	158	70	158	91	31	206
Brive-la-Gaillarde	430	180	465	379	341	191	84	91	99	20	198
Caen	838	1 017	1 530	1 540	895	539	301	117	273	16	397
Cahors	245	108	357	235	227	151	76	84	65	14	153
Cambrai	354	326	789	426	384	269	71	194	107	22	296
Carcassonne	378	220	571	607	459	222	74	126	85	20	235
Carpentras	527	225	491	445	323	303	88	59	138	22	216
Castres	286	111	274	332	234	279	54	136	168	25	333
Chalon-sur-Saône	604	277	758	668	647	311	64	117	233	12	397
Chalons-en-Champagne	398	308	687	794	328	425	149	168	310	33	500
Chambéry	616	386	684	791	582	349	116	163	137	34	322
Charleville-Mézières	606	300	830	820	572	464	158	119	223	35	358
Chartres	806	262	1 123	988	596	620	226	253	286	42	568
Chateauroux	323	121	214	409	315	241	7	181	100	12	382
Chaumont	311	98	500	194	282	335	107	194	163	45	337
Cherbourg	529	161	349	627	372	240	124	74	71	21	146
Clermont-Ferrand	887	457	1 212	910	716	572	127	257	261	30	535
Colmar	545	506	837	480	601	494	202	216	166	22	381

///

Activité en 2005 des juges et tribunaux pour enfants

Siège	Mineurs en danger					Mineurs délinquants					
	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures nouvelles ou renouvelées d'assistance éducatives			Mineurs faisant l'objet d'une fin de procédure	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures présentielles	Mineurs jugés en chambre du conseil	Mineurs jugés en audience de tribunal pour enfants	Décisions écartant la poursuite	Mesures et sanctions définitives
		Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement							
Compiègne	308	230	401	454	289	222	141	73	153	27	237
Coutances	526	294	269	458	422	312	95	208	94	15	306
Créteil	1 902	1 344	1 668	1 704	1 690	1 806	568	1 110	465	455	1 371
Cusset	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dax	301	183	357	307	313	205	202	65	112	16	185
Dieppe	340	143	643	542	275	138	92	49	56	29	110
Digne	303	138	435	245	263	144	69	56	70	21	125
Dijon	1 185	676	1 050	905	1 198	485	72	294	245	69	508
Dinan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dole	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Douai	723	368	1 229	599	643	607	170	348	123	58	431
Draguignan	576	249	604	304	537	506	232	167	211	30	371
Dunkerque	896	393	1 433	1 041	723	472	307	167	323	13	539
Epinal	742	614	930	681	631	376	115	132	144	48	278
Evreux	917	397	1 646	1 217	800	780	410	362	254	54	604
Evry	2 137	886	2 776	1 906	1 690	1 833	597	1 067	630	155	1 684
Foix	314	101	346	253	266	147	141	70	47	8	138
Fontainebleau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Gap	214	75	282	112	202	91	114	32	78	4	118
Grasse	657	273	914	808	663	692	225	135	402	57	597
Grenoble	1 012	702	1 270	1 273	825	785	522	185	309	36	519
Guéret	238	143	307	125	257	109	23	85	38	28	106
Guingamp	316	268	375	284	226	230	107	121	83	9	229
Hazebrouck	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
La Roche-sur-Yon	659	267	767	657	605	391	116	282	146	26	432
La Rochelle	198	114	195	253	182	158	53	47	111	4	180
Laon	767	341	1 112	1 101	640	436	138	206	259	22	473
Laval	436	162	331	471	351	412	234	179	160	19	371
Le Havre	750	352	1 032	908	547	873	280	383	395	65	827
Le Mans	1 031	576	786	838	734	540	232	198	292	38	469
Le Puy	443	312	666	483	347	168	48	78	75	5	162
Les Sables-d'Olonne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Libourne	227	169	358	311	201	121	83	67	79	2	172
Lille	2 543	1 345	4 922	3 915	2 306	1 926	591	1 260	488	190	1 706
Limoges	850	551	987	627	738	346	174	148	184	25	346
Lisieux	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lons-le-Saunier	565	267	652	570	426	316	92	108	112	39	197
Lorient	581	333	938	773	594	422	141	235	200	36	473
Lure	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lyon	2 319	1 741	3 409	3 087	2 967	2 043	685	1 157	1 095	213	2 266
Macon	289	131	526	302	291	179	4	61	129	28	178
Marmande	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Marseille	2 313	1 202	3 026	2 075	2 831	2 150	667	1 054	1 125	325	2 184
Meaux	893	782	1 324	1 196	890	1 185	345	585	424	117	988
Melun	1 173	848	1 212	1 676	1 099	993	182	784	195	100	938
Mende	161	79	132	85	129	78	76	26	34	1	64
Metz	849	581	944	970	702	653	244	165	307	42	520
Millau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Mont-de-Marsan	323	128	295	407	314	114	101	34	48	7	88
Montargis	285	198	445	454	258	120	71	68	50	17	113
Montauban	416	213	330	391	304	280	72	198	87	22	294
Montbéliard	216	130	385	375	274	182	73	114	109	41	226
Montbrison	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montluçon	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montpellier	1 257	663	1 228	1 234	1 051	1 049	584	557	326	120	885
Morlaix	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Moulins	793	513	827	795	652	357	197	140	87	21	228
Mulhouse	1 035	1 126	1 148	334	1 182	868	281	567	339	236	787
Nancy	970	637	1 769	1 329	1 029	842	233	607	134	104	714
Nanterre	2 452	1 222	2 889	2 432	1 996	1 962	709	1 069	498	316	1 499
Nantes	1 252	886	2 399	1 928	1 095	1 246	269	384	471	176	851
Narbonne	253	232	339	317	189	151	45	65	86	6	185

II/III

Activité en 2005 des juges et tribunaux pour enfants

Siège	Mineurs en danger					Mineurs délinquants					
	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures nouvelles ou renouvelées d'assistance éducatives			Mineurs faisant l'objet d'une fin de procédure	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures présentes	Mineurs jugés en chambre du conseil	Mineurs jugés en audience de tribunal pour enfants	Décisions écartant la poursuite	Mesures et sanctions définitives
		Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement							
Nevers	417	169	490	132	481	293	199	88	101	9	211
Nice	693	289	980	713	700	760	329	325	390	70	776
Nîmes	956	409	966	1 292	792	752	366	344	239	73	656
Niort	575	596	651	702	439	361	232	153	107	6	319
Orléans	620	318	498	543	590	624	148	260	256	51	528
Paris	3 730	2 096	3 496	3 258	3 127	3 286	1 171	1 444	1 618	601	2 902
Pau	765	455	1 413	750	576	416	196	181	92	22	282
Périgueux	312	129	287	313	254	195	163	38	100	5	162
Péronne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Perpignan	980	705	799	811	867	425	99	170	132	36	285
Poitiers	824	704	770	644	1 153	353	168	240	130	44	377
Pontoise	1 694	841	2 256	1 711	1 389	2 013	476	782	350	169	1 058
Privas	526	222	609	467	453	196	94	96	37	20	151
Quimper	484	445	616	760	474	425	200	88	263	17	381
Reims	320	146	559	570	385	485	70	211	203	43	431
Rennes	1 164	405	1 444	1 427	853	668	175	170	472	31	679
Riom	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Roanne	306	117	634	312	338	163	84	69	117	8	191
Rochefort	609	272	714	750	650	438	85	209	149	28	362
Rodez	380	88	609	421	332	186	83	91	80	7	186
Rouen	1 305	717	1 992	1 815	1 069	640	367	279	410	42	726
Saint-Brieuc	764	357	958	827	624	474	185	194	232	41	405
Saint-Dié	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Etienne	1 032	513	1 993	1 332	847	1 165	292	672	340	70	1 142
Saint-Gaudens	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Malo	315	125	366	431	279	130	59	79	80	4	173
Saint-Nazaire	425	114	511	463	326	345	90	100	164	20	286
Saint-Omer	243	83	500	253	267	187	32	94	70	6	176
Saint-Quentin	292	135	414	383	357	412	83	129	230	32	348
Saintes	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Sarreguemines	321	185	522	489	378	379	207	164	165	21	328
Saumur	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saverne	370	210	276	249	201	273	52	137	175	12	320
Senlis	564	185	689	373	502	433	218	260	196	41	490
Sens	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Soissons	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Strasbourg	1 334	1 166	1 560	1 423	1 123	1 163	290	634	696	92	1 415
Tarascon	414	205	396	246	537	205	61	63	149	76	179
Tarbes	309	247	394	425	283	181	39	50	157	9	231
Thionville	531	302	601	485	557	268	91	171	120	43	304
Thonon-les-Bains	391	196	426	340	370	359	128	139	134	22	311
Toulon	1 195	631	995	805	1 032	707	474	133	424	100	553
Toulouse	1 816	649	1 894	1 609	1 575	1 158	641	410	484	62	896
Tours	715	514	879	912	710	680	239	368	236	50	626
Troyes	515	403	730	900	494	486	82	272	196	61	456
Tulle	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Valence	970	484	1 546	1 114	796	695	260	256	220	48	501
Valenciennes	1 095	493	1 881	1 824	1 022	663	210	463	315	80	754
Vannes	501	436	553	456	365	304	94	125	109	38	233
Verdun	287	155	642	612	278	190	76	104	186	17	296
Versailles	1 623	1 016	1 881	1 868	1 487	1 339	663	751	522	186	1 225
Vesoul	700	345	758	574	527	295	130	112	159	34	246
Vienne	358	165	718	353	361	279	146	103	110	10	234
Villefranche-sur-Saône	353	80	545	247	297	218	60	60	157	12	240
	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Basse-Terre	333	161	235	307	358	310	98	151	45	22	193
Pointe-à-Pitre	864	459	481	621	631	455	192	138	79	12	235
Fort-de-France	639	446	526	750	565	377	206	196	115	36	301
Cayenne	462	175	364	406	534	180	46	54	97	8	146
St-Denis-de-la-Réunion	1 003	219	889	864	731	934	324	596	316	34	986
Saint-Pierre	781	508	1 127	892	656	436	141	214	202	30	415

//////

Sources :

En matière civile, les statistiques sont issues du Répertoire général civil pour 2004. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre "Justice civile", et donnent une idée des disparités d'activité qui existent entre ces juridictions.

En matière pénale, les données présentées sont issues de l'exploitation des états annuels de la statistique pénale (dits "Cadres du parquet"). Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Justice pénale".

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Affaires civiles des tribunaux d'instance

Les données présentées ci-après incluent l'activité des tribunaux paritaires des baux ruraux.

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux d'instance et tribunaux paritaires des baux ruraux, le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridiction - tribunaux d'instance et TPBR".

L'ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge, qui n'est pas saisi au principal, le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires.

L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire.

Affaires pénales des tribunaux d'instance

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de police, le lecteur voudra bien se reporter aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridictions - Tribunaux de police".

L'amende forfaitaire majorée peut s'appliquer aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances, et de la réglementation des parcs nationaux. C'est une procédure mise en œuvre par le seul ministère public, sans intervention du juge de police. Elle fait suite à une phase administrative initiale relevant des agents verbalisateurs. Celle-ci consiste à l'extinction de l'action publique par le paiement d'une amende forfaitaire. À défaut de paiement ou de demande d'exonération présentée par le contrevenant dans un délai de trente jours, l'amende forfaitaire est majorée de plein droit et recouvrée au profit du Trésor public en vertu d'un titre rendu exécutoire par le ministère public (art.529 et suivants du Code de procédure pénale).

Ordonnance pénale : sauf pour quelques rares exceptions, le ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions de police les moins graves. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une ordonnance pénale non motivée portant relaxe ou condamnation à une amende.

Jugements rendus, contraventions de 5^e classe : il s'agit ici d'affaires, et non de personnes condamnées.

Avertissement relatif au tribunal de police de Paris : il existe à Paris un tribunal d'instance en matière civile par arrondissement, mais un seul tribunal de police. Par convention, les données relatives à ce tribunal de police sont restituées sur la ligne "Paris-1^{er}".

Activité 2005 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			Dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
TOUS TRIBUNAUX * D'INSTANCE	60 116 511	537 277	521 570	52 315	73 696	4,7	10 341 142	62 550	206 239	45 664	113 711
Abbeville	125 258	1 058	1 109	74	67	5,3	3 051	45	280	87	166
Agen	105 380	1 338	1 149	64	95	3,8	21 264	125	386	56	119
Aix-en-Provence	278 981	2 176	2 202	239	563	4,6	43 919	241	1 955	199	333
Aix-les-Bains	63 995	485	542	74	82	4,1	11 752	28	210	44	174
Ajaccio	84 921	1 071	1 013	75	160	6,5	24 067	39	432	40	219
Albertville	53 558	439	414	75	160	3,8	3 511	77	69	48	157
Albi	119 323	952	922	109	103	4,0	10 292	38	255	69	217
Alençon	68 550	748	730	53	5	3,7	13 581	99	310	57	117
Alès	133 761	1 074	1 090	262	115	4,9	13 058	74	120	100	90
Altkirch	61 242	479	525	29	15	6,6	0	1	34	23	69
Ambert	28 014	254	250	.	12	3,8	386	20	18	24	62
Amiens	264 927	2 851	2 588	251	447	4,6	48 554	184	559	173	461
Angers	331 705	3 265	3 298	392	57	3,2	38 879	253	950	147	398
Angoulême	179 748	1 551	1 567	145	122	3,9	21 129	23	424	97	98
Anncy	229 039	1 341	1 373	224	310	4,9	32 829	125	538	130	347
Antibes	105 580	1 548	1 547	187	238	5,3	31 217	110	360	132	351
Antony	248 361	2 069	2 266	195	519	4,5	57 469	187	540	121	625
Apt	77 087	698	669	142	114	3,6	8 176	30	1	49	383
Arbois	46 961	356	292	14	8	3,7	0	21	93	25	23
Arcachon	110 269	1 047	970	104	191	4,6	4 233	128	100	80	246
Argentan	67 548	780	734	106	7	4,3	0	85	257	37	74
Arles	75 591	811	841	90	203	4,0	18 000	194	683	88	173
Arras	237 050	2 020	2 128	180	32	4,0	16 056	693	1 252	205	329
Asnières-sur-Seine	140 699	1 233	1 157	129	359	4,4	52 960	186	652	72	246
Aubagne	152 242	1 100	1 090	58	337	5,7	23 715	85	829	42	458
Aubervilliers	152 036	1 708	1 655	138	484	4,7	92 887	94	1 080	100	350
Aubusson	38 023	330	351	10	33	6,8	0	26	117	22	38
Auch	73 410	867	851	44	17	3,7	5 936	12	340	96	260
Aulnay-sous-Bois	241 687	1 909	2 001	236	714	4,3	100 944	387	349	245	459
Auray	76 394	529	508	54	9	3,8	0	32	145	57	80
Aurillac	82 116	758	776	32	5	6,1	5 812	58	115	83	105
Autun	36 116	304	280	20	2	3,8	463	6	96	7	33
Auxerre	127 928	1 437	1 378	93	212	3,1	11 263	74	1 309	149	568
Avallon	25 438	213	211	21	8	3,3	0	37	389	55	134
Avesnes-sur-Helpe	116 725	968	872	63	16	6,9	0	13	392	89	211
Avignon	219 995	2 011	2 115	207	481	5,3	97 366	480	1 263	199	416
Avranches	87 339	791	753	57	6	4,8	4 299	22	428	49	142
Bagnères-de-Bigorre	48 307	460	471	36	3	4,4	0	36	180	65	130
Barbezieux-Saint-Hilaire	28 352	178	151	8	5	5,3	0	26	44	24	58
Barcelonnette	10 187	194	175	55	14	3,5	0	0	14	15	47
Bar-le-Duc	69 420	382	351	15	58	5,1	1 696	19	550	57	226
Bar-sur-Aube	28 312	288	231	7	3	5,4	0	28	43	35	50
Bar-sur-Seine	24 585	225	201	3	28	5,6	0	13	24	48	59
Bastia	103 291	740	755	18	98	5,7	21 479	325	272	89	272
Bauge	64 931	487	468	20	7	3,4	865	128	227	66	53
Baume-les-Dames	53 542	368	395	37	30	3,6	0	103	40	32	78
Bayeux	63 022	563	465	22	10	4,7	1 892	87	150	23	84
Bayonne	118 961	1 611	1 543	115	159	4,1	18 370	239	200	141	175
Bazas	40 339	432	382	56	25	3,5	0	33	29	18	55
Beaune	92 131	620	690	57	65	5,5	4 000	219	1 554	98	119
Beauvais	209 540	1 145	1 134	105	253	4,5	22 187	34	356	161	116
Belfort	137 408	1 363	1 286	105	56	4,4	8 819	117	448	136	328
Bellac	40 120	351	354	24	17	4,2	0	59	350	26	44
Belley	79 478	572	488	65	97	4,2	4 454	16	110	73	98
Bergerac	103 105	1 062	1 000	119	37	4,4	8 939	50	448	77	370
Bernay	58 291	631	642	29	23	4,2	2 137	66	300	96	150
Besançon	209 475	1 659	1 583	211	365	4,0	19 818	212	610	126	430
Béthune	203 375	1 889	1 816	103	16	4,2	5 097	99	300	171	251
Béziers	234 140	2 060	2 100	226	609	4,5	27 670	140	516	453	437
Biarritz	91 616	1 026	985	79	137	3,8	32 227	423	104	130	95
Blaye	54 136	486	498	58	26	4,6	0	60	24	21	49
Blois	177 282	1 054	1 064	115	267	4,1	9 152	177	833	174	177

* y compris TPBR et juridictions de proximité

** y compris les jugements sur intérêts civils

I/VI

Activité 2005 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			Dont juridictions de proximité						Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Bobigny	298 779	2 247	2 161	237	1 242	4,3	97 304	171	2 165	128	577
Boissy-Saint-Léger	229 146	1 889	1 736	197	442	5,1	29 239	164	479	128	220
Bonneville	161 410	1 413	1 372	126	116	4,1	8 841	14	293	67	404
Bordeaux	868 993	11 154	9 994	1 542	1 984	4,3	137 129	677	1 465	528	1 965
Boulay-Moselle	74 628	571	558	60	51	4,9	0	56	74	35	82
Boulogne-Billancourt	214 135	1 846	1 857	249	290	6,0	147 925	80	450	65	354
Boulogne-sur-Mer	163 159	1 326	1 105	75	11	4,9	11 334	115	810	104	214
Bourganeuf	14 566	155	153	2	9	6,4	0	10	36	18	17
Bourg-en-Bresse	148 873	1 065	969	76	107	4,5	28 139	109	314	99	142
Bourges	155 205	1 198	1 242	156	246	4,0	13 855	223	983	104	257
Bourgoin-Jallieu	162 268	1 507	1 346	179	53	4,9	7 427	76	153	85	249
Bressuire	91 673	565	558	15	29	3,4	780	81	161	55	86
Brest	353 541	2 216	2 200	230	142	3,9	34 200	101	1 549	173	334
Briançon	32 124	252	227	28	48	3,5	2 526	43	138	49	77
Briey	74 350	620	640	21	36	4,0	903	125	500	84	83
Brignoles	104 338	1 002	950	145	95	5,6	3 536	125	90	189	167
Brioude	38 897	300	290	1	3	6,8	0	45	23	56	66
Brive-la-Gaillarde	121 150	1 050	960	64	179	5,7	6 899	116	572	100	319
Brumath	79 520	547	549	35	22	4,4	0	27	129	36	102
Caen	344 039	3 254	2 945	295	108	4,1	44 914	332	836	144	244
Cagnes-sur-Mer	137 352	1 363	1 408	183	346	5,7	40 889	93	396	217	404
Cahors	69 887	733	794	77	40	3,7	5 880	21	440	78	196
Calais	118 311	941	974	86	16	7,5	5 079	45	292	119	116
Cambrai	158 845	1 278	1 151	68	47	6,4	4 718	108	252	106	204
Cannes	158 013	2 381	2 006	297	553	4,8	140 131	476	1 556	239	517
Carcassonne	108 037	909	813	67	196	5,7	28 531	86	95	140	291
Carpentras	91 087	909	997	179	143	4,8	8 667	42	232	41	78
Carvin	112 292	1 279	1 106	97	12	5,0	4 878	30	86	87	96
Castelnaudary	33 853	238	202	10	11	4,6	2 646	16	79	33	49
Castelsarrasin	63 795	712	539	18	37	4,0	1 742	98	425	65	90
Castres	130 693	786	842	93	107	4,0	7 597	63	234	41	208
Ceret	66 624	561	606	74	48	6,0	0	386	106	56	37
Chalons-en-Champagne	114 425	811	721	45	122	4,1	5 096	190	500	57	264
Chalon-sur-Saône	150 480	1 211	1 191	157	56	3,9	23 418	448	1 529	121	299
Chambéry	166 262	1 090	1 061	136	180	4,9	24 858	212	278	69	265
Charenton-le-Pont	126 665	1 310	1 325	200	314	4,2	45 840	51	252	59	181
Charleville-Mézières	123 627	1 091	1 194	48	19	5,1	7 237	26	102	53	186
Charolles	102 205	675	605	61	7	4,9	934	100	304	50	113
Chartres	194 152	1 339	1 407	96	358	5,1	13 500	237	450	176	456
Chateaubriant	49 859	327	336	27	13	5,0	0	36	49	20	66
Château-Chinon	28 141	217	195	6	1	5,3	0	58	39	25	43
Chateaudun	56 886	346	323	22	17	3,9	1 503	51	137	68	222
Château-Gontier	58 152	272	240	12	33	5,3	0	28	148	28	89
Chateaulin	60 817	393	402	33	3	4,8	0	0	20	77	74
Chateauroux	130 115	1 206	1 184	137	222	4,3	11 005	86	590	125	360
Château-Salins	28 480	288	256	5	13	4,5	0	39	20	16	93
Château-Thierry	68 570	523	531	31	23	4,8	2 700	25	358	131	101
Chatellerault	83 619	629	696	61	14	4,6	3 500	62	244	65	113
Chatillon-sur-Seine	23 059	207	191	19	8	3,8	0	29	150	18	36
Chaumont	73 230	596	602	30	5	3,8	4 676	42	437	59	332
Cherbourg	129 712	917	911	69	14	3,6	3 600	9	400	144	284
Chinon	80 579	685	578	61	95	3,9	1 202	70	350	53	105
Cholet	183 478	922	860	108	37	4,3	5 840	117	346	96	269
Civray	30 177	356	335	22	14	2,9	265	21	45	10	8
Clamecy	26 739	282	274	24	3	4,6	0	43	22	42	58
Clermont	120 328	676	572	40	89	4,5	0	13	138	54	45
Clermont-Ferrand	352 752	2 928	2 892	173	436	4,5	37 564	204	955	360	906
Clichy	50 179	653	713	83	155	4,8	50 518	33	137	16	226
Cognac	67 158	536	523	67	55	4,9	2 408	3	130	39	80
Colmar	139 255	2 004	1 943	91	93	4,6	16 643	64	374	76	236
Colombes	124 709	1 212	1 222	202	323	4,3	33 330	135	196	55	168
Compiègne	173 943	1 241	1 241	109	51	4,9	11 553	275	150	247	163
Condom	37 858	441	402	29	5	5,0	0	6	113	32	118
Confolens	36 719	201	187	17	13	4,8	0	9	41	32	17
Corte	20 437	200	197	21	3	4,5	0	25	15	19	65
Cosne-Cours-sur-Loire	45 074	432	363	45	11	4,0	0	260	447	72	110
Coulommiers	83 236	576	591	34	130	4,0	7 003	48	307	32	96
Courbevoie	69 694	862	804	140	168	4,2	25 462	96	384	21	227
Coutances	76 861	710	690	56	6	5,0	1 431	62	76	58	172

* y compris TPBR et juridictions de proximité

** y compris les jugements sur intérêts civils

II/VII

Activité 2005 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			Dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Dax	174 367	1 377	1 481	82	143	4,8	10 505	220	98	137	85
Die	35 890	255	258	17	10	5,4	2 072	31	140	36	79
Dieppe	135 413	1 030	938	62	32	3,8	9 805	155	512	69	307
Digne-les-Bains	71 626	829	845	72	87	5,3	5 731	55	80	85	195
Dijon	350 448	2 353	2 385	317	447	5,3	42 412	414	3 980	229	689
Dinan	100 386	660	635	40	10	5,3	3 200	282	282	136	53
Dole	77 078	753	695	45	3	4,3	3 953	22	310	73	46
Domfront	84 835	714	731	53	7	4,4	1 700	41	90	40	135
Douai	246 987	2 149	2 097	92	88	3,4	11 416	48	1 248	113	510
Doullens	34 849	294	245	13	23	4,5	0	15	23	10	40
Draguignan	112 202	1 181	1 290	116	87	6,2	9 976	79	0	93	123
Dreux	120 298	882	874	35	74	4,9	7 969	85	269	146	218
Dunkerque	263 018	2 031	1 948	155	46	3,6	13 258	199	700	189	276
Ecouen	144 620	877	834	58	299	4,0	23 500	319	149	135	309
Elbeuf	56 211	629	713	144	127	3,1	0	12	363	20	46
Epernay	91 471	673	647	50	125	5,0	6 403	93	225	50	201
Epinal	123 632	1 228	1 015	126	172	3,6	7 840	124	637	137	248
Espalion	26 802	168	180	12	2	5,8	0	4	43	17	50
Etampes	125 148	1 045	939	130	59	4,8	9 916	22	586	34	94
Evreux	218 925	2 190	2 305	174	34	4,6	24 500	184	1 435	90	168
Evry	224 899	2 741	2 573	265	297	4,3	37 151	50	842	81	188
Falaise	45 934	407	432	17	3	4,9	547	76	50	19	54
Figeac	50 095	477	514	47	6	3,9	1 354	31	420	69	184
Florac	12 524	60	37	1	2	4,5	0	9	27	22	4
Foix	50 114	488	467	33	39	5,2	7 884	30	129	95	299
Fontainebleau	134 654	966	854	73	240	5,9	15 213	102	597	134	140
Fontenay-le-Comte	119 403	751	855	123	36	4,2	1 656	120	643	96	163
Forbach	82 146	810	802	25	82	5,4	7 070	42	320	51	95
Forcalquier	57 748	643	694	76	60	5,0	2 521	24	150	46	98
Fougères	75 380	478	475	41	15	3,9	1 495	85	170	51	92
Fréjus	155 146	2 028	2 105	335	207	5,8	46 515	244	313	398	622
Gaillac	45 667	336	303	27	19	4,3	2 027	11	14	26	45
Gannat	48 693	448	423	30	8	4,3	0	43	9	28	96
Gap	89 295	715	571	82	111	7,0	7 364	128	189	94	210
Gien	64 078	760	738	41	13	3,1	3 778	29	94	59	97
Gonesse	170 866	1 501	1 289	94	424	3,7	34 077	264	330	244	149
Gourdon	40 215	398	371	34	10	3,3	0	48	297	49	97
Grasse	103 687	1 130	1 156	141	163	5,1	18 300	71	403	85	261
Gray	44 332	444	488	46	6	4,3	0	67	55	21	45
Grenoble	581 617	4 635	4 182	416	752	6,5	109 621	65	80	290	269
Guebwiller	76 314	677	706	40	15	5,3	2 132	50	72	38	238
Guéret	71 881	586	607	28	55	5,0	350	54	152	67	107
Guingamp	77 335	588	594	37	6	3,5	763	28	74	108	69
Haguenaou	120 445	1 197	1 141	114	56	4,8	3 568	74	178	117	170
Hayange	76 467	725	635	63	94	4,0	0	24	113	79	87
Hazebruck	116 684	705	747	104	16	4,3	2 621	176	354	105	149
Houdain	76 408	828	772	17	7	3,9	1 363	12	275	40	134
Huningue	47 626	519	527	56	36	5,3	2 563	50	48	31	94
Hyères	96 480	893	883	103	166	5,3	27 600	0	0	130	263
Illkirch-Graffenstaden	121 661	2 856	2 923	439	73	3,5	0	149	257	98	213
Issoire	57 549	494	537	39	33	6,5	1 947	41	79	41	71
Issoudun	34 852	274	294	24	60	3,9	0	58	144	49	69
Ivry-sur-Seine	212 918	2 169	2 073	293	510	4,0	67 530	182	598	140	498
Joigny	67 734	647	720	69	95	5,3	2 904	182	511	81	233
Jonzac	51 675	669	573	31	6	4,4	913	27	35	25	27
Juvisy-sur-Orge	294 731	2 588	2 389	271	269	6,2	34 422	37	530	61	296
La Chatre	33 275	259	274	12	6	4,6	0	10	23	32	29
La Flèche	87 199	755	776	48	10	3,8	0	58	304	45	103
La Mure	24 672	171	188	11	16	4,5	355	6	9	14	11
La Réole	39 100	490	431	19	16	4,9	0	13	0	24	51
La Rochelle	184 728	2 024	1 644	165	36	2,7	32 000	153	1 775	135	323
La Roche-sur-Yon	230 386	1 264	1 256	184	105	3,7	6 613	89	557	100	154
Lagny-sur-Marne	284 557	1 903	1 929	195	639	4,7	43 873	170	697	171	646
Langres	46 842	410	371	37	5	4,4	0	165	246	15	126
Lannion	93 105	560	553	72	14	5,2	1 632	47	415	86	103
Laon	162 873	1 067	1 144	77	217	5,2	5 285	61	230	102	336
Largentière	44 264	481	449	27	5	5,8	1 741	12	16	16	92
Laval	140 207	1 003	953	45	13	4,9	7 751	224	618	103	195
Lavaur	47 719	256	285	15	27	4,8	0	27	58	23	52

* y compris TPBR et juridictions de proximité

** y compris les jugements sur intérêts civils

III/VI

Activité 2005 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			Dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Le Blanc	32 897	287	264	16	19	4,8	0	23	31	35	25
Le Chambon-Feugerolles	55 680	305	319	57	89	4,2	1 773	22	50	18	91
Le Creusot	58 872	396	367	14	3	5,1	1 442	13	151	26	54
Le Havre	398 730	4 158	3 903	308	164	5,5	50 246	123	1 413	244	557
Le Mans	317 023	2 596	2 539	220	37	3,7	36 574	223	655	165	508
Le Puy	98 452	737	712	98	28	4,7	7 267	28	160	55	135
Le Raincy	264 687	2 457	2 355	405	694	4,0	64 637	104	380	79	423
Le Vigan	31 595	236	174		3	4,2	0	31	13	63	38
Lectoure	24 384	239	229	9	8	3,4	0	0	90	6	67
Lens	127 478	1 687	1 621	93	21	3,2	9 235	47	212	136	142
Les Andelys	79 016	636	636	48	5	6,0	0	25	150	24	57
Les Sables-d'Olonne	189 875	1 305	1 123	118	88	5,7	4 298	265	675	105	127
Lesparre-Medoc	42 854	338	371	19	14	5,9	0	16	0	56	56
Levallois-Perret	54 700	710	672	120	103	4,3	57 565	16	89	10	75
Libourne	131 643	1 369	1 322	144	159	4,3	12 562	65	103	54	215
Lievain	86 949	868	880	35	8	5,3	2 246	13	187	49	98
L'Île-Rousse	17 875	163	162	7	5	7,1	0	37	33	17	40
Lille	795 274	7 744	6 971	388	359	4,4	105 399	265	2 050	300	788
Limoges	249 942	1 874	1 814	164	284	3,9	44 953	147	1 414	188	559
Limoux	41 489	391	402	44	28	3,6	0	33	49	45	84
Lisieux	70 831	942	806	90	7	4,1	2 841	23	221	44	94
Loches	48 773	407	487	54	56	3,7	477	69	202	26	57
Lodève	49 126	391	381	23	62	4,9	0	51	100	22	66
Longjumeau	317 870	3 157	3 091	439	245	5,5	44 472	66	1 300	123	216
Longwy	82 700	698	636	31	9	5,4	1 891	49	425	134	193
Lons-le-Saunier	75 412	569	584	57	10	5,1	5 081	177	363	41	105
Lorient	205 227	1 686	1 720	193	30	3,5	10 386	34	980	166	322
Loudeac	55 019	351	286	17	2	5,1	0	23	120	44	44
Loudun	25 583	238	251	32	4	3,7	229	13	32	11	37
Louhans	48 520	424	402	49	1	3,9	0	41	80	37	42
Lourdes	38 633	376	313	17	7	5,2	5 379	10	179	53	162
Louviers	112 063	928	866	55	17	3,7	0	186	727	66	113
Lunéville	76 782	744	650	54	26	3,7	1 486	67	511	86	147
Lure	62 455	497	479	38	57	5,7	1 889	6	82	52	79
Luxeuil-les-Bains	44 006	449	429	50	1	3,7	0	19	38	39	62
Lyon	939 850	7 446	7 298	1 287	2 522	4,4	272 740	643	2 020	644	2 609
Macon	106 089	828	901	90	16	3,9	8 863	250	550	161	269
Mamers	79 407	509	514	22	7	3,8	0	52	141	49	148
Mantes-la-Jolie	180 582	1 460	1 244	150	61	5,0	32 363	220	150	79	135
Marennes	56 193	497	457	33	11	3,2	0	60	139	55	100
Marmande	88 933	1 103	1 049	73	29	4,4	3 147	41	168	109	157
Marseille	827 840	8 114	8 137	645	4 094	4,8	314 999	584	9 900	627	2 980
Martigues	292 703	1 967	1 882	167	1 009	4,2	41 633	210	1 310	218	428
Marvejols	32 126	243	252	28	19	5,7	0	46	51	54	27
Maubeuge	121 741	1 004	1 024	121	27	5,4	6 118	26	348	93	216
Mauriac	28 649	252	266	5	0	5,6	0	18	19	32	37
Mayenne	86 979	521	435	30	69	4,9	1 780	41	118	28	114
Meaux	195 596	1 360	1 336	115	399	4,3	34 007	133	705	113	517
Melle	47 944	288	277	21	3	4,0	329	125	9	24	127
Melun	387 359	3 633	3 266	263	179	4,1	48 976	846	684	228	683
Mende	28 859	232	228	12	26	3,7	3 301	21	50	24	29
Menton	87 326	884	790	72	159	5,8	35 406	3	150	61	240
Metz	335 639	3 090	3 221	127	634	6,5	80 755	919	2 531	196	456
Millau	42 884	356	330	37	4	3,8	5 916	53	212	69	116
Mirande	36 683	376	341	38	3	3,7	0	0	168	56	110
Mirecourt	51 174	390	389	49	51	4,8	0	0	427	48	145
Moissac	38 802	398	312	18	8	4,1	0	18	228	18	74
Molsheim	109 586	1 067	1 157	87	68	5,0	0	110	148	113	165
Montargis	114 614	1 387	1 253	58	38	3,7	11 844	30	175	62	159
Montauban	103 437	1 387	1 194	103	57	2,8	9 052	82	841	99	341
Montbéliard	167 103	961	1 029	73	225	6,2	5 932	107	590	90	234
Montbrison	160 289	985	1 011	94	19	4,5	3 946	68	143	80	151
Montceau-les-Mines	42 611	393	375	19	9	3,8	1 039	8	199	19	70
Mont-de-Marsan	121 127	1 346	1 282	87	35	4,0	5 621	1 258	88	178	88
Montdidier	51 644	432	437	40	45	4,6	0	58	97	40	104
Montélimar	99 653	935	928	131	104	4,4	11 313	246	473	95	452
Montereau-Fault-Yonne	43 841	747	721	34	79	4,7	4 942	30	191	55	54
Montfort	61 156	245	220	16	3	4,5	0	77	29	28	27
Montluçon	113 431	1 076	1 028	59	35	4,7	6 341	96	169	120	252
Montmorency	272 316	2 022	1 910	112	615	5,2	46 866	266	301	96	816
Montmorillon	43 868	373	323	8	11	3,8	489	38	174	62	31

* y compris TPBR et juridictions de proximité

** y compris les jugements sur intérêts civils

IV/II

Activité 2005 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			Dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Montpellier	490 263	4 284	4 062	448	1 432	3,7	138 451	300	400	236	751
Montreuil	90 674	1 202	1 168	126	161	4,7	84 842	0	0	110	90
Montreuil-sur-mer	99 288	937	867	109	15	5,0	11 104	38	276	87	125
Morlaix	142 048	899	792	56	21	4,8	2 744	69	350	72	110
Mortagne-au-Perche	71 404	575	560	31	6	5,2	0	49	173	60	87
Mortain	38 085	210	235	16	3	3,9	290	13	101	15	34
Moullins	91 191	1 054	1 094	160	10	4,6	2 713	57	182	91	140
Moutiers	47 836	457	499	81	75	5,5	0	58	43	96	242
Mulhouse	256 669	3 537	3 419	200	386	6,0	53 940	214	1 725	222	533
Murat	15 982	207	127	2	3	4,8	0	30	23	14	33
Muret	140 912	874	731	45	113	4,6	0	70	168	48	116
Nancy	415 106	3 642	3 306	294	82	5,1	54 488	244	3 318	363	793
Nantes	783 063	5 070	4 991	645	1 001	5,7	138 200	857	1 851	391	1 061
Nantua	140 441	789	822	112	359	4,4	7 031	105	318	80	128
Narbonne	126 391	1 169	1 258	104	248	4,3	16 200	325	179	159	295
Nerac	24 217	241	255	12	2	3,6	0	5	16	7	35
Neufchâteau	35 604	161	186	16	20	5,7	0	19	188	83	92
Neufchatel-en-Bray	68 372	571	573	30	16	4,0	1 337	106	137	41	99
Neuilly-sur-Seine	59 848	676	720	77	136	4,1	92 055	44	18	41	143
Nevers	125 244	1 227	1 131	61	18	3,9	13 516	141	463	99	211
Nice	419 368	5 283	4 635	664	1 860	6,5	233 244	574	689	520	1 391
Nîmes	318 369	2 966	2 978	153	802	5,7	70 133	117	500	303	413
Niort	142 764	1 623	1 501	104	70	3,2	11 502	395	450	121	239
Nogent-le-Rotrou	36 329	273	262	13	28	4,1	989	59	58	25	109
Nogent-sur-Marne	147 508	1 321	1 178	148	291	3,8	35 204	62	223	78	288
Nogent-sur-Seine	42 303	437	425	25	2	3,4	0	15	23	92	88
Nontron	41 782	390	415	19	33	3,9	0	32	63	42	109
Nyons	21 047	208	201	14	4	4,6	839	3	9	4	38
Oloron-Sainte-Marie	63 519	457	398	32	37	2,8	0	29	29	36	80
Orange	111 516	1 158	1 192	178	203	3,6	14 757	109	467	63	156
Orléans	382 314	3 104	3 072	160	636	5,1	59 912	228	614	418	666
Orthez	63 465	521	474	38	60	3,6	0	17	27	18	79
Paimboeuf	54 138	441	397	28	28	5,1	0	21	174	37	70
Palaiseau	171 590	1 222	1 191	192	93	3,7	12 388	14	199	30	158
Pamiers	61 058	549	486	45	15	3,1	0	19	334	65	202
Pantin	119 033	1 151	1 142	92	436	4,6	83 477	106	428	54	149
Paris- 1er**	16 888	468	422	84	47	3,8	2 577 753	10 067	27 491	3 107	15 528
Paris- 2e	19 585	452	449	103	93	4,2				0	0
Paris- 3e	34 248	541	554	121	84	3,8				0	0
Paris- 4e	30 675	486	458	112	50	3,7				0	0
Paris- 5e	58 849	591	526	92	82	5,2				0	0
Paris- 6e	44 919	519	506	79	58	5,2				0	0
Paris- 7e	56 985	732	773	59	118	4,9				0	0
Paris- 8e	39 314	1 321	1 125	119	146	4,6				0	0
Paris- 9e	55 838	1 538	1 526	266	163	3,9				0	0
Paris-10e	89 612	1 317	1 347	189	252	4,6				0	0
Paris-11e	149 102	3 772	3 900	221	340	3,0				0	0
Paris-12e	136 591	1 575	1 522	265	296	5,2				0	0
Paris-13e	171 533	1 273	1 414	218	378	3,8				0	0
Paris-14e	132 844	1 466	1 297	236	285	4,5				0	0
Paris-15e	225 362	2 588	2 679	338	423	4,9				0	0
Paris-16e	161 773	2 239	2 170	174	391	5,6				0	0
Paris-17e	160 860	2 582	2 900	593	441	5,2				0	0
Paris-18e	184 586	2 820	2 937	390	629	4,1				0	0
Paris-19e	172 730	2 152	2 125	241	447	4,1				0	0
Paris-20e	182 952	2 301	2 347	252	596	5,1				0	0
Parthenay	62 011	439	519	39	9	3,7	487	86	148	45	52
Pau	224 194	1 425	1 527	209	268	5,4	16 482	26	227	87	496
Périgueux	146 249	1 506	1 509	97	223	3,5	14 580	111	554	172	579
Péronne	78 873	810	663	49	73	5,5	0	33	70	75	154
Perpignan	287 272	2 355	2 247	186	705	5,5	45 156	335	898	156	310
Pithiviers	57 120	508	438	29	11	4,4	0	10	56	75	69
Ploermel	77 233	438	364	22	24	2,8	0	13	74	65	38
Poissy	243 171	1 744	1 642	170	149	4,2	60 602	266	641	99	231
Poitiers	215 777	1 786	1 609	176	77	3,6	22 337	286	597	170	192
Pont-Audemer	72 759	484	524	38	8	4,8	2 084	318	35	121	103
Pont-l'Eveque											
Pontarlier	68 942	452	456	48	29	5,2	1 256	23	131	24	108
Pontivy	85 082	579	585	42	5	3,3	0	28	316	63	77

* y compris TPBR et juridictions de proximité

** y compris les jugements sur intérêts civils

V/II

Activité 2005 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			Dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Pontoise	307 802	2 196	2 069	178	896	4,9	50 916	150	322	189	574
Prades	38 907	332	309	21	24	3,5	0	47	45	40	33
Privas	118 028	1 169	1 034	37	60	4,1	6 889	70	194	23	271
Provins	64 524	463	468	41	118	4,3	4 129	48	150	62	56
Puteaux	238 236	1 617	1 822	172	502	5,2	82 570	257	429	98	541
Quimper	238 373	1 831	1 779	168	21	3,5	11 278	35	521	108	273
Quimperlé	57 639	375	403	30	7	4,1	1 140	10	75	46	103
Rambouillet	180 060	1 189	1 091	70	60	5,4	11 389	234	191	69	196
Redon	81 106	648	650	36	15	3,2	0	82	126	54	75
Reims	310 289	2 868	2 925	134	245	4,3	45 176	351	1 400	293	572
Remiremont	77 144	490	431	41	28	4,3	2 610	25	75	20	166
Rennes	431 395	2 907	2 935	259	336	3,6	55 363	276	2 605	177	375
Rethel	33 951	289	313	36	5	4,2	433	39	201	19	75
Ribeauville	49 311	520	475	25	18	4,4	0	16	60	13	54
Ribérac	49 728	589	552	65	19	4,5	0	29	64	40	81
Riom	109 659	873	834	51	81	3,5	4 437	45	180	128	207
Roanne	152 659	916	809	91	117	5,1	4 569	37	225	190	144
Rochechouart	35 334	300	285	34	28	3,3	0	45	130	26	48
Rochefort	70 342	809	770	58	12	3,1	7 905	58	357	49	128
Rocroi	47 981	285	292	20	2	5,4	1 266	56	189	38	142
Rodez	105 764	573	600	21	29	5,1	6 568	0	191	79	188
Romans-sur-Isère	97 206	801	788	81	83	3,6	13 859	174	549	76	362
Romorantin-Lanthenay	69 672	511	504	25	117	5,3	1 779	58	325	79	297
Roubaix	178 916	2 596	2 374	313	47	4,7	28 090	307	398	73	241
Rouen	503 754	4 151	4 071	370	516	5,7	104 292	352	2 362	157	552
Ruffec	27 651	218	234	16	6	3,8	0	3	24	43	20
Saint-Affrique	24 728	142	142	4	2	4,1	0	11	44	32	43
Saint-Amand-Montrond	67 344	693	640	42	10	4,5	0	72	161	51	135
Saint-Avoid	93 890	869	1 064	31	102	6,3	5 293	489	243	120	95
Saint-Brieuc	216 528	1 559	1 448	95	26	4,7	12 928	224	665	86	206
Saint-Calais	46 222	430	325	23	2	2,9	0	15	39	19	60
Saint-Claude	51 406	372	365	49	5	3,7	0	63	99	36	46
Saint-Denis	123 024	1 799	1 703	259	300	3,6	108 996	128	633	80	346
Saint-Die	93 398	659	726	75	77	4,2	5 667	86	269	99	226
Saint-Dizier	74 801	667	637	56	12	3,4	2 133	34	250	33	189
Saintes	143 794	2 011	1 996	136	42	3,6	8 555	171	483	91	138
Saint-Etienne	359 896	2 678	2 428	317	470	3,9	59 334	125	1 011	250	764
Saint-Flour	24 031	199	197	2	1	8,2	0	49	25	68	53
Saint-Gaudens	85 438	758	646	30	82	6,2	2 996	104	261	114	174
Saint-Germain-en-Laye	368 836	2 832	2 879	384	281	3,4	50 210	155	1 387	129	443
Saint-Girons	26 033	366	353	16	6	4,7	0	7	75	43	113
Saint-Jean-d'Angely	50 292	548	521	30	5	4,1	632	53	100	59	149
Saint-Jean-de-Maurienne	41 607	255	244	26	34	4,3	0	696	80	58	232
Saint-Julien-en-Genevois	130 874	1 022	1 110	173	182	3,6	14 517	292	362	69	208
Saint-Lo	88 213	586	599	48	3	3,5	2 024	34	190	46	152
Saint-Malo	141 115	1 180	1 170	101	33	5,9	10 003	118	796	104	147
Saint-Marcellin	90 037	710	832	86	70	6,2	1 869	11	31	26	37
Saint-Maur-des-Fosses	188 229	1 664	1 518	163	516	4,5	21 105	551	333	583	124
Saint-Mihiel	38 825	390	406	23	7	3,7	739	36	157	59	268
Saint-Nazaire	247 206	2 232	2 116	237	133	4,4	13 855	68	847	177	187
Saint-Omer	153 523	1 012	872	104	20	7,3	5 065	94	179	155	447
Saint-Ouen	92 941	960	919	107	449	5,5	49 349	35	325	57	500
Saint-Palais	38 263	295	255	7	17	3,9	0	19	0	45	25
Saint-Pol-sur-Ternoise	63 735	550	453	25	13	4,7	656	46	191	50	45
Saint-Pons-de-Thomieres	21 529	161	126	3	12	3,6	256	4	0	45	56
Saint-Quentin	152 614	960	1 067	98	162	5,9	9 244	123	1 200	166	336
Saint-Sever	31 840	230	199	27	1	4,3	488	20	338	16	35
Saint-Yrieix-la-Perche	28 497	225	213	41	10	3,5	0	22	59	23	35
Salon-de-Provence	103 005	831	873	73	212	5,0	13 805	226	805	87	206
Sancerre	45 116	424	408	22	2	3,2	0	57	141	15	59
Sannois	209 860	1 662	1 601	308	519	3,8	52 245	262	265	150	508
Sarlat-la-Caneda	47 429	617	561	25	22	2,9	3 159	16	243	36	206
Sarrebouurg	62 098	505	497	65	43	5,8	1 722	104	201	56	36
Sarreguemines	99 980	853	812	25	53	6,1	3 541	149	134	80	84
Sartene	33 672	335	362	20	27	5,5	0	215	283	117	94
Saumur	99 717	898	939	127	18	3,1	4 933	124	275	78	82
Saverne	88 251	1 092	1 445	53	40	9,3	0	38	115	86	94

* y compris TPBR et juridictions de proximité

** y compris les jugements sur intérêts civils

VII

Activité 2005 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées (1)		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
			Dont juridictions de proximité					Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Schiltigheim	103 359	1 333	1 359	88	107	5,0	0	94	113	70	170
Sedan	62 096	661	570	28	9	3,2	1 634	42	147	36	123
Segre	53 111	371	344	38	6	3,6	0	39	143	33	65
Selestat	74 809	639	714	79	63	3,9	1 847	76	145	32	131
Semur-en-Auxois	41 117	329	426	27	31	4,9	0	8	200	21	50
Senlis	262 630	1 861	1 629	191	491	4,0	42 938	113	263	200	146
Sens	86 941	966	1 018	134	183	3,7	5 019	122	385	64	236
Sete	101 383	1 036	1 004	118	220	4,1	22 132	97	167	113	331
Soissons	100 627	678	646	36	151	6,2	6 729	41	253	87	103
Strasbourg	264 115	6 367	6 363	810	459	5,0	123 963	187	999	407	912
Tarascon	105 357	770	748	74	175	4,2	5 126	116	627	50	232
Tarbes	135 428	1 416	1 280	77	16	5,2	14 401	52	329	143	332
Thann	77 608	732	696	42	17	4,2	2 523	19	158	41	108
Thiers	56 292	473	432	32	33	3,9	1 042	48	134	50	104
Thionville	170 119	1 321	1 487	143	149	5,3	12 208	164	548	101	163
Thonon-les-Bains	110 356	1 012	966	123	75	4,2	13 605	73	96	77	240
Tonnerre	25 180	234	245	27	26	3,1	0	22	57	23	146
Toul	64 841	618	586	84	10	3,0	1 304	118	222	57	152
Toulon	430 275	3 704	3 188	345	1 068	5,4	130 986	248	3 283	563	1 310
Toulouse	760 385	6 833	6 793	724	2 271	5,3	131 863	428	1 599	383	894
Tourcoing	207 836	1 857	1 851	252	57	4,4	22 218	0	400	62	212
Tourmon	123 731	1 016	937	46	20	5,9	4 514	31	188	74	166
Tours	424 651	3 243	2 999	389	963	4,7	38 651	491	2 500	250	860
Trévoux	146 478	872	924	40	151	5,3	5 133	173	122	79	65
Troyes	196 931	1 750	1 703	99	390	5,9	28 675	227	568	271	444
Tulle	76 997	739	585	39	20	3,6	3 095	42	267	61	240
Ussel	34 429	404	412	30	3	3,7	421	22	112	57	108
Uzes	139 400	837	784	64	187	5,7	0	17	50	81	154
Valence	183 982	1 648	1 488	140	219	4,6	25 473	310	1 410	80	490
Valenciennes	348 994	2 552	2 428	131	350	6,7	22 967	268	300	256	248
Valognes	61 261	414	402	19	2	2,7	665	11	76	38	79
Vannes	199 937	1 452	1 481	152	59	5,2	12 652	87	264	171	123
Vanves	228 320	1 716	1 759	211	400	4,7	66 454	110	440	73	368
Vendome	68 014	642	582	75	57	3,5	2 467	40	150	45	109
Verdun	83 953	775	878	58	25	5,2	4 220	181	451	107	145
Versailles	381 655	2 787	2 694	298	606	4,6	63 468	369	444	101	381
Vervins	51 158	403	411	17	36	5,1	771	44	60	35	66
Vesoul	78 939	736	693	55	89	3,5	2 198	195	417	80	109
Vichy	91 406	981	935	69	15	4,3	11 159	35	126	34	161
Vienne	235 412	1 964	2 079	287	117	6,4	19 645	288	236	104	291
Vierzon	46 763	485	441	17	2	3,0	2 570	47	237	22	117
Villefranche-de-Lauragais	59 603	387	391	27	21	4,0	0	29	78	13	50
Villefranche-de-Rouergue	63 630	373	357	41	18	7,2	1 459	18	130	123	210
Villefranche-sur-Saone	172 826	1 256	1 593	182	57	4,3	16 452	164	450	161	352
Villejuif	208 571	2 134	2 042	294	351	4,4	39 568	161	365	153	529
Villeneuve-sur-Lot	86 850	1 015	993	102	22	3,8	2 787	35	158	63	234
Villeurbanne	466 193	4 467	4 675	528	149	3,8	0	418	708	282	1 015
Vincennes	114 213	1 109	1 006	171	208	4,0	67 529	37	848	51	211
Vire	54 886	421	431	29	5	4,2	932	77	96	8	66
Vitre	77 381	436	403	43	15	3,8	0	42	102	34	58
Vitry-le-Francois	49 044	354	362	32	3	4,4	998	95	59	27	94
Vouziers	22 475	138	135	14	2	4,0	347	32	58	9	42
Wissembourg	64 374	496	564	55	12	5,2	0	43	42	39	78
Yssingeaux	71 764	524	563	34	14	4,5	0	63	32	35	58
Yvetot	76 658	618	515	35	24	4,0	0	28	161	43	69
Basse-Terre	100 766	654	579	27	42	6,5	11 380	195	100	124	254
Cayenne	157 213	990	924	43	133	4,7	21 091	16	99	167	105
Fort-de-France	202 124	1 112	1 042	126	164	5,5	68 092	1 008	155	94	61
Grand-Bourg	12 488	32	38		5	6,2	0	0	0	3	0
Le Lamentin	179 303	1 023	821	138	54	6,0	24 321	709	231	166	149
Pointe-à-Pitre	273 312	1 737	1 571	128	611	4,3	17 401	334	0	173	92
Saint-Benoit	101 804	826	748	179	13	4,6	2 223	5	200	57	72
Saint-Denis-de-la-Reunion	176 283	2 420	3 072	409	328	5,7	32 219	42	600	114	128
Saint-Martin	35 930	251	215	33	85	6,2	0	124	0	101	0
Saint-Paul	148 028	1 379	1 313	168	48	4,0	2 614	1	200	61	111
Saint-Pierre	280 185	2 307	1 725	432	72	4,4	5 557	40	211	158	211

* y compris TPBR et juridictions de proximité

** y compris les jugements sur intérêts civils

VII/VII

Activité par juridiction

Sources :

Pour les CA, TGI et CPH, les données présentées sont issues de l'exploitation statistique des tableaux de bord implantés en juridiction. Le chiffre "France entière" diffère légèrement de celui fourni dans les pages consacrées à l'activité détaillée de ces juridictions

Les statistiques sont issues des tableaux de bord civils en 2005. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre "Justice civile", et donnent une idée des disparités d'activité qui existent entre ces juridictions.

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Définitions :

Section saisie : les conseils de prud'hommes sont divisés en cinq sections autonomes selon le secteur d'activité concerné.

L'ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge, qui n'est pas saisi au principal, le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires. L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire.

Le taux de départition est calculé par rapport aux affaires ayant fait l'objet d'un délibéré (cf. définitions 11 et 16, chapitre "Activité des juridictions - CPH").

Activité 2005 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles					Affaires terminées					
		Section saisie					Dont affaires en délibérés	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)			
		Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses	Encadrement						
TOUS CONSEILS DE PRUD'HOMMES	60 095 466	159 026	40 060	56 274	3 119	32 864	26 709	159 217	86 950	18,5	12,1	42 387
Abbeville	90 718	278	153	75	4	33	13	222	131	5,3	8,4	228
Agen	216 447	426	134	136	25	78	53	391	200	13,5	9,7	130
Aix-en-Provence	278 981	1 184	227	389	69	263	236	1 045	732	29,0	16,8	265
Aix-les-Bains	63 995	102	20	51		19	12	105	70	2,9	7,3	27
Ajaccio	118 593	352	100	141	18	67	26	322	180	19,4	10,3	82
Albertville	143 001	393	122	166	3	74	28	471	200	19,5	10,3	82
Albi	164 990	333	132	84	35	49	33	401	180	32,2	10,4	80
Alençon	139 954	294	112	71	19	68	24	317	184	5,4	8,1	35
Alès	133 761	216	60	57	5	61	33	242	164	14,6	10,3	67
Altkirch	108 868	211	81	87		25	18	248	101	5,0	11,3	43
Amiens	351 420	801	199	307	18	205	72	816	419	12,9	10,3	191
Angers	384 816	647	139	194	28	150	136	737	337	12,8	11,0	168
Angoulême	244 118	266	58	94	9	60	45	296	206	8,3	9,6	134
Annecy	229 039	630	125	207	2	193	103	833	369	11,7	9,5	202
Annemasse	130 874	643	210	197		186	50	700	230	6,5	7,0	157
Annonay	123 731	154	79	37		23	15	214	174	2,3	10,7	33
Argentan	67 548	389	248	56	54	17	14	153	90	14,4	8,3	14
Argenteuil	209 860	477	146	170		89	72	494	274	8,0	12,6	178
Arles	180 948	636	200	233	78	84	41	489	307	20,2	10,2	196
Armentières	52 872	89	26	31		16	16	120	73	2,7	13,1	24
Arras	300 785	715	186	177	9	270	73	769	304	10,5	6,9	164
Aubenas	162 292	242	55	78	10	75	24	226	138	2,2	11,0	95
Auch	172 335	193	32	74	24	39	24	221	153	9,8	10,5	68
Aurillac	150 778	155	35	55	11	35	19	147	110	14,5	9,8	53
Autun	36 116	40	10	19		7	4	56	33	9,1	5,8	13
Auxerre	178 546	385	102	115	15	94	59	408	221	19,5	9,1	73
Avignon	297 082	915	150	452	31	147	135	927	543	11,0	14,7	220
Avranches	125 424	198	79	64	6	31	18	153	83	14,5	9,3	44
Bar-le-Duc	108 245	240	94	66	14	36	30	280	212	3,8	11,0	48
Bastia	141 603	292	73	125	19	48	27	208	137	19,0	14,2	108
Bayonne	248 840	500	92	203	2	111	92	567	305	30,8	9,8	161
Beaune	92 131	248	115	75		24	34	178	87	21,8	6,9	51
Beauvais	329 868	412	162	177	7	7	66	393	213	13,1	13,1	156
Bédarieux	16 412	35	7	10		14	4	28	12	16,7	6,9	6
Belfort	137 408	289	81	99	5	68	36	304	175	20,0	11,4	64
Belley	79 656	150	24	50	1	53	22	174	252	10,3	7,5	24
Bergerac	150 534	257	52	108	17	58	22	302	170	7,1	7,7	61
Bernay	131 050	189	58	65	10	41	15	174	109	6,4	9,1	62
Besançon	331 959	404	96	150	11	82	65	482	258	15,1	12,8	165
Béthune	279 783	522	199	182	5	96	40	493	286	2,8	12,4	117
Béziers	239 257	803	182	364	41	161	55	654	416	28,1	13,0	288
Blois	245 296	445	115	151	39	64	76	501	246	7,3	10,4	150
Bobigny	1 382 861	4 352	817	1 841	7	784	903	4 153	2 322	39,9	19,1	709
Bolbec	52 071	128	47	42		30	9	124	48	6,3	4,5	39
Bonneville	161 410	372	151	106	8	51	56	363	161	14,3	8,1	54
Bordeaux	1 155 691	2 961	592	1 157	111	652	449	2 887	1 622	17,8	12,7	1 071
Boulogne-Billancourt	690 816	2 209	275	586		508	840	2 305	1 207	8,4	13,6	606
Boulogne-sur-Mer	163 159	350	96	168	4	52	30	346	200	8,0	9,4	58
Bourg-en-Bresse	295 351	398	98	99	9	116	76	407	231	1,3	10,7	66
Bourges	267 665	532	177	182	18	98	57	606	269	18,6	8,4	157
Bourgoin-Jallieu	81 501	161	51	60	1	28	21	163	100	3,0	8,0	61
Brest	353 541	955	416	179	31	255	74	623	255	10,2	7,8	88
Briançon	32 124	71	10	41		14	6	86	58	6,9	7,8	33
Briey	74 350	162	62	41	6	42	11	135	75	17,3	7,9	3
Brive-la-Gaillarde	121 150	251	80	92	5	41	33	261	126	15,9	8,6	60
Caen	452 995	1 228	533	304	59	200	132	913	537	25,5	12,4	281
Cahors	110 102	173	32	75	12	37	17	198	130	12,3	8,9	44
Calais	118 311	292	81	132		63	16	461	298	19,1	14,9	97
Cambrai	158 845	382	132	143	3	66	38	363	170	1,2	6,9	33
Cannes	158 013	756	136	266		262	92	913	459	8,7	13,8	271
Carcassonne	183 379	494	210	103	23	110	48	436	276	11,2	11,3	46
Carpentras	91 087	194	20	82	39	27	26	192	104	27,9	11,1	30

I/V

Activité 2005 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles					Affaires terminées					
		Section saisie					Dont affaires en délibérés	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)			
		Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses	Encadrement						
Castres	145 464	252	71	104	6	38	33	249	163	15,3	10,6	76
Cergy	307 802	758	111	306	15	159	167	847	589	15,6	15,4	183
Chalon-sur-Saône	199 000	382	87	180	7	60	48	472	216	3,7	13,4	61
Chalons-en-Champagne	163 469	350	86	94	78	58	34	321	229	39,3	9,2	41
Chambéry	166 262	750	120	503	7	81	39	694	302	41,4	9,7	67
Charleville-Mézières	171 608	511	276	122	15	54	44	485	273	46,5	14,8	149
Chartres	194 152	603	237	126	20	149	71	477	272	9,2	15,2	132
Chateau-Thierry	68 570	154	34	31		73	16	132	71	///	5,3	7
Chateaudun	56 886	80	31	20		13	16	82	46	19,6	14,2	9
Chateauroux	196 287	357	95	68	11	152	31	331	143	2,1	8,1	79
Chatellerault	109 202	223	105	54		45	19	207	90	21,1	10,1	19
Chaumont	120 072	183	53	69	16	27	18	178	110	6,4	8,5	44
Chauny	47 133	128	53	49		20	6	95	43	2,3	7,8	26
Cherbourg-Octeville	190 973	237	76	75	11	53	22	198	74	1,4	7,0	47
Cholet	183 478	230	85	62		34	49	216	117	12,0	11,2	42
Clermont-Ferrand	410 301	897	189	381	12	181	134	1 025	596	17,4	11,6	218
Clermont-l'Herault	49 126	113	24	55		24	10	119	43	4,7	5,9	2
Cognac	95 510	105	34	38		19	14	139	91	15,4	10,6	74
Colmar	188 566	554	125	224	15	115	75	582	315	12,4	7,7	112
Compiègne	173 943	336	134	100	4	53	45	284	136	6,6	8,5	74
Coutances	165 074	191	37	79	15	33	27	208	125	33,6	9,7	17
Creil	262 630	650	129	200	10	223	88	608	334	12,6	10,0	172
Créteil	998 104	2 761	449	1 142	12	608	550	2 993	1 694	18,8	14,4	837
Dax	174 367	317	65	159	7	44	42	439	310	41,9	11,9	134
Decazeville	63 630	84	16	36		14	18	95	43	14,0	11,5	15
Dieppe	203 785	452	148	172	10	84	38	366	178	12,9	8,1	43
Digne-les-Bains	81 813	240	59	87	10	59	25	205	110	21,8	12,5	56
Dijon	414 624	1 062	257	407	39	206	153	1 063	545	12,1	8,6	388
Dinan	100 386	102	26	36	4	21	15	114	54	1,9	7,8	52
Dole	124 039	192	65	75	2	35	15	193	110	6,4	8,2	74
Douai	246 987	380	124	113	3	85	55	349	218	8,7	8,9	115
Draguignan	216 540	391	77	153	48	60	53	387	226	5,8	10,7	106
Dreux	120 298	449	262	108		50	29	528	335	46,6	10,8	36
Dunkerque	263 018	746	252	245	6	169	74	762	490	14,5	8,9	89
Elbeuf	56 211	171	68	50		40	13	155	70	35,7	7,8	38
Epernay	91 471	143	36	58		29	20	147	77	5,2	6,7	46
Epinal	210 410	572	308	158	8	52	46	720	393	9,4	15,1	139
Etampes	125 148	183	35	70		50	28	211	151	1,3	9,1	73
Evreux	218 925	508	164	139	15	119	71	480	255	6,3	12,0	144
Evry	519 630	1 506	381	408	30	399	288	1 296	663	8,9	10,6	426
Fécamp	29 294	63	9	23		21	10	64	28	///	4,2	39
Figeac	50 095	89	39	29		10	11	73	32	18,8	5,0	34
Firminy	55 680	88	31	30		17	10	68	35	8,6	5,0	26
Flers	84 835	122	40	40		30	12	110	78	6,4	10,3	10
Foix	137 205	254	100	78	12	42	22	291	161	36,0	12,6	49
Fontainebleau	178 495	325	85	116	5	66	53	322	160	12,5	11,3	96
Forbach	176 036	468	156	142		90	80	493	231	10,0	8,1	173
Fougères	152 761	88	25	33		17	13	74	39	10,3	7,4	17
Fourmies	116 725	225	142	35	5	26	17	148	71	2,8	8,4	52
Fréjus	155 146	621	164	231		177	49	646	385	8,8	10,2	261
Friville-Escarbotin	34 540	71	34	19		11	7	64	35	2,9	8,7	6
Gap	89 295	301	44	87	10	132	28	244	125	3,2	7,2	30
Givors	51 001	177	62	56		45	14	162	72	27,8	9,6	50
Grasse	346 619	1 343	259	574	26	247	237	1 342	821	15,2	13,6	422
Grenoble	553 730	1 446	322	457	5	353	309	1 258	576	7,8	8,2	396
Guebwiller	76 314	203	126	31		22	24	239	97	10,3	4,6	28
Guéret	124 470	138	22	52	10	44	10	175	100	2,0	10,9	46
Guingamp	170 440	160	47	45	13	33	22	218	111	5,4	11,2	41
Haguenau	184 819	278	105	78		59	36	371	232	55,6	21,6	105
Halluin	52 099	98	32	37		13	16	136	77	7,8	10,4	12
Haubourdin	51 470	221	66	100		33	22	383	265	2,3	15,4	29
Hazebrouck	116 684	241	110	72	6	36	17	229	137	19,7	7,2	37
Hirson	51 158	84	40	26		13	5	88	38	7,9	5,2	36
Issoudun	34 852	75	35	21		9	10	74	57	19,3	6,3	16

II/V

Activité 2005 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles					Affaires terminées					
		Section saisie					Dont affaires en délibérés	Taux de déportation [en %]	Durée moyenne (en mois)			
		Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses	Encadrement						
La Roche-sur-Yon	349 789	384	119	117	9	72	67	354	188	12,2	8,8	124
La Rochelle	184 728	431	84	196	3	64	84	395	225	11,6	8,1	155
La Tour-du-Pin	80 767	118	45	48		12	13	161	116	48,3	10,5	40
Lannoy	64 339	266	52	96		55	63	460	310	47,1	15,4	63
Laon	115 740	312	139	91	12	55	15	184	83	9,6	6,3	27
Laval	285 338	201	52	57	16	36	40	265	171	13,5	9,7	64
Le Creusot	58 872	179	135	12		9	23	143	36	25,0	5,9	23
Le Havre	317 365	643	155	227	5	172	84	669	299	12,4	7,5	202
Le Mans	529 851	765	190	230	26	191	128	978	423	22,9	10,2	166
Le Puy	209 113	240	63	75	7	51	44	220	128	23,4	9,4	116
Lens	326 719	1 103	638	184		138	143	443	264	1,9	11,0	127
Les Sables-d'Olonne	189 875	250	46	107	4	56	37	248	116	12,1	9,0	117
Libourne	131 643	291	49	115	62	33	32	253	132	22,0	11,2	138
Lille	610 353	1 884	360	737	12	445	330	2 080	892	6,1	11,6	444
Limoges	353 893	814	274	282	12	152	94	673	306	16,7	9,8	251
Lisieux	70 831	140	46	42	10	25	17	292	85	23,5	10,9	33
Longjumeau	489 460	1 339	183	480		283	393	1 645	1 019	9,7	14,8	443
Longwy	82 700	361	196	76		32	57	231	97	6,2	9,2	22
Lons-le-Saunier	75 412	126	35	35	3	29	24	127	81	8,6	7,0	46
Lorient	366 703	610	257	148	37	86	82	580	322	9,0	12,7	205
Louviers	191 079	483	230	152		58	43	374	238	0,8	9,8	68
Lunéville	76 782	131	42	53		24	12	232	78	16,7	5,4	37
Lure	106 461	132	61	38	6	16	11	131	58	24,1	8,4	26
Lyon	1 355 042	4 946	1 101	1 725	16	1 036	1 068	5 127	2 875	33,6	15,8	1 487
Macon	208 294	319	71	126	12	52	58	574	456	1,5	28,6	75
Manosque	57 748	149	48	36		35	30	177	104	3,8	9,5	26
Mantes-la-Jolie	180 582	368	94	149		76	49	316	180	5,6	8,3	98
Marmande	88 933	131	30	50	6	33	12	117	74	18,9	11,9	44
Marseille	980 082	2 980	551	1 129	17	722	561	3 290	2 178	23,1	15,7	701
Martigues	292 703	987	251	462		160	114	1 167	623	13,8	11,4	274
Maubeuge	121 741	304	161	70		52	21	187	93	4,3	7,9	63
Mazamet	32 948	40	15	12	0	12	1	52	30	3,3	7,7	7
Meaux	563 389	1 637	328	731	9	311	258	1 326	812	12,3	14,4	531
Melun	451 883	950	219	335	11	229	156	1 043	432	10,4	12,8	286
Mende	73 509	113	25	39	2	36	11	108	64	7,8	7,7	7
Menton	87 326	293	38	167		61	27	334	141	5,7	7,3	85
Metz	410 267	1 234	306	477	17	277	157	1 295	817	16,0	12,0	373
Millau	67 612	132	21	44	8	49	10	120	56	5,4	7,8	27
Molsheim	109 586	183	49	89		15	30	195	104	1,9	10,2	63
Mont-de-Marsan	152 967	260	52	103	34	43	28	220	142	10,6	13,6	130
Montargis	178 692	287	103	92	11	51	30	350	175	6,3	8,4	33
Montauban	206 034	469	165	132	24	90	58	438	273	37,0	12,6	196
Montbéliard	167 103	333	147	113	1	34	38	237	127	16,5	10,9	105
Montbrison	160 289	190	64	61	7	40	18	291	114	14,0	8,6	53
Montceau-les-Mines	42 611	69	18	23		11	17	77	43	9,3	7,1	21
Montélimar	120 700	293	83	114		62	34	358	156	4,5	10,2	77
Montluçon	113 431	225	56	70	29	58	12	200	128	27,3	8,5	41
Montmorency	587 802	1 105	292	403		217	193	1 238	646	8,4	14,4	319
Montpellier	490 263	2 001	367	849	59	405	321	2 514	1 477	17,7	17,8	689
Montreuil-sur-mer	99 288	177	29	107		31	10	200	127	5,5	10,0	38
Morlaix	142 048	191	45	58	10	35	43	245	131	0,8	8,0	51
Moullins	91 191	189	33	73	13	54	16	177	95	34,7	8,0	47
Mulhouse	334 277	1 518	721	397	14	257	129	1 849	512	13,9	7,4	274
Nancy	479 947	1 224	288	500	19	231	186	1 296	790	11,4	10,4	303
Nanterre	738 065	3 739	350	958	2	745	1 684	3 980	2 244	21,7	18,1	1 131
Nantes	832 922	1 432	283	528	30	270	321	1 435	810	22,1	12,7	702
Narbonne	126 391	389	93	165	25	69	37	399	292	16,4	9,2	126
Nevers	225 198	374	117	107	19	98	33	424	253	14,2	8,6	83
Nice	419 368	2 213	339	1 128	14	515	217	2 315	1 067	13,0	9,4	640
Nîmes	489 364	1 747	725	441	137	297	147	1 133	627	7,7	14,6	383
Niort	190 708	221	33	104	5	38	41	301	131	8,4	6,2	53
Nogent-le-Rotrou	36 329	81	39	20		17	5	86	57	3,5	7,6	20
Oloron-Sainte-Marie	63 519	87	33	19		23	12	78	38	18,4	6,3	90
Orange	111 516	337	77	137		81	42	351	144	8,3	8,8	44

III/V

Activité 2005 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles					Affaires terminées					
		Section saisie					Dont affaires en délibérés	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)			
		Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses	Encadrement						
Orléans	439 434	1 200	304	445	38	215	198	1 068	490	15,5	10,9	299
Oyonnax	140 263	257	88	68		55	46	266	120	8,3	8,7	31
Paris	2 125 246	15 391	1 566	5 666	11	3 493	4 655	15 963	9 410	27,6	13,3	3 924
Pau	287 659	604	174	184	12	128	106	722	454	45,4	14,5	181
Périgueux	237 759	473	135	198	12	83	45	444	291	10,7	10,8	132
Péronne	78 873	252	151	57	11	24	9	71	58	3,4	11,4	38
Perpignan	392 803	1 084	242	467	66	206	103	1 149	731	18,3	11,9	418
Poissy	243 171	664	275	212		112	65	436	199	9,0	9,4	99
Poitiers	289 822	531	132	166	14	157	62	524	258	7,0	7,0	93
Quimper	356 829	503	141	181	21	92	68	483	200	14,5	7,9	228
Rambouillet	180 060	389	66	172		62	89	471	246	2,8	8,3	115
Redon	81 106	58	7	32		7	12	64	47	2,1	9,6	8
Reims	310 289	765	241	263	12	150	99	692	466	12,9	11,2	266
Remiremont	77 144	200	105	56		23	16	130	90	11,1	11,1	44
Rennes	492 551	1 100	226	388	20	252	214	1 061	514	4,1	9,8	213
Riom	109 659	180	91	50	6	17	16	130	90	23,3	9,8	30
Roanne	152 659	193	76	52	2	27	36	320	194	38,7	10,7	21
Rochefort	126 535	252	60	114	7	57	14	248	153	7,2	7,9	65
Rodez	132 566	208	52	83	14	41	18	178	78	11,5	10,4	29
Romans-sur-Isere	97 206	209	72	87		36	14	199	89	5,6	7,4	92
Romilly-sur-Seine	42 303	56	14	28		9	5	61	27	3,7	5,9	14
Romorantin-Lanthenay	69 672	161	81	29		31	20	264	194	49,0	14,4	36
Roubaix	178 916	567	183	199		113	72	591	300	2,7	8,7	160
Rouen	580 412	1 705	641	531	20	337	176	1 759	667	19,6	12,1	389
Saint-Brieuc	271 547	336	56	141	14	85	40	275	169	14,2	8,0	145
Saint-Chamond	51 335	176	90	37		26	23	104	62	11,3	7,1	43
Saint-Claude	51 406	111	32	23		44	12	103	34	26,5	5,9	16
Saint-Die	93 398	179	70	60	1	25	23	186	102	3,9	12,4	41
Saint-Dizier	74 801	233	78	117		27	11	294	104	5,8	8,5	45
Saint-Etienne	308 561	1 227	235	498	10	402	82	982	386	25,6	9,8	202
Saint-Gaudens	85 438	134	59	37		30	8	138	101	34,7	7,9	51
Saint-Germain-en-Laye	368 836	672	116	206	3	177	170	800	450	25,6	9,5	213
Saint-Malo	141 115	220	47	103	2	40	28	221	110	5,5	9,4	20
Saint-Nazaire	301 344	575	182	151	4	135	103	556	262	10,3	7,5	244
Saint-Omer	153 523	429	174	159	11	57	28	477	211	///	5,7	66
Saint-Quentin	152 614	343	108	139	10	50	36	373	150	26,0	7,8	98
Saintes	245 761	537	214	158	26	80	59	463	306	10,1	7,5	242
Salon-de-Provence	103 005	243	46	95		67	35	233	139	25,9	7,6	70
Sarrebourg	90 578	129	53	52		8	16	125	80	1,3	6,9	27
Sarreguemines	99 980	228	69	84	3	49	23	246	134	3,0	7,7	56
Saumur	164 648	159	27	49	15	35	33	205	96	9,4	12,4	24
Saverne	88 251	166	61	47	9	22	27	164	66	7,6	8,4	18
Schiltigheim	182 879	417	82	171		70	94	407	248	4,0	12,0	213
Sedan	118 522	241	161	49		16	15	169	106	4,7	15,0	36
Selestat	74 809	206	72	82		29	23	208	104	2,9	5,6	74
Sens	154 675	381	161	106	3	65	46	382	162	5,6	7,0	83
Sète	101 383	301	59	140		64	38	388	226	15,0	10,7	106
Soissons	100 627	266	125	52	15	35	39	401	273	61,2	14,3	62
Strasbourg	385 776	1 718	211	822	11	430	244	1 614	658	13,8	14,6	368
Tarbes	222 368	431	100	190	15	93	33	452	278	48,9	11,5	104
Thiers	84 306	124	65	28		15	16	185	64	10,9	6,2	16
Thionville	246 586	495	184	165		96	50	765	325	11,1	7,6	127
Thonon-les-Bains	110 356	7	0	0	0	0	7	13	8	///	0,0	0
Thouars	153 684	174	44	71	7	27	25	145	77	9,1	7,2	32
Toulon	526 755	1 451	254	671	30	307	189	1 316	773	14,5	11,1	466
Toulouse	960 900	3 206	729	1 107	17	704	649	3 502	2 215	34,8	16,3	786
Tourcoing	171 977	533	198	161		95	79	528	281	29,2	9,1	107
Tours	554 003	1 347	329	488	37	290	203	1 510	650	5,1	7,6	255
Trouville-sur-Mer	69 673	310	127	111		52	20	357	261	17,6	7,3	59
Troyes	249 828	422	140	112	13	90	67	434	249	9,6	11,2	135
Tulle	111 426	210	63	90	2	35	20	141	85	17,6	8,8	80
Valence	219 872	627	200	191	35	115	86	678	395	35,9	10,8	317
Valenciennes	348 994	722	265	263	6	92	96	786	462	5,6	15,8	208
Vannes	277 170	353	84	157	21	45	46	366	195	19,5	11,0	90

IVV

Activité 2005 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 8 mars 1999	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles					Affaires terminées					
		Section saisie					Dont affaires en délibérés	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)			
Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses	Encadrement								
Verdun	83 953	180	45	79	10	32	14	195	108	12,0	7,7	33
Versailles	381 655	1 241	152	371	29	270	419	1 227	581	11,7	12,3	234
Vesoul	123 271	184	62	67	5	39	11	154	105	17,1	7,6	54
Vichy	140 099	441	278	84	5	38	36	264	183	24,6	9,1	287
Vienne	235 412	826	500	198	7	53	68	420	219	0,9	7,4	103
Vierzon	46 763	99	14	43		28	14	83	50	10,0	5,9	20
Villefranche-sur-Saone	172 826	297	89	96	7	40	65	312	218	27,5	11,4	106
Villeneuve-Saint-Georges	229 146	671	128	327		151	65	757	409	22,0	14,6	226
Vire	54 886	52	19	11		13	9	59	23	13,0	10,5	12
Voiron	142 596	307	123	80		58	46	326	160	6,3	7,1	45
Basse-Terre	136 696	455	38	156	16	220	25	423	151	16,6	14,5	262
Cayenne	157 213	303	123	91	9	52	28	169	59	16,9	18,4	91
Fort-de-France	381 427	934	236	349	99	193	57	947	394	10,2	22,7	292
Pointe-a-Pitre	285 800	751	158	247	35	242	69	545	272	2,2	19,2	362
Saint-Denis-de-la-Réunion	426 115	1 634	447	588	16	370	213	202	20	///	2,8	244
Saint-Pierre	280 185	437	179	126	12	108	12	470	275	2,9	5,8	206

V/V

Sources :

En matière commerciale, la plus grande partie des statistiques (92 %), sont issues du **Répertoire général des tribunaux de commerce**. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre "Activité des juridictions - tribunaux de commerce", et donnent une idée des disparités d'activité qui existent entre ces juridictions.

Affaires des tribunaux de commerce

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de commerce, le lecteur se reportera aux définitions présentées chapitre "Activité des juridictions - Tribunaux de commerce").

Procédures de redressement et de liquidation judiciaires : pour toutes précisions sur les différentes étapes de ces procédures, le lecteur se reportera au schéma présenté au chapitre "Activité des juridictions - Tribunaux de commerce").

Activité 2005 par tribunal de commerce

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées (1+2+4-3)	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	Affaires contentieuses (1)	Procédures de redressement et liquidation judiciaire						Référé
					Jugements d'ouvertures et autres décisions (2)			Issues des redressements (4)		Clôtures des opérations	
					dont			dont			
					jugements d'ouverture de redressement judiciaire (3)	liquidations judiciaires immédiates		liquidations après période d'observation			
Toutes juridictions	222 468	208 867	5,5	153 281	56 295	15 393	30 058	14 684	9 988	36 659	28 903
Abbeville	275	275	7,0	152	125	45	45	43	30	65	9
Agen	322	329	7,8	211	120	43	53	41	33	70	31
Aix-en-Provence	1 811	1 804	5,4	1 355	426	172	151	195	144	468	363
Ajaccio	643	667	6,1	423	231	66	64	79	51	133	68
Albi	602	425	4,4	295	136	50	75	44	22	66	42
Alençon	607	422	4,5	301	120	50	55	51	37	113	20
Alès	346	268	5,2	136	130	63	49	65	50	147	38
Amiens	475	716	8,5	504	212	70	97	70	46	153	77
Angers	807	819	14,4	529	304	97	141	83	53	219	213
Angoulême	835	828	5,3	618	205	33	95	38	26	122	55
Annonay	233	232	6,2	147	77	26	47	34	10	50	21
Antibes	1 565	1 292	5,5	931	365	151	128	147	112	329	146
Argentan	131	117	3,8	79	36	11	24	13	8	47	10
Arles	370	223	6,6	135	98	44	46	34	27	67	35
Arras	675	509	6,2	270	227	76	119	88	56	127	197
Aubenas	353	336	5,3	243	131	56	58	18	17	84	26
Auch	347	411	44,0	290	125	45	62	41	24	64	24
Aurillac	209	216	5,9	151	65	20	31	20	13	69	25
Auxerre	281	226	7,8	121	115	48	39	38	29	93	42
Avignon	1 187	994	7,5	636	376	160	152	142	84	204	163
Bagnères-de-Bigorre	181	144	4,3	110	38	15	13	11	6	28	9
Bar-le-Duc	254	197	5,4	122	90	29	46	14	11	0	16
Bastia	719	677	4,8	533	147	55	46	52	35	89	43
Bayeux	138	125	4,5	80	41	25	7	29	22	39	16
Bayonne	777	698	6,5	441	245	68	124	80	55	214	84
Beaune	300	271	5,6	179	94	27	48	25	13	45	33
Beauvais	786	710	5,4	500	210	60	120	60	47	182	57
Belfort	313	323	8,7	212	114	30	74	27	17	78	36
Bergerac	278	344	4,7	223	139	66	39	48	25	73	28
Besançon	773	740	7,7	480	263	95	106	92	71	179	95
Béziers	938	824	6,4	450	359	121	147	136	66	168	123
Blaye	114	107	3,7	55	51	15	28	16	9	13	12
Blois	832	661	4,1	465	208	93	101	81	67	124	42
Bobigny	6 301	6 628	3,7	4 575	2 106	420	1 230	367	278	1 267	943
Bordeaux	3 503	3 428	4,5	2 111	1 349	391	726	359	287	845	868
Boulogne-sur-Mer	615	507	5,2	304	213	70	100	60	49	201	105
Bourg-en-Bresse	816	1 171	7,6	924	254	75	170	68	41	232	129
Bourges	845	622	4,6	431	189	55	106	57	36	92	10
Brest	499	486	6,6	303	182	32	131	33	22	150	57
Briey	307	316	9,8	156	162	57	54	55	34	41	20
Brignoles	394	299	6,0	191	105	42	48	45	26	106	57
Brive-la-Gaillarde	411	356	3,9	224	144	40	66	28	19	34	32
Caen	1 135	1 042	5,5	810	244	112	98	100	67	254	192
Cahors	438	413	3,7	279	132	44	68	46	30	113	16
Calais	297	261	5,5	134	140	51	57	38	26	92	32
Cambrai	657	576	2,9	458	129	56	64	45	34	142	74

I/V

Activité 2005 par tribunal de commerce

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées (1+2+4-3)	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	Affaires contentieuses (1)	Procédures de redressement et liquidation judiciaire						Référés
					Jugements d'ouvertures et autres décisions (2)			Issues des redressements (4)		Clôtures des opérations	
					dont		liquidations judiciaires immédiates		dont liquidations après période d'observation		
					jugements d'ouverture de redressement judiciaire (3)						
Cannes	1 552	1 502	5,2	1 069	430	160	145	163	135	297	140
Carcassonne	471	551	6,8	224	320	80	106	87	69	170	29
Castres	627	570	4,2	414	170	113	32	99	69	126	55
Châlon-sur-Saône	632	505	6,1	350	160	54	84	49	22	79	41
Châlons-en-Champagne	472	443	4,9	333	108	44	51	46	31	82	35
Chambéry	700	783	6,7	443	319	51	152	72	37	284	107
Charleville-Mézières	302	536	4,8	321	164	10	108	61	41	170	7
Chartres	583	524	6,7	294	230	64	84	64	47	205	67
Chateauroux	659	571	5,0	352	210	58	132	67	38	118	22
Chaumont	322	339	4,0	277	65	32	21	29	15	49	13
Chauny	210	195	4,7	144	52	14	15	13	6	50	11
Cherbourg	412	372	3,6	266	117	62	41	51	34	109	25
Clermont-Ferrand	759	732	6,6	434	283	100	161	115	64	239	159
Clermont-l'Hérault	124	134	8,9	89	48	15	21	12	8	64	11
Cognac	247	168	6,2	125	64	38	26	17	13	42	36
Compiègne	452	413	5,2	297	107	32	57	41	27	84	80
Condé-sur-Noireau	410	448	4,3	390	125	84	39	17	13	5	15
Coutances	689	586	3,2	430	154	63	71	65	42	106	69
Créteil	4 993	5 043	5,8	3 697	1 369	241	829	218	148	974	475
Cusset	226	220	5,6	126	100	33	55	27	19	61	53
Dax	856	419	8,0	294	115	42	62	52	24	156	78
Die	76	90	2,7	75	20	11	9	6	4	1	6
Dieppe	139	142	8,5	87	50	17	29	22	14	51	10
Dijon	1 824	1 643	4,2	1 317	337	126	134	115	84	169	201
Dole	323	302	4,3	224	76	30	36	32	18	48	31
Douai	455	444	4,1	325	148	57	84	28	25	49	92
Draguignan	586	483	5,1	341	147	49	56	44	29	154	35
Dreux	407	386	5,6	188	203	43	103	38	36	83	22
Dunkerque	392	375	10,0	232	146	53	82	50	27	132	140
Elbeuf	164	156	4,5	120	36	11	21	11	4	28	18
Epernay	138	134	6,2	74	65	29	22	24	20	53	31
Epinal	450	323	7,1	205	150	51	94	19	14	30	17
Evreux	1 114	824	4,8	526	301	76	139	73	58	222	68
Evry	3 305	3 939	6,6	2 954	986	115	605	114	52	1 008	440
Foix	293	395	3,5	216	157	2	104	24	16	55	16
Fréjus	808	734	6,1	534	199	82	80	83	75	279	52
Gap	561	281	4,1	186	119	62	40	38	26	1	41
Grasse	930	1 067	5,6	830	236	69	94	70	53	158	85
Grenoble	3 182	3 847	4,3	2 885	930	418	481	450	304	77	669
Honfleur	500	387	4,9	262	130	43	68	38	28	86	36
Issoudun	60	68	2,5	48	13	3	5	10	1	6	1
Joigny	224	105	4,2	43	56	25	25	31	22	83	8
L'Île-Rousse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
La Roche-sur-Yon	1 042	1 421	4,2	1 076	347	110	184	108	57	292	152
La Rochelle	549	541	6,8	327	211	61	104	64	37	157	102
Laval	438	376	6,0	265	112	31	65	30	23	61	41
Le Creusot	258	213	4,1	123	93	30	49	27	17	70	15
Le Havre	776	828	10,4	627	180	52	114	73	37	169	165

III/IV

Activité 2005 par tribunal de commerce

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées (1+2+4-3)	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	Affaires contentieuses (1)	Procédures de redressement et liquidation judiciaire						Référés
					Jugements d'ouvertures et autres décisions (2)			Issues des redressements (4)		Clôtures des opérations	
					dont		liquidations judiciaires immédiates		dont liquidations après période d'observation		
					jugements d'ouverture de redressement judiciaire (3)						
Le Mans	1 084	884	4,5	582	312	116	127	106	72	223	45
Le Puy	405	435	5,3	269	166	47	88	47	30	129	55
Libourne	483	488	3,4	339	147	41	82	43	27	99	47
Lille	3 778	3 748	6,1	3 148	618	155	323	137	87	497	650
Limoges	747	773	4,6	459	312	93	168	95	60	228	65
Lisieux	641	238	3,5	162	91	45	32	30	28	58	9
Lons-le-Saunier	949	885	4,4	596	252	44	169	81	57	2	23
Lorient	1 054	867	9,2	583	285	105	153	104	75	294	323
Lyon	9 901	9 352	4,7	6 785	2 610	459	1 871	416	285	137	1 485
Macon	829	822	3,1	662	149	20	92	31	23	6	50
Mamers	176	122	3,8	80	40	22	12	24	18	32	12
Manosque	179	194	4,9	134	56	12	34	16	8	48	17
Marennes	376	322	4,7	232	103	37	25	24	17	68	13
Marmande	320	396	7,2	307	86	32	42	35	25	51	63
Marseille	9 736	9 215	4,1	7 843	1 384	447	572	435	309	781	1 067
Mayenne	45	40	6,7	25	15	2	12	2	0	26	5
Meaux	1 550	1 617	7,5	698	918	264	390	265	196	1 155	294
Melun	1 184	1 283	4,3	817	480	165	187	151	117	357	146
Menton	333	245	5,1	170	78	42	25	39	34	51	23
Millau	125	113	3,9	69	41	15	24	18	15	20	5
Mirecourt	190	151	4,5	103	57	17	37	8	7	0	5
Mont-de-Marsan	343	315	8,6	229	89	38	44	35	25	133	43
Montargis	909	425	3,8	276	150	40	84	39	26	97	16
Montauban	661	659	3,0	466	188	70	90	75	42	77	71
Montereau-Fault-Yonne	577	370	7,7	239	124	62	45	69	46	177	45
Montluçon	182	157	5,6	84	73	39	27	39	30	49	19
Montpellier	2 779	2 622	5,3	1 972	652	203	325	201	149	447	321
Morlaix	473	263	5,9	184	82	17	53	14	9	37	29
Moulins	682	706	2,2	661	44	12	27	13	9	29	16
Nancy	1 170	895	6,5	532	398	122	224	87	72	79	128
Nanterre	10 002	10 262	5,3	8 546	1 683	121	1 328	154	73	1 154	1 835
Nantes	1 920	1 964	4,9	1 475	476	121	309	134	91	493	356
Narbonne	560	353	6,1	160	224	140	55	109	91	123	29
Neufchatel-en-Bray	251	226	4,3	149	77	27	42	27	14	0	13
Nevers	373	337	5,0	183	161	50	89	43	28	163	32
Nice	3 400	4 829	5,2	3 714	1 119	439	323	435	385	631	298
Nîmes	2 248	2 863	5,2	2 303	806	370	323	124	92	196	135
Niort	110	228	5,0	127	86	34	49	49	33	114	23
Oloron-Sainte-Marie	119	46	2,8	35	17	10	4	4	2	12	5
Orléans	1 001	821	7,7	568	265	93	134	81	52	210	132
Paimpol	20	13	3,7	9	5	1	4	0	0	9	1
Paris	39 311	31 556	5,6	24 917	6 673	458	4 789	424	200	4 294	6 267
Pau	1 110	538	6,8	359	184	70	105	65	40	100	82
Périgueux	463	427	6,5	254	173	63	84	63	34	195	59
Perpignan	2 074	1 474	7,0	735	712	157	408	184	78	529	152
Poitiers	504	549	6,7	275	272	75	141	77	35	303	40
Pont-Audemer	294	256	4,6	173	84	30	45	29	20	62	31
Pontoise	4 398	3 988	4,7	2 806	1 218	149	755	113	55	755	335
Provins	1 649	1 593	1,1	1 529	65	23	23	22	12	56	2
Quimper	681	653	9,0	401	254	54	158	52	37	198	104

III/IV

Activité 2005 par tribunal de commerce

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées (1+2+4-3)	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	Affaires contentieuses (1)	Procédures de redressement et liquidation judiciaire						Référés
					Jugements d'ouvertures et autres décisions (2)			Issues des redressements (4)		Clôtures des opérations	
					dont		liquidations judiciaires immédiates		dont liquidations après période d'observation		
					jugements d'ouverture de redressement judiciaire (3)						
Reims	1 083	1 118	6,3	831	286	77	142	78	55	223	110
Rennes	1 384	1 432	6,1	1 019	401	92	220	104	68	463	192
Riom	184	145	5,5	74	70	23	38	24	7	89	26
Roanne	442	304	5,3	173	132	44	78	43	25	112	74
Rochefort	145	228	6,1	145	87	35	22	31	24	32	25
Rodez	307	280	4,4	177	98	12	78	17	7	75	27
Romans-sur-Isère	944	1 099	5,7	816	402	180	208	61	43	26	102
Romorantin-Lanthenay	46	41	2,6	7	37	14	17	11	9	11	0
Roubaix	3 359	2 369	5,6	1 817	511	171	252	212	153	344	371
Rouen	986	1 122	5,1	795	323	98	189	102	64	238	471
Saint-Brieuc	642	408	6,6	263	147	24	108	22	12	82	59
Saint-Dié	248	257	6,2	175	87	29	43	24	13	26	38
Saint-Dizier	407	113	6,8	67	39	21	10	28	17	33	8
Saint-Etienne	1 606	1 739	5,3	1 330	401	131	232	139	92	392	445
Saint-Gaudens	160	216	31,8	158	58	15	29	15	9	105	31
Saint-Malo	252	225	5,1	134	94	32	52	29	21	48	37
Saint-Nazaire	559	602	5,5	404	194	65	100	69	41	107	85
Saint-Omer	209	182	5,3	108	71	21	44	24	20	48	71
Saint-Quentin	518	467	5,4	356	106	39	46	44	31	84	29
Saint-Tropez	504	522	5,7	383	133	47	50	53	41	110	51
Saintes	652	622	4,9	404	231	102	83	89	59	165	40
Salins-les-Bains	66	39	6,3	17	19	6	2	9	9	35	1
Salon-de-Provence	914	892	5,7	584	314	87	156	81	58	253	293
Sarlat	214	187	5,5	83	98	28	37	34	19	45	19
Saumur	324	329	4,2	228	96	40	28	45	32	93	20
Sedan	47	106	11,6	84	26	5	18	1	1	8	14
Senlis	514	624	15,5	391	226	59	126	66	41	156	39
Sens	527	121	6,2	58	61	25	29	27	16	95	10
Sète	664	602	8,7	464	135	58	34	61	53	266	43
Soissons	321	309	6,1	176	133	64	49	64	40	32	33
Tarascon	800	695	4,2	505	169	82	66	103	42	182	52
Tarbes	710	635	2,9	523	115	46	54	43	30	151	34
Thiers	150	156	5,2	92	62	15	42	17	9	46	20
Toulon	2 173	2 604	7,1	1 864	659	258	265	339	229	572	201
Toulouse	3 445	3 085	6,0	1 849	1 241	420	488	415	316	647	557
Tours	612	953	7,9	499	451	116	253	119	82	395	139
Troyes	799	854	5,2	632	232	99	82	89	51	110	103
Tulle	325	289	6,8	229	62	16	38	14	10	62	23
Valenciennes	820	552	5,5	300	256	80	122	76	53	191	224
Vannes	537	455	8,4	271	185	68	94	67	51	84	55
Verdun	196	155	7,8	64	88	23	25	26	13	43	17
Versailles	9 042	9 405	3,4	8 308	1 102	367	488	362	303	713	699
Vervins	124	138	7,0	117	19	7	8	9	4	23	12
Vesoul	285	208	6,6	118	85	33	45	38	17	81	50
Vienne	956	1 483	4,2	1 071	459	143	265	96	77	29	57
Villefranche-sur-Saône	1 031	924	4,4	635	325	157	148	121	86	14	105
Villeneuve-sur-Lot	499	405	3,4	323	85	35	36	32	17	53	14

IV/IV

Sources :

En matière commerciale, une partie des statistiques (8 % des affaires commerciales) sont issues du **Répertoire général civil**. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre "Activité commerciale des TGICC", et donnent une idée des disparités d'activité qui existent entre ces juridictions.

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de grande instance à compétence commerciale, le lecteur se reportera au chapitre "Activité des juridictions - TGI à compétence commerciale").

Procédures de redressement et de liquidation judiciaires : pour toutes précisions sur les différentes étapes de ces procédures, le lecteur se reportera au schéma présenté au chapitre "Activité des juridictions - Tribunaux de commerce").

Activité commerciale 2005 des tribunaux de grande instance

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées (1+2+4-3)	Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	Affaires contentieuses (1)	Procédures de redressement et liquidation judiciaire					Référés	
					Jugements d'ouvertures et autres décisions (2)		Issues des redressements (4)	Clôtures des opérations			
					dont			dont liquidations après période d'observation			
					jugements d'ouverture de redressement judiciaire (3)	liquidations judiciaires immédiates					
Toutes juridictions	21 807	20 431	6,0	13 086	7 349	1 785	3 913	1 781	1 187	5 051	3 207
Albertville	622	593	5,1	393	198	57	74	59	28	153	50
Annecy	901	945	6,2	714	231	70	124	70	39	238	84
Avesnes-sur-Helpe	519	454	3,6	290	160	33	74	37	18	120	120
Belley	184	209	5,6	165	47	16	24	13	12	57	14
Béthune	1 035	1 051	4,5	619	450	132	230	114	72	405	125
Bonneville	569	559	5,0	396	163	37	85	37	22	190	86
Bourgoin-Jallieu	514	531	4,6	350	174	35	98	42	24	132	51
Bressuire	274	271	7,7	205	64	18	42	20	11	74	27
Carpentras	883	770	2,7	220	573	91	343	68	50	4	36
Colmar	749	780	5,8	466	290	35	220	59	37	228	144
Digne-les-Bains	307	293	6,2	206	80	18	36	25	17	79	22
Dinan	231	209	3,8	154	58	21	29	18	14	65	10
Guéret	230	254	3,8	183	67	19	33	23	14	51	14
Guingamp	254	265	3,4	164	106	37	55	32	23	65	22
Hazebrouck	221	218	4,2	130	83	18	37	23	11	62	109
Laon	240	132	4,0	55	75	19	25	21	13	66	10
Lure	240	212	4,7	141	64	19	25	26	14	37	11
Mende	202	219	6,1	173	54	14	22	6	5	40	14
Metz	1 526	1 113	7,9	604	478	82	282	113	74	211	230
Montbéliard	432	393	7,0	255	133	50	58	55	31	62	31
Montbrison	324	306	12,8	184	115	17	71	24	13	49	50
Mulhouse	1 054	1 020	7,8	662	348	79	208	89	57	1	197
Péronne	186	206	5,6	168	31	6	17	13	7	58	16
Sarreguemines	614	614	8,4	361	251	68	149	70	48	152	83
Saverne	365	318	8,8	213	114	35	66	26	16	94	58
Strasbourg	1 897	2 185	9,0	1 535	654	113	435	109	79	715	446
Thionville	571	572	5,9	379	172	35	109	56	30	169	69
Thonon-les-Bains	748	701	5,4	504	202	51	116	46	27	209	66
Valence	492	517	3,4	372	144	46	67	47	35	184	20
Basse-Terre	598	285	4,4	153	138	18	92	12	11	15	80
Cayenne	663	228	7,2	92	150	41	79	27	27	28	36
Fort-de-France	1 059	806	4,8	474	373	144	176	103	80	273	250
Pointe-à-Pitre	990	860	7,7	525	347	62	133	50	39	185	190
St-Denis-de-la-Réunion	1 326	1 441	5,2	966	460	141	169	156	117	346	375
Saint-Pierre	787	901	2,5	615	302	108	110	92	72	234	61

Le présent tableau fournit une répartition géographique selon le découpage judiciaire, des condamnations prononcées en 2005 et inscrites au Casier judiciaire national (cf. chapitre correspondant). L'unité de base retenue est la cour d'appel (incluant la cour d'assises) et le ressort de tribunal de grande instance (tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunaux de police, et la cour d'assises si elle siège au TGI).

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer

Avertissement : pour fournir des données par juridictions nous avons considéré le nombre de condamnations prononcées en 2005 et inscrites au casier judiciaire jusqu'au 31 mai 2006. Le total France entière est donc différent des données estimées au bout de 19 mois de collecte en juillet 2006.

Définitions et méthodes

Crimes

Il s'agit de l'ensemble des condamnations pour crimes prononcées soit par les cours d'assises pour majeurs et mineurs, soit par les tribunaux pour enfants lorsque le crime a été commis par un mineur de moins de 16 ans.

Délits

La rubrique "**Vols**" ne comprend que les vols simples.

La rubrique "**Coups et violences volontaires**" regroupe toutes les atteintes volontaires délictuelles à l'intégrité physique de la personne, y compris celles perpétrées à l'égard de mineurs.

La rubrique "**Infractions sur les stupéfiants**" comprend toutes les infractions délictuelles liées à la législation sur les stupéfiants : usage, acquisition, commerce, trafic, aide à l'usage ...

La rubrique "**Police des étrangers**" regroupe toutes les infractions liées à la réglementation sur les étrangers et les nomades, y compris l'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger en France, et l'emploi d'un étranger non muni d'une autorisation de travail salarié.

Contraventions de 5^e classe

La rubrique "**Coups et violences volontaires**" comprend les atteintes à l'intégrité physique de la personne ayant entraîné une interruption temporaire de travail inférieure ou égale à 8 jours.

Cours d'appel

Les condamnations prononcées par les cours d'appel sont distinguées sous la rubrique "cour d'appel". Par commodité de présentation, celles prononcées par les cours d'assises, juridictions à compétence départementale, sont comptabilisées soit dans la rubrique "cour d'appel" si la cour d'assises siège dans une ville comprenant une cour d'appel, soit dans une rubrique TGI si la cour d'assises siège dans une ville comprenant uniquement un TGI. Le signe "." dans la colonne "Crimes" indique qu'il n'y a pas de cour d'assises ni de tribunal pour enfants au siège du TGI correspondant.

Tribunaux aux armées

Les condamnations prononcées par les tribunaux aux armées de Paris et Landau ont été distinguées dans la rubrique "tribunaux aux armées" située en fin de tableau. Ces juridictions traitent des infractions militaires commises par des ressortissants français en Allemagne (Landau) ou dans tout autre territoire étranger en vertu d'accords internationaux (Paris). Il est rappelé que les crimes et délits militaires commis sur le territoire national sont jugés en temps de paix par les juridictions de droit commun (cf. chapitre "Activité des juridictions - Tribunaux aux armées").

Sources :

- Ministère de la Justice
Casier judiciaire national

Condamnations prononcées en 2005^P par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/05/2006

Siège	Toutes condam- nations	Pour crimes	Pour délits					Pour contraventions de 5e classe		
			Vols et recels	Circulation routière	Coups et violences vol.	Infraction sur les stupéfiants	Police des étrangers	coups et violences volont.		
TOUTES JURIDICTIONS	611 969	3 322	543 200	111 252	207 074	49 313	35 314	5 340	65 447	11 768
AGEN Total ressort	6 866	41	6 074	1 072	2 701	572	239	17	751	145
Cour d'appel	285	21	241	35	36	32	7	4	23	8
RESSORT DES TGI*										
AGEN	2 463	2	2 231	442	927	222	74	5	230	59
AUCH	1 505	11	1 315	248	580	131	74	5	179	26
CAHORS	1 603	7	1 398	232	677	113	70	3	198	32
MARMANDE	1 010	.	889	115	481	74	14	.	121	20
AIX-EN-PROVENCE Total ressort	42 009	261	37 229	8 479	11 981	3 153	2 678	490	4 519	934
Cour d'appel	2 976	122	2 693	401	389	306	164	30	161	54
RESSORT DES TGI*										
AIX-EN-PROVENCE	4 805	.	3 930	1 041	1 220	300	279	26	875	155
DIGNE-LES-BAINS	923	5	830	152	327	65	56	1	88	18
DRAGUIGNAN	3 908	58	3 276	559	1 041	323	346	8	574	55
GRASSE	6 334	1	5 619	1 101	2 181	412	367	52	714	245
MARSEILLE	9 658	12	8 874	2 872	1 917	897	700	105	772	154
NICE	6 556	60	5 871	1 092	2 606	355	279	209	625	151
TARASCON	1 543	.	1 379	330	522	88	119	9	164	18
TOULON	5 306	3	4 757	931	1 778	407	368	50	546	84
AMIENS Total ressort	21 473	75	19 229	4 079	6 947	2 099	1 278	26	2 169	543
Cour d'appel	686	31	608	118	124	92	31	.	47	15
RESSORT DES TGI*										
ABBEVILLE	1 293	.	1 185	169	501	152	104	.	108	21
AMIENS	5 144	.	4 507	1 066	1 337	568	326	5	637	136
BEAUVAIS	2 825	18	2 586	524	993	285	123	2	221	43
COMPIÈGNE	1 809	3	1 617	354	581	139	110	1	189	41
LAON	2 263	21	2 013	465	688	186	172	5	229	77
PÉRONNE	1 052	.	956	155	421	119	41	2	96	28
SAINT-QUENTIN	1 846	.	1 684	429	492	223	121	2	162	57
SENLIS	3 206	2	2 940	585	1 337	219	175	6	264	68
SOISSONS	1 349	.	1 133	214	473	116	75	3	216	57
ANGERS Total ressort	13 234	82	11 404	2 041	4 999	932	773	21	1 748	183
Cour d'appel	555	37	489	67	104	51	38	2	29	4
RESSORT DES TGI*										
ANGERS	4 039	2	3 545	741	1 296	311	245	8	492	75
LAVAL	2 768	13	2 374	462	1 039	211	197	2	381	31
LE MANS	4 165	30	3 630	651	1 614	303	238	9	505	45
SAUMUR	1 707	.	1 366	120	946	56	55	.	341	28
BASTIA Total ressort	2 971	14	2 471	283	943	223	172	51	486	33
Cour d'appel	225	5	198	18	25	18	6	7	22	5
RESSORT DES TGI*										
AJACCIO	1 057	8	994	120	325	92	119	24	55	5
BASTIA	1 689	1	1 279	145	593	113	47	20	409	23
BESANÇON Total ressort	12 557	68	11 170	2 263	4 473	1 113	560	23	1 319	222
Cour d'appel	644	33	586	111	114	98	40	2	25	6
RESSORT DES TGI*										
BELFORT	2 151	.	1 939	441	760	210	108	4	212	41
BESANÇON	3 386	4	3 001	664	1 205	256	142	8	381	50
DOLE	1 174	.	1 079	172	514	104	49	.	95	12
LONS-LE-SAUNIER	1 486	13	1 199	224	464	148	50	5	274	38
LURE	839	.	744	113	363	60	16	.	95	23
MONTBÉLIARD	1 930	.	1 760	325	792	131	88	1	170	45
VESOUL	947	18	862	213	261	106	67	3	67	7
BORDEAUX Total ressort	18 115	98	15 996	3 494	6 638	1 312	660	135	2 021	281
Cour d'appel	979	59	865	154	153	115	49	9	55	24
RESSORT DES TGI*										
ANGOULÊME	2 425	19	2 146	450	818	247	85	2	260	48
BERGERAC	1 324	.	1 168	178	516	96	47	5	156	31
BORDEAUX	9 905	2	8 731	2 070	3 834	607	316	113	1 172	125
LIBOURNE	1 160	.	1 076	217	538	85	24	4	84	13
PÉRIGUEUX	2 322	18	2 010	425	779	162	139	2	294	40

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

I/V

Condamnations prononcées en 2005^P par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/05/2006

Siège	Toutes condamnations	Pour crimes	Pour délits						Pour contraventions de 5e classe	
			Vols et recels	Circulation routière	Coups et violences vol.	Infraction sur les stupéfiants	Police des étrangers	coups et violences volont.		
BOURGES Total ressort	8 160	49	6 679	1 250	2 890	676	285	7	1 432	193
Cour d'appel	324	16	288	49	62	60	13	.	20	11
RESSORT DES TGI*										
BOURGES	3 230	2	2 729	504	1 351	247	89	3	499	56
CHÂTEAURoux	2 226	17	1 864	354	723	184	132	3	345	77
NEVERS	2 380	14	1 798	343	754	185	51	1	568	49
CAEN Total ressort	15 671	78	13 991	2 668	6 020	988	1 081	44	1 602	265
Cour d'appel	554	37	498	99	98	64	35	2	19	4
RESSORT DES TGI*										
ALENÇON	2 009	13	1 759	310	814	123	155	.	237	59
ARGENTAN	1 315	.	1 184	120	566	81	162	.	131	24
AVRANCHES	990	.	921	137	463	75	63	4	69	10
CAEN	4 816	2	4 110	984	1 900	273	151	10	704	82
CHERBOURG	2 252	2	2 081	317	865	150	104	28	169	40
COUTANCES	2 014	24	1 858	329	680	130	331	.	132	31
LISIEUX	1 721	.	1 580	372	634	92	80	.	141	15
CHAMBÉRY Total ressort	9 257	33	7 697	1 533	3 008	676	540	72	1 527	170
Cour d'appel	504	10	477	84	84	51	69	10	17	4
RESSORT DES TGI*										
ALBERTVILLE	2 492	.	1 661	268	641	110	127	21	831	56
ANNECY	1 722	23	1 504	367	594	131	79	6	195	30
BONNEVILLE	945	.	892	121	454	89	56	12	53	19
CHAMBÉRY	2 065	.	1 927	463	657	187	155	3	138	35
THONON-LES-BAINS	1 529	.	1 236	230	578	108	54	20	293	26
COLMAR Total ressort	15 404	75	13 572	3 058	4 386	1 282	832	117	1 757	345
Cour d'appel	594	29	524	99	87	61	29	9	41	26
RESSORT DES TGI*										
COLMAR	2 519	.	2 333	474	809	201	177	3	186	13
MULHOUSE	4 539	2	4 143	848	1 508	392	173	47	394	85
SAVERNE	1 479	1	1 345	226	451	150	74	10	133	28
STRASBOURG	6 273	43	5 227	1 411	1 531	478	379	48	1 003	193
DIJON Total ressort	11 342	75	9 490	1 860	3 701	831	702	24	1 777	194
Cour d'appel	666	38	605	110	117	71	60	2	23	5
RESSORT DES TGI*										
CHÂLON-SUR-SAONE	3 083	19	2 329	472	955	207	128	4	735	76
CHAUMONT	2 621	16	2 330	508	800	201	256	11	275	43
DIJON	3 076	2	2 809	492	1 238	245	188	3	265	44
MÂCON	1 896	.	1 417	278	591	107	70	4	479	26
DOUAI Total ressort	43 551	226	39 317	8 637	14 032	3 832	3 074	273	4 008	1 113
Cour d'appel	1 878	90	1 731	348	313	223	141	41	57	17
RESSORT DES TGI*										
ARRAS	3 667	2	3 293	546	1 363	316	265	7	372	103
AVESNES-SUR-HELPE	2 569	.	2 375	469	871	241	261	3	194	67
BÉTHUNE	7 033	3	6 404	1 606	2 038	710	409	5	626	228
BOULOGNE-SUR-MER	3 494	9	3 080	777	1 112	229	253	115	405	107
CAMBRAI	2 632	.	2 348	457	666	287	235	4	284	85
DOUAI	2 487	.	2 289	557	707	303	201	3	198	96
DUNKERQUE	3 205	5	2 813	533	967	303	251	30	387	103
HAZEBROUCK	1 011	.	864	122	399	63	49	2	147	25
LILLE	9 331	9	8 616	1 967	3 689	634	551	37	706	139
SAINT-OMER	1 702	105	1 406	310	544	122	61	9	191	51
VALENCIENNES	4 542	3	4 098	945	1 363	401	397	17	441	92
GRENOBLE Total ressort	15 771	80	13 858	2 608	5 841	1 106	862	39	1 833	254
Cour d'appel	847	47	772	158	114	98	67	4	28	16
RESSORT DES TGI*										
BOURGOIN-JALLIEU	1 321	.	1 172	285	464	104	46	3	149	28
GAP	1 489	7	1 228	210	514	92	110	8	254	34
GRENOBLE	5 139	5	4 861	891	2 107	389	314	13	273	100
VALENCE	4 928	20	4 096	702	2 000	283	225	9	812	51
VIENNE	2 047	1	1 729	362	642	140	100	2	317	25
LIMOGES Total ressort	7 817	41	6 920	1 239	2 758	568	421	14	856	211
Cour d'appel	521	33	456	94	81	67	28	1	32	18
RESSORT DES TGI*										
BRIVE-LA-GAILLARDE	1 437	.	1 295	282	497	118	52	1	142	24
GUÉRET	1 212	4	1 098	159	488	92	52	5	110	24
LIMOGES	3 767	1	3 308	585	1 367	237	215	7	458	134
TULLE	880	3	763	119	325	54	74	.	114	11

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

Condamnations prononcées en 2005^P par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/05/2006

Siège	Toutes condamnations	Pour crimes	Pour délits						Pour contraventions de 5e classe	
			Vols et recels	Circulation routière	Coups et violences vol.	Infraction sur les stupéfiants	Police des étrangers	coups et violences volont.		
LYON	27 365	157	24 006	5 028	8 425	2 548	1 389	201	3 202	725
Cour d'appel	1 128	53	1 022	207	131	165	51	18	53	21
RESSORT DES TGI*										
BELLEY	695	.	642	47	394	44	45	3	53	16
BOURG-EN-BRESSE	3 489	41	3 084	561	1 134	281	236	28	364	58
LYON	13 112	9	11 241	2 516	4 054	1 175	557	143	1 862	398
MONTBRISON	1 011	.	874	118	458	89	13	1	137	38
ROANNE	1 468	3	1 280	223	580	84	69	1	185	33
SAINT-ÉTIENNE	4 681	51	4 292	1 054	1 104	570	275	6	338	120
VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE	1 781	.	1 571	302	570	140	143	1	210	41
METZ	11 538	40	10 165	2 005	3 818	796	870	31	1 333	247
Cour d'appel	688	35	610	101	105	101	66	.	43	26
RESSORT DES TGI*										
METZ	4 725	1	4 452	998	1 604	373	325	4	272	59
SARREGUEMINES	3 573	2	2 840	499	1 186	164	272	18	731	78
THONVILLE	2 552	2	2 263	407	923	158	207	9	287	84
MONTPELLIER	21 557	78	18 768	3 902	7 201	1 527	1 280	264	2 711	501
Cour d'appel	908	31	833	188	73	82	99	27	44	18
RESSORT DES TGI*										
BÉZIERS	3 655	2	3 067	684	1 039	376	193	25	586	137
CARCASSONNE	2 228	15	1 953	371	984	124	58	5	260	46
MILLAU	747	.	605	87	249	30	58	1	142	11
MONTPELLIER	5 818	2	5 382	1 381	1 941	456	324	52	434	107
NARBONNE	1 873	.	1 533	285	664	109	133	7	340	54
PERPIGNAN	4 729	20	3 936	594	1 715	242	311	146	773	103
RODEZ	1 599	8	1 459	312	536	108	104	1	132	25
NANCY	13 847	67	12 096	2 191	4 598	1 129	1 114	34	1 684	308
Cour d'appel	648	44	565	115	82	94	49	4	39	16
RESSORT DES TGI*										
BAR-LE-DUC	1 197	5	1 069	155	519	82	94	6	123	26
BRIEY	2 010	1	1 751	277	858	149	108	4	258	31
ÉPINAL	2 770	16	2 409	465	857	265	237	2	345	47
NANCY	4 725	1	4 051	819	1 366	367	403	7	673	130
SAINT-DIÉ	1 143	.	1 033	143	477	61	99	.	110	17
VERDUN	1 354	.	1 218	217	439	111	124	11	136	41
NÎMES	13 299	77	11 677	2 174	4 769	1 053	536	166	1 545	340
Cour d'appel	743	47	671	150	85	117	43	23	25	14
RESSORT DES TGI*										
ALÈS	1 309	.	1 188	162	578	115	22	2	121	42
AVIGNON	4 646	20	3 854	761	1 512	305	199	77	772	108
CARPENTRAS	1 761	.	1 675	364	577	129	74	45	86	9
MENDE	611	2	513	125	167	62	24	1	96	13
NÎMES	2 466	2	2 059	427	866	193	91	14	405	143
PRIVAS	1 763	6	1 717	185	984	132	83	4	40	11
ORLÉANS	14 130	72	11 923	2 341	5 148	975	607	31	2 135	367
Cour d'appel	578	32	513	87	123	55	32	4	33	16
RESSORT DES TGI*										
BLOIS	3 045	10	2 667	412	1 458	187	102	6	368	75
MONTARGIS	1 352	.	1 222	181	655	93	49	1	130	29
ORLÉANS	3 954	3	3 359	672	1 364	282	174	17	592	77
TOURS	5 201	27	4 162	989	1 548	358	250	3	1 012	170
PARIS	87 944	452	80 134	17 691	25 468	8 285	5 830	2 335	7 358	1 418
Cour d'appel	4 362	141	4 086	758	684	525	310	152	135	68
RESSORT DES TGI*										
AUXERRE	2 358	10	2 120	457	916	198	72	7	228	43
BOBIGNY	12 761	94	11 883	2 935	2 832	1 435	852	932	784	222
CRÉTEIL	10 189	55	9 289	2 005	2 684	1 084	819	326	845	200
ÉVRY	8 089	55	7 611	1 760	2 686	1 042	323	21	423	168
FONTAINEBLEAU	1 796	.	1 572	220	817	132	94	.	224	50
MEAUX	6 773	3	6 272	1 161	2 690	543	395	78	498	117
MELUN	5 476	83	4 537	1 024	1 416	450	345	21	856	121
PARIS	34 670	11	31 581	7 166	10 271	2 686	2 551	782	3 078	409
SENS	1 470	.	1 183	205	472	190	69	16	287	20
PAU	11 817	48	9 999	1 683	4 180	810	874	66	1 770	226
Cour d'appel	603	15	560	100	97	63	66	12	28	10
RESSORT DES TGI*										
BAYONNE	2 975	.	2 149	330	930	157	190	34	826	48
DAX	1 847	1	1 720	286	784	141	124	1	126	38
MONT-DE-MARSAN	1 670	13	1 337	178	705	129	74	2	320	29
PAU	2 520	.	2 352	464	956	174	213	8	168	51
TARBES	2 202	19	1 881	325	708	146	207	9	302	50

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

Condamnations prononcées en 2005^P par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/05/2006

Siège	Toutes condamnations	Pour crimes	Pour délits						Pour contraventions de 5e classe		
			Vols et recels	Circulation routière	Coups et violences vol.	Infraction sur les stupéfiants	Police des étrangers	coups et violences volont.			
POITIERS	Total ressort	18 643	51	16 522	3 251	7 332	1 203	995	22	2 070	231
	Cour d'appel	519	21	469	87	114	49	26	1	29	3
	RESSORT DES TGI*										
	BRESSUIRE	1 138	.	1 133	154	624	69	58	1	5	1
	NIORT	2 236	7	1 875	427	629	210	95	3	354	34
	POITIERS	4 068	2	3 483	776	1 407	228	185	4	583	38
	ROCHE-SUR-YON (LA)	3 327	6	2 993	529	1 500	163	286	9	328	34
	ROCHEFORT	1 752	1	1 612	360	721	106	64	3	139	17
	ROCHELLE (LA)	1 818	.	1 590	270	778	111	107	.	228	53
	SABLES-D'OLONNE (LES)	2 096	.	1 816	296	931	128	71	.	280	21
	SAINTES	1 689	14	1 551	352	628	139	103	1	124	30
REIMS	Total ressort	11 344	65	9 873	2 054	3 495	989	695	33	1 406	265
	Cour d'appel	629	26	580	111	117	87	44	4	23	11
	RESSORT DES TGI*										
	CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE	2 640	1	2 283	440	922	252	157	2	356	20
	CHARLEVILLE-MÉZIÈRES	1 902	20	1 768	401	665	175	113	7	114	25
	REIMS	4 197	2	3 623	725	1 107	336	279	19	572	128
	TROYES	1 976	16	1 619	377	684	139	102	1	341	81
RENNES	Total ressort	40 168	160	36 402	6 700	18 229	2 610	1 545	106	3 606	626
	Cour d'appel	1 572	48	1 460	279	332	176	102	14	64	26
	RESSORT DES TGI*										
	BREST	3 453	2	3 220	696	1 238	292	165	9	231	58
	DINAN	1 016	.	929	92	560	76	37	.	87	9
	GUINGAMP	1 966	1	1 731	231	863	199	91	5	234	56
	LORIENT	3 986	.	3 752	685	1 963	243	142	10	234	63
	MORLAIX	980	.	911	123	471	60	35	22	69	14
	NANTES	6 916	54	5 832	1 068	3 115	403	232	14	1 030	109
	QUIMPER	4 037	22	3 799	648	2 204	225	151	2	216	78
	RENNES	6 707	.	6 200	1 234	2 894	330	363	17	507	70
	SAINT-BRIEUC	2 823	19	2 535	539	1 328	201	56	4	269	34
	SAINT-MALO	1 470	.	1 324	241	672	100	35	3	146	33
	SAINT-NAZAIRE	2 939	1	2 661	508	1 445	183	55	3	277	48
	VANNES	2 303	13	2 048	356	1 144	122	81	3	242	28
RIOM	Total ressort	12 800	72	11 148	2 023	4 594	942	634	32	1 580	225
	Cour d'appel	478	16	441	87	76	64	30	2	21	9
	RESSORT DES TGI*										
	AURILLAC	1 241	8	999	214	456	83	34	3	234	40
	CLERMONT-FERRAND	4 942	6	4 304	775	1 674	411	186	12	632	72
	CUSSET	1 280	.	1 159	157	591	71	63	1	121	14
	MONTLUÇON	1 244	.	1 112	229	438	60	89	11	132	22
	MOULINS	998	29	880	162	387	76	70	.	89	27
	PUY (LE)	1 607	13	1 405	257	628	99	115	1	189	25
	RIOM	1 010	.	848	142	344	78	47	2	162	16
ROUEN	Total ressort	18 134	113	16 436	3 283	7 067	1 311	1 029	74	1 585	323
	Cour d'appel	649	50	558	99	96	77	52	6	41	9
	RESSORT DES TGI*										
	BERNAY	1 833	.	1 605	197	847	95	161	10	228	46
	DIEPPE	2 007	.	1 771	339	869	133	118	7	236	25
	ÉVREUX	4 086	49	3 750	619	1 798	278	307	6	287	31
	HAVRE (LE)	3 978	7	3 619	945	1 264	327	182	11	352	148
	ROUEN	5 581	7	5 133	1 084	2 193	401	209	34	441	64
TOULOUSE	Total ressort	15 813	75	14 188	3 081	4 710	1 238	999	175	1 550	286
	Cour d'appel	841	34	765	154	110	108	42	10	42	14
	RESSORT DES TGI*										
	ALBI	1 395	20	1 274	239	460	103	105	11	101	15
	CASTRES	1 408	1	1 294	276	460	118	89	1	113	11
	FOIX	1 703	3	1 513	263	679	108	78	5	187	25
	MONTAUBAN	2 146	16	1 883	471	622	135	102	33	247	65
	SAINT-GAUDENS	902	.	726	118	216	60	38	7	176	21
	TOULOUSE	7 418	1	6 733	1 560	2 163	606	545	108	684	135

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

IV/V

Condamnations prononcées en 2005^P par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/05/2006

Siège	Toutes condam- nations	Pour crimes	Pour délits						Pour contraventions de 5e classe	
			Vols et recels	Circulation routière	Coups et violences vol.	Infraction sur les stupéfiants	Police des étrangers	coups et violences volont.		
VERSAILLES Total ressort	33 999	305	30 283	5 502	12 106	2 681	1 981	118	3 411	355
Cour d'appel	1 549	88	1 397	241	231	203	140	10	64	23
RESSORT DES TGI*										
CHARTRES	4 068	17	3 469	702	1 399	288	297	4	582	52
NANTERRE	12 604	99	11 956	1 856	5 391	880	858	71	549	53
PONTOISE	7 855	95	6 705	1 225	2 751	647	317	16	1 055	113
VERSAILLES	7 923	6	6 756	1 478	2 334	663	369	17	1 161	114
BASSE-TERRE Total ressort	3 162	36	2 955	686	836	478	199	59	171	46
Cour d'appel	121	36	82	17	6	15	5	2	3	2
RESSORT DES TGI*										
BASSE-TERRE	1 090	.	959	215	198	186	65	21	131	33
POINTE-A-PITRE	1 951	.	1 914	454	632	277	129	36	37	11
FORT-DE-FRANCE Total ressort	3 022	87	2 826	940	482	385	248	99	109	27
Cour d'appel	178	26	147	19	13	25	10	11	5	2
RESSORT DES TGI*										
CAYENNE	656	61	577	181	88	58	66	70	18	1
FORT-DE-FRANCE	2 188	.	2 102	740	381	302	172	18	86	24
ST-DENIS-DE-LA-R. Total ressort	7 836	63	7 407	1 986	2 867	872	290	10	366	145
Cour d'appel	261	56	198	46	34	34	9	1	7	3
RESSORT DES TGI*										
ST-DENIS-DE-LA-RÉUNION	4 519	5	4 293	1 277	1 606	484	179	1	221	58
SAINT-PIERRE	3 056	2	2 916	663	1 227	354	102	8	138	84
MAMOUDZOU Total ressort	504	5	496	108	70	28	8	130	3	1
Cour d'appel	9	5	4	.	1	.	.	.	.	.
RESSORT DES TGI*										
MAMOUDZOU	495	.	492	108	69	28	8	130	3	1
NOUMEA Total ressort	474	.	444	32	247	40	16	.	30	9
Cour d'appel	27	.	24	2	10	1	.	.	3	1
RESSORT DES TGI*										
MATA-HUTU	3	.	3	.	.	3	.	.	.	.
NOUMÉA	444	.	417	30	237	36	16	.	27	8
PAPEETE Total ressort	252	1	238	14	109	27	8	1	13	9
Cour d'appel	36	1	31	1	5	4	1	.	4	4
RESSORT DES TGI*										
PAPEETE	216	.	207	13	104	23	7	1	9	5
ST-PIERRE-ET-M. Total ressort	6	.	4	.	4	.	.	.	2	.
RESSORT DES TGI*										
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	6	.	4	.	4	.	.	.	2	.
Tribunaux militaires	117	2	113	13	1	23	10	.	2	2

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

VV

Amende : c'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable en matière criminelle et en matière correctionnelle, soit comme peine principale, soit comme peine complémentaire en même temps que l'emprisonnement. Pour les contraventions de 5^e classe, c'est la peine principale la plus fréquente ; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes ces matières, l'amende peut être assortie de sursis.

Autres décisions : cf. caducité, conciliation, désistement, incompetence, radiation.

Caducité de la demande : le tribunal est saisi par la remise d'une copie de l'assignation faite dans les quatre mois de cette assignation, faute de quoi celle-ci sera caduque. La caducité est constatée d'office par ordonnance du président ou du juge saisi de l'affaire (cf. art. 757 du Nouveau Code de procédure civile).

Citation directe : elle est délivrée par huissier. Elle énonce les faits poursuivis, vise les textes de loi qui les répriment, indique le tribunal saisi, le lieu, l'heure et la date de l'audience (art. 389 et suivants, art. 550 et suivants du Code de procédure pénale).

Comparution immédiate : elle est possible si l'emprisonnement encouru est au moins égal à deux ans sans excéder sept ans ou, en cas de délit flagrant, au moins égal à six mois. Le procureur peut alors, s'il estime qu'une information n'est pas nécessaire, traduire le prévenu sur le champ devant le tribunal (art. 393 et suivants du Code de procédure pénale).

Composition pénale : le procureur de la République peut proposer une composition pénale à une personne majeure qui reconnaît avoir commis un ou plusieurs délits énumérés par la loi. La composition pénale consiste en une ou plusieurs mesures : amende, remise du permis de conduire ou de chasser, travail non rémunéré au profit de la collectivité, stage ou formation dans un service sanitaire, social ou professionnel... Lorsque l'auteur des faits, qui peut être assisté d'un avocat, donne son accord aux mesures proposées, le procureur de la République saisit par requête le président de la juridiction aux fins de validation de la composition. L'exécution de la composition pénale éteint l'action publique ; elle figure au Casier judiciaire (article 41-2 du CPP).

Conciliation des parties : les parties peuvent se concilier, d'elles-mêmes ou à l'initiative du juge, tout au long de l'instance (art. 127 du Nouveau Code de procédure civile).

Confirmation : décision par laquelle la juridiction du second degré approuve la décision des premiers juges.

Décision au fond : jugement qui tranche dans son dispositif tout ou partie de l'objet du litige, ou qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir, ou tout autre incident (art. 480 et 481 du Nouveau Code de procédure civile).

Décisions au fond contradictoires : il s'agit des décisions rendues en présence des

deux parties ou de leurs représentants. Les décisions non contradictoires sont celles où le défendeur a négligé de se présenter ou de se faire représenter. La proportion de décisions au fond contradictoires est calculée en rapportant ces dernières au nombre total de décisions au fond.

Décision mixte : jugement qui tranche dans son dispositif une partie de l'objet du litige, et qui ordonne une mesure d'instruction ou une mesure provisoire.

Défaut d'éluclidation : affaires (enregistrées ou compostées) dont l'auteur est inconnu.

Désistement : le demandeur peut, en toute matière, se désister de sa demande en vue de mettre fin à l'instance (art. 394 du Nouveau Code de procédure civile).

Dispense de peine : le prévenu peut être dispensé de peine en matière de délit ou de contravention s'il apparaît que son reclassement est acquis, et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine (art. 132-58 et 132-59 du CP).

Durée des affaires : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine du tribunal et la date de la décision le desaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année, toutes décisions confondues, y compris les affaires commerciales. Le détail des durées d'affaires par nature de contentieux est fourni dans le chapitre "Durée de traitement des affaires".

Emprisonnement : peine privative de liberté dont la durée ne peut pas dépasser dix ans (art. 131-4 du Code pénal), et s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession) tantôt facultatives, tantôt obligatoires. Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple, ou assorti du placement du condamné sous le régime de la mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis avec mise à l'épreuve est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Celle-ci soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Incompétence [Décision d'] : lorsque les faits soumis au tribunal ne relèvent pas de sa compétence d'attribution ou de sa compétence territoriale, il rend une décision d'incompétence qui, soit désigne la juridiction compétente, soit renvoie seulement les parties à mieux se pourvoir (art. 96 du Nouveau Code de procédure civile).

Infirmerie : annulation de la décision des premiers juges par la juridiction du second degré. Elle est basée sur le fond du droit, ou seulement sur la forme (procédure).

Irrecevabilité de la demande : constitue une fin de non recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir, tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée. Elle joue devant toute juridiction à tout moment de la procédure, sans que celui qui l'invoque ait à justifier d'un grief (art. 122 à 126, et 911 du Nouveau Code de procédure civile).

Jugements sur le fond : jugements qui statuent sur l'objet même du procès. Une partie notable des affaires se termine sans jugement au fond, mais par radiation, désistement, conciliation, confirmation...

Mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : les juridictions pour mineurs prononcent, suivant les cas, les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont variées et adaptées à chaque cas particulier. Les plus fréquentes sont : l'admonestation, la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance, le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical ou d'éducation ou de formation professionnelle, la mesure de réparation.

Mise en examen : le juge d'instruction peut mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission des infractions dont il est saisi.

Mode de jugement : le jugement est prononcé sur le mode *contradictoire* lorsque le prévenu est présent à l'audience, sur le mode *contradictoire à signifier* lorsque le prévenu, régulièrement cité à sa personne, a demandé à être jugé en son absence, ou lorsqu'il ne comparait pas. Le jugement est *par défaut* si la citation n'a pas été délivrée à la personne du prévenu qui n'a pas comparu au jour et à l'heure fixés. Il est prononcé *par itératif défaut* si le condamné, ayant formé opposition à une condamnation par défaut, ne comparait pas à la date fixée.

Montant moyen de la partie ferme : il s'agit du montant moyen des parties fermes des peines d'amende, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

Nature de l'infraction : le contentieux pénal définit l'infraction à l'aide d'une table des natures d'infraction (NATINF) qui répertorie plus de 10 000 incriminations différentes. Globalement, 1 800 positions sont utilisées au cours d'une année. Pour des raisons d'analyse statistique et de publication, ces postes ont été regroupés en une nomenclature de 200 rubriques, organisées sur trois niveaux d'agrégation présentant les infractions les plus graves et les plus fréquentes.

Nature de la peine : le législateur édicte un barème général des peines. L'existence de ce barème légal est une garantie contre l'arbitraire du juge, car celui-ci ne pourra pas condamner au delà du maximum fixé par la loi. Dans ce cadre le juge dispose d'une grande latitude pour prononcer la sanction. Considérant la possibilité de réinsertion du délinquant comme l'étendue de sa culpabilité, le juge ne prononcera pas le plus souvent la peine prévue par la loi. Dans un certain nombre de cas, il peut aussi décider que l'emprisonnement sera subi dans le cadre de la semi-liberté, ou bien assorti de sursis, ou même remplacé par une peine alternative. Il peut également, sous certaines conditions, dispenser de peine le coupable. De surcroît, beaucoup de peines complémentaires étant facultatives, elles sont laissées à la discrétion du juge.

Non admission : procédure instituée par la loi organique du 25 juin 2001 qui permet à la Cour de cassation de déclarer « non admis » les pourvois irrecevables ou non fondés sur un moyen sérieux de cassation.

Officier du ministère public : il reçoit les amendes forfaitaires qui n'ont pas été payées dans les délais, et qui vont donc faire l'objet d'une majoration. Il reçoit également les plaintes, dénonciations et procès-verbaux relevant d'une autre procédure : ordonnance pénale ou citation directe devant le tribunal de police.

Ordonnance pénale : comme l'amende forfaitaire majorée, c'est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions.

Ordonnance (procédure) de référé : décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires (art. 484 du Nouveau Code de procédure civile). L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire (art. 488 et 489 du Nouveau Code de procédure civile). L'ordonnance de référé peut être frappée d'appel à moins qu'elle n'émane du Premier président de la Cour d'Appel ou qu'elle n'ait été rendue en dernier ressort en raison du montant ou de l'objet de la demande. L'ordonnance rendue en dernier ressort par défaut est susceptible d'opposition. Le délai d'appel ou d'opposition est de quinze jours.

Dans tous les cas d'urgence, le président du tribunal peut, dans les limites de sa compétence, ordonner en référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ainsi qu'accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation. Il peut prescrire les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite (art. 808 et 809 du nouveau Code de procédure civile).

Ordonnance sur requête : décision provisoire rendue non contradictoirement dans les cas où le requérant est fondé à ne pas appeler de partie adverse (art. 493 à 498 du Nouveau Code de procédure civile). Le président du tribunal est saisi par requête dans les cas spécifiés par la loi. Il peut ordonner sur requête, dans les limites de sa compétence, toutes mesures urgentes lorsque les circonstances exigent qu'elles ne soient pas prises contradictoirement (art. 812 et 851 du Nouveau Code de procédure civile).

Peines complémentaires : certains crimes et délits peuvent en outre être sanctionnés d'interdiction, de déchéance, d'incapacité ou retrait d'un droit, d'immobilisation ou confiscation d'un objet, de fermeture d'un établissement et d'affichage de la décision (art. 131-10 du Code pénal). Des peines complémentaires sont également prévues pour les contraventions (art. 131-16 du Code pénal).

Peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du CP : depuis la loi du 11 juillet 1975 les tribunaux peuvent prononcer à titre principal, pour les délits, des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations, et des interdictions professionnelles.

Peines de substitution : cf. « Peines privatives ou restrictives de droit ».

Radiation : sanctionne, dans les conditions de la loi, le manque de diligence des parties. Elle emporte retrait de l'affaire du rang des affaires en cours (art. 381 du Nouveau Code de procédure civile).

Rappel à la loi : c'est une procédure légère, alternative à la poursuite et adaptable à un grand

nombre d'infractions. Pour avoir valeur de réponse judiciaire il doit en principe être invoqué en respectant un certain formalisme : courrier écrit, ou convocation de l'auteur par le parquet ou par un délégué du procureur de la République.

Réclusion criminelle : peine perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Code pénal). Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et de l'interdiction légale. À temps, sa durée est comprise entre 10 et 30 ans.

Régularisation : c'est une réponse pénale alternative à la poursuite quand elle est faite à la demande du parquet. Elle consiste à demander à l'auteur de l'infraction de restaurer une situation conforme au droit. Cette mesure est à distinguer de la régularisation d'office (spontanée) pouvant conduire à un classement en opportunité.

Réparation : mesure alternative applicable aux mineurs, elle oblige l'auteur des faits à désintéresser la victime ou à réaliser tout acte de réparation à la demande du parquet. Cette mesure ne se confond pas avec les indemnisations spontanées qui aboutissent au classement sans suite pur et simple.

Taux d'appel : les taux d'appel de l'année n sont calculés en considérant le nombre d'appels interjetés durant les années n et n+1 des décisions rendues en premier ressort l'année n et en rapportant ce nombre d'appels à l'ensemble des décisions au fond de l'année n. Pour le tribunal d'instance, ce taux est calculé sur l'ensemble des affaires, le système statistique ne permettant pas de distinguer les décisions rendues en premier ressort de celles rendues en dernier ressort.

Taux de classement sans suite : il est calculé sur les seules affaires « poursuivables ». C'est le complément du taux de réponse pénale.

Taux de réponse pénale : il mesure la part des affaires « poursuivables » ayant fait l'objet soit d'une poursuite, soit d'une mesure alternative dite « de la troisième voie ».

Travail d'intérêt général : lorsqu'un délit est puni d'emprisonnement, le tribunal peut prescrire un travail d'intérêt général à titre de peine principale. Le condamné, qui doit l'accepter, accomplit, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association habilitée, un travail non rémunéré d'une durée comprise entre 40 et 210 heures (art. 131-8 du CP).

	Pages		Pages
A		C	
Ab initio	119, 121	Cassation	27, 137
Abandon	49	Cautionnement	59, 71
Abandon de famille	171	Centre de détention	19, 208
Abandon de foyer	171	Centre de semi-liberté	19, 208
Abandon d'épave	201	Centre d'orientation et d'action éducative	19, 243
Absence	45	Centre pénitentiaire	19, 208
Absence d'autorisation de transport	181	Certificat de nationalité française	37
Abus de blanc-seing	177	Certificat de propriété	37
Abus de confiance	149, 177, 211, 251	Cession de l'entreprise	33, 43, 91
Acquisition d'armes	197	Cession de salaire	37
Acquisition de la nationalité française	79	Chambre de l'instruction s.a.i.	135, 317
Acquisition de stupéfiants	193	Chambre de l'instruction pour majeurs	117, 119, 121
Acquittement	125	Chambre de l'instruction pour mineurs	117, 119, 121, 235
Acte de cruauté sur animal	179	Chambre des appels correctionnels	277
Acte de notoriété	37	Chambre régionale des comptes	177
Acte d'huissier	307	Chantage	109, 113
Acte notarié	309	Citation directe	109, 113
Action éducative en milieu ouvert	240, 241, 245, 331 à 333	Classement sans suite	107, 109, 113, 235
Action possessoire	65	Classement sous condition	109
Administrateur judiciaire	307	Clerc de notaire	309
Admonestation	151, 153, 160, 161, 174, 179	Clerc d'huissier de justice	307
.....	193, 251, 255	Comité de probation	225, 227
Adoption	49	Commerce d'armes	149, 197, 251
Affaires familiales	84 à 89	Commerce de stupéfiants	193
Affaires poursuivables	106 à 109, 235 à 237, 323 à 327	Commissaire-priseur	309
.....	333 à 335	Comparution à délai rapproché	235
Aide juridictionnelle	295 à 297	Comparution immédiate	109, 123, 127
Agression sexuelle	167, 168, 211, 259	Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [CRPC]	109
Ajournement avec mise à l'épreuve	225	Composition pénale	109, 323 à 327
Altération des facultés mentales	47, 89	Comptabilité délictueuse	189
Amende	151, 153, 160 à 201, 251, 255	Concession immobilière	65
Amende forfaitaire majorée	103, 113, 335 à 343	Conciliateur	304, 305
Antichrèse	65	Concurrence	53
Apposition de scellés	37	Conduite en état alcoolique	163, 181
Assassinat	159	Conduite malgré suspension de permis	181
Assistance d'un prévenu	295, 297	Conduite sans permis	181
Assistance éducative en milieu ouvert	241	Conflit collectif du travail	67
Association de malfaiteurs	197	Conseil de prud'hommes	19, 41, 67, 343 à 347
Association d'aide aux victimes	139	Conseil d'État	19, 271
Association chargée du suivi des mesures alternatives	111	Consentement mutuel	87, 89
Association de contrôle judiciaire	119	Consultation d'orientation éducative	19
Atteinte à la vie privée	171	Contentieux électoral non politique	37
Autorisation de programme	15	Contentieux électoral politique	37
Autorité parentale	49, 71, 85	Contentieux locatif	93
Avocat s.a.i.	305	Contrainte par corps	24
Avocat à la Cour de cassation	305	Contrat s.a.i.	57, 71
Avocat au Conseil d'État	305	Contrat d'aménagement d'un immeuble	59
Avoué	307	Contrat d'assurance	61, 71
B		Contrat de construction d'un immeuble	59
Bail à construction	65	Contrat de réparation d'un immeuble	59
Bail commercial	51, 71	Contrat de transport	59
Banque	51, 71	Contrat de travail	67
Banqueroute	189	Contrat d'intermédiaire	61
Baux d'habitation	57, 71	Contravention de 1 ^{re} à 4 ^e classe	113, 131
Baux professionnels	57, 71	Contravention de 5 ^e classe	105, 131, 153, 155, 255
Baux ruraux	39, 57	.....	335 à 343, 357 à 362
Biens	63, 71	Contrefaçon s.a.i.	53, 149, 189
Blessures involontaires s.a.i.	149, 153, 163, 164, 165, 261	Contrefaçon de chèque	185
Blessures involontaires par conducteur	163 à 165	Contrôle judiciaire	119, 127, 235, 239
Blocage de provision d'un chèque	185	Contumace	125
Bornage	63	Conversion de séparation de corps en divorce	47, 85, 87
Budget de la justice	15	Convocation sur procès verbal	109
		Copropriété	67, 71
		Corruption de fonctionnaire	195
		Coups et blessures	147, 149, 153, 159 à 165
		.....	211, 247, 251, 255
		Cour administrative d'appel	19, 273
		Cour d'appel	19, 20, 29, 45 à 69

	Pages
Cour d'assises s.a.i.	103 ?, 125, 317
Cour d'assises d'appel.	125
Cour d'assises pour majeurs	125
Cour d'assises pour mineurs	125, 239
Cour de cassation	19, 27, 137
Cour de discipline budgétaire et financière	277
Cour des comptes	275
Créance salariale	67
Crédit-bail	57, 71
Crédits de paiement	15
Crime	115, 117, 147, 247, 249, 357 à 362
Curatelle s.a.i.	47, 83
Curatelle d'état	83

D

Déclaration de nationalité française	37, 79
Défaut d'assurance	181
Défaut de permis de construire	201
Défaut de plaque ou fausses plaques	181
Dégradation	149, 179, 251
Délai de réponse pénale	125, 127, 129, 131, 133, 135
Délit	115, 117, 149, 151, 251, 253, 357 à 362
Délit de fuite	181
Demande acceptée	47, 87, 89
Dénonciation s.a.i.	107, 113
Dénonciation calomnieuse	195
Départition	41, 343 à 347
Désertion	197
Destruction s.a.i.	179, 251
Destruction d'objet gagé	177
Destruction d'objet saisi	177
Détention d'armes	197
Détention de stupéfiants	193
Détention provisoire	121, 123, 137
Détournement d'objet gagé	177
Détournement d'objet saisi	177
Diffamation	171
Discrimination	171
Disparition	45
Dispense de peine	151, 153, 160 à 201, 251, 255
Divorce s.a.i.	47, 71, 85, 87, 89
Divorce prononcé directement	87, 89, 319 à 323
Donation	51
Droit de garde	49
Droit de la famille	47, 71
Droit de visite	49, 85
Droit des affaires	51, 71
Droit des personnes	45, 71
Droit de douane	69
Droit d'enregistrement	69
Durée de détention provisoire	121, 123
Durée d'emprisonnement ferme	147 à 202
Durée de l'instruction	115, 117
Durée des affaires civiles	29 à 41, 73 à 77, 87, 91, 99

E

Effectif budgétaire de la justice	17
Effet de commerce	53, 71
Élections à certains organismes	69
Élections politiques	69
Émancipation	45
Emphytéose	65
Emploi de stupéfiants	193
Emprisonnement	149, 159 à 201, 211, 251
Enfance délinquante	243 à 249
Enfance en danger	243 à 249
Entrave à la représentation des salariés	187

	Pages
Entrave aux fonctions de l'inspecteur du travail	187
Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger en France	197, 198
Escroquerie	177, 211, 251
Établissement judiciaire	19, 20
Établissement pénitentiaire	19, 208
État civil	45
Évasion de détenu	217
Exercice illégal d'une profession s.a.i.	189
Exercice illégal d'une profession médicale	193
Exhibition sexuelle	167
Expert judiciaire	309
Expulsion de locataire	51, 57, 93
Extorsion de fonds	177
Extradition	215

F

Fabrication, commerce illicites d'explosifs	197
Falsification de document	201
Faute (divorce pour)	47, 87
Faux en écriture privée	149, 201
Faux en écriture publique	149, 201
Faux et usage de faux	201, 211, 259
Faux-monnayage	197
Filiation adoptive	49
Filiation légitime	49
Filiation naturelle	49
Filouterie	177
Formation professionnelle	67
Foyer d'action éducative	17, 243
Fraude s.a.i.	149, 191
Fraude à l'impôt	191
Fraude aux prestations et cotisations sociales	187
Fugue du détenu	217

G

Gage	65
Gérance du fonds de commerce	51
Gestion délictueuse	189
Grâce conditionnelle	225
Greffier s.a.i.	17
Greffier de tribunal de commerce	307
Greffier en chef	17
Groupement	51, 53, 71

H

Habitation	65
Harcèlement sexuel	167
Homicide involontaire s.a.i.	149, 163, 211, 259
Homicide involontaire par conducteur	163
Homicide volontaire	147, 159, 211, 259
Huissier de justice	307
Hygiène et sécurité	187
Hypothèque	65, 71

I

Impayés	95, 97
Implantation immobilière	19
Incapacité des majeurs	47, 83
Incapacités des mineurs	45, 81
Incarcération	213, 215, 261, 263
Indemnisation des victimes d'infraction	139
Indemnisation en matière de détention provisoire	137
Indivision	51, 71
Infraction à la circulation routière	149, 153, 181, 357 à 361
Infraction contre la famille	149, 171
Infraction à la législation des chèques	149, 185

	Pages
Infraction à la législation du travail	149, 153, 187
Infraction à la législation économique	149, 153, 251
Infraction à la législation financière	149, 153, 251
Infraction à la législation sur la concurrence	149, 189
Infraction à la législation sur la famille	149, 171
Infraction à la législation sur la police des étrangers	149, 197
.....	357 à 361
Infraction à la législation sur la santé	149, 153, 193, 211, 259
Infraction à la législation sur la sécurité sociale	149, 153, 187
Infraction à la législation sur la télécommunication	197
Infraction à la législation sur le commerce	189
Infraction à la législation sur l'environnement	149, 153, 201
.....	
Infraction à la législation sur les finances publiques	149, 191
Infraction à la législation sur les jeux de hasard	197
Infraction à la législation sur les mœurs	149, 153, 167, 168
.....	169, 251
Infraction à la législation sur les prix	149, 189
Infraction à la législation sur les sociétés	149, 189
Infraction à la législation sur les stupéfiants	149, 193, 211, 251
.....	259, 357 à 361
Infraction à la législation sur les transports	149, 153, 181, 182
.....	183, 251, 255
.....	
Infraction à la sûreté publique	147 ?, 149, 153, 197, 198, 251
Infraction à l'ordre administratif	149, 153, 195, 251
Infraction à l'ordre économique	149, 153
Infraction à l'ordre judiciaire	149, 153, 195, 253
Infraction à l'ordre public général	149, 153, 201, 202, 251
Infraction contre la personne	147, 149, 153, 211, 247, 251, 259
Infraction contre les biens	147, 149, 153, 211, 247, 251, 259
Infraction douanière	191
Infraction en matière de chasse	201
Infraction en matière de navigation	181
Infraction en matière de pêche	201
Infraction militaire	149, 197
Injonction de payer	37, 95, 97
Injonction thérapeutique	107, 109
Insertion professionnelle	67
Insoumission	197
Institution spéciale d'éducation surveillée	19
Instruction : décision de clôture	115, 117, 119, 121
Interdiction de résidence	197
Interdiction de séjour	195
Interdiction d'émettre des chèques	151, 185
Interdiction du permis de conduire	151, 182
Interdiction du territoire français	151, 198
Intérêts des salariés	67

J

Jeunes majeurs	241, 243, 245
Jours-amende	151, 160, 174, 177, 179, 181 ?, 182 ?, 193, 195
Juge de l'application des peines	219 à 223
Juge de l'exécution	99
Juge des affaires familiales	85 à 89
Juge des enfants	109, 117, 119, 121, 129, 235
.....	239, 241, 331 à 333
Juge d'instruction	109, 115 à 121, 235
Juridiction de l'expropriation	29
Juridiction de proximité	133
Juridiction régionale de la libération conditionnelle	219 à 223
Juridiction s.a.i.	19, 20

Pages

L

Légitimation	49
Levée de scellés	37
Libéralités	51
Libération s.a.i.	215, 263
Libération conditionnelle	223, 225, 263
Licenciement	67
Liquidation judiciaire s.a.i.	43, 53, 55, 91
Liquidation judiciaire immédiate	43, 91, 349 à 352
Location	51

M

Magistrat	17
Maison centrale	19, 208
Maison d'arrêt	19, 208
Majeur protégé	47
Mandat de dépôt	121
Mandataire liquidateur	307
Manifestation de volonté	78
Mariage	49
Médecine du travail	187
Médiateur	283 à 287
Médiation	107, 109
Médiation-réparation	107, 109, 235, 327 à 329
Menaces	171
Mesure alternative	109, 111, 235, 323 à 327, 327 à 329
Mesure d'investigation	241
Mesure éducative	151, 153, 160, 161, 174 à 179, 185, 193,
.....	195, 201, 247, 249, 251, 255
Meurtre	159
Meurtre sur mineur	159
Milieu fermé	209 à 217, 257 à 261
Milieu ouvert	225, 227
Mineur protégé	45, 81
Mise en liberté surveillée	251
Mise en examen	115, 117, 235
Mise sous protection judiciaire	251
Mitoyenneté	63
Montant des amendes	151 à 202

N

Nantissement	51, 65
Nationalité	37, 45, 79
Naturalisation	79
Négociation collective	67
Nom	45, 85
Non-assistance à personne en danger	171
Non-lieu	103, 115, 117, 119, 121
Non-lieu pour démence	117
Non-représentation d'enfant	171
Notaire	309

O

Obligations à caractère alimentaire	49, 71, 85
Obstacle au contrôle de transport routier	181
Office d'avocats	305
Office d'avoués	307
Office de commissaires-priseurs	309
Office de greffiers de tribunal de commerce	307

	Pages
Office de notaires	309
Office d'huissiers	307
Officier du ministère public	103, 113
Opposition	127, 129, 131, 133, 135
Opposition à injonction de payer	97
Ordonnance d'incarcération provisoire	213
Ordonnance pénale	113, 131, 335 à 341
Ordonnance sur requête	31
Outrage à agent de l'autorité publique	195
Outrage à un magistrat	195
Outrage aux bonnes mœurs	167

P

Pacte civil de solidarité (PACS)	37
Parquet	105 à 111, 235, 323 à 329
Partage	51, 71
Paternité naturelle	49
Peine de substitution	151, 153, 159 à 202, 251, 255
Pension alimentaire	49, 85
Permission de sortir	223
Perpétuité	147, 159, 167, 173, 211, 247
Personnel de surveillance	17
Personnel éducatif	17
Personnes morales	109, 127
Placement à l'extérieur	219
Placement en établissement d'éducation surveillée	251
Placement s.a.i.	239, 331 à 333
Plainte	105, 107, 113
Plan de cession de l'entreprise	55, 91
Plan de continuation de l'entreprise	55, 91
Plan de redressement judiciaire	91
Police des étrangers	149, 197
Police des nomades	149, 197
Port et transport illicite d'armes	149, 197
Possession immobilière	65, 71
Possession mobilière	65
Prénom	45, 85
Prestation compensatoire	49, 85
Prêt d'argent	59, 71
Prévenu	209 à 213, 257 à 261
Privilèges	51, 71
Prix illicites	189
Procédures alternatives aux poursuites	107, 109, 235
Procès-verbal	105, 107, 235, 237
Propriété artistique	63, 67, 71
Propriété immobilière	63, 71
Propriété industrielle	53
Propriété littéraire	63, 67, 71
Propriété mobilière	65
Protection des majeurs	83
Protection des mineurs	81
Protection sociale	67, 69, 71
Proxénétisme	167, 169, 211
Publicité mensongère	189

Q

Quasi-contrat	61, 63, 71
---------------	------------

R

Racolage	167
Rébellion	195
Recel	149, 173, 175, 211, 253, 261
Recel qualifié	173
Recherche des causes de la mort	115
Récidive	203
Réclusion criminelle	147, 159, 167, 173, 211, 247, 249, 259

Pages

Réclusion criminelle à perpétuité	147, 159, 167, 173, 211, 247, 249, 259
Redressement judiciaire	53, 55, 91, 349 à 352
Redressement judiciaire civil	53, 99
Référé	31 à 43, 71, 95, 97, 319 à 321, 335 à 355
Refus de vérification d'état alcoolique	181
Refus d'obtempérer	181
Régime matrimonial	49
Relations du travail	67, 71
Relaxe	127, 131, 135
Remise à personne	251, 255
Rémunération	37, 67
Réponse pénale	107, 109, 235, 237, 323 à 329
Requête conjointe	47, 87, 89
Responsabilité s.a.i.	61, 71
Responsabilité des personnes publiques	69
Responsabilité du fait d'autrui	63
Responsabilité du fait des choses immobilières	61, 71
Responsabilité du fait des choses mobilières	61
Responsabilité du fait des véhicules	61, 71
Responsabilité personnelle de certaines personnes qualifiées	63, 71
Rétablissement personnel	99
Retrait de provision d'un chèque	185
Révision des condamnations pénales	137
Risques professionnels	69
Rupture de la vie commune	47, 49, 87, 89
Rupture du contrat de travail	67
Rupture d'union	85, 87, 89

S

Saisie	99
Salarié protégé	67
Sanction disciplinaire	67
Section prud'homale	47, 343 à 347
Semi-liberté	221
Séparation de corps	47, 71, 85, 87
Séquestration	171
Servitudes	65, 71
Service éducatif auprès du T G I	17, 243
Service pénitentiaire d'insertion et de probation	224, 225, 227
Société civile professionnelle d'avocats	305
Société civile professionnelle d'avoués	307
Société civile professionnelle de commissaires-priseurs	309
Société civile professionnelle de greffiers de tribunal de commerce	307
Société civile professionnelle de notaires	309
Société civile professionnelle d'huissiers de justice	307
Succession	51, 71
Suicide de détenu	217
Suivi socio-judiciaire	157
Surendettement des ménages	71, 99
Suspension du permis de conduire	151, 153, 160, 163 à 165, 174, 177, 179, 182, 195, 201

T

Taux d'appel	29, 31, 35, 41
Technique de vente répréhensible	189
Tentative préalable de conciliation	35
Testament	51
Trafic de stupéfiants	193
Transport d'armes	149, 197, 251
Transport de stupéfiants	193
Transport routier sans autorisation	181
Travail illégal	187
Travail d'intérêt général	151, 160 à 202 ?, 224, 249, 251

	Pages
Tribunal administratif	19, 273 à 275
Tribunal aux armées	133
Tribunal correctionnel 1	109, 117, 121, 127
Tribunal de commerce	19, 20, 43, 97, 349 à 352
Tribunal de grande instance	19, 20, 31, 95, 319 à 321
Tribunal de grande instance à compétence commerciale	19, 20 33, 355
Tribunal de police	109 à 113, 117, 131, 335 à 341
Tribunal de première instance	19, 20
Tribunal de première instance à compétence commerciale ..	19, 20
Tribunal des affaires de sécurité sociale	19, 20, 39
Tribunal des conflits	271
Tribunal d'instance	19, 20, 35, 95, 335 à 341
Tribunal du travail	19, 20
Tribunal mixte de commerce	19, 20
Tribunal paritaire des baux ruraux	39
Tribunal pour enfants	19, 20, 117, 119, 121, 129 237, 239, 331 à 333
Tribunal supérieur d'appel	19, 20
Tromperie sur la marchandise	189
Tutelle s.a.i.	45, 47, 81, 83
Tutelle aux prestations sociales	47, 83
Tutelle avec conseil de famille	83
Tutelle d'État	83
Tutelle en gérance	83
Tutelle sous forme d'administration légale	83

	Pages
U	
Usage	65
Usage illicite de stupéfiants	193
Usufruit	65
Usurpation de fonctions	195
Usurpation de titre	195
Usurpation d'identité	195

V	
Vente	57, 71
Viol	147, 167, 211, 247, 249
Violation à l'interdiction d'émettre un chèque	185
Violation de domicile	171
Violences par conjoint ou concubin	159
Violences sur agent de l'autorité publique	195
Violences sur un magistrat	195
Vol	149, 173, 174, 211, 251, 357 à 361
Vol qualifié	173, 211, 259

W	
Warrant agricole	37

Les autres publications de la Sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation

“LES CHIFFRES CLÉS DE LA JUSTICE” [Pour en savoir davantage](#)

Un fascicule annuel qui rassemble les principaux chiffres sur les moyens et l'activité de la Justice.

“INFOSTAT JUSTICE” [Pour en savoir davantage](#)

Un thème d'actualité, analysé en quatre pages de commentaires et tableaux, accessibles à tous publics.
Derniers numéros parus :

- 94. Le suivi socio judiciaire : bilan de la loi du 17 juin 1998
- 92. Le recours des victimes aux avocats et aux associations d'aide aux victimes
- 91. L'activité des juridictions commerciales en 2005
- 90. Les annulations de mariages en 2007
- 89. Pacte civil de solidarité : importante progression en 2005
- 88. Les condamnés de 2004 en état de récidive
- 87. Le sort des demandes prud'homales en 2004
- 86. Une évaluation de l'activité des juridictions en 2005
- 85. Les admissions à l'aide juridictionnelle en 2004
- 84. Médiation familiale, lieux d'exercice du droit de visite dans le secteur associatif. 2003
- 83. L'exécution des peines d'emprisonnement ferme
- 82. La responsabilité pénale des personnes morales
- 81. L'activité des MJD et des Antennes de Justice en 2003
- 80. Une évaluation de l'activité des juridictions en 2004
- 79. L'activité des associations socio-judiciaires en 2003
- 78. L'activité des conciliateurs de justice en 2003

D'autres informations sur le site du Ministère de la Justice :

www.justice.gouv.fr

Adresser ce BON DE COMMANDE, accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de "Régie du ministère de la Justice", à :

Ministère de la Justice
Sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation
13 place Vendôme 75001 Paris
Fax : 01 44 77 66 50

Titre	Numéro(s) ou Année (s)	Prix unitaire	Nb d'exemplaires	Total
Les chiffres-clés de la Justice		gratuit		
Infostat-Justice - le numéro		2 Euros x	=	
-Abonnement - 11 numéros		20 Euros x	=	
Total				

Nom :
Raison sociale :
Adresse :
.....

L'Annuaire statistique de la Justice est édité par la Documentation Française : www.ladocumentationfrancaise.fr/

